LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

*S
*E
72
C36
33-2
C68-C74

C-68

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-68

An Act to amend the Bretton Woods and Related Agreements Act

First reading, June 17, 1987

THE MINISTER OF FINANCE

C-68

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-68

Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

Première lecture le 17 juin 1987

LE MINISTRE DES FINANCES

22386

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-68

An Act to amend the Bretton Woods and Related Agreements Act

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-68

Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

R.S., c. B-9; 1976-77, c. 37; 1980-81-82-83, cc. 20, 128, 166; 1985, c. 16

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

S.R., ch. B-9; 1976-77, ch. 37; 1980-81-82-83, ch. 20, 128, 166; 1985, ch. 16

1985, c. 16, s. 1

1. The long title of the *Bretton Woods and Related Agreements Act* is repealed and the following substituted therefor:

"An Act for carrying into effect the Agreements for an International Monetary Fund, an International Bank for Reconstruction and Development, an International Development Association and an International Finance Corporation and the Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency"

1. Le titre intégral de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«Loi portant exécution des accords relatifs au Fonds monétaire international, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'Association internationale de développement, à la Société financière internationale et à la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements»

1985, ch. 16, art. 1

1985, c. 16, s. 2

2. The preamble to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le préambule de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1985, ch. 16, art. 2

Preamble

"WHEREAS the United Nations Monetary and Financial Conference held at Bretton Woods in July 1944 prepared the Articles of Agreement set out in the First Schedule for an International Monetary Fund and in the Second Schedule for an International Bank for Reconstruction and Development;

AND WHEREAS since that time there have been prepared Articles of Agreement set out in the Third Schedule for an Inter-

«CONSIDÉRANT que la Conférence monétaire et financière des Nations Unies tenue à Bretton Woods en juillet 1944 a élaboré les Statuts énoncés à la première annexe en vue d'un Fonds monétaire international et ceux énoncés à la seconde annexe en vue d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement;

CONSIDÉRANT que depuis les Statuts énoncés à la troisième, à la quatrième et à la cinquième annexe ont été élaborés

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Bretton Woods and Related Agreements Act".

Explanatory Notes

Clauses 1 to 3: The underlined words are related to the extension of the Act to the Multilateral Investment Guarantee Agency.

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes».

Notes explicatives

Articles 1 à 3. — Les mots soulignés découlent de l'adjonction à la loi de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

national Development Association, in the Fourth Schedule for an International Finance Corporation and in the Fifth Schedule for a Multilateral Investment Guarantee Agency;

AND WHEREAS it is expedient that Canada become a member of the International Monetary Fund, the International Bank for Reconstruction and Development, the International Development Association, the International Finance Corporation and the Multilateral Investment Guarantee Agency and that provision be made for acceptance by Canada of the Agreements and the Convention therefor and for carrying out the obligations and exercising any rights of Canada thereunder;

THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:"

en vue de la création d'une Association internationale de développement, d'une Société financière internationale et d'une Agence multilatérale de garantie des investissements;

ET CONSIDÉRANT qu'il est opportun que le Canada devienne membre du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement, de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements et qu'il convient de prendre les mesures voulues pour l'acceptation, par le Canada, des accords et de la Convention pertinents et l'accomplissement des obligations ainsi que l'exercice des droits qui en découlent pour le pays,

À ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :»

1985, c. 16, s. 4

3. Subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. Le paragraphe 2(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1985, ch. 16, art. 4

Agreements approved

"**2.** (1) The Agreements for an International Monetary Fund, an International Bank for Reconstruction and Development, an International Development Association and an International Finance Corporation and the Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency set out in the First to Fifth Schedules, respectively, are hereby approved."

«**2.** (1) Sont par les présentes approuvés les accords relatifs au Fonds monétaire international, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'Association internationale de développement, à la Société financière internationale et à la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, reproduits respectivement aux cinq annexes.» Ratification

1985, c. 16, s. 5

4. Section 4 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. L'article 4 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1985, ch. 16, art. 5

Bank of Canada as depository

"**4.** The Bank of Canada has capacity and power to act as the depository in Canada for the holdings of Canadian currency and other assets of the International Monetary Fund, the International Bank for Reconstruction and Development, the International Development Association, the International Finance Corporation and the Multilateral Investment Guarantee Agency and shall act as such depository.

«**4.** La Banque du Canada a le pouvoir d'agir à titre de dépositaire, au Canada, des avoirs, notamment en monnaie canadienne, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement, de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements; elle doit agir en cette qualité. La Banque du Canada est le dépositaire

Clause 4: The addition of the underlined words in section 4 is related to the extension of the Act to the Multilateral Investment Guarantee Agency.

Article 4. — Découle de l'adjonction à la loi de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Payment of subscription out of C.R.F.

4.1 The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund to the Multilateral Investment Guarantee Agency, in the manner and at the times provided for in the Convention set out in the Fifth Schedule, a sum or sums of money not exceeding in the whole six million, four hundred and sixteen thousand, two hundred and sixty American dollars in respect of the initial subscription required to be made by Canada under the Convention."

4.1 Le ministre des Finances peut payer, sur le Fonds du revenu consolidé, à l'Agence multilatérale de garantie des investissements, de la manière et aux époques prévues par la Convention reproduite à la cinquième annexe, d'une somme ou de sommes d'argent jusqu'à concurrence d'un montant de six millions quatre cent seize mille deux cent soixante dollars américains relativement à la souscription initiale requise du Canada.» Paiement des souscriptions sur le F.R.C.

1985, c. 16, s. 6

5. All that portion of subsection 5(2) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

5. Le passage du paragraphe 5(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1985, ch. 16, art. 6

Financial assistance

"(2) The Minister of Finance may provide financial assistance to the International Bank for Reconstruction and Development, the International Development Association, the International Finance Corporation and the Multilateral Investment Guarantee Agency by way of "

«(2) Le ministre des Finances peut fournir une aide financière à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'Association internationale de développement, à la Société financière internationale et à l'Agence multilatérale de garanties des investissements, de l'une ou l'autre des façons suivantes :» Aide financière

6. Paragraph (*a*) of Article VIII of the Second Schedule to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L'alinéa *a*) de l'article VIII de la seconde annexe de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(*a*) Any proposal to introduce modifications in this Agreement, whether emanating from a member, a governor or the Executive Directors, shall be communicated to the Chairman of the Board of Governors who shall bring the proposal before the Board. If the proposed amendment is approved by the Board the Bank shall, by circular letter or telegram, ask all members whether they accept the proposed amendment. When three-fifths of the members, having eighty-five per cent of the total voting power, have accepted the proposed amendment, the Bank shall certify the fact by a formal communication addressed to all members."

«*a*) Toute proposition tendant à apporter des modifications au présent accord, qu'elle émane d'un État membre, d'un gouverneur ou des administrateurs, sera communiquée au président du conseil des gouverneurs qui la soumettra audit conseil. Si l'amendement proposé est approuvé par le conseil, la Banque demandera à tous les États membres par lettre ou télégramme circulaire s'ils acceptent l'amendement proposé. Si les trois cinquièmes des États membres, disposant de quatre-vingt-cinq pour cent du total des voix attribuées, acceptent le texte de l'amendement proposé, la Banque confirmera ce fait par communication officielle adressée à tous les États membres.»

The new section 4.1 would provide specific authority for the initial purchase of shares in the Multilateral Investment Guarantee Agency of a maximum value of 6,416,260 American dollars.

Le nouvel article 4.1 prévoit l'achat d'actions de l'Agence multilatérale de garantie des investissements d'un montant maximal de 6 416 260 $ américains.

Clause 5: This amendment is consequential in part on clause 3 and would provide an additional means of funding the Multilateral Investment Guarantee Agency.

Article 5. — Découle en partie de l'article 3; augmente les moyens permettant d'accorder l'aide financière à l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Clause 6: This amendment would increase by five per cent the number of votes required for the acceptance by member States of an amendment to the Agreement establishing the International Bank for Reconstruction and Development.

Article 6. — Augmente de cinq pour cent le nombre de voix requises pour l'acceptation, par les États membres, d'un amendement à l'Accord relatif à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

7. The said Act is further amended by adding thereto the Fifth Schedule as set out in the schedule to this Act.

Coming into force

8. (1) Sections 1 to 5 and 7 shall come into force on the date of the entry into force of the Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency.

Idem

(2) Section 6 shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

7. La même loi est modifiée par adjonction de la cinquième annexe qui figure à l'annexe de la présente loi.

Entrée en vigueur

8. (1) Les articles 1 à 5 et 7 de la présente loi entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Idem

(2) L'article 6 entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Clause 7: This amendment would add a Fifth Schedule to the Act containing the text of the Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency.

Article 7. — Adjonction de la cinquième annexe reproduisant le texte de la Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

SCHEDULE
(*Section 7*)

"FIFTH SCHEDULE

CONVENTION ESTABLISHING THE MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY

PREAMBLE

The Contracting States

Considering the need to strengthen international cooperation for economic development and to foster the contribution to such development of foreign investment in general and private foreign investment in particular;

Recognizing that the flow of foreign investment to developing countries would be facilitated and further encouraged by alleviating concerns related to non-commercial risks;

Desiring to enhance the flow to developing countries of capital and technology for productive purposes under conditions consistent with their development needs, policies and objectives, on the basis of fair and stable standards for the treatment of foreign investment;

Convinced that the Multilateral Investment Guarantee Agency can play an important role in the encouragement of foreign investment complementing national and regional investment guarantee programs and private insurers of non-commercial risk; and

Realizing that such Agency should, to the extent possible, meet its obligations without resort to its callable capital and that such an objective would be served by continued improvement in investment conditions,

Have Agreed as follows:

CHAPTER I

ESTABLISHMENT, STATUS, PURPOSES AND DEFINITIONS

Article 1

Establishment and Status of the Agency

(*a*) There is hereby established the Multilateral Investment Guarantee Agency (hereinafter called the Agency).

(*b*) The Agency shall possess full juridical personality and, in particular, the capacity to:

(i) contract;

(ii) acquire and dispose of movable and immovable property; and

ANNEXE
(*article 7*)

CINQUIÈME ANNEXE

CONVENTION PORTANT CRÉATION DE L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

PRÉAMBULE

Les États Contractants

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer la coopération internationale pour stimuler le développement économique et d'encourager le rôle joué dans ce développement par les investissements étrangers en général et les investissements étrangers privés en particulier;

Reconnaissant que les apports d'investissements étrangers aux pays en développement seraient facilités et encouragés par une diminution des préoccupations liées aux risques non commerciaux;

Souhaitant encourager la fourniture aux pays en développement, à des fins productives, de ressources financières et techniques assorties de conditions compatibles avec leurs besoins, leurs politiques et leurs objectifs de développement, sur la base de normes stables et équitables pour le traitement des investissements étrangers;

Convaincus de l'importance du rôle que pourrait jouer dans la promotion des investissements étrangers une Agence Multilatérale de Garantie des Investissements dont l'action viendrait s'ajouter à celle des organismes nationaux et régionaux de garantie des investissements et des assureurs privés contre les risques non commerciaux; et

Conscients qu'une telle Agence devrait, dans toute la mesure du possible, remplir ses obligations sans recourir à son capital appelable et que la réalisation d'un tel objectif serait facilitée par la poursuite de l'amélioration des conditions de l'investissement;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

CRÉATION, STATUT, FONCTIONS ET DÉFINITIONS

Article 1

Création et Statut de l'Agence

a) La présente Convention porte création d'une Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (ci-après dénommée l'Agence);

b) l'Agence possède la pleine personnalité juridique et elle a, en particulier, la capacité :

(i) de contracter,

(iii) institute legal proceedings.

Article 2

Objective and Purposes

The objective of the Agency shall be to encourage the flow of investments for productive purposes among member countries, and in particular to developing member countries, thus supplementing the activities of the International Bank for Reconstruction and Development (hereinafter referred to as the Bank), the International Finance Corporation and other international development finance institutions.

To serve its objective, the Agency shall:

(*a*) issue guarantees, including coinsurance and reinsurance, against non-commercial risks in respect of investments in a member country which flow from other member countries;

(*b*) carry out appropriate complementary activities to promote the flow of investments to and among developing member countries; and

(*c*) exercise such other incidental powers as shall be necessary or desirable in the furtherance of its objective.

The Agency shall be guided in all its decisions by the provisions of this Article.

Article 3

Definitions

For the purposes of this Convention:

(*a*) "Member" means a State with respect to which this Convention has entered into force in accordance with Article 61.

(*b*) "Host country" or "host government" means a member, its government, or any public authority of a member in whose territories, as defined in Article 66, an investment which has been guaranteed or reinsured, or is considered for guarantee or reinsurance, by the Agency is to be located.

(*c*) A "developing member country" means a member which is listed as such in Schedule A hereto as this Schedule may be amended from time to time by the Council of Governors referred to in Article 30 (hereinafter called the Council).

(*d*) A "special majority" means an affirmative vote of not less than two-thirds of the total voting power representing not less than fifty-five percent of the subscribed shares of the capital stock of the Agency.

(*e*) A "freely usable currency" means

(i) any currency designated as such by the International Monetary Fund from time to time, and

(ii) any other freely available and effectively usable currency which the Board of Directors referred to in Article 30 (hereinafter called the Board) may designate for the

(ii) d'acquérir des biens meubles et immeubles et de les aliéner,

(iii) d'ester en justice.

Article 2

Objectif et fonctions

L'Agence a pour objectif d'encourager les flux d'investissement à des fins productives entre les États membres, en particulier vers les États membres en développement, complétant ainsi les activités de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (ci-après dénommée la Banque), de la Société Financière Internationale et d'autres institutions internationales de financement du développement.

À cet effet, l'Agence :

a) délivre des garanties, y compris par des opérations de coassurance et de réassurance, contre les risques non commerciaux pour les investissements d'États membres dans un autre État membre;

b) contribue, par des activités complémentaires appropriées, à promouvoir les flux d'investissement vers et entre les États membres en développement; et

c) exerce tous autres pouvoirs implicites nécessaires ou favorables à l'accomplissement de son mandat.

Dans toutes ses décisions, l'Agence s'inspire des dispositions du présent Article.

Article 3

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a) le terme «État membre» désigne tout État pour lequel la présente Convention est entrée en vigueur conformément à l'Article 61;

b) l'expression «pays d'accueil» ou «gouvernement d'accueil» désigne tout État membre, son gouvernement ou toute entité publique d'un État membre, sur les territoires, au sens de l'Article 66, duquel doit être exécuté l'investissement que l'Agence a garanti ou réassuré ou envisage de garantir ou de réassurer;

c) l'expression «État membre en développement» désigne l'un des États membres de l'Agence classés dans la catégorie des États membres en développement figurant à l'Appendice A de la présente Convention, y compris les modifications qui pourraient être apportées audit Appendice par le Conseil des Gouverneurs visé dans l'Article 30 (ci-après dénommé le Conseil des Gouverneurs);

d) l'expression «majorité spéciale» désigne une majorité des deux tiers au moins du nombre total des voix représentant au moins 55 % des actions souscrites du capital de l'Agence;

e) l'expression «monnaie librement utilisable» désigne :

(i) toute monnaie désignée comme telle par le Fonds Monétaire International, et

purposes of this Convention after consultation with the International Monetary Fund and with the approval of the country of such currency.

CHAPTER II

MEMBERSHIP AND CAPITAL

Article 4

Membership

(*a*) Membership in the Agency shall be open to all members of the Bank and to Switzerland.

(*b*) Original members shall be the States which are listed in Schedule A hereto and become parties to this Convention on or before October 30, 1987.

Article 5

Capital

(*a*) The authorized capital stock of the Agency shall be one billion Special Drawing Rights (SDR1,000,000,000). The capital stock shall be divided into 100,000 shares having a par value of SDR10,000 each, which shall be available for subscription by members. All payment obligations of members with respect to capital stock shall be settled on the basis of the average value of the SDR in terms of United States dollars for the period January 1, 1981 to June 30, 1985, such value being 1.082 United States dollars per SDR.

(*b*) The capital stock shall increase on the admission of a new member to the extent that the then authorized shares are insufficient to provide the shares to be subscribed by such member pursuant to Article 6.

(*c*) The Council, by special majority, may at any time increase the capital stock of the Agency.

Article 6

Subscription of Shares

Each original member of the Agency shall subscribe at par to the number of shares of capital stock set forth opposite its name in Schedule A hereto. Each other member shall subscribe to such number of shares of capital stock on such terms and conditions as may be determined by the Council, but in no event at an issue price of less than par. No member shall subscribe to less than fifty shares. The Council may prescribe rules by which members may subscribe to additional shares of the authorized capital stock.

(ii) toute autre monnaie librement disponible et effectivement utilisable que le Conseil d'Administration visé dans l'Article 30 (ci-après dénommé le Conseil d'Administration) peut désigner aux fins de la présente Convention après consultation avec le Fonds Monétaire International et avec l'approbation du pays dont ladite monnaie est la monnaie nationale.

CHAPITRE II

CAPITAL ET COMPOSITION DE L'AGENCE

Article 4

Adhésion

a) L'adhésion à l'Agence est ouverte à tous les États membres de la Banque et à la Suisse;

b) les États membres originaires de l'Agence sont les États qui sont énumérés dans l'Appendice A à la présente Convention et qui ont accédé à la présente Convention avant le 30 octobre 1987.

Article 5

Capital

a) Le capital autorisé de l'Agence est de un milliard de Droits de Tirage Spéciaux (DTS 1 000 000 000). Il est divisé en 100 000 actions, d'une valeur nominale de DTS 10 000, qui peuvent être souscrites par les États membres. Tous les paiements incombant aux États membres au titre de leur souscription au capital sont réglés sur la base de la valeur du DTS en dollars des États-Unis pendant la période allant du 1er janvier 1981 au 30 juin 1985, qui est de 1 082 dollar;

b) le capital est augmenté lors de l'adhésion d'un nouvel État membre dans la mesure où le nombre d'actions jusque-là autorisé est insuffisant pour que le nouvel État membre puisse souscrire le nombre d'actions prévu à l'Article 6;

c) le capital peut à tout moment être augmenté par décision du Conseil des Gouverneurs prise à la majorité spéciale.

Article 6

Souscription des actions

Chaque État membre originaire de l'Agence souscrit au pair le nombre d'actions indiqué en regard de son nom dans l'Appendice A à la présente Convention. Chacun des autres États membres souscrit le nombre d'actions fixé par le Conseil des Gouverneurs, aux conditions fixées par le Conseil des Gouverneurs mais à un prix d'émission qui ne peut en aucun cas être inférieur au pair. Le nombre d'actions à souscrire ne peut en aucun cas être inférieur à 50. Le Conseil des Gouverneurs peut adopter des règles autorisant les États membres à souscrire des actions supplémentaires du capital autorisé.

Article 7

Division and Calls of Subscribed Capital

The initial subscription of each member shall be paid as follows:

(i) Within ninety days from the date on which this Convention enters into force with respect to such member, ten percent of the price of each share shall be paid in cash as stipulated in Section (a) of Article 8 and an additional ten percent in the form of non-negotiable, non-interest-bearing promissory notes or similar obligations to be encashed pursuant to a decision of the Board in order to meet the Agency's obligations.

(ii) The remainder shall be subject to call by the Agency when required to meet its obligations.

Article 8

Payment of Subscription of Shares

(*a*) Payments of subscriptions shall be made in freely usable currencies except that payments by developing member countries may be made in their own currencies up to twenty-five percent of the paid-in cash portion of their subscriptions payable under Article 7(i).

(*b*) Calls on any portion of unpaid subscriptions shall be uniform on all shares.

(*c*) If the amount received by the Agency on a call shall be insufficient to meet the obligations which have necessitated the call, the Agency may make further successive calls on unpaid subscriptions until the aggregate amount received by it shall be sufficient to meet such obligations.

(*d*) Liability on shares shall be limited to the unpaid portion of the issue price.

Article 9

Valuation of Currencies

Whenever it shall be necessary for the purposes of this Convention to determine the value of one currency in terms of another, such value shall be as reasonably determined by the Agency, after consultation with the International Monetary Fund.

Article 10

Refunds

(*a*) The Agency shall, as soon as practicable, return to members amounts paid on calls on subscribed capital if and to the extent that:

(i) the call shall have been made to pay a claim resulting from a guarantee or reinsurance contract and thereafter the Agency shall have recovered its payment, in whole or in part, in a freely usable currency; or

Article 7

Division et appel du capital souscrit

La souscription initiale de chaque État membre est versée comme suit :

(i) dans les 90 jours suivant la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chaque État membre concerné, 10 % du prix de chaque action sont versés en numéraire conformément aux dispositions de la Section *a*) de l'Article 8 et 10 % supplémentaires sous forme de billets à ordre ou d'effets similaires non négociables, ne portant pas intérêt, que l'Agence encaisse, sur décision du Conseil d'Administration, pour faire face à ses obligations,

(ii) le solde peut être appelé par l'Agence lorsqu'elle en a besoin pour faire face à ses obligations.

Article 8

Paiement des actions souscrites

a) Le paiement des souscriptions est effectué dans une ou plusieurs monnaie(s) librement utilisable(s), excepté que les États membres en développement peuvent payer dans leur monnaie nationale jusqu'à 25 % de la fraction en numéraire visée à l'Article 7 (i);

b) les appels sur toute fraction non versée des souscriptions portent uniformément sur toutes les actions;

c) si, ayant procédé à un appel d'une fraction non versée des souscriptions pour faire face à ses obligations, l'Agence reçoit un montant insuffisant à cette fin, elle appelle successivement de nouvelles fractions jusqu'à ce qu'elle dispose au total du montant suffisant;

d) la responsabilité encourue au titre des actions est limitée à la fraction non versée du prix d'émission.

Article 9

Évaluation des monnaies

Chaque fois qu'il est nécessaire aux fins de la présente Convention de déterminer la valeur d'une monnaie par rapport à une autre monnaie, ladite valeur est raisonnablement déterminée par l'Agence, après consultation avec le Fonds Monétaire International.

Article 10

Remboursements

a) L'Agence, dès que cela est possible, rembourse aux États membres les montants versés à la suite d'un appel du capital souscrit, à la condition et pour autant :

(i) que l'appel ait été effectué en vue du versement d'une indemnité due au titre d'une garantie ou d'un contrat de réassurance délivré par l'Agence et que celle-ci ait ultérieurement recouvré tout ou partie du montant versé en une monnaie librement utilisable,

(ii) the call shall have been made because of a default in payment by a member and thereafter such member shall have made good such default in whole or in part; or

(iii) the Council, by special majority, determines that the financial position of the Agency permits all or part of such amounts to be returned out of the Agency's revenues.

(*b*) Any refund effected under this Article to a member shall be made in freely usable currency in the proportion of the payments made by that member to the total amount paid pursuant to calls made prior to such refund.

(*c*) The equivalent of amounts refunded under this Article to a member shall become part of the callable capital obligations of the member under Article 7(ii).

CHAPTER III

OPERATIONS

Article 11

Covered Risks

(*a*) Subject to the provisions of Sections (b) and (c) below, the Agency may guarantee eligible investments against a loss resulting from one or more of the following types of risk:

(i) *Currency Transfer*

any introduction attributable to the host government of restrictions on the transfer outside the host country of its currency into a freely usable currency or another currency acceptable to the holder of the guarantee, including a failure of the host government to act within a reasonable period of time on an application by such holder for such transfer;

(ii) *Expropriation and Similar Measures*

any legislative action or administrative action or omission attributable to the host government which has the effect of depriving the holder of a guarantee of his ownership or control of, or a substantial benefit from, his investment, with the exception of non-discriminatory measures of general application which governments normally take for the purpose of regulating economic activity in their territories;

(iii) *Breach of Contract*

any repudiation or breach by the host government of a contract with the holder of a guarantee, when

(*a*) the holder of a guarantee does not have recourse to a judicial or arbitral forum to determine the claim of repudiation or breach, or

(*b*) a decision by such forum is not rendered within such reasonable period of time as shall be prescribed in the contracts of guarantee pursuant to the Agency's regulations, or

(*c*) such a decision cannot be enforced; and

(ii) que l'appel ait résulté d'un défaut de paiement d'un État membre et que ledit État membre ait ultérieurement réglé tout ou partie du montant dû, ou

(iii) que le Conseil des Gouverneurs décide, à la majorité spéciale, que la situation financière de l'Agence permet le remboursement de tout ou partie de ces montants sur les recettes de l'Agence;

b) tout remboursement versé aux États membres en application du présent Article est effectué dans la ou les monnaie(s) librement utilisable(s) choisie(s) par l'Agence et chaque État membre reçoit une part dudit remboursement égale à sa part du total versé à l'Agence à la suite des appels lancés avant un tel remboursement;

c) l'équivalent des montants remboursés à un État membre en application du présent Article est incorporé à la fraction appelable de la souscription dudit État membre visée à l'Article 7 (ii).

CHAPITRE III

OPÉRATIONS

Article 11

Risques assurés

a) Sous réserve des dispositions des Sections *b*) et *c*) ci-après, l'Agence peut garantir les investissements admissibles contre les pertes résultant d'une ou de plusieurs des catégories de risque ci-après :

(i) *risque de transfert*

le fait que le gouvernement d'accueil ait lui-même apporté toute restriction au transfert de sa monnaie hors de son territoire dans une monnaie librement utilisable ou dans une autre monnaie jugée acceptable par l'investisseur assuré, y compris le fait que le gouvernement d'accueil n'ait pas donné suite dans un délai raisonnable à la demande de transfert présentée par ledit investisseur,

(ii) *Expropriation et autres mesures analogues*

le fait que le gouvernement d'accueil ait pris toute mesure législative administrative ou qu'il ait omis de prendre toute mesure administrative, lorsque ledit fait a pour conséquence de priver l'investisseur assuré de ses droits sur son capital ou son investissement ou d'une part substantielle des avantages découlant de son investissement, à l'exception des mesures ordinaires non discriminatoires d'application générale que les gouvernements prennent normalement pour réglementer l'activité économique sur leurs territoires,

(iii) *Rupture de contrat*

toute dénonciation ou rupture par le gouvernement d'accueil d'un contrat conclu avec l'investisseur assuré, dans les cas où :

a) l'investisseur assuré ne dispose pas de voie de recours lui permettant de demander à une instance judiciaire ou arbitrale de statuer sur une action en dénonciation ou rupture de contrat; ou

(iv) *War and Civil Disturbance*

any military action or civil disturbance in any territory of the host country to which this Convention shall be applicable as provided in Article 66.

(*b*) Upon the joint application of the investor and the host country, the Board, by special majority, may approve the extension of coverage under this Article to specific non-commercial risks other than those referred to in Section (*a*) above, but in no case to the risk of devaluation or depreciation of currency.

(*c*) Losses resulting from the following shall not be covered:

(i) any host government action or omission to which the holder of the guarantee has agreed or for which he has been responsible; and

(ii) any host government action or omission or any other event occurring before the conclusion of the contract of guarantee.

Article 12

Eligible Investments

(*a*) Eligible investments shall include equity interests, including medium- or long-term loans made or guaranteed by holders of equity in the enterprise concerned, and such forms of direct investment as may be determined by the Board.

(*b*) The Board, by special majority, may extend eligibility to any other medium- or long-term form of investment, except that loans other than those mentioned in Section (*a*) above may be eligible only if they are related to a specific investment covered or to be covered by the Agency.

(*c*) Guarantees shall be restricted to investments the implementation of which begins subsequent to the registration of the application for the guarantee by the Agency. Such investments may include:

(i) any transfer of foreign exchange made to modernize, expand, or develop an existing investment; and

(ii) the use of earnings from existing investments which could otherwise be transferred outside the host country.

(*d*) In guaranteeing an investment, the Agency shall satisfy itself as to:

(i) the economic soundness of the investment and its contribution to the development of the host country;

(ii) compliance of the investment with the host country's laws and regulations;

(iii) consistency of the investment with the declared development objectives and priorities of the host country; and

(iv) the investment conditions in the host country, including the availability of fair and equitable treatment and legal protection for the investment.

b) une décision n'est pas rendue par une telle instance dans un délai raisonnable, défini par le contrat de garantie conformément au règlement de l'Agence; ou

c) une telle décision ne peut être exécutée; et

(iv) *Conflits armés et troubles civils*

toute action militaire ou tout trouble civil dans tout territoire du pays d'accueil auquel la présente Convention est applicable conformément à l'Article 66;

b) si l'investisseur et le pays d'accueil le demandent conjointement, le Conseil d'Administration, par décision prise à la majorité spéciale, peut étendre la couverture prévue dans le présent Article à des risques non commerciaux autres que les risques visés dans la Section *a*) ci-dessus, mais en aucun cas aux risques de dévaluation ou de dépréciation du change;

c) les pertes résultant de l'un quelconque des faits énumérés ci-dessous ne sont pas couvertes :

(i) toute action ou omission du gouvernement d'accueil à laquelle l'investisseur assuré a consenti ou dont il est dûment responsable, et

(ii) toute action ou omission du gouvernement d'accueil ou tout autre fait intervenu avant la conclusion du contrat de garantie.

Article 12

Investissements admissibles

a) Les investissements admissibles comprennent les prises de participation, y compris les prêts à moyen ou à long terme accordés ou garantis par les détenteurs du capital de l'entreprise intéressée, et toutes formes d'investissement direct jugées admissibles par le Conseil d'Administration.

b) le Conseil d'Administration peut, par décision prise à la majorité spéciale, inclure parmi les investissements admissibles toutes autres formes d'investissements à moyen ou à long terme, à l'exception toutefois des prêts autres que ceux mentionnés à la Section *a*) ci-dessus qui ne peuvent être couverts que s'ils sont liés à un investissement spécifique couvert ou devant être couvert par l'Agence;

c) les garanties sont limitées aux investissements dont l'exécution commence après l'enregistrement de la demande de garantie par l'Agence. Lesdits investissements peuvent comprendre :

(i) tout transfert de devises effectué en vue de moderniser, de renforcer ou de développer un investissement existant, et

(ii) l'utilisation du produit d'investissements existants qui pourrait être transféré à l'étranger;

d) lorsqu'elle garantit un investissement, l'Agence s'assure :

(i) que ledit investissement est économiquement justifié et qu'il contribuera au développement du pays d'accueil,

(ii) que ledit investissement satisfait à la législation et à la réglementation du pays d'accueil,

(iii) que ledit investissement est compatible avec les objectifs et les priorités déclarés du pays d'accueil en matière de développement, et

Article 13

Eligible Investors

(*a*) Any natural person and any juridical person may be eligible to receive the Agency's guarantee provided that:

(i) such natural person is a national of a member other than the host country;

(ii) such juridical person is incorporated and has its principal place of business in a member or the majority of its capital is owned by a member or members or nationals thereof, provided that such member is not the host country in any of the above cases; and

(iii) such juridical person, whether or not it is privately owned, operates on a commercial basis.

(*b*) In case the investor has more than one nationality, for the purposes of Section (*a*) above the nationality of a member shall prevail over the nationality of a non-member, and the nationality of the host country shall prevail over the nationality of any other member.

(*c*) Upon the joint application of the investor and the host country, the Board, by special majority, may extend eligibility to a natural person who is a national of the host country or a juridical person which is incorporated in the host country or the majority of whose capital is owned by its nationals, provided that the assets invested are transferred from outside the host country.

Article 14

Eligible Host Countries

Investments shall be guaranteed under this Chapter only if they are to be made in the territory of a developing member country.

Article 15

Host Country Approval

The Agency shall not conclude any contract of guarantee before the host government has approved the issuance of the guarantee by the Agency against the risks designated for cover.

Article 16

Terms and Conditions

The terms and conditions of each contract of guarantee shall be determined by the Agency subject to such rules and regula-

(iv) des conditions offertes aux investissements dans le pays d'accueil et, notamment, de l'existence d'un régime juste et équitable et de protections juridiques.

Article 13

Investisseurs admissibles

a) Toute personne physique et toute personne morale peuvent être admises au bénéfice des garanties de l'Agence, sous réserve :

(i) que ladite personne physique ait la nationalité d'un État membre autre que le pays d'accueil,

(ii) que ladite personne morale soit constituée conformément au droit d'un État membre et y ait son établissement principal, ou que la majorité de son capital soit détenue par un ou plusieurs État(s) membre(s) ou par des nationaux d'un ou plusieurs État(s) membre(s), à condition, dans tous les cas ci-dessus, que ledit ou lesdits État(s) membre(s) ne soit (soient) pas le pays d'accueil, et

(iii) que ladite personne morale, qu'elle appartienne ou non à des intérêts privés, opère sur une base commerciale;

b) au cas où l'investisseur a plus d'une nationalité, aux fins d'application de la Section *a*) ci-dessus, la nationalité d'un État membre l'emporte sur celle d'un État non membre, et la nationalité du pays d'accueil l'emporte sur celle de tout autre État membre;

c) si l'investisseur et le pays d'accueil le demandent conjointement, le Conseil d'Administration, par décision prise à la majorité spéciale, peut étendre le bénéfice des garanties de l'Agence à une personne physique qui a la nationalité du pays d'accueil, ou à une personne morale constituée conformément au droit du pays d'accueil, ou dont la majorité du capital appartient à des nationaux dudit pays, sous réserve que les avoirs en cause soient transférés d'un État membre autre que le pays d'accueil dans ledit pays d'accueil.

Article 14

Pays d'accueil admissibles

Ne peuvent être garantis en application du présent Chapitre que les investissements qui doivent être effectués sur le territoire d'un État membre en développement.

Article 15

Approbation du pays d'accueil

L'Agence ne conclut aucun contrat de garantie avant que le gouvernement du pays d'accueil ait approuvé l'octroi de la garantie par l'Agence contre des risques expressément désignés.

Article 16

Modalités et conditions

L'Agence définit les modalités et conditions de chaque contrat de garantie conformément aux règles et règlements adoptés

tions as the Board shall issue, provided that the Agency shall not cover the total loss of the guaranteed investment. Contracts of guarantee shall be approved by the President under the direction of the Board.

Article 17

Payment of Claims

The President under the direction of the Board shall decide on the payment of claims to a holder of a guarantee in accordance with the contract of guarantee and such policies as the Board may adopt. Contracts of guarantee shall require holders of guarantees to seek, before payment is made by the Agency, such administrative remedies as may be appropriate under the circumstances, provided that they are readily available to them under the laws of the host country. Such contracts may require the lapse of certain reasonable periods between the occurrence of events giving rise to claims and payments of claims.

Article 18

Subrogation

(a) Upon paying or agreeing to pay compensation to a holder of a guarantee, the Agency shall be subrogated to such rights or claims related to the guaranteed investment as the holder of a guarantee may have had against the host country and other obligors. The contract of guarantee shall provide the terms and conditions of such subrogation.

(b) The rights of the Agency pursuant to Section (a) above shall be recognized by all members.

(c) Amounts in the currency of the host country acquired by the Agency as subrogee pursuant to Section (a) above shall be accorded, with respect to use and conversion, treatment by the host country as favorable as the treatment to which such funds would be entitled in the hands of the holder of the guarantee. In any case, such amounts may be used by the Agency for the payment of its administrative expenditures and other costs. The Agency shall also seek to enter into arrangements with host countries on other uses of such currencies in the event that they are not freely usable.

Article 19

Relationship to National and Regional Entities

The Agency shall cooperate with, and seek to complement the operations of, national entities of members and regional entities the majority of whose capital is owned by members, which carry out activities similar to those of the Agency, with a view to maximizing both the efficiency of their respective services and their contribution to increased flows of foreign investment. To this end, the Agency may enter into arrangements with such entities on the details of such cooperation, including in particular the modalities of reinsurance and coinsurance.

tions as the Board shall issue, provided that the Agency shall not cover the total loss of the guaranteed investment. Contracts of guarantee shall be approved by the President under the direction of the Board.

Article 17

Payment of Claims

The President under the direction of the Board shall decide on the payment of claims to a holder of a guarantee in accordance with the contract of guarantee and such policies as the Board may adopt. Contracts of guarantee shall require holders of guarantees to seek, before a payment is made by the Agency, such administrative remedies as may be appropriate under the circumstances, provided that they are readily available to them under the laws of the host country. Such contracts may require the lapse of certain reasonable periods between the occurrence of events giving rise to claims and payments of claims.

Article 18

Subrogation

(*a*) Upon paying or agreeing to pay compensation to a holder of a guarantee, the Agency shall be subrogated to such rights or claims related to the guaranteed investment as the holder of a guarantee may have had against the host country and other obligors. The contract of guarantee shall provide the terms and conditions of such subrogation.

(*b*) The rights of the Agency pursuant to Section (*a*) above shall be recognized by all members.

(*c*) Amounts in the currency of the host country acquired by the Agency as subrogee pursuant to Section (*a*) above shall be accorded, with respect to use and conversion, treatment by the host country as favorable as the treatment to which such funds would be entitled in the hands of the holder of the guarantee. In any case, such amounts may be used by the Agency for the payment of its administrative expenditures and other costs. The Agency shall also seek to enter into arrangements with host countries on other uses of such currencies to the extent that they are not freely usable.

Article 19

Relationship to National and Regional Entities

The Agency shall cooperate with, and seek to complement the operations of, national entities of members and regional entities the majority of whose capital is owned by members, which carry out activities similar to those of the Agency, with a view to maximizing both the efficiency of their respective services and their contribution to increased flows of foreign investment. To this end, the Agency may enter into arrangements with such entities on the details of such cooperation, including in particular the modalities of reinsurance and coinsurance.

par le Conseil d'Administration, étant entendu qu'elle ne peut couvrir le total de l'investissement. Le Président de l'Agence approuve les contrats de garantie, conformément aux directives du Conseil d'Administration.

Article 17

Versement des indemnités

Le Président décide, sur la base des directives du Conseil d'Administration, du paiement d'une indemnité à un investisseur assuré conformément au contrat de garantie et aux principes définis par le Conseil d'Administration. Les contrats de garantie obligent l'investisseur à se prévaloir, avant de recevoir une indemnité de l'Agence, de tous recours administratifs qui peuvent être appropriés en l'occurrence, pourvu que la législation du pays d'accueil lui offre la possibilité de les exercer sans difficulté. Lesdits contrats peuvent exiger l'écoulement de délais raisonnables entre la date du fait générateur de la demande d'indemnisation et le versement d'une indemnité.

Article 18

Subrogation

a) Dès lors qu'elle verse ou accepte de verser une indemnité à un investisseur assuré, l'Agence est subrogée dans les droits ou créances dont pourrait disposer ledit investisseur, du fait de l'investissement assuré, à l'encontre du pays d'accueil et d'autres tiers. Le contrat de garantie détermine les modalités et conditions de la subrogation;

b) tous les États membres reconnaissent les droits conférés à l'Agence en application de la Section *a*) ci-dessus;

c) le pays d'accueil accorde aux montants en monnaie du pays d'accueil acquis par l'Agence en sa qualité de subrogé en vertu de la Section *a*) ci-dessus, en ce qui concerne leur utilisation et leur conversion, un traitement aussi favorable que celui auquel lesdits fonds auraient eu droit si l'investisseur assuré les avait détenus. En tout état de cause, l'Agence peut affecter ces montants au paiement de ses dépenses d'administration et d'autres frais. Elle cherche à conclure avec les pays d'accueil des accords sur d'autres utilisations de leur monnaie dans la mesure où celle-ci n'est pas librement utilisable.

Article 19

Relations avec d'autres organismes nationaux et régionaux

L'Agence coopère avec des organismes nationaux d'États membres et des organismes régionaux dont la majorité du capital est détenue par des États membres, qui exercent des activités similaires aux siennes, et s'attache à compléter leurs opérations, en vue de maximiser aussi bien l'efficacité de leurs services respectifs que leur contribution à un accroissement des apports d'investissements étrangers. À cette fin, l'Agence peut conclure des arrangements avec ces organismes au sujet des conditions particulières d'une telle coopération, notamment des modalités de la réassurance et de la coassurance.

Article 20

Reinsurance of National and Regional Entities

(*a*) The Agency may issue reinsurance in respect of a specific investment against a loss resulting from one or more of the non-commercial risks underwritten by a member or agency thereof or by a regional investment guarantee agency the majority of whose capital is owned by members. The Board, by special majority, shall from time to time prescribe maximum amounts of contingent liability which may be assumed by the Agency with respect to reinsurance contracts. In respect of specific investments which have been completed more than twelve months prior to receipt of the application for reinsurance by the Agency, the maximum amount shall initially be set at ten percent of the aggregate contingent liability of the Agency under this Chapter. The conditions of eligibility specified in Articles 11 to 14 shall apply to reinsurance operations, except that the reinsured investments need not be implemented subsequent to the application for reinsurance.

(*b*) The mutual rights and obligations of the Agency and a reinsured member or agency shall be stated in contracts of reinsurance subject to such rules and regulations as the Board shall issue. The Board shall approve each contract for reinsurance covering an investment which has been made prior to receipt of the application for reinsurance by the Agency, with a view to minimizing risks, assuring that the Agency receives premiums commensurate with its risk, and assuring that the reinsured entity is appropriately committed toward promoting new investment in developing member countries.

(*c*) The Agency shall, to the extent possible, assure that it or the reinsured entity shall have the rights of subrogation and arbitration equivalent to those the Agency would have if it were the primary guarantor. The terms and conditions of reinsurance shall require that administrative remedies are sought in accordance with Article 17 before a payment is made by the Agency. Subrogation shall be effective with respect to the host country concerned only after its approval of the reinsurance by the Agency. The Agency shall include in the contracts of reinsurance provisions requiring the reinsured to pursue with due diligence the rights or claims related to the reinsured investment.

Article 21

Cooperation with Private Insurers and with Reinsurers

(*a*) The Agency may enter into arrangements with private insurers in member countries to enhance its own operations and encourage such insurers to provide coverage of non-commercial risks in developing member countries on conditions similar to those applied by the Agency. Such arrangements may include the provision of reinsurance by the Agency under the conditions and procedures specified in Article 20.

Article 20

Réassurance d'organismes nationaux et régionaux

a) L'Agence peut réassurer un investissement particulier contre une perte résultant d'un ou de plusieurs risques non commerciaux garantis par un État membre ou par un organisme d'un État membre ou par un organisme régional de garantie des investissements dont la majorité du capital est détenue par des États membres. Le Conseil d'Administration, par décision prise à la majorité spéciale, fixe périodiquement les montants maximaux des engagements que l'Agence peut prendre au titre de contrats de réassurance. S'agissant des investissements qui ont été achevés plus de douze mois avant la réception par l'Agence de la demande de réassurance, le plafond est initialement fixé à 10 % du montant global des engagements pris par l'Agence en vertu du présent Chapitre. Les conditions d'admissibilité prévues aux Articles 11 à 14 s'appliquent aux opérations de réassurance, excepté qu'il n'est pas exigé que les investissements réassurés soient effectués après la demande de réassurance;

b) les droits et obligations réciproques de l'Agence et de l'État membre, ou de l'organisme, réassuré sont spécifiés dans un contrat de réassurance conclu conformément aux règles et règlements de réassurance adoptés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration approuve chaque contrat de réassurance relatif à un investissement effectué avant que l'Agence ait reçu la demande de réassurance, en veillant à minimiser les risques, et à s'assurer que l'Agence perçoit des primes correspondant au risque qu'elle prend et que l'entité réassurée est résolue à promouvoir de nouveaux investissements dans les États membres en développement;

c) l'Agence, dans la mesure du possible, fait en sorte qu'elle-même ou l'entité réassurée ait des droits équivalant, en matière de subrogation et d'arbitrage, à ceux que l'Agence aurait si elle avait elle-même assuré l'investissement. Les modalités et conditions de la réassurance doivent préciser que les recours administratifs sont exercés conformément à l'Article 17 avant qu'une indemnité soit payée par l'Agence. La subrogation ne peut être opposée au pays d'accueil concerné qu'après que celui-ci a approuvé la réassurance par l'Agence. L'Agence inclut dans les contrats de réassurance des dispositions prévoyant que l'entité réassurée doit faire valoir avec une diligence raisonnable les droit sous créances liés à l'investissement réassuré.

Article 21

Coopération avec des assureurs et des réassureurs privés

a) L'Agence peut conclure des accords avec des assureurs privés d'États membres pour développer ses propres opérations et encourager lesdits assureurs à offrir une couverture contre des risques non commerciaux dans des pays membres en développement à des conditions similaires à celles appliquées par l'Agence. Lesdits accords peuvent prévoir une

(*b*) The Agency may reinsure with any appropriate reinsurance entity, in whole or in part, any guarantee or guarantees issued by it.

(*c*) The Agency will in particular seek to guarantee investments for which comparable coverage on reasonable terms is not available from private insurers and reinsurers.

Article 22

Limits of Guarantee

(*a*) Unless determined otherwise by the Council by special majority, the aggregate amount of contingent liabilities which may be assumed by the Agency under this Chapter shall not exceed one hundred and fifty percent of the amount of the Agency's unimpaired subscribed capital and its reserves plus such portion of its reinsurance cover as the Board may determine. The Board shall from time to time review the risk profile of the Agency's portfolio in the light of its experience with claims, degree of risk diversification, reinsurance cover and other relevant factors with a view to ascertaining whether changes in the maximum aggregate amount of contingent liabilities should be recommended to the Council. The maximum amount determined by the Council shall not under any circumstances exceed five times the amount of the Agency's unimpaired subscribed capital, its reserves and such portion of its reinsurance cover as may be deemed appropriate.

(*b*) Without prejudice to the general limit of guarantee referred to in Section (*a*) above, the Board may prescribe:

(i) maximum aggregate amounts of contingent liability which may be assumed by the Agency under this Chapter for all guarantees issued to investors of each individual member. In determining such maximum amounts, the Board shall give due consideration to the share of the respective member in the capital of the Agency and the need to apply more liberal limitations in respect of investments originating in developing member countries; and

(ii) maximum aggregate amounts of contingent liability which may be assumed by the Agency with respect to such risk diversification factors as individual projects, individual host countries and types of investment or risk.

Article 23

Investment Promotion

(*a*) The Agency shall carry out research, undertake activities to promote investment flows and disseminate information on investment opportunities in developing member countries,

réassurance par l'Agence aux conditions et selon les procédures indiquées à l'Article 20;

b) l'Agence peut faire réassurer, en tout ou en partie, auprès de toute compagnie de réassurance appropriée, toute(s) garantie(s) qu'elle a délivrée(s);

c) l'Agence s'emploie en particulier à garantir les investissements pour lesquels une couverture comparable à des conditions raisonnables ne peut être obtenue auprès d'assureurs et de réassureurs privés.

Article 22

Plafond d'engagement

a) À moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement à la majorité spéciale, le montant total des engagements que l'Agence peut prendre en vertu de garanties délivrées en application du présent Chapitre n'excède pas 150 % de la somme du capital souscrit, net d'obligations, de l'Agence, de ses réserves et de la fraction de ses engagements couverte auprès des réassureurs que le Conseil d'Administration pourra fixer. Le Conseil d'Administration réétudie de temps à autre le profil des risques du portefeuille de l'Agence en se fondant sur les demandes d'indemnisation effectivement déposées, le degré de diversification des risques, la couverture auprès de réassureurs et d'autres facteurs pertinents, en vue de déterminer si des changements du plafond des engagements devraient être recommandés au Conseil des Gouverneurs. Le plafond ainsi déterminé par le Conseil des Gouverneurs ne peut en aucun cas être plus de cinq fois supérieur à la somme du capital souscrit, net d'obligations, de l'Agence, de ses réserves et de la fraction de ses engagements couverte auprès de réassureurs qui peut être jugée appropriée;

b) sans préjudice du plafond global visé dans la Section *a*) ci-dessus, le Conseil d'Administration peut fixer :

(i) le montant cumulatif maximum des engagements que l'Agence peut prendre en application du présent Chapitre au titre de toutes les garanties délivrées aux investisseurs d'un même État membre. Pour déterminer le plafond applicable aux divers États membres, le Conseil d'Administration tient dûment compte de la part du capital de l'Agence souscrite par l'État membre concerné et de la nécessité d'une plus grande souplesse à l'égard des investissements en provenance des États membres en développement, et

(ii) le montant cumulatif maximum des engagements que l'Agence peut prendre à l'égard de critères de diversification des risques tels que les projets particuliers, les pays d'accueil particuliers et les catégories d'investissement et de risque.

Article 23

Promotion de l'investissement

a) L'Agence effectue des recherches, entreprend des activités visant à promouvoir les flux d'investissement et diffuse des renseignements sur les possibilités d'investissement dans les

with a view to improving the environment for foreign investment flows to such countries. The Agency may, upon the request of a member, provide technical advice and assistance to improve the investment conditions in the territories of that member. In performing these activities, the Agency shall:

(i) be guided by relevant investment agreements among member countries;

(ii) seek to remove impediments, in both developed and developing member countries, to the flow of investment to developing member countries; and

(iii) coordinate with other agencies concerned with the promotion of foreign investment, and in particular the International Finance Corporation.

(*b*) The Agency also shall:

(i) encourage the amicable settlement of disputes between investors and host countries;

(ii) endeavor to conclude agreements with developing member countries, and in particular with prospective host countries, which will assure that the Agency, with respect to investment guaranteed by it, has treatment at least as favorable as that agreed by the member concerned for the most favored investment guarantee agency or State in an agreement relating to investment, such agreements to be approved by special majority of the Board; and

(iii) promote and facilitate the conclusion of agreements, among its members, on the promotion and protection of investments.

(*c*) The Agency shall give particular attention in its promotional efforts to the importance of increasing the flow of investments among developing member countries.

Article 24

Guarantees of Sponsored Investments

In addition to the guarantee operations undertaken by the Agency under this Chapter, the Agency may guarantee investments under the sponsorship arrangements provided for in Annex I to this Convention.

CHAPTER IV

FINANCIAL PROVISIONS

Article 25

Financial Management

The Agency shall carry out its activities in accordance with sound business and prudent financial management practices with a view to maintaining under all circumstances its ability to meet its financial obligations.

États membres en développement en vue de créer des conditions propices à des apports d'investissements étrangers. Élle peut fournir aux États membres qui le lui demandent, une assistance technique et des conseils pour les aider à améliorer le climat de l'investissement dans leurs territoires. En accomplissant ces travaux, l'Agence :

(i) tient compte des accords d'investissement conclus entre les États membres,

(ii) s'emploie à lever les obstacles, dans les États membres développés comme dans les États membres en développement, qui entravent les flux d'investissement vers les États membres en développement, et

(iii) coordonne son action avec celle des autres organismes s'occupant aussi de la promotion des investissements étrangers et en particulier avec celle de la Société Financière Internationale;

b) de plus, l'Agence :

(i) encourage le règlement à l'amiable des différends entre investisseurs et pays d'accueil,

(ii) s'efforce de conclure avec les États membres en développement et, en particulier, avec les pays d'accueil potentiels, des accords en application desquels l'Agence bénéficie, pour tout investissement qu'elle a garanti, d'un traitement au moins aussi favorable que celui que l'État membre concerné accorde, aux termes d'un accord d'investissement, à l'État ou à l'organisme de garantie des investissements le plus favorisé; lesdits accords doivent être approuvés par le Conseil d'Administration à la majorité spéciale, et

(iii) favorise et facilite la conclusion d'accords, entre ses États membres, au sujet de la promotion et de la protection des investissements;

c) dans ses activités de promotion, l'Agence attache une importance particulière à l'accroissement des flux d'investissement entre ses pays membres en développement.

Article 24

Garanties applicables aux investissements parrainés

Outre les opérations de garantie effectuées par l'Agence en application du présent Chapitre, l'Agence peut garantir des investissements dans le cadre des arrangements de parrainage prévus à l'Annexe I de la présente Convention.

CHAPITRE IV

CLAUSES FINANCIÈRES

Article 25

Gestion financière

L'Agence conduit ses activités conformément aux principes d'une pratique commerciale saine et d'une gestion financière avisée de façon à préserver en toutes circonstances son aptitude à s'acquitter de ses obligations financières.

Article 26

Premiums and Fees

The Agency shall establish and periodically review the rates of premiums, fees and other charges, if any, applicable to each type of risk.

Article 27

Allocation of Net Income

(*a*) Without prejudice to the provisions of Section (*a*)(iii) of Article 10, the Agency shall allocate net income to reserves until such reserves reach five times the subscribed capital of the Agency.

(*b*) After the reserves of the Agency have reached the level prescribed in Section (*a*) above, the Council shall decide whether, and to what extent, the Agency's net income shall be allocated to reserves, be distributed to the Agency's members or be used otherwise. Any distribution of net income to the Agency's members shall be made in proportion to the share of each member in the capital of the Agency in accordance with a decision of the Council acting by special majority.

Article 28

Budget

The President shall prepare an annual budget of revenues and expenditures of the Agency for approval by the Board.

Article 29

Accounts

The Agency shall publish an Annual Report which shall include statements of its accounts and of the accounts of the Sponsorship Trust Fund referred to in Annex I to this Convention, as audited by independent auditors. The Agency shall circulate to members at appropriate intervals a summary statement of its financial position and a profit and loss statement showing the results of its operations.

CHAPTER V

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

Article 30

Structure of the Agency

The Agency shall have a Council of Governors, a Board of Directors, a President and staff to perform such duties as the Agency may determine.

Article 26

Primes et commissions

L'Agence fixe et revoit périodiquement le tarif des primes, des commissions et, le cas échéant, des autres charges à percevoir pour chaque type de risque.

Article 27

Affectation du bénéfice net

a) Sans préjudice des dispositions de la Section *a*) (iii) de l'Article 10, l'Agence affecte la totalité de son bénéfice net à ses réserves jusqu'à ce que le montant desdites réserves atteigne le quintuple de son capital souscrit;

b) lorsque les réserves de l'Agence atteignent le niveau stipulé à la Section *a*) ci-dessus, le Conseil des Gouverneurs décide si, et dans quelle mesure, le bénéfice net de l'Agence doit être affecté aux réserves, distribué aux États membres de l'Agence ou utilisé autrement. Le Conseil des Gouverneurs décide à la majorité spéciale de toute distribution du bénéfice net de l'Agence aux États membres et la part versée à chacun d'eux est proportionnelle à sa part du capital de l'Agence.

Article 28

Budget

Le Président de l'Agence établit le budget annuel des recettes et des dépenses de l'Agence et le soumet à l'approbation du Conseil d'Administration.

Article 29

Comptabilité

L'Agence publie un Rapport annuel qui contient les états de ses comptes et des comptes du Fonds Fiduciaire de Parrainage dûment vérifiés par des commissaires aux comptes. L'Agence communique aux États membres, à intervalles appropriés, un état récapitulatif de sa situation financière et un compte de pertes et profits indiquant le résultat de ses opérations.

CHAPITRE V

ORGANISATION ET GESTION

Article 30

Structure de l'Agence

L'Agence comprend un Conseil des Gouverneurs, un Conseil d'Administration, un Président, et le personnel nécessaire pour remplir les fonctions définies par l'Agence.

Article 31

The Council

(*a*) All the powers of the Agency shall be vested in the Council, except such powers as are, by the terms of this Convention, specifically conferred upon another organ of the Agency. The Council may delegate to the Board the exercise of any of its powers, except the power to:

(i) admit new members and determine the conditions of their admission;

(ii) suspend a member;

(iii) decide on any increase or decrease in the capital;

(iv) increase the limit of the aggregate amount of contingent liabilities pursuant to Section (*a*) of Article 22;

(v) designate a member as a developing member country pursuant to Section (*c*) of Article 3;

(vi) classify a new member as belonging to Category One or Category Two for voting purposes pursuant to Section (*a*) of Article 39 or reclassify an existing member for the same purposes;

(vii) determine the compensation of Directors and their Alternates;

(viii) cease operations and liquidate the Agency;

(ix) distribute assets to members upon liquidation; and

(x) amend this Convention, its Annexes and Schedules.

(*b*) The Council shall be composed of one Governor and one Alternate appointed by each member in such manner as it may determine. No Alternate may vote except in the absence of his principal. The Council shall select one of the Governors as Chairman.

(*c*) The Council shall hold an annual meeting and such other meetings as may be determined by the Council or called by the Board. The Board shall call a meeting of the Council whenever requested by five members or by members having twenty-five percent of the total voting power.

Article 31

Le Conseil des Gouverneurs

a) Tous les pouvoirs de l'Agence sont dévolus au Conseil des Gouverneurs, à l'exception des pouvoirs que la présente Convention confère expressément à un autre organe de l'Agence. Le Conseil des Gouverneurs peut déléguer au Conseil d'Administration l'exercice de tous ses pouvoirs à l'exception des suivants :

(i) admettre de nouveaux États membres et fixer les conditions de leur adhésion,

(ii) suspendre un État membre,

(iii) statuer sur toute augmentation ou diminution du capital,

(iv) relever le plafond du montant cumulatif des engagements pouvant être pris en application de la Section *a*) de l'Article 22,

(v) classer un État membre dans la catégorie des États membres en développement en application de la Section *c*) de l'Article 3,

(vi) classer un nouvel État membre dans la Catégorie I ou dans la Catégorie II aux fins de la répartition des voix en application de la Section *a*) de l'Article 39 ou reclasser un État déjà membre aux mêmes fins,

(vii) fixer la rémunération des Administrateurs et de leurs suppléants,

(viii) suspendre définitivement les opérations de l'Agence et en liquider les actifs,

(ix) répartir les actifs de l'Agence entre les États membres en cas de liquidation, et

(x) amender la présente Convention, son Annexe et ses Appendices;

b) le Conseil des Gouverneurs comprend un Gouverneur et un Gouverneur suppléant nommés par chaque État membre selon les modalités choisies par ledit État membre. Aucun Gouverneur suppléant n'est autorisé à voter, sinon en l'absence du Gouverneur. Le Conseil des Gouverneurs choisit son Président parmi les Gouverneurs;

c) le Conseil des Gouverneurs tient une réunion annuelle, ainsi que toutes autres réunions qu'il juge nécessaires ou que demande le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration demande au Conseil des Gouverneurs de se réunir chaque fois que cinq États membres ou que des États membres disposant de 25 % du nombre total de voix de l'Agence en font la demande.

Article 32

The Board

(*a*) The Board shall be responsible for the general operations of the Agency and shall take, in the fulfillment of this responsibility, any action required or permitted under this Convention.

(*b*) The Board shall consist of not less than twelve Directors. The number of Directors may be adjusted by the Council to

Article 32

Le Conseil d'Administration

a) Le Conseil d'Administration est chargé de la conduite des opérations générales de l'Agence et prend, à cet effet, toute mesure requise ou autorisée par la présente Convention;

b) le Conseil d'Administration comprend au moins 12 Administrateurs. Le Conseil des Gouverneurs peut modifier le nombre des Administrateurs pour tenir compte de l'évolution

take into account changes in membership. Each Director may appoint an Alternate with full power to act for him in case of the Director's absence or inability to act. The President of the Bank shall be *ex officio* Chairman of the Board, but shall have no vote except a deciding vote in case of an equal division.

(*c*) The Council shall determine the term of office of the Directors. The first Board shall be constituted by the Council at its inaugural meeting.

(*d*) The Board shall meet at the call of its Chairman acting on his own initiative or upon request of three Directors.

(*e*) Until such time as the Council may decide that the Agency shall have a resident Board which functions in continuous session, the Directors and Alternates shall receive compensation only for the cost of attendance at the meetings of the Board and the discharge of other official functions on behalf of the Agency. Upon the establishment of a Board in continuous session, the Directors and Alternates shall receive such remuneration as may be determined by the Council.

du nombre des États membres. Chaque Administrateur peut nommer un Administrateur suppléant qui, en cas d'absence ou d'incapacité d'exercice de l'Administrateur, a pleins pouvoirs pour agir en ses lieu et place. Le Président de la Banque est *ex officio* le Président du Conseil d'Administration, mais il ne peut prendre part aux votes sauf en cas de partage égal des voix, auquel cas sa voix est prépondérante;

c) le Conseil des Gouverneurs fixe la durée du mandat des Administrateurs. Le premier Conseil d'Administration est constitué lors de la réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs;

d) le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président, agissant de sa propre initiative ou à la demande de trois Administrateurs;

e) tant que le Conseil des Gouverneurs n'a pas décidé que les Administrateurs de l'Agence doivent exercer leurs fonctions en permanence au siège de l'Agence, les Administrateurs et leurs suppléants ne sont rémunérés qu'à raison des dépenses que leur imposent leur participation aux réunions du Conseil d'Administration et l'accomplissement de leurs autres fonctions officielles pour le compte de l'Agence. Si les Administrateurs et leurs suppléants doivent exercer leurs fonctions en permanence au siège de l'Agence, leur rémunération est fixée par le Conseil des Gouverneurs.

Article 33

President and Staff

(*a*) The President shall, under the general control of the Board, conduct the ordinary business of the Agency. He shall be responsible for the organization, appointment and dismissal of the staff.

(*b*) The President shall be appointed by the Board on the nomination of its Chairman. The Council shall determine the salary and terms of the contract of service of the President.

(*c*) In the discharge of their offices, the President and the staff owe their duty entirely to the Agency and to no other authority. Each member of the Agency shall respect the international character of this duty and shall refrain from all attempts to influence the President or the staff in the discharge of their duties.

(*d*) In appointing the staff, the President shall, subject to the paramount importance of securing the highest standards of efficiency and of technical competence, pay due regard to the importance of recruiting personnel on as wide a geographical basis as possible.

(*e*) The President and staff shall maintain at all times the confidentiality of information obtained in carrying out the Agency's operations.

Article 33

Président de l'Agence et personnel

a) Le Président de l'Agence, sous l'autorité générale du Conseil d'Administration, dirige les affaires courantes de l'Agence. Il décide de l'organisation des services, de l'engagement et de la révocation des membres du personnel;

b) le Président de l'Agence est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition de son Président. Le Conseil des Gouverneurs fixe le traitement et les conditions du contrat du Président de l'Agence;

c) dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Président de l'Agence et les membres du personnel sont entièrement au service de l'Agence, à l'exclusion de toute autre autorité. Chaque État membre de l'Agence respecte le caractère international de leurs fonctions et s'abstient de toute tentative d'influence sur le Président de l'Agence ou les membres du personnel dans l'exercice de leurs fonctions;

d) dans le recrutement des membres du personnel, le Président, sans négliger l'intérêt capital qui s'attache aux concours les plus actifs et les plus compétents, tient compte de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible;

e) le Président et les membres du personnel respectent en tout temps le caractère confidentiel des renseignements obtenus à l'occasion de l'exécution des opérations de l'Agence.

Article 34

Political Activity Prohibited

The Agency, its President and staff shall not interfere in the political affairs of any member. Without prejudice to the right of the Agency to take into account all the circumstances surrounding an investment, they shall not be influenced in their decisions by the political character of the member or members concerned. Considerations relevant to their decisions shall be weighed impartially in order to achieve the purposes stated in Article 2.

Article 35

Relations with International Organizations

The Agency shall, within the terms of this Convention, cooperate with the United Nations and with other inter-governmental organizations having specialized responsibilities in related fields, including in particular the Bank and the International Finance Corporation.

Article 36

Location of Principal Office

(*a*) The principal office of the Agency shall be located in Washington, D.C., unless the Council, by special majority, decides to establish it in another location.

(*b*) The Agency may establish other offices as may be necessary for its work.

Article 37

Depositories for Assets

Each member shall designate its central bank as a depository in which the Agency may keep holdings of such member's currency or other assets of the Agency or, if it has no central bank, it shall designate for such purpose such other institution as may be acceptable to the Agency.

Article 38

Channel of Communication

(*a*) Each member shall designate an appropriate authority with which the Agency may communicate in connection with any matter arising under this Convention. The Agency may rely on statements of such authority as being statements of the member. The Agency, upon the request of a member, shall consult with that member with respect to matters dealt with in Articles 19 to 21 and related to entities or insurers of that member.

(*b*) Whenever the approval of any member is required before any act may be done by the Agency, approval shall be deemed to have been given unless the member presents an

Article 34

Interdiction de toute activité politique

L'Agence, son Président et les membres de son personnel s'abstiennent de toute immixtion dans les affaires politiques des États membres. Sans préjudice du droit de l'Agence de tenir compte de toutes les conditions dans lesquelles un investissement est effectué, l'Agence, son Président et les membres de son personnel ne doivent pas être influencés dans leurs décisions par le caractère politique de l'État ou des États membres concernés. Les considérations dont ils doivent tenir compte dans leurs décisions doivent être appréciées impartialement afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'Article 2.

Article 35

Relations avec d'autres organisations internationales

Dans le cadre des dispositions de la présente Convention, l'Agence coopère avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales ayant des fonctions spécialisées dans des domaines connexes, y compris, en particulier, la Banque et la Société Financière Internationale.

Article 36

Lieu du siège

a) Le siège de l'Agence est situé à Washington, D.C., à moins que le Conseil des Gouverneurs, à la majorité spéciale, n'en décide autrement;

b) l'Agence peut ouvrir d'autres bureaux pour les besoins de son travail.

Article 37

Dépositaires des avoirs

Chaque État membre désigne comme dépositaire, où l'Agence peut déposer ses avoirs dans la monnaie dudit État membre ou d'autres avoirs, sa banque centrale ou, s'il n'a pas de banque centrale, toute autre institution jugée acceptable par l'Agence.

Article 38

Communications

a) Chaque État membre désigne l'entité avec laquelle l'Agence peut se mettre en rapport au sujet de toute question relevant de la présente Convention. L'Agence peut faire fond sur les déclarations de ladite entité comme représentant des déclarations de l'État membre. À la demande d'un État membre, l'Agence consulte ledit État membre au sujet des questions visées aux Articles 19 à 21 et concernant les organismes ou les assureurs de cet État membre;

b) chaque fois que l'approbation d'un État membre est nécessaire pour que l'Agence puisse agir, ladite approbation est considérée comme donnée, à moins que ledit État membre

objection within such reasonable period as the Agency may fix in notifying the member of the proposed act.

CHAPTER VI

VOTING, ADJUSTMENTS OF SUBSCRIPTIONS AND REPRESENTATION

Article 39

Voting and Adjustments of Subscriptions

(*a*) In order to provide for voting arrangements that reflect the equal interest in the Agency of the two Categories of States listed in Schedule A of this Convention, as well as the importance of each member's financial participation, each member shall have 177 membership votes plus one subscription vote for each share of stock held by that member.

(*b*) If at any time within three years after the entry into force of this Convention the aggregate sum of membership and subscription votes of members which belong to either of the two Categories of States listed in Schedule A of this Convention is less than forty percent of the total voting power, members from such a Category shall have such number of supplementary votes as shall be necessary for the aggregate voting power of the Category to equal such a percentage of the total voting power. Such supplementary votes shall be distributed among the members of such Category in the proportion that the subscription votes of each bears to the aggregate of subscription votes of the Category. Such supplementary votes shall be subject to automatic adjustment to ensure that such percentage is maintained and shall be cancelled at the end of the above-mentioned three-year period.

(*c*) During the third year following the entry into force of this Convention, the Council shall review the allocation of shares and shall be guided in its decision by the following principles:

(i) the votes of members shall reflect actual subscriptions to the Agency's capital and the membership votes as set out in Section (*a*) of this Article;

(ii) shares allocated to countries which shall not have signed the Convention shall be made available for reallocation to such members and in such manner as to make possible voting parity between the above-mentioned Categories; and

(iii) the Council will take measures that will facilitate members' ability to subscribe to shares allocated to them.

(*d*) Within the three-year period provided for in Section (*b*) of this Article, all decisions of the Council and Board shall be taken by special majority, except that decisions requiring a higher majority under this Convention shall be taken by such higher majority.

(*e*) In case the capital stock of the Agency is increased pursuant to Section (*c*) of Article 5, each member which so requests shall be authorized to subscribe a proportion of the increase equivalent to the proportion which its stock thereto-

ne présente des objections dans le délai raisonnable que l'Agence peut fixer en notifiant la mesure envisagée.

CHAPITRE VI

VOTE, AJUSTEMENTS DES SOUSCRIPTIONS ET REPRÉSENTATION

Article 39

Vote et ajustements des souscriptions

a) Afin de tenir compte dans les modalités de vote de l'intérêt égal que l'Agence présente pour les deux Catégories d'États dont la liste figure à l'Appendice A de la présente Convention, ainsi que de l'importance de la participation financière de chaque État membre, chacun d'eux dispose de 177 voix d'adhésion, plus une voix de souscription pour chaque action du capital détenu;

b) si à un moment quelconque au cours des trois années suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention le total des voix d'adhésion et des voix de souscription des États membres dont dispose l'une ou l'autre des deux Catégories d'États dont la liste figure à l'Annexe A de la présente Convention est inférieur à 40 % du nombre total de voix, les États membres de ladite Catégorie reçoivent le nombre de voix additionnelles nécessaires pour que le nombre total de voix de ladite Catégorie soit égal à ce pourcentage du nombre total de voix. Ces voix additionnelles sont réparties entre les États membres de cette Catégorie à raison du pourcentage du nombre total de voix de souscription de cette Catégorie dont ils disposent. Le nombre de ces voix additionnelles est ajusté automatiquement de façon à maintenir ce pourcentage et lesdites voix sont annulées à l'expiration de la période de trois ans susmentionnée;

c) la troisième année après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil des Gouverneurs réétudie la répartition des actions et s'inspire dans ses décisions des principes suivants :

(i) le nombre de voix de chaque État membre correspond à ses souscriptions effectives au capital de l'Agence et à ses voix d'adhésion conformément aux dispositions de la Section *a*) du présent Article,

(ii) les actions réservées aux pays qui n'ont pas signé la Convention sont libérées et peuvent être réaffectées à certains États membres et selon certaines modalités de façon à rendre possible la partie du nombre de voix entre les catégories susmentionnées, et

(iii) le Conseil des Gouverneurs prend des mesures facilitant la souscription par les États membres des actions qui leur sont affectées;

d) pendant la période de trois ans visée à la Section *b*) du présent Article, toutes les décisions du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'Administration sont prises à la majorité spéciale, à l'exception des décisions pour lesquelles la présente Convention exige une majorité supérieure et qui sont prises à cette majorité renforcée;

fore subscribed bears to the total capital stock of the Agency, but no member shall be obligated to subscribe any part of the increased capital.

(*f*) The Council shall issue regulations regarding the making of additional subscriptions under Section (*e*) of this Article. Such regulations shall prescribe reasonable time limits for the submission by members of requests to make such subscriptions.

Article 40

Voting in the Council

(*a*) Each Governor shall be entitled to cast the votes of the member he represents. Except as otherwise specified in this Convention, decisions of the Council shall be taken by a majority of the votes cast.

(*b*) A quorum for any meeting of the Council shall be constituted by a majority of the Governors exercising not less than two-thirds of the total voting power.

(*c*) The Council may by regulation establish a procedure whereby the Board, when it deems such action to be in the best interests of the Agency, may request a decision of the Council on a specific question without calling a meeting of the Council.

Article 41

Election of Directors

(*a*) Directors shall be elected in accordance with Schedule B.

(*b*) Directors shall continue in office until their successors are elected. If the office of a Director becomes vacant more than ninety days before the end of his term, another Director shall be elected for the remainder of the term by the Governors who elected the former Director. A majority of the votes cast shall be required for election. While the office remains vacant, the Alternate of the former Director shall exercise his powers, except that of appointing an Alternate.

Article 42

Voting in the Board

(*a*) Each Director shall be entitled to cast the number of votes of the members whose votes counted towards his election. All the votes which a Director is entitled to cast shall be

e) s'il est procédé à une augmentation du capital social de l'Agence conformément à la Section *c*) de l'Article 5, chaque État membre qui le demande est autorisé à souscrire à cette augmentation à raison du pourcentage du total des actions de l'Agence qu'il a déjà souscrites, étant entendu qu'aucun État membre n'est tenu de souscrire à une augmentation du capital;

f) le Conseil des Gouverneurs fixe, par voie de règlement, les conditions dans lesquelles des souscriptions additionnelles peuvent être effectuées en vertu de la Section *e*) du présent Article. Ce règlement prévoit des délais raisonnables pour la présentation de leur demande par les États membres qui souhaitent être autorisés à de telles souscriptions.

Article 40

Modalités de vote du Conseil des Gouverneurs

a) Chaque Gouverneur est habilité à exprimer les voix de l'État membre qu'il représente. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés;

b) pour toute réunion du Conseil des Gouverneurs, le quorum est constitué par la présence de la majorité des Gouverneurs disposant des deux tiers du nombre total des voix au moins;

c) le Conseil des Gouverneurs peut, par voie de règlement, instituer une procédure permettant au Conseil d'Administration, lorsqu'il le juge conforme aux intérêts de l'Agence, de demander au Conseil des Gouverneurs de prendre une décision sur une question particulière sans avoir à convoquer le Conseil des Gouverneurs.

Article 41

Élection des Administrateurs

a) Les Administrateurs sont élus conformément à l'Appendice B;

b) les Administrateurs restent en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Lorsqu'un poste d'Administrateur devient vacant plus de 90 jours avant l'expiration du mandat de l'Administrateur qui occupait ledit poste, les Gouverneurs ayant élu l'ancien Administrateur élisent un nouvel Administrateur pour la durée du mandat restant à courir. Cette élection est effectuée à la majorité des suffrages exprimés. Tant que le poste d'Administrateur reste vacant, le suppléant de l'ancien Administrateur exerce les pouvoirs dudit Administrateur, à l'exception du pouvoir de nommer un suppléant.

Article 42

Modalités de vote du Conseil d'Administration

a) Chaque Administrateur dispose du nombre de voix ayant compté pour son élection. Toutes les voix dont un Administrateur dispose doivent être utilisées en bloc. Sauf disposition

cast as a unit. Except as otherwise specified in this Convention, decisions of the Board shall be taken by a majority of the votes cast.

(*b*) A quorum for a meeting of the Board shall be constituted by a majority of the Directors exercising not less than one-half of the total voting power.

(*c*) The Board may by regulation establish a procedure whereby its Chairman, when he deems such action to be in the best interests of the Agency, may request a decision of the Board on a specific question without calling a meeting of the Board.

CHAPTER VII

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Article 43

Purposes of Chapter

To enable the Agency to fulfill its functions, the immunities and privileges set forth in this Chapter shall be accorded to the Agency in the territories of each member.

Article 44

Legal Process

Actions other than those within the scope of Articles 57 and 58 may be brought against the Agency only in a court of competent jurisdiction in the territories of a member in which the Agency has an office or has appointed an agent for the purpose of accepting service or notice of process. No such action against the Agency shall be brought:

(i) by members or persons acting for or deriving claims from members, or

(ii) in respect of personnel matters.

The property and assets of the Agency shall, wherever located and by whomsoever held, be immune from all forms of seizure, attachment or execution before the delivery of the final judgment or award against the Agency.

Article 45

Assets

(*a*) The property and assets of the Agency, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of seizure by executive or legislative action.

(*b*) To the extent necessary to carry out its operations under this Convention, all property and assets of the Agency shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature; provided that property and assets acquired by the Agency as successor to or subrogee of a holder of a

contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés;

b) pour toute réunion du Conseil d'Administration, le quorum est constitué par la présence de la majorité des Administrateurs disposant de la majorité du nombre total des voix;

c) le Conseil d'Administration peut, par voie de règlement, instituer une procédure permettant à son Président, lorsqu'il le juge conforme aux intérêts de l'Agence, de demander au Conseil d'Administration de prendre une décision sur une question particulière sans avoir à convoquer une réunion du Conseil d'Administration.

CHAPITRE VII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 43

Objet du présent Chapitre

En vue de permettre à l'Agence de remplir ses fonctions, les immunités et privilèges définis au présent Chapitre sont reconnus à l'Agence dans les territoires de chaque État membre.

Article 44

Immunités de juridiction

En dehors des cas prévus aux Articles 57 et 58, l'Agence ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un État membre où elle possède un bureau ou bien où elle a nommé un agent chargé de recevoir des significations ou sommations. Aucune poursuite ne peut être intentée contre l'Agence :

(i) par des États membres ou par des personnes agissant pour le compte desdits États ou faisant valoir des droits cédés par eux, ou

(ii) à propos de questions de personnel.

Les biens et avoirs de l'Agence, où qu'ils se trouvent situés et quels qu'en soient les détenteurs, sont à l'abri de toutes formes de saisie, d'opposition ou d'exécution avant qu'un jugement ou une sentence arbitrale n'ait été définitivement rendu contre l'Agence.

Article 45

Avoirs

a) Les biens et avoirs de l'Agence, où qu'ils se trouvent situés et quels qu'en soient les détenteurs, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie par voie exécutive ou législative;

b) dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses opérations, en application de la présente Convention, tous les biens et avoirs de l'Agence sont exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature, étant entendu que les biens et avoirs acquis par l'Agence du

guarantee, a reinsured entity or an investor insured by a reinsured entity shall be free from applicable foreign exchange restrictions, regulations and controls in force in the territories of the member concerned to the extent that the holder, entity or investor to whom the Agency was subrogated was entitled to such treatment.

(*c*) For purposes of this Chapter, the term "assets" shall include the assets of the Sponsorship Trust Fund referred to in Annex I to this Convention and other assets administered by the Agency in furtherance of its objective.

Article 46

Archives and Communications

(*a*) The archives of the Agency shall be inviolable, wherever they may be.

(*b*) The official communications of the Agency shall be accorded by each member the same treatment that is accorded to the official communications of the Bank.

Article 47

Taxes

(*a*) The Agency, its assets, property and income, and its operations and transactions authorized by this Convention, shall be immune from all taxes and customs duties. The Agency shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

(*b*) Except in the case of local nationals, no tax shall be levied on or in respect of expense allowances paid by the Agency to Governors and their Alternates or on or in respect of salaries, expense allowances or other emoluments paid by the Agency to the Chairman of the Board, Directors, their Alternates, the President or staff of the Agency.

(*c*) No taxation of any kind shall be levied on any investment guaranteed or reinsured by the Agency (including any earnings therefrom) or any insurance policies reinsured by the Agency (including any premiums and other revenues therefrom) by whomsoever held:

(i) which discriminates against such investment or insurance policy solely because it is guaranteed or reinsured by the Agency; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the location of any office or place of business maintained by the Agency.

Article 48

Officials of the Agency

All Governors, Directors, Alternates, the President and staff of the Agency:

titulaire d'une garantie, d'un organisme réassuré ou d'un investisseur assuré par un organisme réassuré, par voie de succession ou de subrogation, sont exempts des restrictions, réglementations et contrôles de change normalement applicables dans les territoires du pays membre concerné dans la mesure où ledit titulaire d'une garantie, organisme ou investisseur auquel l'Agence a été subrogée avait droit à une telle exemption;

c) aux fins d'application du présent Chapitre, le terme «avoirs» englobe les avoirs du Fonds Fiduciaire de Parrainage visé à l'Annexe I de la présente Convention et les autres avoirs administrés par l'Agence.

Article 46

Archives et communications

a) Les archives de la Banque sont inviolables, où qu'elles se trouvent;

b) les communications officielles de l'Agence reçoivent de chaque État membre le même traitement que les communications officielles de la Banque.

Article 47

Immunités fiscales

a) L'Agence, ses avoirs, biens et revenus, ainsi que ses opérations et transactions autorisées par la présente Convention, sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. L'Agence est également exemptée de toute responsabilité concernant le recouvrement ou le paiement de tous droits ou impôts;

b) sauf dans le cas de nationaux du pays où ils exercent leurs fonctions, aucun impôt n'est perçu sur les indemnités payées par l'Agence aux Gouverneurs et à leurs suppléants, ni sur les traitements, indemnités et autres émoluments payés par l'Agence au Président du Conseil d'Administration, aux Administrateurs, aux suppléants et au Président de l'Agence ou à son personnel;

c) aucun impôt de quelque nature que ce soit n'est perçu sur les investissements garantis ou réassurés par l'Agence (y compris les gains en provenant) ni sur les polices d'assurance réassurées par l'Agence (y compris toutes primes et autres recettes y afférentes), quel qu'en soit le détenteur :

(i) si cet impôt constitue une mesure discriminatoire contre cet investissement ou cette police d'assurance prise uniquement parce que l'assurance ou la réassurance a été délivrée par l'Agence, ou

(ii) si le seul fondement juridique d'un tel impôt est l'emplacement de tout bureau ou établissement de l'Agence.

Article 48

Personnes exerçant des fonctions à l'Agence

Les Gouverneurs, les Administrateurs, les suppléants, le Président et le personnel de l'Agence :

(i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity;
(ii) not being local nationals, shall be accorded the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements and national service obligations, and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by the members concerned to the representatives, officials and employees of comparable rank of other members; and
(iii) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by the members concerned to representatives, officials and employees of comparable rank of other members.

Article 49

Application of this Chapter

Each member shall take such action as is necessary in its own territories for the purpose of making effective in terms of its own law the principles set forth in this Chapter and shall inform the Agency of the detailed action which it has taken.

Article 50

Waiver

The immunities, exemptions and privileges provided in this Chapter are granted in the interests of the Agency and may be waived, to such extent and upon such conditions as the Agency may determine, in cases where such a waiver would not prejudice its interests. The Agency shall waive the immunity of any of its staff in cases where, in its opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Agency.

CHAPTER VIII

WITHDRAWAL, SUSPENSION OF MEMBERSHIP AND CESSATION OF OPERATIONS

Article 51

Withdrawal

Any member may, after the expiration of three years following the date upon which this Convention has entered into force with respect to such member, withdraw from the Agency at any time by giving notice in writing to the Agency at its principal office. The Agency shall notify the Bank, as depository of this Convention, of the receipt of such notice. Any withdrawal shall become effective ninety days following the date of the receipt of such notice by the Agency. A member may revoke such notice as long as it has not become effective.

(i) ne peuvent faire l'objet de poursuites à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions,
(ii) bénéficient, lorsqu'ils ne sont pas des nationaux de l'État où ils exercent leurs fonctions, des mêmes immunités en matière de restrictions à l'immigration, de formalités d'enregistrement des étrangers et d'obligations militaires, et des mêmes facilités en matière de restrictions de change que celles qui sont accordées par les États membres concernés aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable des autres États membres, et
(iii) bénéficient du même traitement, en ce qui concerne les facilités de voyage, que celui dont les États membres accordent aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable des autres États membres.

Article 49

Application du présent Chapitre

Chaque État membre prend, sur ses propres territoires, toutes mesures nécessaires en vue d'incorporer dans sa législation les principes énoncés dans le présent Chapitre; il informe l'Agence du détail des mesures qu'il a prises.

Article 50

Renonciation aux privilèges et immunités

Les privilèges, immunités et exonérations reconnus dans le présent Chapitre sont accordés dans l'intérêt de l'Agence qui peut y renoncer, dans la mesure et aux conditions qu'elle fixe, dans les cas où cette renonciation ne porte pas préjudice aux intérêts de l'Agence. L'Agence lève l'immunité de toute personne exerçant des fonctions à l'Agence dans les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de sa justice et peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Agence.

CHAPITRE VIII

DÉMISSION, SUSPENSION D'UN ÉTAT MEMBRE ET CESSATION DES OPÉRATIONS

Article 51

Démission

Tout État membre peut, après l'expiration d'une période de trois ans à compter de la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à son égard, se retirer à tout moment de l'Agence en lui notifiant par écrit sa décision à son siège. L'Agence avise la Banque, dépositaire de la présente Convention, de la réception de ladite notification. La démission prend effet 90 jours après la date de la réception de la notification de l'État membre par l'Agence. Tout État membre peut révoquer sa notification tant qu'elle n'a pas pris effet.

Article 52

Suspension of Membership

(*a*) If a member fails to fulfill any of its obligations under this Convention, the Council may, by a majority of its members exercising a majority of the total voting power, suspend its membership.

(*b*) While under suspension a member shall have no rights under this Convention, except for the right of withdrawal and other rights provided in this Chapter and Chapter IX, but shall remain subject to all its obligations.

(*c*) For purposes of determining eligibility for a guarantee or reinsurance to be issued under Chapter III or Annex I to this Convention, a suspended member shall not be treated as a member of the Agency.

(*d*) The suspended member shall automatically cease to be a member one year from the date of its suspension unless the Council decides to extend the period of suspension or to restore the member to good standing.

Article 52.

Suspension d'un État membre

a) Si un État membre manque à l'une quelconque des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention, le Conseil des Gouverneurs peut le suspendre par décision prise à la majorité des États membres et du nombre total des voix;

b) pendant sa suspension, l'État membre concerné ne dispose d'aucun droit en vertu de la présente Convention, à l'exception du droit de démission et des autres droits prévus dans le présent Chapitre et au Chapitre IX, mais il reste astreint à toutes ses obligations;

c) lorsqu'on doit déterminer si un État membre suspendu peut prétendre à une garantie ou à une réassurance conformément au Chapitre III ou à l'Annexe I de la présente Convention, ledit État membre n'est pas traité comme un État membre de l'Agence;

d) l'État membre suspendu perd automatiquement sa qualité d'État membre un an après la date de sa suspension, à moins que le Conseil des Gouverneurs ne décide de prolonger la période de suspension ou de le réhabiliter.

Article 53

Rights and Duties of States Ceasing to be Members

(*a*) When a State ceases to be a member, it shall remain liable for all its obligations, including its contingent obligations, under this Convention which shall have been in effect before the cessation of its membership.

(*b*) Without prejudice to Section (*a*) above, the Agency shall enter into an arrangement with such State for the settlement of their respective claims and obligations. Any such arrangement shall be approved by the Board.

Article 53

Droits et devoirs des États qui cessent d'être membres

a) Quand un État cesse d'être membre de l'Agence, il reste tenu par toutes ses obligations, y compris les obligations conditionnelles lui incombant en vertu de la présente Convention qu'il a contractées avant d'avoir cessé d'être membre;

b) sans préjudice de la Section *a*) ci-dessus, l'Agence et ledit État prennent des dispositions pour le règlement de leurs créances et obligations respectives. Ces dispositions doivent être approuvées par le Conseil d'Administration.

Article 54

Suspension of Operations

(*a*) The Board may, whenever it deems it justified, suspend the issuance of new guarantees for a specified period.

(*b*) In an emergency, the Board may suspend all activities of the Agency for a period not exceeding the duration of such emergency, provided that necessary arrangements shall be made for the protection of the interests of the Agency and of third parties.

(*c*) The decision to suspend operations shall have no effect on the obligations of the members under this Convention or on the obligations of the Agency towards holders of a guarantee or reinsurance policy or towards third parties.

Article 54

Suspension des opérations

a) Le Conseil d'Administration peut, lorsqu'il l'estime justifié, suspendre l'octroi de nouvelles garanties pour une période déterminée;

b) dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration peut suspendre toutes les activités de l'Agence jusqu'au retour d'une situation normale, étant entendu que les dispositions nécessaires sont prises pour la protection des intérêts de l'Agence et des tiers;

c) la décision de suspendre les opérations n'a aucun effet sur les obligations incombant aux États membres en vertu de la présente Convention ni sur les obligations de l'Agence vis-à-vis des titulaires d'une garantie ou d'une police de réassurance ou vis-à-vis de tiers.

Article 55

Liquidation

(*a*) The Council, by special majority, may decide to cease operations and to liquidate the Agency. Thereupon the Agency shall forthwith cease all activities, except those incident to the orderly realization, conservation and preservation of assets and settlement of obligations. Until final settlement and distribution of assets, the Agency shall remain in existence and all rights and obligations of members under this Convention shall continue unimpaired.

(*b*) No distribution of assets shall be made to members until all liabilities to holders of guarantees and other creditors shall have been discharged or provided for and until the Council shall have decided to make such distribution.

(*c*) Subject to the foregoing, the Agency shall distribute its remaining assets to members in proportion to each member's share in the subscribed capital. The Agency shall also distribute any remaining assets of the Sponsorship Trust Fund referred to in Annex I to this Convention to sponsoring members in the proportion which the investments sponsored by each bears to the total of sponsored investments. No member shall be entitled to its share in the assets of the Agency or the Sponsorship Trust Fund unless that member has settled all outstanding claims by the Agency against it. Every distribution of assets shall be made at such times as the Council shall determine and in such manner as it shall deem fair and equitable.

CHAPTER IX

SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 56

Interpretation and Application of the Convention

(*a*) Any question of interpretation or application of the provisions of this Convention arising between any member of the Agency and the Agency or among members of the Agency shall be submitted to the Board for its decision. Any member which is particularly affected by the question and which is not otherwise represented by a national in the Board may send a representative to attend any meeting of the Board at which such question is considered.

(*b*) In any case where the Board has given a decision under Section (*a*) above, any member may require that the question be referred to the Council, whose decision shall be final. Pending the result of the referral to the Council, the Agency may, so far as it deems necessary, act on the basis of the decision of the Board.

Article 55

Dissolution

a) Le Conseil des Gouverneurs peut décider, à la majorité spéciale, de cesser les opérations de l'Agence et de la dissoudre. À la suite de cette décision, l'Agence met immédiatement fin à ses activités, à l'exception de celles se rapportant à la réalisation, à la conservation et à la préservation normales de ses avoirs ainsi qu'au règlement de ses obligations. Jusqu'au jour du règlement définitif de ses obligations et de la distribution de ses avoirs, l'Agence conserve sa personnalité juridique et tous les droits et obligations de ses membres découlant de la présente Convention demeurent inchangés;

b) aucune distribution des avoirs n'a lieu au profit des États membres avant que toutes les obligations vis-à-vis des investisseurs assurés et des autres créanciers aient été éteintes ou que leur règlement ait été assuré et que le Conseil des Gouverneurs ait décidé de procéder à ladite distribution;

c) sous réserve de ce qui précède, l'Agence distribue ses avoirs entre ses membres proportionnellement à leur part du capital souscrit. L'Agence distribue également tout solde des avoirs du Fonds Fiduciaire de Parrainage entre les États membres parrains au prorata de la part du total des investissements parrainés que représentent les investissements parrainés par chacun d'eux. Aucun État membre ne peut prétendre à sa part des avoirs de l'Agence ou du Fonds Fiduciaire de Parrainage avant d'avoir réglé toutes ses dettes vis-à-vis de l'Agence. Le Conseil des Gouverneurs détermine, selon des modalités qu'il estime justes et équitables, la date de toute distribution des avoirs.

CHAPITRE IX

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 56

Interprétation et application de la Convention

a) Toute question d'interprétation ou d'application des dispositions de la présente Convention opposant un État membre à l'Agence ou des États membres entre eux est soumise à la décision du Conseil d'Administration. Si la question affecte particulièrement un État membre non déjà représenté par un de ses nationaux au Conseil d'Administration, cet État membre a la faculté d'envoyer un représentant à toute séance du Conseil d'Administration à laquelle ladite question est examinée;

b) dans toute affaire où le Conseil d'Administration a rendu une décision en vertu de la Section *a*) ci-dessus, tout État membre peut demander que la question soit portée devant le Conseil des Gouverneurs, dont la décision est sans appel. En attendant que le Conseil des Gouverneurs ait statué, l'Agence peut, dans la mesure où elle l'estime nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'Administration.

Article 57

Disputes between the Agency and Members

(*a*) Without prejudice to the provisions of Article 56 and Section (*b*) of this Article, any dispute between the Agency and a member or an agency thereof and any dispute betwen the Agency and a country (or agency thereof) which has ceased to be a member, shall be settled in accordance with the procedure set out in Annex II to this Convention.

(*b*) Disputes concerning claims of the Agency acting as subrogee of an investor shall be settled in accordance with either:

(i) the procedure set out in Annex II to this Convention, or

(ii) an agreement to be entered into between the Agency and the member concerned on an alternative method or methods for the settlement of such disputes.

In the latter case, Annex II to this Convention shall serve as a basis for such an agreement which shall, in each case, be approved by the Board by special majority prior to the undertaking by the Agency of operations in the territories of the member concerned.

Article 58

Disputes Involving Holders of a Guarantee or Reinsurance

Any dispute arising under a contract of guarantee or reinsurance between the parties thereto shall be submitted to arbitration for final determination in accordance with such rules as shall be provided for or referred to in the contract of guarantee or reinsurance.

CHAPTER X

AMENDMENTS

Article 59

Amendment by Council

(*a*) This Convention and its Annexes may be amended by vote of three-fifths of the Governors exercising four-fifths of the total voting power, provided that:

(i) any amendment modifying the right to withdraw from the Agency provided in Article 51 or the limitation on liability provided in Section (*d*) of Article 8 shall require the affirmative vote of all Governors; and

(ii) any amendments modifying the loss-sharing arrangement provided in Articles 1 and 3 of Annex I to this Convention which will result in an increase in any member's liability thereunder shall require the affirmative vote of the Governor of each such member.

(*b*) Schedules A and B to this Convention may be amended by the Council by special majority.

Article 57

Différends entre l'Agence et les États membres

a) Sans préjudice des dispositions de l'Article 56 et de la Section *b*) du présent Article, tout différend entre l'Agence et un État membre ou un organisme d'un État membre et tout différend entre l'Agence et un pays qui a cessé d'être un État membre (ou un organisme dudit pays) est réglé conformément à la procédure décrite à l'Annexe II de la présente Convention;

b) les différends concernant des créances de l'Agence agissant en qualité de subrogée d'un investisseur sont réglés conformément :

(i) soit à la procédure décrite à l'Annexe II de la présente Convention,

(ii) soit à un accord devant être conclu entre l'Agence et l'État membre concerné prévoyant une autre méthode ou d'autres méthodes de règlement desdits différends.

Dans ce dernier cas, l'Annexe II de la présente Convention sert de base à la rédaction dudit accord qui, dans chaque cas, doit être approuvé par le Conseil d'Administration à la majorité spéciale avant que l'Agence n'entreprenne des opérations dans les territoires de l'État membre concerné.

Article 58

Différends auxquels sont parties des investisseurs assurés ou réassurés

Tout différend opposant les parties à un contrat d'assurance ou de réassurance et concernant ledit contrat est soumis à arbitrage; la sentence est sans appel et la procédure applicable est celle qui est décrite ou mentionnée dans le contrat d'assurance ou de réassurance.

CHAPITRE X

AMENDEMENTS

Article 59

Amendement par le Conseil des Gouverneurs

a) La présente Convention et ses Annexes peuvent être modifiées par une décision adoptée par les trois cinquièmes des Gouverneurs de pays détenant les quatre cinquièmes du nombre total des voix; il est toutefois entendu que :

(i) tout amendement modifiant le droit d'un État membre de se retirer de l'Agence prévu à l'Article 51 ou la limitation de la responsabilité prévue par la Section *d*) de l'Article 8 ne peut être adopté que s'il est approuvé par les Gouverneurs à l'unanimité, et

(ii) tout amendement modifiant les dispositions relatives au partage des pertes figurant aux Articles 1 à 3 de l'Annexe I de la présente Convention qui aurait pour effet d'accroître les obligations incombant à ce titre à un État membre quelconque doit être approuvé par le Gouverneur dudit État membre;

(*c*) If an amendment affects any provision of Annex I to this Convention, total votes shall include the additional votes allotted under Article 7 of such Annex to sponsoring members and countries hosting sponsored investments.

Article 60

Procedure

Any proposal to amend this Convention, whether emanating from a member or a Governor or a Director, shall be communicated to the Chairman of the Board who shall bring the proposal before the Board. If the proposed amendment is recommended by the Board, it shall be submitted to the Council for approval in accordance with Article 59. When an amendment has been duly approved by the Council, the Agency shall so certify by formal communication addressed to all members. Amendments shall enter into force for all members ninety days after the date of the formal communication unless the Council shall specify a different date.

CHAPTER XI

FINAL PROVISIONS

Article 61

Entry into Force

(*a*) This Convention shall be open for signature on behalf of all members of the Bank and Switzerland and shall be subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

(*b*) This Convention shall enter into force on the day when not less than five instruments of ratification, acceptance or approval shall have been deposited on behalf of signatory States in Category One, and not less than fifteen such instruments shall have been deposited on behalf of signatory States in Category Two; provided that total subscriptions of these States amount to not less than one-third of the authorized capital of the Agency as prescribed in Article 5.

(*c*) For each State which deposits its instrument of ratification, acceptance or approval after this Convention shall have entered into force, this Convention shall enter into force on the date of such deposit.

(*d*) If this Convention shall not have entered into force within two years after its opening for signature, the President of the Bank shall convene a conference of interested countries to determine the future course of action.

b) les Appendices A et B de la présente Convention peuvent être amendés par le Conseil des Gouverneurs par une décision adoptée à la majorité spéciale;

c) si un amendement a un effet sur une disposition quelconque de l'Annexe I de la présente Convention, le nombre total de voix doit comprendre les voix additionnelles attribuées en vertu de l'Article 7 de ladite Annexe aux États membres parrains et aux pays où sont réalisés les investissements parrainés.

Article 60

Procédure

Toute proposition tendant à apporter des amendements à la présente Convention, qu'elle émane d'un État membre, d'un Gouverneur ou d'un Administrateur, est communiquée au Président du Conseil d'Administration, qui en saisit le Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration recommande l'adoption de l'amendement proposé, celui-ci est soumis au Conseil des Gouverneurs pour approbation conformément à l'Article 59. Lorsqu'un amendement a été dûment approuvé par le Conseil des Gouverneurs, l'Agence en certifie l'acceptation par une communication officielle adressée à tous les États membres. Les amendements entrent en vigueur vis-à-vis de tous les États membres 90 jours après la date de la communication officielle, à moins que le Conseil des Gouverneurs ne spécifie un délai différent.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

Article 61

Entrée en vigueur

a) La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États membres de la Banque et de la Suisse et ratifiée, acceptée ou approuvée par les États signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles;

b) la présente Convention entre en vigueur à la date à laquelle au moins cinq instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ont été déposé au nom d'États signataires de la Catégorie I, et à laquelle au moins quinze instruments de même nature ont été déposés au nom d'États signataires de la Catégorie II; il est entendu toutefois que le total des souscriptions de ces pays ne doit pas être inférieur à un tiers du capital autorisé de l'Agence conformément aux dispositions de l'Article 5;

c) pour chaque État déposant son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entre en vigueur à la date du dépôt dudit instrument;

d) si la présente Convention n'est pas entrée en vigueur dans les deux ans suivant son ouverture à la signature, le Président de la Banque convoque une conférence des pays intéressés pour déterminer les mesures à prendre.

Article 62

Inaugural Meeting

Upon entry into force of this Convention, the President of the Bank shall call the inaugural meeting of the Council. This meeting shall be held at the principal office of the Agency within sixty days from the date on which this Convention has entered into force or as soon as practicable thereafter.

Article 63

Depository

Instruments of ratification, acceptance or approval of this Convention and amendments thereto shall be deposited with the Bank which shall act as the depository of this Convention. The depository shall transmit certified copies of this Convention to States members of the Bank and to Switzerland.

Article 64

Registration

The depository shall register this Convention with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations and the Regulations thereunder adopted by the General Assembly.

Article 65

Notification

The depository shall notify all signatory States and, upon the entry into force of this Convention, the Agency of the following:

(*a*) signatures of this Convention;

(*b*) deposits of instruments of ratification, acceptance and approval in accordance with Article 63;

(*c*) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 61;

(*d*) exclusions from territorial application pursuant to Article 66; and

(*e*) withdrawal of a member from the Agency pursuant to Article 51.

Article 66

Territorial Application

This Convention shall apply to all territories under the jurisdiction of a member including the territories for whose international relations a member is responsible, except those which are excluded by such member by written notice to the depository of this Convention either at the time of ratification, acceptance or approval or subsequently.

Article 62

Séance inaugurale

Aussitôt que la présente Convention entre en vigueur, le Président de la Banque convoque le Conseil des Gouverneurs pour une séance inaugurale. Cette séance a lieu au siège de l'Agence dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 63

Dépositaire

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation relatifs à la présente Convention et aux amendements qui peuvent y être apportés sont déposés auprès de la Banque qui agit en qualité de dépositaire de la présente Convention. Le dépositaire fait parvenir des copies certifiées conformes de la présente Convention aux États membres de la Banque et à la Suisse.

Article 64

Enregistrement

Le dépositaire enregistre la présente Convention au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et du règlement y relatif adopté par l'Assemblée générale.

Article 65

Notification

Le dépositaire notifie à tous les États signataires et, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'Agence :

a) les signatures de la présente Convention;

b) le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation et d'approbation visés à l'Article 63;

c) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 61;

d) les notifications de non-applicabilité territoriale visées à l'Article 66; et

e) la démission d'un État membre de l'Agence conformément à l'Article 51.

Article 66

Applicabilité territoriale

La présente Convention est applicable à tous les territoires qui se trouvent sous la juridiction d'un État membre, y compris les territoires où un État membre est responsable des relations internationales, à l'exception des territoires qu'un État membre exclut par notification écrite adressée au dépositaire de la présente Convention à l'époque de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou ultérieurement.

Article 67

Periodic Reviews

(*a*) The Council shall periodically undertake comprehensive reviews of the activities of the Agency as well as the results achieved with a view to introducing any changes required to enhance the Agency's ability to serve its objectives.

(*b*) The first such review shall take place five years after the entry into force of this Convention. The dates of subsequent reviews shall be determined by the Council.

DONE at Seoul, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the International Bank for Reconstruction and Development, which has indicated by its signature below its agreement to fulfill the functions with which it is charged under this Convention.

ANNEX I

GUARANTEES OF SPONSORED INVESTMENTS UNDER ARTICLE 24

Article 1

Sponsorship

(*a*) Any member may sponsor for guarantee an investment to be made by an investor of any nationality or by investors of any or several nationalities.

(*b*) Subject to the provisions of Sections (*b*) and (*c*) of Article 3 of this Annex, each sponsoring member shall share with the other sponsoring members in losses under guarantees of sponsored investments, when and to the extent that such losses cannot be covered out of the Sponsorship Trust Fund referred to in Article 2 of this Annex, in the proportion which the amount of maximum contingent liability under the guarantees of investments sponsored by it bears to the total amount of maximum contingent liability under the guarantees of investments sponsored by all members.

(*c*) In its decisions on the issuance of guarantees under this Annex, the Agency shall pay due regard to the prospects that the sponsoring member will be in a position to meet its obligations under this Annex and shall give priority to investments which are co-sponsored by the host countries concerned.

(*d*) The Agency shall periodically consult with sponsoring members with respect to its operations under this Annex.

Article 67

Révisions périodiques

a) Le Conseil des Gouverneurs entreprend périodiquement un examen approfondi des activités de l'Agence et des résultats qu'elle a obtenus en vue d'adopter toute modification nécessaire pour mettre l'Agence mieux à même d'atteindre ses objectifs;

b) le premier de ces examens a lieu cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Le Conseil des Gouverneurs détermine la date des examens ultérieurs.

FAIT à Séoul, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement qui a indiqué par sa signature apposée ci-dessous qu'elle acceptait de remplir les fonctions dont elle est chargée en vertu de la présente Convention.

ANNEXE I

GARANTIE D'INVESTISSEMENTS PARRAINÉS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 24

Article 1

Parrainage

a) Tout État membre peut parrainer la garantie d'un investissement que doit (doivent) effectuer un investisseur d'une nationalité quelconque ou des investisseurs d'une ou de plusieurs nationalités, quelles qu'elles soient;

b) sous réserve des dispositions des Sections *b*) et *c*) de l'Article 3 de la présente Annexe, chaque État membre parrain prend en charge avec les autres États membres parrains les pertes couvertes par les garanties délivrées au titre d'investissements parrainés, lorsque et dans la mesure où lesdites pertes ne peuvent être financées par les ressources du Fonds Fiduciaire de Parrainage visé à l'Article 2 de la présente Annexe, au prorata du rapport entre le montant des engagements maximums pris au titre des garanties relatives aux investissements parrainés par ledit État membre et le total des engagements maximums pris au titre des garanties relatives aux investissements parrainés par la totalité des États membres;

c) pour délivrer des garanties en application de la présente Annexe, l'Agence tient dûment compte de la mesure dans laquelle il est vraisemblable que l'État membre parrain sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au titre de la présente Annexe et donne la priorité aux investissements coparrainés par les pays d'accueil concernés;

d) l'Agence procède périodiquement à des consultations avec les États membres parrains au sujet de ses opérations relevant du présent Chapitre.

Article 2

Sponsorship Trust Fund

(*a*) Premiums and other revenues attributable to guarantees of sponsored investments, including returns on the investment of such premiums and revenues, shall be held in a separate account which shall be called the Sponsorship Trust Fund.

(*b*) All administrative expenses and payments on claims attributable to guarantees issued under this Annex shall be paid out of the Sponsorship Trust Fund.

(*c*) The assets of the Sponsorship Trust Fund shall be held and administered for the joint account of sponsoring members and shall be kept separate and apart from the assets of the Agency.

Article 3

Calls on Sponsoring Members

(*a*) To the extent that any amount is payable by the Agency on account of a loss under a sponsored guarantee and such amount cannot be paid out of assets of the Sponsorship Trust Fund, the Agency shall call on each sponsoring member to pay into such Fund its share of such amount as shall be determined in accordance with Section (*b*) of Article 1 of this Annex.

(*b*) No member shall be liable to pay any amount on a call pursuant to the provisions of this Article if as a result total payments made by that member will exceed the total amount of guarantees covering investments sponsored by it.

(*c*) Upon the expiry of any guarantee covering an investment sponsored by a member, the liability of that member shall be decreased by an amount equivalent to the amount of such guarantee; such liability shall also be decreased on a pro rata basis upon payment by the Agency of any claim related to a sponsored investment and shall otherwise continue in effect until the expiry of all guarantees of sponsored investments outstanding at the time of such payment.

(*d*) If any sponsoring member shall not be liable for an amount of a call pursuant to the provisions of this Article because of the limitation contained in Sections (*b*) and (*c*) above, or if any sponsoring member shall default in payment of an amount due in response to any such call, the liability for payment of such amount shall be shared pro rata by the other sponsoring members. Liability of members pursuant to this Section shall be subject to the limitation set forth in Sections (*b*) and (*c*) above.

(*e*) Any payment by a sponsoring member pursuant to a call in accordance with this Article shall be made promptly and in freely usable currency.

Article 2

Fonds Fiduciaire de Parrainage

a) Le produit des primes et autres recettes attribuables aux garanties accordées à des investissements parrainés, y compris le produit du placement desdites primes et recettes, est versé à un compte distinct dénommé le Fonds Fiduciaire de Parrainage;

b) toutes les dépenses d'administration et toutes les indemnités versées au titre des garanties délivrées en application de la présente Annexe sont réglées au moyen des ressources du Fonds Fiduciaire de Parrainage;

c) les avoirs du Fonds Fiduciaire de Parrainage sont détenus et administrés pour le compte collectif des États membres parrains et séparément des avoirs de l'Agence.

Article 3

Appels aux États membres parrains

a) Dans la mesure où l'Agence doit payer tout montant du fait d'une perte couverte par une garantie parrainée et où ledit montant ne peut être payé au moyen des avoirs du Fonds Fiduciaire de Parrainage, l'Agence demande à chaque État membre parrain de verser audit Fonds une fraction dudit montant calculée conformément aux dispositions de la Section *b*) de l'Article 1 de la présente Annexe;

b) aucun État membre n'est tenu de verser un montant quelconque à la suite d'une demande de versement effectuée en application du présent Article, si, de ce fait, le total de ses versements doit dépasser le total des garanties couvrant les investissements parrainés par ledit État membre;

c) à l'expiration de toute garantie couvrant un investissement parrainé par un État membre, les engagements dudit État membre sont réduits d'un montant équivalant à celui de cette garantie; ces engagements sont également réduits proportionnellement lors du versement par l'Agence de toute indemnité se rapportant à un investissement parrainé et continuent pour le reste d'être opposables audit pays membre jusqu'à l'expiration de toutes les garanties d'investissements parrainés en vigueur à la date dudit versement;

d) si l'un quelconque des États membres parrains n'est pas tenu d'effectuer le versement demandé en application du présent Article à cause des limites stipulées dans les Sections *b*) et *c*) ci-dessus, ou si l'un quelconque des États membres parrains manque à son obligation de verser le montant demandé, le versement dudit montant est pris en charge proportionnellement par les autres États membres parrains. L'obligation imposée aux États membres par la présente Section est soumise aux limites stipulées dans les Sections *b*) et *c*) ci-dessus;

e) les États membres parrains effectuent tout versement demandé en application du présent Article dans les meilleurs délais et dans une monnaie librement utilisable.

Article 4

Valuation of Currencies and Refunds

The provisions on valuation of currencies and refunds contained in this Convention with respect to capital subscriptions shall be applied *mutatis mutandis* to funds paid by members on account of sponsored investments.

Article 5

Reinsurance

(*a*) The Agency may, under the conditions set forth in Article 1 of this Annex, provide reinsurance to a member, an agency thereof, a regional agency as defined in Section (*a*) of Article 20 of this Convention or a private insurer in a member country. The provisions of this Annex concerning guarantees and of Articles 20 and 21 of this Convention shall be applied *mutatis mutandis* to reinsurance provided under this Section.

(*b*) The Agency may obtain reinsurance for investments guaranteed by it under this Annex and shall meet the cost of such reinsurance out of the Sponsorship Trust Fund. The Board may decide whether and to what extent the loss-sharing obligation of sponsoring members referred to in Section (*b*) of Article 1 of this Annex may be reduced on account of the reinsurance cover obtained.

Article 6

Operational Principles

Without prejudice to the provisions of this Annex, the provisions with respect to guarantee operations under Chapter III of this Convention and to financial management under Chapter IV of this Convention shall be applied *mutatis mutandis* to guarantees of sponsored investments except that:

(i) such investments shall qualify for sponsorship if made in the territories of any member, and in particular of any developing member, by an investor or investors eligible under Section (*a*) of Article 1 of this Annex, and

(ii) the Agency shall not be liable with respect to its own assets for any guarantee or reinsurance issued under this Annex and each contract of guarantee or reinsurance concluded pursuant to this Annex shall expressly so provide.

Article 7

Voting

For decisions relating to sponsored investments, each sponsoring member shall have one additional vote for each 10,000 Special Drawing Rights equivalent of the amount guaranteed

Article 4

Évaluation des monnaies et remboursements

Les dispositions sur l'évaluation des monnaies et les remboursements qui figurent dans la présente Convention au sujet des souscriptions au capital s'appliquent *mutatis mutandis* aux versements effectués par les États membres au titre d'investissements parrainés.

Article 5

Réassurance

a) l'Agence peut, dans les conditions stipulées à l'Article 1 de la présente Annexe, réassurer un État membre, ou un organisme d'un État membre, ou un organisme régional, tel que défini à la Section *a*) de l'Article 20 de la présente Convention, ou un assureur privé d'un État membre. Les dispositions de la présente Annexe concernant les garanties et les dispositions des Articles 20 et 21 de la présente Convention s'appliquent *mutatis mutandis* aux réassurances délivrées en application de la présente Section;

b) l'Agence peut faire réassurer les investissements qu'elle a garantis en application de la présente Annexe et prélève sur le Fonds Fiduciaire de Parrainage les primes de réassurance correspondantes. Le Conseil d'Administration peut décider si et dans quelle mesure l'obligation de partage des pertes incombant aux États membres parrains en application de la Section *b*) de l'Article 1 de la présente Annexe peut être réduite du fait de la couverture de réassurance obtenue.

Article 6

Principes régissant les opérations

Sans préjudice des dispositions de la présente Annexe, les dispositions du Chapitre III de la présente Convention relatives aux opérations de garantie et celles du Chapitre IV de la présente Convention relatives à la gestion financière s'appliquent *mutatis mutandis* aux garanties relatives aux investissements parrainés, excepté :

(i) que lesdits investissements peuvent être parrainés s'ils sont effectués dans les territoires d'un État membre quel qu'il soit, et en particulier de tout État membre en développement, par un ou plusieurs investisseurs autorisés en vertu de la Section *a*) de l'Article 1 de la présente Annexe, et

(ii) que l'Agence n'est pas responsable sur ses propres avoirs de toute garantie ou réassurance délivrée en application de la présente Annexe et que chaque contrat de garantie ou de réassurance conclu en vertu de la présente Annexe devra contenir une disposition expresse à cet effet.

Article 7

Vote

b) Pour les décisions relatives à des investissements parrainés, chaque État membre parrain dispose d'une voix supplémentaire par tranche d'une contre-valeur de 10 000 Droits de

or reinsured on the basis of its sponsorship, and each member hosting a sponsored investment shall have one additional vote for each 10,000 Special Drawing Rights equivalent of the amount guaranteed or reinsured with respect to any sponsored investment hosted by it. Such additional votes shall be cast only for decisions related to sponsored investments and shall otherwise be disregarded in determining the voting power of members.

ANNEX II

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN A MEMBER AND THE AGENCY UNDER ARTICLE 57

Article 1

Application of the Annex

All disputes within the scope of Article 57 of this Convention shall be settled in accordance with the procedure set out in this Annex, except in the cases where the Agency has entered into an agreement with a member pursuant to Section (*b*) (ii) of Article 57.

Article 2

Negotiation

The parties to a dispute within the scope of this Annex shall attempt to settle such dispute by negotiation before seeking conciliation or arbitration. Negotiations shall be deemed to have been exhausted if the parties fail to reach a settlement within a period of one hundred and twenty days from the date of the request to enter into negotiation.

Article 3

Conciliation

(*a*) If the dispute is not resolved through negotiation, either party may submit the dispute to arbitration in accordance with the provisions of Article 4 of this Annex, unless the parties, by mutual consent, have decided to resort first to the conciliation procedure provided for in this Article.

(*b*) The agreement for recourse to conciliation shall specify the matter in dispute, the claims of the parties in respect thereof and, if available, the name of the conciliator agreed upon by the parties. In the absence of agreement on the conciliator, the parties may jointly request either the Secretary-General of the International Centre for Settlement of Investment Disputes (hereinafter called ICSID) or the President of the International Court of Justice to appoint a conciliator. The conciliation procedure shall terminate if the conciliator has not been appointed within ninety days after the agreement for recourse to conciliation.

(*c*) Unless otherwise provided in this Annex or agreed upon by the parties, the conciliator shall determine the rules

Tirage Spéciaux du montant garanti ou réassuré qu'il a parrainé, et chaque État membre accueillant un investissement parrainé dispose d'une voix supplémentaire par tranche d'une contre-valeur de 10 000 Droits de Tirage Spéciaux du montant garanti ou réassuré au titre de tout investissement parrainé qu'il a accueilli. Ces voix supplémentaires ne sont utilisées que pour les décisions relatives à des investissements parrainés et dans les autres cas n'entrent pas en ligne de compte dans le nombre de voix des États membres.

ANNEXE II

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE UN ÉTAT MEMBRE ET L'AGENCE VISÉS À L'ARTICLE 57

Article 1

Champ d'application de l'Annexe

Tous les différends auxquels s'applique l'Article 57 de la présente Convention sont réglés conformément aux procédures décrites dans la présente Annexe, sauf dans les cas où l'Agence a conclu un accord avec un État membre conformément à la Section *b*)(ii) de l'Article 57.

Article 2

Négociation

Les parties à un différend auquel s'applique la présente Annexe s'efforcent de régler ledit différend par voie de négociation avant de déposer une demande en conciliation ou une demande d'arbitrage. Les négociations sont réputées avoir échoué si les parties ne peuvent parvenir à un règlement dans un délai de 120 jours à compter de la date de la demande d'ouverture des négociations.

Article 3

Conciliation

a) Si le différend n'est pas réglé par voie de négociation, chacune des parties peut le soumettre à arbitrage conformément aux dispositions de l'Article 4 de la présente Annexe, à moins que les parties, par consentement mutuel, n'aient décidé de recourir d'abord à la procédure de conciliation décrite dans le présent Article;

b) l'accord de recours à la conciliation précise l'objet du différend, les prétentions des parties à cet égard et, s'il est connu, le nom du conciliateur désigné d'un commun accord par les parties. Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un conciliateur, elles peuvent demander conjointement au Secrétaire général du Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (ci-après dénommé le CIRDI) ou au Président de la Cour Internationale de Justice de désigner un conciliateur. La procédure de conciliation prend fin si le conciliateur n'a pas été désigné dans un délai de 90 jours suivant la date de l'accord de recours à la conciliation;

governing the conciliation procedure and shall be guided in this regard by the conciliation rules adopted pursuant to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States.

(*d*) The parties shall cooperate in good faith with the conciliator and shall, in particular, provide him with all information and documentation which would assist him in the discharge of his functions; they shall give their most serious consideration to his recommendations.

(*e*) Unless otherwise agreed upon by the parties, the conciliator shall, within a period not exceeding one hundred and eighty days from the date of his appointment, submit to the parties a report recording the results of his efforts and setting out the issues controversial between the parties and his proposals for their settlement.

(*f*) Each party shall, within sixty days from the date of the receipt of the report, express in writing its views on the report to the other party.

(*g*) Neither party to a conciliation proceeding shall be entitled to have recourse to arbitration unless:

(i) the conciliator shall have failed to submit his report within the period established in Section (*e*) above; or

(ii) the parties shall have failed to accept all of the proposals contained in the report within sixty days after its receipt; or

(iii) the parties, after an exchange of views on the report, shall have failed to agree on a settlement of all controversial issues within sixty days after receipt of the conciliator's report; or

(iv) a party shall have failed to express its views on the report as prescribed in Section (*f*) above.

(*h*) Unless the parties agree otherwise, the fees of the conciliator shall be determined on the basis of the rates applicable to ICSID conciliation. These fees and the other costs of the conciliation proceedings shall be borne equally by the parties. Each party shall defray its own expenses.

Article 4

Arbitration

(*a*) Arbitration proceedings shall be instituted by means of a notice by the party seeking arbitration (the claimant) addressed to the other party or parties to the dispute (the respondent). The notice shall specify the nature of the dispute, the relief sought and the name of the arbitrator appointed by the claimant. The respondent shall, within thirty days after the date of receipt of the notice, notify the claimant of the name of the arbitrator appointed by it. The two parties shall, within a period of thirty days from the date of appointment of the second arbitrator, select a third arbitrator, who shall act as President of the Arbitral Tribunal (the Tribunal).

(*b*) If the Tribunal shall not have been constituted within sixty days from the date of the notice, the arbitrator not yet

c) sauf dispositions contraires de la présente Annexe ou convention contraire des parties, le conciliateur fixe les règles régissant la procédure de conciliation et s'inspire à cet égard du règlement de conciliation adopté en application de la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre États et Ressortissants d'autres États;

d) les parties coopèrent de bonne foi avec le conciliateur et, en particulier, lui fournissent toutes informations et pièces pouvant l'aider à s'acquitter de ses fonctions; elles tiennent le plus grand compte de ses recommandations;

e) sauf convention contraire des parties, le conciliateur, dans un délai ne dépassant pas 180 jours à compter de la date de sa nomination, soumet aux parties un rapport rendant compte des résultats qu'il a obtenus et exposant les points en litige et la façon dont il propose qu'ils soient réglés;

f) chaque partie, dans les 60 jours suivant la date de la présentation du rapport, expose par écrit ses vues sur le rapport à l'intention de l'autre partie;

g) aucune partie à une procédure de conciliation ne peut recourir à l'arbitrage à moins que :

(i) le conciliateur n'ait pas présenté son rapport dans le délai fixé à la Section *e*) ci-dessus; ou que,

(ii) les parties n'aient pas accepté certaines des propositions contenues dans le rapport dans les 60 jours suivant sa réception,

(iii) les parties, après un échange de vues sur le rapport, n'aient pu s'entendre sur un règlement de tous les points en litige dans les 60 jours suivant la réception du rapport du conciliateur, ou que

(iv) une partie n'ait pas exposé ses vues sur le rapport comme il est prescrit à la Section *f*) ci-dessus;

h) sauf convention contraire des parties, les honoraires du conciliateur sont déterminés sur la base des barèmes applicables aux instances de conciliation qui ont lieu sous l'égide du CIRDI. Chaque partie supporte une part égale de ces honoraires et des autres frais de la procédure de conciliation. Chaque partie paie ses dépenses particulières.

Article 4

Arbitrage

a) La procédure d'arbitrage est introduite par voie de notification adressée par la partie qui désire entamer une procédure d'arbitrage (le demandeur) à l'autre partie ou aux autres parties au différend (le défendeur). Cette notification précise la nature du différend, la réparation demandée et le nom de l'arbitre nommé par le demandeur. Le défendeur, dans les 30 jours suivant la date de la réception de cette notification, informe le demandeur du nom de l'arbitre désigné par lui. Les deux parties, dans les 30 jours suivant la date de la désignation du deuxième arbitre, choisissent un troisième arbitre, qui agit comme Président du Tribunal arbitral (le Tribunal);

b) si le Tribunal n'a pas été constitué dans les 60 jours suivant la date de la notification, l'arbitre non encore désigné

appointed or the President not so selected shall be appointed, at the joint request of the parties, by the Secretary-General of ICSID. If there is no such joint request, or if the Secretary-General shall fail to invite the appointment within thirty days of the request, either party may request the President of the International Court of Justice to make the appointment.

(c) No party shall have the right to challenge the arbitrator appointed by it once the hearing of the dispute has commenced in case the arbitrator (including the President of the Tribunal) shall resign, die, become incapacitated, a successor shall be appointed in the manner followed in the appointment of his predecessor and such successor shall have the same powers and duties of the arbitrator as aforesaid.

(d) The Tribunal shall meet at such time and place as shall be determined by the President. Thereafter, the Tribunal shall determine the place and dates of its meetings.

(e) Unless otherwise provided in this Annex or agreed upon by the parties, the Tribunal shall determine its procedure and shall be guided in this regard by the arbitration rules adopted pursuant to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States.

(f) The Tribunal shall be the judge of its own competence except if an objection is raised before the Tribunal to the effect that the dispute falls within the jurisdiction of the Council or the Council under Article 26 or within the jurisdiction of a judicial or arbitral body designated in an agreement under Article 27 of this Annex and the Tribunal is satisfied that the objection or question the objection shall be referred by the Tribunal to the Council or the designated body as the case may be and the arbitration proceedings shall be stayed until a decision has been reached on the matter which shall be binding upon the Tribunal.

(g) The Tribunal shall, in any dispute within the scope of this Annex, apply the provisions of this Convention, any relevant agreements between the parties to the dispute, the Agency's by-laws and regulations, the applicable rules of international law, the domestic law of the member concerned as well as the applicable provisions of the investment contracts, if any. Without prejudice to the provisions of this Convention, the Tribunal may decide a dispute ex aequo et bono if the Agency and the member concerned so agree. The Tribunal may not bring a finding of non liquet on the ground of silence or obscurity of the law.

(h) The Tribunal shall afford a fair hearing to all the parties. All decisions of the Tribunal shall be taken by a majority vote and shall state the reasons on which they are based. The award of the Tribunal shall be in writing and shall be signed by at least two arbitrators and a copy thereof shall be transmitted to each party. The award shall be final and binding upon the parties and shall not be subject to appeal, unless so provided.

(i) If any dispute shall arise between the parties as to the meaning or scope of an award either party may, within sixty days after the award was rendered, request interpretation of

appointed or the President not yet selected shall be appointed, at the joint request of the parties, by the Secretary-General of ICSID. If there is no such joint request, or if the Secretary-General shall fail to make the appointment within thirty days of the request, either party may request the President of the International Court of Justice to make the appointment.

(*c*) No party shall have the right to change the arbitrator appointed by it once the hearing of the dispute has commenced. In case any arbitrator (including the President of the Tribunal) shall resign, die, or become incapacitated, a successor shall be appointed in the manner followed in the appointment of his predecessor and such successor shall have the same powers and duties of the arbitrator he succeeds.

(*d*) The Tribunal shall convene first at such time and place as shall be determined by the President. Thereafter, the Tribunal shall determine the place and dates of its meetings.

(*e*) Unless otherwise provided in this Annex or agreed upon by the parties, the Tribunal shall determine its procedure and shall be guided in this regard by the arbitration rules adopted pursuant to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States.

(*f*) The Tribunal shall be the judge of its own competence except that, if an objection is raised before the Tribunal to the effect that the dispute falls within the jurisdiction of the Board or the Council under Article 56 or within the jurisdiction of a judicial or arbitral body designated in an agreement under Article 1 of this Annex and the Tribunal is satisfied that the objection is genuine, the objection shall be referred by the Tribunal to the Board or the Council or the designated body, as the case may be, and the arbitration proceedings shall be stayed until a decision has been reached on the matter, which shall be binding upon the Tribunal.

(*g*) The Tribunal shall, in any dispute within the scope of this Annex, apply the provisions of this Convention, any relevant agreement between the parties to the dispute, the Agency's by-laws and regulations, the applicable rules of international law, the domestic law of the member concerned as well as the applicable provisions of the investment contract, if any. Without prejudice to the provisions of this Convention, the Tribunal may decide a dispute *ex aequo et bono* if the Agency and the member concerned so agree. The Tribunal may not bring a finding of *non liquet* on the ground of silence or obscurity of the law.

(*h*) The Tribunal shall afford a fair hearing to all the parties. All decisions of the Tribunal shall be taken by a majority vote and shall state the reasons on which they are based. The award of the Tribunal shall be in writing, and shall be signed by at least two arbitrators and a copy thereof shall be transmitted to each party. The award shall be final and binding upon the parties and shall not be subject to appeal, annulment or revision.

(*i*) If any dispute shall arise between the parties as to the meaning or scope of an award, either party may, within sixty days after the award was rendered, request interpretation of

ou le Président non encore choisi est nommé, à la demande commune des parties, par le Secrétaire général du CIRDI. Si une telle demande commune n'est pas présentée, ou si le Secrétaire général ne procède pas à la nomination dans les 30 jours suivant la date de la demande, l'une ou l'autre des deux parties peut prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à cette nomination;

c) une partie ne peut revenir sur sa nomination d'un arbitre une fois la procédure engagée. En cas de démission, de décès ou d'incapacité d'un arbitre (y compris le Président du Tribunal), un successeur lui est nommé selon les mêmes modalités, et il a les mêmes pouvoirs et devoirs que son prédécesseur;

d) le Président fixe la date et le lieu de la première séance du Tribunal. Par la suite, le Tribunal fixe le lieu et les dates de ses réunions;

e) sauf dispositions contraires de la présente Annexe ou convention contraire des parties, le Tribunal fixe sa procédure et s'inspire à cet égard du règlement d'arbitrage adopté en application de la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre États et Ressortissants d'autres États;

f) le Tribunal est juge de sa compétence, étant entendu toutefois que, s'il est soulevé devant le Tribunal un déclinatoire de compétence fondé sur le motif que le différend est de la compétence du Conseil d'Administration ou du Conseil des Gouverneurs en vertu de l'Article 56, ou de la compétence d'un organe judiciaire ou arbitral désigné dans un accord en vertu de l'Article 1 de la présente Annexe, et si le Tribunal estime que ce déclinatoire repose sur une base sérieuse, il en réfère au Conseil d'Administration ou au Conseil des Gouverneurs ou à l'organe désigné, selon le cas; la procédure d'arbitrage est alors suspendue jusqu'à ce que la question ait fait l'objet d'une décision, qui lie le Tribunal;

g) le Tribunal, à l'occasion de tout différend auquel la présente Annexe est applicable, se conforme aux dispositions de la présente Convention et de tout accord pertinent existant entre les parties au différend, aux statuts et au règlement de l'Agence, aux règles applicables du droit international, à la législation de l'État membre concerné et, le cas échéant, aux dispositions du contrat d'investissement. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à la faculté pour le Tribunal, si l'Agence et l'État membre concernés en sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*. Le Tribunal ne peut refuser de juger sous prétexte du silence ou de l'obscurité du droit;

h) le Tribunal donne à toutes les parties la possibilité de faire valoir leurs moyens. Toutes les décisions du Tribunal sont prises à la majorité des voix et contiennent un exposé des raisons sur lesquelles elles sont fondées. La sentence du Tribunal est rendue par écrit et signée par deux arbitres au moins, et une copie en est envoyée à chaque partie. La sentence est définitive et a force obligatoire à l'égard des parties et elle n'est pas susceptible d'appel, d'annulation ni de révision;

the award by an application in writing to the President of the Tribunal which rendered the award. The President shall, if possible, submit the request to the Tribunal which rendered the award and shall convene such Tribunal within sixty days after receipt of the application. If this shall not be possible, a new Tribunal shall be constituted in accordance with the provisions of Sections (*a*) to (*d*) above. The Tribunal may stay enforcement of the award pending its decision on the requested interpretation.

(*j*) Each member shall recognize an award rendered pursuant to this Article as binding and enforceable within its territories as if it were a final judgment of a court in that member. Execution of the award shall be governed by the laws concerning the execution of judgments in force in the State in whose territories such execution is sought and shall not derogate from the law in force relating to immunity from execution.

(*k*) Unless the parties shall agree otherwise, the fees and remuneration payable to the arbitrators shall be determined on the basis of the rates applicable to ICSID arbitration. Each party shall defray its own costs associated with the arbitration proceedings. The costs of the Tribunal shall be borne by the parties in equal proportion unless the Tribunal decides otherwise.

Any question concerning the division of the costs of the Tribunal or the procedure for payment of such costs shall be decided by the Tribunal.

Article 5

Service of Process

Service of any notice or process in connection with any proceeding under this Annex shall be made in writing. It shall be made by the Agency upon the authority designated by the member concerned pursuant to Article 38 of this Convention and by that member at the principal office of the Agency.

i) si un différend s'élève entre les parties au sujet du sens ou de la portée de la sentence, chacune des parties peut, dans les 60 jours suivant la date à laquelle la sentence a été rendue, adresser par écrit une demande en interprétation au Président du Tribunal qui a statué. Le Président, s'il est possible, soumet la demande au Tribunal qui a statué et convoque ledit Tribunal dans les 60 jours suivant la réception de la demande en interprétation. Si cela n'est pas possible, un nouveau Tribunal est constitué conformément aux dispositions des Sections *a*) à *d*) ci-dessus. Le Tribunal peut décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en interprétation;

j) chaque État membre reconnaît qu'une sentence rendue en vertu du présent Article a force obligatoire et exécutoire sur ses territoires dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un jugement définitif rendu par un tribunal de cet État membre. L'exécution de la sentence est régie par la législation sur l'exécution des jugements qui est en vigueur dans l'État sur les territoires duquel l'exécution est demandée et il n'est pas fait de dérogation aux lois en vigueur fondée sur l'immunité d'exécution;

k) à moins que les parties n'en conviennent autrement, les honoraires et la rémunération payables aux arbitres sont fixés sur la base des barèmes applicables aux procédures d'arbitrage engagées sous l'égide du CIRDI.

Chaque partie supporte ses dépenses particulières. Les frais du Tribunal sont supportés à parts égales par les parties à moins que le Tribunal n'en décide autrement. Le Tribunal statue sur toute question concernant la répartition des frais du Tribunal ou les modalités de paiement desdits frais.

Article 5

Significations

Toute signification ou notification se rapportant à un acte de procédure prévu dans la présente Annexe est faite par écrit. Elle est adressée par l'Agence à l'autorité désignée par l'État membre concerné en application de l'Article 38 de la présente Convention et par cet État membre au siège de l'Agence.

SCHEDULE A

Membership and Subscriptions

CATEGORY ONE

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Australia	1,713	17.13
Austria	775	7.75
Belgium	2,030	20.30
Canada	2,965	29.65

APPENDICE A

États membres et souscriptions

CATÉGORIE I

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Afrique du Sud	943	9,43
Allemagne, République fédérale d'	5 071	50,71
Australie	1 713	17,13

CATEGORY ONE—*Concluded*

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Denmark	718	7.18
Finland	600	6.00
France	4,860	48.60
Germany, Federal Republic of	5,071	50.71
Iceland	90	0.90
Ireland	369	3.69
Italy	2,820	28.20
Japan	5,095	50.95
Luxembourg	116	1.16
Netherlands	2,169	21.69
New Zealand	513	5.13
Norway	699	6.99
South Africa	943	9.43
Sweden	1,049	10.49
Switzerland	1,500	15.00
United Kingdom	4,860	48.60
United States	20,519	205.19
	59,473	594.73

CATÉGORIE I (*suite et fin*)

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Autriche	775	7,75
Belgique	2 030	20,30
Canada	2 965	29,65
Danemark	718	7,18
États-Unis	20 519	205,19
Finlande	600	6,00
France	4 860	48,60
Irlande	369	3,69
Islande	90	0,90
Italie	2 820	28,20
Japon	5 095	50,95
Luxembourg	116	1,16
Norvège	699	6,99
Nouvelle-Zélande	513	5,13
Pays-Bas	2 169	21,69
Royaume-Uni	4 860	48,60
Suède	1 049	10,49
Suisse	1 500	15,00
	59 473	594,73

CATEGORY TWO*

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Afghanistan	118	1.18
Algeria	649	6.49
Antigua and Barbuda	50	0.50
Argentina	1,254	12.54
Bahamas	100	1.00
Bahrain	77	0.77
Bangladesh	340	3.40
Barbados	68	0.68
Belize	50	0.50
Benin	61	0.61
Bhutan	50	0.50
Bolivia	125	1.25
Botswana	50	0.50
Brazil	1,479	14.79
Burkina Faso	61	0.61
Burma	178	1.78
Burundi	74	0.74
Cameroon	107	1.07

* Countries listed under Category Two are developing member countries for the purposes of this Convention.

CATÉGORIE II*

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Afghanistan	118	1,18
Algérie	649	6,49
Antigua et Barbuda	50	0,50
Arabie saoudite	3 137	31,37
Argentine	1 254	12,54
Bahamas	100	1,00
Bahreïn	77	0,77
Bangladesh	340	3,40
Barbade	68	0,68
Belize	50	0,50
Bénin	61	0,61
Bhoutan	50	0,50
Birmanie	178	1,78
Bolivie	125	1,25
Botswana	50	0,50
Brésil	1 479	14,79
Burkina Faso	61	0,61
Burundi	74	0,74

* Les pays inscrits dans la Catégorie II sont les pays en développement aux fins de la présente Convention.

CATEGORY TWO—*Continued*

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Cape Verde	50	0.50
Central African Republic	60	0.60
Chad	60	0.60
Chile	485	4.85
China	3,138	31.38
Colombia	437	4.37
Comoros	50	0.50
Congo, People's Rep. of the	65	0.65
Costa Rica	117	1.17
Cyprus	104	1.04
Djibouti	50	0.50
Dominica	50	0.50
Dominican Republic	147	1.47
Ecuador	182	1.82
Egypt, Arab Republic of	459	4.59
El Salvador	122	1.22
Equatorial Guinea	50	0.50
Ethiopia	70	0.70
Fiji	71	0.71
Gabon	96	0.96
Gambia, The	50	0.50
Ghana	245	2.45
Greece	280	2.80
Grenada	50	0.50
Guatemala	140	1.40
Guinea	91	0.91
Guinea-Bissau	50	0.50
Guyana	84	0.84
Haiti	75	0.75
Honduras	101	1.01
Hungary	564	5.64
India	3,048	30.48
Indonesia	1,049	10.49
Iran, Islamic Republic of	1,659	16.59
Iraq	350	3.50
Israel	474	4.74
Ivory Coast	176	1.76
Jamaica	181	1.81
Jordan	97	0.97
Kampuchea, Democratic	93	0.93
Kenya	172	1.72
Korea, Republic of	449	4.49
Kuwait	930	9.30
Lao People's Dem. Rep.	60	0.60
Lebanon	142	1.42
Lesotho	50	0.50
Liberia	84	0.84
Libyan Arab Jamahiriya	549	5.49
Madagascar	100	1.00
Malawi	77	0.77

CATÉGORIE II (*suite*)

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Cameroun	107	1,07
Cap-Vert	50	0,50
Chili	485	4,85
Chine	3 138	31,38
Chypre	104	1,04
Colombie	437	4,37
Comores	50	0,50
Congo, République populaire du	65	0,65
Corée, République de	449	4,49
Costa Rica	117	1,17
Côte-d'Ivoire	176	1,76
Djibouti	50	0,50
Dominique	50	0,50
Égypte, République arabe d'	459	4,59
El Salvador	122	1,22
Émirats arabes unis	372	3,72
Équateur	182	1,82
Espagne	1 285	12,85
Éthiopie	70	0,70
Fidji	71	0,71
Gabon	96	0,96
Gambie	50	0,50
Ghâna	245	2,45
Grèce	280	2,80
Grenade	50	0,50
Guatemala	140	1,40
Guinée	91	0,91
Guinée-Bissau	50	0,50
Guinée équatoriale	50	0,50
Guyana	84	0,84
Haïti	75	0,75
Honduras	101	1,01
Hongrie	564	5,64
Îles Salomon	50	0,50
Inde	3 048	30,48
Indonésie	1 049	10,49
Iran, République islamique d'	1 659	16,59
Iraq	350	3,50
Israël	474	4,74
Jamahiriya arabe libyenne	549	5,49
Jamaïque	181	1,81
Jordanie	97	0,97
Kampuchea démocratique	93	0,93
Kenya	172	1,72
Koweït	930	9,30
Lesotho	50	0,50
Liban	142	1,42
Libéria	84	0,84
Madagascar	100	1,00

CATEGORY TWO—*Continued*

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Malaysia	579	5.79
Maldives	50	0.50
Mali	81	0.81
Malta	75	0.75
Mauritania	63	0.63
Mauritius	87	0.87
Mexico	1,192	11.92
Morocco	348	3.48
Mozambique	97	0.97
Nepal	69	0.69
Nicaragua	102	1.02
Niger	62	0.62
Nigeria	844	8.44
Oman	94	0.94
Pakistan	660	6.60
Panama	131	1.31
Papua New Guinea	96	0.96
Paraguay	80	0.80
Peru	373	3.73
Philippines	484	4.84
Portugal	382	3.82
Qatar	137	1.37
Romania	555	5.55
Rwanda	75	0.75
St. Christopher and Nevis	50	0.50
St. Lucia	50	0.50
St. Vincent	50	0.50
Sao Tome and Principe	50	0.50
Saudi Arabia	3,137	31.37
Senegal	145	1.45
Seychelles	50	0.50
Sierra Leone	75	0.75
Singapore	154	1.54
Solomon Islands	50	0.50
Somalia	78	0.78
Spain	1,285	12.85
Sri Lanka	271	2.71
Sudan	206	2.06
Suriname	82	0.82
Syrian Arab Republic	168	1.68
Swaziland	58	0.58
Tanzania	141	1.41
Thailand	421	4.21
Togo	77	0.77
Trinidad and Tobago	203	2.03
Tunisia	156	1.56
Turkey	462	4.62
United Arab Emirates	372	3.72
Uganda	132	1.32
Uruguay	202	2.02

CATÉGORIE II (*suite*)

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Malaisie	579	5,79
Malawi	77	0,77
Maldives	50	0,50
Mali	81	0,81
Malte	75	0,75
Maroc	348	3,48
Maurice	87	0,87
Mauritanie	63	0,63
Mexique	1 192	11,92
Mozambique	97	0,97
Népal	69	0,69
Nicaragua	102	1,02
Niger	62	0,62
Nigéria	844	8,44
Oman	94	0,94
Ouganda	132	1,32
Pakistan	660	6,60
Panama	131	1,31
Papouasie de la Nouvelle-Guinée	96	0,96
Paraguay	80	0,80
Pérou	373	3,73
Philippines	484	4,84
Portugal	382	3,82
Qatar	137	1,37
République arabe syrienne	168	1,68
République centrafricaine	60	0,60
République démocratique populaire lao	60	0,60
République dominicaine	147	1,47
Roumanie	555	5,55
Rwanda	75	0,75
Saint-Christophe et Nevis	50	0,50
Saint-Vincent	50	0,50
Sainte-Lucie	50	0,50
Samoa occidental	50	0,50
Sâo Tomé et Principe	50	0,50
Sénégal	145	1,45
Seychelles	50	0,50
Sierra Leone	75	0,75
Singapour	154	1,54
Somalie	78	0,78
Soudan	206	2,06
Sri Lanka	271	2,71
Surinam	82	0,82
Swaziland	58	0,58
Tanzanie	141	1,41
Tchad	60	0,60
Thaïlande	421	4,21
Togo	77	0,77

CATEGORY TWO—*Concluded*

Country	*Number of Shares*	*Subscription* (millions of SDR)
Vanuatu	50	0.50
Venezuela	1,427	14.27
Viet Nam	220	2.20
Western Samoa	50	0.50
Yemen Arab Republic	67	0.67
Yemen, People's Dem. Rep. of	115	1.15
Yugoslavia	635	6.35
Zaire	338	3.38
Zambia	318	3.18
Zimbabwe	236	2.36
	40,527	405.27
Total	100,000	1,000.00

CATÉGORIE II (*fin*)

Pays	*Nombre d'actions*	*Souscription* (millions de DTS)
Trinité et Tobago	203	2,03
Tunisie	156	1,56
Turquie	462	4,62
Uruguay	202	2,02
Vanuatu	50	0,50
Venezuela	1 427	14,27
Viet-Nam	220	2,20
Yémen, République arabe du	67	0,67
Yémen, République démocratique du	115	1,15
Yougoslavie	635	6,35
Zaïre	338	3,38
Zambie	318	3,18
Zimbabwe	236	2,36
	40 527	405,27
Total	100 000	1 000,00

SCHEDULE B

Election of Directors

1. Candidates for the office of Director shall be nominated by the Governors, provided that a Governor may nominate only one person.

2. The election of Directors shall be by ballot of the Governors.

3. In balloting for the Directors, every Governor shall cast for one candidate all the votes which the member represented by him is entitled to cast under Section (*a*) of Article 40.

4. One-fourth of the number of Directors shall be elected separately, one by each of the Governors of members having the largest number of shares. If the total number of Directors is not divisible by four, the number of Directors so elected shall be one-fourth of the next lower number that is divisible by four.

5. The remaining Directors shall be elected by the other Governors in accordance with the provisions of paragraphs 6 to 11 of this Schedule.

6. If the number of candidates nominated equals the number of such remaining Directors to be elected, all the candidates shall be elected in the first ballot; except that a candidate or candidates having received less than the minimum percentage

APPENDICE B

Élection des administrateurs

1. Les candidats à un poste d'Administrateur sont désignés par les Gouverneurs, étant entendu que chaque Gouverneur ne peut proposer qu'une seule candidature.

2. Les Gouverneurs élisent les Administrateurs par voie de scrutin.

3. Lorsqu'il participe à ce scrutin, chaque Gouverneur exprime en faveur d'un seul candidat toutes les voix attribuées, conformément aux dispositions de la Section *a*) de l'Article 40 à l'État membre qu'il représente.

4. Un quart du nombre des Administrateurs est élu séparément, à raison d'un Administrateur par chacun des Gouverneurs des États membres ayant le plus grand nombre d'actions. Si le nombre total des Administrateurs n'est pas un multiple de quatre, le nombre des Administrateurs élus de cette façon est égal au quart du nombre multiple de quatre immédiatement inférieur.

5. Le reste des Administrateurs est élu par les autres Gouverneurs conformément aux dispositions des paragraphes 6 à 11 du présent Appendice.

6. Si le nombre des candidats proposés est égal au nombre des Administrateurs à élire, tous les candidats sont élus au premier tour du scrutin; il est entendu toutefois que le ou les candidat(s) ayant réuni moins que le pourcentage minimum du nombre

of total votes determined by the Council for such election shall not be elected if any candidate shall have received more than the maximum percentage of total votes determined by the Council.

7. If the number of candidates nominated exceeds the number of such remaining Directors to be elected, the candidates receiving the largest number of votes shall be elected with the exception of any candidate who has received less than the minimum percentage of the total votes determined by the Council.

8. If all of such remaining Directors are not elected in the first ballot, a second ballot shall be held. The candidate or candidates not elected in the first ballot shall again be eligible for election.

9. In the second ballot, voting shall be limited to (i) those Governors having voted in the first ballot for a candidate not elected and (ii) those Governors having voted in the first ballot for an elected candidate who had already received the maximum percentage of total votes determined by the Council before taking their votes into account.

10. In determining when an elected candidate has received more than the maximum percentage of the votes, the votes of the Governor casting the largest number of votes for such candidate shall be counted first, then the votes of the Governor casting the next largest number, and so on until such percentage is reached.

11. If not all the remaining Directors have been elected after the second ballot, further ballots shall be held on the same principles until all the remaining Directors are elected, provided that when only one Director remains to be elected, this Director may be elected by a simple majority of the remaining votes and shall be deemed to have been elected by all such votes."

total de voix fixé par le Conseil des Gouverneurs pour cette élection ne sont pas élus si un candidat a reçu plus que le pourcentage maximum du nombre total de voix fixé par le Conseil des Gouverneurs.

7. Si le nombre des candidats proposés excède le nombre des Administrateurs à élire, les candidats ayant reçu le plus grand nombre de voix sont élus à l'exception de tout candidat ayant reçu moins que le pourcentage minimum du nombre total de voix fixé par le Conseil des Gouverneurs.

8. Si tous les Administrateurs ne sont pas élus au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour, le ou les candidat(s) n'ayant pas été élu(s) au premier tour restant éligibles.

9. Pour ce deuxième tour, seuls voteront :

(i) les Gouverneurs qui ont voté au premier tour pour un candidat non élu; et

(ii) les Gouverneurs qui ont voté au premier tour pour un candidat élu ayant déjà recueilli le pourcentage maximum du nombre total de voix fixé par le Conseil des Gouverneurs avant que soient prises en compte les voix exprimées par lesdits Gouverneurs.

10. S'agissant de déterminer à partir de quel moment un candidat élu est considéré comme ayant déjà reçu le pourcentage maximum des voix, le nombre de voix recueillies par ledit candidat est réputé comprendre en premier lieu les voix exprimées par le Gouverneur lui ayant apporté le plus grand nombre de voix, en deuxième lieu les voix du Gouverneur lui en ayant apporté le nombre immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à ce que ledit pourcentage soit atteint.

11. Si tous les Administrateurs n'ont pas été élus à l'issue du second tour, il est procédé à des votes supplémentaires suivant les mêmes principes, jusqu'à ce que tous les Administrateurs soient élus, étant entendu que lorsqu'il reste à élire un seul Administrateur, celui-ci peut être élu à la majorité simple des voix restantes et qu'il est réputé avoir été élu par la totalité desdites voix.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-69

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-69

An Act to amend the Customs Tariff and the Duties Relief Act

First reading, June 17, 1987

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

C-69

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-69

Loi modifiant le Tarif des douanes et la Loi sur l'exonération de droits

Première lecture le 17 juin 1987

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)

22368

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-69

PROJET DE LOI C-69

An Act to amend the Customs Tariff and the Duties Relief Act

Loi modifiant le Tarif des douanes et la Loi sur l'exonération de droits

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-41; 1970-71-72, c. 61; 1973-74, cc. 10, 22; 1974-75-76, cc. 6, 23, 70; 1976-77, cc. 5, 14, 28, 53; 1977-78, c. 40; 1979, c. 6; 1980-81-82-83, cc. 67, 129; 1984, cc. 17, 22, 25, 47; 1985, cc. 12, 42; 1986, cc. 1, 29, 37

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

S.R., ch. C-41; 1970-71-72, ch. 61; 1973-74, ch. 10, 22; 1974-75-76, ch. 6, 23, 70; 1976-77, ch. 5, 14, 28, 53; 1977-78, ch. 40; 1979, ch. 6; 1980-81-82-83, ch. 67, 129; 1984, ch. 17, 22, 25, 47; 1985, ch. 12, 42; 1986, ch. 1, 29, 37

1. Section 2 of the *Customs Tariff* is amended by adding thereto the following subsection:

1. L'article 2 du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Definition of "for use in" etc.

"(6) The expressions "for use in", "for use exclusively in" and "for use only in", wherever they appear in any tariff item of Schedule A, mean, unless the context otherwise requires, that the goods enumerated in the item must be wrought into, attached to or incorporated into other goods as provided for in that item."

«(6) Les expressions «devant servir dans», «devant servir uniquement dans» et «devant servir seulement dans» mentionnées à un numéro tarifaire de la liste A signifient, sauf indication contraire du contexte, que les marchandises mentionnées à ce numéro entrent dans la composition d'autres marchandises par voie d'ouvraison, de fixation ou d'incorporation.»

Définition de «devant servir dans», etc.

1985, c. 42, s. 2(1)

2. Paragraph 3.1(2)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. L'alinéa 3.1(2)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1985, ch. 42, par. 2(1)

Explanatory Notes

These amendments would implement the Ways and Means Motion to Amend the Customs Tariff and the Duties Relief Act, notice of which was tabled in the House of Commons by the Minister of Finance on February 18, 1987.

Customs Tariff

Clause 1: New. This amendment would implement paragraph 1 of the Motion, which reads as follows:

"**1.** That section 2 of the *Customs Tariff* be amended by adding the following subsection immediately after subsection 2(5) thereof:

"(6) The expressions "for use in", "for use exclusively in" and "for use only in", wherever they appear in any tariff item of Schedule A, mean, unless the context of the tariff item otherwise requires, that the goods enumerated in the item must be wrought into, attached to or incorporated into other goods as provided for in that item." "

Clause 2: This amendment would implement paragraph 2 of the Motion, which reads as follows:

"**2.** That subparagraph 3.1(2)(*a*) of the said Act be amended by striking out the reference to tariff items 43807-1, 43810-1, 43819-1, 43824-1, 43825-1 and 43826-1."

Notes explicatives

Ces modifications mettent en œuvre la Motion des voies et moyens visant à modifier le Tarif des douanes et la Loi sur l'exonération de droits (ci-après appelée la «Motion») dont avis a été donné à la Chambre des communes par le ministre des Finances le 18 février 1987.

Tarif des douanes

Article 1. — Nouveau. Mise en œuvre de l'article 1 de la Motion :

«**1.** Que l'article 2 du *Tarif des douanes* soit modifié par insertion, immédiatement après le paragraphe 2(5), de la définition qui suit :

«(6) Les expressions «devant servir dans», «devant servir uniquement dans» et «devant servir seulement dans» mentionnées à un numéro tarifaire de la liste A signifient, sauf indication contraire du contexte, que les marchandises mentionnées à ce numéro entrent dans la composition d'autres marchandises par voie d'ouvraison, de fixation ou d'incorporation.»

Article 2. — Mise en œuvre de l'article 2 de la Motion :

«**2.** Que l'alinéa 3.1(2)*a*) de la même loi soit modifié par suppression des numéros tarifaires 43807-1, 43810-1, 43819-1, 43824-1, 43825-1 et 43826-1.»

"(*a*) in the case of goods enumerated in tariff items 43829-1 and 43832-1, the rate that would be applicable if the goods were entered under the Most-Favoured-Nation Tariff reduced by one-third; and"

«*a*) dans le cas des marchandises énumérées aux numéros tarifaires 43829-1 et 43832-1, le taux qui serait applicable si les marchandises étaient admises sous le régime du Tarif de la nation la plus favorisée, réduit d'un tiers;»

1984, c. 22, s. 3

3. Section 11 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. L'article 11 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 22, art. 3

Reciprocal reductions

"**11.** The Governor in Council may, by order,

(*a*) reduce or remove the duties on goods imported into Canada from any other country or countries by way of compensation for concessions granted by any such country or countries; and

(*b*) extend the benefits of any order made pursuant to paragraph (*a*) to any other country or countries as may be required by Canada's international obligations."

«**11.** Le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) réduire ou supprimer les droits sur les marchandises importées d'un autre pays en compensation de concessions accordées au Canada par ce pays;

b) étendre le bénéfice d'un décret d'application de l'alinéa *a*) à un autre pays selon que les obligations internationales du Canada peuvent l'exiger.»

Concessions réciproques

1986, c. 37, s. 1

4. Subsection 15(1) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. Le paragraphe 15(1) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1986, ch. 37, art. 1

Application of specific duties of *ad valorem* rate to certain items

"**15.** (1) The Minister or Deputy Minister may order

(*a*) that the specific rate of duty, or *ad valorem* minimum rate of duty, as the case may be, provided for in tariff items 8701-1, 8703-1, 8705-1, 8707-1, 8709-1 to 8717-1 inclusive, 8724-1, 8727-1 to 8730-1 inclusive, 8732-1, 8734-1, 8737-1, 8738-1, 8742-1, 9202-1, 9205-1, 9206-1, 9210-1, 9212-1, 9214-1, 9216-1, 9217-1, 9219-1 and 9220-1 shall apply in lieu of the free rate of duty, and

(*b*) that with respect to any goods enumerated in tariff items 8721-1, 8723-1, 8740-1, 8747-1 and 9222-1, the *ad valorem* rate of duty shall be suspended and a free rate of duty shall apply,

to goods described in the order imported through a customs office in a region or part of Canada during such period or periods as may be fixed by the Minister or Deputy Minister."

«**15.** (1) The Minister or Deputy Minister may order

(*a*) that the specific rate of duty, or *ad valorem* minimum rate of duty, as the case may be, provided for in tariff items 8701-1, 8703-1, 8705-1, 8707-1, 8709-1 to 8717-1 inclusive, 8724-1, 8727-1 to 8730-1 inclusive, 8732-1, 8734-1, 8737-1, 8738-1, 8742-1, 9202-1, 9205-1, 9206-1, 9210-1, 9212-1, 9214-1, 9216-1, 9217-1, 9219-1 and 9220-1 shall apply in lieu of the free rate of duty, and

(*b*) that with respect to any goods enumerated in tariff items 8721-1, 8723-1, 8740-1, 8747-1 and 9222-1, the *ad valorem* rate of duty shall be suspended and a free rate of duty shall apply,

to goods described in the order imported through a customs office in a region or part of Canada during such period or periods as may be fixed by the Minister or Deputy Minister.»

Application of specific duties of *ad valorem* rate to certain items

5. Schedule A to the said Act is amended by striking out tariff items 21950-1, 32645-1, 32669-1, 35205-1, 40700-1, 41022-1,

5. La liste A de la même loi est modifiée par suppression des numéros tarifaires 21950-1, 32645-1, 32669-1, 35205-1,

Clause 3: This amendment would implement paragraph 3 of the Motion, which reads as follows:

"**3.** That section 11 of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

"11. The Governor in Council may, by order,

(*a*) *reduce or remove the* duties on goods imported into Canada from any other country or countries by way of compensation for concessions granted by any such country or countries; and

(*b*) extend *the benefits of any order* made pursuant to paragraph (*a*) to any other *country or* countries as may be required by Canada's international obligations." "

Article 3. — Mise en œuvre de l'article 3 de la Motion :

«**3.** Que l'article 11 de la même loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

«11. Le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) *réduire ou supprimer les* droits sur les *marchandises* importées *d'un* autre pays en compensation de concessions accordées *au Canada* par ce pays; et

b) étendre *le bénéfice d'un décret d'application de l'alinéa* a) *à un* autre pays *selon que* les obligations internationales du Canada *peuvent l'exiger*.»

Clause 4: This amendment would implement paragraph 4 of the Motion, which reads as follows:

"**4.** That subsection 15(1) of the English version of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

"15. (1) The Minister or Deputy Minister may order

(*a*) that the specific rate of duty, or *ad valorem* minimum rate of duty, as the case may be, provided for in tariff items 8701-1, 8703-1, 8705-1, 8707-1, 8709-1 to 8717-1 inclusive, 8724-1, 8727-1 to 8730-1 inclusive, 8732-1, 8734-1, 8737-1, 8738-1, 8742-1, 9202-1, 9205-1, 9206-1, 9210-1, 9212-1, 9214-1, 9216-1, 9217-1, 9219-1 and 9220-1 shall apply in lieu of the free rate of duty, and

(*b*) that with respect to any goods enumerated in tariff items 8721-1, 8723-1, 8740-1, 8747-1 and 9222-1, the *ad valorem* rate of duty shall be suspended and a free rate of duty shall apply,

to goods described in the order imported through a customs office in a region or part of Canada during such period or periods as may be fixed by the *Minister or* Deputy Minister." "

Article 4. — Mise en œuvre de l'article 4 de la Motion :

«**4.** Que la version anglaise du paragraphe 15(1) de la même loi soit abrogée et remplacée par ce qui suit :

«15. (1) The Minister or Deputy Minister may order

(a) that the specific rate of duty, or *ad valorem* minimum rate of duty, as the case may be, provided for in tariff items 8701-1, 8703-1, 8705-1, 8707-1, 8709-1 to 8717-1 inclusive, 8724-1, 8727-1 to 8730-1 inclusive, 8732-1, 8734-1, 8737-1, 8738-1, 8742-1, 9202-1, 9205-1, 9206-1, 9210-1, 9212-1, 9214-1, 9216-1, 9217-1, 9219-1 and 9220-1 shall apply in lieu of the free rate of duty, and

(b) that with respect to any goods enumerated in tariff items 8721-1, 8723-1, 8740-1, 8747-1 and 9222-1, the *ad valorem* rate of duty shall be suspended and a free rate of duty shall apply,

to goods described in the order imported through a customs office in a region or part of Canada during such period or periods as may be fixed by the *Minister or* Deputy Minister.»

Clause 5: This amendment would implement paragraph 5 of the Motion, which reads as follows:

"**5.** That Schedule A to the said Act be amended by striking out tariff items 21950-1, 32645-1, 32669-1, 35205-1, 40700-1, 41022-1,

Article 5. — Mise en œuvre de l'article 5 de la Motion :

«**5.** Que la liste A de la même loi soit modifiée par suppression des numéros tarifaires suivants: 21950-1, 32645-1, 32669-1, 35205-1, 40700-1, 41022-1, 41047-1, 41106-1, 41505-1, 42726-1, 42729-1,

41047-1, 41106-1, 41505-1, 42726-1, 42729-1, 43806-1, 43807-1, 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1, 43826-1, 44022-1, 44025-1, 44205-1, 44210-1, 44532-2, 44545-1, 47835-1, 49105-1, 60810-1, 61800-1, 70000-1, 70200-1, 70320-1, 70505-1, 86000-1, 86400-1, 89905-1, 93819-5 and 93819-14 and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting, in numerical order within Schedule A to the said Act, the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule I to this Act.

40700-1, 41022-1, 41047-1, 41106-1, 41505-1, 42726-1, 42729-1, 43806-1, 43807-1, 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1, 43826-1, 44022-1, 44025-1, 44205-1, 44210-1, 44532-2, 44545-1, 47835-1, 49105-1, 60810-1, 61800-1, 70000-1, 70200-1, 70320-1, 70505-1, 86000-1, 86400-1, 89905-1, 93819-5 et 93819-14 et des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués en regard de ces numéros, et par insertion dans la liste A de cette loi, suivant l'ordre numérique, des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués à l'annexe I de la présente loi.

6. Schedule A to the said Act is further amended by striking out tariff items 5700-1, 8000-1, 14805-1, 27310-1, 42600-1 and 43720-1 and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting, in numerical order within Schedule A to the said Act, the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule II to this Act.

6. La liste A de la même loi est modifiée par suppression des numéros tarifaires 5700-1, 8000-1, 14805-1, 27310-1, 42600-1 et 43720-1 et des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués en regard de ces numéros et par insertion dans la liste A de cette loi, suivant l'ordre numérique, des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués à l'annexe II de la présente loi.

7. The French version of Schedule A to the said Act is amended by striking out in tariff item 61620-1 the reference to "caoutchouc naturel brut" and substituting therefor a reference to "caoutchouc brut".

7. Le terme «caoutchouc naturel brut», au numéro tarifaire 61620-1 de la liste A de la version française de la même loi, est remplacé par «caoutchouc brut».

8. Schedule B to the said Act is amended by striking out item 97056-1 and the enumeration of goods, their purposes and the rate of drawback of duty set opposite that item.

8. La liste B de la même loi est modifiée par suppression du numéro tarifaire 97056-1 et de l'énumération de marchandises, des fins et du taux de drawback de droits indiqués en regard de ce numéro.

9. Schedule C to the said Act is amended by striking out paragraph (*c*) of item 99215-1.

9. La liste C de la même loi est modifiée par suppression de l'alinéa *c*) du numéro tarifaire 99215-1.

1986, c. 29

DUTIES RELIEF ACT

LOI SUR L'EXONÉRATION DE DROITS

1986, ch. 29

10. Schedule I to the *Duties Relief Act* is amended by striking out item 97021-1 and the enumeration of goods, their purposes and the rate of drawback of duty set opposite that item.

10. L'annexe I de la *Loi sur l'exonération de droits* est modifiée par suppression du numéro tarifaire 97021-1 et de l'énumération de marchandises, des fins et du taux de drawback de droits indiqués en regard de ce numéro.

41047-1, 41106-1, 41505-1, 42726-1, 42729-1, 43806-1, 43807-1, 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1, 43826-1, 44022-1, 44025-1, 44205-1, 44210-1, 44532-2, 44545-1, 47835-1, 49105-1, 60810-1, 61800-1, 70000-1, 70200-1, 70320-1, 70505-1, 86000-1, 86400-1, 89905-1, 93819-5 and 93819-14 and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in numerical order within Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule I to this motion."

43806-1, 43807-1, 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1, 43826-1, 44022-1, 44025-1, 44205-1, 44210-1, 44532-2, 44545-1, 47835-1, 49105-1, 60810-1, 61800-1, 70000-1, 70200-1, 70320-1, 70505-1, 86000-1, 86400-1, 89905-1, 93819-5 et 93819-14, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués en regard de ces numéros, et par insertion dans cette liste des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués à l'annexe I de la présente motion.»

Clause 6: This amendment would implement paragraph 6 of the Motion, which reads as follows:

"**6.** That Schedule A to the said Act be amended by striking out tariff items 5700-1, 8000-1, 14805-1, 27310-1, 42600-1 and 43720-1 and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in numerical order within Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule II to this motion."

Article 6. — Mise en œuvre de l'article 6 de la Motion :

«**6.** Que la liste A de la même loi soit modifiée par suppression des numéros tarifaires 5700-1, 8000-1, 14805-1, 27310-1, 42600-1 et 43720-1 et des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués en regard de ces numéros et par insertion dans cette liste des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués à l'annexe II de la présente motion.»

Clause 7: This amendment would implement paragraph 7 of the Motion, which reads as follows:

"**7.** That the French version of Schedule A to the said Act be amended by striking out in tariff item 61620-1 the reference to "caoutchouc naturel brut" and substituting therefor a reference to "caoutchouc brut"."

Article 7. — Mise en œuvre de l'article 7 de la Motion :

«**7.** Que la liste A de la même loi soit modifiée par suppression, dans la version française du numéro tarifaire 61620-1, des mots «caoutchouc naturel brut» et par substitution des mots «caoutchouc brut».

Clause 8: This amendment would implement paragraph 8 of the Motion, which reads as follows:

"**8.** That Schedule B to the said Act be amended by striking out item 97056-1 and the enumeration of goods, their purposes and the rate of drawback of duty set opposite that item."

Article 8. — Mise en œuvre de l'article 8 de la Motion :

«**8.** Que la liste B de la même loi soit modifiée par suppression du numéro 97056-1, de l'énumération de marchandises, des fins et du taux de drawback de droits indiqués en regard de ce numéro.»

Clause 9: This amendment would implement paragraph 9 of the Motion, which reads as follows:

"**9.** That Schedule C to the said Act be amended by striking out subsection (*c*) of item 99215-1."

Article 9. — Mise en œuvre de l'article 9 de la Motion :

«**9.** Que la liste C de la même loi soit modifiée par suppression de l'alinéa c) du numéro 99215-1.»

Duties Relief Act

Loi sur l'exonération de droits

Clause 10: This amendment would implement paragraph 10 of the Motion, which reads as follows:

"**10.** That Schedule I to the *Duties Relief Act* be amended by striking out item 97021-1 and the enumeration of goods, their purposes and the rate of drawback of duty set opposite that item."

Article 10. — Mise en œuvre de l'article 10 de la Motion :

«**10.** Que l'annexe I de la *Loi sur l'exonération de droits* soit modifiée par suppression du numéro 97021-1, de l'énumération de marchandises, des fins et du taux de drawback de droits indiqués en regard de ce numéro.»

11. All that portion of subsection 41(2) of the said Act following paragraph (*b*) and preceding paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"by applying to the value of the merchantable scrap or waste the lesser of"

11. Le passage du paragraphe 41(2) de la même loi qui suit l'alinéa *b*) et qui précède l'alinéa *c*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«de l'application à la valeur des résidus ou déchets vendables du moins élevé des taux suivants :»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

12. Sections 1 to 5 and 7 to 9 shall be deemed to have come into force on February 19, 1987 and to have been applied to all goods mentioned therein imported on or after that day and to have applied to goods previously imported that had not been accounted for under section 32 of the *Customs Act* before that day.

Entrée en vigueur

12. Les articles 1 à 5 et 7 à 9 sont réputés entrés en vigueur le 19 février 1987 et s'appliquer, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration en détail, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, avant cette date.

Idem

13. Section 6 shall be deemed to have come into force on June 6, 1986 and to have been applied to all goods mentioned therein imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day and to have applied to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

Idem

13. L'article 6 est réputé entré en vigueur le 6 juin 1986 et s'appliquer, d'une part, à toutes les marchandises importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et non déclarées en vue de la consommation avant cette date.

Idem

14. Section 10 shall come into force or be deemed to have come into force on the day on which Schedule I to the *Duties Relief Act* comes into force.

Idem

14. L'article 10 entre en vigueur ou est réputé entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'annexe I de la *Loi sur l'exonération de droits*.

Idem

15. Section 11 shall come into force or be deemed to have come into force on the day on which subsection 41(2) of the *Duties Relief Act* comes into force.

Idem

15. L'article 11 entre en vigueur ou est réputé entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 41(2) de la *Loi sur l'exonération de droits*.

Clause 11: This amendment would implement paragraph 11 of the Motion, which reads as follows:

"**11.** That subsection 41(2) of the *Duties Relief Act* be amended by striking out the words "Canadian sales"."

Article 11. — Mise en œuvre de l'article 11 de la Motion :

«**11.** Que le paragraphe 41(2) de la même loi soit modifié par suppression des mots «marchande canadienne».»

Clause 12: This clause would implement paragraph 12 of the Motion, which reads as follows:

"**12.** That any enactment founded on paragraphs 1 to 5 inclusive and 7 to 9 inclusive of this motion shall be deemed to have come into force on the 19th day of February, 1987, and to have applied to all goods mentioned therein imported on or after that day and to have applied to goods previously imported that had not been accounted for under section 32 of the *Customs Act* before that day."

Article 12. — Mise en œuvre de l'article 12 de la Motion :

«**12.** Que tout texte législatif fondé sur les alinéas 1 à 5 et 7 à 9 inclusivement de la présente motion soit réputé être entré en vigueur le 19 février 1987 et s'être appliqué, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration en détail, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, avant cette date.»

Clause 13: This clause would implement paragraph 13 of the Motion, which reads as follows:

"**13.** That any enactment founded on paragraph 6 of this motion shall be deemed to have come into force on the 6th day of June, 1986, and to have been applied to all goods mentioned therein imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and to have applied to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day."

Article 13. — Mise en œuvre de l'article 13 de la Motion :

«**13.** Que tout texte législatif fondé sur l'alinéa 6 de la présente motion soit réputé être entré en vigueur le 6 juin 1986, et s'être appliqué, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et non déclarées en vue de la consommation avant cette date.»

Clause 14: This clause would implement paragraph 14 of the Motion, which reads as follows:

"**14.** That any enactment founded on paragraph 10 of this motion shall be deemed to have come into force on the day on which Schedule I to the *Duties Relief Act* comes into force."

Article 14. — Mise en œuvre de l'article 14 de la Motion :

«**14.** Que tout texte législatif fondé sur l'alinéa 10 de la présente motion soit réputé être entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'annexe I de la *Loi sur l'exonération de droits*.»

Clause 15: This clause would implement paragraph 15 of the Motion, which reads as follows:

"**15.** That any enactment founded on paragraph 11 of this motion shall be deemed to have come into force on the day on which subsection 41(2) of the *Duties Relief Act* comes into force."

Article 15. — Mise en œuvre de l'article 15 de la Motion :

«**15.** Que tout texte législatif fondé sur l'alinéa 11 de la présente motion soit réputé être entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 41(2) de la *Loi sur l'exonération de droits*.»

SCHEDULE I
(*Section 5*)

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
32645-1	Illuminating *glassware, other than globes or spherical shapes decorated by the application of any material to the surface of the glass after it has been shaped*, designed for use with light fixtures or with portable lamps	Free	Free	32.5 p.c.	Free
35205-1	Bells, *and fitted cases therefor*, when imported for use of churches only	Free	Free	Free	Free
40700-1	Silent chain and finished roller chain, of iron or steel, and complete parts thereof, n.o.p., either chain of the type that operates over or with gears or sprockets or radially grooved wheels with machine cut teeth	Free	9.2 p.c.	25 p.c.	Free
	Machinery and apparatus for use in the processing, smelting or refining of ores, metals or minerals, namely:				
	Agitators;				
	Amalgam cleaners;				
	Automatic ore samplers;				
	Classifiers;				
	Converting apparatus for metallurgical processes;				
	Feeders, mechanical;				
	Filters;				
	Flotation machines, flotation cells, and oil feeders and reagent feeders therefor;				
	Furnace slag trucks and slag pots;				
	Pyrometers;				
	Retorts;				
	Screens, including oscillating, revolving, shaking, stationary, travelling and vibrating screens, and grizzlies;				
	Separators, including jigs and magnetic or electric separators and magnetic pulleys;				
	Thickeners;				
	Chemical conversion, extraction, reduction or recovery apparatus for use in metallurgical operations;				
	Machinery and apparatus, *other than crucibles*, for use in the refining of metals or in roasting or smelting or the production of anodes, cathodes, blocks, slabs, pigs or ingots in such processes;				

ANNEXE I
(*article 5*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
32645-1	Articles *en verre pour l'éclairage, sauf les globes ou les ébauches sphériques décorés par l'application d'une matière quelconque à la surface du verre après qu'il a été formé*, conçus pour servir avec des installations d'éclairage ou avec des lampes portatives	En fr.	En fr.	32.5 p.c.	En fr.
35205-1	Cloches, *et leurs étuis*, importés pour l'usage des églises seulement	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
40700-1	Chaîne silencieuse et chaîne finie à rouleaux, de fer ou d'acier, et leurs pièces achevées, n.d., chacune de ces chaînes devant être d'un modèle qui fonctionne sur ou avec des engrenages ou des pignons de Galle ou des roues à gorge radiales, munies de dents taillées à la machine	En fr.	9.2 p.c.	25 p.c.	En fr.
	Machines et appareils devant servir au traitement, à la fusion ou à l'affinage des minerais, des métaux ou des minéraux, à savoir :				
	Agitateurs;				
	Nettoyeurs d'amalgames;				
	Échantillonneuses automatiques de minerai;				
	Classeurs;				
	Appareils de conversion pour les procédés métallurgiques;				
	Alimentateurs mécaniques;				
	Filtres;				
	Machines de flottage, cuves de flottage et alimentateurs d'huile et alimentateurs de réactif pour les machines de flottage et les cuves de flottage;				
	Chariots et poches à scories de fourneaux;				
	Pyromètres;				
	Cornues;				
	Cribles, y compris les cribles oscillants, rotatifs, à secousses et à vibrations, les cribles fixes ou roulants et les grilles;				
	Séparateurs, y compris les cribles à grille et les séparateurs magnétiques ou électriques et les poulies magnétiques;				
	Épaississeurs;				
	Appareils de conversion, d'extraction, de réduction ou de récupération chimiques devant servir dans les opérations métallurgiques;				
	Machines et appareils, *sauf les creusets*, devant servir à l'affinage des métaux ou au grillage ou à la fusion, ou à la production d'anodes, de cathodes, de blocs, de brames, de gueuses ou de lingots, dans ces procédés;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Machinery and apparatus for use in washing, screening, drying or dry cleaning coal; Parts of all the foregoing:				
41022-1	Other than the following	5 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
41047-1	Semi-diesel engines; Diesel dual fuel engines; Diesel engines *of a power not exceeding 74.6 kW per cylinder or of a power exceeding 207.3 kW per cylinder or a displacement of less than 8 193.5 cm³ per cylinder*; Engines, gas, *of a power not exceeding 56 kW*; Turbines, gas, *of a power not exceeding 746 kW or of a power exceeding 44 742 kW*; Air engines; Hydraulic general-purpose motors; Compressed gas general-purpose engines without combustion; Electric DC motors, *of an output not exceeding 746 W*; Hydraulic couplings for power transmission; Hydraulic pumps; Portable air compressors *having a capacity exceeding 0.75 m³/s*; Centrifugal, multi-stage, single suction pumps, with head over *5 516 kPa*; Braised aluminum heat exchangers for cryogenic service; Parts of all the foregoing; All the foregoing when otherwise classifiable under tariff items 41013-1, 41022-1, 41026-1, 41031-1, 49104-1 or 49215-1, or when for use in the distillation or recovery of products from natural gas	Free	Free	25 p.c.	Free
41106-1	*Body bottom cross members and steel shapes for the manufacture thereof*; *Bumpers, front and rear, including spring steel bumper plates*; *Door and step mechanism, hand, vacuum or air operated*; *Electric switches, buzzers, bells, push buttons, fuse assemblies*; *Forward drive control conversion assemblies*;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Machines et appareils devant servir au lavage, au criblage, au séchage ou au nettoyage à sec du charbon; Pièces de tous les articles susmentionnés:				
41022-1	Autres que ce qui suit	5 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
41047-1	Moteurs semi-diesel; Moteurs diesel à deux carburants; Moteurs diesel *d'une puissance ne dépassant pas 74,6 kW par cylindre, ou dépassant 207,3 kW par cylindre, ou ayant une cylindrée inférieure à 8 193,5 cm³ par cylindre*; Moteurs à gaz, *d'une puissance ne dépassant pas 56 kW*; Turbines à gaz, *d'une puissance ne dépassant pas 746 kW, ou d'une puissance dépassant 44 742 kW*; Moteurs à air; Moteurs hydrauliques d'usage général; Moteurs à gaz comprimé d'usage général, sans combustion; Moteurs électriques à courant continu, *d'une puissance de sortie ne dépassant pas 746 W;* Couplages hydrauliques de transmission; Pompes hydrauliques; Compresseurs d'air mobiles *d'une puissance utile dépassant 0,75 m³/s*; Pompes centrifuges, multi-étagées, à aspiration simple, avec charge de plus de *5 516 kPa*; Échangeurs de chaleur en aluminium brasé, pour usage cryogénique; Pièce de tout ce qui précède; Tous les articles susmentionnés lorsqu'ils peuvent autrement être classifiés dans les numéros tarifaires 41013-1, 41022-1, 41026-1, 41031-1, 49104-1 ou 49215-1, ou lorsqu'ils doivent servir à la distillation ou à la récupération des produits tirés du gaz naturel	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
41106-1	*Entretoises pour fonds de carrosseries et profilés d'acier pour leur fabrication;* *Pare-chocs avant et arrière, y compris les barres de pare-chocs en acier pour ressort;* *Mécanismes de portières et de marchepieds, actionnés à la main, à l'air comprimé ou par le vide;* *Commutateurs, vibrateurs, sonneries, boutons-poussoirs et montages de coupe-circuit à fusibles, électriques;* *Assemblages de transformation pour commandes de transmission avant;*				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Lamp sockets, flanges, terminals and glassware; *Metal stampings and assemblies thereof, whether or not coated with oil, primer or sound deadening compound*; *Rubber fenders*; *Ventilators, including motor driven fan type, and grilles*; *Parts of all the foregoing other than bumper bar bolts capped with stainless steel*; *All of the foregoing* for use in the repair of self-propelled trucks enumerated in tariff item 41105-1, or the manufacture of repair parts therefor	Free	Free	20 p.c.	Free
	Refrigerators and combination refrigerator-freezers, domestic or store, completely equipped or not:				
41505-1	Domestic, electric, with *refrigeration* capacity of not less than 0.38 m^3	12.6 p.c.	12.6 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	Ball and roller bearings, n.o.p.; parts of the foregoing, n.o.p.:				
42726-1	*Other than the following*	Free	Free	35 p.c.	Free
42727-1	*Automobile front wheel, double row, angular contact ball bearings, up to and including 76 mm outside diameter*; *Ball bearings with unground raceways up to and including 60.325 mm outside diameter of the single row radial type*; *Miniature or small single row radial ball bearings up to and including 12.7 mm outside diameter*; *Single row radial ball bearings (not including maximum capacity or maximum type, or cartridge type bearings) up to and including 90 mm outside diameter*; *Single row tapered roller bearings up to and including 168.275 mm outside diameter*; *Cylindrical needle rollers having a diameter of up to and including 6.35 mm and having a length not less than three times the diameter*; *Parts of all the foregoing*	Free	9.2 p.c.	35 p.c.	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Douilles, brides, bornes et verre de lampes; *Pièces métalliques embouties et leurs assemblages, qu'ils soient ou non revêtus d'huile, d'un apprêt ou d'une composition insonorisante;* *Bavettes de garde-boue en caoutchouc;* *Ventilateurs, y compris le type de ventilateur actionné par un moteur, et les calandres;* *Pièces de tout ce qui précède, sauf les boulons pour barres de pare-chocs finis en acier inoxydable;*				
	Tous les articles qui précèdent importés pour la réparation des camions automobiles désignés au numéro tarifaire 41105-1, ou pour la fabrication de leurs pièces de rechange.....	En fr.	En fr.	20 p.c.	En fr.
	Réfrigérateurs et réfrigérateurs-congélateurs combinés, ménagers ou pour magasins, munis ou non de tous leurs accessoires:				
41505-1	Ménagers, électriques, ayant une *capacité* frigorifique d'au moins 0,38 m^3	12.6 p.c.	12.6 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	Coussinets à billes ou à rouleaux, n.d.; pièces de ce qui précède, n.d. :				
42726-1	*Autres que ce qui suit*.....	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.
42727-1	*Coussinets à billes sur deux rangées, à contact oblique, pour roues avant de véhicules automobiles d'un diamètre extérieur d'au plus 76 mm;* *Coussinets à billes à voie de roulement non meulée, d'un diamètre extérieur d'au plus 60,325 mm, de type radial, sur une seule rangée;* *Coussinets radiaux à billes, miniatures ou petits, sur une seule rangée, d'un diamètre extérieur d'au plus 12,7 mm;* *Coussinets radiaux à billes, sur une seule rangée (ne comprenant pas les coussinets à capacité maximale, à type maximal, ou à cartouche), d'un diamètre extérieur d'au plus 90 mm;* *Coussinets à rouleaux coniques, sur une seule rangée, d'un diamètre extérieur d'au plus 168,275 mm;* *Aiguilles cylindriques, d'un diamètre d'au plus 6,35 mm et d'une longueur d'au moins trois fois supérieure au diamètre;* *Pièces de tout ce qui précède*	En fr.	9.2 p.c.	35 p.c.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43804-1	*Veterinary units, designed for the transportation and storage of veterinary equipment and preparations, for installation in or on motor vehicles; parts and accessories of the foregoing*	Free	Free	30 p.c.	Free
43806-1	*Automotive turn signal flasher units*; Compressors, air, *of at least 3.42 litres per second but not exceeding 11.33 litres per second*; Distributor rotors and cam assemblies; Electric wiring terminals, sockets, fittings and connectors and parts and combinations thereof, including brackets and fittings permanently attached thereto, but not to include battery terminals; Gaskets of any material except cork or felt, composite or not, and parts therefor; Lock washers *of steel, other than lock washers with internal or external teeth, or helical spring lock washers with an inside diameter greater than 38 mm*; *Materials for gaskets, namely: compressed asbestos and combinations of asbestos and synthetic rubber*; *Parts of spring brakes, other than: spring locators, bulkheads, spring retainers and diaphragms*; Parts *of vacuum, hydraulic or air control assemblies, namely*: *Electric weld tubing, with outside diameter 9.525 mm or less and wall thickness 0.711 mm or less, and double wall copper brazed tubing, with outside diameter 9.525 mm or less and wall thickness 0.711 mm or less*; *Hydraulic brake hoses and hydraulic brake locks*; *Hydraulic gear pumps to operate hoists and other accessories*; *Manual slack adjusters for air brake systems*; *Nylon (polyamide) air brake tubing*; Piston ring castings in the rough, with or without gates and fins removed, *for motor vehicles with engines ranging in size from 1 245 cm³ to 8 996 cm³*; *Spring brakes*; Steel bolts, studs, plugs, rivets or nuts, capped with stainless steel, and parts thereof; Vulcanized fibre in sheets, rods, strips and tubings; Parts of all the foregoing;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43804-1	*Unités de médecine vétérinaire, conçues pour le transport et l'entreposage de matériel et de préparations de médecine vétérinaire, devant être installées dans ou sur des véhicules automobiles; pièces et accessoires de ce qui précède*	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
43806-1	*Clignotants de véhicules automobiles*; Compresseurs d'air *d'au moins 3,42 litres par seconde et d'au plus 11,33 litres par seconde*; Rotors de distributeurs et assemblages de cames; Bornes de prise de courant, douilles, raccords et attache-fils, et pièces et combinaisons de ces articles, y compris les supports et les raccords qui y sont assujettis de façon permanente, mais non les bornes d'accumulateurs; Joints en toutes matières, à l'exception du liège et du feutre, composés ou non, et leurs pièces; Rondelles-freins *en acier, autres que les rondelles-freins munies de dents à l'intérieur ou à l'extérieur ou les rondelles-freins à ressort en spirale ayant un diamètre intérieur de plus de 38 mm*; *Matière pour joints, à savoir: l'amiante comprimé et les combinaisons d'amiante et de caoutchouc synthétique*; *Pièces de freins à ressort, autres que: dispositifs de positionnement du ressort, cloisons, étriers de ressorts et membranes*; Pièces *d'assemblages de commande à vide, hydrauliques ou à l'air, à savoir :* *Tube à soudure électrique, ayant un diamètre extérieur d'au plus 9,525 mm et une paroi d'une épaisseur d'au plus 0,711 mm, et tube à paroi double soudé au cuivre, ayant un diamètre extérieur d'au plus 9,525 mm et une paroi d'une épaisseur d'au plus 0,711 mm*; *Tuyaux souples pour freins hydrauliques et colliers de freins hydrauliques*; *Pompes à engrenages hydrauliques pour faire fonctionner des treuils et d'autres accessoires*; *Tendeurs manuels pour systèmes de freins à air*; *Tube en nylon (polyamide) pour freins à air*; Segments de piston moulés, bruts, avec ou sans jets de coulée ou bavures, *destinés à des véhicules automobiles dont le moteur mesure de 1 245 cm³ à 8 996 cm³*; *Freins à ressorts*; Boulons, prisonniers, bouchons, rivets ou écrous en acier, à tête recouverte d'acier inoxydable, et leurs pièces; Fibres vulcanisées en feuilles, tiges, bandes et tubes; Pièces de tout ce qui précède;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	All of the foregoing for use in the manufacture or repair of goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, or for use in the manufacture of parts therefor.....	Free	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Bearings, clutch release, with or without collar attached;				
	Bearings, graphite;				
	Bearings, steel or bronze backed, with non-ferrous metal lining, and materials therefor;				
	Bearings, steering knuckle thrust;				
	Bushings, graphited or oil impregnated;				
	Bushings or sleeve bearings of bronze or powdered metal;				
	Ceramic insulator spark plug cores not further manufactured than burned and glazed, printed or decorated or not, without fittings;				
	Collars, crankshaft thrust;				
	Commutator copper segments;				
	Commutator insulating end rings;				
	Compressors, air, *of less than 3.42 litres per second or more than 11.33 litres per second*;				
	Diaphragms for fuel and vacuum pumps;				
	Discs, tapered, of hot-rolled steel, with or without centre hole, for disc wheels;				
	Door bumper shoes;				
	Ignition contact points;				
	Keys for shafting;				
	Laminated composition plastic timing gear blanks;				
	Lenses of glass for motor vehicle lamps and for light reflectors;				
	Lock washers *of any metal, except steel; steel lock washers with internal or external teeth; and helical spring lock washers of steel, with an inside diameter greater than 38 mm;*				
	Magnetic plugs;				
	Materials for gaskets, *other than compressed asbestos and combinations of asbestos and synthetic rubber*;				
	Metal frames for convertible soft tops;				
	Permanent mould pistons for brake master cylinders;				
	Piston ring castings in the rough, with or without gates and fins removed, *other than for motor vehicles with engines ranging in size from 1 245 cm^3 to 8 996 cm^3*;				
	Propeller shaft tubes of steel bonded by rubber;				
	Rails of lock seam section, corners, locks and catches, and unplated ventilators, the foregoing being of metal other than aluminum, for the manufacture of window sashes for bus bodies;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Tous les articles qui précèdent étant destinés à la fabrication ou à la réparation des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, ou à la fabrication de leurs pièces	En fr.	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Butées de débrayage, avec ou sans collier;				
	Coussinets en graphite;				
	Coussinets à coquilles en acier ou en bronze avec garniture en métal autre que le fer, et matières pour ces coussinets;				
	Coussinets de butées de rotules de direction;				
	Bagues graphitées ou imprégnées d'huile;				
	Paliers ou coussinets à roulement lisse, de bronze ou de métal pulvérisé;				
	Isolants de bougies, en matière céramique, non plus ouvrés que cuits et vernissés, imprimés ou décorés ou non, sans garnitures;				
	Colliers de butées de vilebrequins;				
	Segments de collecteurs, en cuivre;				
	Bagues isolantes de collecteurs;				
	Compresseurs d'air *de moins de 3,42 litres par seconde ou de plus de 11,33 litres par seconde*;				
	Membranes pour pompes à essence et pompes à vide;				
	Disques diminués en acier laminé à chaud, avec ou sans trou central, pour roues pleines;				
	Sabots de butoir de portières;				
	Rupteurs pour allumage;				
	Clavettes pour arbres;				
	Ébauches d'engrenages de distribution en plastique composé stratifié;				
	Lentilles de verre pour phares et lampes d'automobiles et réflecteurs;				
	Rondelles-freins *de métal quelconque, sauf en acier; rondelles-freins en acier munies de dents à l'intérieur ou à l'extérieur; rondelles-freins à ressort en spirale ayant un diamètre intérieur de plus de 38 mm*;				
	Bouchons magnétiques;				
	Matières pour joints, *autres que: l'amiante comprimé et les combinaisons d'amiante et de caoutchouc synthétique*;				
	Charpentes métalliques pour capotes souples d'autos décapotables;				
	Pistons formés dans des moules permanents pour maîtres-cylindres de freins;				
	Segments de piston moulés, bruts, avec ou sans jets de coulée ou bavures, *non destinés à des véhicules automobiles dont le moteur mesure de 1 245 cm³ à 8 996 cm³*;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Shift control, electric, for two speed rear axles; *Steel formed bottoms, metal grommets (flanges) or rings of steel, copper or brass and blank layers of steel for cylinder heads or manifold gaskets*; Switches, relays, circuit breakers and solenoids and combinations thereof, including starter switch assemblies *but not automotive turn signal flasher units*; Synchronizing cones or blocking rings for transmissions; Vacuum, hydraulic or air control assemblies, *other than spring brakes*; *Parts of spring brakes, namely: spring locators, bulkheads, spring retainers and diaphragms;* Parts of all the foregoing, *other than the following*: *Parts of vacuum, hydraulic or air control assemblies, namely*: *Electric weld tubing, with outside diameter 9.525 mm or less and wall thickness 0.711 mm or less, and double wall copper brazed tubing, with outside diameter 9.525 mm or less and wall thickness 0.711 mm or less;* *Hydraulic brake hoses and hydraulic brake locks;* *Hydraulic gear pumps to operate hoists and other accessories;* *Manual slack adjusters for air brake systems;* *Nylon (polyamide) air brake tubing;*				
43807-1	All of the foregoing for use in the manufacture or repair of goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, or for use in the manufacture of parts therefor.....	Free	Free	30 p.c.	Free
43808-1	*All of the foregoing for use in the repair of self-propelled trucks enumerated in tariff item 41105-1, or the manufacture of repair parts therefor*.....	Free	Free	20 p.c.	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Arbres tubulaires à cardan en acier, garnis de caoutchouc;				
	Traverses en profilés agrafés et soudés, cornières, serrures et loqueteaux, ventilateurs non plaqués, ce qui précède étant en métal autre que l'aluminium, pour la fabrication de châssis mobiles de carrosseries d'autobus;				
	Commandes électriques de désengagement pour essieux arrières à deux vitesses;				
	Fonds moulés en acier, rondelles (brides) métalliques ou anneaux en acier, cuivre ou laiton et couches vierges d'acier pour culasses ou joints de tubulure;				
	Commutateurs, relais, rupteurs et solénoïdes et leurs combinaisons y compris les contacteurs des démarreurs *mais non les clignotants de véhicules automobiles*;				
	Cônes de synchronisation ou dispositifs de synchronisation pour boîtes de vitesse;				
	Assemblages de commande à vide, hydraulique ou à l'air, *autres que les freins à ressort*;				
	Pièces de freins à ressort, à savoir: dispositifs de positionnement du ressort, cloisons, étriers de ressort et membranes;				
	Pièces de tout ce qui précède, *autres que les suivantes:*				
	Pièces d'assemblages de commande à vide, hydraulique ou à l'air, à savoir:				
	Tube à soudure électrique, ayant un diamètre extérieur d'au plus 9,525 mm et une paroi d'une épaisseur d'au plus 0,711 mm, et tube à paroi double soudé au cuivre, ayant un diamètre extérieur d'au plus 9,525 mm et une paroi d'une épaisseur d'au plus 0,711 mm;				
	Tuyaux souples pour freins hydrauliques et colliers de freins hydrauliques;				
	Pompes à engrenages hydrauliques pour faire fonctionner des treuils et d'autres accessoires;				
	Tendeurs manuels pour systèmes de freins à air;				
	Tube en nylon (polyamide) pour freins à air;				
43807-1	Tous les articles qui précèdent étant destinés à la fabrication ou à la réparation des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, ou à la fabrication de leurs pièces	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
43808-1	*Tous les articles qui précèdent devant servir à la réparation de camions automobiles désignés au numéro tarifaire 41105-1, ou à la fabrication de leurs pièces de rechange*.....	En fr.	En fr.	20 p.c.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43810-1	Ammeters; Arm rests and wheel housing lining of indurated fibre, pressed to shape; Axle housings, one piece welded, machined or not, including parts welded thereto; Carburetors; Chassis frames and steel shapes for the manufacture therefor; Cigar and cigarette lighters, whether in combination with a cigarette holder or not, including base; Composite frame and floor structure of metal in the rough; Control ventilator gear box; Cylinder lock barrels, with or without sleeves and keys therefor; Dash heat indicators; Door opening weatherseal retainers; Engine speed governor units; External ornaments unplated, including name plates, letters and numerals, but not including finish or decorative mouldings; Fluid couplings with or without drive plate assemblies; Gauges, gasoline, oil or air; Grilles not plated, polished or not before assembly, and parts thereof not plated or polished after final forming, casting or piercing, not including added finish or decorative mouldings; Hinges, finished or not, for bodies; Horns; Instrument bezel assemblies; instrument board lamps; instrument panel, glove compartment, luggage compartment, hood compartment and door step lamps and wire assemblies; Instrument board panels of moulded or laminated glass fibres and plastic; Locks, electric ignition, steering gear, transmission, or combinations of such locks; Mouldings of metal, with nails or prongs set in position, lead filled or not; Oil filter parts, namely: perforated filter refill oil board bodies, refill end discs, and roll-seam perforated tubes; Ornaments and identification plates of metal, unplated, not including finished or decorative mouldings; Pipe lines of tubing, rigid, covered or not, with or without fittings, and tubing therefor; Purifiers for gasoline, including brackets and fittings therefor; Radiator shutter assemblies, automatic;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43810-1	Ampèremètres; Accoudoirs et garnitures de moyeux en fibres durcies, profilés par emboutissage; Boîtiers d'essieux, d'une seule pièce soudée, usinés ou non, y compris les pièces qui y sont jointes à l'aide d'une soudure; Carburateurs; Châssis et profilés en acier pour leur fabrication; Allume-cigares et allume-cigarettes, combinés avec un porte-cigarettes ou non, y compris la base; Charpentes métalliques formant châssis et planchers, à l'état brut; Boîtes d'engrenage de commande de ventilateur; Barillets de serrures, avec ou sans manchons et clés; Indicateurs de chaleur sur tabliers; Dispositifs de retenue des garnitures d'encadrements de portes; Régulateurs de vitesse pour moteurs; Ornements extérieurs non plaqués, y compris les plaques, les lettres et les chiffres, mais à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives; Embrayages hydrauliques avec ou sans assemblages de plateaux de commande; Indicateurs de niveau d'essence, jauges d'huile et manomètres; Grilles non plaquées, polies ou non avant l'assemblage, et pièces de grilles non plaquées ni polies après le profilage, le moulage ou le perçage définitif, à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives; Charnières finies ou non, pour carrosseries; Trompes; Assemblages de tabliers; lampes de tabliers; lampes de panneaux de bord, de vide-poches, de coffres à bagages, de capots et de pas de portes, et filerie pour ces lampes; Tableaux de bord en fibres de verre et matière plastique moulées ou stratifiées; Serrures pour l'allumage électrique, l'appareil de direction, la transmission, ou combinaisons de ces serrures; Moulures en métal avec clous ou fourchons en place, remplies de plomb ou non; Pièces de filtres pour l'huile, à savoir: carton perforé de cartouche de rechange de filtre pour l'huile, disques de bout de cartouche de rechange et tubes perforés à soudure en boudin; Ornements et plaques d'identification de métal, non plaqués, à l'exclusion des moulures finies ou décoratives;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Radiator water gauges; Radiator shells not plated nor metal finished in any degree; Reclining seat mechanisms; Shackles, bearing spring; Speedometers; Spring covers of metal and closing strips or shapes therefor; Stampings, body, cowl, fender, front end, hood, instrument board, shields and baffles, of plain or coated metal, in the rough, trimmed or not, whether or not welded in any manner before final forming or piercing, but not metal finished in any degree, including such stampings incorporating pierce or clinch nuts; Steering wheels, rims and spiders therefor; Sun visor blanks of gypsum weatherboard; Swivel seat mechanisms; Tachometers, with or without tachographs, both electric and gear driven; Thermostatic controls; Throttle, spark, choke, and hood lock release assemblies, including buttons therefor; Torque converters; Auxiliary transmission overdrive units and controls therefor; Universal joint ball assemblies; Windshield and window wipers; Parts of all the foregoing, including brackets, fittings and connections therefor; All of the foregoing for use in the manufacture of the goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, or for use in the manufacture of *original equipment* parts therefor	Free	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Ammeters; Arm rests and wheel housing lining of indurated fibre, pressed to shape, *other than for automobiles and motor trucks*; Axle housings, one piece welded, machined or not, including parts welded thereto; Carburetors; Chassis frames and steel shapes for the manufacture thereof; Cigar and cigarette lighters, whether in combination with a cigarette holder or not, including base; Composite frame and floor structure of metal in the rough; Control ventilator gear box; Cylinder lock barrels, with or without sleeves and keys therefor; Dash heat indicators;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Canalisations faites de tuyaux rigides, recouverts ou non, avec ou sans raccords, et tuyaux pour ces canalisations;				
	Épurateurs d'essence, y compris les supports et les raccords;				
	Assemblages de volets de radiateurs, automatiques;				
	Indicateurs de niveau d'eau;				
	Enveloppes de radiateurs, non plaquées, ni finies en métal d'aucune façon;				
	Mécanismes de sièges inclinables;				
	Jumelles de ressorts;				
	Compteurs de vitesse;				
	Enveloppes de ressorts en métal et bandes de fermeture ou profilés pour ces articles;				
	Pièces embouties, carrosseries, auvents, ailes, avants, capots, tabliers, protecteurs et chicanes, en métal recouvert ou non, bruts, ébarbés ou non, soudées de quelque manière ou non avant le profilage ou le perçage définitif, mais non pourvues du moindre fini métallique, y compris ces pièces embouties garnies d'écrous à sertir;				
	Volants, jantes et croisillons pour ces volants;				
	Ébauches de pare-soleil en planches de gypse;				
	Mécanismes de sièges tournants;				
	Tachymètres, avec ou sans tachygraphe, actionnés par l'électricité ou par engrenages;				
	Commandes thermostatiques;				
	Montage de manettes d'admission, de dispositifs d'allumage, d'étrangleurs et de dispositifs de dégagement du capot, y compris leurs boutons;				
	Convertisseurs de couple;				
	Dispositifs auxiliaires de transmission par vitesse surmultipliée et leurs commandes;				
	Assemblages de cardans à rotules;				
	Essuie-glaces;				
	Pièces de tout ce qui précède y compris les supports, les raccords et les accessoires;				
	Tous les articles qui précèdent devant servir à la fabrication des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, ou à la fabrication des pièces *d'équipement primitif*	En fr.	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Ampèremètres;				
	Accoudoirs et garnitures de moyeux en fibres durcies, profilés par emboutissage, *non destinés aux automobiles et aux camions automobiles*;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item	British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
Fluid couplings with or without drive plate assemblies;				
Gauges, gasoline, oil or air;				
Grilles not plated, polished or not before assembly, and parts thereof not plated or polished after final forming, casting or piercing, not including added finish or decorative mouldings;				
Hinges, finished or not, for bodies;				
Horns;				
Instrument bezel assemblies; instrument board lamps; instrument panel, glove compartment, luggage compartment, hood compartment and door step lamps and wire assemblies;				
Locks, electric ignition, steering gear, transmission, or combinations of such locks;				
Mouldings of metal, with nails or prongs set in position, lead filled or not;				
Oil filter parts, namely: refill end discs;				
Ornaments and identification plates of metal, unplated, not including finished or decorative mouldings, *other than for past models of automobiles and motor trucks*;				
Pipe lines of tubing, rigid, covered or not, with or without fittings, and tubing therefor, *other than for automobiles and motor trucks*;				
Radiator shutter assemblies, automatic;				
Radiator water gauges;				
Reclining seat mechanisms;				
Shackles, bearing spring;				
Speedometers;				
Spring covers of metal and closing strips or shapes therefor;				
Stampings, body, cowl, fender, front end, hood, instrument board, shields and baffles, of plain or coated metal, in the rough, trimmed or not, whether or not welded in any manner before final forming or piercing, but not metal finished in any degree, including such stampings incorporating pierce or clinch nuts, *but not including door pillars, shields and baffles for current models of automobiles and motor trucks*;				
Steering wheels, rims and spiders therefor, *other than for current models of automobiles and motor trucks*;				
Sun visor blanks of gypsum weatherboard;				
Swivel seat mechanisms;				
Tachometers, with or without tachographs, both electric and gear driven;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Boîtiers d'essieux, d'une seule pièce soudée, usinés ou non, y compris les pièces qui y sont jointes à l'aide d'une soudure;				
	Carburateurs;				
	Châssis et profilés en acier pour leur fabrication;				
	Allume-cigares et allume-cigarettes, combinés avec un porte-cigarettes ou non, y compris la base;				
	Charpentes métalliques formant châssis et planchers, à l'état brut;				
	Boîtes d'engrenage de commande de ventilateur;				
	Barillets de serrures, avec ou sans manchons et clés;				
	Indicateurs de chaleur sur tabliers;				
	Embrayages hydrauliques avec ou sans assemblages de plateaux de commande;				
	Indicateurs de niveau d'essence, jauges d'huile et manomètres;				
	Grilles non plaquées, polies ou non avant l'assemblage, et pièces de grilles non plaquées ni polies après le profilage, le moulage ou le perçage définitif, à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives;				
	Charnières finies ou non, pour carrosseries;				
	Trompes;				
	Assemblages de tabliers; lampes de tabliers; lampes de panneaux de bord, de vide-poches, de coffres à bagages, de capots et de pas de portes, et filerie pour ces lampes;				
	Serrures pour l'allumage électrique, l'appareil de direction, la transmission, ou combinaisons de ces serrures;				
	Moulures en métal avec clous ou fourchons en place, remplies de plomb ou non;				
	Pièces de filtres à l'huile, à savoir: disques de bout de cartouche de rechange;				
	Ornements et plaques d'identification de métal, non plaqués, à l'exclusion des moulures finies ou décoratives, *non destinés aux anciens modèles d'automobiles et de camions automobiles*;				
	Canalisations faites de tuyaux rigides, recouverts ou non, avec ou sans raccords, et tuyaux pour ces canalisations, *non destinés aux automobiles et camions automobiles*;				
	Assemblages de volets de radiateurs, automatiques;				
	Indicateurs de niveau d'eau;				
	Mécanismes de sièges inclinables;				
	Jumelles de ressorts;				
	Compteurs de vitesse;				
	Enveloppes de ressorts en métal et bandes de fermeture ou profilés pour ces articles;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Throttle, spark, choke, and hood lock release assemblies, including buttons therefor;				
	Torque converters;				
	Transmission overdrive units, auxiliary, and controls therefor;				
	Universal joint ball assemblies, *other than cross type*;				
	Windshield and window wipers;				
	Parts of thermostatic controls, other than: power element cups, guides, pistons, pellets, valves, flanges, top frames, bottom frames and springs;				
	Parts of all the foregoing, including brackets, fittings and connections therefor, *other than the following:*				
	Parts of speedometers, namely: speedometer cables, and speedometer cable and housing assemblies;				
	Parts of windshield and window wipers, namely: blades and refills for automobiles and motor trucks;				
	Sintered powdered metal parts of auxiliary transmission overdrive units and controls therefor;				
43811-1	*All of the foregoing* when for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity for not more than ten persons each) enumerated in tariff item 43803-1, whose total factory output, during the year in which importation is sought, does not exceed ten thousand such complete passenger automobiles, and if not less than forty per cent of the factory cost of production of such automobiles, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	25 p.c.	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Pièces embouties, carrosseries, auvents, ailes, avants, capots, tabliers, protecteurs et chicanes, en métal recouvert ou non, brutes, ébarbées ou non, soudées de quelque manière ou non avant le profilage ou le perçage définitif, mais non pourvues du moindre fini métallique, y compris ces pièces embouties garnies d'écrous à sertir, *mais non les montants de portières, les protecteurs et les chicanes des modèles de l'année des automobiles et des camions automobiles*;				
	Volants, jantes et croisillons pour ces volants, *non destinés aux modèles de l'année des automobiles et des camions automobiles*;				
	Ébauches de pare-soleil en planches de gypse;				
	Mécanismes de sièges tournants;				
	Tachymètres, avec ou sans tachygraphe, actionnés par l'électricité ou par engrenages;				
	Montage de manettes d'admission, de dispositifs d'allumage, d'étrangleurs et de dispositifs de dégagement du capot, y compris leurs boutons;				
	Convertisseurs de couple;				
	Dispositifs auxiliaires de transmission par vitesse surmultipliée et leurs commandes;				
	Assemblages de cardans à rotules *autres qu'à croisillons*;				
	Essuie-glaces;				
	Pièces de commandes thermostatiques, autres que: cuvettes d'éléments de commande, guides, pistons, pastilles, soupapes, brides, châssis supérieurs, châssis inférieurs et ressorts;				
	Pièces de tout ce qui précède y compris les supports, les raccords et les accessoires, *à l'exception de ce qui suit:*				
	Pièces de compteurs de vitesse, à savoir: câbles de compteurs de vitesse et assemblages de câbles et de boîtiers de compteurs de vitesse;				
	Pièces de pare-brises et d'essuie-glaces, à savoir: balais et rechanges pour automobiles et camions automobiles;				
	Pièces en métal fritté de dispositifs auxiliaires de transmission par vitesse surmultipliée et leurs commandes;				
43811-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles particulières (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 43803-1, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, ne dépasse pas dix mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits ni les taxes, provient, pour au moins quarante pour cent, du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43812-1	*All of the foregoing* when for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity for not more than ten persons each) enumerated in tariff item 43803-1, whose total factory output, during the year in which importation is sought, exceeds ten thousand, but does not exceed twenty thousand such complete passenger automobiles, and if not less than fifty per cent of the factory cost of production of such automobiles, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	25 p.c.	Free
43813-1	*All of the foregoing* when for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity for not more than ten persons each) enumerated in tariff item 43803-1, whose total factory output, during the year in which importation is sought, exceeds twenty thousand such complete passenger automobiles, and if not less than sixty per cent of the factory cost of production of such automobiles, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	25 p.c.	Free
43814-1	*All of the foregoing* when for use as original equipment by a manufacturer of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, motor ambulances, and hearses, or chassis for same, as enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, whose total factory output of such vehicles, during the year in which importation is sought, does not exceed ten thousand such vehicles, and if not less than forty per cent of the factory cost of production of such vehicles, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	25 p.c.	Free
43815-1	*All of the foregoing* when for use as original equipment by a manufacturer of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, motor ambulances, and hearses, or chassis for same, as enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, whose total factory output of such vehicles, during the year in which importation is sought, exceeds ten thousand units, and if not less than fifty per cent of the factory cost of production of such vehicles, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	25 p.c.	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43812-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles particulières (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 43803-1, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse dix mille, mais non vingt mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits ni les taxes, provient pour au moins cinquante pour cent, du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
43813-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles particulières (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 43803-1, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse vingt mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits ni les taxes, provient, pour au moins soixante pour cent, du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
43814-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif à un fabricant de camions, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances automobiles et de corbillards, ou de leurs châssis, énumérés dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, ne dépasse pas dix mille voitures semblables, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits ni les taxes, provient, pour au moins quarante pour cent, du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
43815-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif à un fabricant de camions, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances automobiles et de corbillards, ou de leurs châssis, énumérés dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse dix mille unités, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits ni les taxes, provient, pour au moins cinquante pour cent, du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43816-1	*All of the foregoing when* for use *in the repair of self-propelled trucks enumerated in tariff item 41105-1 or for use in the repair* of the goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, or for use in the manufacture of repair parts therefor	Free	Free	25 p.c.	Free
43817-1	*Arm rests and wheel housing lining of indurated fibre, pressed to shape, for automobiles and motor trucks*; *Cross type universal joint ball assemblies*; *Door opening weatherseal retainers*; *Engine speed governor units*; *External ornaments unplated, including name plates, letters and numerals, but not including finish or decorative mouldings*; *Instrument board panels of moulded or laminated glass fibres and plastic*; *Oil filter parts, namely: perforated filter refill oil board bodies and roll-seam perforated tubes*; *Ornaments and identification plates of metal, unplated, not including finished or decorative mouldings, for past models of automobiles and motor trucks*; *Pipe lines of tubing, rigid, covered or not, with or without fittings, and tubing therefor, for automobiles and motor trucks*; *Purifiers for gasoline, including brackets and fittings therefor*; *Radiator shells not plated nor metal finished in any degree*; *Speedometer cables and speedometer cable and housing assemblies*; *Stampings, door pillar, shields and baffles, of plain or coated metal, in the rough, trimmed or not, whether or not welded in any manner before final forming or piercing, but not metal finished in any degree, including stampings incorporating pierce or clinch nuts, for current models of automobiles and motor trucks*; *Steering wheels, rims and spiders therefor, for current models of automobiles and motor trucks*; *Thermostatic controls*; *Sintered powdered metal parts of auxiliary transmission overdrive units and controls therefor*; *Windshield and window wiper blades and refills for automobiles and motor trucks*;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43816-1	*Tous les articles qui précèdent devant servir à la réparation des camions automobiles désignés au numéro tarifaire 41105-1 ou devant servir à la réparation* des marchandises spécifiées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, ou à la fabrication de leurs pièces de rechange	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
43817-1	*Accoudoirs et garnitures de moyeux en fibres durcies, profilés par emboutissage, destinés aux automobiles et aux camions automobiles;* *Assemblages de cardans à rotules à croisillons;* *Dispositifs de retenue des garnitures d'encadrements de portes;* *Régulateurs de vitesse pour moteurs;* *Ornements extérieurs non plaqués, y compris les plaques, les lettres et les chiffres, mais à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives;* *Tableaux de bord en fibres de verre et matière plastique moulées ou stratifiées;* *Pièces de filtres pour l'huile, à savoir: carton perforé de cartouche de rechange de filtre pour l'huile et tubes perforés à soudure en boudin;* *Ornements et plaques d'identification de métal, non plaqués, à l'exclusion des moulures finies ou décoratives, destinés aux anciens modèles d'automobiles et de camions automobiles;* *Canalisations faites de tuyaux rigides, recouverts ou non, avec ou sans raccords, et tuyaux pour ces canalisations, destinés aux automobiles et camions automobiles;* *Épurateurs d'essence, y compris les supports et les raccords;* *Enveloppes de radiateurs, non plaquées, ni finies en métal d'aucune façon;* *Câbles de compteurs de vitesse et assemblages de câbles et de boîtiers de compteurs de vitesse;* *Pièces embouties, montants de portières, protecteurs et chicanes, en métal recouvert ou non, bruts, ébarbés ou non, soudés de quelque manière ou non avant le profilage ou le perçage définitif mais non pourvus du moindre fini métallique, y compris les pièces embouties garnies d'écrous à sertir, destinés aux modèles de l'année d'automobiles ou de camions automobiles;* *Volants, jantes et croisillons pour ces volants, destinés aux modèles de l'année d'automobiles et de camions automobiles;* *Commandes thermostatiques;*				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Parts of all the foregoing, but not including parts of thermostatic controls, other than: power element cups, guides, pistons, pellets, valves, flanges, top frames, bottom frames and springs;				
	All of the foregoing for use in the repair of goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, or for use in the manufacture of repair parts therefor	Free	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Axles, front and rear; Bell or clutch housings for vehicles having a gross vehicle weight rating of over *8 845 kg*; Brakes, *other than: brakes ranging in size from 381 mm by 76.2 mm to 419.1 mm by 177.8 mm, and air and hydraulic brakes for current model service of vehicles having a capacity of up to 1.82 tonnes*; Brake drums; Cast aluminum road wheels for tube type tires using rim sizes larger than *508 mm* by *203.2 mm* and for tubeless type tires using rim sizes larger than *571.5 mm* by *209.55 mm*; Clutches *other than single plated clutches of up to 330.2 mm in diameter*; *Continuous control or constant velocity half-shaft* drive shafts; Fuel pumps *for use on automotive engines with a piston displacement of more than 4 949.8 cm³, not electrically operated*; Hubs; Hydraulic or fluid couplings *other than for heavy-duty motor trucks*; Internal combustion engines over *5 703.7 cm³* in displacement; Linkages and controls for use with clutches, transmission assemblies, power dividers or transfer cases; Magnetos; Power dividers or transfer cases; Rims for pneumatic tires *larger than 508 mm by 190.5 mm for tube type tires, and larger than 571.5 mm by 171.45 mm for tubeless tires*; Steel road wheels *larger than 622.3 mm in diameter*; Steering drag links for vehicles having a gross vehicle weight rating of *9 072 kg* or over; Steering gears; Tandem axle suspensions, not to include springs, *other than for current models of motor trucks*;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Pièces en métal fritté de dispositifs auxiliaires de transmission par vitesse surmultipliée et leurs commandes;				
	Balais et rechanges de pare-brises et d'essuie-glaces, pour automobiles et camions automobiles;				
	Pièces de tout ce qui précède, mais non les pièces de commandes thermostatiques, autres que: cuvettes d'éléments de commandes, guides, pistons, pastilles, soupapes, brides, châssis supérieurs, châssis inférieurs et ressorts;				
	Tous les articles qui précèdent devant servir à la réparation des marchandises énumérées aux numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, ou à la fabrication de leurs pièces de rechange	En fr.	8 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	Essieux d'avant et d'arrière;				
	Carters ou boîtes d'embrayages pour les véhicules ayant un poids brut de plus de *8 845 kg*;				
	Freins, *autres que: les freins de dimensions allant de 381 mm sur 76,2 mm à 419,1 mm sur 177,8 mm, et les freins à air et les freins hydrauliques pour l'entretien des modèles de l'année des véhicules ayant une charge utile d'au plus 1,82 tonnes*;				
	Tambours de freins;				
	Roues porteuses en fonte d'aluminium pour pneus à chambre à air adaptés à des jantes de plus de *508 mm sur 203,2 mm* et pour pneus sans chambre à air adaptés à des jantes de plus de *571,5 mm* sur *209,55 mm*;				
	Embrayages *autres qu'à disque unique ayant un diamètre d'au plus 330,2 mm*;				
	Demi-arbre homocinétique d'arbres de transmission;				
	Pompes à essence *devant servir sur des moteurs de véhicules automobiles ayant une cylindrée de plus de 4 949,8 cm³, sauf les pompes fonctionnant à l'électricité*;				
	Moyeux;				
	Accouplements hydrauliques, *sauf ceux destinés aux camions automobiles lourds*;				
	Moteurs à combustion interne ayant une cylindrée de plus de *5 703, 7 cm³*;				
	Timoneries et commandes à employer avec des embrayages, des assemblages de boîtes de vitesse, des diviseurs de force motrice ou des boîtes de transfert;				
	Magnétos;				
	Diviseurs de force motrice ou boîtes de transfert;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Transmission assemblies; Parts of the foregoing, *other than*: *Brake shoe assembly kits*; *Parts of axles, namely: axle shafts for motor vehicles having a gross vehicle weight rating of 8 845 kg or less*; *Parts of internal combustion engines over 5 703.7 cm³ in displacement, namely: timing chains; intake and exhaust valves, with the exception of sodium or sodium and mercury filled valves, for use in internal combustion engines, other than diesel*; *Parts of steering drag links for vehicles having a gross vehicle weight rating of 9 072 kg or over, namely: idler arms, tie rod assemblies, tie rod ends*; *Parts of transmission assemblies, namely: differentials (including axle housings), sintered powdered metal parts*;				
43819-1	*All of the foregoing* for the manufacture of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, and the chassis for same	Free	8 p.c.	27.5 p.c.	5 p.c.
43820-1	*All of the foregoing* for use as original equipment for motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, or for chassis for same, by a manufacturer of the goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, and during the year in which importation is sought, not less than forty per cent of the factory cost of production of such vehicles and chassis therefor, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	Free	27.5 p.c.	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Jantes pour pneumatiques *de plus de 508 mm sur 190,5 mm de large pour pneumatiques à chambre à air, et de plus de 571,5 mm sur 171,45 mm de large pour pneumatiques sans chambre à air*; Roues porteuses en acier *ayant un diamètre de plus de 622,3 mm*; Bielles de commandes de direction pour les véhicules ayant un poids brut de *9 072 kg* ou plus; Engrenages de direction; Suspensions d'essieux en tandem, à l'exclusion des ressorts, *autres que pour les modèles de l'année des camions automobiles*; Assemblages de boîtes de vitesse; Pièces de ce qui précède *autres que* : *Ensembles de regarnissage de sabots de freins;* *Pièces d'essieux, à savoir: arbres d'essieux pour véhicules à moteur ayant un poids brut d'au plus 8 845 kg;* *Pièces de moteurs à combustion interne ayant une cylindrée de plus de 5 703,7 cm³, à savoir: les chaînes de distribution; soupapes d'admission et d'échappement, sauf les soupapes remplies de sodium ou de sodium et de mercure, pour usage dans les moteurs à combustion interne, sauf les moteurs diesel;* *Pièces de bielles de commande de direction pour véhicules ayant un poids brut de 9 072 kg, ou plus, à savoir: leviers intermédiaires, barres d'accouplement, extrémités de barres d'accouplement;* *Pièces d'assemblages de boîtes de vitesse, à savoir: différentiels (y compris les carters d'essieux), pièces en métal fritté;*				
43819-1	*Tous les articles qui précèdent devant servir* à la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, et de leurs châssis	En fr.	8 p.c.	27.5 p.c.	5 p.c.
43820-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif dans la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, ou de leurs châssis, aux fabricants de marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, et si pendant l'année au cours de laquelle l'importation est projetée, au moins quarante pour cent du prix de revient de ces véhicules et châssis, sans compter les droits ni les taxes, proviennent du Commonwealth britannique	En fr.	En fr.	27.5 p.c.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43821-1	*All of the foregoing* for use in the repair of motor trucks, motor buses, *self-propelled trucks enumerated in tariff item 41105-1*, fire fighting vehicles, ambulances, hearses and electric trackless trolley buses, or for chassis for same or for use in the manufacture of repair parts therefor	Free	Free	27.5 p.c.	Free
	Internal combustion engines of *5 703.7 cm³* and under in displacement;				
	Parts of the foregoing, *other than: timing chains; intake and exhaust valves, with the exception of sodium or sodium and mercury filled valves, for use in internal combustion engines, other than diesel*;				
43824-1	*All of the foregoing* for the manufacture of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, and the chassis for same	Free	8 p.c.	27.5 p.c.	5 p.c.
43825-1	*All of the foregoing* for use as original equipment for motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, or for chassis for same, by a manufacturer of the goods enumerated in tariff items 41006-1, 42400-1 and 43803-1, and during the year in which importation is sought, not less than forty per cent of the factory cost of production of such vehicles and chassis therefor, not including duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth	Free	5.5 p.c.	27.5 p.c.	3.5 p.c.
43826-1	*All of the foregoing* for use in the repair of motor trucks, motor buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses and electric trackless trolley buses, or for chassis for same or for use in the manufacture of repair parts therefor	Free	5.5 p.c.	27.5 p.c.	3.5 p.c.
	The Governor in Council may make such regulations, if any, as are deemed necessary for carrying out the provisions of items 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, *43817-1*, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1 or 43826-1.				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43821-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir à la réparation de camions automobiles, d'autobus, *des camions automobiles désignés au numéro tarifaire 41105-1*, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards et d'électrobus, ou de leurs châssis, ou à la fabrication des pièces de rechange de ces marchandises	En fr.	En fr.	27.5 p.c.	En fr.
	Moteurs à combustion interne ayant une cylindrée de *5 703,7 cm³* ou moins;				
	Pièces de ce qui précède, *autres que: les chaînes de distribution, les soupapes d'admission et d'échappement, sauf les soupapes remplies de sodium ou de sodium et de mercure, pour usage dans les moteurs à combustion interne, sauf les moteurs diesel;*				
43824-1	*Tous les articles qui précèdent devant servir* à la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, et de leurs châssis	En fr.	8 p.c.	27.5 p.c.	5 p.c.
43825-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir d'équipement primitif dans la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, ou de leurs châssis, aux fabricants de marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 41006-1, 42400-1 et 43803-1, et si pendant l'année au cours de laquelle l'importation est projetée, au moins quarante pour cent du prix de revient de ces véhicules et châssis, sans compter les droits ni les taxes, proviennent du Commonwealth britannique	En fr.	5.5 p.c.	27.5 p.c.	3.5 p.c.
43826-1	*Tous les articles qui précèdent devant* servir à la réparation de camions automobiles, d'autobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, d'électrobus, ou de leurs châssis, ou pour servir à la fabrication de pièces de rechange pour ces véhicules ou châssis	En fr.	5.5 p.c.	27.5 p.c.	3.5 p.c.
	Le gouverneur en conseil peut prendre tous règlements jugés nécessaires à l'application des numéros tarifaires 43810-1, 43811-1, 43812-1, 43813-1, 43814-1, 43815-1, 43816-1, *43817-1*, 43819-1, 43820-1, 43821-1, 43824-1, 43825-1 ou 43826-1.				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
44022-1	*The following* manufactures of iron, brass or other metal for use exclusively in the construction or equipment of the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive, under regulations prescribed by the Minister: *Clutches, power transmission, over 46 cm, double;* *Drives, jet, marine, combined with engines;* *Engine propulsion units, inboard-outboard;* *Lights, navigation, for vessels exceeding 8 m in length;* *Locks and bars for boat doors;* *Motors, hydraulic;* *Motors, outboard, racing;* *Outboard parts of inboard-outboard vessels, not including engines;* *Power transmission equipment, hydraulic, including valves but not including actuators under 282.5 kN·m of torque;* *Power transmission power take-offs;* *Propellers, marine, outboard or inboard-outboard, not over 23 cm in diameter;* *Pumps, bilge and water;* *Pumps, power, rotary, twin-screw, with capacity in excess of 15 m^3/m or 406.5 m of water at 4°C;* *Stoves, marine, alcohol, one- or two-burner, for vessels exceeding 8 m in length;* *V-engine blocks for marine engines other than diesel or outboard;* *Other, of a class or kind not made in Canada*	Free	Free	Free	Free
44025-1	Diesel engines *of a power not exceeding 74.6 kW per cylinder or of a power exceeding 207.3 kW per cylinder or a displacement of less than 8 193.5 cm^3 per cylinder;* semi-diesel engines; parts of all the foregoing; all the foregoing for use exclusively in the construction or equipment of the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive.....	Free	Free	Free	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44022-1	*Les ouvrages suivants* en fer, en laiton ou autre métal, devant servir exclusivement à la construction ou à l'équipement des marchandises énumérées aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement, en conformité *avec les* règlements *pris* par le Ministre; *Embrayages de transmission, de plus de 46 cm, doubles;* *Tuyères propulsives de type marine, combinées avec des moteurs;* *Éléments propulseurs de moteurs semi-hors-bord;* *Feux de navigation pour les navires dépassant 8 m de longueur;* *Serrures et barres pour portes de bateaux;* *Moteurs hydrauliques;* *Moteurs, hord-bord, de course;* *Éléments hors-bord de navires semi-hors-bord, à l'exception des moteurs;* *Matériel de transmission hydraulique, y compris les soupapes mais à l'exclusion des dispositifs de commande d'un couple inférieur à 282,5 kN·m;* *Prises de mouvement, transmission;* *Propulseurs marins, hors-bord ou semi-hors-bord, ne dépassant pas 23 cm de diamètre;* *Pompes de cale, pompes à eau;* *Pompes rotatives à double vis, d'une puissance supérieure à 15 m³/m ou 406,5 m d'eau à 4 °C;* *Réchauds à alcool, type marine, un ou deux brûleurs, pour les navires dépassant 8 m de longueur;* *Blocs-moteurs en V pour les moteurs de type marine, autres que diesel ou hors-bord;* *Autres, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada*	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
44025-1	Moteurs diesel *d'une puissance ne dépassant pas 74,6 kW par cylindre ou d'une puissance dépassant 207,3 kW par cylindre, ou ayant une cylindrée de moins de 8 193,5 cm³ par cylindre;* moteurs semi-diesel; pièces de tout ce qui précède; tout ce qui précède devant servir exclusivement à la construction ou à l'équipement des marchandises désignées aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Parts, wholly or in chief part of metal, when imported for use in the manufacture of goods entitled to entry under tariff items 41100-1, 41105-1, 41105-2, 41110-1, 42726-1, 42727-1, 42805-1, 42805-2, 42805-3, 42815-1, 42816-1, 42817-1 and 44705-1, and all other materials, wholly or in chief part of metal, when imported for use in the manufacture of goods entitled to entry under these tariff items or under tariff items 42732-1, 42733-1 and 42741-1, under such regulations as the Minister may prescribe:				
44205-1	*Axles of planetary type for woodland log handling equipment;* *Boiler tubes and tubing, seamless, of cold finished carbon steel, with an outside diameter of less than 17.46 mm or more than 101.6 mm;* *Carburetors and ignition systems for woodworking chain saws;* *Clutches, double, over 457.2 mm for power transmission;* *Diesel engines of a power not exceeding 74.6 kW per cylinder or of a power exceeding 207.3 kW per cylinder or a displacement of less than 8 193.5 cm³ per cylinder and semi-diesel engines;* *Mechanical tubing, seamless, of alloy steel, except stainless steel, with an outside diameter of less than 4.76 mm or more than 177.8 mm;* *Parts of ball or roller bearings, namely: bearing wire, cages or snap retainers, seals, shields, snap rings;* *Parts of gas turbines, steam turbines or sub-assemblies thereof, namely:* *actuators, servomotors and governors;* *blades and buckets larger than 203.2 mm for rotating elements;* *castings for rotating blades and buckets;* *castings for stationary blades, vanes and nozzles, or multiples thereof;* *fluid film journal and thrust bearings;* *forgings for rotating blades and buckets;* *forgings, rough-machined, for discs, wheels and torque tubes;* *forgings, rough-machined, for rotors, shafts and spindles, vertically heat treated and/or heat indication tested;*				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Pièces, faites entièrement ou principalement en métal, lorsqu'elles sont importées pour servir à la fabrication de marchandises pouvant entrer sous les numéros tarifaires 41100-1, 41105-1, 41105-2, 41110-1, 42726-1, 42727-1, 42805-1, 42805-2, 42805-3, 42815-1, 42816-1, 42817-1 et 44705-1, et tous les autres matériaux, faits entièrement ou principalement en métal, lorsqu'ils sont importés pour servir à la fabrication de marchandises pouvant entrer sous les numéros tarifaires susmentionnés ou les numéros tarifaires 42732-1, 42733-1 et 42741-1, sous réserve des règlements que peut prendre le Ministre :				
44205-1	*Arbres commandés, de type planétaire, pour matériel de manutention de grumes en région boisée;* *Tubes de chaudière, sans soudure, en acier au carbone fini à froid, dont le diamètre extérieur est inférieur à 17,46 mm ou supérieur à 101,6 mm;* *Carburateurs et systèmes d'allumage de scies à chaîne pour le travail du bois;* *Embrayages doubles, de plus de 457,2 mm, pour transmission;* *Moteurs diesel, d'une puissance ne dépassant pas 74,6 kW par cylindre ou d'une puissance dépassant 207,3 kW par cylindre, ou ayant une cylindrée de moins de 8 193,5 cm^3 par cylindre, et moteurs semi-diesel;* *Tubes mécaniques, sans soudure, en acier allié sauf l'acier inoxydable, dont le diamètre extérieur est inférieur à 4,76 mm ou supérieur à 177,8 mm;* *Pièces de roulements à billes ou à rouleaux, à savoir: fil métallique pour roulements, cages ou dispositifs de retenue, joints d'étanchéité, flasques, bagues d'arrêt;* *Pièces de turbines à gaz, de turbines à vapeur ou de leurs sous-assemblages, à savoir:* *dispositifs de commande, servomoteurs et régulateurs;* *aubes et godets de plus de 203,2 mm pour les rotors;* *moulages pour aubes et godets rotatifs;* *moulages pour aubes, pales, ajutages fixes ou leurs modules;* *paliers lisses et de butée à pellicule de liquide;* *pièces forgées pour aubes et godets rotatifs;* *pièces forgées dégrossies pour disques, roues et tubes de couple;* *pièces forgées dégrossies pour rotors, arbres et axes ayant subi un traitement thermique vertical et (ou) des essais d'indication d'échauffement;*				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	fully-machined blades, blade diaphragms, rotors, shafts and spindle discs for steam turbines with ratings of over 59 656 kW, or for gas turbines with ratings of less than 5 965.6 kW or more than 44 742 kW;				
	sensing and trip devices for speed, temperature, pressure and vibration;				
	trip and throttle valves;				
	Parts of outboard motors and stationary steam engines;				
	Plates of stainless steel, not less than 4.76 mm in thickness and more than 1 828.8 mm in width;				
	Pressure pipes and piping and pressure tubes and tubing, seamless, of alloy steel, except stainless steel, with an outside diameter of less than 4.76 mm or more than 177.8 mm;				
	Pressure pipes and piping, seamless, of hot-finished carbon steel, with an outside diameter of less than 25.4 mm or more than 339.73 mm;				
	Pressure pipes and piping, welded, of carbon steel, with an outside diameter of less than 12.7 mm or more than 114.3 mm;				
	Sheets of nickel-chromium alloy;				
	Transmissions for log loaders of tractor type and for log skidders;				
	V-engine blocks for marine gasoline engines other than diesel and outboards;				
	Other, of a class or kind not made in Canada;				
	Parts of all the foregoing	Free	Free	10 p.c.	Free
44210-1	Rotors, blade diaphragms, spindle discs, shafts and blades, wholly or in chief part of metal, when imported for use in the repair or remanufacture of gas or steam turbines and parts thereof entitled to entry under tariff item 42805-3	Free	Free	Free	Free
	Electrical instruments and apparatus of precision, viz: — Meters or gauges for indicating and/or recording altitude, amperes, comparisons, capacity, density, depth, distance, electrolysis, flux, force, frequency, humidity, inductance, liquid levels, ohms, operation, power factor, pressure, space, speed, stress, thrust, synchronism, temperature, time, volts, volume, watts; complete parts thereof; all of the foregoing not to include geophysical precision instruments excluded from item 43150-1:				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	aubes, couronnes d'aubes, rotors, arbres et disques pour arbres, complètement ouvrés, pour turbines à vapeur ayant une puissance supérieure à 59 656 kW ou pour turbines à gaz ayant une puissance inférieure à 5 965,6 kW ou supérieure à 44 742 kW; *dispositifs de détection et de déclenchement pour la vitesse, la température, la pression et les vibrations;* *soupapes de sécurité et régulateurs de vapeur;* *Pièces de moteurs hors-bord et de moteurs à vapeur fixes;* *Tôles en acier inoxydable, d'une épaisseur d'au moins 4,76 mm et d'une largeur de plus de 1 828,8 mm;* *Tuyaux et tubes sous pression, sans soudure, en acier allié, sauf l'acier inoxydable, dont le diamètre extérieur est inférieur à 4,76 mm ou supérieur à 177,8 mm;* *Tuyaux et tubes sous pression, sans soudure, en acier au carbone fini à chaud, dont le diamètre extérieur est inférieur à 25,4 mm ou supérieur à 339,73 mm;* *Tuyaux et tubes sous pression, soudés, en acier au carbone, dont le diamètre extérieur est inférieur à 12,7 mm ou supérieur à 114,3 mm;* *Feuilles d'alliage de nickel-chrome;* *Transmissions pour chargeurs de grumes, de type tracteur, et de glissoires pour grumes;* *Blocs-moteurs en V pour moteurs de type marine, à essence, autres que diesel et hors-bord;* *Autres, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada;* *Pièces de tout ce qui précède*	En fr.	En fr.	10 p.c.	En fr.
44210-1	Rotors, couronnes d'aubes, disques pour arbres, arbres et aubes, entièrement ou en majeure partie de métal, lorsqu'ils sont importés pour servir à la réparation ou à la remise à neuf des turbines à gaz ou à vapeur et de leurs pièces pouvant entrer sous le numéro tarifaire 42805-3	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	Instruments et appareils électriques de précision, à savoir: compteurs ou jauges pour l'indication et (ou) l'enregistrement de l'altitude, des ampères, des comparaisons, de la capacité, de la densité, de la profondeur, de la distance, de l'électrolyse, de l'écoulement, de la force, de la fréquence, de l'humidité, de l'inductance, des niveaux liquides, des ohms, du fonctionnement, du facteur de puissance, de la pression, de l'espace, de la vitesse, de la résistance, de la poussée, du synchronisme, de la température, du temps, des volts, du volume, des watts; leurs pièces achevées; tout ce qui précède ne devant pas comprendre les instruments de précision pour la géophysique exclus du numéro 43150-1 :				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
44532-2	Alpha-beta geiger counters and geiger-muller counters; Ceilometers; Concrete testers; Electrical panel indicating instruments; Fault duration monitors designed to indicate or measure power stability and disturbances; Field strength meters; High voltage capacitance bridges; Detectors designed for high voltage inspection and detection of leakages and defects within pipeline coatings or wrappings; Instruments, except bridges, for measuring impedance; Instruments for measuring or detecting nuclear radiation; Instruments for measuring wind speed or direction; Interferometric spectrophotometers (Fourier transform type); Meters for recording or measuring electricity supply, water current or water supply; Multimeters of the portable or panel indicating type; Null meters; Portable tachometer testers designed to test automobile tachometers; Portable relay test sets of a kind designed to test protective relays, circuit breakers and starters in high tension power distribution systems; Portable instruments for testing motor vehicle engines; Pyrometers; Resistance bridges; rH and pH meters; Salinometers; Sonar and echo sounding equipment; Temperature bridges; Temperature measuring devices employing resistance thermal detector sensing elements; Thickness sensors; Titrimeters; Transducers *of all kinds, excluding torque cells, torque transducers, infra-red pyrometers and humidity sensors*; Transmissometers; Vibration, noise and spike energy measuring instruments, analysers and monitors; Voltmeters, panel type; Wattmeters;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44532-2	Compteurs Geiger alpha-bêta et compteurs Müller; Célomètres; Appareils d'essai du béton; Appareils de mesure pour panneaux électriques; Contrôleurs de durée de panne, conçus de manière à indiquer ou à mesurer la stabilité ou les perturbations de la puissance; Appareils pour mesurer l'intensité de champ; Ponts de capacité à haute tension; Détecteurs conçus pour l'inspection à haute tension et la détection des fuites et des défauts dans le revêtement ou l'enrobage des pipelines; Instruments, sauf les ponts, pour mesurer les impédences; Instruments pour mesurer ou détecter la radiation nucléaire; Instruments pour mesurer la vitesse ou la direction du vent; Spectrophotomètres interférométriques (genre à transformée de Fourier); Compteurs pour enregistrer ou mesurer l'alimentation en électricité, le courant de l'eau ou l'alimentation en eau; Multimètres genre portatif ou à panneau indicateur; Compteurs de zéro; Appareils portatifs d'essai de tachymètres de véhicules automobiles; Appareils portatifs d'essai de relais d'un genre conçu pour contrôler les relais protecteurs, les disjoncteurs et les amorceurs dans les réseaux de distribution de puissance à haute tension; Instruments portatifs pour vérifier les moteurs de véhicules; Pyromètres; Ponts de résistances; rH et pH mètres; Salinomètres; Matériel sonar et de sondage ultrasons; Ponts thermiques; Dispositifs pour mesurer les températures qui emploient des détecteurs thermiques à résistance; Détecteurs d'épaisseur; Titrimètres; Transducteurs *de toutes sortes, à l'exclusion des cellules de couple, des transducteurs de couple, des pyromètres à rayons infrarouges, et des détecteurs d'humidité;* Transmissomètres; Instruments de mesure, d'analyse et de contrôle des vibrations, des bruits et des pointes d'énergie; Voltmètres, genre panneau; Wattmètres;				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Wire spark testers designed to indicate faults in the insulated coating of wire as it comes from the extruding machine;				
	Parts of all the foregoing	10.3 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
44545-1	Reproducers for commercial reproduction or duplication of audio cassette tapes; *parts thereof*	Free	Free	25 p.c.	Free
45111-1	*Sewing machine needles*	Free	Free	35 p.c.	Free
47835-1	Alternating pressure mattresses; canes and crutches; ceiling projectors and prismatic glasses, for reading; oscillating beds, mechanical percussors for postural drainage treatment; patient-lifters; powered feeders, powered page-turners; pressure-gradient elastic supports made to order for an individual in accordance with the written prescription of a registered *health professional*; attachments and accessories for the foregoing; parts of all the foregoing. All the foregoing when imported for the use of a disabled person or of a public hospital, under such regulations as the Minister may prescribe	Free	Free	Free	Free
	Machinery and apparatus for use in exploratory or discovery work in connection with oil or natural gas wells or for the development, maintenance, testing, depletion or production of such wells up to and including the wellhead assembly or surface oil pumping unit; well-drilling machinery and apparatus for use in the exploration, discovery, development or operation of potash or rock salt deposits; these provisions shall not include geophysical precision instruments and automotive vehicles or chassis on which the machinery and apparatus are mounted:				
	All other machinery and apparatus, and parts thereof; parts of goods enumerated in item 49103-1:				
49105-1	Bolted steel tanks; Equipment for testing/inspecting physical properties; Filter presses; Flexible metal tubing, non-electric; Pressure maintenance or *other formation* pressure improvement equipment *other than heat exchangers, air coolers, steam generators, economizers or process vessels*;				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Appareils d'essai du fil par étincelles, conçus pour indiquer les défauts dans le revêtement isolant du fil à sa sortie de l'extrudeuse; Pièces de tout ce qui précède...	10.3 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
44545-1	Reproducteurs pour la reproduction ou la duplication commerciale des audiocassettes; *et leurs pièces*	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
45111-1	*Aiguilles de machines à coudre*	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.
47835-1	Matelas à pression alternante; béquilles et cannes; projecteurs d'images au plafond et verres prismatiques pour la lecture; lits oscillants; appareils mécaniques de percussion pour traitement par drainage postural; appareils pour soulever les malades; appareils d'abecquement mécaniques; dispositifs mécaniques servant à tourner les pages; supports élastiques à pression graduée, fabriqués spécialement en conformité de l'ordonnance écrite *d'un professionnel reconnu de la santé*; dispositifs et accessoires de ce qui précède; pièces de tout ce qui précède. Tous les articles mentionnés ci-dessus lorsqu'ils sont importés pour être utilisés par un invalide ou un hôpital public, selon les règlements que peut prendre le Ministre	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	Machines et appareils utilisés dans les travaux d'exploration ou de découverte se rattachant aux puits de pétrole ou de gaz naturel ou pour la mise en valeur, l'entretien, l'essai, l'épuisement ou la mise en exploitation de ces puits jusqu'à et y compris les têtes d'éruption ou les unités de pompage du pétrole en surface; machines et appareils de forage, employés à l'exploration, la découverte, la mise en valeur ou l'exploitation de gisements de potasse ou de sel gemme; ces dispositions ne visent pas les instruments de précision pour la géophysique et les voitures automobiles ou les châssis sur lesquels les machines et les appareils sont montés :				
	Autres machines et appareils et leurs pièces; pièces des articles énumérés dans le numéro tarifaire 49103-1 :				
49105-1	Réservoirs en acier boulonné; Matériel de vérification ou d'inspection des propriétés physiques; Filtre-presses; Tubes de métal flexibles, non électriques; Matériel pour maintenir la pression ou *autre* matériel pour améliorer la pression *de formation, autres que: les échangeurs de chaleur, les refroidisseurs d'air, les générateurs de vapeur, les économiseurs ou les chaudières de transformation;*				

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	Pressure measuring/controlling instruments; Roller chain: power transmission, conveyor, and offset sidebar types; Scientific equipment for oceanographic exploration and discovery work; Seismic instruments other than geophone stringers imported in any configuration; Surveying instruments; Parts of all the foregoing, other than wing unions for pressure maintenance or *other formation* pressure improvement equipment	Free	Free	Free	Free
56608-1	*Nets or netting, whether or not made up, wholly of polyethylene monofilament, for use in the protection of fruit crops from birds*	Free	Free	35 p.c.	—
60810-1	Sheepskin, *lambskin* and goatskin leather, not further finished than tanned, when imported by tanners for processing in their own factories	Free	6.8 p.c.	20 p.c.	Free
61800-1	Rubber cement and all manufactures *and compounds* of rubber and gutta percha, n.o.p.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	27.5 p.c.	6.5 p.c.
70000-1	Goods imported for a period not exceeding *six* months for the purpose of display at a convention or a public exhibition at which the goods of various manufacturers or producers are displayed The Minister may make regulations respecting the warehousing and bonding of such goods.	Free	Free	Free	Free
70200-1	*Foreign-based conveyances, namely:* vehicles, aircraft, water borne craft, or reusable cargo containers having a length of at least *6.1 m* and an internal capacity of at least 14 m^3, engaged in the international commercial transportation of passengers or goods, in accordance with such *regulations* as the Governor in Council may prescribe for each mode of conveyance provided for in this tariff item Goods entitled to entry under this tariff item shall be exempt from all imposts, notwithstanding the provisions of this Act or any other Act of Parliament.	Free	Free	Free	Free

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Appareils mesureurs-régulateurs de pression; Chaînes à galets : types transporteurs et convoyeurs à moteur et type barre latérale décalée; Matériel scientifique pour les travaux d'exploration et de découverte océanographiques; Instruments de sismologie, sauf les trains de géophones importés sous n'importe quelle configuration; Instruments d'arpentage; Pièces de tout ce qui précède, autres que les raccords à ailettes destinés au matériel pour maintenir la pression ou *autre* matériel pour améliorer la pression de *formation*	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
56608-1	*Filets ou matière à filet, confectionnés ou non, entièrement en monofilaments de polyéthylène, devant servir à protéger les récoltes de fruits contre les oiseaux*	En fr.	En fr.	35 p.c.	—
60810-1	Cuir de peau de mouton, *de peau d'agneau* et de peau de chèvre, non autrement fini que tanné, lorsqu'il est importé par des tanneurs pour être traité dans leurs propres fabriques	En fr.	6.8 p.c.	20 p.c.	En fr.
61800-1	Colle de caoutchouc, et tous les articles *et composés* en caoutchouc et en gutta-percha, n.d.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	27.5 p.c.	6.5 p.c.
70000-1	Marchandises importées pour une période d'au plus *six* mois aux fins d'exhibition lors d'un congrès ou d'une exposition publique, et auxquels sont exhibées les marchandises de différents fabricants ou producteurs Le Ministre peut faire des règlements concernant l'entreposage de ces marchandises.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
70200-1	*Les moyens de transport suivants dont le point d'attache est à l'étranger:* véhicules, aéronefs, vaisseaux, ou conteneurs réutilisables d'au moins *6,1* m de long et ayant une contenance d'au moins 14 m³, servant au transport commercial international des passagers ou des marchandises, *conformément aux règlements* que le gouverneur en conseil peut prendre pour chaque moyen de transport prévu dans le présent numéro Les marchandises admises sous le régime du présent numéro tarifaire sont exemptes de tous droits, nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi du Parlement.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
70320-1	Goods imported by a member of the Canadian Forces, an employee of the Canadian Government, or a former resident of Canada returning to Canada to resume residence therein *after having been a resident of another country for a period of not less than one year, or by a resident returning after an absence from Canada of not less than one year*, and acquired by him for personal or household use and actually owned by him abroad and in his possession and use for at least six months prior to his return to Canada.....	Free	Free	Free	Free
	The provisions of this tariff item shall apply to alcoholic beverages not exceeding forty ounces and tobacco not exceeding fifty cigars, two hundred cigarettes and two pounds of manufactured tobacco where (a) they are included in the baggage accompanying the importer, and (b) no exemption is being claimed in respect of alcoholic beverages or tobacco under any tariff item at the time of importation.				
	The Governor in Council may, by order, exempt any goods or classes of goods *acquired during an absence from Canada and imported by any or all classes of persons referred to in this tariff item from any or all of the requirements, or substitute less exigent requirements, relating to the period during which such goods or classes of goods must be owned, possessed or used abroad by such classes of persons.*				
	Goods entitled to entry under this item shall be exempt from all imposts, notwithstanding the provisions of this Act or any other Act of Parliament except that				
	(a) any article entered under this item that was acquired after March 31, 1977 by the person claiming the exemption hereunder and that has a value for duty as determined under the *Customs Act* of more than $10,000 is subject to the duties and taxes as otherwise prescribed on the amount of the value for duty in excess of $10,000; and				
	(b) any goods imported under this item that are sold or otherwise disposed of within twelve months after importation are subject to the duties and taxes otherwise prescribed.				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
70320-1	Marchandises importées par un membre des Forces canadiennes ou un employé du gouvernement du Canada, ou par un ancien résidant du Canada qui revient résider au pays, *après avoir résidé dans un autre pays pendant au moins un an, ou par un résidant qui revient au Canada après une absence d'au moins un an*, et acquises par lui pour son usage personnel ou domestique, et lui ayant effectivement appartenu à l'étranger et ayant été en sa possession et à son usage pendant au moins six mois avant son retour au Canada	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.

Les dispositions du présent numéro tarifaire s'appliquent aux boissons alcooliques dont la quantité ne dépasse pas quarante onces et au tabac dont la quantité ne dépasse pas cinquante cigares, deux cents cigarettes et deux livres de tabac fabriqué lorsque a) ils sont contenus dans les bagages accompagnant l'importateur et b) aucune exemption n'est demandée à l'égard de boissons alcooliques ou de produits du tabac en vertu de tout autre numéro tarifaire au moment de l'importation.

Le gouverneur en conseil peut, par voie de décret, exempter *des marchandises ou des catégories de marchandises acquises pendant une absence du Canada et importées par toute catégorie de personnes mentionnée dans le présent numéro tarifaire, de toute exigence, ou y substituer des exigences moins rigoureuses, ayant trait à la période pendant laquelle de telles marchandises ou catégories de marchandises doivent avoir appartenu à une telle catégorie de personnes et avoir été en sa possession et à son usage à l'étranger.*

Les marchandises qui ont le droit d'entrer en vertu du présent numéro sont exemptes d'imposition, nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi du Parlement, sauf que

a) tout article importé en vertu du présent numéro et acquis par la personne qui demande l'exemption que prévoit le présent numéro, après le 31 mars 1977, et dont la valeur imposable déterminée en vertu de la *Loi sur les douanes* est supérieure à 10 000 $, est assujetti aux droits et aux taxes autrement prescrits sur la partie de la valeur imposable qui dépasse 10 000 $; et

b) toutes marchandises importées en vertu du présent numéro qui sont vendues ou d'autre façon aliénées dans les douze mois qui suivent leur importation sont assujetties aux droits et aux taxes autrement prescrits.

SCHEDULE I—*Continued*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
70505-1	Goods, as defined by regulations made by the Minister, imported by a settler for his household or personal use, if actually owned by the settler and in his possession and use *prior to his arrival in* Canada, under such regulations as the Minister may prescribe	Free	Free	Free	Free
	The Governor in Council may, by order, exempt any goods or classes of goods for any or all of the persons referred to in this item from any or all of the requirements relating to ownership, possession or use, or may, by order, substitute less exigent requirements relating to ownership, possession or use for goods referred to in this item.				
	Any goods imported under this item that are sold or otherwise disposed of within twelve months after importation are subject to the duties and taxes otherwise prescribed.				
86400-1	*Chemicals for use in the manufacture of acrylonitrile-butadiene-styrene resins or acrylonitrile-butadiene-styrene moulding compositions described in tariff items 93902-12 and 93902-47, namely:*				
	Alkyl thiols; *N, N-bis (2-hydroxyethyl) alkyl amines;* *Ferrous sulphate, heptahydrate;* *Inorganic pigments of a kind not produced in Canada;* *Magnesium oxide between 80 p.c. and 94 p.c. pure;* *Synthetic waxes other than ethylene-bis-stearamide*	Free	Free	15 p.c.	Free
89905-1	Chemical and biological preparations, of a kind not produced in Canada, *including kits containing ancillary articles or materials, for medical diagnosis*	Free	Free	Free	Free
	93819—Chemical products and preparations of the chemical or allied industries (not including those consisting of mixtures of natural products other than compounded extenders for paints), n.o.p.; residual products of the chemical or allied industries, n.o.p.; not including soap, nor pharmaceutical, flavouring, perfumery, cosmetic or toilet preparations:				

ANNEXE I (*suite*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
70505-1	Marchandises, définies par les règlements établis par le Ministre, importées par un immigrant pour son usage domestique ou personnel, si réellement elles lui ont appartenu, ont été en sa possession et lui ont servi *avant son arrivée* au Canada, suivant les règlements que peut prendre le Ministre.....	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	Le gouverneur en conseil peut, par voie de décret, exempter des marchandises ou catégories de marchandises pour toute personne mentionnée dans le présent numéro tarifaire, de toute exigence ayant trait à la propriété, la possession ou l'utilisation des marchandises, ou il peut, par voie de décret, y substituer des exigences moins rigoureuses ayant trait à la propriété, la possession, ou l'utilisation des marchandises mentionnées dans le présent numéro tarifaire.				
	Toutes marchandises importées en vertu du présent numéro tarifaire, qui sont vendues ou autrement aliénées dans les douze mois qui suivent leur importation, sont assujetties aux droits et aux taxes autrement prescrits.				
86400-1	*Produits chimiques devant servir à la fabrication des résines d'acrylonitrile-butadiène-styrène ou des compositions à mouler de type acrylonitriline-butadiène-styrène désignées aux numéros tarifaires 93902-12 et 93902-47, à savoir*:				
	Alkyl thiols; *N,N-bis (2-hydroxyéthyl) alkil-amines;* *Sulfate ferreux, heptahydrate;* *Pigments inorganiques d'une espèce non fabriquée au Canada;* *Oxyde de magnésium d'une pureté entre 80 p.c. et 94 p.c.;* *Cires synthétiques autres que l'éthylène-bis-stéaramide*	En fr.	En fr.	15 p.c.	En fr.
89905-1	Préparations chimiques et biologiques d'une espèce non fabriquée au Canada *y compris les nécessaires contenant des articles ou des matières accessoires, pour diagnostics médicaux*	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	93819—Produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes (sans comprendre celles consistant en mélanges de produits naturels autres que les charges composites pour peintures), n.d.; produits résiduaires des industries chimiques ou des industries connexes, n.d.; non compris le savon, les préparations pharmaceutiques, les arômes, les parfums, les cosmétiques, les préparations de toilette:				

SCHEDULE I—*Concluded*

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
93819-5	*Catalysts, with the exception of the following:*				
	Fluid bed silica-alumina cracking catalysts for the refining of petroleum, composed of silica-alumina and synthetic components whether or not containing clay;				
	Catalysts consisting of two or more of cobalt, molybdenum and nickel oxides on an aluminum oxide base or on an aluminum oxide base in a mixture with silica for the desulphurization, denitrogenation and polyaromatic saturation of petroleum feedstocks, in hydrotreating service only	Free	Free	25 p.c.	Free

ANNEXE I (*fin*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
93819-5	*Catalyseurs, sauf ce qui suit:*				
	Catalyseurs de craquage par lit fluidisé, à base de silice alumine, pour le raffinage du pétrole, faits de silice-alumine et de composantes synthétiques et contenant ou non de l'argile;				
	Catalyseurs composés de deux oxydes ou plus de cobalt, de molybdène et de nickel sur une base d'oxyde d'aluminium ou sur une base d'oxyde d'aluminium dans un mélange avec de la silice, pour la désulfuration, la dénitrogénation et la saturation polyaromatique des stocks d'alimentation en pétrole, lors de l'hydrotraitement seulement	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.

SCHEDULE II
(*Section 6*)

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
2805-2	*Tea in tea bags* ..... *per pound*	Free	6 cts.	6 cts.	—
	on and after February 19, 1987	Free	Free	Free	—
5700-1	Oatmeal and rolled oats ..... per one hundred pounds	Free	50 cts.	80 cts.	—
	but not less than		10 p.c.	10 p.c.	—
	on and after February 19, 1987				
	per one hundred pounds	Free	50 cts.	80 cts.	—
8000-1	Trees, n.o.p., and teasels	Free	30 p.c.	30 p.c.	—
	on and after February 19, 1987	Free	Free	Free	—
14805-1	Cider, but not including sparkling cider in bottles	Free	20 p.c.	20 p.c.	—
	on and after February 19, 1987	Free	5 p.c.	5 p.c.	—
27310-1	Asphaltum oil for use only for paving purposes	Free	10 p.c.	10 p.c.	—
	on and after February 19, 1987	Free	Free	Free	—
42600-1	Ozone generators or ozone airifiers having a capacity of 11.34 kg or less per day; parts thereof	Free	10 p.c.	10 p.c.	Free
	on and after February 19, 1987	Free	5 p.c.	10 p.c.	Free
43720-1	Diesel motor rail cars or units and chassis for same for use on railways for the carriage of passenger, baggage, mail or express traffic, and parts thereof	Free	12.5 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after February 19, 1987	Free	Free	35 p.c.	Free

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ANNEXE II
(*article 6*)

Numéro tarifaire		Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
2805-2	*Thé en sacs de thé* ..... *la livre*	En fr.	6 c.	6 c.	—
	à compter du 19 février 1987	En fr.	En fr.	En fr.	—
5700-1	Gruau d'avoine et avoine en flocons ..... les cent livres	En fr.	50 c.	80 c.	—
	mais au moins		10 p.c.	10 p.c.	—
	à compter du 19 février 1987				
	les cent livres	En fr.	50 c.	80 c.	—
8000-1	Arbres, n.d., et cardères	En fr.	30 p.c.	30 p.c.	—
	à compter du 19 février 1987	En fr.	En fr.	En fr.	—
14805-1	Cidre, à l'exclusion du cidre mousseux en bouteilles	En fr.	20 p.c.	20 p.c.	—
	à compter du 19 février 1987	En fr.	5 p.c.	5 p.c.	—
27310-1	Huile d'asphalte pour pavage seulement	En fr.	10 p.c.	10 p.c.	—
	à compter du 19 février 1987	En fr.	En fr.	En fr.	—
42600-1	Ozoniseurs ou purificateurs d'air à l'ozone ayant une capacité d'au plus 11,34 kg par jour, et leurs pièces	En fr.	10 p.c.	10 p.c.	En fr.
	à compter du 19 février 1987	En fr.	5 p.c.	10 p.c.	En fr.
43720-1	Autorails ou unités automotrices diesel et leurs châssis, devant servir aux chemins de fer en vue du transport des voyageurs, des bagages, de la poste ou des messageries et leurs pièces	En fr.	12.5 p.c.	35 p.c.	En fr.
	à compter du 19 février 1987	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-70

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-70

An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto

First reading, June 22, 1987

THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

C-70

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-70

Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence

Première lecture le 22 juin 1987

LE MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

29294A

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-70

PROJET DE LOI C-70

An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto

Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PART I

PARTIE I

HAZARDOUS PRODUCTS ACT

LOI SUR LES PRODUITS DANGEREUX

R.S., c. H-3; 1985, c. 19

S.R., ch. H-3; 1985, ch. 19

1985, c. 19, s. 206

1. Sections 2 to 15 of the *Hazardous Products Act* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les articles 2 à 15 de la *Loi sur les produits dangereux* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Definitions

"**2.** In this Act,

«**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"advertise" «*publicité*»

"advertise", in relation to a prohibited product or restricted product, includes any representation by any means whatever for the purpose of promoting directly or indirectly the sale or other disposition of the product;

"analyst" «*analyste*»

"analyst" means any person designated as an analyst under the *Food and Drugs Act* or pursuant to subsection 21(1);

«analyste» Personne désignée à ce titre en vertu de la *Loi des aliments et drogues* ou en application du paragraphe 21(1).

«analyste» "*analyst*"

«importer» Importer au Canada.

«importer» "*import*"

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 21(1).

«inspecteur» "*inspector*"

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations. Le terme vise en outre, pour l'application des articles 8 à 10, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

«ministre» "*Minister*"

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" means any product, material or substance specified by the regulations made pursuant to paragraph 15(1)(*a*) to be included in any of the classes listed in Schedule II;

«produit contrôlé» Produit, matière ou substance classée conformément aux règle-

«produit contrôlé» "*controlled product*"

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence».

EXPLANATORY NOTES

Hazardous Products Act

Clause 1: This amendment would add a new Part II that would prohibit the sale or importation of hazardous materials intended for use in a work place in Canada except as authorized by that Part. The existing provisions of the Act, except the present schedule of hazardous products, would be rearranged and modified consequentially on the addition of Part II.

Sections 2 to 15 at present read as follows:

"**2.** In this Act,

"advertise" includes any representation by any means whatever for the purpose of promoting directly or indirectly the sale or other disposition of a hazardous product;

"analyst" means a person designated as an analyst under the *Food and Drugs Act* or by the Minister pursuant to section 4;

"hazardous product" means any product or substance included in Part I or Part II of the schedule;

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les produits dangereux

Article 1. — Modification de la *Loi sur les produits dangereux* par adjonction d'une nouvelle partie II qui interdit la vente ou l'importation de matières dangereuses destinées à servir dans un lieu de travail au Canada. Les dispositions actuelles de cette loi, sauf l'annexe actuelle de produits dangereux, sont modifiées en conséquence de l'adjonction de la partie II.

Texte actuel des articles 2 à 15 :

«**2.** Dans la présente loi,

«analyste» signifie une personne désignée à titre d'analyste en vertu de la *Loi des aliments et drogues* ou par le Ministre en conformité de l'article 4;

«annoncer» comprend toute représentation faite par quelque moyen que ce soit en vue de stimuler directement ou indirectement la vente ou autre aliénation d'un produit dangereux;

«inspecteur» signifie toute personne désignée à titre d'inspecteur de produits dangereux en conformité de l'article 4;

"hazardous product" *«produit dangereux»*
"hazardous product" means any prohibited product, restricted product or controlled product;

"import" *«importer»*
"import" means to import into Canada;

"inspector" *«inspecteur»*
"inspector" means any person designated as an inspector pursuant to subsection 21(1);

"Minister" *«ministre»*
"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs and in sections 8 to 10 includes the Minister of National Health and Welfare;

"prohibited product" *«produit interdit»*
"prohibited product" means any product, material or substance included in Part I of Schedule I;

"restricted product" *«produit limité»*
"restricted product" means any product, material or substance included in Part II of Schedule I;

"sell" *«vendre»*
"sell" includes offer for sale, expose for sale and distribute.

PART I

PROHIBITED AND RESTRICTED PRODUCTS

Application

Restrictions on application
3. This Part does not apply in respect of the advertising, sale or importation of any

(*a*) explosive within the meaning of the *Explosives Act*;

(*b*) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

(*c*) control product within the meaning of the *Pest Control Products Act*; or

(*d*) prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act*.

Prohibitions

Prohibited products
4. (1) No person shall advertise, sell or import a prohibited product.

ments d'application de l'alinéa 15(1)*a*) dans une des catégories inscrite à l'annexe II.

«produit dangereux» Produit interdit, limité ou contrôlé. «produit dangereux» *"hazardous product"*

«produit interdit» Produit, matière ou substance inscrite à la partie I de l'annexe I. «produit interdit» *"prohibited product"*

«produit limité» Produit, matière ou substance inscrite à la partie II de l'annexe I. «produit limité» *"restricted product"*

«publicité» S'entend notamment de la présentation, par tout moyen, d'un produit interdit ou d'un produit limité en vue d'en promouvoir directement ou indirectement l'aliénation, notamment par vente. «publicité» *"advertise"*

«vendre» Est assimilé à l'acte de vendre le fait de mettre en vente, d'exposer pour la vente ou de distribuer. «vendre» *"sell"*

PARTIE I

PRODUITS INTERDITS ET LIMITÉS

Champ d'application

Exclusion
3. Sont exclus de l'application de la présente partie la vente, l'importation ou la publicité :

a) d'explosifs, au sens de la *Loi sur les explosifs*;

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou aliments au sens de la *Loi des aliments et drogues*;

c) de produits antiparasitaires au sens de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;

d) de substances réglementées au sens de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*.

Interdictions

Produits interdits
4. (1) La vente, l'importation et la publicité des produits interdits sont interdites.

"inspector" means any person designated as a hazardous products inspector pursuant to section 4;

"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs and in sections 9 and 10 includes the Minister of National Health and Welfare;

"sell" includes sell, offer for sale, expose for sale, and distribute.

OFFENCE

3. (1) No person shall advertise, sell or import into Canada a hazardous product included in Part I of the schedule.

(2) No person shall advertise, sell or import into Canada a hazardous product included in Part II of the schedule except as authorized by the regulations.

(3) Every person who violates subsection (1) or (2) is guilty of

(*a*) an offence and liable on summary conviction to a fine of one thousand dollars or to imprisonment for six months, or to both; or

(*b*) an indictable offence and liable to imprisonment for two years.

(4) A prosecution under paragraph (3)(*a*) may be instituted at any time within twelve months after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

INSPECTORS AND ANALYSTS

4. (1) The Minister may designate as a hazardous products inspector for the purposes of this Act any person who, in his opinion, is qualified to be so designated.

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of his designation as an inspector and on entering any place pursuant to subsection 5(1) shall, if so required, produce the certificate to the person in charge thereof.

(3) The Minister may designate as an analyst for the purposes of this Act any person employed in the public service of Canada who, in his opinion, is qualified to be so designated.

SEARCH, SEIZURE AND FORFEITURE

5. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place where on reasonable grounds he believes any hazardous product is manufactured, prepared, preserved, packaged, sold or stored for sale and

(*a*) examine any product or substance that he reasonably believes is a hazardous product and take samples thereof, and examine any other thing that he reasonably believes is used or is capable of being used for the manufacture, preparation, preservation, packaging, sale or storage of a hazardous product;

(*b*) open and examine any receptacle or package that on reasonable grounds he believes contains any hazardous product;

(*c*) examine any books, records or other documents that on reasonable grounds he believes contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies thereof or extracts therefrom; and

(*d*) seize any product or substance, or any labelling, advertising material or other thing, by means of or in relation to which he reasonably believes any provision of this Act or the regulations has been violated.

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection (1) and every person found therein shall give the inspector such assistance and furnish him with such information as the inspector may, for the purpose of exercising the powers referred to in paragraphs (1)(*a*) to (*d*), reasonably require him to give or furnish.

«Ministre» désigne le ministre de la Consommation et des Corporations et comprend, aux articles 9 et 10, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social;

«produit dangereux» désigne toute substance ou tout produit qu'énumère la Partie I ou la Partie II de l'annexe;

«vendre» comprend le fait de vendre, d'offrir en vente, d'exposer pour la vente, et de distribuer.

INFRACTION

3. (1) Nul ne doit annoncer, vendre ou importer au Canada un produit dangereux mentionné à la Partie I de l'annexe.

(2) Nul ne doit annoncer, vendre ou importer au Canada un produit dangereux mentionné à la Partie II de l'annexe, sauf dans la mesure où les règlements l'autorisent.

(3) Quiconque enfreint le paragraphe (1) ou (2) est coupable

a) d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars ou d'un emprisonnement de six mois ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement; ou

b) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans.

(4) Une poursuite en vertu de l'alinéa (3)*a*) peut être intentée à tout moment dans un délai de douze mois à partir de la date où s'est produit le fait pouvant donner lieu à la poursuite.

INSPECTEURS ET ANALYSTES

4. (1) Le ministre peut désigner, à titre d'inspecteur de produits dangereux aux fins de la présente loi, toute personne qu'il estime qualifiée pour être désignée à ce titre.

(2) Un inspecteur doit être pourvu d'un certificat de nomination à titre d'inspecteur et, en entrant dans un lieu en conformité du paragraphe 5(1), il doit, s'il en est requis, produire le certificat à la personne responsable de ce lieu.

(3) Le Ministre peut désigner à titre d'analyste aux fins de la présente loi, toute personne de la fonction publique du Canada qu'il estime qualifiée pour être désignée à ce titre.

PERQUISITION, SAISIE ET CONFISCATION

5. (1) Un inspecteur peut, à tout moment raisonnable, entrer dans un lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit dangereux quelconque est fabriqué, préparé, conservé, empaqueté, vendu ou emmagasiné pour la vente et

a) examiner toute substance ou tout produit, lorsqu'il a des raisons de croire qu'il s'agit d'un produit dangereux, et en prélever des échantillons; examiner toute autre chose lorsqu'il a des raisons de croire que cette chose est utilisée ou est susceptible d'être utilisée pour fabriquer, préparer, conserver, empaqueter, vendre ou emmagasiner un produit dangereux;

b) ouvrir et examiner tout récipient ou colis lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que ce récipient ou ce colis contient un produit dangereux;

c) examiner tous livres, registres ou autres documents lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements pertinents à l'application de la présente loi, et en prendre des copies ou des extraits; et

d) saisir toute substance ou tout produit, tout article d'étiquetage, de publicité ou toute autre chose, au moyen ou au sujet desquels il a des raisons de croire qu'une disposition de la présente loi ou des règlements a été violée.

(2) Le propriétaire ou la personne responsable d'un lieu où entre un inspecteur conformément au paragraphe (1), ainsi que chacune des personnes qui s'y trouvent, doivent prêter à l'inspecteur l'assistance, et

Restricted products

(2) No person shall advertise, sell or import a restricted product except as authorized by the regulations made under section 5.

Regulations

Regulations

5. The Governor in Council may make regulations

(*a*) authorizing the advertising, sale or importation of any restricted product and prescribing the circumstances and conditions under which and the persons by whom the restricted product may be advertised, sold or imported;

(*b*) prescribing the procedures to be followed by a board of review established pursuant to section 9 in conducting an inquiry; and

(*c*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Amendments to Schedule I

Additions to Schedule I

6. (1) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by adding thereto

(*a*) any product, material or substance that is or contains a poisonous, toxic, flammable, explosive, corrosive, infectious, oxidizing or reactive product, material or substance or other product, material or substance of a similar nature that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public; or

(*b*) any product designed for household, garden or personal use, for use in sports or recreational activities, as life-saving equipment or as a toy, plaything or equipment for use by children that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public because of its design, construction or contents.

Deletions from Schedule I

(2) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by deleting therefrom any product, material

Produits limités

(2) Sauf autorisation contraire des règlements d'application de l'article 5, la vente, l'importation et la publicité des produits limités sont interdites.

Règlements

Règlements

5. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) autoriser la vente, l'importation ou la publicité de tout produit limité et prévoir les cas et conditions dans lesquels l'autorisation peut être donnée et à qui elle peut l'être;

b) fixer la procédure des enquêtes à mener par une commission d'examen constituée aux termes de l'article 9;

c) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Modification de l'annexe I

Inscriptions à l'annexe I

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la partie I ou II de l'annexe I par inscription :

a) de produits, matières ou substances soit qui contiennent des produits, matières ou substances empoisonnées, toxiques, inflammables, explosives, corrosives, infectieuses, comburantes ou réactives, soit qui en sont, soit qui leur sont analogues, et dont il est convaincu qu'ils présentent ou présenteront vraisemblablement un danger pour la santé ou la sécurité publique;

b) de produits destinés à un usage domestique ou personnel, ou au jardinage, aux sports ou autres activités récréatives, au sauvetage, aux enfants — jouets, jeux ou équipement — et dont il est convaincu qu'ils présentent ou présenteront vraisemblablement, à cause de leur conception, construction ou contenu, un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Radiation de l'annexe I

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la partie I ou II de l'annexe I en y radiant les produits, matières

(3) No person shall obstruct an inspector in the exercise of his powers or the carrying out of his duties under this Act or the regulations.

(4) No person shall knowingly make any false or misleading statement, either verbally or in writing, to any inspector engaged in exercising his powers or carrying out his duties under this Act or the regulations.

(5) Except with the authority of an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with anything seized under this Act by an inspector.

(6) Anything seized under this Act by an inspector may at the option of an inspector be kept or stored in the building or place where it was seized or may be removed to any other proper place by or at the direction of an inspector.

6. (1) Where any product, substance or other thing has been seized under this Act, any person may, within two months after the date of such seizure, upon prior notice having been given in accordance with subsection (2) to the Minister by registered mail addressed to him at Ottawa, apply to a magistrate within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order of restoration under subsection (3).

(2) The notice referred to in subsection (1) shall be mailed at least fifteen clear days prior to the day on which the application is to be made to the magistrate and shall specify

(*a*) the magistrate to whom the application is to be made;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the product, substance or other thing in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the evidence upon which the applicant intends to rely to establish that he is entitled to possession of the thing in respect of which the application is to be made.

(3) Subject to subsections (5) and (6), where, upon the hearing of an application made under subsection (1), the magistrate is satisfied

(*a*) that the applicant is entitled to possession of the product, substance or other thing seized, and

(*b*) that the thing seized is not and will not be required as evidence in any proceedings in respect of an offence under this Act,

he shall order that the thing seized be restored forthwith to the applicant, and where the magistrate is satisfied that the applicant is entitled to possession of the thing seized but is not satisfied as to the matters mentioned in paragraph (*b*), he shall order that the thing seized be restored to the applicant

(*c*) upon the expiration of four months from the date of such seizure if no proceedings in respect of an offence under section 3 have been commenced before that time, or

(*d*) upon the final conclusion of any such proceedings in any other case.

(4) Where no application has been made under subsection (1) for the restoration of any product, substance or other thing seized under this Act within two months from the date of such seizure, or an application therefor has been made but upon the hearing thereof no order of restoration is made, the thing so seized shall be delivered to the Minister who may make such disposition thereof as he thinks fit.

(5) Where a person has been convicted of an offence under section 3, any hazardous product seized under this Act by means of or in respect of which the offence was committed is forfeited to Her Majesty and shall be disposed of as the Minister directs.

(6) Where an inspector has seized a hazardous product under this Act and the owner thereof or the person in whose possession the product was at the time of seizure consents in writing to the destruction thereof, lui fournir les renseignements, que celui-ci peut raisonnablement exiger aux fins d'exercer les pouvoirs que lui confèrent les alinéas (1)*a*) à *d*).

(3) Nul ne doit gêner un inspecteur dans l'exercice des pouvoirs ou l'exécution des fonctions que lui confèrent la présente loi ou les règlements.

(4) Nul ne doit faire sciemment, oralement ou par écrit, de déclaration fausse ou trompeuse à un inspecteur dans l'exercice des pouvoirs ou l'exécution des fonctions que lui confèrent la présente loi ou les règlements.

(5) Sauf avec l'autorisation d'un inspecteur, nul ne doit enlever ni modifier un article saisi par un inspecteur en vertu de la présente loi, ni rien faire d'autre qui affecte un tel article.

(6) Tout article qu'un inspecteur a saisi en vertu de la présente loi peut, au choix d'un inspecteur, être gardé ou emmagasiné dans le bâtiment ou le lieu où il a été saisi, ou il peut être transporté dans tout autre lieu approprié par un inspecteur ou sur son ordre.

6. (1) Lorsqu'un produit, une substance ou autre chose ont fait l'objet d'une saisie en vertu de la présente loi, toute personne peut, dans les deux mois qui suivent la date de cette saisie, après avoir adressé au Ministre, à Ottawa, par courrier recommandé, le préavis que prévoit le paragraphe (2), s'adresser à un juge de la Cour provinciale dans le ressort duquel la saisie a été faite en vue d'obtenir une ordonnance de restitution ainsi que le prévoit le paragraphe (3).

(2) L'avis mentionné au paragraphe (1) doit être mis à la poste au moins quinze jours francs avant la date, à laquelle la demande doit être faite au magistrat; cet avis doit spécifier

a) à quel juge de la Cour provinciale la demande sera faite;

b) où et quand la demande sera entendue;

c) au sujet de quel produit, de quelle substance ou de quelle autre chose la demande sera faite;

d) quelle preuve le requérant entend invoquer pour établir qu'il a droit à la possession de la chose au sujet de laquelle la demande sera faite.

(3) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), lorsque, à la suite de l'audition d'une demande faite en vertu du paragraphe (1), le magistrat est convaincu

a) que le requérant a droit à la possession du produit, de la substance ou autre chose ayant fait l'objet de la saisie, et

b) que la chose n'est pas et ne sera pas requise comme preuve dans quelque procédure relative à une infraction prévue dans la présente loi,

il doit ordonner que la chose saisie soit immédiatement restituée au requérant, et, si le juge de la Cour provinciale est convaincu que le requérant a droit à la possession de la chose saisie, mais n'est pas convaincu de ce que prévoit l'alinéa *b*), il doit ordonner que la chose saisie soit restituée au requérant

c) dès l'expiration des quatre mois qui suivront la date de la saisie, si aucune procédure relative à une infraction prévue par l'article 3 n'a été entamée avant l'expiration de ce délai; ou

d) dès la conclusion définitive de toutes procédures de ce genre dans tout autre cas.

(4) Lorsque aucune demande en vue de la restitution de quelque produit, substance ou autre chose ayant fait l'objet de la saisie en vertu de la présente loi n'a été faite, en vertu du paragraphe (1), dans les deux mois qui suivent la date de cette saisie, ou lorsqu'une telle demande a été faite mais que, après l'audition de cette demande, aucune ordonnance de restitution n'a été rendue, la chose ainsi saisie doit être remise au Ministre, qui peut en disposer ainsi qu'il l'estime opportun.

or substance if the Governor in Council is satisfied that the inclusion of the product, material or substance in that Part is no longer necessary.

For greater certainty

(3) For greater certainty, an order made pursuant to subsection (1) may describe a product, material or substance added thereby to Part I or II of Schedule I by reference to any properties or characteristics of the product, material or substance or by reference to any other criteria and any product, material or substance that has those properties or characteristics or meets those criteria shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been added by the order to Part I or II, as the case may be, of Schedule I.

Incorporation by reference

(4) An order made pursuant to subsection (1) incorporating a law, standard or specification by reference may incorporate that law, standard or specification as amended from time to time.

Recommendation of Ministers

(5) An order amending Part I of Schedule I may be made by the Governor in Council on the recommendation of the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

Tabling of orders

7. (1) The Minister shall cause a copy of each order made pursuant to subsection 6(1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the order is made.

Revocation of order by resolution

(2) If both Houses of Parliament resolve that an order or any part of an order made pursuant to subsection 6(1) should be revoked, the order or that part thereof is thereupon revoked.

Board of Review

Request for reference to Board

8. Where a product, material or substance is added to Part I or II of Schedule I by an order made pursuant to subsection 6(1), any manufacturer or distributor of that product, material or substance or any person having that product, material or substance in possession for sale may, within sixty days after the date of the

ou substances dont il est convaincu qu'ils ne devraient plus y figurer.

Présomption

(3) Il est entendu qu'un décret d'application du paragraphe (1) peut dénommer un produit, une matière ou une substance inscrite aux parties I ou II de l'annexe I par la mention soit de leurs propriétés ou caractéristiques, soit d'autres critères, soit d'un autre produit, d'une autre matière ou d'une autre substance qui possède ces propriétés ou caractéristiques ou est conforme à ces critères; tout produit, toute matière ou toute substance qui se conforme à ces critères est réputée, pour l'application de la présente loi, avoir été inscrite à la partie I ou II, selon le cas, de l'annexe I.

Incorporation par renvoi

(4) Il peut être précisé, dans le décret d'application du paragraphe (1) qui incorpore par renvoi une loi, une norme ou une spécification, qu'elle est incorporée avec ses modifications successives.

Recommandation ministérielle

(5) Le décret de modification de la partie I de l'annexe I peut être pris par le gouverneur en conseil sur la recommandation soit du ministre, soit du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Dépôt des décrets

7. (1) Le ministre fait déposer un exemplaire de chaque décret d'application du paragraphe 6(1) devant chaque chambre du Parlement au cours de ses quinze premiers jours de séance suivant la prise du décret.

Annulation

(2) Le décret est annulé, en tout ou en partie, sur résolution en ce sens des deux chambres du Parlement.

Commission d'examen

Demande de renvoi à la commission

8. Tout fabricant ou distributeur d'un produit, d'une matière ou d'une substance inscrite par décret d'application du paragraphe 6(1), à la partie I ou II de l'annexe I, ou toute personne détenant ce produit, cette matière ou cette substance en vue de la vente peut, dans les soixante jours suivant la prise du décret, demander au

the hazardous product is thereupon forfeited to Her Majesty and shall be disposed of as the Minister may direct.

REGULATIONS

7. The Governor in Council may make regulations

(*a*) authorizing the advertising, sale or importation into Canada of any hazardous product included in Part II of the schedule and prescribing the circumstances and conditions under which and the persons by whom such hazardous product may be sold, advertised or imported into Canada;

(*b*) respecting the powers and duties of inspectors and analysts and the taking of samples and the seizure, detention, forfeiture and disposition of products, substances and other things;

(*c*) prescribing the procedures to be followed by a Hazardous Products Board of Review established pursuant to section 9 in conducting an inquiry; and

(*d*) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

SCHEDULE

8. (1) The Governor in Council may by order amend Part I or Part II of the schedule by adding thereto

(*a*) any product or substance that is or contains a poisonous, toxic, inflammable, explosive or corrosive product or substance or other product or substance of a similar nature that he is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public, or

(*b*) any product designed for household, garden or personal use, for use in sports or recreational activities, as life-saving equipment or as a toy, plaything or equipment for use by children that he is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public because of its design, construction or contents,

or by deleting therefrom any product or substance the inclusion of which therein he is satisfied is no longer necessary.

(2) An order amending Part I of the schedule may be made by the Governor in Council on the recommendation of the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

(3) Every order adding a product or substance to Part I or Part II of the schedule shall be laid before the Senate and the House of Commons not later than fifteen days after it is made or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

(4) If both Houses of Parliament resolve that an order or any part thereof should be revoked, the order or that part thereof is thereupon revoked.

BOARD OF REVIEW

9. (1) Where a product or substance is added to Part I or Part II of the schedule by order of the Governor in Council, any manufacturer or distributor of that product or substance or any person having that product or substance in his possession for sale may, within sixty days from the date of the making of the order, request the Minister that the order be referred to a Hazardous Products Board of Review.

(2) Upon receipt of a request described in subsection (1), the Minister shall establish a Hazardous Products Board of Review (hereinafter referred to as the "Board"), consisting of not more than three persons and shall refer the order in respect of which the request was made to the Board.

(3) The Board shall inquire into the nature and characteristics of any product or substance to which an order referred to it under subsection (2) applies and shall give the person making the request and any other

(5) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction prévue par l'article 3, tout produit dangereux, saisi en vertu de la présente loi et au moyen ou au sujet duquel l'infraction a été commise, est confisqué au profit de Sa Majesté et il doit en être disposé ainsi que le Ministre l'ordonne.

(6) Lorsqu'un inspecteur a, en vertu de la présente loi, saisi un produit dangereux et que le propriétaire de ce produit ou la personne qui l'avait en sa possession au moment de la saisie, consent par écrit à sa destruction, le produit dangereux est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il doit en être disposé ainsi que le Ministre l'ordonne.

RÈGLEMENTS

7. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) autorisant l'annonce, la vente ou l'importation au Canada de tout produit dangereux mentionné à la Partie II de l'annexe et prescrivant dans quelles circonstances, à quelles conditions et par qui ce produit dangereux peut être annoncé, vendu ou importé au Canada;

b) concernant les pouvoirs et les fonctions des inspecteurs et des analystes, le prélèvement des échantillons ainsi que la saisie, la rétention, la confiscation et la façon de disposer des produits, substances et autres choses;

c) prescrivant les procédures à suivre lors d'une enquête par une Commission d'examen des produits dangereux établie en conformité de l'article 9; et

d) d'une façon générale, pour la réalisation des objets et l'application des dispositions de la présente loi.

ANNEXE

8. (1) Le gouverneur en conseil peut, au moyen d'une ordonnance, modifier la Partie I ou la Partie II de l'annexe en y ajoutant

a) quelque substance ou produit constituant ou contenant une substance ou un produit empoisonnés, toxiques, inflammables, explosifs ou corrosifs ou autre substance ou produit semblables, s'il est convaincu que cette substance ou ce produit présentent ou présenteront vraisemblablement un danger pour la santé ou la sécurité du public, ou

b) un produit destiné à servir à des usages domestiques, à des usages personnels, au jardin, dans les sports, dans les activités récréatives, comme matériel de sauvetage, comme jouet, comme jeu ou comme équipement pour enfants, s'il est convaincu que ce produit présente ou présentera vraisemblablement, à cause de sa conception, sa construction ou son contenu, un danger pour la santé ou la sécurité du public,

ou en en retranchant quelque substance ou produit dont l'inclusion n'est plus, à son avis, nécessaire.

(2) Une ordonnance modifiant la Partie I de l'annexe peut être établie par le gouverneur en conseil sur la recommandation du Ministre ou du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

(3) Toute ordonnance ajoutant une substance ou un produit à la Partie I ou à la Partie II de l'annexe doit être déposée devant le Sénat et la Chambre des communes au plus tard quinze jours après qu'elle a été établie ou, si le Parlement n'est pas alors en session, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite.

(4) Si les deux Chambres du Parlement adoptent une résolution révoquant une ordonnance ou une partie d'ordonnance, ladite ordonnance ou partie d'ordonnance est alors révoquée.

COMMISSION D'EXAMEN

9. (1) Lorsqu'une substance ou un produit sont ajoutés par une ordonnance du gouverneur en conseil à la Partie I ou à la Partie II de l'annexe, un fabricant ou distributeur de cette substance ou de ce

making of the order, request the Minister to refer the order to a board of review.

Establishment of Board

9. (1) On receipt of a request described in section 8, the Minister shall establish a board of review (in this section referred to as the "Board") consisting of not more than three persons and shall refer the order in respect of which the request was made to the Board.

Duties

(2) The Board shall inquire into the nature and characteristics of any product, material or substance to which an order referred to it under subsection (1) applies and shall give the person making the request and any other person affected by the order a reasonable opportunity of appearing before the Board, presenting evidence and making representations to it.

Powers

(3) The Board has and may exercise all the powers that are or may be conferred by or under sections 4, 5 and 11 of the *Inquiries Act* on commissioners appointed under Part I of that Act.

Report

(4) The Board, as soon as possible after the conclusion of its inquiry, shall submit a report with its recommendations to the Minister, together with all evidence and other material that was before the Board.

Publication of report

(5) Any report of the Board shall, within thirty days after its receipt by the Minister, be made public by the Minister, unless the Board states in writing to the Minister that it believes the public interest would be better served by withholding publication, in which case the Minister may decide whether the report, either in whole or in part, shall be made public.

Copies of report

(6) The Minister may publish and supply copies of a report referred to in subsection (4) in such manner and on such terms as the Minister deems proper.

Disclosure

Minister's request for disclosure

10. (1) Where the Minister has reason to believe that a product, material or substance is a product, material or substance that may be added to Part I or II of Schedule I by an order made pursuant to

ministre le renvoi du décret devant une commission d'examen.

Constitution de la commission

9. (1) Sur réception de la demande visée à l'article 8, le ministre constitue une commission d'examen, dénommée la «commission» au présent article, composée d'au plus trois personnes, et lui soumet le décret.

Fonctions

(2) La commission étudie la nature et les caractéristiques de tout produit, de toute matière ou de toute substance visée par le décret et donne à la personne qui a fait la demande et à toute autre personne touchée la possibilité de comparaître dans un délai raisonnable devant la commission et de lui présenter des éléments de preuve et des observations.

Pouvoirs

(3) La commission est investie des pouvoirs prévus aux articles 4, 5 et 11 de la *Loi sur les enquêtes* et qui sont ou peuvent être conférés aux commissaires nommés aux termes de la partie I de cette loi.

Rapport

(4) Aussitôt que possible après la conclusion de son enquête, la commission présente au ministre un rapport contenant ses recommandations ainsi que les éléments de preuve et autres pièces qui lui ont été soumis.

Publication du rapport

(5) Le rapport est rendu public par le ministre dans les trente jours qui suivent sa réception, sauf si la commission indique par écrit au ministre qu'à son avis, la non-publication servirait mieux l'intérêt public; en ce cas, celui-ci peut décider si le rapport sera ou non rendu public, en tout ou en partie.

Exemplaires du rapport

(6) Le ministre peut publier le rapport visé au paragraphe (4) et en distribuer des exemplaires selon les modalités qu'il estime indiquées.

Divulgation

Demande du ministre

10. (1) S'il est fondé à croire qu'un produit, une matière ou une substance peut être inscrite, par décret d'application du paragraphe 6(1), dans la partie I ou II de l'annexe I, le ministre peut demander

person affected by the order a reasonable opportunity of appearing before the Board, presenting evidence and making representations to it.

(4) The Board has all the powers that are or may be conferred by or under sections 4, 5, and 11 of the *Inquiries Act* on commissioners appointed under Part I of that Act.

(5) The Board, as soon as possible after the conclusion of its inquiry, shall submit a report with its recommendations to the Minister, together with all evidence and other material that was before the Board.

(6) Any report of the Board shall, within thirty days after its receipt by the Minister, be made public by him, unless the Board states in writing to the Minister that it believes the public interest would be better served by withholding publication, in which case the Minister may decide whether the report, either in whole or in part, shall be made public.

(7) The Minister may publish and supply copies of a report referred to in subsection (5) in such manner and upon such terms as he deems proper.

DISCLOSURE

10. (1) Where the Minister has reason to believe that a product or substance is a product or substance that may be added to Part I or Part II of the schedule by an order made pursuant to section 8, he may send a written notice to the manufacturer of the product or substance requesting him to disclose to the Minister the formula, composition or chemical ingredients of the product or substance and such other information in the possession of the manufacturer as the Minister deems necessary for the purpose of determining whether the product or substance is or is likely to be a danger to the health or safety of the public.

(2) Every manufacturer to whom a written notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the Minister, within the time specified by the Minister in the notice, any information described in subsection (1) that is requested in the notice.

(3) Information received by the Minister from a manufacturer pursuant to subsection (1) is privileged and shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 8.

PROSECUTIONS

11. (1) No exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law is required to be set out or negatived, as the case may be, in an information or indictment for an offence under section 3 of this Act or under section 421, 422 or 423 of the *Criminal Code* in respect of an offence under section 3.

(2) In any prosecution for an offence mentioned in subsection (1) the burden of proving that an exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law operates in favour of the accused is on the accused, and the prosecutor is not required, except by way of rebuttal, to prove that the exception, exemption, excuse or qualification does not operate in favour of the accused, whether or not it is set out in the information or indictment.

12. (1) Subject to this section, a certificate of an analyst stating that he has analyzed or examined a product or substance and stating the result of his analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence mentioned in subsection 11(1) and in the absence of any evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

produit ou une personne qui est en possession de cette substance ou de ce produit en vue de les vendre peut, dans les soixante jours qui suivent l'établissement de l'ordonnance, demander que l'ordonnance soit soumise à la Commission d'examen des produits dangereux.

(2) Sur réception d'une demande visée au paragraphe (1), le Ministre doit créer une Commission d'examen des produits dangereux (ci-après appelée «la Commission») qui doit être composée de trois personnes au plus et doit soumettre l'ordonnance faisant l'objet de la demande à la Commission.

(3) La Commission doit faire des recherches concernant la nature et le caractère d'une substance ou d'un produit auxquels s'applique l'ordonnance mentionnée au paragraphe (2) et doit donner, à la personne qui fait la demande et à toute personne intéressée par l'ordonnance, une possibilité raisonnable de comparaître devant la Commission, de présenter des preuves et de formuler des observations devant cette dernière.

(4) La Commission a tous les pouvoirs qui sont conférés par les articles 4, 5 et 11 de la *Loi sur les enquêtes* ou qui peuvent être conférés en vertu de ces articles à des commissaires nommés en vertu de la Partie I de ladite loi.

(5) La Commission doit, dès qu'elle le peut, après avoir terminé son enquête, produire au Ministre un rapport contenant ses recommandations et accompagné de toutes les preuves et autres pièces qui lui ont été soumises.

(6) Un rapport fait par la Commission doit être rendu public dans les trente jours qui suivent sa réception par le Ministre, à moins que la Commission ne déclare par écrit au Ministre qu'elle croit que l'intérêt du public serait mieux sauvegardé si cette publication n'avait pas lieu; en ce cas, le Ministre peut décider si le rapport, ou une partie de ce dernier, sera rendu public ou non.

(7) Le Ministre peut publier un rapport mentionné au paragraphe (5) et en distribuer des exemplaires de la manière et selon les modalités qu'il estime appropriées.

DIVULGATION

10. (1) Lorsque le Ministre a des raisons de croire qu'une substance ou un produit peuvent être ajoutés à la Partie I ou à la Partie II de l'annexe au moyen d'une ordonnance rendue en conformité de l'article 8, il peut adresser au fabricant de la substance ou du produit un avis écrit le priant de lui divulguer la formule, la composition ou les ingrédients chimiques de la substance ou du produit ainsi que les autres renseignements dont le fabricant dispose et que le Ministre estime nécessaire de connaître afin de décider si la substance ou le produit présentent ou présenteront vraisemblablement un danger pour la santé ou la sécurité du public.

(2) Chaque fabricant à qui l'avis écrit mentionné au paragraphe (1) est adressé doit divulguer au Ministre, dans le délai que ce dernier a spécifié dans l'avis, tous renseignements mentionnés au paragraphe (1) qu'exige l'avis.

(3) Les renseignements que le Ministre reçoit d'un fabricant en conformité du paragraphe (1) sont secrets et ne doivent être divulgués à aucune autre personne, sauf dans la mesure où cela peut être nécessaire à l'application ou à la mise en vigueur du présent article ou aux fins de l'article 8.

POURSUITES

11. (1) Il n'est pas nécessaire qu'une exception, exemption, excuse ou limitation prescrite par la loi soit énoncée ou réfutée, selon le cas, dans une dénonciation ou un acte d'accusation visant une infraction prévue à l'article 3 de la présente loi ou aux articles 421, 422 ou 423 du *Code criminel*, relativement à une infraction mentionnée à l'article 3.

(2) Dans toute poursuite pour une infraction mentionnée au paragraphe (1), il incombe à l'accusé de prouver qu'une exception, exemption,

subsection 6(1), the Minister may, by registered mail, send a written notice to any manufacturer of the product, material or substance requesting the disclosure of information relating to the formula, composition, chemical ingredients or hazardous properties of the product, material or substance and such other information as the Minister deems necessary for the purpose of determining whether the product, material or substance is or is likely to be a danger to the health or safety of the public.

Disclosure

(2) Every manufacturer to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the Minister, in the manner and within the period specified in the notice, any information described in subsection (1) that is requested in the notice and is in the possession of the manufacturer.

Information privileged

(3) Information received by the Minister from a manufacturer pursuant to subsection (1) is privileged and shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 6.

PART II

CONTROLLED PRODUCTS

Interpretation

Definitions

11. (1) In this Part,

"bulk shipment" «*expédition en vrac*»

"bulk shipment" has the meaning assigned by regulation;

"container" «*contenant*»

"container" includes a bag, barrel, bottle, box, can, cylinder, drum or similar package or receptacle but does not include a storage tank;

"hazard symbol" «*signal de danger*»

"hazard symbol" includes any design, mark, pictogram, sign, letter, word, number, abbreviation or any combination thereof that is to be displayed on a controlled product or container in which a controlled product is packaged in

au fabricant du produit, de la matière ou de la substance, par avis écrit envoyé par courrier recommandé, la divulgation des renseignements relatifs à la formule, à la composition, aux ingrédients chimiques ou aux propriétés dangereuses de ce produit, cette matière ou cette substance ainsi que les autres renseignements que le ministre estime nécessaires afin de déterminer si le produit, la matière ou la substance présente ou est susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Obligation de divulgation

(2) Le destinataire de l'avis prévu au paragraphe (1) est tenu de divulguer au ministre, selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées, tous les renseignements mentionnés à ce paragraphe qui sont en la possession du destinataire et qu'exige l'avis.

Protection des renseignements

(3) Les renseignements que le ministre reçoit d'un fabricant en application du paragraphe (1) sont protégés et ne peuvent être divulgués à d'autres personnes que dans la mesure nécessaire à l'exécution et au contrôle d'application du présent article ou pour l'application de l'article 6.

PARTIE II

PRODUITS CONTRÔLÉS

Définitions

Définitions

11. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«article manufacturé» "*manufactured article*"

«article manufacturé» Article manufacturé selon une forme ou une conception qui lui confère une destination spécifique et dont l'usage, en des conditions normales, n'entraîne pas le rejet de produits contrôlés ni une autre forme de contact d'une personne avec ces produits.

«contenant» "*container*"

«contenant» Tout emballage ou récipient, à l'exclusion d'un réservoir de stockage, notamment un sac, un baril, une bouteille, une boîte, un tonneau, une cannette ou un cylindre.

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such intention together with a copy of the certificate.

13. A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a magistrate or a justice if the accused is resident or carrying on business within his territorial jurisdiction, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

OTHER OFFENCES

14. Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 3, or of the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of five hundred dollars or to imprisonment for three months, or to both.

APPLICATION OF ACT

15. This Act does not apply to any product or substance that is

(*a*) an explosive within the meaning of the *Explosives Act*;

(*b*) a cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

(*c*) a control product within the meaning of the *Pest Control Products Act*; or

(*d*) a prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act*."

excuse ou limitation, prescrite par la loi, joue en sa faveur; et le poursuivant n'est pas tenu, sauf par voie de réplique, de prouver que l'exception, exemption, excuse ou limitation ne joue pas en faveur de l'accusé, qu'elle soit ou non énoncée dans la dénonciation ou l'acte d'accusation. 1968-69, c. 42, art. 11.

12. (1) Sous réserve du présent article, le certificat d'un analyste portant qu'il a analysé ou examiné une substance ou un produit et énonçant le résultat de son analyse ou de son examen est recevable en preuve dans toute poursuite pour une infraction mentionnée au paragraphe 11(1) et, en l'absence de toute preuve contraire, fait preuve des déclarations contenues dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature de la personne par laquelle il paraît avoir été signé ni de la qualité officielle de cette personne.

(2) La partie contre laquelle le certificat d'un analyste est produit en conformité du paragraphe (1) peut, avec la permission du tribunal, exiger la présence de l'analyste aux fins de contre-interrogatoire.

(3) Aucun certificat n'est recevable en preuve conformément au paragraphe (1) à moins que la partie qui se dispose à le produire n'ait, avant le procès, donné à la partie contre laquelle il doit être produit un avis raisonnable de l'intention de le produire, avec une copie de certificat.

13. Une plainte ou dénonciation relative à une infraction prévue par la présente loi peut être entendue, instruite ou jugée par un juge de la Cour provinciale ou un juge de paix si l'accusé réside ou fait des affaires dans le ressort de sa juridiction, même si l'objet de la plainte ou dénonciation n'a pas pris naissance dans ce ressort.

AUTRES INFRACTIONS

14. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi, autre que l'article 3, ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq cents dollars ou d'un emprisonnement de trois mois ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

APPLICATION DE LA LOI

15. La présente loi ne s'applique pas à un produit ou à une substance qui est

a) un explosif, au sens où l'entend la *Loi sur les explosifs*;

b) un cosmétique, un instrument, une drogue ou une substance alimentaire, au sens où l'entend la *Loi des aliments et drogues*;

c) un produit antiparasitaire au sens où l'entend la *Loi sur les produits antiparasitaires*; ou

d) une substance prescrite, au sens où l'entend la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*.»

order to show the nature of the hazard of the controlled product;

"hazardous waste" *«résidu dangereux»*

"hazardous waste" has the meaning assigned by regulation;

"Ingredient Disclosure List" *«liste de divulgation des ingrédients»*

"Ingredient Disclosure List" means the Ingredient Disclosure List established by the Governor in Council pursuant to subsection 17(1);

"label" *Version anglaise seulement*

"label" includes any mark, sign, device, stamp, seal, sticker, ticket, tag or wrapper;

"manufactured article" *«article manufacturé»*

"manufactured article" means any article that is formed to a specific shape or design during manufacture, the intended use of which when in that form is dependent in whole or in part on its shape or design, and that, under normal conditions of use, will not release or otherwise cause a person to be exposed to a controlled product;

"material safety data sheet" *«fiche signalétique»*

"material safety data sheet" means a document on which words, figures or symbols disclosing the information referred to in subparagraphs 13(*a*)(i) to (v) may be written, printed or otherwise expressed;

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means prescribed by regulation;

"regulation" *«règlement»*

"regulation" means a regulation made pursuant to subsection 15(1);

"supplier" *«fournisseur»*

"supplier" means a person who is a manufacturer, processor or packager of a controlled product or a person who, in the course of business, imports or sells controlled products;

"transmit" *Version anglaise seulement*

"transmit" means to transmit by any physical, electronic, optical or other means;

"work place" *«lieu de travail»*

"work place" has the meaning assigned by regulation.

Meaning of "applied"

(2) For the purposes of this Part, a label is applied to a controlled product or container in which a controlled product is packaged if the label is attached to, imprinted on, stencilled on or embossed on

«expédition en vrac» S'entend au sens des règlements. «expédition en vrac» *"bulk shipment"*

«fiche signalétique» Document contenant les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) sous forme littérale, numérique ou pictographique, quel que soit le mode de son apposition. «fiche signalétique» *"material safety data sheet"*

«fournisseur» Personne qui soit fabrique, traite ou emballe des produits contrôlés, soit exerce des activités d'importation ou de vente de ces produits. «fournisseur» *"supplier"*

«lieu de travail» S'entend au sens des règlements. «lieu de travail» *"work place"*

«liste de divulgation des ingrédients» La liste de divulgation des ingrédients établie par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 17(1). «liste de divulgation des ingrédients» *"Ingredient Disclosure List"*

«règlement» Règlement d'application du paragraphe 15(1). «règlement» *"regulation"*

«résidu dangereux» S'entend au sens des règlements. «résidu dangereux» *"hazardous waste product"*

«signal de danger» Toute information destinée à signaler le danger présenté par des produits contrôlés, quels que soient sa forme et son support, à placer en évidence sur les contenants utilisés pour l'emballage de ces produits. «signal de danger» *"hazard symbol"*

Étiquetage

(2) Pour l'application de la présente partie, est apposée sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé l'étiquette qui y est fixée ou imprimée par un mode quelconque ou, dans le

the controlled product or container or, in the case of a bulk shipment of a controlled product, is included with or caused to accompany the bulk shipment in the manner prescribed.

Application

Restrictions on application

12. This Part does not apply in respect of the sale or importation of any

(*a*) explosive within the meaning of the *Explosives Act*;

(*b*) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

(*c*) control product within the meaning of the *Pest Control Products Act*;

(*d*) prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act*;

(*e*) hazardous waste;

(*f*) product, material or substance included in Part II of Schedule I and packaged as a consumer product;

(*g*) wood or product made of wood;

(*h*) tobacco or product made of tobacco; or

(*i*) manufactured article.

Prohibitions

Prohibition re sale

13. Subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, no supplier shall sell to any person a controlled product intended for use in a work place in Canada unless

(*a*) on the sale of the controlled product, the supplier transmits to that person a material safety data sheet with respect to the controlled product that discloses the following information, namely,

(i) where the controlled product is a pure substance, the chemical identity of the controlled product and, where the controlled product is not a pure substance, the chemical identity of any ingredient thereof that is a controlled product and the concentration of that ingredient,

cas de l'expédition en vrac d'un produit contrôlé, qui est incluse ou accompagne l'expédition conformément aux modalités réglementaires.

Champ d'application

Exclusion

12. Sont exclus de l'application de la présente partie la vente ou l'importation :

a) d'explosifs, au sens de la *Loi sur les explosifs*;

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou d'aliments, au sens de la *Loi des aliments et drogues*;

c) de produits antiparasitaires, au sens de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;

d) de substances réglementées, au sens de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*;

e) de résidus dangereux;

f) de produits, matières ou substances inscrites à la partie II de l'annexe I et emballées sous forme de produit de consommation;

g) de bois ou de produits en bois;

h) de tabac ou de produits du tabac;

i) d'articles manufacturés.

Interdictions

Interdiction de vente

13. Sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, la vente par un fournisseur à une personne d'un produit contrôlé destiné à l'utilisation dans un lieu de travail au Canada est subordonnée aux conditions suivantes :

a) le fournisseur transmet à cette personne, lors de la vente, la fiche signalétique de ce produit qui divulgue les renseignements suivants :

(i) la dénomination chimique du produit contrôlé qui est une substance pure ou la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient qui est un produit contrôlé et qui n'est pas une substance pure,

(ii) where the controlled product contains an ingredient that is included in the Ingredient Disclosure List and the ingredient is in a concentration that is equal to or greater than the concentration specified in the Ingredient Disclosure List for that ingredient, the chemical identity and concentration of that ingredient,

(iii) the chemical identity of any ingredient thereof that the supplier has reasonable grounds to believe may be harmful to any person and the concentration of that ingredient,

(iv) the chemical identity of any ingredient thereof the toxicological properties of which are not known to the supplier and the concentration of that ingredient, and

(v) such other information with respect to the controlled product as may be prescribed; and

(*b*) the controlled product or container in which the controlled product is packaged has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it all applicable prescribed hazard symbols.

(ii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient, d'un produit contrôlé inscrit sur la liste de divulgation des ingrédients, si cette concentration est égale ou supérieure à celle qui est inscrite sur cette liste pour cet ingrédient,

(iii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient que le fournisseur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, nocif pour les personnes physiques,

(iv) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient dont les propriétés toxicologiques ne sont pas connues du fournisseur,

(v) les autres renseignements, prévus par règlement, relatifs au produit contrôlé;

b) le produit contrôlé ou le contenant dans lequel celui-ci est emballé est étiqueté de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents.

Prohibition re importation

14. Subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, no supplier shall import a controlled product intended for use in a work place in Canada unless

(*a*) the supplier obtains or prepares, on the importation of the controlled product, a material safety data sheet with respect to the controlled product that discloses the information referred to in subparagraphs 13(*a*)(i) to (v) and keeps the material safety data sheet available for such purposes as may be prescribed; and

(*b*) the controlled product or container in which the controlled product is packaged has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it all applicable prescribed hazard symbols.

Interdiction d'importation

14. Sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'importation par un fournisseur d'un produit contrôlé destiné à l'utilisation dans un lieu de travail au Canada est subordonnée aux conditions suivantes :

a) lors de l'importation de ce produit, le fournisseur obtient de l'exportateur la fiche signalétique du produit contrôlé ou prépare une telle fiche, qui divulgue les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) et la rend accessible aux fins prévues par règlement;

b) le produit contrôlé ou le contenant dans lequel celui-ci est emballé est étiqueté de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents.

Regulations

Regulations

15. (1) Subject to sections 16 and 19, the Governor in Council may make regulations

(*a*) specifying, for each class listed in Schedule II, products, materials and substances to be included in that class;

(*b*) establishing, for any class listed in Schedule II, divisions or subdivisions of that class and specifying, for each controlled product included in that class, the division or subdivision into which it falls;

(*c*) prescribing information to be disclosed on a material safety data sheet or label including, without limiting the generality of the foregoing, information to indicate whether a claim for exemption is pending under the *Hazardous Materials Information Review Act* with respect to the controlled product to which it relates or whether, pursuant to that Act, any information with respect to the controlled product to which it relates is exempt from disclosure thereon;

(*d*) prescribing the form and manner in which information shall be disclosed on a label and the manner in which a label shall be applied to a controlled product or container in which a controlled product is packaged;

(*e*) prescribing hazard symbols and the manner in which hazard symbols shall be displayed on a controlled product or container in which a controlled product is packaged;

(*f*) exempting from the application of this Part and the regulations or any provision thereof, on such terms and conditions as may be specified in the regulations, the sale or importation of controlled products in such quantities or concentrations, in such circumstances, at such places, premises or facilities, for such purposes or in such containers as are specified in the regulations;

(*g*) prescribing the manner of determining any quantities or concentrations of

Règlements

Règlements

15. (1) Sous réserve des articles 16 et 19, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les produits, matières ou substances à inclure dans chacune des catégories inscrites à l'annexe II;

b) déterminer les divisions et subdivisions des catégories de l'annexe II et désigner la division ou subdivision dans laquelle est classé chaque produit contrôlé;

c) fixer les renseignements à divulguer sur une fiche signalétique ou une étiquette, notamment l'indication d'une demande de dérogation en instance en vertu de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* en ce qui concerne le produit contrôlé visé par la fiche ou l'indication que les renseignements incrits sur celle-ci sont soustraits à la divulgation en application de cette loi;

d) fixer les modalités de la divulgation de renseignements sur une étiquette et de l'apposition de celle-ci sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé;

e) fixer les signaux de danger et les modalités de leur affichage sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé;

f) exclure de l'application de la présente partie et de ses règlements ou de certaines de leurs dispositions, selon les conditions et modalités qui peuvent être fixées par règlement, la vente ou l'importation de produits contrôlés et déterminer les critères relatifs à la quantité ou à la concentration de ces produits, aux circonstances, aux lieux ou installations, aux objectifs ou aux emballages;

g) prévoir la manière de déterminer les quantités ou concentrations de produits contrôlés faisant l'objet de la dérogation prévue à l'alinéa *f*);

h) prévoir les cas où, pour l'application des alinéas 13*a*) ou 14*a*), les fiches signalétiques peuvent divulguer, plutôt

controlled products exempted pursuant to any regulation made under paragraph (*f*);

(*h*) prescribing circumstances in which, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a material safety data sheet may disclose, in lieu of the concentration of an ingredient of a controlled product, a range of concentration within which the concentration falls and prescribing the range of concentration that shall be disclosed on the material safety data sheet in such circumstances;

(*i*) defining the expressions "bulk shipment", "hazardous waste" and "work place" for the purposes of this Part;

(*j*) requiring any supplier who sells or imports a controlled product intended for use in a work place in Canada to provide, as soon as is practicable in the circumstances, any information referred to in paragraph 13(*a*) that is in the possession of the supplier to any physician or other medical professional specified in the regulations who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, a person in an emergency;

(*k*) requiring any physician or medical professional to whom information is provided by a supplier pursuant to any regulation made under paragraph (*j*) to keep confidential any information specified by the supplier as being confidential except for the purpose for which it is provided;

(*l*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, requiring any supplier who sells or imports a controlled product intended for use in a work place in Canada to identify, as soon as is practicable in the circumstances, on request of any person within a class of persons specified in the regulations, the source of information for any toxicological data used in the preparation of any material safety data sheet that has been transmitted by the supplier to any person pursuant to paragraph 13(*a*) or 14(*a*);

que la concentration d'un ingrédient d'un produit contrôlé, la gamme des concentrations réglementaires parmi lesquelles cette concentration peut être classée ainsi que prévoir la gamme de concentrations à divulguer sur la fiche signalétique dans ces cas;

i) définir les expressions «expédition en vrac», «lieu de travail» et «résidu dangereux» pour l'application de la présente partie;

j) obliger le fournisseur qui vend ou importe un produit contrôlé destiné à servir dans un lieu de travail au Canada à fournir, aussitôt que possible selon les circonstances, les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) qu'il possède sur ce produit au professionnel de la santé désigné par règlement, notamment au médecin, qui lui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'une personne qui se trouve dans une situation d'urgence, ou afin de traiter celle-ci;

k) obliger le professionnel de la santé, notamment le médecin, à qui un fournisseur communique des renseignements en application des règlements pris en vertu de l'alinéa *j*) à tenir confidentiels ceux que le fournisseur désigne comme tels, sauf en ce qui concerne les fins pour lesquelles ils sont communiqués;

l) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, obliger le fournisseur qui vend ou importe des produits contrôlés destinés à servir dans un lieu de travail au Canada à révéler, aussitôt que possible dans les circonstances, sur demande d'une personne faisant partie d'une catégorie de personnes désignée par le règlement, la source des données toxicologiques utilisées pour la préparation d'une fiche signalétique qui a été transmise par le fournisseur à une personne en application de l'alinéa 13*a*) ou qui a été obtenue ou préparée par le fournisseur en application de l'alinéa 14*a*);

m) prendre les autres mesures réglementaires prévues par la présente partie;

graph 13(*a*) or has been obtained or prepared by the supplier pursuant to paragraph 14(*a*);

(*m*) prescribing any other matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed; and

(*n*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

n) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

For greater certainty

(2) For greater certainty, a regulation made pursuant to paragraph (1)(*a*) may describe a product, material or substance specified thereby to be included in a class listed in Schedule II by reference to any properties or characteristics of the product, material or substance or by reference to any other criteria and any product, material or substance that has those properties or characteristics or meets those criteria shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been included in that class by the regulation.

Présomption

(2) Il est entendu que les règlements d'application de l'alinéa (1)*a*) peuvent désigner un produit, une matière ou une substance à classer dans une catégorie de l'annexe II par la mention de ses propriétés ou caractéristiques ou par la mention d'autres critères; le produit, la matière ou la substance qui possède ces propriétés ou caractéristiques ou se conforme à ces critères est réputée, pour l'application de la présente loi, avoir été classée dans cette catégorie par les règlements.

Incorporation by reference

(3) A regulation made pursuant to subsection (1) incorporating a law, standard or specification by reference may incorporate that law, standard or specification as amended from time to time.

Incorporation par renvoi

(3) Il peut être précisé, dans le règlement d'application du paragraphe (1) qui incorpore une loi, une norme ou une spécification, qu'elle est incorporée avec ses modifications successives.

Disclosure of generic chemical identity

16. Where, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, a supplier is exempt from disclosing on a material safety data sheet or label the chemical identity of a controlled product or the chemical identity of any ingredient of a controlled product, the supplier shall disclose on the material safety data sheet or label the generic chemical identity of the controlled product or ingredient with as much precision as is consistent with the exemption.

Divulgation de la dénomination chimique générique

16. Le fournisseur qui, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, est soustrait à la divulgation, sur une fiche signalétique ou une étiquette, de la dénomination chimique d'un produit contrôlé ou d'un ingrédient d'un tel produit, doit divulguer sur la fiche ou l'étiquette la dénomination chimique générique du produit ou de l'ingrédient avec le degré de précision qui est compatible avec la dérogation.

Ingredient Disclosure List

Liste de divulgation des ingrédients

Ingredient Disclosure List

17. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order,

(*a*) establish a list, to be known as the Ingredient Disclosure List, of products, materials and substances, any of which may be an ingredient of a controlled product; and

(*b*) specify, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a concentration

Établissement

17. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) établir une liste, dénommée «liste de divulgation des ingrédients», des produits, matières et substances susceptibles de constituer un ingrédient d'un produit contrôlé;

b) spécifier, pour l'application des alinéas 13*a*) et 14*a*), la concentration de

for each product, material or substance included on the list.

(2) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List

(a) by adding thereto any product, material or substance,

(b) by specifying, for the purposes of paragraphs 14(a) and 14(a), a concentration for each product, material or substance added thereto pursuant to paragraph (a), and

(c) by substituting a concentration for a concentration specified for any product, material or substance included thereon.

(3) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List by deleting therefrom any product, material or substance, and the concentration specified for that product, material or substance, if the Governor in Council is satisfied that the inclusion of the product, material or substance on the Ingredient Disclosure List is no longer necessary.

(4) The Governor in Council shall, in making any order pursuant to subsection (1), (2) or (3), be guided by the health and safety criteria for hygienical disclosure established by the Minister after consultation by the Minister with the government of each province and with such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate.

Amendments to Schedule II

18. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend Schedule II.

(2) The Minister shall cause a copy of each order made pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the order is made.

Additions to Schedule II

Deletions

Publication of notice

Modification de l'annexe II

Dépôt des décrets

chaque produit, matière ou substance inscrite sur la liste.

(2) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par :

a) adjonction d'un produit, d'une matière ou d'une substance;

b) spécification, pour l'application des alinéas 13a) et 14a), d'une concentration pour chaque produit, matière ou substance qui y est ajoutée en application de l'alinéa a);

c) substitution à une concentration spécifiée pour un produit, une matière ou une substance, d'une autre concentration.

(3) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par radiation d'un produit, d'une matière ou d'une substance, ainsi que la concentration spécifiée pour ce produit, cette matière ou cette substance, s'il est convaincu que leur inscription n'est plus nécessaire.

(4) Le gouverneur en conseil prend les décrets d'application des paragraphes (1), (2) ou (3) en se fondant sur des critères de santé et de sécurité pour la divulgation des ingrédients établis par le ministre après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province et des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués.

Modification de l'annexe II

18. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe II.

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire de chaque décret d'application du paragraphe (1) devant chacune chambre du Parlement en cours de ses quinze premiers jours de séance suivant la prise du décret.

for each product, material or substance included on the list.

Additions, etc.

(2) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List

(*a*) by adding thereto any product, material or substance;

(*b*) by specifying, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a concentration for each product, material or substance added thereto pursuant to paragraph (*a*); and

(*c*) by substituting a concentration for a concentration specified for any product, material or substance included thereon.

Deletions

(3) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List by deleting therefrom any product, material or substance, and the concentration specified for that product, material or substance, if the Governor in Council is satisfied that the inclusion of the product, material or substance on the Ingredient Disclosure List is no longer necessary.

Criteria

(4) The Governor in Council shall, in making any order pursuant to subsection (1), (2) or (3), be guided by the health and safety criteria for ingredient disclosure established by the Minister after consultation by the Minister with the government of each province and with such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate.

Amendments to Schedule II

Amendments to Schedule II

18. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend Schedule II.

Tabling of orders

(2) The Minister shall cause a copy of each order made pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the order is made.

chaque produit, matière ou substance inscrite sur la liste.

Adjonctions

(2) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par :

a) adjonction d'un produit, d'une matière ou d'une substance;

b) spécification, pour l'application des alinéas 13*a*) et 14*a*), d'une concentration pour chaque produit, matière ou substance qui y est ajoutée en application de l'alinéa *a*);

c) substitution, à une concentration spécifiée pour un produit, une matière ou une substance, d'une autre concentration.

Radiation

(3) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par radiation d'un produit, d'une matière ou d'une substance, ainsi que la concentration spécifiée pour ce produit, cette matière ou cette substance, s'il est convaincu que leur inscription n'est plus nécessaire.

Critères

(4) Le gouverneur en conseil prend les décrets d'application des paragraphes (1), (2) ou (3) en se fondant sur des critères de santé et de sécurité pour la divulgation des ingrédients établis par le ministre après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province et des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués.

Modification de l'annexe II

Modification de l'annexe II

18. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe II.

Dépôt des décrets

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire de chaque décret d'application du paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement au cours de ses quinze premiers jours de séance suivant la prise du décret.

Revocation of order by resolution

(3) If both Houses of Parliament resolve that an order or any part of an order made pursuant to subsection (1) should be revoked, the order or that part thereof is thereupon revoked.

Consultation

Consultation

19. A regulation under subsection 15(1) or an order under section 17 or 18 may be made by the Governor in Council only on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the government of each province and with such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate.

Disclosure

Minister's request for disclosure

20. (1) Where the Minister has reason to believe that a product, material or substance is a product, material or substance that may be included in a class listed in Schedule II by a regulation made pursuant to paragraph 15(1)(*a*), the Minister may, by registered mail, send a written notice to any person who is engaged in the business of manufacturing, processing, importing, packaging or selling the product, material or substance requesting the disclosure of information relating to the formula, composition, chemical ingredients or hazardous properties of the product, material or substance and such other information as the Minister deems necessary for the purpose of determining whether the product, material or substance is or may be a danger to the health or safety of any person who may handle it in a work place or be exposed to it in a work place.

Disclosure

(2) Every person to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the Minister, in the manner and within the period specified by the Minister in the notice, any information described in subsection (1) that is requested in the notice and is in the possession of the person.

(3) Le décret est annulé, en tout ou en partie, sur résolution en ce sens des deux chambres du Parlement. Annulation

Consultation

19. La prise des règlements d'application du paragraphe 15(1) et des décrets d'application des articles 17 ou 18 par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre est subordonnée à la consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province et des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués. Consultation

Divulgation

20. (1) S'il est fondé à croire qu'un produit, une matière ou une substance peut être inscrite dans une catégorie de l'annexe II par règlement d'application de l'alinéa 15(1)*a*), le ministre peut demander, par avis écrit expédié par courrier recommandé, à une personne qui s'adonne à la fabrication, au traitement, à l'importation, à l'emballage ou à la vente de ce produit, cette matière ou cette substance, la divulgation de renseignements relatifs à la formule, à la composition, aux ingrédients chimiques ou aux propriétés dangereuses de ce produit, cette matière ou cette substance ainsi que les autres renseignements que le ministre estime nécessaires afin de déterminer si ce produit, cette matière ou cette substance présente ou est susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque peut la manipuler dans un lieu de travail ou y être exposé. Demande du ministre

(2) Le destinataire de l'avis prévu au paragraphe (1) est tenu de divulguer au ministre, et selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées, tous les renseignements mentionnés à ce paragraphe qui sont en la possession du destinataire et qu'exige l'avis. Obligation de divulgation

(3) Subject to subsection (4), information received by the Minister from a person pursuant to subsection (1) is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 15.

(4) The Minister shall not, when consulting with the government of a province or an organization of workers, organization of employers or operation of public premises in section 15, for the purposes of section 15, disclose the name of any person from whom the Minister has received information pursuant to subsection (1) or any of such information that is specified, in writing, by the person as being confidential.

PART III

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Inspectors and Analysts

Inspectors and analysts

21. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

Certificate of designation

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation and, on entering any place pursuant to subsection 22(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge thereof.

Search, Seizure and Forfeiture

Powers of inspectors

22. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place where the inspector believes on reasonable grounds any hazardous product is manufactured, prepared, preserved, processed, packaged or stored for sale, processed or packaged and

(a) examine any product, material or substance that the inspector believes on

Information privileged

(3) Subject to subsection (4), information received by the Minister from a person pursuant to subsection (1) is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 15.

Idem

(4) The Minister shall not, when consulting with the government of a province or an organization of workers, organization of employers or organization of suppliers pursuant to section 19, for the purposes of section 15, disclose the name of any person from whom the Minister has received information pursuant to subsection (1) or any of such information that is specified, in writing, by the person as being confidential.

Renseignements protégés

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les renseignements que le ministre reçoit d'une personne en application du paragraphe (1) sont protégés et, par dérogation à la *Loi sur l'accès à l'information* ou à toute autre règle de droit, ne peuvent être divulgués à d'autres personnes que dans la mesure nécessaire à l'exécution et au contrôle d'application du présent article ou pour l'application de l'article 15.

Idem

(4) Le ministre ne peut, lors des consultations visées à l'article 19 pour l'application de l'article 15, divulguer le nom de la personne de qui il a reçu les renseignements en application du paragraphe (1) et les autres renseignements que cette personne désigne par écrit comme étant confidentiels.

PART III

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Inspectors and Analysts

Inspectors and analysts

21. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

Certificate to be produced

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation and, on entering any place pursuant to subsection 22(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge thereof.

Search, Seizure and Forfeiture

Powers of inspectors

22. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place where the inspector believes on reasonable grounds any hazardous product is manufactured, prepared, preserved, processed, packaged, sold or stored for sale, processing or packaging and

(*a*) examine any product, material or substance that the inspector believes on

PARTIE III

EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Inspecteurs et analystes

Désignation

21. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur ou d'analyste, toute personne qu'il estime qualifiée.

Production du certificat

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu visé au paragraphe 22(1).

Fouille, saisie et confiscation

Pouvoirs des inspecteurs

22. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, procéder à la visite de tout lieu s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'un produit dangereux y est fabriqué, préparé, conservé, emballé, traité, vendu ou stocké en vue de la vente, du traitement ou de l'emballage et :

a) examiner tout produit, toute matière ou toute substance qu'il croit, en se fon-

reasonable grounds is a hazardous product and take samples thereof, and examine any other thing that the inspector believes on reasonable grounds is used or is capable of being used for the manufacture, preparation, preservation, processing, packaging, sale or storage of a hazardous product;

(*b*) open and examine any receptacle or package that the inspector believes on reasonable grounds contains any hazardous product;

(*c*) examine any books, records or other documents that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies thereof or of any portion thereof;

(*d*) where the inspector believes on reasonable grounds that any computer system on the premises contains data relevant to the enforcement of this Act or that such data is available to the computer system, use the computer system or cause it to be used to search any data contained in or available to the computer system, reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output and seize the printout or other output for examination or copying; and

(*e*) seize any product, material or substance, or any labelling, advertising material or other thing, by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds any provision of this Act or of any regulation made under this Act has been contravened or has not been complied with.

Assistance to inspectors

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection (1) and every person found therein shall give the inspector such assistance and furnish the inspector with such information as the inspector may, for the purpose of exercising the powers referred to in paragraphs (1)(*a*) to (*e*), reasonably require them to give or furnish.

dant sur des motifs raisonnables, être un produit dangereux, et en prélever des échantillons, et examiner tout objet qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, servir ou pouvoir servir à la fabrication, à la préparation, à la conservation, au traitement, à l'emballage, à la vente ou au stockage d'un produit dangereux;

b) ouvrir et examiner tout récipient ou emballage qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, contenir un produit dangereux;

c) examiner les livres, registres et autres documents qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, contenir des renseignements utiles à l'application de la présente loi et reproduire ces documents en tout ou en partie;

d) si l'inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'un ordinateur se trouvant dans le lieu en question contient des données utiles pour le contrôle d'application de la présente loi ou que ces données peuvent être fournies à l'ordinateur, utiliser ou faire utiliser cet ordinateur dans le but de faire la recherche de ces données, à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou d'une autre sortie de données intelligible et saisir cet imprimé ou cette sortie de données pour les examiner ou en prendre copie;

e) saisir tout objet, notamment produit, matière, substance ou article d'étiquetage ou de publicité qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, avoir servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou à un défaut d'observation de ceux-ci.

Assistance à l'inspecteur

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger dans le cadre de l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les alinéas (1)*a*) à *e*).

Certain information privileged

(3) All information that, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, a supplier is exempt from disclosing under paragraph 13(*a*) or (*b*) or 14(*a*) or (*b*) and that is obtained by an inspector who is admitted to any place pursuant to the powers conferred on an inspector by subsection (1) is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except for the purposes of the administration and enforcement of this Act.

Protection de certains renseignements

(3) Tous les renseignements pour lesquels le fournisseur est soustrait, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, à la divulgation prévue aux alinéas 13*a*) ou *b*) ou 14*a*) ou *b*), qui sont obtenus par l'inspecteur lors de la visite d'un lieu en application du paragraphe (1) sont protégés et ne peuvent, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, être divulgés à une autre personne, sauf pour l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi.

Obstruction

23. (1) No person shall obstruct, or knowingly make any false or misleading statement either orally or in writing to, an inspector while the inspector is engaged in carrying out any duties or functions under this Act or any regulation made under this Act.

Entrave et fausses déclarations

23. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi et ses règlements, ou de lui faire en connaissance de cause, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

Interference

(2) Except with the authority of an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized under this Act by an inspector.

Interdiction

(2) Il est interdit, sans autorisation de l'inspecteur, de déplacer les objets saisis par celui-ci en application de la présente loi, ou d'en modifier l'état de quelque manière que ce soit.

Storage and removal

24. Any thing seized under this Act may at the option of an inspector be kept or stored in the building or place where it was seized or be removed to any other proper place by or at the direction of an inspector.

Entreposage

24. Les objets saisis en application de la présente loi peuvent être, au choix d'un inspecteur, gardés ou entreposés sur les lieux de la saisie ou être transférés dans un lieu approprié par un inspecteur ou sur son ordre.

Application for restoration

25. (1) Where any product, material, substance or other thing has been seized under this Act, any person may, within two months after the date of the seizure, on prior notice having been given in accordance with subsection (2) to the Minister by registered mail addressed to the Minister at Ottawa, apply to a provincial court judge within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order of restoration under subsection (3).

Demande de restitution

25. (1) Toute personne peut, dans les deux mois suivant la date de saisie et après avoir adressé au ministre, à Ottawa, par courrier recommandé, le préavis mentionné au paragraphe (2), demander à un juge de la cour provinciale dans le ressort duquel la saisie a été faite de rendre l'ordonnance de restitution de tout objet saisi prévue au paragraphe (3).

Notice to Minister

(2) The notice referred to in subsection (1) shall be mailed at least fifteen clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial court judge and shall specify

(*a*) the provincial court judge to whom the application is to be made;

Avis au ministre

(2) Le préavis au ministre doit être mis à la poste au moins quinze jours francs avant la date de présentation de la demande à un juge d'une cour provinciale et préciser :

a) le nom du juge de la cour provinciale à qui la demande sera faite;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the product, material, substance or other thing in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the evidence on which the applicant intends to rely to establish that the applicant is entitled to possession of the thing in respect of which the application is to be made.

b) les date, heure et lieu de présentation de la demande;

c) l'objet saisi qui fera l'objet de la demande;

d) les éléments de preuve sur lesquels le demandeur entend fonder son droit à la possession de l'objet.

Order of immediate restoration

(3) Subject to section 26, where, on the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is satisfied

(*a*) that the applicant is entitled to possession of the product, material, substance or other thing seized, and

(*b*) that the thing seized is not and will not be required as evidence in any proceedings in respect of an offence under section 28,

the judge shall order that the thing seized be restored forthwith to the applicant.

Ordonnance de restitution immédiate

(3) Sous réserve de l'article 26, le juge de la cour provinciale saisi de la demande prévue au paragraphe (1) ordonne la restitution immédiate si, après audition de la demande, il est convaincu :

a) d'une part, que le demandeur a droit à la possession de l'objet saisi;

b) d'autre part, que l'objet saisi ne sert pas ou ne servira pas de preuve dans une procédure relative à une infraction prévue à l'article 28.

Order of later restoration

(4) Subject to section 26, where, on the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is satisfied that the applicant is entitled to possession of the thing seized but is not satisfied as to the matters mentioned in paragraph (3)(*b*), the judge shall order that the thing seized be restored to the applicant

(*a*) on the expiration of four months after the date of the seizure if no proceedings in respect of an offence under section 28 have been commenced before that time; or

(*b*) on the final conclusion of any such proceedings in any other case.

Restitution différée

(4) Sous réserve de l'article 26, le juge de la cour provinciale saisi de la demande prévue au paragraphe (1) qui est convaincu du droit du demandeur à la possession de l'objet saisi sans avoir la conviction visée à l'alinéa (3)*b*) ordonne que l'objet soit restitué au demandeur :

a) dès l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de saisie, sauf introduction, dans ce délai, d'une poursuite visant une infraction prévue à l'article 28;

b) dès que la poursuite est définitivement tranchée, dans les autres cas.

Where no application made

(5) Where no application has been made under subsection (1) for the restoration of any product, material, substance or other thing seized under this Act within two months after the date of the seizure, or an application therefor has been made but on the hearing thereof no order of restoration is made, the thing so seized shall be delivered to the Minister who may make such

Absence de restitution

(5) Si aucune demande de restitution prévue au paragraphe (1) n'est faite dans les deux mois qui suivent la date de saisie, ou si la demande qui est faite n'est pas, après audition, suivie d'une ordonnance de restitution, l'objet saisi est remis au ministre, qui peut en disposer comme il l'entend.

disposition thereof as the Minister thinks fit.

Forfeiture of hazardous product

26. (1) Where a person has been convicted of an offence under section 28, any hazardous product seized under this Act by means of or in respect of which the offence was committed is forfeited to Her Majesty and shall be disposed of as the Minister directs.

Destruction with consent

(2) Where an inspector has seized a hazardous product under this Act and the owner thereof or the person in whose possession the product was at the time of seizure consents in writing to its destruction, the hazardous product is thereupon forfeited to Her Majesty and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister directs.

Regulations

Regulations

27. The Governor in Council may make regulations

(*a*) respecting the powers and duties of inspectors and analysts and the taking of samples and the seizure, detention, forfeiture and disposition of products, materials, substances and other things; and

(*b*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Offence, Punishment and Procedure

Offence

28. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or of any regulation made under this Act is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

Officers, etc., of corporations

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who

26. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur de toute infraction prévue à l'article 28, le produit dangereux saisi en application de la présente loi et qui a servi ou donné lieu à l'infraction est confisqué au profit de Sa Majesté; il en est disposé conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

(2) Le propriétaire ou le dernier possesseur du produit dangereux saisi en application de la présente loi peut consentir par écrit à la destruction de ce produit. Le produit dangereux est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il en est disposé conformément aux instructions du ministre.

Destruction avec consentement

Règlements

Règlements

27. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) définir les pouvoirs et fonctions des inspecteurs et des analystes, régir le prélèvement des échantillons et la saisie de produits, matières, substances ou d'autres objets, ainsi que leur rétention et confiscation et la façon de les aliéner;

b) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Infractions, peines et procédure

Infractions

28. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi ou de ses règlements d'application est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Dirigeants des personnes morales

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction prévue au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants,

directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Limitation period

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under paragraph (1)(*a*) may be instituted at any time within but not later than twelve months after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Prescription

(3) Les poursuites visant une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire en application de l'alinéa (1)*a*) se prescrivent par douze mois à compter de sa perpétration.

Exception, etc., need not be mentioned

29. (1) No exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law is required to be set out or negatived, as the case may be, in an information or indictment for an offence under section 28 of this Act or under section 421, 422 or 423 of the *Criminal Code* in respect of an offence under section 28.

Mention d'une exception, etc.

29. (1) Dans les poursuites visant une infraction prévue à l'article 28 de la présente loi, ou engagées sous le régime des articles 421, 422 ou 423 du *Code criminel* et relatives à telle infraction, il n'est pas nécessaire que soit énoncée ou niée, selon le cas, une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

Burden of proof

(2) In any prosecution for an offence mentioned in subsection (1), the burden of proving that an exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law operates in favour of the accused is on the accused and the prosecutor is not required, except by way of rebuttal, to prove that the exception, exemption, excuse or qualification does not operate in favour of the accused, whether or not it is set out in the information or indictment.

Fardeau de la preuve

(2) Dans les poursuites visant une infraction prévue au paragraphe (1), il incombe à l'accusé de prouver qu'une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, joue en sa faveur; quant au poursuivant, il n'est pas tenu, si ce n'est à titre de réfutation, de prouver que l'exception, l'exemption, l'excuse ou la réserve ne joue pas en faveur de l'accusé, qu'elle soit ou non énoncée dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

Certificate of analyst

30. (1) Subject to this section, a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined a product, material or substance and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence mentioned in subsection 29(1) and in the absence of any evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Certificat de l'analyste

30. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat d'un analyste où il est déclaré que celui-ci a étudié tel produit, telle matière ou telle substance et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant une infraction prévue au paragraphe 29(1) et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the

Présence de l'analyste

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

Notice

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

Trial of offence

31. A complaint or information in respect of an offence under section 28 may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a justice if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or justice, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction."

2. (1) The schedule to the said Act is renumbered as Schedule I.

(2) The said Act is further amended by adding thereto the schedule set out in the schedule to this Act.

Préavis

(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Tribunal compétent

31. Le juge de la cour provinciale ou le juge de paix dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à l'article 28, indépendamment du lieu de perpétration.»

2. (1) L'annexe de la même loi devient l'annexe I.

(2) La même loi est modifiée par adjonction de l'annexe qui figure à l'annexe de la présente loi.

PART II

CANADA LABOUR CODE

R.S., c. L-1; c. 22 (1st Supp); c. 17 (2nd Supp); 1972, c. 18; 1974-75-76, c. 66; 1976-77, cc. 28, 33, 54; 1977-78, c. 27; 1980-81-82-83, cc. 47, 89, 121; 1984, cc. 39, 40; 1986, c. 40

3. (1) Subsection 79(1) of the *Canada Labour Code* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

"hazardous substance" *«substance hasardeuse»*

" "hazardous substance" means any hazardous substance other than a controlled product;"

1984, c. 39, s. 17

(2) Subsection 79(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

"(2) In this Part, the expressions "controlled product", "hazard symbol"

PARTIE II

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

S.R., ch. L-1; ch. 22 (1er suppl.); ch. 17 (2e suppl.); 1972, ch. 18; 1974-75-76, ch. 66; 1976-77, ch. 28, 33, 54; 1977-78, ch. 27; 1980-81-82-83, ch. 47, 89, 121; 1984, ch. 39, 40; 1986, ch. 40

3. (1) Le paragraphe 79(1) du *Code canadien du travail* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«substance hasardeuse» *"hazardous substance"*

«substance hasardeuse» Substance hasardeuse, à l'exclusion d'un produit contrôlé.»

(2) Le paragraphe 79(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

«(2) Dans la présente partie, les termes «produit contrôlé», «liste de divulgation des

Clause 2: (1) This amendment would renumber the present schedule as Schedule I.

(2) This amendment would add a new Schedule II.

Article 2, (1). — Renumérotation de l'annexe actuelle.

(2). — Adjonction d'une nouvelle annexe II.

Canada Labour Code

Clause 3: (1) New. This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 1.

Code canadien du travail

Article 3, (1). — Nouveau. Découle de la modification prévue par l'article 1.

(2) This amendment, which is consequential on the amendment proposed by clause 1, would add a new subsection (2) and would renumber and amend the present subsection (2) in consequence thereof.

Subsection 79(2) at present reads as follows:

"(2) All other words and expressions have the same meanings as in Part V."

(2). — Adjonction des passages soulignés ou marqués d'un trait vertical. Découle de la modification prévue par l'article 2.

Texte actuel du paragraphe 79(2) :

«(2) Les autres mots et expressions s'entendent au sens de la Partie V.»

"Ingredient Disclosure List", "label" and "material safety data sheet" have the same meaning as in the *Hazardous Products Act*.

ingrédients», «étiquette», «signal de danger» et «fiche signalétique» s'entendent au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.

Idem

(3) Except where otherwise provided in this Part, all other words and expressions have the same meaning as in Part V."

(3) Sauf indication contraire dans la présente partie, les autres mots et expressions s'entendent au sens de la partie V.»

Idem

1984, c. 39, s. 20

4. Paragraphs 82(*l*) and (*m*) of the said Act are repealed.

4. Les alinéas 82*l*) et *m*) de la même loi sont abrogés.

1984, ch. 39, art. 20

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 82 thereof, the following sections:

5. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 82, de ce qui suit :

Idem

"**82.1** Without restricting the generality of section 81 or limiting the duties of an employer under section 82 but subject to such exceptions as may be prescribed, every employer shall, in respect of every work place controlled by him,

(*a*) ensure that concentrations of chemical, biological and physical agents in the work place are controlled in accordance with prescribed standards;

(*b*) ensure that all hazardous substances and controlled products in the work place are stored and handled in the manner prescribed;

(*c*) ensure that all hazardous substances in the work place are identified in the manner prescribed;

(*d*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, ensure that each controlled product in the work place or each container in the work place in which a controlled product is contained has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it, in the manner prescribed, all applicable prescribed hazard symbols; and

(*e*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, make available, in the manner prescribed, to each of his employees a material safety data sheet with respect to each controlled product in the work place that discloses the following information, namely,

(i) where the controlled product is a pure substance, the chemical identity

Idem

«**82.1** Sans préjudice de la portée générale de l'article 81 ni limitation des obligations de l'employeur prévues à l'article 82, mais sous réserve des exceptions qui peuvent être prévues par règlement, tout employeur, en ce qui concerne tout lieu de travail qu'il contrôle :

a) veille à ce que les concentrations des agents chimiques, biologiques et physiques présents dans le lieu de travail soient contrôlées conformément aux normes réglementaires;

b) veille à ce que les substances hasardeuses et les produits contrôlés se trouvant dans un lieu de travail soient entreposés et manipulés conformément aux règlements;

c) veille à ce que les substances hasardeuses se trouvant dans un lieu de travail soient identifiées conformément aux règlements;

d) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, veille à ce que les produits contrôlés, ou les contenants d'emballage de ces produits, se trouvant dans un lieu de travail soient étiquetés de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents;

e) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, met à la disposition de chacun de ses employés, conformément aux règlements, une fiche signalétique qui divulgue, pour chaque produit con-

Clause 4: The relevant portion of section 82 at present reads as follows:

"**82.** Without restricting the generality of section 81, every employer shall, in respect of every work place controlled by him,

...

(*l*) ensure that concentrations of chemical, biological and physical agents in the work place are controlled in accordance with prescribed standards;

(*m*) ensure that all hazardous substances are stored, handled and identified in the manner prescribed;"

Clause 5: New. This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 1.

Article 4. — Texte actuel des passages visés de l'article 82 :

«**82.** Tout employeur, en ce qui concerne tout lieu de travail qu'il contrôle, notamment :

...

l) veille à ce que les concentrations d'agents chimiques, biologiques et physiques présents dans le lieu de travail soient contrôlés conformément aux normes réglementaires;

m) veille à ce que toutes les substances hasardeuses soient entreposées, manupulées et identifiées de la manière réglementaire;»

Article 5. — Nouveau. Découle des modifications prévues par les articles 1 à 4.

of the controlled product and, where the controlled product is not a pure substance, the chemical identity of any ingredient thereof that is a controlled product and the concentration of that ingredient,

(ii) where the controlled product contains an ingredient that is included in the Ingredient Disclosure List and the ingredient is in a concentration that is equal to or greater than the concentration specified in the Ingredient Disclosure List for that ingredient, the chemical identity and concentration of that ingredient,

(iii) the chemical identity of any ingredient thereof that the employer has reasonable grounds to believe may be harmful to an employee and the concentration of that ingredient,

(iv) the chemical identity of any ingredient thereof the toxicological properties of which are not known to the employer and the concentration of that ingredient, and

(v) such other information with respect to the controlled product as may be prescribed.

Employer shall provide information in emergency

82.2 (1) An employer shall, in respect of any controlled product in a work place controlled by him, provide, as soon as is practicable in the circumstances, any information referred to in paragraph 82.1(*e*) that is in the possession of the employer to any physician or other prescribed medical professional who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, an employee in an emergency.

Information to be kept confidential

(2) Any physician or other prescribed medical professional to whom information is provided by an employer pursuant to subsection (1) shall keep confidential any information specified by the employer as being confidential except for the purpose for which it is provided."

trôlé se trouvant dans le lieu de travail, les renseignements suivants :

(i) la dénomination chimique des produits contrôlés qui sont une substance pure ou la dénomination chimique d'un ingrédient qui est un produit contrôlé et qui n'est pas une substance pure,

(ii) la dénomination chimique d'un ingrédient d'un produit contrôlé, inscrit sur la liste de divulgation des ingrédients, si cette concentration est égale ou supérieure à celle qui est inscrite sur cette liste pour cet ingrédient,

(iii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient que l'employeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, nocif pour un employé,

(iv) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient dont les propriétés toxicologiques ne sont pas connues de l'employeur,

(v) les autres renseignements, prévus par règlement, relatifs au produit contrôlé.

Obligation de l'employeur

82.2 (1) L'employeur est tenu, en ce qui concerne un produit contrôlé se trouvant dans un lieu de travail qu'il contrôle, de fournir, aussitôt que possible selon les circonstances, les renseignements visés à l'alinéa 82.1*e*) qu'il possède sur ce produit au professionnel de la santé désigné par règlement, notamment au médecin, qui lui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'un employé qui se trouve dans une situation d'urgence, ou afin de traiter celui-ci.

Protection des renseignements

(2) Le professionnel de la santé désigné par règlement, notamment le médecin, à qui l'employeur fournit des renseignements conformément au paragraphe (1) est tenu de tenir confidentiels ceux que l'employeur désigne comme tels, sauf en ce qui concerne les fins pour lesquelles ils sont communiqués.»

1984, c. 39, s. 20

6. Subsection 101(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Information confidential

"(2) Subject to subsection (2.1), no safety officer who is admitted to any work place pursuant to the powers conferred on a safety officer by section 98 or person accompanying a safety officer therein shall disclose to any person any information obtained by him therein with regard to any secret process or trade secret except for the purposes of this Part or as required by law.

Idem

(2.1) All information that, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, an employer is exempt from disclosing under paragraph 82.1(*d*) or (*e*) or under paragraph 13(*a*) or (*b*) or 14(*a*) or (*b*) of the *Hazardous Products Act* and that is obtained in a work place controlled by the employer by a safety officer who is admitted to the work place pursuant to the powers conferred on a safety officer by section 98 or by a person accompanying a safety officer therein is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except for the purposes of this Part."

7. (1) Section 105 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Idem

"(3.1) Every person who contravenes paragraph 82.1(*c*), (*d*) or (*e*) or subsection 82.2(1) or (2) or 101(2.1) is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both."

1984, c. 39, s. 20

(2) Paragraphs 105(6)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

6. Le paragraphe 101(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 39, art. 20

Caractère confidentiel des renseignements

«(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), aucun agent de sécurité admis dans un lieu de travail en se fondant sur les pouvoirs que l'article 98 lui confère, ni aucune personne qui l'accompagne, ne peut divulguer à quiconque les renseignements qu'il y a obtenus au sujet d'un secret de fabrication ou de commerce, sauf pour l'application de la présente partie ou selon que l'exige la loi.

Idem

(2.1) Les renseignements pour lesquels l'employeur est soustrait, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, à la divulgation prévue aux alinéas 82.1*d*) ou *e*) de la présente loi ou aux alinéas 13*a*) ou *b*) ou 14*a*) ou *b*) de la *Loi sur les produits dangereux*, qui sont obtenus sous le régime de l'article 98 par l'agent de sécurité, ou une personne qui l'accompagne, dans un lieu de travail contrôlé par l'employeur sont protégés et ne peuvent, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, être divulgués à quiconque, sauf pour l'application de la présente partie.»

7. (1) L'article 105 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Idem

«(3.1) Quiconque contrevient à l'alinéa 82.1*c*), *d*) ou *e*) ou aux paragraphes 82.2(1), (2) ou 101(2.1) est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.»

1984, ch. 39, art. 20

(2) Les alinéas 105(6)*d*) et *e*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Clause 6: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 1.

Subsection 101(2) at present reads as follows:

"(2) No safety officer or person referred to in subsection (1) who is admitted into any work place pursuant to the powers conferred on a safety officer by section 98 shall disclose to any person any information obtained by him therein with regard to any process or trade secret except for the purposes of this Part or as required by law."

Article 6. — Découle de la modification prévue par l'article 1.

Texte actuel du paragraphe 101(2) :

«(2) Aucun agent de sécurité, ni aucune personne visée au paragraphe (1), admis dans un lieu de travail en se fondant sur les pouvoirs que l'article 98 confère à l'agent de sécurité, ne révèle à qui que ce soit un renseignement qu'ils y ont obtenu au sujet d'un secret de fabrication ou de commerce, sauf pour l'application de la présente Partie ou selon que l'exige la loi.»

Clause 7: (1) New. This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 1.

Article 7(1). — Nouveau. Découle de la modification prévue par l'article 1.

(2) This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 5.

Subsection 105(6) at present reads as follows:

(2). — Découle de la modification prévue par l'article 5.

Texte actuel du paragraphe 105(6) :

"(*d*) subsection 82.2(1), 82.2(2), 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(2.1), 101(3), 101(4) or 105.7(1), or

(*e*) section 81, 82.1, 99 or 100,"

«*d*) au paragraphe 82.2(1), 82.2(2), 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(2.1), 101(3), 101(4) ou 105.7(1),

e) à l'article 81, 82.1, 99 ou 100,»

1984, c. 39, s. 20

8. Subsection 105.6(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. Le paragraphe 105.6(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1984, ch. 39, art. 20

Imprisonment precluded in certain cases

"**105.6** (1) Where a person is convicted of an offence under this Part on proceedings by way of summary conviction and the only punishment provided for the offence under this Part is a fine, no imprisonment may be imposed as punishment for the offence or in default of payment of any fine imposed as punishment."

«**105.6** (1) Il ne peut être imposé de peine d'emprisonnement à une personne reconnue coupable d'une infraction prévue à la présente partie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou pour défaut de paiement d'une amende imposée pour telle infraction, si la seule peine prévue pour celle-ci est une amende.» Exclusion de l'emprisonnement

PART III

HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW ACT

Short Title

Short title

9. This Part may be cited as the *Hazardous Materials Information Review Act*.

PARTIE III

LOI SUR LE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES

Titre abrégé

9. Titre abrégé de la présente partie : *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*. Titre abrégé

Interpretation

Definitions

10. (1) In this Part,

"affected party" «*partie touchée*»

"affected party", in respect of any provision of this Part, has the meaning assigned by regulation;

"Chief Appeals Officer" «*directeur de la Section d'appel*»

"Chief Appeals Officer" means the Chief Appeals Officer appointed pursuant to section 38;

"Chief Screening Officer" «*directeur de la Section de contrôle*»

"Chief Screening Officer" means the Chief Screening Officer appointed pursuant to section 38;

"Commission" «*Conseil*»

"Commission" means the Hazardous Materials Information Review Commission established by subsection 28(1);

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*;

Définitions

10. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie. Définitions

«agent de contrôle» Personne nommée à ce titre en vertu de l'article 38. «agent de contrôle» "*screening officer*"

«Conseil» Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses constitué par le paragraphe 28(1). «Conseil» "*Commission*"

«directeur de la Section d'appel» Le directeur de la Section d'appel nommé en application de l'article 38. «directeur de la Section d'appel» "*Chief Appeals Officer*"

«directeur de la Section de contrôle» Le directeur de la Section de contrôle nommé en application de l'article 38. «directeur de la Section de contrôle» "*Chief Screening Officer*"

«directeur général» Le directeur général du Conseil. «directeur général» "*President*"

"(6) On a prosecution of a person for a contravention of subsection (4) or

(*a*) paragraph 82(*q*), (*r*), (*s*), (*t*), (*u*), (*v*) or (*w*),

(*b*) paragraph 83(1)(*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*h*) or (*i*),

(*c*) paragraph 104(*b*),

(*d*) subsection 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(3), 101(4) or 105.7(1), or

(*e*) section 81, 99 or 100,

it shall be a defence for the person to prove that he exercised due care and diligence to avoid the contravention."

Clause 8: This amendment is consequential on the amendment proposed by subclause 7(1).

Subsection 105.6(1) at present reads as follows:

"**105.6** ro(1) Where a person is convicted of an offence under this Part punishable on summary conviction, no imprisonment may be imposed as punishment for the offence or in default of payment of any fine imposed as punishment."

«(6) Lors de la poursuite d'une personne pour infraction au paragraphe (4) ou :

a) à l'alinéa 82*q*), *r*), *s*), *t*), *u*), *v*) ou *w*),

b) à l'alinéa 83(1)*c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*) ou *i*),

c) à l'alinéa 104*b*),

d) au paragraphe 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(3), 101(4), 105.7(1),

e) à l'article 81, 99 ou 100,

la personne peut opposer en défense la preuve qu'elle a pris des précautions nécessaires pour éviter l'infraction.»

Article 8. — Découle de la modification proposée par le paragraphe 7(1).

Texte actuel du paragraphe 105.6(1) :

«**105.6** ro(1) Il ne peut être imposé de peine d'emprisonnement pour une infraction prévue à la présente Partie et punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou pour défaut de paiement d'une amende imposée pour telle infraction.»

"employer" «*employeur*»
"employer" has the same meaning as in Part IV of the *Canada Labour Code*;

"material safety data sheet" «*fiche signalétique*»
"material safety data sheet" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*;

"Minister" «*ministre*»
"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs;

"prescribed" *Version anglaise seulement*
"prescribed" means prescribed by regulation;

"President" «*directeur général*»
"President" means the President of the Commission;

"regulation" «*règlement*»
"regulation" means a regulation made pursuant to section 48;

"rule" «*règle*»
"rule" means a rule made pursuant to section 47;

"screening officer" «*agent de contrôle*»
"screening officer" means a screening officer appointed pursuant to section 38;

"supplier" «*fournisseur*»
"supplier" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*.

Meaning of "provisions of the *Hazardous Products Act*"
(2) In this Part, "provisions of the *Hazardous Products Act*" means the provisions of Part II of that Act or the regulations made under that Part but does not include the provisions of any regulation made pursuant to paragraph 15(1)(*j*) of that Act.

Meaning of "provisions of the *Canada Labour Code*"
(3) In this Part, "provisions of the *Canada Labour Code*" means the provisions of Part IV of that Act or the regulations made under that Part but does not include the provisions of section 82.2 of that Act or any regulation made pursuant to section 106 of that Act for the purposes of section 82.2 of that Act.

Review of Confidential Business Information

Claim for exemption by supplier
11. (1) Any supplier who is required, either directly or indirectly, pursuant to the provisions of the *Hazardous Products Act*, to disclose

(*a*) the chemical identity or concentration of any ingredient of a controlled product, or

«employeur» S'entend au sens de la partie IV du *Code canadien du travail*.
«employeur» "*employer*"

«fiche signalétique» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«fiche signalétique» "*material safety data sheet*"

«fournisseur» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«fournisseur» "*supplier*"

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations.
«ministre» "*Minister*"

«partie touchée» S'entend au sens des règlements.
«partie touchée» "*affected party*"

«produit contrôlé» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«produit contrôlé» "*controlled product*"

«règle» Règle établie en vertu de l'article 47.
«règle» "*rule*"

«règlement» Règlement d'application de l'article 48.
«règlement» "*regulation*"

Dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*
(2) Dans la présente partie, on entend par «dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*» les dispositions de la partie II de cette loi ou les règlements d'application de celle-ci, à l'exclusion des règlements d'application de l'alinéa 15(1)*j*) de cette loi.

Dispositions du *Code canadien du travail*
(3) Dans la présente partie, ou entend par «dispositions du *Code canadien du travail*» les dispositions de la partie IV de cette loi ou les règlements d'application de celle-ci, à l'exclusion de l'article 82.2 de cette loi ou des règlements pris en vertu de l'article 106 de cette loi pour l'application de l'article 82.2 de cette loi.

Contrôle des renseignements confidentiels

Demande de dérogation — fournisseur
11. (1) Le fournisseur qui est tenu, directement ou indirectement, en application de la *Loi sur les produits dangereux*, de divulguer les renseignements énumérés ci-après peut, s'il estime que ces renseignements sont confidentiels, présenter au directeur de la Section de contrôle, conformément au présent article, une demande de dérogation à l'obligation de divulguer :

(*b*) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product

may, if the supplier considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

a) soit la dénomination chimique ou la concentration d'un ingrédient d'un produit contrôlé;

b) soit le titre d'une étude toxicologique qui identifie un ingrédient d'un produit contrôlé.

Claim for exemption by employer

(2) Any employer who is required, either directly or indirectly, pursuant to the provisions of the *Canada Labour Code*, to disclose

(*a*) the chemical identity or concentration of any ingredient of a controlled product,

(*b*) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product,

(*c*) the chemical name, common name, generic name, trade name or brand name of a controlled product, or

(*d*) information that could be used to identify a supplier of a controlled product

may, if the employer considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

Demande de dérogation — employeur

(2) L'employeur qui est tenu, directement ou indirectement, en application du *Code canadien du travail*, de divulguer les renseignements énumérés ci-après peut, s'il estime que ces renseignements sont confidentiels, présenter au directeur de la Section de contrôle, conformément au présent article, une demande de dérogation à l'obligation de divulguer :

a) soit la dénomination chimique ou la concentration d'un produit contrôlé;

b) soit le titre d'une étude toxicologique qui identifie un ingrédient d'un produit contrôlé;

c) soit l'appellation chimique, courante, commerciale ou générique, soit la marque d'un produit contrôlé;

d) soit les renseignements qui pourraient servir à identifier le fournisseur d'un produit contrôlé.

Manner of filing claim and fee payable

(3) A claim for exemption shall be in such form and be filed in such manner as is prescribed and shall be accompanied by the prescribed fee or a fee calculated in the manner prescribed.

Modalités de la demande

(3) La demande de dérogation est présentée selon les modalités réglementaires et est assujettie au droit réglementaire ou fixé de la manière réglementaire.

Contents of claim

(4) A claim for exemption shall contain the information in respect of which the exemption is claimed and such other information as is prescribed and shall be accompanied by the material safety data sheet or label to which it relates.

Renseignements et documents

(4) La demande de dérogation contient les renseignements à l'égard desquels elle est présentée et les autres renseignements prévus par règlement et est accompagnée de la fiche signalétique ou de l'étiquette qu'elle met en cause.

Restriction

(5) Where a supplier or an employer files a claim for exemption in accordance with this section and the final disposition of the proceedings in relation to the claim is that the claim or a portion of the claim is not valid, the supplier or employer, as the case may be, is not entitled to file any other claim for exemption in relation to the information

Limitation

(5) Le fournisseur ou l'employeur auteur d'une demande de dérogation conformément au présent article qui est définitivement jugée non fondée en tout ou en partie n'a pas droit de présenter une autre demande de dérogation à l'égard des renseignements pour lesquels le tout ou la partie de la demande a été jugée non fondée.

in respect of which the claim or portion of the claim was determined to be invalid.

Duties of Chief Screening Officer

12. (1) The Chief Screening Officer shall, on receipt of a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates and of payment of the required fee,

(*a*) cause a notice of the filing of the claim to be published in the *Canada Gazette*; and

(*b*) assign a screening officer to review the claim and the material safety data sheet or label to which it relates.

Fonctions du directeur de la Section de contrôle

12. (1) Sur réception d'une demande de dérogation et de la fiche signalétique ou de l'étiquette en cause ainsi que du paiement du droit exigible, le directeur de la Section de contrôle :

a) fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de la demande;

b) charge un agent de contrôle d'étudier la demande et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause.

Notice

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*a*) shall contain a statement offering every affected party the opportunity to make written representations to the screening officer with respect to the claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates within such period as may be specified in the notice.

Avis

(2) L'avis visé à l'alinéa (1)*a*) contient une offre faite à toute partie touchée de faire auprès de l'agent de contrôle des représentations par écrit sur la demande de dérogation et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause dans le délai qui est spécifié dans l'avis.

Idem

(3) The notice referred to in paragraph (1)(*a*) shall not disclose any information in respect of which the claim for exemption is made.

Idem

(3) L'avis visé à l'alinéa (1)*a*) ne peut divulguer les renseignements faisant l'objet de la demande.

Duties of screening officer

13. (1) A screening officer shall review a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates in accordance with the prescribed procedures and shall

(*a*) decide whether, having regard to the criteria prescribed pursuant to paragraph 48(1)(*a*), the claim or any portion of the claim is valid; and

(*b*) decide whether the material safety data sheet or label to which the claim relates, except to the extent that it does not disclose the information in respect of which the claim is made, complies with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be.

Fonctions de l'agent de contrôle

13. (1) L'agent de contrôle étudie la demande de dérogation et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause conformément aux modalités réglementaires et :

a) décide si, sur la base des critères réglementaires établis en application de l'alinéa 48(1)*a*), la demande est fondée en tout ou en partie;

b) décide si la fiche signalétique ou l'étiquette visée par la demande est conforme, sauf dans la mesure où elle ne divulgue pas les renseignements visés par la demande, aux exigences de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail* selon le cas.

Consultation

(2) A screening officer may consult officials of the Department of National Health and Welfare for the purpose of determining whether a material safety data sheet or label complies with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*.

Consultation

(2) L'agent de contrôle peut consulter les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social afin de déterminer si la fiche signalétique ou l'étiquette est conforme aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou à celles du *Code canadien du travail*.

Screening officer may request additional information

14. (1) A screening officer may, for the purposes of determining any matter referred to in paragraph 13(1)(*a*) or (*b*), by registered mail, send a written notice to a claimant requesting the claimant to submit such additional information as the screening officer may require.

Renseignements supplémentaires

14. (1) Pour décider d'une question visée aux alinéas 13(1)*a*) ou *b*), l'agent de contrôle peut exiger du demandeur, par avis écrit envoyé par courrier recommandé, la fourniture des renseignements supplémentaires que l'agent estime indiqués.

Claimant shall comply with request

(2) Every claimant to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the screening officer, in the manner and within the period specified in the notice, any information that is requested in the notice and is in the possession of, or is available to, the claimant.

Obligation du demandeur

(2) Le destinataire de l'avis visé au paragraphe (1) divulgue à l'agent de contrôle, selon les modalités de forme et de temps qui y sont indiquées, les renseignements, exigés par l'avis, qu'il a à sa disposition.

Decision in writing

15. (1) A screening officer shall as soon as is practicable render a decision in writing on a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates, including reasons for the decision, and shall

(*a*) cause a copy of the decision to be given to the claimant; and

(*b*) cause a notice of the decision to be given to each affected party who made written representations to the screening officer with respect to the claim for exemption or the material safety data sheet or label to which it relates.

Décision par écrit

15. (1) L'agent de contrôle rend, aussitôt que possible, une décision motivée par écrit sur la demande de dérogation la fiche signalétique ou l'étiquette en cause et :

a) fait remettre un exemplaire de la décision au demandeur;

b) fait donner un avis de la décision à chaque partie touchée qui a présenté à l'agent des observations par écrit concernant la demande et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause.

Notice of decision

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*b*) shall contain sufficient information to indicate the purport of a decision of a screening officer and the reasons therefor but shall not disclose any information in respect of which a claim for exemption is made.

Notification de la décision

(2) L'avis prévu à l'alinéa (1)*b*) doit contenir les renseignements nécessaires pour indiquer le sens de la décision de l'agent de contrôle et la motivation de celle-ci, sans toutefois divulguer de renseignements faisant l'objet de la demande.

Order of screening officer

16. (1) Where under paragraph 13(1)(*a*) a screening officer determines that a claim or portion of a claim for exemption is not valid, the screening officer shall order the claimant to comply with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code* in respect of which the claim or portion of the claim for exemption was determined not to be valid, in the manner and within the period specified in the order.

Ordre de l'agent de contrôle

16. (1) Si l'agent de contrôle juge, en vertu de l'alinéa 13(1)*a*), que tout ou partie d'une demande de dérogation n'est pas fondée, il ordonne au demandeur de se conformer aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail* en ce qui concerne le tout ou la partie de la demande qui a été jugée non fondée, selon les modalités de forme et de temps précisées par l'ordre.

No retrospective effect

(2) No order made under subsection (1) shall have retrospective effect.

Absence de rétrospectivité

(2) Les ordres donnés en vertu du paragraphe (1) ne peuvent avoir d'effet rétrospectif.

Compliance with order

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the order in the manner and within the period specified in the order.

Observation de l'ordre

(3) Le demandeur à qui est donné l'ordre prévu au paragraphe (1) s'y conforme selon ses modalités.

Deemed compliance

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall, for the purposes of the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, be deemed to have complied with those provisions.

Observation présumée

(4) Le demandeur qui se conforme à l'ordre donné en vertu du paragraphe (1), selon ses modalités, est réputé, pour l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou de celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, s'être conformé à ces dispositions.

Order re material safety data sheet

17. (1) Where under paragraph 13(1)(*b*) a screening officer determines that a material safety data sheet or label to which a claim for exemption relates does not comply with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, the screening officer shall order the claimant to comply with those provisions, except to the extent that they would require the claimant to disclose the information in respect of which the claim is made, in the manner and within the period specified in the order.

Fiche signalétique

17. (1) L'agent de contrôle qui juge, en vertu de l'alinéa 13(1)*b*), qu'une fiche signalétique ou une étiquette visée par une demande de dérogation n'est pas conforme aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou à celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, peut ordonner au demandeur de s'y conformer, sauf dans la mesure où elles obligeraient le demandeur à divulguer les renseignements visés par la demande, selon les modalités de forme et de temps précisées par l'ordre.

No retrospective effect

(2) No order made under subsection (1) shall have retrospective effect.

Absence de rétrospectivité

(2) Les ordres donnés en vertu du paragraphe (1) ne peuvent avoir d'effet rétrospectif.

Compliance with order

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the requirements specified in the order in the manner and within the period specified in the order.

Observation de l'ordre

(3) Le demandeur à qui est donné l'ordre prévu au paragraphe (1) s'y conforme selon ses modalités de temps et de forme.

Deemed compliance

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall be deemed, for the purposes of the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, to have complied with those provisions.

Observation présumée

(4) Le demandeur qui se conforme à l'ordre donné en vertu du paragraphe (1), selon ses modalités, est réputé, pour l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou de celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, s'être conformé à ces dispositions.

Notice

18. (1) The Chief Screening Officer shall cause to be published in the *Canada Gazette*

(*a*) a notice containing prescribed information on each decision and order made by a screening officer under section 15, 16 or 17; and

(*b*) a notice containing any information that, in the opinion of a screening officer,

Avis

18. (1) Le directeur de la Section de contrôle fait publier dans la *Gazette du Canada* :

a) un avis contenant les renseignements réglementaires concernant chaque décision rendue par l'agent de contrôle en vertu de l'article 15 ou ordre donné par celui-ci en vertu des articles 16 ou 17;

should have been disclosed on any material safety data sheet or label reviewed by a screening officer.

b) un avis contenant les renseignements qui, de l'avis de l'agent de contrôle, auraient dû être divulgués sur une fiche signalétique ou une étiquette qui lui est soumise.

Copies

(2) The Chief Screening Officer shall make copies of any notice published in the *Canada Gazette* under paragraph (1)(*a*) or (*b*) available to any person on request in writing.

(2) Le directeur de la Section de contrôle met des exemplaires d'un avis publié en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*) à la disposition de quiconque en fait la demande par écrit.

Exemplaires

Restriction

(3) No notice referred to in subsection (1) shall disclose any information in respect of which a claim for exemption has been made.

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) ne peut divulguer des renseignements faisant l'objet d'une demande de dérogation.

Limitation

Exemption

Dérogation

Exemption

19. (1) Every person who files a claim for exemption in accordance with section 11 is, until the final disposition of the proceedings in relation to the claim for exemption, exempt from the requirement in respect of which the exemption is claimed.

19. (1) L'auteur de la demande de dérogation prévue à l'article 11 est soustrait, pendant l'instance, aux exigences visées par la demande.

Dérogation

Idem

(2) Where the final disposition of the proceedings in relation to a claim for exemption is that the claim or a portion of the claim is valid, the claimant is, for a period of three years beginning on the final disposition of the proceedings, exempt from the requirement in respect of which the claim or portion of the claim is determined to be valid.

(2) En cas de décision définitive par laquelle une demande est jugée fondée en tout ou en partie, le demandeur est soustrait, pour une période de trois ans à compter de cette décision, aux exigences visées par tout ou partie de cette demande.

Idem

Definition of "proceedings"

(3) In this section, "proceedings", in relation to a claim for exemption, means any proceedings under this Part in relation to that claim for exemption and includes proceedings commenced in the Federal Court and proceedings on any appeal from any decision of that court.

(3) Dans le présent article, on entend par «instance» les procédures prévues par la présente partie en ce qui concerne une demande de dérogation, y compris les procédures entamées devant la Cour fédérale et les procédures d'appel d'une décision de cette cour.

Définition d'«instance»

Appeals

Appels

Right of appeal

20. (1) Any affected party may, within such period as may be prescribed, appeal any decision or order of a screening officer made under section 15, 16 or 17 by filing a statement of appeal with the Chief Appeals Officer setting out the grounds on which the appeal is made and any submissions in respect thereof.

20. (1) Une partie touchée peut, dans le délai réglementaire, appeler d'une décision de l'agent de contrôle rendue en vertu de l'article 15 ou d'un ordre donné par celui-ci en vertu des articles 16 ou 17 par dépôt auprès du directeur de la Section d'appel d'une déclaration d'appel énonçant les motifs de l'appel et les représentations à l'appui de celui-ci.

Droit d'appel

Manner of filing appeal and fee payable

(2) A statement of appeal shall be in such form and shall be filed in such manner as is

(2) La déclaration d'appel est présentée selon les modalités réglementaires et est

Modalités de l'appel

prescribed and shall be accompanied by the prescribed fee or a fee calculated in the manner prescribed.

accompagnée du droit réglementaire ou de celui fixé de la manière réglementaire.

Stay of order

(3) An appeal instituted pursuant to subsection (1) in relation to an order of a screening officer made under section 16 or 17 shall stay the operation of the order.

(3) Le pourvoi en appel d'un ordre de l'agent de contrôle donné en vertu des articles 16 ou 17 a pour effet de suspendre l'application de l'ordre dont appel.

Suspension de la décision

Duties of Chief Appeals Officer

21. The Chief Appeals Officer shall, on receipt of a statement of appeal and of payment of the required fee,

(*a*) cause an appeal board to be appointed in accordance with section 43 to hear and determine the appeal; and

(*b*) cause a notice of the appointment of an appeal board to be given to the claimant and to each affected party who made written representations to the screening officer with respect to the matter under appeal.

21. Sur réception d'une déclaration d'appel et paiement du droit exigé, le directeur de la Section d'appel :

a) fait constituer une commission d'appel, conformément à l'article 43, chargée d'entendre l'appel et de statuer sur celui-ci;

b) fait donner avis de la constitution d'une commission d'appel au demandeur et à chaque partie touchée qui a présenté des observations à l'agent de contrôle en ce qui concerne la question faisant l'objet de l'appel.

Fonctions du directeur de la Section d'appel

Convening of appeal board

22. An appeal board shall be convened in the province in which the claimant carries on business or, where the claimant carries on business in more than one province, in the province that, in the opinion of the Chief Appeals Officer, is the most directly concerned with the question under appeal.

22. La commission d'appel est convoquée dans la province où le demandeur exerce ses activités ou, si celui-ci exerce ses activités dans plus d'une province, dans la province que le directeur de la Section d'appel juge la plus touchée par la question dont appel.

Convocation de la commission d'appel

Hearing of appeal

23. (1) An appeal board shall hear an appeal

(*a*) in accordance with the prescribed procedures;

(*b*) on the basis of

(i) the record of the screening officer whose decision or order is being appealed,

(ii) the statement of appeal, and

(iii) any submissions made to the appeal board by the claimant or by any affected party; and

(*c*) where appropriate, having regard to the criteria prescribed pursuant to paragraph 48(1)(*a*).

23. (1) La commission d'appel est saisie d'un appel :

a) conformément à la procédure réglementaire;

b) sur la base, à la fois :

(i) du rapport de la décision ou de l'ordre de l'agent de contrôle dont appel,

(ii) de la déclaration d'appel,

(iii) des observations qui lui sont présentées par le demandeur ou une partie touchée;

c) d'une décision mettant en cause un critère réglementaire prévu à l'alinéa 48(1)*a*).

Saisine de la commission d'appel

Disposition of appeal

(2) An appeal board may dispose of an appeal by

(*a*) dismissing the appeal and confirming the decision or order of the screening officer; or

(2) La commission peut statuer sur l'appel :

a) soit par rejet de celui-ci et ratification de la décision ou de l'ordre de l'agent de contrôle;

Décision

(b) allowing the appeal and either varying or rescinding the decision or order being appealed.

Decision in writing

24. (1) An appeal board shall as soon as is practicable render a decision in writing on an appeal, including reasons for the decision, and shall

(a) cause a copy of the decision to be given to the claimant; and

(b) cause a notice of the decision to be given to each affected party who made submissions on the appeal to the appeal board.

Notice of decision

(2) The notice referred to in paragraph (1)(b) shall contain sufficient information to indicate the purport of a decision of an appeal board and the reasons therefor but shall not disclose any information in respect of which a claim for exemption was made.

Interpretation of appeal

25. (1) Where under paragraph 23(2)(a) an appeal board confirms a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer has the same force and effect as if the decision or order had not been appealed and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board and, where the appeal board confirms an order of a screening officer made under section 16 or 17, any period specified in the order for compliance therewith shall be extended accordingly.

Idem

(2) Where under paragraph 23(2)(b) an appeal board varies a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer shall be deemed to have been varied and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board.

Order for disclosure

26. (1) An appeal board may order a claimant to disclose in confidence to an affected party named in the order or to such affected party within a class of affected parties designated in the order any information in respect of which a claim for exemption that is the subject-matter of an appeal was made if, in the opinion of the appeal board, for reasons of health and safety in a work place, the information should be disclosed.

Décision en appel

Décision par écrit

24. (1) La commission d'appel rend, aussitôt que possible, une décision motivée par écrit et

a) en fait remettre un exemplaire au demandeur;

b) fait donner un avis de la décision à chacune partie touchée qui a fait des représentations en l'instance.

Avis de la décision

(2) L'avis visé à l'alinéa (1)b) doit contenir suffisamment de renseignements pour indiquer le sens de la décision de la commission d'appel et la motivation de celle-ci, sans toutefois divulguer de renseignements faisant l'objet de la demande de dérogation.

Application de la décision

25. (1) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, rattaché en vertu de l'alinéa 23(2)a), est réputé s'appliquer comme s'il n'y avait pas eu appel, à compter de la date de la décision de la commission d'appel, dans les cas où la commission rattache l'ordre de l'agent de contrôle donné en vertu des articles 16 ou 17, tout délai d'observation de l'ordre qui y est spécifié est prorogé en conséquence.

Idem

(2) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, modifié en vertu de l'alinéa 23(2)b), est réputé s'appliquer dans sa version modifiée à compter de la date de la décision de la commission d'appel.

Ordre de divulgation

26. (1) La commission d'appel peut ordonner en demandant de divulguer à une partie touchée, ou à telle parmi plusieurs dans une catégorie de parties touchées désignée par l'ordre, des renseignements qui font l'objet d'un appel d'une décision portant qu'une demande de dérogation, si elle estime que, pour des raisons de santé et de sécurité, ces renseignements devraient être divulgués

(*b*) allowing the appeal and either varying or rescinding the decision or order being appealed.

b) soit en l'accueillant et en modifiant ou en annulant la décision dont appel.

Decision in writing

24. (1) An appeal board shall as soon as is practicable render a decision in writing on an appeal, including reasons for the decision, and shall

(*a*) cause a copy of the decision to be given to the claimant; and

(*b*) cause a notice of the decision to be given to each affected party who made submissions on the appeal to the appeal board.

24. (1) La commission d'appel rend, aussitôt que possible, une décision motivée par écrit et :

a) en fait remettre un exemplaire au demandeur;

b) fait donner un avis de la décision à chaque partie touchée qui a fait des représentations en l'instance.

Décision par écrit

Notice of decision

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*b*) shall contain sufficient information to indicate the purport of a decision of an appeal board and the reasons therefor but shall not disclose any information in respect of which a claim for exemption was made.

(2) L'avis visé à l'alinéa (1)*b*) doit contenir les renseignements nécessaires pour indiquer le sens de la décision de la commission d'appel et la motivation de celle-ci, sans toutefois divulguer de renseignements faisant l'objet de la demande de dérogation.

Notification de la décision

Determination of appeal

25. (1) Where under paragraph 23(2)(*a*) an appeal board confirms a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer has the same force and effect as if the decision or order had not been appealed and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board and, where the appeal board confirms an order of a screening officer made under section 16 or 17, any period specified in the order for compliance therewith shall be extended accordingly.

25. (1) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, ratifié en vertu de l'alinéa 23(2)*a*), est réputé s'appliquer comme s'il n'y avait pas eu appel, à compter de la date de la décision de la commission d'appel; dans les cas où la commission ratifie l'ordre de l'agent de contrôle donné en vertu des articles 16 ou 17, tout délai d'observation de l'ordre qui y est spécifié est prorogé en conséquence.

Application de la décision

Idem

(2) Where under paragraph 23(2)(*b*) an appeal board varies a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer shall be deemed to have been made as varied and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board.

(2) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, modifié en vertu de l'alinéa 23(2)*b*), est réputé s'appliquer dans sa version modifiée à compter de la date de la décision de la commission d'appel.

Idem

Order for disclosure

26. (1) An appeal board may order a claimant to disclose in confidence to an affected party named in the order or to each affected party within a class of affected parties designated in the order any information in respect of which a claim for exemption that is the subject-matter of an appeal was made if, in the opinion of the appeal board, for reasons of health and safety in a work place, the information should be disclosed.

26. (1) La commission d'appel peut ordonner au demandeur de divulguer à une partie touchée, ou à telle partie comprise dans une catégorie de parties touchées désignée par l'ordre, des renseignements qui font l'objet d'un appel d'une décision portant sur une demande de dérogation, si elle estime que, pour des raisons de santé et de sécurité, ces renseignements devraient être divulgués.

Ordre de divulgation

Compliance with order

(2) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the order in the manner and within the period specified in the order.

(2) Le demandeur visé par un ordre de divulgation s'y conforme selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées. Observation de l'ordre

Information privileged

(3) No affected party to whom information is disclosed in confidence pursuant to an order made under subsection (1) shall disclose that information to any other person or allow any other person to have access to that information.

(3) Il est interdit à la partie touchée à qui des renseignements sont divulgués en application du paragraphe (1) de les divulguer à une autre personne ou de permettre à une autre personne d'y avoir accès. Renseignements protégés

Notice

27. (1) The Chief Appeals Officer shall cause to be published in the *Canada Gazette*

(*a*) a notice containing prescribed information on each decision made by an appeal board under section 24; and

(*b*) a notice containing any information that, in the opinion of an appeal board, should have been disclosed on any material safety data sheet or label that was the subject-matter of an appeal to the appeal board.

27. (1) Le directeur de la Section d'appel fait publier dans la *Gazette du Canada* : Avis

a) un avis contenant les renseignements réglementaires concernant chaque décision rendue par une commission d'appel en vertu de l'article 24;

b) un avis contenant les renseignements qui, de l'avis de la commission d'appel, auraient dû être divulgés sur une fiche signalétique ou une étiquette qui faisait l'objet d'un appel.

Copies

(2) The Chief Appeals Officer shall make copies of any notice published in the *Canada Gazette* under paragraph (1)(*a*) or (*b*) available to any person on request in writing.

(2) Le directeur de la Section d'appel met des exemplaires d'un avis publié dans la *Gazette du Canada* en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*) à la disposition de quiconque en fait la demande par écrit. Exemplaires

Restriction

(3) No notice referred to in subsection (1) shall disclose any information in respect of which a claim for exemption has been made.

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) ne peut divulguer de renseignements faisant l'objet d'une demande de dérogation. Limitation

Commission Established

Constitution du Conseil

Commission established

28. (1) There is hereby established a commission to be known as the Hazardous Materials Information Review Commission governed by a council consisting of the members referred to in subsection (2) to be appointed by the Governor in Council.

28. (1) Est constitué le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses dirigé par un bureau de direction composé des membres visés au paragraphe (2), nommés par le gouverneur en conseil conformément au présent article. Constitution du Conseil

Appointment of governors

(2) The council shall consist of the following members:

(*a*) two governors to represent workers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of workers as the Minister deems appropriate;

(*b*) one governor to represent suppliers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative

(2) Les membres du bureau de direction sont les suivants : Nomination des membres du bureau de direction

a) deux membres représentent les travailleurs et sont nommés après consultation par le ministre des organismes de représentation de ceux-ci que celui-ci estime indiqués;

b) un membre représente les fournisseurs et est nommé après consultation par le ministre des organismes de représentation de ceux-ci que celui-ci estime indiqués;

of employers as the Minister deems appropriate;

(c) one governor to represent employees, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of employees as the Minister deems appropriate;

(d) one governor to represent the Government of Canada, appointed on the recommendation of the Minister of Labour; and

(e) not fewer than four and not more than twelve governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory and the Government of the Northwest Territories, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

Term

(3) Each governor shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

Re-appointment

(4) A governor is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

Remuneration and expenses

(5) A governor shall serve without remuneration and is not entitled to be paid travel or living expenses by the Commission.

Chairman

Appointment of Chairman

28. (1) There shall be a Chairman of the Commission who shall be designated or elected as provided in this section.

First Chairman

(2) The Governor in Council shall designate one of the governors first to be appointed pursuant to paragraph 28(2)(d) or (e) to be the first Chairman.

Idem

(3) The Council shall, in accordance with the rules, elect each subsequent Chairman from among the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(d) or (e).

Term

(4) The governor who is Chairman shall hold office in that capacity for a term of one year.

Duties of Chairman

29. (1) The Chairman shall preside at meetings of the Council and shall perform such other duties as are assigned by the Council.

Premier ministre

1937

Premier ministre

31

c) un membre représentant les employeurs et ayant été nommé après consultation par le ministre des organismes de représentation des employeurs que celui-ci estime indiqués;

d) un membre représentant le gouvernement fédéral et ayant été nommé sur recommandation du ministre du Travail;

e) au moins quatre et au plus douze membres représentant le gouvernement des dix provinces, celui du territoire du Yukon et celui des Territoires du Nord-Ouest, après consultation par le ministre de chacun de ces gouvernements.

Durée

(3) Les membres du bureau de direction sont nommés à titre inamovible pour des mandats d'au plus trois ans au maximum, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Renouvellement

(4) Le mandat des membres du bureau de direction peut être renouvelé.

Rémunération et indemnités

(5) Les membres du bureau de direction ne touchent aucune rémunération du Conseil et celui-ci ne leur verse aucune indemnité de déplacement ou autre.

Président

Nomination du président

29. (1) Le président du bureau de direction est désigné ou élu conformément au présent article.

Premier président

(2) Le gouverneur en conseil désigne le premier président parmi les personnes nommées en application des alinéas 28(2)*d*) et *e*).

Autres présidents

(3) Le bureau de direction élit par la suite son président, conformément aux règles, parmi ceux de ses membres nommés en application des alinéas 28(2)*d*) et *e*).

Mandat

(4) Le mandat du président est d'un an.

Fonctions du président

29. (1) Le président préside les réunions du bureau de direction et assume les autres fonctions dont la charge ce bureau.

of suppliers as the Minister deems appropriate;

(*c*) one governor to represent employers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of employers as the Minister deems appropriate;

(*d*) one governor to represent the Government of Canada, appointed on the recommendation of the Minister of Labour; and

(*e*) not fewer than four and not more than twelve governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory and the Government of the Northwest Territories, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

c) un membre représente les employeurs et est nommé après consultation par le ministre des organismes de représentation des employeurs que celui-ci estime indiqués;

d) un membre représente le gouvernement fédéral et est nommé sur recommandation du ministre du Travail;

e) au moins quatre et au plus douze membres représentent le gouvernement des dix provinces, celui du territoire du Yukon et celui des Territoires du Nord-Ouest, après consultation par le ministre de chacun de ces gouvernements.

Term

(3) Each governor shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

(3) Les membres du bureau de direction sont nommés à titre inamovible pour des mandats de trois ans au maximum, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Mandat

Re-appointment

(4) A governor is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

(4) Le mandat des membres du bureau de direction peut être reconduit.

Reconduction

Remuneration and expenses

(5) A governor shall serve without remuneration and is not entitled to be paid travel or living expenses by the Commission.

(5) Les membres du bureau de direction ne reçoivent aucune rémunération du Conseil et celui-ci ne leur verse aucune indemnité de déplacement ou autre.

Rémunération et indemnités

Chairman

Président

Appointment of Chairman

29. (1) There shall be a Chairman of the council who shall be designated or elected as provided in this section.

29. (1) Le président du bureau de direction est désigné ou élu conformément au présent article.

Nomination du président

First Chairman

(2) The Governor in Council shall designate one of the governors first to be appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*) to be the first Chairman.

(2) Le gouverneur en conseil désigne le premier président parmi les premiers membres du bureau de direction nommés en application des alinéas 28(2)*d*) et *e*).

Premier président

Other Chairmen

(3) The council shall, in accordance with the rules, elect each subsequent Chairman from among the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*).

(3) Le bureau de direction élit par la suite son président, conformément aux règles, parmi ceux de ses membres nommés en application des alinéas 28(2)*d*) et *e*).

Autres présidents

Term

(4) The governor who is Chairman shall serve in that capacity for a term of one year.

(4) Le mandat du président est d'un an.

Mandat

Duties of Chairman

30. (1) The Chairman shall preside at meetings of the council and shall perform such other duties as are assigned by the council.

30. (1) Le président préside les réunions du bureau de direction et assume les autres fonctions dont le charge ce bureau.

Fonctions du président

Acting Chairman

(2) The council may authorize one of the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*) to act as Chairman in the event that the Chairman is absent or unable to act or if the office of Chairman is vacant.

Président intérimaire

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le bureau de direction peut autoriser un de ses membres, nommé en application des alinéas 28(2)*d*) et *e*), à assumer la présidence.

Objects of Council

Objects

31. The objects of the council are, in addition to performing the functions of the council elsewhere specified in this Part,

(*a*) to make recommendations to the Minister on changes to the procedures established under this Part for the review of claims for exemption, including appeal procedures; and

(*b*) to review changes to the fees required to be paid on the filing of a claim for exemption or on the filing of an appeal and to make recommendations to the Minister in relation thereto.

Mission du bureau de direction

Mission

31. Le bureau de direction a pour mission, en outre de l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente partie :

a) de présenter des recommandations au ministre sur les modifications à apporter à la procédure prévue par la présente partie en matière de contrôle des demandes de dérogation et d'appel;

b) d'étudier les modifications des droits exigibles pour la présentation d'une demande de dérogation ou l'institution d'un appel et présenter des recommandations au ministre à ce sujet.

Powers and Functions

Powers and functions

32. The Commission may, in addition to exercising the powers and performing the functions specified in this Part, exercise such powers and perform such functions, not inconsistent with this Part, as may be conferred on or assigned to it by any law of a province relating to occupational health and safety.

Pouvoirs et fonctions

Pouvoirs et fonctions

32. Le Conseil peut exercer, en plus des pouvoirs et fonctions précisés par la présente partie, les pouvoirs et fonctions, compatibles avec la présente partie, qui lui sont conférés par les lois d'une province en matière de santé et de sécurité professionnelles.

Head Office and Meetings

Head office

33. The head office of the Commission shall be at such place in Canada as is designated by order of the Governor in Council.

Siège et réunions

Siège

33. Le siège du Conseil est fixé, au Canada, au lieu désigné par le gouverneur en conseil.

Meetings

34. The council shall meet at such times and places as the Chairman considers necessary but the council shall meet at least once in each year.

Réunions

34. Le bureau de direction tient au Canada, aux date, heure et lieu du choix du président, un minimum d'une réunion par année.

President

Appointment of President

35. (1) There shall be a President of the Commission who shall be appointed as provided in this section.

Directeur général

Directeur général

35. (1) Le directeur général du Conseil est nommé conformément au présent article.

First President

(2) The first President shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure.

Premier directeur général

(2) Le premier directeur général est nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil.

Subsequent Presidents

(3) Each subsequent President shall be appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister, after consultation by the Minister with the council, to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

Nominations subséquentes

(3) Par la suite, le directeur général est nommé par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre après consultation par celui-ci du bureau de direction, et occupe son poste à titre inamovible pour une période maximale de cinq ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Where appointee is governor

(4) Where the person appointed President is a governor, that person ceases to be a governor on assuming the office of President.

Nomination d'un membre du bureau de direction

(4) Dans les cas où le directeur général est choisi parmi les membres du bureau de direction, il cesse d'être membre du bureau dès son entrée en fonction comme directeur général.

Re-appointment

(5) The President is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

Reconduction

(5) Le mandat du directeur général peut être reconduit.

Duties of President

36. (1) The President is the chief executive officer of the Commission, has supervision over and direction of the work and staff of the Commission and shall perform such duties as are assigned by the council.

Fonctions

36. (1) Le directeur général est le premier dirigeant du Conseil; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel, sous la direction du bureau de direction.

Full-time

(2) The President shall devote the whole of his time to the performance of his duties under this Part.

Plein temps

(2) Le directeur général exerce à plein temps les fonctions que lui confère la présente partie.

Acting President

(3) The council may authorize an officer of the Commission to act as President in the event that the President is absent or unable to act or if the office of President is vacant, but no person so authorized may act as President for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.

Intérim du directeur général

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général ou de vacance de son poste, la direction générale est assumée par le fonctionnaire que désigne le bureau de direction à cet effet; l'intérim ne peut se prolonger de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Remuneration

37. (1) The President shall be paid such remuneration for services as the Governor in Council may from time to time determine.

Rémunération

37. (1) Le directeur général reçoit la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Expenses

(2) The President is entitled, subject to any Treasury Board directive in relation thereto, to be paid travel and living expenses incurred in carrying out any duties under this Part while absent from the President's ordinary place of residence.

Indemnités

(2) Il a droit, sous réserve d'une directive pertinente du Conseil du Trésor, aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de sa résidence habituelle, des fonctions qui lui sont conférées par la présente partie.

Staff

Personnel

Staff

38. Such employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission, including the Chief Appeals Officer, the Chief Screening Officer and the persons referred to in subsections 41(1) and 42(1),

Personnel

38. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil, y compris le directeur de la Section de contrôle et le directeur de la Section d'appel et les personnes visées aux paragraphes 41(1) et 42(1), est nommé

shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

conformément à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Superannuation

Pensions

Governors

39. (1) A governor or member of an appeal board shall be deemed not to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* unless the Governor in Council, by order, deems the governor or member to be so employed for those purposes.

Membres du bureau de direction

39. (1) Les membres du bureau de direction et ceux d'une commission d'appel sont réputés ne pas être employés dans la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, sauf si le gouverneur en conseil prend un décret à l'effet contraire.

President and employees

(2) The President and the employees appointed under section 38 shall be deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 7.7 of the *Aeronautics Act*.

Pension

(2) Le directeur général et les employés nommés en vertu de l'article 38 sont réputés employés dans la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et employés dans la fonction publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et des règlements pris sous le régime de l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Organization

Structure

Divisions

40. (1) The Commission shall include a Screening Division and an Appeals Division.

Sections

40. (1) Le Conseil comporte une Section de contrôle et une Section d'appel.

Operation

(2) Subject to sections 41 and 42, the staff of each division of the Commisson shall be organized and the offices of each division shall be operated in such manner as may be provided by the rules.

Fonctionnement

(2) Sous réserve des articles 41 et 42, les règles prévoient l'organisation du personnel et le mode de fonctionnement de chaque section.

Screening Division

41. (1) The staff of the Screening Division shall consist of the Chief Screening Officer and such screening officers and other employees as may be required.

Section de contrôle

41. (1) Le personnel de la Section de contrôle est composé du directeur de la Section de contrôle ainsi que des agents de contrôle et autres personnels qui peuvent être nécessaires.

Chief Screening Officer

(2) The Chief Screening Officer shall, in addition to performing the duties specified in this Part, perform such duties as are assigned by the President.

Directeur de la Section de contrôle

(2) Le directeur de la Section de contrôle est responsable des activités de la Section de contrôle et exerce les fonctions dont le charge le directeur général.

Appeals Division

42. (1) The staff of the Appeals Division shall consist of the Chief Appeals Officer and such other employees as may be required.

Section d'appel

42. (1) Le personnel de la Section d'appel est composé du directeur de la Section d'appel et des autres personnels qui peuvent être nécessaires.

Chief Appeals Officer

(2) The Chief Appeals Officer shall, in addition to performing the duties specified in this Part, perform such duties as are assigned by the President.

Directeur de la Section d'appel

(2) Le directeur de la Section d'appel est responsable des activités de la Section d'appel et exerce les fonctions dont le charge le directeur général.

Appeal Boards

Appeal boards

43. (1) An appeal board shall, in relation to appeals relating to the provisions of the *Hazardous Products Act*, consist of three members to be appointed as follows:

(*a*) one member, who shall be chairman of the appeal board, appointed by the Chief Appeals Officer on the recommendation of the lieutenant-governor in council of the province in which the appeal board is to be convened;

(*b*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*a*)(i) prepared in respect of that province; and

(*c*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*a*)(ii) prepared in respect of that province.

Idem

(2) An appeal board shall, in relation to an appeal relating to the provisions of the *Canada Labour Code*, consist of three members to be appointed as follows:

(*a*) one member, who shall be the chairman of the appeal board, appointed by the Chief Appeals Officer on the recommendation of the Minister of Labour;

(*b*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among those persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*b*)(i) prepared in respect of the province in which the appeal board is to be convened; and

(*c*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*b*)(ii) prepared in respect of that province.

List of nominees

(3) The Chief Appeals Officer shall establish and maintain in respect of each province the following lists of nominees for appointment to appeal boards to be convened in that province:

(*a*) in relation to appeals relating to the provisions of the *Hazardous Products Act*,

Commissions d'appel

Composition

43. (1) Une commission d'appel chargée de traiter des appels qui découlent de l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* est composée de trois membres :

a) un membre, chargé de présider la commission, est nommé par le directeur de la Section d'appel sur recommandation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la commission doit être convoquée;

b) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*a*)(i), préparée pour cette province;

c) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*a*)(ii), préparée pour cette province.

Idem

(2) Une commission d'appel chargée de traiter des appels qui découlent de l'application des dispositions du *Code canadien du travail* est composée de trois membres :

a) un membre, chargé de présider la commission, est nommé par le directeur de la Section d'appel sur recommandation du ministre du Travail;

b) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*b*)(i), préparée pour cette province;

c) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*b*)(ii), préparée pour cette province.

Liste de candidats

(3) Le directeur de la Section d'appel établit et tient à jour pour chaque province les listes suivantes de candidats qui peuvent être nommés membres d'une commission d'appel dans la province :

a) pour les appels qui découlent de l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* :

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of workers in that province as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of suppliers and such organizations representative of employers in that province as the council deems appropriate; and

(*b*) in relation to appeals relating to the provisions of the *Canada Labour Code*,

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employees in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employers in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate.

(i) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des travailleurs de la province jugés indiqués par le bureau de direction,

(ii) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des fournisseurs et des employeurs de la province jugés indiqués par le bureau de direction;

b) pour les appels qui découlent de l'application des dispositions du *Code canadien du travail* :

(i) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des travailleurs de la province auxquels cette loi s'applique jugés indiquées par le bureau de direction,

(ii) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des employeurs de la province auxquels cette loi s'applique jugés indiquées par le bureau de direction.

Remuneration and expenses

(4) A member of an appeal board is entitled to be paid such fees or other remuneration for services as the Governor in Council may from time to time determine and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in carrying out any duties under this Part while absent from the member's ordinary place of residence.

Rémunération et indemnités

(4) Les membres d'une commission d'appel peuvent recevoir, pour leurs services, la rémunération fixée par le gouverneur en conseil; ils ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont conférées en application de la présente partie.

Exception

(5) No screening officer is eligible for appointment to an appeal board.

Exception

(5) L'agent de contrôle ne peut être membre d'une commission d'appel.

Powers of appeal boards

44. An appeal board has and may exercise all the powers that are or may be conferred by or under sections 4, 5 and 11 of the *Inquiries Act* on commissioners appointed under Part I of that Act.

Pouvoirs de la commission d'appel

44. La commission d'appel est investie des pouvoirs prévus aux articles 4, 5 et 11 de la *Loi sur les enquêtes* et qui sont ou peuvent être conférés aux commissaires nommés aux termes de la partie I de cette loi.

Annual Report

Rapport annuel

Annual Report

45. (1) The Commission shall, within four months after the termination of each year, submit to the Minister a report on the activities of the Commission during that year.

Rapport annuel

45. (1) Le Conseil présente au ministre, dans les quatre mois suivant la fin de chaque année, un rapport de ses activités.

Tabling

(2) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Minister under

Dépôt

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport annuel devant chaque chambre

subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

du Parlement au plus tard le quinzième jour de séance de cette chambre suivant la réception de celui-ci par le ministre.

Copy to be sent to each province

(3) The Minister shall send a copy of each report submitted to the Minister under subsection (1) to the lieutenant governor of each province forthwith after a copy thereof is laid before each House of Parliament under subsection (2).

(3) Dès le dépôt du rapport annuel devant le Parlement conformément au paragraphe (2), le ministre en envoie un exemplaire au lieutenant-gouverneur de chaque province.

Exemplaire aux provinces

Confidentiality of Information

Renseignements confidentiels

Information privileged

46. (1) Subject to this section and the other provisions of this Part and any regulations made under this Part, all information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, no official of the Commission or member of an appeal board shall knowingly, without the consent in writing of the person by whom the information was provided,

(*a*) communicate or allow to be communicated to any person any such information, or

(*b*) allow any person to inspect or to have access to any book, record, writing or other document containing any such information,

except for the purposes of the administration or enforcement of this Part.

46. (1) Sous réserve du présent article et des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements d'application, les renseignements obtenus, par le Conseil ou une commission d'appel, d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie sont protégés et, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, il est interdit à tout fonctionnaire du Conseil ou membre d'une commission d'appel, sans le consentement écrit de la personne qui a fourni les renseignements, sciemment :

a) soit de communiquer ces renseignements ou d'en permettre la communication à quiconque;

b) soit de permettre à quiconque de les examiner ou d'avoir accès à un document, notamment un livre, un registre ou un écrit, qui contient tels renseignements, sauf pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente partie.

Renseignements protégés

Exceptions

(2) An official of the Commission may communicate or allow to be communicated information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part, or allow inspection of or access to any book, record, writing or other document containing any such information, to or by

(*a*) any official of the Department of Consumer and Corporate Affairs, for the purposes of the administration or enforcement of Part II of the *Hazardous Products Act*;

(*b*) any official of the Department of National Health and Welfare, for the purpose mentioned in subsection 13(2);

(2) Le fonctionnaire du Conseil peut soit communiquer des renseignements, ou en autoriser la communication, obtenus par le Conseil ou une commission d'appel d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie, soit autoriser l'examen d'un document, notamment d'un livre, d'un registre ou d'un écrit, qui contient tels renseignements ou l'accès à ces renseignements par :

a) un fonctionnaire du ministère de la Consommation et des Corporations pour l'exécution et le contrôle d'application de la partie II de la *Loi sur les produits dangereux*;

Exceptions

(*c*) any official of the Department of Labour, for the purposes of the administration or enforcement of Part IV of the *Canada Labour Code*;

(*d*) any official of the Department of Transport, for the purpose of making the information available in cases of medical emergency through the Canadian Transport Emergency Centre (CANUTEC) of the Department of Transport; and

(*e*) any official of the government of a province, for the purposes of the administration or enforcement of any law of the province relating to occupational safety and health where under the law of that province similar provisions exist to protect the confidentiality of the information obtained as a result of such communication, inspection or access.

b) un fonctionnaire du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour les fins prévues au paragraphe 13(2);

c) un fonctionnaire du ministère du Travail pour l'exécution et le contrôle d'application de la partie IV du *Code canadien du travail*;

d) un fonctionnaire du ministère des Transports pour rendre les renseignements accessibles, en cas d'urgence médicale, par l'intermédiaire du Centre canadien d'urgence transport de ce ministère (CANUTEC);

e) un fonctionnaire du gouvernement d'une province pour l'exécution et le contrôle d'application de toute loi de la province en matière de santé et de sécurité professionnelles dans les cas où le droit de la province comporte des dispositions semblables en matière de protection de la confidentialité des renseignements obtenus par cette communication, cet examen ou cet accès.

Idem

(3) The Commission may communicate or disclose or cause to be communicated or disclosed any information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part to any physician or prescribed medical professional who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, a person in an emergency.

(3) Le Conseil peut soit communiquer ou divulguer, soit faire communiquer ou divulguer des renseignements obtenus par lui ou par une commission d'appel d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie à un professionnel de la santé désigné par règlement, notamment à un médecin, qui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'une personne qui se trouve dans une situation d'urgence ou afin de traiter celle-ci. Idem

Conditions

(4) No person who obtains any information pursuant to subsection (2) or (3) shall knowingly disclose that information to any other person or knowingly allow any other person to have access to that information except as may be necessary for the purposes mentioned in that subsection.

(4) Il est interdit à quiconque obtient des renseignements en application des paragraphes (2) ou (3) de les divulguer sciemment à quiconque ou de permettre sciemment à quiconque d'y avoir accès, sauf dans la mesure nécessaire aux fins visées à ce paragraphe. Conditions

Definition of "official"

(5) In this section, "official" means any person employed in or occupying a position of responsibility in the service of Her Majesty, or any person formerly so employed or formerly occupying a position therein.

(5) Dans le présent article, «fonctionnaire» s'entend d'une personne qui est ou était à l'emploi de Sa Majesté ou qui occupe ou occupait un poste responsable pour le compte de celle-ci. Définition de «fonctionnaire»

Rules

Rules

47. The council may make rules

(*a*) for the election of the Chairman;

(*b*) for regulating the practice and procedure of the council; and

(*c*) for carrying out the work of the Commission, the management of its internal affairs and the duties of its officers and employees.

Règles

Règles

47. Le bureau de direction peut établir des règles régissant :

a) l'élection du président;

b) les pratiques et procédures relatives à ses activités;

c) l'exécution des travaux du Conseil, ainsi que la gestion interne et les fonctions des personnels de celui-ci.

Regulations

Regulations

48. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the government of each province and such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate, make regulations

(*a*) prescribing the criteria to be applied for the purpose of determining whether a claim for exemption is valid;

(*b*) prescribing the procedure to be followed by a screening officer in reviewing a claim for exemption;

(*c*) prescribing the procedure to be followed by an appeal board in the hearing of an appeal;

(*d*) defining the expression "affected party" for the purposes of this Part or of any provision thereof;

(*e*) prescribing any other matter or thing, other than a fee or the manner of calculating a fee, that by this Part is to be or may be prescribed; and

(*f*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

Règlements

48. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province ainsi que des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués, par règlement :

a) fixer les critères d'appréciation de la validité des demandes de dérogation;

b) fixer la procédure d'étude des demandes de dérogation par l'agent de contrôle;

c) fixer la procédure d'audition d'un appel par une commission d'appel;

d) définir l'expression «partie touchée» pour l'application de la présente partie ou de l'une de ses dispositions;

e) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente partie, à l'exclusion de la détermination d'un droit ou de la manière de le calculer;

f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Idem

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the council, make regulations prescribing fees or the manner of calculating fees to be paid under this Part.

Idem

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du bureau de direction, par règlement, fixer les droits applicables en vertu de la présente partie ou la manière de les calculer.

Offence and Punishment

Offence

49. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this

Infractions et peines

Infractions

49. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente

Part or any regulation or order made under this Part is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

partie ou de ses décrets ou règlements d'application commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Officers, etc., of corporations

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Dirigeants des personnes morales

Limitation period

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under paragraph (1)(*a*) may be instituted at any time within but not later than twelve months after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

(3) Les poursuites visant une infraction punissable, en vertu de l'alinéa (1)*a*), sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par douze mois à compter de sa perpétration.

Prescription

Liability

No action lies against Her Majesty

50. No action for damages lies against Her Majesty for anything done or omitted to be done in good faith by a governor, by an officer or employee of the Commission or by a member of an appeal board in the exercise or performance of any duties or functions under this Part.

Responsabilité

50. Sa Majesté est soustraite aux poursuites en dommages-intérêts fondées sur les actes accomplis ou les omissions de bonne foi par un membre du bureau de direction, un fonctionnaire du Conseil ou par un membre d'une commission d'appel dans l'exercice des attributions prévues par la présente partie.

Immunité de Sa Majesté

No personal liability

51. No governor, officer or employee of the Commission, or member of an appeal board, is personally liable for anything done or omitted to be done in good faith in the exercise or performance of any duties or functions under this Part.

51. Les membres du bureau de direction, les fonctionnaires du Conseil ou les membres d'une commission d'appel n'encourent aucune responsabilité personnelle pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice des attributions prévues par la présente partie.

Responsabilité personnelle

PART IV

RELATED AMENDMENTS, TRANSITIONAL AND COMING INTO FORCE

Related Amendments

1980-81-82-83, c. 111, Sch. I

Access to Information Act

52. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Hazardous Materials Information Review Commission
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses"

1980-81-82-83, c. 111, Sch. II

Privacy Act

53. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Hazardous Materials Information Review Commission
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses"

Transitional

Restriction

54. (1) Notwithstanding anything in this Act but subject to subsection (3), no person who, on the day on which subsection 11(1) or (2) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as enacted by this Act, comes into force, would but for this section be entitled to file a claim for exemption under that subsection in relation to a controlled product is entitled to file a claim for exemption in relation to that controlled product under that subsection unless, during the period beginning on the first day of the second month after the coming into force of this section and ending on the last day of the sixth month after the coming into force of this section, that person has, in accordance with this section, filed a notice of intent to file a claim for exemption in relation to that controlled product with the Minister.

PARTIE IV

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Modifications corrélatives

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

Loi sur l'accès à l'information

52. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Hazardous Materials Information Review Commission»

1980-81-82-83, ch. 111, ann. II

Loi sur la protection des renseignements personnels

53. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Hazardous Materials Information Review Commission»

Dispositions transitoires

Restriction

54. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve du paragraphe (3), aucune personne qui, à la date d'entrée en vigueur des paragraphes 11(1) ou (2) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, édictée par la présente loi, aurait droit sans le présent article de présenter une demande de dérogation en vertu de ces paragraphes à l'égard d'un produit contrôlé, a droit de présenter une demande à l'égard de ce produit contrôlé en vertu de ces paragraphes sauf si, au cours de la période s'écoulant entre le début du deuxième mois et la fin du sixième mois d'application du présent article, cette personne a déposé, conformément au présent article, un avis de son intention de présenter au ministre une demande de dérogation à l'égard du produit contrôlé.

Manner of filing notice and payment of fee

(2) A notice of intent referred to in subsection (1) shall be in such form and contain such information as the Minister may, by order, determine and shall be accompanied by a fee of five hundred dollars.

(2) L'avis d'intention visé au paragraphe (1) est conforme aux modalités et contient les renseignements que le ministre peut déterminer par arrêté; il est accompagné d'un droit de cinq cents dollars.

Modalités du dépôt de l'avis et du paiement du droit

Exception

(3) The Minister may, by order, on the application of any person and on payment of a fee of five hundred dollars, exempt a controlled product specified in the order from the application of subsection (1) where the Minister is satisfied that reasonable grounds exist to allow the exemption.

(3) Le ministre peut, par arrêté sur demande d'une personne et paiement d'un droit de cinq cents dollars, soustraire un produit contrôlé spécifié par l'arrêté à l'application du paragraphe (1), s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables d'accorder la dérogation.

Exception

Fee still payable

(4) The payment of a fee under subsection (2) or (3) does not relieve a person of the obligation to pay the fees required to be paid on the filing of a claim for exemption under section 11 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as enacted by this Act.

(4) Le paiement du droit prévu aux paragraphes (2) ou (3) ne soustrait pas la personne à l'obligation de payer les droits afférents au dépôt d'une demande de dérogation en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, édicté par la présente loi.

Paiement du droit

Definitions

(5) In this section,

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*, as amended by this Act;

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations.

«ministre» "*Minister*"

"Minister" «*ministre*»

"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs.

«produit contrôlé» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*, modifiée par la présente loi.

«produit contrôlé» "*controlled product*"

Termination

55. Section 54 or any provision thereof shall cease to have effect on a day or days to be fixed by proclamation.

55. L'article 54 ou telle de ses dispositions cesse d'avoir effet à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Cessation d'effet

References

56. Whenever in any Act of Parliament, other than this Act, or in any regulation or order made thereunder, in force immediately before the coming into force of subsection 2(2) of this Act, the schedule to the *Hazardous Products Act*, as that Act read immediately before the coming into force of subsection 2(2) of this Act, is mentioned or referred to, there shall be substituted therefor a reference to Schedule I of the *Hazardous Products Act*.

56. La mention, dans une autre loi du Parlement ou dans ses textes d'application en vigueur à l'entrée en vigueur du paragraphe 2(2) de la présente loi, de l'annexe de la *Loi sur les produits dangereux* dans sa version en vigueur à cette date est remplacée par la mention de l'annexe I de la *Loi sur les produits dangereux*.

Disposition transitoire — annexe

Coming into Force

Entrée en vigueur

Coming into force

57. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Hazardous Products Act* or the *Canada Labour Code* as amended or enacted by this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

57. La présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail*, modifiées ou édictées par la présente loi, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur

SCHEDULE
(*Subsection 2(2)*)

"SCHEDULE II
(*Section 2*)

Class A - Compressed Gas

Class B - Flammable and Combustible Material

Class C - Oxidizing Material

Class D - Poisonous and Infectious Material

Class E - Corrosive Material

Class F - Dangerously Reactive Material"

ANNEXE
(*paragraphe 2(2)*)

«ANNEXE II
(*article 2*)

Catégorie A — Gaz comprimés

Catégorie B — Matières inflammables et combustibles

Catégorie C — Matières comburantes

Catégorie D — Matières toxiques et infectieuses

Catégorie E — Matières corrosives

Catégorie F — Matières dangereusement réactives»

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-70

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-70

An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 26, 1987, BY THE STANDING COMMITTEE ON CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

29304—30-6-87

C-70

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-70

Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 26 JUIN 1987 PAR LE COMITÉ PERMANENT DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

LE MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-70

An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART I

HAZARDOUS PRODUCTS ACT

R.S., c. H-3; 1985, c. 19

1985, c. 19, s. 206

1. Sections 2 to 15 of the *Hazardous Products Act* are repealed and the following substituted therefor:

Definitions

"**2.** In this Act,

"advertise" «*publicité*»

"advertise", in relation to a prohibited product or restricted product, includes any representation by any means whatever for the purpose of promoting directly or indirectly the sale or other disposition of the product;

"analyst" «*analyste*»

"analyst" means any person designated as an analyst under the *Food and Drugs Act* or pursuant to subsection 21(1);

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" means any product, material or substance specified by the regulations made pursuant to paragraph 15(1)(*a*) to be included in any of the classes listed in Schedule II;

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-70

Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PARTIE I

LOI SUR LES PRODUITS DANGEREUX

S.R., ch. H-3; 1985, ch. 19

1. Les articles 2 à 15 de la *Loi sur les produits dangereux* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Définitions

«**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«analyste» Personne désignée à ce titre en vertu de la *Loi des aliments et drogues* ou en application du paragraphe 21(1).

«analyste» "*analyst*"

«importer» Importer au Canada.

«importer» "*import*"

«inspecteur» Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 21(1).

«inspecteur» "*inspector*"

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations. Le terme vise en outre, pour l'application des articles 8 à 10, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

«ministre» "*Minister*"

«produit contrôlé» Produit, matière ou substance classée conformément aux règle-

«produit contrôlé» "*controlled product*"

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Hazardous Products Act and the Canada Labour Code, to enact the Hazardous Materials Information Review Act and to amend other Acts in relation thereto".

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence».

Explanatory Notes for Reprint

The amendments made in the Standing Committee on Consumer and Corporate Affairs are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

Notes explicatives concernant la réimpression

Les modifications apportées par le Comité permanent de la consommation et des corporations sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

"hazardous product" «*produit dangereux*»
"hazardous product" means any prohibited product, restricted product or controlled product;

"import" «*importer*»
"import" means to import into Canada;

"inspector" «*inspecteur*»
"inspector" means any person designated as an inspector pursuant to subsection 21(1);

"Minister" «*ministre*»
"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs and in sections 8 to 10 includes the Minister of National Health and Welfare;

"prohibited product" «*produit interdit*»
"prohibited product" means any product, material or substance included in Part I of Schedule I;

"restricted product" «*produit limité*»
"restricted product" means any product, material or substance included in Part II of Schedule I;

"sell" «*vendre*»
"sell" includes offer for sale, expose for sale and distribute.

PART I

PROHIBITED AND RESTRICTED PRODUCTS

Application

Restrictions on application
3. This Part does not apply in respect of the advertising, sale or importation of any

(*a*) explosive within the meaning of the *Explosives Act*;

(*b*) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

(*c*) control product within the meaning of the *Pest Control Products Act*; or

(*d*) prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act*.

Prohibitions

Prohibited products
4. (1) No person shall advertise, sell or import a prohibited product.

ments d'application de l'alinéa 15(1)*a*) dans une des catégories inscrite à l'annexe II.

«produit dangereux» Produit interdit, limité ou contrôlé.
'«produit dangereux» "*hazardous product*"

«produit interdit» Produit, matière ou substance inscrite à la partie I de l'annexe I.
«produit interdit» "*prohibited product*"

«produit limité» Produit, matière ou substance inscrite à la partie II de l'annexe I.
«produit limité» "*restricted product*"

«publicité» S'entend notamment de la présentation, par tout moyen, d'un produit interdit ou d'un produit limité en vue d'en promouvoir directement ou indirectement l'aliénation, notamment par vente.
«publicité» "*advertise*"

«vendre» Est assimilé à l'acte de vendre le fait de mettre en vente, d'exposer pour la vente ou de distribuer.
«vendre» "*sell*"

PARTIE I

PRODUITS INTERDITS ET LIMITÉS

Champ d'application

Exclusion
3. Sont exclus de l'application de la présente partie la vente, l'importation ou la publicité :

a) d'explosifs, au sens de la *Loi sur les explosifs*;

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou aliments au sens de la *Loi des aliments et drogues*;

c) de produits antiparasitaires au sens de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;

d) de substances réglementées au sens de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*.

Interdictions

Produits interdits
4. (1) La vente, l'importation et la publicité des produits interdits sont interdites.

(2) No person shall advertise, sell or import a restricted product except as authorized by the regulations made under section 5.

Regulations

5. The Governor in Council may make regulations

(a) authorizing the advertising, sale or importation of any restricted product and prescribing the circumstances and conditions under which and the persons by whom the restricted product may be advertised, sold or imported;

(b) prescribing the procedures to be followed by a board of review established pursuant to section 9 in conducting an inquiry; and

(c) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Amendments to Schedule I

Additions to Schedule I

6. (1) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by adding thereto

(a) any product, material or substance that is or contains a poisonous, toxic, flammable, explosive, corrosive, infectious, oxidizing or reactive product, material or substance or other product, material or substance of a similar nature that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public or

(b) any product designed for household, garden or personal use, for use in sports or recreational activity, as title-racing equipment or as a toy, plaything or equipment for use by children that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public because of its design, construction or contents.

Deletions from Schedule I

(2) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by deleting therefrom any product, material

Restricted products

(2) No person shall advertise, sell or import a restricted product except as authorized by the regulations made under section 5.

Produits limités

(2) Sauf autorisation contraire des règlements d'application de l'article 5, la vente, l'importation et la publicité des produits limités sont interdites.

Regulations

Règlements

Regulations

5. The Governor in Council may make regulations

(*a*) authorizing the advertising, sale or importation of any restricted product and prescribing the circumstances and conditions under which and the persons by whom the restricted product may be advertised, sold or imported;

(*b*) prescribing the procedures to be followed by a board of review established pursuant to section 9 in conducting an inquiry; and

(*c*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

5. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) autoriser la vente, l'importation ou la publicité de tout produit limité et prévoir les cas et conditions dans lesquels l'autorisation peut être donnée et à qui elle peut l'être;

b) fixer la procédure des enquêtes à mener par une commission d'examen constituée aux termes de l'article 9;

c) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Amendments to Schedule I

Modification de l'annexe I

Additions to Schedule I

6. (1) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by adding thereto

(*a*) any product, material or substance that is or contains a poisonous, toxic, flammable, explosive, corrosive, infectious, oxidizing or reactive product, material or substance or other product, material or substance of a similar nature that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public; or

(*b*) any product designed for household, garden or personal use, for use in sports or recreational activities, as life-saving equipment or as a toy, plaything or equipment for use by children that the Governor in Council is satisfied is or is likely to be a danger to the health or safety of the public because of its design, construction or contents.

Inscriptions à l'annexe I

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la partie I ou II de l'annexe I par inscription :

a) de produits, matières ou substances soit qui contiennent des produits, matières ou substances empoisonnées, toxiques, inflammables, explosives, corrosives, infectieuses, comburantes ou réactives, soit qui en sont, soit qui leur sont analogues, et dont il est convaincu qu'ils présentent ou présenteront vraisemblablement un danger pour la santé ou la sécurité publique;

b) de produits destinés à un usage domestique ou personnel, ou au jardinage, aux sports ou autres activités récréatives, au sauvetage, aux enfants — jouets, jeux ou équipement — et dont il est convaincu qu'ils présentent ou présenteront vraisemblablement, à cause de leur conception, construction ou contenu, un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Deletions from Schedule I

(2) The Governor in Council may, by order, amend Part I or II of Schedule I by deleting therefrom any product, material

Radiation de l'annexe I

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la partie I ou II de l'annexe I en y radiant les produits, matières

or substance if the Governor in Council is satisfied that the inclusion of the product, material or substance in that Part is no longer necessary.

ou substances dont il est convaincu qu'ils ne devraient plus y figurer.

For greater certainty

(3) For greater certainty, an order made pursuant to subsection (1) may describe a product, material or substance added thereby to Part I or II of Schedule I by reference to any properties or characteristics of the product, material or substance or by reference to any other criteria and any product, material or substance that has those properties or characteristics or meets those criteria shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been added by the order to Part I or II, as the case may be, of Schedule I.

Présomption

(3) Il est entendu qu'un décret d'application du paragraphe (1) peut dénommer un produit, une matière ou une substance inscrite aux parties I ou II de l'annexe I par la mention soit de leurs propriétés ou caractéristiques, soit d'autres critères, soit d'un autre produit, d'une autre matière ou d'une autre substance qui possède ces propriétés ou caractéristiques ou est conforme à ces critères; tout produit, toute matière ou toute substance qui se conforme à ces critères est réputée, pour l'application de la présente loi, avoir été inscrite à la partie I ou II, selon le cas, de l'annexe I.

Incorporation by reference

(4) An order made pursuant to subsection (1) incorporating a law, standard or specification by reference may incorporate that law, standard or specification as amended from time to time.

Incorporation par renvoi

(4) Il peut être précisé, dans le décret d'application du paragraphe (1) qui incorpore par renvoi une loi, une norme ou une spécification, qu'elle est incorporée avec ses modifications successives.

Recommendation of Ministers

(5) An order amending Part I of Schedule I may be made by the Governor in Council on the recommendation of the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

Recommandation ministérielle

(5) Le décret de modification de la partie I de l'annexe I peut être pris par le gouverneur en conseil sur la recommandation soit du ministre, soit du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Tabling of orders

7. (1) The Minister shall cause a copy of each order made pursuant to subsection 6(1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the order is made.

Dépôt des décrets

7. (1) Le ministre fait déposer un exemplaire de chaque décret d'application du paragraphe 6(1) devant chaque chambre du Parlement au cours de ses quinze premiers jours de séance suivant la prise du décret.

Revocation of order by resolution

(2) If both Houses of Parliament resolve that an order or any part of an order made pursuant to subsection 6(1) should be revoked, the order or that part thereof is thereupon revoked.

Annulation

(2) Le décret est annulé, en tout ou en partie, sur résolution en ce sens des deux chambres du Parlement.

Board of Review

Commission d'examen

Request for reference to Board

8. Where a product, material or substance is added to Part I or II of Schedule I by an order made pursuant to subsection 6(1), any manufacturer or distributor of that product, material or substance or any person having that product, material or substance in possession for sale may, within sixty days after the date of the

Demande de renvoi à la commission

8. Tout fabricant ou distributeur d'un produit, d'une matière ou d'une substance inscrite par décret d'application du paragraphe 6(1), à la partie I ou II de l'annexe I, ou toute personne détenant ce produit, cette matière ou cette substance en vue de la vente peut, dans les soixante jours suivant la prise du décret, demander au

making of the order, request the Minister to refer the order to a board of review.

Review by Board

9. (1) On receipt of a request described in section 8, the Minister shall establish a board of review (in this section referred to as the "Board") consisting of not more than three persons and shall refer the order in respect of which the request was made to the Board.

Duties

(2) The Board shall inquire into the nature and characteristics of any product, material or substance to which an order referred to it under subsection (1) applies and shall give the person making the request and any other person affected by the order a reasonable opportunity of appearing before the Board, presenting evidence and making representations to it.

Powers

(3) The Board has and may exercise all the powers that are or may be exercised by or under sections 4, 5 and 11 of the Inquiries Act on commissioners appointed under Part I of that Act.

Report

(4) The Board, as soon as possible after the conclusion of its inquiry, shall submit a report with its recommendations to the Minister, together with all evidence and other material that was before the Board.

Publication of report

(5) Any report of the Board shall, within thirty days after its receipt by the Minister, be made public by the Minister, unless the Board states in writing to the Minister that it believes the public interest would be better served by withholding publication, in which case the Minister may decide whether the report, either in whole or in part, shall be made public.

Copies of report

(6) The Minister may publish and supply copies of a report referred to in subsection (4) in such manner and on such terms as the Minister deems proper.

Decision

Minister's decision final

10. (1) Where the Minister has reason to believe that a product, material or substance is a product, material or substance that may be added to Part I or II of Schedule I by an order made pursuant to

making of the order, request the Minister to refer the order to a board of review.

Establishment of Board

9. (1) On receipt of a request described in section 8, the Minister shall establish a board of review (in this section referred to as the "Board") consisting of not more than three persons and shall refer the order in respect of which the request was made to the Board.

Duties

(2) The Board shall inquire into the nature and characteristics of any product, material or substance to which an order referred to it under subsection (1) applies and shall give the person making the request and any other person affected by the order a reasonable opportunity of appearing before the Board, presenting evidence and making representations to it.

Powers

(3) The Board has and may exercise all the powers that are or may be conferred by or under sections 4, 5 and 11 of the *Inquiries Act* on commissioners appointed under Part I of that Act.

Report

(4) The Board, as soon as possible after the conclusion of its inquiry, shall submit a report with its recommendations to the Minister, together with all evidence and other material that was before the Board.

Publication of report

(5) Any report of the Board shall, within thirty days after its receipt by the Minister, be made public by the Minister, unless the Board states in writing to the Minister that it believes the public interest would be better served by withholding publication, in which case the Minister may decide whether the report, either in whole or in part, shall be made public.

Copies of report

(6) The Minister may publish and supply copies of a report referred to in subsection (4) in such manner and on such terms as the Minister deems proper.

Disclosure

Minister's request for disclosure

10. (1) Where the Minister has reason to believe that a product, material or substance is a product, material or substance that may be added to Part I or II of Schedule I by an order made pursuant to

ministre le renvoi du décret devant une commission d'examen.

Constitution de la commission

9. (1) Sur réception de la demande visée à l'article 8, le ministre constitue une commission d'examen, dénommée la «commission» au présent article, composée d'au plus trois personnes, et lui soumet le décret.

Fonctions

(2) La commission étudie la nature et les caractéristiques de tout produit, de toute matière ou de toute substance visée par le décret et donne à la personne qui a fait la demande et à toute autre personne touchée la possibilité de comparaître dans un délai raisonnable devant la commission et de lui présenter des éléments de preuve et des observations.

Pouvoirs

(3) La commission est investie des pouvoirs prévus aux articles 4, 5 et 11 de la *Loi sur les enquêtes* et qui sont ou peuvent être conférés aux commissaires nommés aux termes de la partie I de cette loi.

Rapport

(4) Aussitôt que possible après la conclusion de son enquête, la commission présente au ministre un rapport contenant ses recommandations ainsi que les éléments de preuve et autres pièces qui lui ont été soumis.

Publication du rapport

(5) Le rapport est rendu public par le ministre dans les trente jours qui suivent sa réception, sauf si la commission indique par écrit au ministre qu'à son avis, la non-publication servirait mieux l'intérêt public; en ce cas, celui-ci peut décider si le rapport sera ou non rendu public, en tout ou en partie.

Exemplaires du rapport

(6) Le ministre peut publier le rapport visé au paragraphe (4) et en distribuer des exemplaires selon les modalités qu'il estime indiquées.

Divulgation

Demande du ministre

10. (1) S'il est fondé à croire qu'un produit, une matière ou une substance peut être inscrite, par décret d'application du paragraphe 6(1), dans la partie I ou II de l'annexe I, le ministre peut demander

subsection 6(1), the Minister may, by registered mail, send a written notice to any manufacturer of the product, material or substance requesting the disclosure of information relating to the formula, composition, chemical ingredients or hazardous properties of the product, material or substance and such other information as the Minister deems necessary for the purpose of determining whether the product, material or substance is or is likely to be a danger to the health or safety of the public.

au fabricant du produit, de la matière ou de la substance, par avis écrit envoyé par courrier recommandé, la divulgation des renseignements relatifs à la formule, à la composition, aux ingrédients chimiques ou aux propriétés dangereuses de ce produit, cette matière ou cette substance ainsi que les autres renseignements que le ministre estime nécessaires afin de déterminer si le produit, la matière ou la substance présente ou est susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité publique.

Disclosure

(2) Every manufacturer to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the Minister, in the manner and within the period specified in the notice, any information described in subsection (1) that is requested in the notice and is in the possession of the manufacturer.

Obligation de divulgation

(2) Le destinataire de l'avis prévu au paragraphe (1) est tenu de divulguer au ministre, selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées, tous les renseignements mentionnés à ce paragraphe qui sont en la possession du destinataire et qu'exige l'avis.

Information privileged

(3) Information received by the Minister from a manufacturer pursuant to subsection (1) is privileged and shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 6.

Protection des renseignements

(3) Les renseignements que le ministre reçoit d'un fabricant en application du paragraphe (1) sont protégés et ne peuvent être divulgués à d'autres personnes que dans la mesure nécessaire à l'exécution et au contrôle d'application du présent article ou pour l'application de l'article 6.

PART II

CONTROLLED PRODUCTS

Interpretation

Definitions

11. (1) In this Part,

"bulk shipment" «*expédition en vrac*»

"bulk shipment" has the meaning assigned by regulation;

"container" «*contenant*»

"container" includes a bag, barrel, bottle, box, can, cylinder, drum or similar package or receptacle but does not include a storage tank;

"hazard symbol" «*signal de danger*»

"hazard symbol" includes any design, mark, pictogram, sign, letter, word, number, abbreviation or any combination thereof that is to be displayed on a controlled product or container in which a controlled product is packaged in

PARTIE II

PRODUITS CONTRÔLÉS

Définitions

Définitions

11. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«article manufacturé» "*manufactured article*"

«article manufacturé» Article manufacturé selon une forme ou une conception qui lui confère une destination spécifique et dont l'usage, en des conditions normales, n'entraîne pas le rejet de produits contrôlés ni une autre forme de contact d'une personne avec ces produits.

«contenant» "*container*"

«contenant» Tout emballage ou récipient, à l'exclusion d'un réservoir de stockage, notamment un sac, un baril, une bouteille, une boîte, un tonneau, une cannette ou un cylindre.

order to show the nature of the hazard of the controlled product;

"hazardous waste" *«résidu dangereux»*

"hazardous waste" has the meaning assigned by regulation;

"Ingredient Disclosure List" *«liste de divulgation des ingrédients»*

"Ingredient Disclosure List" means the Ingredient Disclosure List established by the Governor in Council pursuant to subsection 17(1);

"label" *Version anglaise seulement*

"label" includes any mark, sign, device, stamp, seal, sticker, ticket, tag or wrapper;

"manufactured article" *«article manufacturé»*

"manufactured article" means any article that is formed to a specific shape or design during manufacture, the intended use of which when in that form is dependent in whole or in part on its shape or design, and that, under normal conditions of use, will not release or otherwise cause a person to be exposed to a controlled product;

"material safety data sheet" *«fiche signalétique»*

"material safety data sheet" means a document on which words, figures or symbols disclosing the information referred to in subparagraphs 13(*a*)(i) to (v) may be written, printed or otherwise expressed;

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means prescribed by regulation;

"regulation" *«règlement»*

"regulation" means a regulation made pursuant to subsection 15(1);

"supplier" *«fournisseur»*

"supplier" means a person who is a manufacturer, processor or packager of a controlled product or a person who, in the course of business, imports or sells controlled products;

"transmit" *Version anglaise seulement*

"transmit" means to transmit by any physical, electronic, optical or other means;

"work place" *«lieu de travail»*

"work place" has the meaning assigned by regulation.

Meaning of "applied"

(2) For the purposes of this Part, a label is applied to a controlled product or container in which a controlled product is packaged if the label is attached to, imprinted on, stencilled on or embossed on

«expédition en vrac» S'entend au sens des règlements. «expédition en vrac» *"bulk shipment"*

«fiche signalétique» Document contenant les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) sous forme littérale, numérique ou pictographique, quel que soit le mode de son apposition. «fiche signalétique» *"material safety data sheet"*

«fournisseur» Personne qui soit fabrique, traite ou emballe des produits contrôlés, soit exerce des activités d'importation ou de vente de ces produits. «fournisseur» *"supplier"*

«lieu de travail» S'entend au sens des règlements. «lieu de travail» *"work place"*

«liste de divulgation des ingrédients» La liste de divulgation des ingrédients établie par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 17(1). «liste de divulgation des ingrédients» *"Ingredient Disclosure List"*

«règlement» Règlement d'application du paragraphe 15(1). «règlement» *"regulation"*

«résidu dangereux» S'entend au sens des règlements. «résidu dangereux» *"hazardous waste product"*

«signal de danger» Toute information destinée à signaler le danger présenté par des produits contrôlés, quels que soient sa forme et son support, à placer en évidence sur les contenants utilisés pour l'emballage de ces produits. «signal de danger» *"hazard symbol"*

Étiquetage

(2) Pour l'application de la présente partie, est apposée sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé l'étiquette qui y est fixée ou imprimée par un mode quelconque ou, dans le

the controlled product or container or, in the case of a bulk shipment of a controlled product, is included with or caused to accompany the bulk shipment in the manner prescribed.

cas de l'expédition en vrac d'un produit contrôlé, qui est incluse ou accompagne l'expédition conformément aux modalités réglementaires.

Application

Restrictions on application

12. This Part does not apply in respect of the sale or importation of any

(*a*) explosive within the meaning of the *Explosives Act*;

(*b*) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

(*c*) control product within the meaning of the *Pest Control Products Act*;

(*d*) prescribed substance within the meaning of the *Atomic Energy Control Act*;

(*e*) hazardous waste;

(*f*) product, material or substance included in Part II of Schedule I and packaged as a consumer product;

(*g*) wood or product made of wood;

(*h*) tobacco or product made of tobacco; or

(*i*) manufactured article.

Champ d'application

Exclusion

12. Sont exclus de l'application de la présente partie la vente ou l'importation :

a) d'explosifs, au sens de la *Loi sur les explosifs*;

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou d'aliments, au sens de la *Loi des aliments et drogues*;

c) de produits antiparasitaires, au sens de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;

d) de substances réglementées, au sens de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*;

e) de résidus dangereux;

f) de produits, matières ou substances inscrites à la partie II de l'annexe I et emballées sous forme de produit de consommation;

g) de bois ou de produits en bois;

h) de tabac ou de produits du tabac;

i) d'articles manufacturés.

Prohibitions

Prohibition re sale

13. Subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, no supplier shall sell to any person a controlled product intended for use in a work place in Canada unless

(*a*) on the sale of the controlled product, the supplier transmits to that person a material safety data sheet with respect to the controlled product that discloses the following information, namely,

(i) where the controlled product is a pure substance, the chemical identity of the controlled product and, where the controlled product is not a pure substance, the chemical identity of any ingredient thereof that is a controlled product and the concentration of that ingredient,

Interdictions

Interdiction de vente

13. Sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, la vente par un fournisseur à une personne d'un produit contrôlé destiné à l'utilisation dans un lieu de travail au Canada est subordonnée aux conditions suivantes :

a) le fournisseur transmet à cette personne, lors de la vente, la fiche signalétique de ce produit qui divulgue les renseignements suivants :

(i) dans le cas où le produit contrôlé est une substance pure, la dénomination chimique ou, dans le cas contraire, la dénomination chimique et la concentration de tout ingrédient qui est lui-même un produit contrôlé,

(ii) where the controlled product contains an ingredient that is included in the Ingredient Disclosure List and the ingredient is in a concentration that is equal to or greater than the concentration specified in the Ingredient Disclosure List for that ingredient, the chemical identity and concentration of that ingredient,

(iii) the chemical identity of any ingredient thereof that the supplier has reasonable grounds to believe may be harmful to any person and the concentration of that ingredient,

(iv) the chemical identity of any ingredient thereof the toxicological properties of which are not known to the supplier and the concentration of that ingredient, and

(v) such other information with respect to the controlled product as may be prescribed; and

(*b*) the controlled product or container in which the controlled product is packaged has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it all applicable prescribed hazard symbols.

(ii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient, d'un produit contrôlé inscrit sur la liste de divulgation des ingrédients, si cette concentration est égale ou supérieure à celle qui est inscrite sur cette liste pour cet ingrédient,

(iii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient que le fournisseur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, nocif pour les personnes physiques,

(iv) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient dont les propriétés toxicologiques ne sont pas connues du fournisseur,

(v) les autres renseignements, prévus par règlement, relatifs au produit contrôlé;

b) le produit contrôlé ou le contenant dans lequel celui-ci est emballé est étiqueté de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents.

Prohibition re importation

14. Subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, no supplier shall import a controlled product intended for use in a work place in Canada unless

(*a*) the supplier obtains or prepares, on the importation of the controlled product, a material safety data sheet with respect to the controlled product that discloses the information referred to in subparagraphs 13(*a*)(i) to (v) and keeps the material safety data sheet available for such purposes as may be prescribed; and

(*b*) the controlled product or container in which the controlled product is packaged has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it all applicable prescribed hazard symbols.

Interdiction d'importation

14. Sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'importation par un fournisseur d'un produit contrôlé destiné à l'utilisation dans un lieu de travail au Canada est subordonnée aux conditions suivantes :

a) lors de l'importation de ce produit, le fournisseur obtient de l'exportateur la fiche signalétique du produit contrôlé ou prépare une telle fiche, qui divulgue les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) et la rend accessible aux fins prévues par règlement;

b) le produit contrôlé ou le contenant dans lequel celui-ci est emballé est étiqueté de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents.

Regulations

15. (1) Subject to sections 16 and 19, the Governor in Council may make regulations

(a) specifying, for each class listed in Schedule II, products, materials and substances to be included in that class,

(b) establishing, for any class listed in Schedule II, divisions or subdivisions of that class and specifying, for each controlled product included in that class, 10 the division or subdivision into which it falls,

(c) prescribing information to be disclosed on a material safety data sheet or label including, without limiting the generality of the foregoing, information to indicate whether a claim for exemption is pending under the Hazardous Materials Information Review Act with respect to the controlled product to 20 which it relates or whether, pursuant to that Act, any information with respect to the controlled product to which it relates is exempt from disclosure direc- 25 tly or indirectly,

(d) prescribing the form and manner in which information shall be disclosed on a label and the manner in which it shall be applied to a controlled product or container in which a controlled product is packaged,

(e) prescribing hazard symbols and the manner in which hazard symbols shall be displayed on a controlled product or container in which a controlled product is packaged,

(f) exempting from the application of Part VII and the regulations or any provision thereof, subject to such terms and conditions as may be specified in the regulations, classes of persons, controlled products or classes of controlled products, in such circumstances, in such quantities or for such purposes as may be specified in the regulations, and

(g) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the purpose and provisions of this Part.

Règlements

15. (1) Sous réserve des articles 16 et 19, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les produits, matières ou substances à inclure dans chacune des catégories énoncées à l'annexe II;

b) déterminer les divisions et subdivisions des catégories de l'annexe II et désigner la division ou subdivision dans laquelle est classé chaque produit contrôlé;

c) fixer les renseignements à divulguer sur une fiche signalétique ou une étiquette, notamment l'indication d'une demande de dérogation en instance en vertu de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses ou de tout élément relatif à un produit contrôlé mis par la fiche ou l'indication que les renseignements inscrits sur celle-ci sont soustraits à la divulgation, en application de cette loi;

d) fixer les modalités de la divulgation de renseignements sur une étiquette et de l'apposition de celle-ci sur un produit ou un contenant dans lequel celui-ci est contenu;

e) fixer les signaux de danger et les modalités de leur affichage sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé;

f) soustraire de l'application de la présente partie et de ses règlements ou de certaines de leurs dispositions, selon les conditions, modalités qui peuvent être fixées par règlement, la vente ou l'importation de produits contrôlés et déterminer les critères relatifs à la quantité ou à la concentration de ces produits aux circonstances, aux fins ou modalités, aux emballages;

g) prévoir la manière de déterminer les quantités ou concentrations de produits contrôlés visant l'objet de la définition de «produit contrôlé» à l'article 2;

h) prévoir les cas où, pour l'application des alinéas 13a) ou 14a), les fiches signalétiques peuvent divulguer, plutôt

Regulations

Regulations

15. (1) Subject to sections 16 and 19, the Governor in Council may make regulations

(*a*) specifying, for each class listed in Schedule II, products, materials and substances to be included in that class;

(*b*) establishing, for any class listed in Schedule II, divisions or subdivisions of that class and specifying, for each controlled product included in that class, the division or subdivision into which it falls;

(*c*) prescribing information to be disclosed on a material safety data sheet or label including, without limiting the generality of the foregoing, information to indicate whether a claim for exemption is pending under the *Hazardous Materials Information Review Act* with respect to the controlled product to which it relates or whether, pursuant to that Act, any information with respect to the controlled product to which it relates is exempt from disclosure thereon;

(*d*) prescribing the form and manner in which information shall be disclosed on a label and the manner in which a label shall be applied to a controlled product or container in which a controlled product is packaged;

(*e*) prescribing hazard symbols and the manner in which hazard symbols shall be displayed on a controlled product or container in which a controlled product is packaged;

(*f*) exempting from the application of this Part and the regulations or any provision thereof, on such terms and conditions as may be specified in the regulations, the sale or importation of controlled products in such quantities or concentrations, in such circumstances, at such places, premises or facilities, for such purposes or in such containers as are specified in the regulations;

(*g*) prescribing the manner of determining any quantities or concentrations of

Règlements

Règlements

15. (1) Sous réserve des articles 16 et 19, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les produits, matières ou substances à inclure dans chacune des catégories inscrites à l'annexe II;

b) déterminer les divisions et subdivisions des catégories de l'annexe II et désigner la division ou subdivision dans laquelle est classé chaque produit contrôlé;

c) fixer les renseignements à divulguer sur une fiche signalétique ou une étiquette, notamment l'indication d'une demande de dérogation en instance en vertu de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* en ce qui concerne le produit contrôlé visé par la fiche ou l'indication que les renseignements incrits sur celle-ci sont soustraits à la divulgation en application de cette loi;

d) fixer les modalités de la divulgation de renseignements sur une étiquette et de l'apposition de celle-ci sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé;

e) fixer les signaux de danger et les modalités de leur affichage sur un produit contrôlé ou sur le contenant dans lequel celui-ci est emballé;

f) exclure de l'application de la présente partie et de ses règlements ou de certaines de leurs dispositions, selon les conditions et modalités qui peuvent être fixées par règlement, la vente ou l'importation de produits contrôlés et déterminer les critères relatifs à la quantité ou à la concentration de ces produits, aux circonstances, aux lieux ou installations, aux objectifs ou aux emballages;

g) prévoir la manière de déterminer les quantités ou concentrations de produits contrôlés faisant l'objet de la dérogation prévue à l'alinéa *f*);

h) prévoir les cas où, pour l'application des alinéas 13*a*) ou 14*a*), les fiches signalétiques peuvent divulguer, plutôt

controlled products exempted pursuant to any regulation made under paragraph (*f*);

(*h*) prescribing circumstances in which, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a material safety data sheet may disclose, in lieu of the concentration of an ingredient of a controlled product, a range of concentration within which the concentration falls and prescribing the range of concentration that shall be disclosed on the material safety data sheet in such circumstances;

(*i*) defining the expressions "bulk shipment", "hazardous waste" and "work place" for the purposes of this Part;

(*j*) requiring any supplier who sells or imports a controlled product intended for use in a work place in Canada to provide, as soon as is practicable in the circumstances, any information referred to in paragraph 13(*a*) that is in the possession of the supplier to any physician or other medical professional specified in the regulations who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, a person in an emergency;

(*k*) requiring any physician or medical professional to whom information is provided by a supplier pursuant to any regulation made under paragraph (*j*) to keep confidential any information specified by the supplier as being confidential except for the purpose for which it is provided;

(*l*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, requiring any supplier who sells or imports a controlled product intended for use in a work place in Canada to identify, as soon as is practicable in the circumstances, on request of any person within a class of persons specified in the regulations, the source of information for any toxicological data used in the preparation of any material safety data sheet that has been transmitted by the supplier to any person pursuant to paragraph

que la concentration d'un ingrédient d'un produit contrôlé, la gamme des concentrations réglementaires parmi lesquelles cette concentration peut être classée ainsi que prévoir la gamme de concentrations à divulguer sur la fiche signalétique dans ces cas;

i) définir les expressions «expédition en vrac», «lieu de travail» et «résidu dangereux» pour l'application de la présente partie;

j) obliger le fournisseur qui vend ou importe un produit contrôlé destiné à servir dans un lieu de travail au Canada à fournir, aussitôt que possible selon les circonstances, les renseignements visés à l'alinéa 13*a*) qu'il possède sur ce produit au professionnel de la santé désigné par règlement, notamment au médecin, qui lui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'une personne qui se trouve dans une situation d'urgence, ou afin de traiter celle-ci;

k) obliger le professionnel de la santé, notamment le médecin, à qui un fournisseur communique des renseignements en application des règlements pris en vertu de l'alinéa *j*) à tenir confidentiels ceux que le fournisseur désigne comme tels, sauf en ce qui concerne les fins pour lesquelles ils sont communiqués;

l) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, obliger le fournisseur qui vend ou importe des produits contrôlés destinés à servir dans un lieu de travail au Canada à révéler, aussitôt que possible dans les circonstances, sur demande d'une personne faisant partie d'une catégorie de personnes désignée par le règlement, la source des données toxicologiques utilisées pour la préparation d'une fiche signalétique qui a été transmise par le fournisseur à une personne en application de l'alinéa 13*a*) ou qui a été obtenue ou préparée par le fournisseur en application de l'alinéa 14*a*);

m) prendre les autres mesures réglementaires prévues par la présente partie;

graph 13(a) or has been obtained or prepared by the supplier pursuant to paragraph 14(a);

(*e*) prescribing any other matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed; and

(*f*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

For greater certainty

(2) For greater certainty, a regulation made pursuant to paragraph (1)(*e*) may describe a product, material or substance specifically thereby to be included in a class listed in Schedule II by reference to any properties or characteristics of the product, material or substance or by reference to any other criteria and any product, material or substance that has those properties or characteristics or meets those criteria shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been included in that class by the regulation.

Incorporation by reference

(3) A regulation made pursuant to subsection (1) incorporating a law, standard or specification by reference may incorporate that law, standard or specification as amended from time to time.

Declaration of previously disclosed information

16. Where, pursuant to the Hazardous Materials Information Review Act, a supplier is exempt from disclosing on a material safety data sheet or label the chemical identity of a controlled product or the chemical identity of any ingredient of a controlled product, the supplier shall disclose on the material safety data sheet or label the generic chemical identity of the controlled product or ingredient with as much precision as is consistent with the exemption.

Ingredient Disclosure List

17. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order,

(*a*) establish a list, to be known as the Ingredient Disclosure List, of products, materials and substances, any of which may be an ingredient of a controlled product; and

(*b*) specify, for the purposes of paragraph 13(*a*) and 14(*a*), a concentration

n) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Pour plus de certitude

(2) Il est entendu que les règlements d'application de l'alinéa (1)*e*) peuvent désigner un produit, une matière ou une substance à classer dans une catégorie de l'annexe II par la mention de ses propriétés ou caractéristiques ou par la mention d'autres critères; le produit, la matière ou la substance qui possède ces propriétés ou caractéristiques ou se conforme à ces critères est réputée, pour l'application de la présente loi, avoir été classée dans cette catégorie par les règlements.

Incorporation par renvoi

(3) Il peut être prévu, dans le règlement d'application du paragraphe (1) qui incorpore une loi, une norme ou une spécification, qu'elle est incorporée avec ses modifications successives.

Déclaration de renseignements déjà divulgués

16. Lorsque, en application de la loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, cet assureur a la dispense, sur une fiche signalétique ou une étiquette, de la déclaration obligatoire d'un produit contrôlé ou d'un ingrédient d'un tel produit, doit divulguer sur la fiche ou l'étiquette la dénomination chimique générique du produit ou de l'ingrédient avec le degré de précision qui est compatible avec la dispense.

Liste de divulgation des ingrédients

17. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) établir une liste, dénommée « liste de divulgation des ingrédients », des produits, matières et substances susceptibles de constituer un ingrédient d'un produit contrôlé;

b) spécifier, pour l'application des alinéas 13*a*) et 14*a*), la concentration

graph 13(*a*) or has been obtained or prepared by the supplier pursuant to paragraph 14(*a*);

(*m*) prescribing any other matter or thing that by this Part is to be or may be prescribed; and

(*n*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

n) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

For greater certainty

(2) For greater certainty, a regulation made pursuant to paragraph (1)(*a*) may describe a product, material or substance specified thereby to be included in a class listed in Schedule II by reference to any properties or characteristics of the product, material or substance or by reference to any other criteria and any product, material or substance that has those properties or characteristics or meets those criteria shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been included in that class by the regulation.

Présomption

(2) Il est entendu que les règlements d'application de l'alinéa (1)*a*) peuvent désigner un produit, une matière ou une substance à classer dans une catégorie de l'annexe II par la mention de ses propriétés ou caractéristiques ou par la mention d'autres critères; le produit, la matière ou la substance qui possède ces propriétés ou caractéristiques ou se conforme à ces critères est réputée, pour l'application de la présente loi, avoir été classée dans cette catégorie par les règlements.

Incorporation by reference

(3) A regulation made pursuant to subsection (1) incorporating a law, standard or specification by reference may incorporate that law, standard or specification as amended from time to time.

Incorporation par renvoi

(3) Il peut être précisé, dans le règlement d'application du paragraphe (1) qui incorpore une loi, une norme ou une spécification, qu'elle est incorporée avec ses modifications successives.

Disclosure of generic chemical identity

16. Where, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, a supplier is exempt from disclosing on a material safety data sheet or label the chemical identity of a controlled product or the chemical identity of any ingredient of a controlled product, the supplier shall disclose on the material safety data sheet or label the generic chemical identity of the controlled product or ingredient with as much precision as is consistent with the exemption.

Divulgation de la dénomination chimique générique

16. Le fournisseur qui, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, est soustrait à la divulgation, sur une fiche signalétique ou une étiquette, de la dénomination chimique d'un produit contrôlé ou d'un ingrédient d'un tel produit, doit divulguer sur la fiche ou l'étiquette la dénomination chimique générique du produit ou de l'ingrédient avec le degré de précision qui est compatible avec la dérogation.

Ingredient Disclosure List

Liste de divulgation des ingrédients

Ingredient Disclosure List

17. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order,

(*a*) establish a list, to be known as the Ingredient Disclosure List, of products, materials and substances, any of which may be an ingredient of a controlled product; and

(*b*) specify, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a concentration

Établissement

17. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) établir une liste, dénommée «liste de divulgation des ingrédients», des produits, matières et substances susceptibles de constituer un ingrédient d'un produit contrôlé;

b) spécifier, pour l'application des alinéas 13*a*) et 14*a*), la concentration de

for each product, material or substance included on the list.

Additions, etc.

(2) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List

(*a*) by adding thereto any product, material or substance;

(*b*) by specifying, for the purposes of paragraphs 13(*a*) and 14(*a*), a concentration for each product, material or substance added thereto pursuant to paragraph (*a*); and

(*c*) by substituting a concentration for a concentration specified for any product, material or substance included thereon.

Deletions

(3) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend the Ingredient Disclosure List by deleting therefrom any product, material or substance, and the concentration specified for that product, material or substance, if the Governor in Council is satisfied that the inclusion of the product, material or substance on the Ingredient Disclosure List is no longer necessary.

Criteria

(4) The Governor in Council shall, in making any order pursuant to subsection (1), (2) or (3), be guided by the health and safety criteria for ingredient disclosure established by the Minister after consultation by the Minister with the government of each province and with such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate.

Amendments to Schedule II

Amendments to Schedule II

18. (1) Subject to section 19, the Governor in Council may, by order, amend Schedule II.

Tabling of orders

(2) The Minister shall cause a copy of each order made pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the order is made.

chaque produit, matière ou substance inscrite sur la liste.

Adjonctions

(2) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par :

a) adjonction d'un produit, d'une matière ou d'une substance;

b) spécification, pour l'application des alinéas 13*a*) et 14*a*), d'une concentration pour chaque produit, matière ou substance qui y est ajoutée en application de l'alinéa *a*);

c) substitution, à une concentration spécifiée pour un produit, une matière ou une substance, d'une autre concentration.

Radiation

(3) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste de divulgation des ingrédients par radiation d'un produit, d'une matière ou d'une substance, ainsi que la concentration spécifiée pour ce produit, cette matière ou cette substance, s'il est convaincu que leur inscription n'est plus nécessaire.

Critères

(4) Le gouverneur en conseil prend les décrets d'application des paragraphes (1), (2) ou (3) en se fondant sur des critères de santé et de sécurité pour la divulgation des ingrédients établis par le ministre après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province et des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués.

Modification de l'annexe II

Modification de l'annexe II

18. (1) Sous réserve de l'article 19, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe II.

Dépôt des décrets

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire de chaque décret d'application du paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement au cours de ses quinze premiers jours de séance suivant la prise du décret.

Revocation of order by resolution

(3) If both Houses of Parliament resolve that an order or any part of an order made pursuant to subsection (1) should be revoked, the order or that part thereof is thereupon revoked.

(3) Le décret est annulé, en tout ou en partie, sur résolution en ce sens des deux chambres du Parlement. Annulation

Consultation

Consultation

19. A regulation under subsection 15(1) or an order under section 17 or 18 may be made by the Governor in Council only on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the government of each province and with such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate.

Consultation

19. La prise des règlements d'application du paragraphe 15(1) et des décrets d'application des articles 17 ou 18 par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre est subordonnée à la consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province et des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués. Consultation

Disclosure

Minister's request for disclosure

20. (1) Where the Minister has reason to believe that a product, material or substance is a product, material or substance that may be included in a class listed in Schedule II by a regulation made pursuant to paragraph 15(1)(*a*), the Minister may, by registered mail, send a written notice to any person who is engaged in the business of manufacturing, processing, importing, packaging or selling the product, material or substance requesting the disclosure of information relating to the formula, composition, chemical ingredients or hazardous properties of the product, material or substance and such other information as the Minister deems necessary for the purpose of determining whether the product, material or substance is or may be a danger to the health or safety of any person who may handle it in a work place or be exposed to it in a work place.

Divulgation

20. (1) S'il est fondé à croire qu'un produit, une matière ou une substance peut être inscrite dans une catégorie de l'annexe II par règlement d'application de l'alinéa 15(1)*a*), le ministre peut demander, par avis écrit expédié par courrier recommandé, à une personne qui s'adonne à la fabrication, au traitement, à l'importation, à l'emballage ou à la vente de ce produit, cette matière ou cette substance, la divulgation de renseignements relatifs à la formule, à la composition, aux ingrédients chimiques ou aux propriétés dangereuses de ce produit, cette matière ou cette substance ainsi que les autres renseignements que le ministre estime nécessaires afin de déterminer si ce produit, cette matière ou cette substance présente ou est susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque peut la manipuler dans un lieu de travail ou y être exposé. Demande du ministre

Disclosure

(2) Every person to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the Minister, in the manner and within the period specified by the Minister in the notice, any information described in subsection (1) that is requested in the notice and is in the possession of the person.

(2) Le destinataire de l'avis prévu au paragraphe (1) est tenu de divulguer au ministre, et selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées, tous les renseignements mentionnés à ce paragraphe qui sont en la possession du destinataire et qu'exige l'avis. Obligation de divulgation

Information privileged

(3) Subject to subsection (4), information received by the Minister from a person pursuant to subsection (1) is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except as may be necessary for the administration or enforcement of this section or for the purposes of section 15.

Idem

(4) The Minister shall not, when consulting with the government of a province or an organization of workers, organization of employers or organization of suppliers pursuant to section 19, for the purposes of section 15, disclose the name of any person from whom the Minister has received information pursuant to subsection (1) or any of such information that is specified, in writing, by the person as being confidential.

Renseignements protégés

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les renseignements que le ministre reçoit d'une personne en application du paragraphe (1) sont protégés et, par dérogation à la *Loi sur l'accès à l'information* ou à toute autre règle de droit, ne peuvent être divulgués à d'autres personnes que dans la mesure nécessaire à l'exécution et au contrôle d'application du présent article ou pour l'application de l'article 15.

Idem

(4) Le ministre ne peut, lors des consultations visées à l'article 19 pour l'application de l'article 15, divulguer le nom de la personne de qui il a reçu les renseignements en application du paragraphe (1) et les autres renseignements que cette personne désigne par écrit comme étant confidentiels.

PART III

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Inspectors and Analysts

Inspectors and analysts

21. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

Certificate to be produced

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation and, on entering any place pursuant to subsection 22(1), an inspector shall, if so required, produce the certificate to the person in charge thereof.

Search, Seizure and Forfeiture

Powers of inspectors

22. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place where the inspector believes on reasonable grounds any hazardous product is manufactured, prepared, preserved, processed, packaged, sold or stored for sale, processing or packaging and

(*a*) examine any product, material or substance that the inspector believes on

PARTIE III

EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Inspecteurs et analystes

Désignation

21. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur ou d'analyste, toute personne qu'il estime qualifiée.

Production du certificat

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu visé au paragraphe 22(1).

Fouille, saisie et confiscation

Pouvoirs des inspecteurs

22. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, procéder à la visite de tout lieu s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'un produit dangereux y est fabriqué, préparé, conservé, emballé, traité, vendu ou stocké en vue de la vente, du traitement ou de l'emballage et :

a) examiner tout produit, toute matière ou toute substance qu'il croit, en se fon-

reasonable grounds is a hazardous product and take samples thereof, and examine any other thing that the inspector believes on reasonable grounds is used or is capable of being used for the manufacture, preparation, preservation, processing, packaging, sale or storage of a hazardous product;

(*b*) open and examine any receptacle or package that the inspector believes on reasonable grounds contains any hazardous product;

(*c*) examine any books, records or other documents that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies thereof or of any portion thereof;

(*d*) where the inspector believes on reasonable grounds that any computer system on the premises contains data relevant to the enforcement of this Act or that such data is available to the computer system, use the computer system or cause it to be used to search any data contained in or available to the computer system, reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output and seize the printout or other output for examination or copying; and

(*e*) seize any product, material or substance, or any labelling, advertising material or other thing, by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds any provision of this Act or of any regulation made under this Act has been contravened or has not been complied with.

Assistance to inspectors

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection (1) and every person found therein shall give the inspector such assistance and furnish the inspector with such information as the inspector may, for the purpose of exercising the powers referred to in paragraphs (1)(*a*) to (*e*), reasonably require them to give or furnish.

dant sur des motifs raisonnables, être un produit dangereux, et en prélever des échantillons, et examiner tout objet qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, servir ou pouvoir servir à la fabrication, à la préparation, à la conservation, au traitement, à l'emballage, à la vente ou au stockage d'un produit dangereux;

b) ouvrir et examiner tout récipient ou emballage qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, contenir un produit dangereux;

c) examiner les livres, registres et autres documents qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, contenir des renseignements utiles à l'application de la présente loi et reproduire ces documents en tout ou en partie;

d) si l'inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'un ordinateur se trouvant dans le lieu en question contient des données utiles pour le contrôle d'application de la présente loi ou que ces données peuvent être fournies à l'ordinateur, utiliser ou faire utiliser cet ordinateur dans le but de faire la recherche de ces données, à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou d'une autre sortie de données intelligible et saisir cet imprimé ou cette sortie de données pour les examiner ou en prendre copie;

e) saisir tout objet, notamment produit, matière, substance ou article d'étiquetage ou de publicité qu'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, avoir servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou à un défaut d'observation de ceux-ci.

Assistance à l'inspecteur

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger dans le cadre de l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les alinéas (1)*a*) à *e*).

Certain information privileged

(3) All information that, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, a supplier is exempt from disclosing under paragraph 13(*a*) or (*b*) or 14(*a*) or (*b*) and that is obtained by an inspector who is admitted to any place pursuant to the powers conferred on an inspector by subsection (1) is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except for the purposes of the administration and enforcement of this Act.

Protection de certains renseignements

(3) Tous les renseignements pour lesquels le fournisseur est soustrait, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, à la divulgation prévue aux alinéas 13*a*) ou *b*) ou 14*a*) ou *b*), qui sont obtenus par l'inspecteur lors de la visite d'un lieu en application du paragraphe (1) sont protégés et ne peuvent, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, être divulgés à une autre personne, sauf pour l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi.

Obstruction

23. (1) No person shall obstruct, or knowingly make any false or misleading statement either orally or in writing to, an inspector while the inspector is engaged in carrying out any duties or functions under this Act or any regulation made under this Act.

Entrave et fausses déclarations

23. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi et ses règlements, ou de lui faire en connaissance de cause, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

Interference

(2) Except with the authority of an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized under this Act by an inspector.

Interdiction

(2) Il est interdit, sans autorisation de l'inspecteur, de déplacer les objets saisis par celui-ci en application de la présente loi, ou d'en modifier l'état de quelque manière que ce soit.

Storage and removal

24. Any thing seized under this Act may at the option of an inspector be kept or stored in the building or place where it was seized or be removed to any other proper place by or at the direction of an inspector.

Entreposage

24. Les objets saisis en application de la présente loi peuvent être, au choix d'un inspecteur, gardés ou entreposés sur les lieux de la saisie ou être transférés dans un lieu approprié par un inspecteur ou sur son ordre.

Application for restoration

25. (1) Where any product, material, substance or other thing has been seized under this Act, any person may, within two months after the date of the seizure, on prior notice having been given in accordance with subsection (2) to the Minister by registered mail addressed to the Minister at Ottawa, apply to a provincial court judge within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order of restoration under subsection (3).

Demande de restitution

25. (1) Toute personne peut, dans les deux mois suivant la date de saisie et après avoir adressé au ministre, à Ottawa, par courrier recommandé, le préavis mentionné au paragraphe (2), demander à un juge de la cour provinciale dans le ressort duquel la saisie a été faite de rendre l'ordonnance de restitution de tout objet saisi prévue au paragraphe (3).

Notice to Minister

(2) The notice referred to in subsection (1) shall be mailed at least fifteen clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial court judge and shall specify

(*a*) the provincial court judge to whom the application is to be made;

Avis au ministre

(2) Le préavis au ministre doit être mis à la poste au moins quinze jours francs avant la date de présentation de la demande à un juge d'une cour provinciale et préciser :

a) le nom du juge de la cour provinciale à qui la demande sera faite;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the product, material, substance or other thing in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the evidence on which the applicant intends to rely to establish that the applicant is entitled to possession of the thing in respect of which the application is to be made.

b) les date, heure et lieu de présentation de la demande;

c) l'objet saisi qui fera l'objet de la demande;

d) les éléments de preuve sur lesquels le demandeur entend fonder son droit à la possession de l'objet.

Order of immediate restoration

(3) Subject to section 26, where, on the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is satisfied

(*a*) that the applicant is entitled to possession of the product, material, substance or other thing seized, and

(*b*) that the thing seized is not and will not be required as evidence in any proceedings in respect of an offence under section 28,

the judge shall order that the thing seized be restored forthwith to the applicant.

Ordonnance de restitution immédiate

(3) Sous réserve de l'article 26, le juge de la cour provinciale saisi de la demande prévue au paragraphe (1) ordonne la restitution immédiate si, après audition de la demande, il est convaincu :

a) d'une part, que le demandeur a droit à la possession de l'objet saisi;

b) d'autre part, que l'objet saisi ne sert pas ou ne servira pas de preuve dans une procédure relative à une infraction prévue à l'article 28.

Order of later restoration

(4) Subject to section 26, where, on the hearing of an application made under subsection (1), the provincial court judge is satisfied that the applicant is entitled to possession of the thing seized but is not satisfied as to the matters mentioned in paragraph (3)(*b*), the judge shall order that the thing seized be restored to the applicant

(*a*) on the expiration of four months after the date of the seizure if no proceedings in respect of an offence under section 28 have been commenced before that time; or

(*b*) on the final conclusion of any such proceedings in any other case.

Restitution différée

(4) Sous réserve de l'article 26, le juge de la cour provinciale saisi de la demande prévue au paragraphe (1) qui est convaincu du droit du demandeur à la possession de l'objet saisi sans avoir la conviction visée à l'alinéa (3)*b*) ordonne que l'objet soit restitué au demandeur :

a) dès l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de saisie, sauf introduction, dans ce délai, d'une poursuite visant une infraction prévue à l'article 28;

b) dès que la poursuite est définitivement tranchée, dans les autres cas.

Where no application made

(5) Where no application has been made under subsection (1) for the restoration of any product, material, substance or other thing seized under this Act within two months after the date of the seizure, or an application therefor has been made but on the hearing thereof no order of restoration is made, the thing so seized shall be delivered to the Minister who may make such

Absence de restitution

(5) Si aucune demande de restitution prévue au paragraphe (1) n'est faite dans les deux mois qui suivent la date de saisie, ou si la demande qui est faite n'est pas, après audition, suivie d'une ordonnance de restitution, l'objet saisi est remis au ministre, qui peut en disposer comme il l'entend.

disposition thereof as the Minister thinks fit.

Forfeiture of hazardous product

26. (1) Where a person has been convicted of an offence under section 28, any hazardous product seized under this Act by means of or in respect of which the offence was committed is forfeited to Her Majesty and shall be disposed of as the Minister directs.

Destruction with consent

(2) Where an inspector has seized a hazardous product under this Act and the owner thereof or the person in whose possession the product was at the time of seizure consents in writing to its destruction, the hazardous product is thereupon forfeited to Her Majesty and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister directs.

Regulations

27. The Governor in Council may make regulations

Règlements

(a) respecting the powers and duties of inspectors and analysts and the taking of samples and the seizure, detention, forfeiture and disposition of products, materials, substances and other things; and

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Offence

Offence, Punishment and Procedure

28. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or of any regulation made under this Act is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

Offence by corporation

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who

Infraction

Infraction, peines et procédure

28. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi ou de ses règlements d'application est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Infraction par une personne morale

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction prévue au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants

disposition thereof as the Minister thinks fit.

Forfeiture of hazardous product

26. (1) Where a person has been convicted of an offence under section 28, any hazardous product seized under this Act by means of or in respect of which the offence was committed is forfeited to Her Majesty and shall be disposed of as the Minister directs.

Destruction with consent

(2) Where an inspector has seized a hazardous product under this Act and the owner thereof or the person in whose possession the product was at the time of seizure consents in writing to its destruction, the hazardous product is thereupon forfeited to Her Majesty and shall be destroyed or otherwise disposed of as the Minister directs.

Regulations

Regulations

27. The Governor in Council may make regulations

(*a*) respecting the powers and duties of inspectors and analysts and the taking of samples and the seizure, detention, forfeiture and disposition of products, materials, substances and other things; and

(*b*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Offence, Punishment and Procedure

Offence

28. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or of any regulation made under this Act is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

Officers, etc., of corporations

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who

Confiscation

26. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur de toute infraction prévue à l'article 28, le produit dangereux saisi en application de la présente loi et qui a servi ou donné lieu à l'infraction est confisqué au profit de Sa Majesté; il en est disposé conformément aux instructions du ministre.

Destruction avec consentement

(2) Le propriétaire ou le dernier possesseur du produit dangereux saisi en application de la présente loi peut consentir par écrit à la destruction de ce produit. Le produit dangereux est dès lors confisqué au profit de Sa Majesté et il en est disposé conformément aux instructions du ministre.

Règlements

Règlements

27. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) définir les pouvoirs et fonctions des inspecteurs et des analystes, régir le prélèvement des échantillons et la saisie de produits, matières, substances ou d'autres objets, ainsi que leur rétention et confiscation et la façon de les aliéner;

b) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Infractions, peines et procédure

Infractions

28. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi ou de ses règlements d'application est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Dirigeants des personnes morales

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction prévue au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants,

directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Limitation period

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under paragraph (1)(*a*) may be instituted at any time within but not later than twelve months after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

(3) Les poursuites visant une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire en application de l'alinéa (1)*a*) se prescrivent par douze mois à compter de sa perpétration.

Prescription

Exception, etc., need not be mentioned

29. (1) No exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law is required to be set out or negatived, as the case may be, in an information or indictment for an offence under section 28 of this Act or under section 421, 422 or 423 of the *Criminal Code* in respect of an offence under section 28.

29. (1) Dans les poursuites visant une infraction prévue à l'article 28 de la présente loi, ou engagées sous le régime des articles 421, 422 ou 423 du *Code criminel* et relatives à telle infraction, il n'est pas nécessaire que soit énoncée ou niée, selon le cas, une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

Mention d'une exception, etc.

Burden of proof

(2) In any prosecution for an offence mentioned in subsection (1), the burden of proving that an exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law operates in favour of the accused is on the accused and the prosecutor is not required, except by way of rebuttal, to prove that the exception, exemption, excuse or qualification does not operate in favour of the accused, whether or not it is set out in the information or indictment.

(2) Dans les poursuites visant une infraction prévue au paragraphe (1), il incombe à l'accusé de prouver qu'une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, joue en sa faveur; quant au poursuivant, il n'est pas tenu, si ce n'est à titre de réfutation, de prouver que l'exception, l'exemption, l'excuse ou la réserve ne joue pas en faveur de l'accusé, qu'elle soit ou non énoncée dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

Fardeau de la preuve

Certificate of analyst

30. (1) Subject to this section, a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined a product, material or substance and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence mentioned in subsection 29(1) and in the absence of any evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

30. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat d'un analyste où il est déclaré que celui-ci a étudié tel produit, telle matière ou telle substance et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant une infraction prévue au paragraphe 29(1) et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Certificat de l'analyste

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (1) may, with leave of the

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

Présence de l'analyste

court, despite the attendance of the analyst for the purpose of cross-examination.

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

Trial of offence

31. A complaint or information in respect of an offence under section 28 may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a judge if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or judge, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction."

2. (1) The schedule to the said Act is renumbered as Schedule I.

(2) The said Act is further amended by adding thereto the schedule set out in the schedule to this Act.

PART II

CANADA LABOUR CODE

3. (1) Subsection 79(1) of the Canada Labour Code is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

"hazardous substance" includes a controlled product and a chemical, biological or physical agent that by reason of a property that the agent possesses is hazardous to the safety or health of a person exposed to it;"

(2) Subsection 79(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

Notice

(3) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (1) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

Préavis

(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Trial of offence

31. A complaint or information in respect of an offence under section 28 may be heard, tried or determined by a provincial court judge or a justice if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the provincial court judge or justice, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction."

Tribunal compétent

31. Le juge de la cour provinciale ou le juge de paix dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à l'article 28, indépendamment du lieu de perpétration.»

2. (1) The schedule to the said Act is renumbered as Schedule I.

2. (1) L'annexe de la même loi devient l'annexe I.

(2) The said Act is further amended by adding thereto the schedule set out in the schedule to this Act.

(2) La même loi est modifiée par adjonction de l'annexe qui figure à l'annexe de la présente loi.

PART II

CANADA LABOUR CODE

R.S., c. L-1; c. 22 (1st Supp); c. 17 (2nd Supp); 1972, c. 18; 1974-75-76, c. 66; 1976-77, cc. 28, 33, 54; 1977-78, c. 27; 1980-81-82-83, cc. 47, 89, 121; 1984, cc. 39, 40; 1986, c. 40

PARTIE II

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

S.R., ch. L-1; ch. 22 (1er suppl.); ch. 17 (2e suppl.); 1972, ch. 18; 1974-75-76, ch. 66; 1976-77, ch. 28, 33, 54; 1977-78, ch. 27; 1980-81-82-83, ch. 47, 89, 121; 1984, ch. 39, 40; 1986, ch. 40

3. (1) Subsection 79(1) of the *Canada Labour Code* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

3. (1) Le paragraphe 79(1) du *Code canadien du travail* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"hazardous substance" «*substance hasardeuse*»

" "hazardous substance" includes a controlled product and a chemical, biological or physical agent that by reason of a property that the agent possesses is hazardous to the safety or health of a person exposed to it;"

«substance hasardeuse» Est assimilé à une substance hasardeuse un agent chimique, biologique ou physique dont une propriété présente un danger pour la sécurité ou la santé de quiconque y est exposé, et un produit contrôlé.»

«substance hasardeuse» "*hazardous substance*"

1984, c. 39, s. 17

(2) Subsection 79(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 79(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

"(2) In this Part, the expressions "controlled product", "hazard symbol", "ingredient Disclosure List", "label" and "material safety data sheet" have the same meaning as in the Hazardous Products Act.

Idem

(3) Except where otherwise provided in this Part, all other words and expressions have the same meaning as in Part V."

1992, c. 29, s. 20

4. Paragraphs 82(1) and (m) of the said Act are repealed.

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 82 thereof, the following section:

Idem

"82.1 Without restricting the generality of section 81 or limiting the duties of an employer under section 82 but subject to such exceptions as may be prescribed, every employer shall, in respect of every work place controlled by him,

(a) ensure that concentrations of hazardous substances in the work place are controlled in accordance with prescribed standards;

(b) ensure that all hazardous substances in the work place are stored and handled in the manner prescribed;

(c) ensure that all hazardous substances in the work place, other than controlled products, are identified in the manner prescribed;

(d) subject to the Hazardous Materials Information Review Act, ensure that each controlled product in the work place or each container in the work place in which a controlled product is contained has applied to it a label that shows prescribed information and has displayed on it or in the manner prescribed, all applicable prescribed hazard symbols; and

(e) [illegible] in the manner prescribed, in each work place in the manner prescribed, in each of his employees a material safety data sheet with respect to each controlled product in the work place that discloses the following information, namely,

Idem

"(2) In this Part, the expressions "controlled product", "hazard symbol" "Ingredient Disclosure List", "label" and "material safety data sheet" have the same meaning as in the *Hazardous Products Act*.

Idem

(3) Except where otherwise provided in this Part, all other words and expressions have the same meaning as in Part V."

1984, c. 39, s. 20

4. Paragraphs 82(*l*) and (*m*) of the said Act are repealed.

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 82 thereof, the following sections:

Idem

"**82.1** Without restricting the generality of section 81 or limiting the duties of an employer under section 82 but subject to such exceptions as may be prescribed, every employer shall, in respect of every work place controlled by him,

(*a*) ensure that concentrations of hazardous substances in the work place are controlled in accordance with prescribed standards;

(*b*) ensure that all hazardous substances in the work place are stored and handled in the manner prescribed;

(*c*) ensure that all hazardous substances in the work place, other than controlled products, are identified in the manner prescribed;

(*d*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, ensure that each controlled product in the work place or each container in the work place in which a controlled product is contained has applied to it a label that discloses prescribed information and has displayed on it, in the manner prescribed, all applicable prescribed hazard symbols; and

(*e*) subject to the *Hazardous Materials Information Review Act*, make available, in the manner prescribed, to each of his employees a material safety data sheet with respect to each controlled product in the work place that discloses the following information, namely,

«(2) Dans la présente partie, les termes «produit contrôlé», «liste de divulgation des ingrédients», «étiquette», «signal de danger» et «fiche signalétique» s'entendent au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.

Idem

(3) Sauf indication contraire dans la présente partie, les autres mots et expressions s'entendent au sens de la partie V.»

Idem

4. Les alinéas 82*l*) et *m*) de la même loi sont abrogés.

1984, ch. 39, art. 20

5. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 82, de ce qui suit :

Idem

«**82.1** Sans préjudice de la portée générale de l'article 81 ni limitation des obligations de l'employeur prévues à l'article 82, mais sous réserve des exceptions qui peuvent être prévues par règlement, tout employeur, en ce qui concerne tout lieu de travail qu'il contrôle :

a) veille à ce que les concentrations des substances hasardeuses présentes dans le lieu de travail soient contrôlées conformément aux normes réglementaires;

b) veille à ce que les substances hasardeuses se trouvant dans un lieu de travail soient entreposées et manipulées conformément aux règlements;

c) veille à ce que les substances hasardeuses, à l'exclusion des produits contrôlés, se trouvant dans un lieu de travail soient identifiées conformément aux règlements;

d) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, veille à ce que les produits contrôlés, ou les contenants d'emballage de ces produits, se trouvant dans un lieu de travail soient étiquetés de manière à divulguer les renseignements réglementaires et à afficher les signaux de danger réglementaires pertinents;

e) sous réserve de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, met à la disposition de chacun de ses employés, conformément aux règlements, une fiche signalétique

(i) where the controlled product is a pure substance, the chemical identity of the controlled product and, where the controlled product is not a pure substance, the chemical identity of any ingredient thereof that is a controlled product and the concentration of that ingredient,

(ii) where the controlled product contains an ingredient that is included in the Ingredient Disclosure List and the ingredient is in a concentration that is equal to or greater than the concentration specified in the Ingredient Disclosure List for that ingredient, the chemical identity and concentration of that ingredient,

(iii) the chemical identity of any ingredient thereof that the employer has reasonable grounds to believe may be harmful to an employee and the concentration of that ingredient,

(iv) the chemical identity of any ingredient thereof the toxicological properties of which are not known to the employer and the concentration of that ingredient, and

(v) such other information with respect to the controlled product as may be prescribed.

qui divulgue, pour chaque produit contrôlé se trouvant dans le lieu de travail, les renseignements suivants :

(i) dans le cas où le produit contrôlé est une substance pure, la dénomination chimique ou, dans le cas contraire, la dénomination chimique et la concentration de tout ingrédient qui est lui-même un produit contrôlé,

(ii) la dénomination chimique d'un ingrédient d'un produit contrôlé, inscrit sur la liste de divulgation des ingrédients, si cette concentration est égale ou supérieure à celle qui est inscrite sur cette liste pour cet ingrédient,

(iii) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient que l'employeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, nocif pour un employé,

(iv) la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient dont les propriétés toxicologiques ne sont pas connues de l'employeur,

(v) les autres renseignements, prévus par règlement, relatifs au produit contrôlé.

Employer shall provide information in emergency

82.2 (1) An employer shall, in respect of any controlled product in a work place controlled by him, provide, as soon as is practicable in the circumstances, any information referred to in paragraph 82.1(*e*) that is in the possession of the employer to any physician or other prescribed medical professional who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, an employee in an emergency.

Obligation de l'employeur

82.2 (1) L'employeur est tenu, en ce qui concerne un produit contrôlé se trouvant dans un lieu de travail qu'il contrôle, de fournir, aussitôt que possible selon les circonstances, les renseignements visés à l'alinéa 82.1*e*) qu'il possède sur ce produit au médecin, ou à tout autre professionnel de la santé désigné par règlement, qui lui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'un employé qui se trouve dans une situation d'urgence, ou afin de traiter celui-ci.

Information to be kept confidential

(2) Any physician or other prescribed medical professional to whom information is provided by an employer pursuant to subsection (1) shall keep confidential any information specified by the employer as being confidential except for the purpose for which it is provided."

Protection des renseignements

(2) Le médecin, ou tout autre professionnel de la santé désigné par règlement, à qui l'employeur fournit des renseignements conformément au paragraphe (1) est tenu de tenir confidentiels ceux que l'employeur désigne comme tels, sauf en ce qui concerne les fins pour lesquelles ils sont communiqués.»

1984, c. 39, s. 20

6. Subsection 101(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Information confidential

"(2) Subject to subsection (2.1), no safety officer who is admitted to any work place pursuant to the powers conferred on a safety officer by section 98 or person accompanying a safety officer therein shall disclose to any person any information obtained by him therein with regard to any secret process or trade secret except for the purposes of this Part or as required by law.

Idem

(2.1) All information that, pursuant to the *Hazardous Materials Information Review Act*, an employer is exempt from disclosing under paragraph 82.1(*d*) or (*e*) or under paragraph 13(*a*) or (*b*) or 14(*a*) or (*b*) of the *Hazardous Products Act* and that is obtained in a work place controlled by the employer by a safety officer who is admitted to the work place pursuant to the powers conferred on a safety officer by section 98 or by a person accompanying a safety officer therein is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, shall not be disclosed to any other person except for the purposes of this Part."

7. (1) Section 105 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Idem

"(3.1) Every person who contravenes paragraph 82.1(*c*), (*d*) or (*e*) or subsection 82.2(1) or (2) or 101(2.1) is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both."

1984, c. 39, s. 20

(2) Paragraphs 105(6)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

6. Le paragraphe 101(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 39, art. 20

Caractère confidentiel des renseignements

«(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), aucun agent de sécurité admis dans un lieu de travail en se fondant sur les pouvoirs que l'article 98 lui confère, ni aucune personne qui l'accompagne, ne peut divulguer à quiconque les renseignements qu'il y a obtenus au sujet d'un secret de fabrication ou de commerce, sauf pour l'application de la présente partie ou selon que l'exige la loi.

Idem

(2.1) Les renseignements pour lesquels l'employeur est soustrait, en application de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, à la divulgation prévue aux alinéas 82.1*d*) ou *e*) de la présente loi ou aux alinéas 13*a*) ou *b*) ou 14*a*) ou *b*) de la *Loi sur les produits dangereux*, qui sont obtenus sous le régime de l'article 98 par l'agent de sécurité, ou une personne qui l'accompagne, dans un lieu de travail contrôlé par l'employeur sont protégés et ne peuvent, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, être divulgués à quiconque, sauf pour l'application de la présente partie.»

7. (1) L'article 105 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Idem

«(3.1) Quiconque contrevient à l'alinéa 82.1*c*), *d*) ou *e*) ou aux paragraphes 82.2(1), (2) ou 101(2.1) est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.»

(2) Les alinéas 105(6)*d*) et *e*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 39, art. 20

"(*d*) subsection 82.2(1), 82.2(2), 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(2.1), 101(3), 101(4) or 105.7(1), or

(*e*) section 81, 82.1, 99 or 100,"

«*d*) au paragraphe 82.2(1), 82.2(2), 84(1), 92(1), 93(1), 101(2), 101(2.1), 101(3), 101(4) ou 105.7(1),

e) à l'article 81, 82.1, 99 ou 100,»

1984, c. 39, s. 20

8. Subsection 105.6(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. Le paragraphe 105.6(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 39, art. 20

Imprisonment precluded in certain cases

"**105.6** (1) Where a person is convicted of an offence under this Part on proceedings by way of summary conviction and the only punishment provided for the offence under this Part is a fine, no imprisonment may be imposed as punishment for the offence or in default of payment of any fine imposed as punishment."

«**105.6** (1) Il ne peut être imposé de peine d'emprisonnement à une personne reconnue coupable d'une infraction prévue à la présente partie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou pour défaut de paiement d'une amende imposée pour telle infraction, si la seule peine prévue pour celle-ci est une amende.»

Exclusion de l'emprisonnement

PART III

HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW ACT

Short Title

Short title

9. This Part may be cited as the *Hazardous Materials Information Review Act*.

PARTIE III

LOI SUR LE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES

Titre abrégé

9. Titre abrégé de la présente partie : *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*.

Titre abrégé

Interpretation

Definitions

10. (1) In this Part,

"affected party" «*partie touchée*»

"affected party", in respect of any provision of this Part, has the meaning assigned by regulation;

"Chief Appeals Officer" «*directeur de la Section d'appel*»

"Chief Appeals Officer" means the Chief Appeals Officer appointed pursuant to section 38;

"Chief Screening Officer" «*directeur de la Section de contrôle*»

"Chief Screening Officer" means the Chief Screening Officer appointed pursuant to section 38;

"Commission" «*Conseil*»

"Commission" means the Hazardous Materials Information Review Commission established by subsection 28(1);

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*;

Définitions

Définitions

10. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«agent de contrôle» Personne nommée à ce titre en vertu de l'article 38.

«agent de contrôle» "*screening officer*"

«Conseil» Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses constitué par le paragraphe 28(1).

«Conseil» "*Commission*"

«directeur de la Section d'appel» Le directeur de la Section d'appel nommé en application de l'article 38.

«directeur de la Section d'appel» "*Chief Appeals Officer*"

«directeur de la Section de contrôle» Le directeur de la Section de contrôle nommé en application de l'article 38.

«directeur de la Section de contrôle» "*Chief Screening Officer*"

«directeur général» Le directeur général du Conseil.

«directeur général» "*President*"

"employer" «*employeur*»
"employer" has the same meaning as in Part IV of the *Canada Labour Code*;

"material safety data sheet" «*fiche signalétique*»
"material safety data sheet" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*;

"Minister" «*ministre*»
"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs;

"prescribed" *Version anglaise seulement*
"prescribed" means prescribed by regulation;

"President" «*directeur général*»
"President" means the President of the Commission;

"regulation" «*règlement*»
"regulation" means a regulation made pursuant to section 48;

"rule" «*règle*»
"rule" means a rule made pursuant to section 47;

"screening officer" «*agent de contrôle*»
"screening officer" means a screening officer appointed pursuant to section 38;

"supplier" «*fournisseur*»
"supplier" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*.

Meaning of "provisions of the *Hazardous Products Act*"
(2) In this Part, "provisions of the *Hazardous Products Act*" means the provisions of Part II of that Act or the regulations made under that Part but does not include the provisions of any regulation made pursuant to paragraph 15(1)(*j*) of that Act.

Meaning of "provisions of the *Canada Labour Code*"
(3) In this Part, "provisions of the *Canada Labour Code*" means the provisions of Part IV of that Act or the regulations made under that Part but does not include the provisions of section 82.2 of that Act or any regulation made pursuant to section 106 of that Act for the purposes of section 82.2 of that Act.

Review of Confidential Business Information

Claim for exemption by supplier
11. (1) Any supplier who is required, either directly or indirectly, pursuant to the provisions of the *Hazardous Products Act*, to disclose

(*a*) the chemical identity or concentration of any ingredient of a controlled product, or

«employeur» S'entend au sens de la partie IV du *Code canadien du travail*.
«employeur» "*employer*"

«fiche signalétique» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«fiche signalétique» "*material safety data sheet*"

«fournisseur» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«fournisseur» "*supplier*"

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations.
«ministre» "*Minister*"

«partie touchée» S'entend au sens des règlements.
«partie touchée» "*affected party*"

«produit contrôlé» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*.
«produit contrôlé» "*controlled product*"

«règle» Règle établie en vertu de l'article 47.
«règle» "*rule*"

«règlement» Règlement d'application de l'article 48.
«règlement» "*regulation*"

Dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*
(2) Dans la présente partie, on entend par «dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*» les dispositions de la partie II de cette loi ou les règlements d'application de celle-ci, à l'exclusion des règlements d'application de l'alinéa 15(1)*j*) de cette loi.

Dispositions du *Code canadien du travail*
(3) Dans la présente partie, ou entend par «dispositions du *Code canadien du travail*» les dispositions de la partie IV de cette loi ou les règlements d'application de celle-ci, à l'exclusion de l'article 82.2 de cette loi ou des règlements pris en vertu de l'article 106 de cette loi pour l'application de l'article 82.2 de cette loi.

Contrôle des renseignements confidentiels

Demande de dérogation — fournisseur
11. (1) Le fournisseur qui est tenu, directement ou indirectement, en application de la *Loi sur les produits dangereux*, de divulguer les renseignements énumérés ci-après peut, s'il estime que ces renseignements sont confidentiels, présenter au directeur de la Section de contrôle, conformément au présent article, une demande de dérogation à l'obligation de divulguer :

(b) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product

may, if the supplier considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

Claim for exemption by employer

(2) Any employer who is required, either directly or indirectly, pursuant to the provisions of the *Canada Labour Code*, to disclose

(a) the chemical identity or concentration of any ingredient of a controlled product,

(b) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product,

(c) the chemical name, common name, generic name, trade name or brand name of a controlled product, or

(d) information that could be used to identify a supplier of a controlled product

may, if the employer considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

Manner of filing claim and fee payable

(3) A claim for exemption shall be in such form and be filed in such manner as is prescribed and shall be accompanied by the prescribed fee or a fee calculated in the manner prescribed.

Contents of claim

(4) A claim for exemption shall contain the information in respect of which the exemption is claimed and such other information as is prescribed and shall be accompanied by the material safety data sheet or label to which it relates.

Exemption

(5) Where a supplier or an employer files a claim for exemption in accordance with this section and the final disposition of the proceedings in relation to the claim is that the claim or a portion of the claim is not valid, the supplier or employer, as the case may be, is not entitled to file any other claim for exemption in relation to the information

(*b*) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product

may, if the supplier considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

a) soit la dénomination chimique ou la concentration d'un ingrédient d'un produit contrôlé;

b) soit le titre d'une étude toxicologique qui identifie un ingrédient d'un produit contrôlé.

Claim for exemption by employer

(2) Any employer who is required, either directly or indirectly, pursuant to the provisions of the *Canada Labour Code*, to disclose

(*a*) the chemical identity or concentration of any ingredient of a controlled product,

(*b*) the name of any toxicological study that identifies any ingredient of a controlled product,

(*c*) the chemical name, common name, generic name, trade name or brand name of a controlled product, or

(*d*) information that could be used to identify a supplier of a controlled product

may, if the employer considers such information to be confidential business information, claim an exemption from the requirement to disclose that information by filing with the Chief Screening Officer a claim for exemption in accordance with this section.

Demande de dérogation — employeur

(2) L'employeur qui est tenu, directement ou indirectement, en application du *Code canadien du travail*, de divulguer les renseignements énumérés ci-après peut, s'il estime que ces renseignements sont confidentiels, présenter au directeur de la Section de contrôle, conformément au présent article, une demande de dérogation à l'obligation de divulguer :

a) soit la dénomination chimique ou la concentration d'un produit contrôlé;

b) soit le titre d'une étude toxicologique qui identifie un ingrédient d'un produit contrôlé;

c) soit l'appellation chimique, courante, commerciale ou générique, soit la marque d'un produit contrôlé;

d) soit les renseignements qui pourraient servir à identifier le fournisseur d'un produit contrôlé.

Manner of filing claim and fee payable

(3) A claim for exemption shall be in such form and be filed in such manner as is prescribed and shall be accompanied by the prescribed fee or a fee calculated in the manner prescribed.

Modalités de la demande

(3) La demande de dérogation est présentée selon les modalités réglementaires et est assujettie au droit réglementaire ou fixé de la manière réglementaire.

Contents of claim

(4) A claim for exemption shall contain the information in respect of which the exemption is claimed and such other information as is prescribed and shall be accompanied by the material safety data sheet or label to which it relates.

Renseignements et documents

(4) La demande de dérogation contient les renseignements à l'égard desquels elle est présentée et les autres renseignements prévus par règlement et est accompagnée de la fiche signalétique ou de l'étiquette qu'elle met en cause.

Restriction

(5) Where a supplier or an employer files a claim for exemption in accordance with this section and the final disposition of the proceedings in relation to the claim is that the claim or a portion of the claim is not valid, the supplier or employer, as the case may be, is not entitled to file any other claim for exemption in relation to the information

Limitation

(5) Le fournisseur ou l'employeur auteur d'une demande de dérogation conformément au présent article qui est définitivement jugée non fondée en tout ou en partie n'a pas droit de présenter une autre demande de dérogation à l'égard des renseignements pour lesquels le tout ou la partie de la demande a été jugée non fondée.

in respect of which the claim or portion of the claim was determined to be invalid.

Duties of Chief Screening Officer

12. (1) The Chief Screening Officer shall, on receipt of a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates and of payment of the required fee,

(*a*) cause a notice of the filing of the claim to be published in the *Canada Gazette*; and

(*b*) assign a screening officer to review the claim and the material safety data sheet or label to which it relates.

Notice

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*a*) shall contain a statement offering every affected party the opportunity to make written representations to the screening officer with respect to the claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates within such period as may be specified in the notice.

Idem

(3) The notice referred to in paragraph (1)(*a*) shall not disclose any information in respect of which the claim for exemption is made.

Duties of screening officer

13. (1) A screening officer shall review a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates in accordance with the prescribed procedures and shall

(*a*) decide whether, having regard to the criteria prescribed pursuant to paragraph 48(1)(*a*), the claim or any portion of the claim is valid; and

(*b*) decide whether the material safety data sheet or label to which the claim relates, except to the extent that it does not disclose the information in respect of which the claim is made, complies with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be.

Consultation

(2) A screening officer may consult officials of the Department of National Health and Welfare for the purpose of determining whether a material safety data sheet or label complies with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*.

Fonctions du directeur de la Section de contrôle

12. (1) Sur réception d'une demande de dérogation et de la fiche signalétique ou de l'étiquette en cause ainsi que du paiement du droit exigible, le directeur de la Section de contrôle :

a) fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de la demande;

b) charge un agent de contrôle d'étudier la demande et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause.

Avis

(2) L'avis visé à l'alinéa (1)*a*) contient une offre faite à toute partie touchée de faire auprès de l'agent de contrôle des représentations par écrit sur la demande de dérogation et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause dans le délai qui est spécifié dans l'avis.

Idem

(3) L'avis visé à l'alinéa (1)*a*) ne peut divulguer les renseignements faisant l'objet de la demande.

Fonctions de l'agent de contrôle

13. (1) L'agent de contrôle étudie la demande de dérogation et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause conformément aux modalités réglementaires et :

a) décide si, sur la base des critères réglementaires établis en application de l'alinéa 48(1)*a*), la demande est fondée en tout ou en partie;

b) décide si la fiche signalétique ou l'étiquette visée par la demande est conforme, sauf dans la mesure où elle ne divulgue pas les renseignements visés par la demande, aux exigences de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail* selon le cas.

Consultation

(2) L'agent de contrôle peut consulter les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social afin de déterminer si la fiche signalétique ou l'étiquette est conforme aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou à celles du *Code canadien du travail*.

Screening officer may request additional information

14. (1) A screening officer may, for the purposes of determining any matter referred to in paragraph 13(1)(*a*) or (*b*), by registered mail, send a written notice to a claimant requesting the claimant to submit such additional information as the screening officer may require.

Renseignements supplémentaires

14. (1) Pour décider d'une question visée aux alinéas 13(1)*a*) ou *b*), l'agent de contrôle peut exiger du demandeur, par avis écrit envoyé par courrier recommandé, la fourniture des renseignements supplémentaires que l'agent estime indiqués.

Claimant shall comply with request

(2) Every claimant to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall disclose to the screening officer, in the manner and within the period specified in the notice, any information that is requested in the notice and is in the possession of, or is available to, the claimant.

Obligation du demandeur

(2) Le destinataire de l'avis visé au paragraphe (1) divulgue à l'agent de contrôle, selon les modalités de forme et de temps qui y sont indiquées, les renseignements, exigés par l'avis, qu'il a à sa disposition.

Decision in writing

15. (1) A screening officer shall as soon as is practicable render a decision in writing on a claim for exemption and the material safety data sheet or label to which it relates, including reasons for the decision, and shall

(*a*) cause a copy of the decision to be given to the claimant; and

(*b*) cause a notice of the decision to be given to each affected party who made written representations to the screening officer with respect to the claim for exemption or the material safety data sheet or label to which it relates.

Décision par écrit

15. (1) L'agent de contrôle rend, aussitôt que possible, une décision motivée par écrit sur la demande de dérogation la fiche signalétique ou l'étiquette en cause et :

a) fait remettre un exemplaire de la décision au demandeur;

b) fait donner un avis de la décision à chaque partie touchée qui a présenté à l'agent des observations par écrit concernant la demande et la fiche signalétique ou l'étiquette en cause.

Notice of decision

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*b*) shall contain sufficient information to indicate the purport of a decision of a screening officer and the reasons therefor but shall not disclose any information in respect of which a claim for exemption is made.

Notification de la décision

(2) L'avis prévu à l'alinéa (1)*b*) doit contenir les renseignements nécessaires pour indiquer le sens de la décision de l'agent de contrôle et la motivation de celle-ci, sans toutefois divulguer de renseignements faisant l'objet de la demande.

Order of screening officer

16. (1) Where under paragraph 13(1)(*a*) a screening officer determines that a claim or portion of a claim for exemption is not valid, the screening officer shall order the claimant to comply with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code* in respect of which the claim or portion of the claim for exemption was determined not to be valid, in the manner and within the period specified in the order.

Ordre de l'agent de contrôle

16. (1) Si l'agent de contrôle juge, en vertu de l'alinéa 13(1)*a*), que tout ou partie d'une demande de dérogation n'est pas fondée, il ordonne au demandeur de se conformer aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail* en ce qui concerne le tout ou la partie de la demande qui a été jugée non fondée, selon les modalités de forme et de temps précisées par l'ordre.

No retrospective effect

(2) No order made under subsection (1) shall have retrospective effect.

Absence de rétrospectivité

(2) Les ordres donnés en vertu du paragraphe (1) ne peuvent avoir d'effet rétrospectif.

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the order in the manner and within the period specified in the order.

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall, for the purposes of this provision of the Hazardous Products Act or the provisions of the Canada Labour Code, as the case may be, be deemed to have complied with those provisions.

17. (1) Where under paragraph 13(1)(*b*) a screening officer determines that a material safety data sheet or label to which a claim for exemption relates does not comply with the provisions of the Hazardous Products Act or the provisions of the Canada Labour Code, as the case may be, the screening officer shall order the claimant to comply with those provisions, except to the extent that they would require the claimant to disclose the information in respect of which the claim is made, in the manner and within the period specified in the order.

(2) No order made under subsection (1) shall have retrospective effect.

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the requirements specified in the order in the manner and within the period specified in the order.

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall, for the purposes of the Hazardous Products Act or the provisions of the Canada Labour Code, as the case may be, be deemed to have complied with those provisions.

18. (1) The Chief Screening Officer shall cause to be published in the Canada Gazette

(*a*) a notice containing prescribed information on each decision and order made by a screening officer under section 15, 16 or 17; and

(*b*) a notice containing any prescribed information in the opinion of a screening officer

Compliance with order

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the order in the manner and within the period specified in the order.

(3) Le demandeur à qui est donné l'ordre prévu au paragraphe (1) s'y conforme selon ses modalités.

Observation de l'ordre

Deemed compliance

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall, for the purposes of the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, be deemed to have complied with those provisions.

(4) Le demandeur qui se conforme à l'ordre donné en vertu du paragraphe (1), selon ses modalités, est réputé, pour l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou de celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, s'être conformé à ces dispositions.

Observation présumée

Order re material safety data sheet

17. (1) Where under paragraph 13(1)(*b*) a screening officer determines that a material safety data sheet or label to which a claim for exemption relates does not comply with the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, the screening officer shall order the claimant to comply with those provisions, except to the extent that they would require the claimant to disclose the information in respect of which the claim is made, in the manner and within the period specified in the order.

17. (1) L'agent de contrôle qui juge, en vertu de l'alinéa 13(1)*b*), qu'une fiche signalétique ou une étiquette visée par une demande de dérogation n'est pas conforme aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou à celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, peut ordonner au demandeur de s'y conformer, sauf dans la mesure où elles obligeraient le demandeur à divulguer les renseignements visés par la demande, selon les modalités de forme et de temps précisées par l'ordre.

Fiche signalétique

No retrospective effect

(2) No order made under subsection (1) shall have retrospective effect.

(2) Les ordres donnés en vertu du paragraphe (1) ne peuvent avoir d'effet rétrospectif.

Absence de rétrospectivité

Compliance with order

(3) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the requirements specified in the order in the manner and within the period specified in the order.

(3) Le demandeur à qui est donné l'ordre prévu au paragraphe (1) s'y conforme selon ses modalités de temps et de forme.

Observation de l'ordre

Deemed compliance

(4) Every claimant who complies with an order under subsection (1) in the manner and within the period specified in the order shall be deemed, for the purposes of the provisions of the *Hazardous Products Act* or the provisions of the *Canada Labour Code*, as the case may be, to have complied with those provisions.

(4) Le demandeur qui se conforme à l'ordre donné en vertu du paragraphe (1), selon ses modalités, est réputé, pour l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou de celles du *Code canadien du travail*, selon le cas, s'être conformé à ces dispositions.

Observation présumée

Notice

18. (1) The Chief Screening Officer shall cause to be published in the *Canada Gazette*

(*a*) a notice containing prescribed information on each decision and order made by a screening officer under section 15, 16 or 17; and

(*b*) a notice containing any information that, in the opinion of a screening officer,

18. (1) Le directeur de la Section de contrôle fait publier dans la *Gazette du Canada* :

a) un avis contenant les renseignements réglementaires concernant chaque décision rendue par l'agent de contrôle en vertu de l'article 15 ou ordre donné par celui-ci en vertu des articles 16 ou 17;

Avis

should have been disclosed on any material safety data sheet or label reviewed by the screening officer.

b) un avis contenant les renseignements qui, de l'avis de l'agent de contrôle, auraient dû être divulgués sur une fiche signalétique ou une étiquette qui lui est soumise.

Copies

(2) The Chief Screening Officer shall make copies of any notice published in the *Canada Gazette* under paragraph (1)(*a*) or (*b*) available to any person on request in writing.

Exemplaires

(2) Le directeur de la Section de contrôle met des exemplaires d'un avis publié en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*) à la disposition de quiconque en fait la demande par écrit.

Restriction

(3) No notice referred to in subsection (1) shall disclose any information in respect of which a claim for exemption has been made.

Limitation

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) ne peut divulguer des renseignements faisant l'objet d'une demande de dérogation.

Exemption

Dérogation

Exemption

19. (1) Every person who files a claim for exemption in accordance with section 11 is, until the final disposition of the proceedings in relation to the claim for exemption, exempt from the requirement in respect of which the exemption is claimed.

Dérogation

19. (1) L'auteur de la demande de dérogation prévue à l'article 11 est soustrait, pendant l'instance, aux exigences visées par la demande.

Idem

(2) Where the final disposition of the proceedings in relation to a claim for exemption is that the claim or a portion of the claim is valid, the claimant is, for a period of three years beginning on the final disposition of the proceedings, exempt from the requirement in respect of which the claim or portion of the claim is determined to be valid.

Idem

(2) En cas de décision définitive par laquelle une demande est jugée fondée en tout ou en partie, le demandeur est soustrait, pour une période de trois ans à compter de cette décision, aux exigences visées par tout ou partie de cette demande.

Definition of "proceedings"

(3) In this section, "proceedings", in relation to a claim for exemption, means any proceedings under this Part in relation to that claim for exemption and includes proceedings commenced in the Federal Court and proceedings on any appeal from any decision of that court.

Définition d'«instance»

(3) Dans le présent article, on entend par «instance» les procédures prévues par la présente partie en ce qui concerne une demande de dérogation, y compris les procédures entamées devant la Cour fédérale et les procédures d'appel d'une décision de cette cour.

Appeals

Appels

Right of appeal

20. (1) A claimant or any affected party may, within such period as may be prescribed, appeal any decision or order of a screening officer made under section 15, 16 or 17 by filing a statement of appeal with the Chief Appeals Officer setting out the grounds on which the appeal is made and any submissions in respect thereof.

Droit d'appel

20. (1) Le demandeur ou une partie touchée peut, dans le délai réglementaire, appeler d'une décision de l'agent de contrôle rendue en vertu de l'article 15 ou d'un ordre donné par celui-ci en vertu des articles 16 ou 17 par dépôt auprès du directeur de la Section d'appel d'une déclaration d'appel énonçant les motifs de l'appel et les représentations à l'appui de celui-ci.

Manner of filing appeal and fee payable

(2) A statement of appeal shall be in such form and shall be filed in such manner as is

Modalités de l'appel

(2) La déclaration d'appel est présentée selon les modalités réglementaires et est

prescribed and shall be accompanied by the prescribed fee or a fee calculated in the manner prescribed.

accompagnée du droit réglementaire ou de celui fixé de la manière réglementaire.

Stay of order

(3) An appeal instituted pursuant to subsection (1) in relation to an order of a screening officer made under section 16 or 17 shall stay the operation of the order.

(3) Le pourvoi en appel d'un ordre de l'agent de contrôle donné en vertu des articles 16 ou 17 a pour effet de suspendre l'application de l'ordre dont appel.

Suspension de la décision

Duties of Chief Appeals Officer

21. The Chief Appeals Officer shall, on receipt of a statement of appeal and of payment of the required fee,

(*a*) cause an appeal board to be appointed in accordance with section 43 to hear and determine the appeal; and

(*b*) cause a notice of the appointment of an appeal board to be given to the claimant and to each affected party who made written representations to the screening officer with respect to the matter under appeal.

21. Sur réception d'une déclaration d'appel et paiement du droit exigé, le directeur de la Section d'appel :

a) fait constituer une commission d'appel, conformément à l'article 43, chargée d'entendre l'appel et de statuer sur celui-ci;

b) fait donner avis de la constitution d'une commission d'appel au demandeur et à chaque partie touchée qui a présenté des observations à l'agent de contrôle en ce qui concerne la question faisant l'objet de l'appel.

Fonctions du directeur de la Section d'appel

Convening of appeal board

22. An appeal board shall be convened in the province in which the claimant carries on business or, where the claimant carries on business in more than one province, in the province that, in the opinion of the Chief Appeals Officer, is the most directly concerned with the question under appeal.

22. La commission d'appel est convoquée dans la province où le demandeur exerce ses activités ou, si celui-ci exerce ses activités dans plus d'une province, dans la province que le directeur de la Section d'appel juge la plus touchée par la question dont appel.

Convocation de la commission d'appel

Hearing of appeal

23. (1) An appeal board shall hear an appeal

(*a*) in accordance with the prescribed procedures;

(*b*) on the basis of

(i) the record of the screening officer whose decision or order is being appealed,

(ii) the statement of appeal, and

(iii) any submissions made to the appeal board by the claimant or by any affected party; and

(*c*) where appropriate, having regard to the criteria prescribed pursuant to paragraph 48(1)(*a*).

23. (1) La commission d'appel est saisie d'un appel :

a) conformément à la procédure réglementaire;

b) sur la base, à la fois :

(i) du rapport de la décision ou de l'ordre de l'agent de contrôle dont appel,

(ii) de la déclaration d'appel,

(iii) des observations qui lui sont présentées par le demandeur ou une partie touchée;

c) d'une décision mettant en cause un critère réglementaire prévu à l'alinéa 48(1)*a*).

Saisine de la commission d'appel

Disposition of appeal

(2) An appeal board may dispose of an appeal by

(*a*) dismissing the appeal and confirming the decision or order of the screening officer; or

(2) La commission peut statuer sur l'appel :

a) soit par rejet de celui-ci et ratification de la décision ou de l'ordre de l'agent de contrôle;

Décision

(*b*) allowing the appeal and either varying or rescinding the decision or order being appealed.

b) soit en l'accueillant et en modifiant ou en annulant la décision dont appel.

Decision in writing

24. (1) An appeal board shall as soon as is practicable render a decision in writing on an appeal, including reasons for the decision, and shall

(*a*) cause a copy of the decision to be given to the claimant; and

(*b*) cause a notice of the decision to be given to each affected party who made submissions on the appeal to the appeal board.

Décision par écrit

24. (1) La commission d'appel rend, aussitôt que possible, une décision motivée par écrit et :

a) en fait remettre un exemplaire au demandeur;

b) fait donner un avis de la décision à chaque partie touchée qui a fait des représentations en l'instance.

Notice of decision

(2) The notice referred to in paragraph (1)(*b*) shall contain sufficient information to indicate the purport of a decision of an appeal board and the reasons therefor but shall not disclose any information in respect of which a claim for exemption was made.

Notification de la décision

(2) L'avis visé à l'alinéa (1)*b*) doit contenir les renseignements nécessaires pour indiquer le sens de la décision de la commission d'appel et la motivation de celle-ci, sans toutefois divulguer de renseignements faisant l'objet de la demande de dérogation.

Determination of appeal

25. (1) Where under paragraph 23(2)(*a*) an appeal board confirms a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer has the same force and effect as if the decision or order had not been appealed and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board and, where the appeal board confirms an order of a screening officer made under section 16 or 17, any period specified in the order for compliance therewith shall be extended accordingly.

Application de la décision

25. (1) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, ratifié en vertu de l'alinéa 23(2)*a*), est réputé s'appliquer comme s'il n'y avait pas eu appel, à compter de la date de la décision de la commission d'appel; dans les cas où la commission ratifie l'ordre de l'agent de contrôle donné en vertu des articles 16 ou 17, tout délai d'observation de l'ordre qui y est spécifié est prorogé en conséquence.

Idem

(2) Where under paragraph 23(2)(*b*) an appeal board varies a decision or order of a screening officer, the decision or order of the screening officer shall be deemed to have been made as varied and shall be deemed to have been made on the date of the decision of the appeal board.

Idem

(2) La décision ou l'ordre de l'agent de contrôle, modifié en vertu de l'alinéa 23(2)*b*), est réputé s'appliquer dans sa version modifiée à compter de la date de la décision de la commission d'appel.

Order for disclosure

26. (1) An appeal board may order a claimant to disclose in confidence to an affected party named in the order or to each affected party within a class of affected parties designated in the order any information in respect of which a claim for exemption that is the subject-matter of an appeal was made if, in the opinion of the appeal board, for reasons of health and safety in a work place, the information should be disclosed.

Ordre de divulgation

26. (1) La commission d'appel peut ordonner au demandeur de divulguer à une partie touchée, ou à telle partie comprise dans une catégorie de parties touchées désignée par l'ordre, des renseignements qui font l'objet d'un appel d'une décision portant sur une demande de dérogation, si elle estime que, pour des raisons de santé et de sécurité, ces renseignements devraient être divulgués.

Compliance with order

(2) Every claimant to whom an order made under subsection (1) is directed shall comply with the order in the manner and within the period specified in the order.

(2) Le demandeur visé par un ordre de divulgation s'y conforme selon les modalités de forme et de temps qui y sont spécifiées. Observation de l'ordre

Information privileged

(3) No affected party to whom information is disclosed in confidence pursuant to an order made under subsection (1) shall disclose that information to any other person or allow any other person to have access to that information.

(3) Il est interdit à la partie touchée à qui des renseignements sont divulgués en application du paragraphe (1) de les divulguer à une autre personne ou de permettre à une autre personne d'y avoir accès. Renseignements protégés

Notice

27. (1) The Chief Appeals Officer shall cause to be published in the *Canada Gazette*

(*a*) a notice containing prescribed information on each decision made by an appeal board under section 24; and

(*b*) a notice containing any information that, in the opinion of an appeal board, should have been disclosed on any material safety data sheet or label that was the subject-matter of an appeal to the appeal board.

27. (1) Le directeur de la Section d'appel fait publier dans la *Gazette du Canada* : Avis

a) un avis contenant les renseignements réglementaires concernant chaque décision rendue par une commission d'appel en vertu de l'article 24;

b) un avis contenant les renseignements qui, de l'avis de la commission d'appel, auraient dû être divulgués sur une fiche signalétique ou une étiquette qui faisait l'objet d'un appel.

Copies

(2) The Chief Appeals Officer shall make copies of any notice published in the *Canada Gazette* under paragraph (1)(*a*) or (*b*) available to any person on request in writing.

(2) Le directeur de la Section d'appel met des exemplaires d'un avis publié dans la *Gazette du Canada* en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*) à la disposition de quiconque en fait la demande par écrit. Exemplaires

Restriction

(3) No notice referred to in subsection (1) shall disclose any information in respect of which a claim for exemption has been made.

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) ne peut divulguer de renseignements faisant l'objet d'une demande de dérogation. Limitation

Commission Established

Constitution du Conseil

Commission established

28. (1) There is hereby established a commission to be known as the Hazardous Materials Information Review Commission governed by a council consisting of the members referred to in subsection (2) to be appointed by the Governor in Council.

28. (1) Est constitué le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses dirigé par un bureau de direction composé des membres visés au paragraphe (2), nommés par le gouverneur en conseil conformément au présent article. Constitution du Conseil

Appointment of governors

(2) The council shall consist of the following members:

(*a*) two governors to represent workers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of workers as the Minister deems appropriate;

(*b*) one governor to represent suppliers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative

(2) Les membres du bureau de direction sont les suivants : Nomination des membres du bureau de direction

a) deux membres représentent les travailleurs et sont nommés après consultation par le ministre des organismes de représentation de ceux-ci que celui-ci estime indiqués;

b) un membre représente les fournisseurs et est nommé après consultation par le ministre des organismes de représentation de ceux-ci que celui-ci estime indiqués;

of employers as the Minister deems appropriate;

(c) one governor to represent employees appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of employees as the Minister deems appropriate;

(d) one governor to represent the Government of Canada, appointed on the recommendation of the Minister of Labour; and

(e) not fewer than four and not more than twelve governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory and the Government of the Northwest Territories, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

Terms

(3) Each governor shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

Non-appointment

(4) A governor is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

Remuneration and expenses

(5) A governor shall serve without remuneration and is not entitled to be paid travel or living expenses by the Canada Labour Relations Board.

Chairman

Appointment of Chairman

29. (1) There shall be a Chairman of the Board who shall be designated or elected as provided in this section.

Vice-Chairmen

(2) The Governor in Council shall designate one of the governors first to be appointed pursuant to paragraph 28(2)(d) or (e) to be the first Chairman.

Other Chairmen

(3) The Board shall, in accordance with the rules, elect each subsequent Chairman from among the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(d) or (e).

Term

(4) The governor who is Chairman shall hold office in that capacity for a term of one year.

Duties of Chairman

30. (1) The Chairman shall preside at meetings of the Board and shall perform such other duties as are assigned by the Board.

of suppliers as the Minister deems appropriate;

(*c*) one governor to represent employers, appointed after consultation by the Minister with such organizations representative of employers as the Minister deems appropriate;

(*d*) one governor to represent the Government of Canada, appointed on the recommendation of the Minister of Labour; and

(*e*) not fewer than four and not more than twelve governors to represent the governments of the ten provinces, the Government of the Yukon Territory and the Government of the Northwest Territories, appointed after consultation by the Minister with each of those governments.

c) un membre représente les employeurs et est nommé après consultation par le ministre des organismes de représentation des employeurs que celui-ci estime indiqués;

d) un membre représente le gouvernement fédéral et est nommé sur recommandation du ministre du Travail;

e) au moins quatre et au plus douze membres représentent le gouvernement des dix provinces, celui du territoire du Yukon et celui des Territoires du Nord-Ouest, après consultation par le ministre de chacun de ces gouvernements.

Term

(3) Each governor shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

(3) Les membres du bureau de direction sont nommés à titre inamovible pour des mandats de trois ans au maximum, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Mandat

Re-appointment

(4) A governor is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

(4) Le mandat des membres du bureau de direction peut être reconduit.

Reconduction

Remuneration and expenses

(5) A governor shall serve without remuneration and is not entitled to be paid travel or living expenses by the Commission.

(5) Les membres du bureau de direction ne reçoivent aucune rémunération du Conseil et celui-ci ne leur verse aucune indemnité de déplacement ou autre.

Rémunération et indemnités

Chairman

Président

Appointment of Chairman

29. (1) There shall be a Chairman of the council who shall be designated or elected as provided in this section.

29. (1) Le président du bureau de direction est désigné ou élu conformément au présent article.

Nomination du président

First Chairman

(2) The Governor in Council shall designate one of the governors first to be appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*) to be the first Chairman.

(2) Le gouverneur en conseil désigne le premier président parmi les premiers membres du bureau de direction nommés en application des alinéas 28(2)*d*) ou *e*).

Premier président

Other Chairmen

(3) The council shall, in accordance with the rules, elect each subsequent Chairman from among the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*).

(3) Le bureau de direction élit par la suite son président, conformément aux règles, parmi ceux de ses membres nommés en application des alinéas 28(2)*d*) ou *e*).

Autres présidents

Term

(4) The governor who is Chairman shall serve in that capacity for a term of one year.

(4) Le mandat du président est d'un an.

Mandat

Duties of Chairman

30. (1) The Chairman shall preside at meetings of the council and shall perform such other duties as are assigned by the council.

30. (1) Le président préside les réunions du bureau de direction et assume les autres fonctions dont le charge ce bureau.

Fonctions du président

Acting Chairman

(2) The council may authorize one of the governors appointed pursuant to paragraph 28(2)(*d*) or (*e*) to act as Chairman in the event that the Chairman is absent or unable to act or if the office of Chairman is vacant.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le bureau de direction peut autoriser un de ses membres, nommé en application des alinéas 28(2)*d*) ou *e*), à assumer la présidence.

Président intérimaire

Objects of Council

Objects

31. The objects of the council are, in addition to performing the functions of the council elsewhere specified in this Part,

(*a*) to make recommendations to the Minister on changes to the procedures established under this Part for the review of claims for exemption, including appeal procedures; and

(*b*) to review changes to the fees required to be paid on the filing of a claim for exemption or on the filing of an appeal and to make recommendations to the Minister in relation thereto.

Mission du bureau de direction

31. Le bureau de direction a pour mission, en outre de l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente partie :

a) de présenter des recommandations au ministre sur les modifications à apporter à la procédure prévue par la présente partie en matière de contrôle des demandes de dérogation et d'appel;

b) d'étudier les modifications des droits exigibles pour la présentation d'une demande de dérogation ou l'institution d'un appel et présenter des recommandations au ministre à ce sujet.

Mission

Powers and Functions

Powers and functions

32. The Commission may, in addition to exercising the powers and performing the functions specified in this Part, exercise such powers and perform such functions, not inconsistent with this Part, as may be conferred on or assigned to it by any law of a province relating to occupational health and safety.

Pouvoirs et fonctions

32. Le Conseil peut exercer, en plus des pouvoirs et fonctions précisés par la présente partie, les pouvoirs et fonctions, compatibles avec la présente partie, qui lui sont conférés par les lois d'une province en matière de santé et de sécurité professionnelles.

Pouvoirs et fonctions

Head Office and Meetings

Head office

33. The head office of the Commission shall be at such place in Canada as is designated by order of the Governor in Council.

Siège et réunions

33. Le siège du Conseil est fixé, au Canada, au lieu désigné par le gouverneur en conseil.

Siège

Meetings

34. The council shall meet at such times and places as the Chairman considers necessary but the council shall meet at least once in each year.

34. Le bureau de direction tient au Canada, aux date, heure et lieu du choix du président, un minimum d'une réunion par année.

Réunions

President

Appointment of President

35. (1) There shall be a President of the Commission who shall be appointed as provided in this section.

Directeur général

35. (1) Le directeur général du Conseil est nommé conformément au présent article.

Directeur général

First President

(2) The first President shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure.

(2) Le premier directeur général est nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil.

Premier directeur général

Subsequent Presidents

(3) Each subsequent President shall be appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister, after consultation by the Minister with the council, to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

Nominations subséquentes

(3) Par la suite, le directeur général est nommé par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre après consultation par celui-ci du bureau de direction, et occupe son poste à titre inamovible pour une période maximale de cinq ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Where appointee is governor

(4) Where the person appointed President is a governor, that person ceases to be a governor on assuming the office of President.

Nomination d'un membre du bureau de direction

(4) Dans les cas où le directeur général est choisi parmi les membres du bureau de direction, il cesse d'être membre du bureau dès son entrée en fonction comme directeur général.

Re-appointment

(5) The President is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

Reconduction

(5) Le mandat du directeur général peut être reconduit.

Duties of President

36. (1) The President is the chief executive officer of the Commission, has supervision over and direction of the work and staff of the Commission and shall perform such duties as are assigned by the council.

Fonctions

36. (1) Le directeur général est le premier dirigeant du Conseil; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel, sous la direction du bureau de direction.

Full-time

(2) The President shall devote the whole of his time to the performance of his duties under this Part.

Plein temps

(2) Le directeur général exerce à plein temps les fonctions que lui confère la présente partie.

Acting President

(3) The council may authorize an officer of the Commission to act as President in the event that the President is absent or unable to act or if the office of President is vacant, but no person so authorized may act as President for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.

Intérim du directeur général

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général ou de vacance de son poste, la direction générale est assumée par le fonctionnaire que désigne le bureau de direction à cet effet; l'intérim ne peut se prolonger de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Remuneration

37. (1) The President shall be paid such remuneration for services as the Governor in Council may from time to time determine.

Rémunération

37. (1) Le directeur général reçoit la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Expenses

(2) The President is entitled, subject to any Treasury Board directive in relation thereto, to be paid travel and living expenses incurred in carrying out any duties under this Part while absent from the President's ordinary place of residence.

Indemnités

(2) Il a droit, sous réserve d'une directive pertinente du Conseil du Trésor, aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de sa résidence habituelle, des fonctions qui lui sont conférées par la présente partie.

Staff

Personnel

Staff

38. Such employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission, including the Chief Appeals Officer, the Chief Screening Officer and the persons referred to in subsections 41(1) and 42(1),

Personnel

38. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil, y compris le directeur de la Section de contrôle et le directeur de la Section d'appel et les personnes visées aux paragraphes 41(1) et 42(1), est nommé

shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

conformément à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Superannuation

Pensions

Governors

39. (1) A governor or member of an appeal board shall be deemed not to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* unless the Governor in Council, by order, deems the governor or member to be so employed for those purposes.

39. (1) Les membres du bureau de direction et ceux d'une commission d'appel sont réputés ne pas être employés dans la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, sauf si le gouverneur en conseil prend un décret à l'effet contraire.

Membres du bureau de direction

President and employees

(2) The President and the employees appointed under section 38 shall be deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made pursuant to section 7.7 of the *Aeronautics Act*.

(2) Le directeur général et les employés nommés en vertu de l'article 38 sont réputés employés dans la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et employés dans la fonction publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et des règlements pris sous le régime de l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Pension

Organization

Structure

Divisions

40. (1) The Commission shall include a Screening Division and an Appeals Division.

40. (1) Le Conseil comporte une Section de contrôle et une Section d'appel.

Sections

Operation

(2) Subject to sections 41 and 42, the staff of each division of the Commisson shall be organized and the offices of each division shall be operated in such manner as may be provided by the rules.

(2) Sous réserve des articles 41 et 42, les règles prévoient l'organisation du personnel et le mode de fonctionnement de chaque section.

Fonctionnement

Screening Division

41. (1) The staff of the Screening Division shall consist of the Chief Screening Officer and such screening officers and other employees as may be required.

41. (1) Le personnel de la Section de contrôle est composé du directeur de la Section de contrôle ainsi que des agents de contrôle et autres personnels qui peuvent être nécessaires.

Section de contrôle

Chief Screening Officer

(2) The Chief Screening Officer shall, in addition to performing the duties specified in this Part, perform such duties as are assigned by the President.

(2) Le directeur de la Section de contrôle est responsable des activités de la Section de contrôle et exerce les fonctions dont le charge le directeur général.

Directeur de la Section de contrôle

Appeals Division

42. (1) The staff of the Appeals Division shall consist of the Chief Appeals Officer and such other employees as may be required.

42. (1) Le personnel de la Section d'appel est composé du directeur de la Section d'appel et des autres personnels qui peuvent être nécessaires.

Section d'appel

Chief Appeals Officer

(2) The Chief Appeals Officer shall, in addition to performing the duties specified in this Part, perform such duties as are assigned by the President.

(2) Le directeur de la Section d'appel est responsable des activités de la Section d'appel et exerce les fonctions dont le charge le directeur général.

Directeur de la Section d'appel

Appeal Boards

Appeal boards

43. (1) An appeal board shall, in relation to appeals relating to the provisions of the *Hazardous Products Act*, consist of three members to be appointed as follows:

(*a*) one member, who shall be chairman of the appeal board, appointed by the Chief Appeals Officer on the recommendation of the lieutenant-governor in council of the province in which the appeal board is to be convened;

(*b*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*a*)(i) prepared in respect of that province; and

(*c*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*a*)(ii) prepared in respect of that province.

Idem

(2) An appeal board shall, in relation to an appeal relating to the provisions of the *Canada Labour Code*, consist of three members to be appointed as follows:

(*a*) one member, who shall be the chairman of the appeal board, appointed by the Chief Appeals Officer on the recommendation of the Minister of Labour;

(*b*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among those persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*b*)(i) prepared in respect of the province in which the appeal board is to be convened; and

(*c*) one member appointed by the chairman of the appeal board from among the persons whose names appear on the list referred to in subparagraph (3)(*b*)(ii) prepared in respect of that province.

List of nominees

(3) The Chief Appeals Officer shall establish and maintain in respect of each province the following lists of nominees for appointment to appeal boards to be convened in that province:

(*a*) in relation to appeals relating to the provisions of the *Hazardous Products Act*,

Commissions d'appel

Composition

43. (1) Une commission d'appel chargée de traiter des appels qui découlent de l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* est composée de trois membres :

a) un membre, chargé de présider la commission, est nommé par le directeur de la Section d'appel sur recommandation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la commission doit être convoquée;

b) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*a*)(i), préparée pour cette province;

c) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*a*)(ii), préparée pour cette province.

Idem

(2) Une commission d'appel chargée de traiter des appels qui découlent de l'application des dispositions du *Code canadien du travail* est composée de trois membres :

a) un membre, chargé de présider la commission, est nommé par le directeur de la Section d'appel sur recommandation du ministre du Travail;

b) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*b*)(i), préparée pour cette province;

c) un membre est nommé par le président de la commission d'appel parmi les personnes inscrites sur la liste visée au sous-alinéa (3)*b*)(ii), préparée pour cette province.

Liste de candidats

(3) Le directeur de la Section d'appel établit et tient à jour pour chaque province les listes suivantes de candidats qui peuvent être nommés membres d'une commission d'appel dans la province :

a) pour les appels qui découlent de l'application des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* :

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of workers in that province as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employers in that province as the council deems appropriate; and

(b) in relation to appeals relating to the provisions of the *Canada Labour Code*,

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employees in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employers in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate.

(4) A member of an appeal board is entitled to be paid such fees or other remuneration for services as the Governor in Council may from time to time determine and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in carrying out any duties under this Part while absent from the member's ordinary place of residence.

(5) No returning officer is eligible for appointment to an appeal board.

44. An appeal board has and may exercise all the powers that are or may be conferred on it under sections 4.3 and 11 of the *Inquiries Act* in relation to commissioners appointed under Part I of that Act.

45. (1) The Commission shall, within four months after the termination of each year, submit to the Minister a report on the activities of the Commission during that year.

(2) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Minister under

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of workers in that province as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of suppliers and such organizations representative of employers in that province as the council deems appropriate; and

(*b*) in relation to appeals relating to the provisions of the *Canada Labour Code*,

(i) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employees in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate, and

(ii) a list containing the names of persons nominated for appointment by such organizations representative of employers in that province to whom the *Canada Labour Code* applies as the council deems appropriate.

(i) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des travailleurs de la province jugés indiqués par le bureau de direction,

(ii) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des fournisseurs et des employeurs de la province jugés indiqués par le bureau de direction;

b) pour les appels qui découlent de l'application des dispositions du *Code canadien du travail* :

(i) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des travailleurs de la province auxquels cette loi s'applique jugés indiquées par le bureau de direction,

(ii) une liste des candidats proposés par les organismes de représentation des employeurs de la province auxquels cette loi s'applique jugés indiquées par le bureau de direction.

Remuneration and expenses

(4) A member of an appeal board is entitled to be paid such fees or other remuneration for services as the Governor in Council may from time to time determine and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in carrying out any duties under this Part while absent from the member's ordinary place of residence.

(4) Les membres d'une commission d'appel peuvent recevoir, pour leurs services, la rémunération fixée par le gouverneur en conseil; ils ont droit aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont conférées en application de la présente partie.

Rémunération et indemnités

Exception

(5) No screening officer is eligible for appointment to an appeal board.

(5) L'agent de contrôle ne peut être membre d'une commission d'appel.

Exception

Powers of appeal boards

44. An appeal board has and may exercise all the powers that are or may be conferred by or under sections 4, 5 and 11 of the *Inquiries Act* on commissioners appointed under Part I of that Act.

44. La commission d'appel est investie des pouvoirs prévus aux articles 4, 5 et 11 de la *Loi sur les enquêtes* et qui sont ou peuvent être conférés aux commissaires nommés aux termes de la partie I de cette loi.

Pouvoirs de la commission d'appel

Annual Report

Rapport annuel

Annual Report

45. (1) The Commission shall, within four months after the termination of each year, submit to the Minister a report on the activities of the Commission during that year.

45. (1) Le Conseil présente au ministre, dans les quatre mois suivant la fin de chaque année, un rapport de ses activités.

Rapport annuel

Tabling

(2) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Minister under

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport annuel devant chaque chambre

Dépôt

subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

du Parlement au plus tard le quinzième jour de séance de cette chambre suivant la réception de celui-ci par le ministre.

Copy to be sent to each province

(3) The Minister shall send a copy of each report submitted to the Minister under subsection (1) to the lieutenant governor of each province forthwith after a copy thereof is laid before each House of Parliament under subsection (2).

(3) Dès le dépôt du rapport annuel devant le Parlement conformément au paragraphe (2), le ministre en envoie un exemplaire au lieutenant-gouverneur de chaque province.

Exemplaire aux provinces

Confidentiality of Information

Renseignements confidentiels

Information privileged

46. (1) Subject to this section and the other provisions of this Part and any regulations made under this Part, all information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part is privileged and, notwithstanding the *Access to Information Act* or any other Act or law, no official of the Commission or member of an appeal board shall knowingly, without the consent in writing of the person by whom the information was provided,

(*a*) communicate or allow to be communicated to any person any such information, or

(*b*) allow any person to inspect or to have access to any book, record, writing or other document containing any such information,

except for the purposes of the administration or enforcement of this Part.

46. (1) Sous réserve du présent article et des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements d'application, les renseignements obtenus, par le Conseil ou une commission d'appel, d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie sont protégés et, malgré la *Loi sur l'accès à l'information* ou toute autre règle de droit, il est interdit à tout fonctionnaire du Conseil ou membre d'une commission d'appel, sans le consentement écrit de la personne qui a fourni les renseignements, sciemment :

a) soit de communiquer ces renseignements ou d'en permettre la communication à quiconque;

b) soit de permettre à quiconque de les examiner ou d'avoir accès à un document, notamment un livre, un registre ou un écrit, qui contient tels renseignements, sauf pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente partie.

Renseignements protégés

Exceptions

(2) An official of the Commission may communicate or allow to be communicated information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part, or allow inspection of or access to any book, record, writing or other document containing any such information, to or by

(*a*) any official of the Department of Consumer and Corporate Affairs, for the purposes of the administration or enforcement of Part II of the *Hazardous Products Act*;

(*b*) any official of the Department of National Health and Welfare, for the purpose mentioned in subsection 13(2);

(2) Le fonctionnaire du Conseil peut soit communiquer des renseignements, ou en autoriser la communication, obtenus par le Conseil ou une commission d'appel d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie, soit autoriser l'examen d'un document, notamment d'un livre, d'un registre ou d'un écrit, qui contient tels renseignements ou l'accès à ces renseignements par :

a) un fonctionnaire du ministère de la Consommation et des Corporations pour l'exécution et le contrôle d'application de la partie II de la *Loi sur les produits dangereux*;

Exceptions

(*c*) any official of the Department of Labour, for the purposes of the administration or enforcement of Part IV of the *Canada Labour Code*;

(*d*) any official of the Department of Transport, for the purpose of making the information available in cases of medical emergency through the Canadian Transport Emergency Centre (CANUTEC) of the Department of Transport; and

(*e*) any official of the government of a province, for the purposes of the administration or enforcement of any law of the province relating to occupational safety and health where under the law of that province similar provisions exist to protect the confidentiality of the information obtained as a result of such communication, inspection or access.

b) un fonctionnaire du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour les fins prévues au paragraphe 13(2);

c) un fonctionnaire du ministère du Travail pour l'exécution et le contrôle d'application de la partie IV du *Code canadien du travail*;

d) un fonctionnaire du ministère des Transports pour rendre les renseignements accessibles, en cas d'urgence médicale, par l'intermédiaire du Centre canadien d'urgence transport de ce ministère (CANUTEC);

e) un fonctionnaire du gouvernement d'une province pour l'exécution et le contrôle d'application de toute loi de la province en matière de santé et de sécurité professionnelles dans les cas où le droit de la province comporte des dispositions semblables en matière de protection de la confidentialité des renseignements obtenus par cette communication, cet examen ou cet accès.

Idem

(3) The Commission may communicate or disclose or cause to be communicated or disclosed any information obtained by the Commission or an appeal board from a supplier or employer for the purposes of this Part to any physician or prescribed medical professional who requests that information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, a person in an emergency.

Idem

(3) Le Conseil peut soit communiquer ou divulguer, soit faire communiquer ou divulguer des renseignements obtenus par lui ou par une commission d'appel d'un fournisseur ou d'un employeur pour l'application de la présente partie à un médecin, ou à tout autre professionnel de la santé désigné par règlement, qui en fait la demande afin de poser un diagnostic médical à l'égard d'une personne qui se trouve dans une situation d'urgence ou afin de traiter celle-ci.

Conditions

(4) No person who obtains any information pursuant to subsection (2) or (3) shall knowingly disclose that information to any other person or knowingly allow any other person to have access to that information except as may be necessary for the purposes mentioned in that subsection.

Conditions

(4) Il est interdit à quiconque obtient des renseignements en application des paragraphes (2) ou (3) de les divulguer sciemment à quiconque ou de permettre sciemment à quiconque d'y avoir accès, sauf dans la mesure nécessaire aux fins visées à ce paragraphe.

Definition of "official"

(5) In this section, "official" means any person employed in or occupying a position of responsibility in the service of Her Majesty, or any person formerly so employed or formerly occupying a position therein.

Définition de «fonctionnaire»

(5) Dans le présent article, «fonctionnaire» s'entend d'une personne qui est ou était à l'emploi de Sa Majesté ou qui occupe ou occupait un poste responsable pour le compte de celle-ci.

Rules

47. The council may make rules

(a) for the election of the Chairman;

(b) for regulating the practice and procedure of the council; and

(c) for carrying out the work of the Commission, the management of its internal affairs and the duties of its officers and employees.

Regulations

48. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the government of each province and such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate, make regulations

(a) prescribing the criteria to be applied for the purpose of determining whether a claim for exemption is valid;

(b) prescribing the procedure to be followed by a screening officer in reviewing a claim for exemption;

(c) prescribing the procedure to be followed by an appeal board in the hearing of an appeal;

(d) defining the expression "affected party" for the purposes of this Part or of any provision thereof;

(e) prescribing any other matter or thing other than a fee or the manner of calculating a fee, that by this Part is to be or may be prescribed; and

(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Idem

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the council, make regulations prescribing fees or the manner of calculating fees to be paid under this Part.

Offence and Punishment

Offence

49. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this

Règles

47. Le bureau de direction peut établir des règles régissant :

a) l'élection du président;

b) les pratiques et procédures relatives à ses activités;

c) l'exécution des travaux du Conseil, ainsi que la gestion interne et les fonctions des personnels de celui-ci.

Règlements

Règlements

48. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province ainsi que des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués, par règlement :

a) fixer les critères d'appréciation de la validité des demandes de dérogation;

b) fixer la procédure d'étude des demandes de dérogation par l'agent de contrôle;

c) fixer la procédure d'audition d'un appel par une commission d'appel;

d) définir l'expression «partie touchée» pour l'application de la présente partie ou de l'une de ses dispositions;

e) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente partie, à l'exclusion de la détermination d'un droit ou de la manière de le calculer;

f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Idem

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du bureau de direction par règlement, fixer les droits applicables en vertu de la présente partie ou la manière de les calculer.

Infractions et peines

Infraction

49. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente

Rules

Rules

47. The council may make rules

(*a*) for the election of the Chairman;

(*b*) for regulating the practice and procedure of the council; and

(*c*) for carrying out the work of the Commission, the management of its internal affairs and the duties of its officers and employees.

Règles

Règles

47. Le bureau de direction peut établir des règles régissant :

a) l'élection du président;

b) les pratiques et procédures relatives à ses activités;

c) l'exécution des travaux du Conseil, ainsi que la gestion interne et les fonctions des personnels de celui-ci.

Regulations

Regulations

48. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the government of each province and such organizations representative of workers, organizations representative of employers and organizations representative of suppliers as the Minister deems appropriate, make regulations

(*a*) prescribing the criteria to be applied for the purpose of determining whether a claim for exemption is valid;

(*b*) prescribing the procedure to be followed by a screening officer in reviewing a claim for exemption;

(*c*) prescribing the procedure to be followed by an appeal board in the hearing of an appeal;

(*d*) defining the expression "affected party" for the purposes of this Part or of any provision thereof;

(*e*) prescribing any other matter or thing, other than a fee or the manner of calculating a fee, that by this Part is to be or may be prescribed; and

(*f*) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

Règlements

48. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du gouvernement de chaque province ainsi que des organismes de représentation des travailleurs, des employeurs et des fournisseurs que le ministre estime indiqués, par règlement :

a) fixer les critères d'appréciation de la validité des demandes de dérogation;

b) fixer la procédure d'étude des demandes de dérogation par l'agent de contrôle;

c) fixer la procédure d'audition d'un appel par une commission d'appel;

d) définir l'expression «partie touchée» pour l'application de la présente partie ou de l'une de ses dispositions;

e) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente partie, à l'exclusion de la détermination d'un droit ou de la manière de le calculer;

f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Idem

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister made after consultation by the Minister with the council, make regulations prescribing fees or the manner of calculating fees to be paid under this Part.

Idem

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, après consultation par celui-ci du bureau de direction, par règlement, fixer les droits applicables en vertu de la présente partie ou la manière de les calculer.

Offence and Punishment

Offence

49. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this

Infractions et peines

Infractions

49. (1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente

Part or any regulation or order made under this Part is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

partie ou de ses décrets ou règlements d'application commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Officers, etc., of corporations

(2) Where a corporation commits an offence under subsection (1), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction au paragraphe (1), ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Dirigeants des personnes morales

Limitation period

(3) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under paragraph (1)(*a*) may be instituted at any time within but not later than twelve months after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

(3) Les poursuites visant une infraction punissable, en vertu de l'alinéa (1)*a*), sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par douze mois à compter de sa perpétration.

Prescription

Liability

Responsabilité

No action lies against Her Majesty

50. No action for damages lies against Her Majesty for anything done or omitted to be done in good faith by a governor, by an officer or employee of the Commission or by a member of an appeal board in the exercise or performance of any duties or functions under this Part.

50. Sa Majesté est soustraite aux poursuites en dommages-intérêts fondées sur les actes accomplis ou les omissions de bonne foi par un membre du bureau de direction, un fonctionnaire du Conseil ou par un membre d'une commission d'appel dans l'exercice des attributions prévues par la présente partie.

Immunité de Sa Majesté

No personal liability

51. No governor, officer or employee of the Commission, or member of an appeal board, is personally liable for anything done or omitted to be done in good faith in the exercise or performance of any duties or functions under this Part.

51. Les membres du bureau de direction, les fonctionnaires du Conseil ou les membres d'une commission d'appel n'encourent aucune responsabilité personnelle pour les faits — actes ou omissions — accomplis de bonne foi dans l'exercice des attributions prévues par la présente partie.

Responsabilité personnelle

PART IV

RELATED AMENDMENTS, TRANSITIONAL AND COMING INTO FORCE

Related Amendments

1980-81-82-83, c. 111, Sch. I

Access to Information Act

52. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Hazardous Materials Information Review Commission
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses"

1980-81-82-83, c. 111, Sch. II

Privacy Act

53. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Hazardous Materials Information Review Commission
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses"

Transitional

Restriction

54. (1) Notwithstanding anything in this Act but subject to subsection (3), no person who, on the day on which subsection 11(1) or (2) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as enacted by this Act, comes into force, would but for this section be entitled to file a claim for exemption under that subsection in relation to a controlled product is entitled to file a claim for exemption in relation to that controlled product under that subsection unless, during the period beginning on the first day of the second month after the coming into force of this section and ending on the last day of the sixth month after the coming into force of this section, that person has, in accordance with this section, filed a notice of intent to file a claim for exemption in relation to that controlled product with the Minister.

PARTIE IV

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

52. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Hazardous Materials Information Review Commission»

Loi sur la protection des renseignements personnels

1980-81-82-83, ch. 111, ann. II

53. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Hazardous Materials Information Review Commission»

Dispositions transitoires

Restriction

54. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve du paragraphe (3), aucune personne qui, à la date d'entrée en vigueur des paragraphes 11(1) ou (2) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, édictée par la présente loi, aurait droit sans le présent article de présenter une demande de dérogation en vertu de ces paragraphes à l'égard d'un produit contrôlé, a droit de présenter une demande à l'égard de ce produit contrôlé en vertu de ces paragraphes sauf si, au cours de la période s'écoulant entre le début du deuxième mois et la fin du sixième mois d'application du présent article, cette personne a déposé, conformément au présent article, un avis de son intention de présenter au ministre une demande de dérogation à l'égard du produit contrôlé.

Manner of filing notice and payment of fee

(2) A notice of intent referred to in subsection (1) shall be in such form and contain such information as the Minister may, by order, determine and shall be accompanied by a fee of five hundred dollars.

Exception

(3) The Minister may, by order, on the application of any person and on payment of a fee of five hundred dollars, exempt a controlled product specified in the order from the application of subsection (1) where the Minister is satisfied that reasonable grounds exist to allow the exemption.

Fee still payable

(4) The payment of a fee under subsection (2) or (3) does not relieve a person of the obligation to pay the fees required to be paid on the filing of a claim for exemption under section 11 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as enacted by this Act.

Definitions

(5) In this section,

"controlled product" «*produit contrôlé*»

"controlled product" has the same meaning as in the *Hazardous Products Act*, as amended by this Act;

"Minister" «*ministre*»

"Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs.

Termination

55. Section 54 or any provision thereof shall cease to have effect on a day or days to be fixed by proclamation.

References

56. Whenever in any Act of Parliament, other than this Act, or in any regulation or order made thereunder, in force immediately before the coming into force of subsection 2(2) of this Act, the schedule to the *Hazardous Products Act*, as that Act read immediately before the coming into force of subsection 2(2) of this Act, is mentioned or referred to, there shall be substituted therefor a reference to Schedule I of the *Hazardous Products Act*.

Review by Parliament

Review by Parliament

57. On the expiration of two years after the coming into force of section 12 of the *Hazardous Products Act*, as enacted by this Act, that section shall stand referred to such committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established for that

Modalités du dépôt de l'avis et du paiement du droit

(2) L'avis d'intention visé au paragraphe (1) est conforme aux modalités et contient les renseignements que le ministre peut déterminer par arrêté; il est accompagné d'un droit de cinq cents dollars.

Exception

(3) Le ministre peut, par arrêté sur demande d'une personne et paiement d'un droit de cinq cents dollars, soustraire un produit contrôlé spécifié par l'arrêté à l'application du paragraphe (1), s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables d'accorder la dérogation.

Paiement du droit

(4) Le paiement du droit prévu aux paragraphes (2) ou (3) ne soustrait pas la personne à l'obligation de payer les droits afférents au dépôt d'une demande de dérogation en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, édicté par la présente loi.

Définitions

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«ministre» "*Minister*"

«ministre» Le ministre de la Consommation et des Corporations.

«produit contrôlé» "*controlled product*"

«produit contrôlé» S'entend au sens de la *Loi sur les produits dangereux*, modifiée par la présente loi.

Cessation d'effet

55. L'article 54 ou telle de ses dispositions cesse d'avoir effet à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Disposition transitoire — annexe

56. La mention, dans une autre loi du Parlement ou dans ses textes d'application en vigueur à l'entrée en vigueur du paragraphe 2(2) de la présente loi, de l'annexe de la *Loi sur les produits dangereux* dans sa version en vigueur à cette date est remplacée par la mention de l'annexe I de la *Loi sur les produits dangereux*.

Examen par le Parlement

Examen

57. Deux ans révolus après l'entrée en vigueur de l'article 12 de la *Loi sur les produits dangereux*, édicté par la présente loi, le comité de la Chambre des communes, du Sénat ou des deux chambres désigné ou constitué à cette fin se saisit de cet article. Le comité examine à fond, dès que possible, les

purpose and the committee shall, as soon as practicable thereafter, undertake a comprehensive review of the exemptions provided by that section and shall, within one year after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report thereon to Parliament including any recommendations pertaining to the continuation of any of those exemptions.

Coming into Force

Coming into force

58. This Act or any provision thereof, or any provision of the Nazi War Crimes Disclosure Act or the Canada Labour Code as amended or enacted by this Act, shall come into force on October 31, 1988 or on such earlier day or days as may be fixed by proclamation.

purpose and the committee shall, as soon as practicable thereafter, undertake a comprehensive review of the exemptions provided by that section and shall, within one year after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report thereon to Parliament including any recommendations pertaining to the continuation of any of those exemptions.

exclusions prévues par cet article en vue de la présentation, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport au Parlement où seront consignées ses conclusions sur le maintien de l'une ou l'autre de ces exclusions.

Coming into Force

Coming into force

58. This Act or any provision thereof, or any provision of the *Hazardous Products Act* or the *Canada Labour Code* as amended or enacted by this Act, shall come into force on October 31, 1988 or on such earlier day or days as may be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

58. La présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions de la *Loi sur les produits dangereux* ou du *Code canadien du travail*, modifiées ou édictées par la présente loi, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation ou, au plus tard, le 31 octobre 1988.

SCHEDULE
(*Subsection 2(2)*)

"SCHEDULE II
(*Section 2*)

Class A - Compressed Gas

Class B - Flammable and Combustible Material

Class C - Oxidizing Material

Class D - Poisonous and Infectious Material

Class E - Corrosive Material

Class F - Dangerously Reactive Material"

ANNEXE
(*paragraphe 2(2)*)

«ANNEXE II
(*article 2*)

Catégorie A — Gaz comprimés

Catégorie B — Matières inflammables et combustibles

Catégorie C — Matières comburantes

Catégorie D — Matières toxiques et infectieuses

Catégorie E — Matières corrosives

Catégorie F — Matières dangereusement réactives»

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

C-71

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-71

An Act to amend the Criminal Code, the Immigration Act, 1976 and the Citizenship Act

First reading, June 23, 1987

THE MINISTER OF JUSTICE

C-71

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-71

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'immigration de 1976 et la Loi sur la citoyenneté

Première lecture le 23 juin 1987

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

22388

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-71

PROJET DE LOI C-71

An Act to amend the Criminal Code, the Immigration Act, 1976 and the Citizenship Act

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'immigration de 1976 et la Loi sur la citoyenneté

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34; cc. 11, 44 (1st Supp.); c. 2 (2nd Supp.); 1972, cc. 13, 17; 1973-74, cc. 17, 38, 50; 1974-75-76, cc. 19, 48, 66, 86, 93, 105, 108; 1976-77, cc. 35, 53; 1977-78, c. 36; 1978-79, c. 10; 1980-81-82-83, cc. 43, 47, 54, 99, 110, 125, 161; 1984, cc. 21, 40, 41; 1985, cc. 19, 26, 44, 50, 52; 1986, cc. 1, 35; 1987, c. 13

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

S.R., ch. C-34; ch. 11, 44 (1er suppl.); ch. 2 (2e suppl.); 1972, ch. 13, 17; 1973-74, ch. 17, 38, 50; 1974-75-76, ch. 19, 48, 66, 86, 93, 105, 108; 1976-77, ch. 35, 53; 1977-78, ch. 36; 1978-79, ch. 10; 1980-81-82-83, ch. 43, 47, 54, 99, 110, 125, 161; 1984, ch. 21, 40, 41; 1985, ch. 19, 26, 44, 50, 52; 1986, ch. 1, 35; 1987, ch. 13

1. (1) Section 6 of the *Criminal Code* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.9) thereof, the following subsections:

1. (1) L'article 6 du *Code criminel* est modifié par insertion, après le paragraphe (1.9), de ce qui suit :

Jurisdiction: war crimes and crimes against humanity

"(1.91) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every person who, either before or after the coming into force of this subsection, commits an act or omission outside Canada that constitutes a war crime or a crime against humanity and that, if committed in Canada, would constitute an offence against the laws of

«(1.91) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi et par dérogation à toute autre loi, l'auteur d'un fait — acte ou omission — commis à l'extérieur du Canada même avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, constituant un crime de guerre ou un crime contre l'humanité et qui aurait constitué, au Canada, une

Compétence : crimes de guerre et crimes contre l'humanité

EXPLANATORY NOTES
Criminal Code

Clause 1: (1) New.

NOTES EXPLICATIVES
Code criminel

Article 1, (1). — Nouveau.

Canada in force at the time of the act or omission shall be deemed to commit that act or omission in Canada at that time if,

(*a*) at the time of the act or omission,

(i) that person is a Canadian citizen or is employed by Canada in a civilian or military capacity,

(ii) that person is a citizen of, or is employed in a civilian or military capacity by, a state that is engaged in an armed conflict against Canada, or

(iii) the victim of the act or omission is a Canadian citizen or a citizen of a state that is allied with Canada in an armed conflict; or

(*b*) at the time of the act or omission, Canada could, in conformity with international law, exercise jurisdiction over the person with respect to the act or omission on the basis of the person's presence in Canada, and subsequent to the time of the act or omission the person is present in Canada.

Procedure and evidence

(1.92) Any proceedings with respect to an act or omission referred to in subsection (1.91) shall be conducted in accordance with the laws of evidence and procedure in force at the time of the proceedings.

Defences

(1.93) In any proceedings under this Act with respect to an act or omission referred to in subsection (1.91), notwithstanding that the act or omission is an offence under the laws of Canada in force at the time of the act or omission, the accused may, subject to subsection 535(6), rely on any justification, excuse or defence available under the laws of Canada or under international law at that time or at the time of the proceedings.

Conflict with internal law

(1.94) Notwithstanding subsection (1.93) and section 15, a person may be convicted of an offence in respect of an act or omission referred to in subsection (1.91) even if the act or omission is committed in obedience to or in conformity with the law in force at the time and in the place of its commission.

Attorney General of Canada

(1.95) Notwithstanding any other provision of this Act, no proceedings may be

infraction au droit canadien en son état à l'époque de la perpétration, est réputé avoir commis le fait au Canada à cette époque si l'une des conditions suivantes est remplie :

a) à l'époque :

(i) soit lui-même est citoyen canadien ou employé au service du Canada à titre civil ou militaire,

(ii) soit lui-même est citoyen d'un État participant à un conflit armé contre le Canada ou employé au service d'un tel État à titre civil ou militaire,

(iii) soit la victime est citoyen canadien ou ressortissant d'un État allié du Canada dans un conflit armé;

b) à l'époque, le Canada pouvait, en conformité avec le droit international, exercer sa compétence à cet égard à l'encontre de l'auteur, du fait de sa présence au Canada, et après la perpétration, celui-ci se trouve au Canada.

Poursuites et preuve

(1.92) Les poursuites engagées à l'égard du fait visé au paragraphe (1.91) sont exercées conformément aux règles de preuve et de procédure en vigueur lors du procès.

Moyens de défense

(1.93) Sous réserve du paragraphe 535(6) et bien que le fait visé au paragraphe (1.91) constitue une infraction au droit canadien en son état à l'époque de la perpétration, l'accusé peut, dans le cadre des poursuites intentées sous le régime de la présente loi à l'égard de ce fait, se prévaloir des justifications, excuses ou moyens de défense reconnus à cette époque ou celle du procès par le droit canadien ou le droit international.

Incompatibilité avec le droit interne

(1.94) Par dérogation au paragraphe (1.93) et à l'article 15, une personne peut être déclarée coupable d'une infraction à l'égard d'un fait visé au paragraphe (1.91), même commis en exécution du droit en vigueur à l'époque et au lieu de la perpétration ou en conformité avec ce droit.

Procureur général du Canada

(1.95) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, les poursuites à

commenced with respect to an act or omission referred to in subsection (1.91) without the personal consent in writing of the Attorney General or Deputy Attorney General of Canada, and such proceedings may only be conducted by the Attorney General of Canada or counsel acting on behalf thereof.

Definitions

(1.96) For the purposes of this section,

"conventional international law" means

(*a*) any convention, treaty or other international agreement that is in force and to which Canada is a party, or

(*b*) any convention, treaty or other international agreement that is in force and the provisions of which Canada has agreed to accept and apply in an armed conflict in which it is involved;

"conventional international law" *«droit international conventionnel»*

"crime against humanity" means murder, extermination, enslavement, deportation, persecution or any other inhumane act or omission that is committed against any civilian population or any identifiable group of persons, whether or not it constitutes a contravention of the law in force at the time and in the place of its commission, and that, at that time and in that place, constitutes a contravention of customary international law or conventional international law or is criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;

"crime against humanity" *«crime contre l'humanité»*

"war crime" means an act or omission that is committed during an international armed conflict, whether or not it constitutes a contravention of the law in force at the time and in the place of its commission, and that, at that time and in that place, constitutes a contravention of the customary international law or conventional international law applicable in international armed conflicts.

"war crime" *«crime de guerre»*

Meaning of "act or omission"

(1.97) In the definitions "crime against humanity" and "war crime" in subsection (1.96), "act or omission" includes, for greater certainty, attempting or conspiring to commit, counselling any person to

l'égard du fait visé au paragraphe (1.91) ne peuvent être intentées sans le consentement écrit du procureur général ou du sous-procureur général du Canada et menées que par le procureur général du Canada ou en son nom.

Définitions

(1.96) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«crime contre l'humanité» Assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation, persécution ou autre fait — acte ou omission — inhumain d'une part commis contre une population civile ou un groupe identifiable de personnes — qu'il ait ou non constitué une transgression du droit en vigueur à l'époque et au lieu de la perpétration — et d'autre part, soit constituant, à l'époque et dans ce lieu, une transgression du droit international coutumier ou conventionnel, soit ayant un caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

«crime contre l'humanité» *"crime..."*

«crime de guerre» Fait — acte ou omission — commis au cours d'un conflit armé international — qu'il ait ou non constitué une transgression du droit en vigueur à l'époque et au lieu de la perpétration — et constituant, à l'époque et dans ce lieu, une transgression du droit international coutumier ou conventionnel applicable à de tels conflits.

«crime de guerre» *"war crime"*

«droit international conventionnel» Conventions, traités et autres ententes internationales en vigueur auxquels le Canada est partie, ou qu'il a accepté d'appliquer dans un conflit armé auquel il participe.

«droit international conventionnel» *"conventional..."*

Idem

(1.97) Sont assimilés à un crime contre l'humanité ou à un crime de guerre, selon le cas, la tentative, le complot, la complicité après le fait, le conseil, l'aide ou l'encouragement à l'égard d'un fait visé aux

commit, aiding or abetting any person in the commission of, or being an accessory after the fact in relation to, an act or omission."

définitions de ces termes au paragraphe (1.96).»

(2) Subsections 6(3) and (4) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 6(3) et (4) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compétence

"(3) Lorsqu'il est allégué qu'une personne a commis, par action ou omission, un acte ou un fait constituant une infraction visée au présent article, des procédures peuvent être engagées à l'égard de cette infraction dans toute circonscription territoriale au Canada que l'accusé soit ou non présent au Canada et il peut subir son procès et être puni à l'égard de cette infraction comme si elle avait été commise dans cette circonscription territoriale.

Compétence

«(3) Lorsqu'il est allégué qu'une personne a commis, par action ou omission, un acte ou un fait constituant une infraction visée au présent article, des procédures peuvent être engagées à l'égard de cette infraction dans toute circonscription territoriale au Canada que l'accusé soit ou non présent au Canada et il peut subir son procès et être puni à l'égard de cette infraction comme si elle avait été commise dans cette circonscription territoriale.

Cas d'un jugement antérieur rendu à l'extérieur du Canada

(4) Lorsqu'il est allégué qu'une personne a commis, par action ou omission, un acte ou un fait constituant une infraction en raison du présent article et que cette personne a subi son procès et a été traitée à l'extérieur du Canada à l'égard de l'infraction de manière que, si elle avait subi son procès ou avait été traitée au Canada, elle aurait pu invoquer les moyens de défense *d'autrefois acquit*, *d'autrefois convict* ou de pardon, elle est réputée avoir subi son procès et avoir été traitée au Canada."

Cas d'un jugement antérieur rendu à l'extérieur du Canada

(4) Lorsqu'il est allégué qu'une personne a commis, par action ou omission, un acte ou un fait constituant une infraction en raison du présent article et que cette personne a subi son procès et a été traitée à l'extérieur du Canada à l'égard de l'infraction de manière que, si elle avait subi son procès ou avait été traitée au Canada, elle aurait pu invoquer les moyens de défense *d'autrefois acquit*, *d'autrefois convict* ou de pardon, elle est réputée avoir subi son procès et avoir été traitée au Canada.»

(3) Subsection 6(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 6(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Certificate as evidence

"(8) If in any proceedings under this Act a question arises as to whether any person is a person who is entitled, pursuant to international law, to special protection from any attack on his person, freedom or dignity, a certificate purporting to have been issued by or under the authority of the Secretary of State for External Affairs stating any fact relevant to that question is admissible in evidence in such proceedings without proof of the signature or authority of the person appearing to have signed it, and in the absence of evidence to the contrary is proof of the facts so stated.

Certificat du secrétaire d'État aux Affaires extérieures

«(8) Au cours de procédures intentées en vertu de la présente loi, tout certificat en apparence délivré par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou en son nom est admissible en preuve, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou de la qualité officielle du signataire, et fait foi jusqu'à preuve contraire des faits qu'il énonce et qui ont trait à la question de savoir si une personne a droit, conformément au droit international, à une protection spéciale contre toute atteinte à sa personne, sa liberté ou sa dignité.

(2) This amendment is consequential on the French version of the amendments proposed by subclause (1).

(2). — Découle du paragraphe (1).

(3) The amendment to subsection (8) would make it consistent in form with new subsection (9).

(3). — La modification apportée au paragraphe (8) vise l'uniformisation du texte avec celui du nouveau paragraphe (9).

Idem

(9) A certificate issued by or under the authority of the Secretary of State for External Affairs stating

(*a*) that at a certain time any state was engaged in an armed conflict against Canada or was allied with Canada in an armed conflict,

(*b*) that at a certain time any convention, treaty or other international agreement was or was not in force and that Canada was or was not a party thereto, or

(*c*) that Canada agreed or did not agree to accept and apply the provisions of any convention, treaty or other international agreement in an armed conflict in which Canada was involved,

is admissible in evidence in any proceedings under this Act without proof of the signature or authority of the person appearing to have issued it, and is proof of facts so stated."

Idem

(9) Est admissible en preuve dans toute procédure intentée sous le régime de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou de la qualité officielle du signataire, et fait foi de son contenu le certificat délivré par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou en son nom, attestant la participation d'un État à un conflit armé contre le Canada ou son alliance avec celui-ci dans un conflit armé à une époque donnée, l'application ou non au Canada d'une convention, d'un traité ou d'une autre entente internationale à une époque donnée, la participation ou non du Canada à ceux-ci, ou la décision ou non du Canada de les appliquer dans un conflit armé auquel il a participé.»

2. Section 535 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Exception: foreign trials *in absentia*

"(6) A person who is alleged to have committed an act or omission outside Canada that is an offence in Canada by virtue of any of subsections 6(1.1) to (1.6) or subsection (1.9) or (1.91), and in respect of which that person has been tried and convicted outside Canada, may not plead *autrefois convict* with respect to a count that charges that offence if

(*a*) at the trial outside Canada the person was not present and was not represented by counsel acting under the person's instructions, and

(*b*) the person was not punished in accordance with the sentence imposed upon conviction in respect of the act or omission,

notwithstanding that the person is deemed by virtue of subsection 6(4) to have been tried and convicted in Canada in respect of the act or omission."

2. L'article 535 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception : procès à l'étranger

«(6) Bien qu'elle soit réputée avoir subi un procès et avoir été traitée au Canada en vertu du paragraphe 6(4), la personne censée avoir commis, à l'extérieur du Canada, un acte constituant une infraction au Canada en raison des paragraphes 6(1.1) à (1.6) et (1.9) ou un fait visé au paragraphe 6(1.91), et à l'égard duquel elle a subi un procès et a été reconnue coupable à l'extérieur du Canada, ne peut invoquer la défense *d'autrefois convict* à l'égard d'un chef d'accusation relatif à cet acte ou ce fait lorsque :

a) d'une part, cette personne n'était pas présente au procès ni représentée par l'avocat qu'elle avait mandaté;

b) d'autre part, la sentence imposée à l'égard de l'acte ou du fait n'a pas été purgée.»

Clause 2: New.

Article 2. — Nouveau.

1976-77, c. 52; 1977-78, c. 22; 1980-81-82-83, cc. 1, 47; 1984, cc. 21, 40; 1985, c. 26; 1986, c. 13

IMMIGRATION ACT, 1976

LOI SUR L'IMMIGRATION DE 1976

1976-77, ch. 52; 1977-78, ch. 22; 1980-81-82-83, ch. 1, 47; 1984, ch. 21, 40; 1985, ch. 26; 1986, ch. 13

3. Subsection 19(1) of the *Immigration Act, 1976* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*h*) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (*i*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(*j*) persons who there are reasonable grounds to believe have committed an act or omission outside Canada that constituted a war crime or a crime against humanity within the meaning of subsection 6(1.96) of the *Criminal Code* and that, if it had been committed in Canada, would have constituted an offence against the laws of Canada in force at the time of the act or omission."

3. Le paragraphe 19(1) de la *Loi sur l'immigration de 1976* est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa *h*) et par adjonction de ce qui suit :

«*j*) les personnes au sujet desquelles il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ont commis, à l'extérieur du Canada, un fait constituant un crime de guerre ou un crime contre l'humanité au sens du paragraphe 6(1.96) du *Code criminel* et qui aurait constitué, au Canada, une infraction au droit canadien en son état à l'époque de la perpétration.»

4. Subsection 27(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*e*) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

"(*g*) is a member of the inadmissible class described in paragraph 19(1)(*j*) who was granted landing subsequent to the coming into force of that paragraph, or

(*h*) became a member of the inadmissible class described in paragraph 19(1)(*j*) subsequent to the coming into force of that paragraph,"

4. Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa *e*) et par insertion de ce qui suit :

«*g*) appartient à la catégorie non admissible visée à l'alinéa 19(1)*j*) et a obtenu le droit d'établissement après l'entrée en vigueur de cet alinéa, ou

h) est devenu membre de la catégorie non admissible visée à l'alinéa 19(1)*j*) après l'entrée en vigueur de cet alinéa,»

5. (1) Paragraph 32(5)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(*a*) make a deportation order against that person, if that person is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 19(2)(*a*) or (*b*); or"

5. (1) L'alinéa 32(5)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«*a*) en prononcer l'expulsion au cas où elle fait partie de l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)*c*), *d*), *e*), *f*), *g*) ou *j*) ou 19(2)*a*) ou *b*);»

(2) All that portion of subsection 32(6) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 32(6) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deportation or departure of other than permanent residents

"(6) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is

«(6) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est

Expulsion ou interdiction de séjour de personnes autres que les résidents permanents

Immigration Act, 1976

Clause 3: This amendment would add suspected war criminals to the classes of persons whose admission to Canada is prohibited.

The opening words of subsection 19(1) read as follows:

"**19.** (1) No person shall be granted admission if he is a member of any of the following classes:"

Loi sur l'immigration de 1976

Article 3. — Ajout des personnes soupçonnées d'être des criminels de guerre aux catégories de personnes non admissibles au Canada.

Texte introductif du paragraphe 19(1) :

«**19.** (1) Ne sont pas admissibles»

Clause 4: This amendment would require reports to be made to the Deputy Minister of Employment and Immigration with respect to suspected war criminals who acquire permanent resident status in disregard of the amendment proposed in clause 3, and with respect to permanent residents who are suspected of committing war crimes after acquiring that status.

The opening and closing words of subsection 27(1) read as follows:

"**27.** (1) Where an immigration officer or peace officer has in his possession information indicating that a permanent resident is a person who

...

he shall forward a written report to the Deputy Minister setting out the details of such information."

Article 4. — Obligation d'adresser un rapport au sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration au sujet des criminels de guerre ayant obtenu le statut de résident permanent en dépit de la modification prévue à l'article 3, et des résidents permanents soupçonnés, après l'obtention de ce statut, d'avoir commis des crimes de guerre.

Texte introductif et dernière partie du paragraphe 27(1) :

«**27.** (1) Tout agent d'immigration ou agent de la paix, en possession de renseignements indiquant qu'un résident permanent

...

doit adresser un rapport écrit et circonstancié au sous-ministre à ce sujet.»

Clause 5: These amendments would require an adjudicator at an inquiry to make a deportation order against any person who there are reasonable grounds to believe has committed a war crime or crime against humanity.

The opening words of subsection 32(5) read as follows:

"(5) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person who, at the time of his examination, was seeking admission and is a member of an inadmissible class, he shall, subject to subsections 45(1) and 47(3),"

Article 5. — Obligation pour l'arbitre chargé d'une enquête de prononcer l'expulsion de personnes au sujet desquelles il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ont commis un crime contre l'humanité ou un crime de guerre.

Texte introductif du paragraphe 32(5).

«(5) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête avait demandé l'admission au cours de son examen et qu'elle fait partie d'une catégorie non admissible, doit, sous réserve des paragraphes 45(1) et 47(3),»

a person described in subsection 27(2), the adjudicator shall, subject to subsections 45(1) and 47(3), make a deportation order against the person unless, in the case of a person other than a person described in paragraph 19(1)(*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*), (*h*) or (*i*), the adjudicator is satisfied that"

visée par le paragraphe 27(2), doit, sous réserve des paragraphes 45(1) et 47(3), en prononcer l'expulsion; cependant, dans le cas d'une personne non visée aux alinéas 19(1)*c*), *d*), *e*), *f*), *g*) ou *j*) ou 27(2)*c*), *h*) ou *i*), l'arbitre doit émettre un avis d'interdiction de séjour fixant à cette personne un délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu :»

Transitional

(3) If, during the Second Session of the Thirty-third Parliament, Bill C-55, entitled *An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof*, is assented to, then, on the day this section or that Act comes into force, whichever is the later, all that portion of subsection 32(6) of the *Immigration Act, 1976* preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Au cas de sanction du projet de loi C-55 intitulé *Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence* pendant la deuxième session de la trente-troisième législature, le passage du paragraphe 32(6) de la *Loi sur l'immigration de 1976* qui précède l'alinéa *a*) est, à la date d'entrée en vigueur du présent article ou de ce projet de loi, la dernière de ces dates étant à retenir, abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire

Deportation or departure of other than permanent residents

"(6) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person described in subsection 27(2), the adjudicator shall, subject to subsection 32.1(4), make a deportation order against the person unless, in the case of a person other than a person described in paragraph 19(1)(*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*), (*h*) or (*i*), the adjudicator is satisfied that"

«(6) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est visée par le paragraphe 27(2), doit, sous réserve du paragraphe 32.1(4), en prononcer l'expulsion; cependant, dans le cas d'une personne non visée aux alinéas 19(1)*c*), *d*), *e*), *f*), *g*) ou *j*) ou 27(2)*c*), *h*) ou *i*), l'arbitre doit émettre un avis d'interdiction de séjour fixant à cette personne un délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu :»

Expulsion ou interdiction de séjour de personnes autres que les résidents permanents

1984, c. 21, s. 80

6. Subsections 39(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

6. Les paragraphes 39(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 21, art. 80

Report, notice and referral

"(2) Where the Minister and the Solicitor General of Canada are of the opinion, based on security or criminal intelligence reports received and considered by them, that a person, other than a Canadian citizen, is

(*a*) in the case of a permanent resident, a person described in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*), (*g*), or (*j*) or 27(1)(*c*), or

(*b*) in any other case, a person described in paragraph 19(1)(*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*),

they may make a report to the Review Committee and shall, within ten days after

«(2) Le ministre et le solliciteur général du Canada peuvent faire un rapport au comité de surveillance lorsqu'ils sont d'avis, à la lumière des rapports secrets qu'ils détiennent en matière de sécurité ou de criminalité, qu'une personne, qui n'est pas un citoyen canadien, est :

a) dans le cas d'un résident permanent, une personne visée par le sous-alinéa 19(1)*d*)(ii) ou par l'un des alinéas 19(1)*e*), *g*) ou *j*) ou 27(1)*c*);

b) dans les autres cas, une personne visée par l'un des alinéas 19(1)*d*), *e*), *f*), *g*) ou *j*) ou 27(2)*c*).

Rapport, avis et transmission

Clauses 6 and 7: These amendments, which would add references to paragraph 19(1)(*j*), would allow the Minister of Employment and Immigration and the Solicitor General of Canada to initiate an investigation by the Security Intelligence Review Committee of persons believed to have committed war crimes or crimes against humanity, and would enable the Governor in Council following a report by the Committee to make a determination in that regard.

Articles 6 et 7. — Par l'insertion d'un renvoi à l'alinéa 19(1)*j*), faculté accordée au ministre de l'Emploi et de l'Immigration et du solliciteur général du Canada de demander la tenue d'une enquête par le comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité sur les personnes au sujet desquelles il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ont commis des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. Faculté du gouverneur en conseil de rendre une décision à cet égard après étude d'un rapport du comité.

the report is made, cause a notice to be sent informing the person that, following an investigation in relation thereto, a deportation order may be made against that person.

Dans les dix jours suivant ce rapport, le ministre et le solliciteur général en envoient un avis à la personne en question l'informant qu'à la suite d'une enquête à ce sujet, elle peut faire l'objet d'une ordonnance d'expulsion.

Filing of a document

(3) Where a report is made to the Review Committee pursuant to subsection (2), the Minister may cause to be filed with an immigration officer, a senior immigration officer or an adjudicator, as required for the purposes of this Act, a document stating that, in the opinion of the Minister and the Solicitor General of Canada, the person named in the document is

(*a*) in the case of a permanent resident, a person described in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*), (*g*) or (*j*) or 27(1)(*c*); or

(*b*) in any other case, a person described in paragraph 19(1)(*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*)."

Remise de documents

(3) Dans le cas où un rapport est remis au comité de surveillance en vertu du paragraphe (2), le ministre peut faire remettre à un agent d'immigration, à un agent d'immigration supérieur ou à un arbitre, selon le cas, un document indiquant qu'à son avis et à celui du solliciteur général du Canada, la personne nommée dans le document se trouve dans l'une des situations visées aux alinéas (2)*a*) ou *b*).

1984, c. 21, s. 80

7. Subsection 40(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1984, ch. 21, art. 80

7. Le paragraphe 40(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Security certificates

"**40.** (1) Where, after considering a report made by the Review Committee referred to in paragraph 39(8)(*a*), the Governor in Council is satisfied that the person with respect to whom the report was made is

(*a*) in the case of a permanent resident, a person described in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*), (*g*) or (*j*) or 27(1)(*c*), or

(*b*) in any other case, a person described in paragraph 19(1)(*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*),

the Governor in Council may direct the Minister to issue a certificate to that effect."

Attestations de sécurité

«**40.** (1) Le gouverneur en conseil peut, lorsqu'il est d'avis, après étude du rapport du comité de surveillance visé à l'alinéa 39(8)*a*), que la personne que vise le rapport se trouve vraiment dans l'une des situations visées aux alinéas 39(2)*a*) ou *b*), ordonner au ministre de délivrer une attestation à cet effet.»

8. Section 54 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

8. L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

"(4) Notwithstanding subsections (1) and (2), where a removal order is made against a person described in paragraph

Idem

«(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), la personne faisant l'objet d'une ordonnance de renvoi et visée à l'alinéa

Subsection 40(1) at present reads as follows:

"**40.** (1) Where, after considering a report made by the Review Committee referred to in paragraph 39(8)(*a*), the Governor in Council is satisfied that the person with respect to whom the report was made is

(*a*) in the case of a permanent resident, a person described in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*) or (*g*) or 27(1)(*c*), or

(*b*) in any other case, a person described in *any of paragraphs* 19(1)(*d*) to (*g*) or 27(2)(*c*),

the Governor in Council may direct the Minister to issue a certificate to that effect."

Clause 8: New.

Texte actuel du paragraphe 40(1) :

«**40.** (1) Dans le cas où il est d'avis, après étude d'un rapport du comité de surveillance visé à l'alinéa 39(8)*a*), que la personne que vise le rapport est

a) dans le cas d'un résident permanent, une personne visée par le sous-alinéa 19(1)*d*)(ii) ou par l'un des sous-alinéas 19(1)*e*) ou *g*), ou 27(1)*c*), ou

b) dans les autres cas, une personne visée par l'un des alinéas 19(1)*d*) à *g*) ou 27(2)*c*),

le gouverneur en conseil peut ordonner au Ministre de délivrer une attestation à cet effet.»

Article 8. — Nouveau.

19(1)(*j*), the person shall be removed from Canada to a country selected by the Minister that is willing to receive the person."

19(1)*j*) est renvoyée à un pays choisi par le ministre et disposé à la recevoir.»

9. (1) Paragraph 72(3)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(*e*), (*f*), (*g*) or (*j*),"

9. (1) L'alinéa 72(3)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«*b*) appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)*e*), *f*), *g*) ou *j*),»

Transitional

(2) If, during the Second Session of the Thirty-third Parliament, Bill C-55, entitled *An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof*, is assented to, then, on the day this section or that Act comes into force, whichever is the later, paragraph 72(3)(*b*) of the *Immigration Act, 1976* is repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(*e*), (*f*), (*g*) or (*j*),"

(2) Au cas de sanction du projet de loi C-55 intitulé *Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence* pendant la deuxième session de la trente-troisième législature, l'alinéa 72(3)*b*) de la *Loi sur l'immigration de 1976* est, à la date d'entrée en vigueur du présent article ou de ce projet de loi, la dernière de ces dates étant à retenir, abrogé et remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire

«*b*) elle appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)*e*), *f*), *g*) ou *j*).»

1984, c. 21, s. 84

10. Paragraphs 82.1(2)(*c*) and (*d*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(*c*) in the case of a permanent resident, in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*), (*g*) or (*j*) or 27(1)(*c*), or

(*d*) in any other case, in paragraph 19(1)(*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*),"

10. Les alinéas 82.1(2)*c*) et *d*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 21, art. 84

«*c*) dans le cas d'un résident permanent, au sous-alinéa 19(1)*d*)(ii) ou à l'un des alinéas 19(1)*e*), *g*) ou *j*) ou 27(1)*c*),

d) dans les autres cas, à l'un des alinéas 19(1)*d*), *e*), *f*), *g*) ou *j*) ou 27(2)*c*),»

1984, c. 21, s. 84

11. Subsection 83(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

11. Le paragraphe 83(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 21, art. 84

Security certificates

"**83.** (1) Where, after considering a report made by the Review Committee referred to in paragraph 82.1(6)(*a*), the Governor in Council is satisfied that a person referred to in paragraph 82.1(2)(*a*) or a member of the family class referred to in paragraph 82.1(2)(*b*) is a person described

Attestations de sécurité

«**83.** (1) Le gouverneur en conseil peut, lorsqu'il est d'avis, après étude du rapport du comité de surveillance visé à l'alinéa 82.1(6)*a*), qu'une personne mentionnée à l'alinéa 82.1(2)*a*) ou qu'une personne appartenant à la catégorie de la famille mentionnée à l'alinéa 82.1(2)*b*) se trouve vraiment dans l'une des situations visées aux alinéas 82.1(2)*c*) ou *d*), ordonner au ministre de délivrer une attestation à cet effet.»

Clause 9: This amendment would limit the grounds on which deportation orders could be appealed by persons believed to have committed war crimes or crimes against humanity.

Subsection 72(3) at present reads as follows:

"(3) Where a deportation order is made against a person described in subsection (1) or paragraph (2)(*a*) or (*b*) who

(*a*) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued, or

(*b*) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(*e*), (*f*) or (*g*),

that person may appeal to the Board on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact."

Article 9. — Limitation du droit d'appel à l'encontre d'une ordonnance d'expulsion par les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre.

Texte actuel du paragraphe 72(3) :

«(3) Lorsqu'une personne, visée au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)*a*) ou *b*), est frappée d'une ordonnance d'expulsion et

a) a fait l'objet d'une attestation visée au paragraphe 40(1), ou

b) appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)*e*), *f*) ou *g*),

elle ne peut interjeter appel à la Commission qu'en se fondant sur un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.»

Clauses 10 and 11: These amendments would provide for an investigation and determination, similar to those provided for in clauses 6 and 7, in the case of certain appeals.

Subsections 82.1(2) and 83(1) at present read as follows:

"(2) Where the Minister and the Solicitor General are of the opinion, based on security or criminal intelligence reports received and considered by them, that

(*a*) a person who has made or is deemed by subsection 75(3) to have made an appeal pursuant to paragraph 72(1)(*b*) or (2)(*d*), or

(*b*) a member of the family class whose application for landing is the subject of an appeal under subsection 79(2) made by a person who has sponsored the application for landing

is a person described,

(*c*) in the case of a permanent resident, in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*) or (*g*) or 27(1)(*c*), or

(*d*) in any other case, in *any of paragraphs* 19(1)(*d*) to (*g*) or 27(2)(*c*),

they may make a report to the Review Committee and shall, within ten days after the report is made, cause a notice to be sent informing the person who made the appeal of the report and stating that following an investigation in relation thereto, the appeal may be dismissed.

. . . . .

83. (1) Where, after considering a report made by the Review Committee referred to in paragraph 82.1(6)(*a*), the Governor in Council is satisfied that a person referred to in paragraph 82.1(2)(*a*) or a member of the family class referred to in paragraph 82.1(2)(*b*) is a person described

(*a*) in the case of a permanent resident, in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*) or (*g*) or 27(1)(*c*), or

Articles 10 et 11. — La modification prévoit une enquête et une décision semblables à celles prévues aux articles 6 et 7, dans le cadre de certains appels.

Texte actuel des paragraphes 82.1(2) et 83(1) :

«(2) Dans le cas où le Ministre et le solliciteur général sont d'avis, à la lumière des rapports secrets qu'ils détiennent en matière de sécurité ou de criminalité :

a) qu'une personne qui a fait ou qui, en vertu du paragraphe 75(3), est réputée avoir fait un appel en vertu des alinéas 72(1)*b*) ou (2)*d*), ou

b) une personne appartenant à la catégorie de la famille dont la demande de droit d'établissement fait l'objet d'un appel interjeté par le répondant en vertu du paragraphe 79(2)

est une personne visée

c) dans le cas d'un résident permanent, au sous-alinéa 19(1)*d*)(ii) ou à l'un des alinéas 19(1)*e*) ou *g*), ou 27(1)*c*), ou

d) dans les autres cas, à l'un des alinéas 19(1)*d*) à *g*) ou 27(2)*c*),

ils peuvent faire un rapport au comité de surveillance et doivent, dans les dix jours suivant le rapport, faire envoyer un avis pour informer l'appelant du rapport et lui indiquer qu'à la suite d'une enquête sur ce rapport, l'appel peut être rejeté.

. . .

83. (1) Dans le cas où il est d'avis, après étude du rapport du comité de surveillance visé à l'alinéa 82.1(6)*a*), qu'une personne mentionnée à l'alinéa 82.1(2)*a*) ou qu'une personne appartenant à la catégorie de la famille mentionnée à l'alinéa 82.1(2)*b*) est une personne visée

a) dans le cas d'un résident permanent, au sous-alinéa 19(1)*d*)(ii) ou à l'un des alinéas 19(1)*e*) ou *g*), ou 27(1)*c*), ou

b) dans les autres cas, à l'un des alinéas 19(1)*d*) à *g*) ou 27(2)*c*),

(*a*) in the case of a permanent resident, in subparagraph 19(1)(*d*)(ii) or paragraph 19(1)(*e*), (*g*) or (*j*) or 27(1)(*c*), or

(*b*) in any other case, in paragraph 19(1)(*d*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*j*) or 27(2)(*c*),

the Governor in Council may direct the Minister to issue a certificate to that effect."

12. Section 118 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Idem

"(3) A document purporting to be a certificate issued by or under the authority of the Secretary of State for External Affairs stating

(*a*) that any convention, treaty or other international agreement was or was not in force and that Canada was or was not a party thereto, or

(*b*) that Canada agreed or did not agree to accept and apply the provisions of any convention, treaty or other international agreement in an armed conflict in which Canada was involved,

is admissible in evidence in any proceeding under this Act without proof of the signature or authority of the person appearing to have issued it, and is proof of the facts so stated."

12. L'article 118 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Preuve des documents

«(3) Est admissible en preuve dans toute procédure intentée sous le régime de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou de la qualité officielle du signataire, et fait foi de son contenu le document censé être un certificat délivré par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou en son nom attestant l'application ou non au Canada d'une convention, d'un traité ou d'une autre entente internationale, la participation ou non du Canada à ceux-ci ou la décision ou non du Canada de les appliquer dans un conflit armé auquel il a participé.»

1974-75-76, c. 108; 1976-77, c. 52; 1977-78, c. 22; 1984, cc. 21, 40; 1985, c. 20

CITIZENSHIP ACT

LOI SUR LA CITOYENNETÉ

1974-75-76, ch. 108; 1976-77, ch. 52; 1977-78, ch. 22; 1984, ch. 21, 40; 1985, ch. 20

1976-77, c. 52, s. 128(2), (Sch., item 5(4)); 1977-78, c. 22, s. 8

13. Section 20 of the *Citizenship Act* is repealed and the following substituted therefor:

Prohibition

"**20.** (1) Notwithstanding anything in this Act, a person shall not be granted citizenship under section 5 or subsection 10(1) or take the oath of citizenship

(*a*) while the person is

(i) under a probation order,

(ii) a paroled inmate, or

13. L'article 20 de la *Loi sur la citoyenneté* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 52, par. 128(2), ann., nº 5(4); 1977-78, ch. 22, art. 8

Interdiction

«**20.** (1) Nonobstant toute disposition de la présente loi, nul ne peut recevoir la citoyenneté en vertu de l'article 5 ou du paragraphe 10(1) ni prêter le serment de citoyenneté :

a) pendant la période où, en application d'une disposition législative en vigueur au Canada :

(*b*) in any other case, in *any of paragraphs* 19(1)(*d*) to (*g*) or 27(2)(*c*),

the Governor in Council may direct the Minister to issue a certificate to that effect."

Clause 12: New.

le gouverneur en conseil peut ordonner au Ministre de délivrer une attestation à cet effet.»

Article 12. — Nouveau.

Citizenship Act

Clause 13: This amendment would preclude the granting of citizenship to anyone being investigated for, charged with, subject to an appeal relating to, or convicted of, a war crime or crime against humanity under the *Criminal Code*. It would also remove discrepancies in wording so as to clearly prohibit ineligible persons from taking the oath of citizenship.

Section 20 at present reads as follows:

"**20.** (1) Notwithstanding anything in this Act, a person shall not be granted citizenship under section 5 or subsection 10(1) or *administered* the oath of citizenship

(*a*) while *he* is

(i) under a probation order,

(ii) a paroled inmate, or

Loi sur la citoyenneté

Article 13. — Interdiction d'accorder la citoyenneté à toute personne inculpée ou reconnue coupable d'un crime contre l'humanité ou d'un crime de guerre au sens du *Code criminel*, jusqu'à l'épuisement des voies de recours, ou faisant l'objet d'une enquête à ce sujet. Assure l'uniformité avec les autres dispositions de la loi.

Texte actuel de l'article 20 :

«**20.** (1) Nonobstant toute disposition de la présente loi, nul ne peut recevoir la citoyenneté en vertu de l'article 5 ou du paragraphe 10(1) ni prêter le serment de citoyenneté

a) pendant la période où

(i) il est visé par une ordonnance de probation,

(ii) il bénéficie d'une libération conditionnelle, ou

(iii) confined in or an inmate of any penitentiary, jail, reformatory or prison,

pursuant to any enactment in force in Canada;

(*b*) while the person is charged with, on trial for, subject to or a party to an appeal relating to, an offence under subsection 28(1) or (2) or to an indictable offence under any Act of Parliament;

(*c*) while the person is under investigation by the Minister of Justice, the Royal Canadian Mounted Police or the Canadian Security Intelligence Service for, or is charged with, on trial for, subject to or a party to an appeal relating to, an act or omission referred to in subsection 6(1.91) of the *Criminal Code*;

(*d*) if the person has been convicted of an offence in respect of an act or omission referred to in subsection 6(1.91) of the *Criminal Code*; or

(*e*) if the person requires but has not obtained the consent of the Minister of Employment and Immigration, under subsection 57(1) of the *Immigration Act, 1976*, to be admitted to and remain in Canada as a permanent resident.

(i) il est visé par une ordonnance de probation,

(ii) il bénéficie d'une libération conditionnelle,

(iii) il est détenu dans un pénitencier, une prison ou une maison de correction;

b) tant qu'il est inculpé pour une infraction prévue aux paragraphes 28(1) ou (2) ou pour un acte criminel prévu par une loi fédérale, et ce jusqu'à la date d'épuisement des voies de recours;

c) tant qu'il fait l'objet d'une enquête menée par le ministre de la Justice, la Gendarmerie royale du Canada ou le Service canadien du renseignement de sécurité, relativement à un fait visé au paragraphe 6(1.91) du *Code criminel*, ou tant qu'il est inculpé pour une infraction à l'égard de ce fait et ce, jusqu'à la date d'épuisement des voies de recours;

d) s'il a été déclaré coupable d'une infraction à l'égard d'un fait visé au paragraphe 6(1.91) du *Code criminel*;

e) s'il n'a pas obtenu, dans les cas où il le faut, l'autorisation du ministre de l'Emploi et de l'Immigration prévue au paragraphe 57(1) de la *Loi sur l'immigration de 1976* pour être admis au Canada et y demeurer à titre de résident permanent.

Idem

(2) Notwithstanding anything in this Act, but subject to the *Criminal Records Act*, a person shall not be granted citizenship under section 5 or subsection 10(1) or take the oath of citizenship if,

(*a*) during the three-year period immediately preceding the date of the person's application, or

(*b*) during the period between the date of the person's application and the date that the person would otherwise be granted citizenship or take the oath of citizenship,

the person has been convicted of an offence under subsection 28(1) or (2) or of an indictable offence under any Act of Parliament."

Idem

(2) Nonobstant toute disposition de la présente loi, sous réserve cependant de la *Loi sur le casier judiciaire*, nul ne peut recevoir la citoyenneté en vertu de l'article 5 ou du paragraphe 10(1) ni prêter le serment de citoyenneté s'il a été déclaré coupable d'une infraction prévue aux paragraphes 28(1) ou (2) ou d'un acte criminel prévu par une loi fédérale :

a) au cours des trois années précédant la date de sa demande;

b) entre la date de sa demande et celle prévue pour l'attribution de la citoyenneté ou la prestation du serment.

(iii) confined in or an inmate of any penitentiary, *gaol*, reformatory or prison,

pursuant to any enactment in force in Canada;

(*b*) while *he* is charged with, on trial for, subject to or a party to an appeal relating to an offence under subsection 28(1) or (2) or to an indictable offence under any Act of Parliament; or

(*c*) if *he* requires but has not obtained the consent of the Minister of Manpower and Immigration, under subsection 57(1) of the *Immigration Act, 1976* to be admitted to and remain in Canada as a permanent resident.

(2) Notwithstanding anything in this Act, but subject to the *Criminal Records Act*, a person shall not be granted citizenship under section 5 or subsection 10(1) or *administered* the oath of citizenship if

(*a*) during the three-year period immediately preceding the date of *his* application, or

(*b*) during the period between the date of *his* application and the date that *he* would otherwise be granted citizenship or *administered* the oath of citizenship

he has been convicted of an offence under subsection 28(1) or (2) or of an indictable offence under any Act of Parliament."

(iii) il est détenu dans un pénitencier, une prison commune ou une maison de correction,

conformément à un texte législatif en vigueur au Canada;

b) pendant que pèse contre lui une accusation portant sur une infraction au paragraphe 28(1) ou (2) ou sur un acte criminel prévu par une loi du Parlement, pendant qu'il subit son procès à la suite de cette accusation, pendant le délai d'appel qui suit le jugement sur cette accusation et, le cas échéant, pendant l'appel interjeté de ce jugement; ou

c) s'il n'a pas obtenu, dans les cas où il le faut, l'autorisation du ministre de l'Emploi et de l'Immigration prévue au paragraphe 57(1) de la *Loi sur l'immigration de 1976* pour être admis au Canada et y demeurer à titre de résident permanent.

(2) Nonobstant toute disposition de la présente loi, sous réserve cependant de la *Loi sur le casier judiciaire*, nul ne peut recevoir la citoyenneté en vertu de l'article 5 ou du paragraphe 10(1) ni se faire déférer le serment de citoyenneté si

a) au cours des trois années précédant la date de sa demande, ou

b) entre la date de sa demande et celle où la citoyenneté lui serait accordée ou le serment de citoyenneté déféré

il a été déclaré coupable d'une infraction aux paragraphes 28(1) ou (2) ou d'un acte criminel prévu par une loi du Parlement.»

COMING INTO FORCE

Coming into force

14. Sections 3 to 13 of this Act or any of those sections shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

14. Les articles 3 à 13 de la présente loi, ou tel de ces articles, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-72

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-72

An Act respecting the status and use of the official languages of Canada

First reading, June 25, 1987

THE MINISTER OF JUSTICE

C-72

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-72

Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada

Première lecture le 25 juin 1987

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

22387

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-72

An Act respecting the status and use of the official languages of Canada

WHEREAS the Constitution of Canada provides that English and French are the official languages of Canada and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and government of Canada;

AND WHEREAS the Constitution of Canada provides for full and equal access to Parliament and to the laws and courts of Canada in both official languages;

AND WHEREAS the Constitution of Canada also provides for guarantees relating to the right of any member of the public to communicate with, and to receive available services from, any institution of the Parliament or government of Canada in either official language;

AND WHEREAS officers and employees of institutions of the Parliament or government of Canada should have equal opportunities to use the official language of their choice while working together in pursuing the goals of those institutions;

AND WHEREAS English-speaking Canadians and French-speaking Canadians should, without regard to their ethnic origin or first language learned, have equal opportunities to obtain employment in the institutions of the Parliament or government of Canada;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to achieving, with due regard to the principle of selection of personnel according to merit, full participation of English-speaking Canadians and French-speaking Canadians in its institutions;

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-72

Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada

Attendu :

que la Constitution dispose que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et qu'ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada;

qu'elle prévoit l'universalité d'accès dans ces deux langues en ce qui a trait au Parlement et à ses lois ainsi qu'aux tribunaux du Canada;

qu'elle prévoit en outre des garanties quant au droit du public à l'emploi de l'une ou l'autre de ces langues pour communiquer avec les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services;

qu'il convient que les agents des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada aient l'égale possibilité d'utiliser la langue officielle de leur choix dans la mise en oeuvre commune des objectifs de celles-ci;

qu'il convient que les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, sans distinction d'origine ethnique ni égard à la première langue apprise, aient des chances égales d'emploi dans les institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada;

que le gouvernement fédéral s'est engagé à réaliser, dans le strict respect du principe du mérite en matière de sélection, la pleine participation des Canadiens d'expression française et d'expression anglaise à ses institutions;

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the status and use of the official languages of Canada".

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada».

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to enhancing the vitality and supporting the development of English and French linguistic minority communities, as an integral part of the two official language communities of Canada, and to fostering full recognition and use of English and French in Canadian society;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to cooperating with provincial governments and their institutions to support the development of English and French linguistic minority communities, to provide services in both English and French, to respect the constitutional guarantees of minority language educational rights and to enhance opportunities for all to learn both English and French;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to enhancing the bilingual character of the National Capital Region and to encouraging the business community, labour organizations and voluntary organizations in Canada to foster the recognition and use of English and French;

AND WHEREAS the Government of Canada recognizes the importance of preserving and enhancing the use of languages other than English and French while strengthening the status and use of the official languages;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

qu'il s'est engagé à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones, au titre de leur appartenance aux deux collectivités de langue officielle, et à appuyer leur développement et à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne;

qu'il s'est engagé à collaborer avec les institutions et gouvernements provinciaux en vue d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones, d'offrir des services en français et en anglais, de respecter les garanties constitutionnelles sur les droits à l'instruction dans la langue de la minorité et de faciliter pour tous l'apprentissage du français et de l'anglais;

qu'il s'est engagé à promouvoir le caractère bilingue de la région de la Capitale nationale et à encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, ainsi que les organismes bénévoles canadiens à promouvoir la reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais;

qu'il reconnaît l'importance, parallèlement à l'affirmation du statut des langues officielles et à l'élargissement de leur usage, de maintenir et de valoriser l'usage des autres langues,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Official Languages Act*.

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur les langues officielles.*

PURPOSE OF ACT

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the present laws of Canada relating to official languages to

(*a*) ensure respect for English and French as the official languages of Canada and ensure equality of status and equal rights and privileges as to their use in all federal institutions, in particular with respect to their use in parliamentary proceedings, in

OBJET

Objet

2. La présente loi vise à renforcer la législation fédérale sur les langues officielles afin :

a) d'assurer le respect du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada, leur égalité de statut et l'égalité de droits et privilèges quant à leur usage dans les institutions fédérales, notamment en ce qui touche les débats et travaux du

legislative and other instruments, in the administration of justice, in communicating with or providing services to the public and in carrying out the work of federal institutions;

(*b*) support the development of English and French linguistic minority communities and generally advance the equality of status and use of the English and French languages within Canadian society; and

(*c*) set out the powers, duties and functions of federal institutions with respect to the official languages of Canada.

INTERPRETATION

Definitions

3. (1) In this Act,

"Commissioner" *«commissaire»*

"Commissioner" means the Commissioner of Official Languages for Canada appointed under section 48;

"Crown corporation" *«sociétés d'État»*

"Crown corporation" means

(*a*) a corporation that is ultimately accountable, through a Minister, to Parliament for the conduct of its affairs, and

(*b*) a parent Crown corporation or a wholly-owned subsidiary, within the meaning of section 95 of the *Financial Administration Act*;

"department" *«ministère»*

"department" means a department as defined in section 2 of the *Financial Administration Act*;

"federal institution" *«institutions fédérales»*

"federal institution" includes any of the following institutions of the Parliament or government of Canada:

(*a*) the Senate,

(*b*) the House of Commons,

(*c*) the Library of Parliament,

(*d*) any court,

(*e*) any board, commission or council, or other body or office, established to perform a governmental function by or pursuant to an Act of Parliament or by or under the authority of the Governor in Council,

(*f*) a department of the Government of Canada,

Parlement, les actes législatifs et autres, l'administration de la justice, les communications avec le public et la prestation des services, ainsi que la mise en oeuvre des objectifs de ces institutions;

b) d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones et, d'une façon générale, de favoriser, au sein de la société canadienne, la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais;

c) de préciser les pouvoirs et les obligations des institutions fédérales en matière de langues officielles.

DÉFINITIONS

Définitions

3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«commissaire» "Commissioner"

«commissaire» Le commissaire aux langues officielles nommé au titre de l'article 48.

«institutions fédérales» "federal institution"

«institutions fédérales» Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement, les tribunaux, tout organisme — bureau, commission, conseil, office ou autre — chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration des territoires du Nord-Ouest et les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

«ministère» "department"

«ministère» Ministère au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*.

«région de la Capitale nationale» "National ..."

«région de la Capitale nationale» La région de la Capitale nationale au sens de l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*.

«sociétés d'État» "Crown corporation"

«sociétés d'État» Les personnes morales tenues de rendre compte au Parlement de

(*g*) a Crown corporation established by or pursuant to an Act of Parliament, and

(*h*) any other body that is specified by an Act of Parliament to be an agent of Her Majesty in right of Canada or to be subject to the direction of the Governor in Council or a Minister of the Crown,

but does not include

(*i*) any institution of the Council or government of the Northwest Territories, or

(*j*) any Indian band, band council or other body established to perform a governmental function in relation to an Indian band or other group of aboriginal people;

leurs activités par l'intermédiaire d'un ministre, ainsi que les sociétés d'État mères — et leurs filiales à cent pour cent — au sens de l'article 95 de la *Loi sur l'administration financière*.

"National Capital Region" *«région ....»*

"National Capital Region" means the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Definition of "court"

(2) In this section and in Parts II and III, "court" means any court, tribunal or other body that carries out adjudicative functions and is established by or pursuant to an Act of Parliament.

Définition de «tribunal»

(2) Pour l'application du présent article et des parties II et III, est un tribunal tout organisme créé sous le régime d'une loi fédérale pour rendre justice.

PART I

PROCEEDINGS OF PARLIAMENT

PARTIE I

DÉBATS ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Official languages of Parliament

4. (1) English and French are the official languages of Parliament, and everyone has the right to use either of those languages in any debates and other proceedings of Parliament.

Langues officielles du Parlement

4. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Parlement; chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans les débats et travaux du Parlement.

Simultaneous interpretation

(2) Facilities shall be made available for the simultaneous interpretation of the debates and other proceedings of Parliament from one official language into the other.

Interprétation simultanée

(2) Il doit être pourvu à l'interprétation simultanée des débats et autres travaux du Parlement.

Official reports

(3) Everything reported in official reports of debates or other proceedings of Parliament shall be reported in the official language in which it was said and a translation thereof into the other official language shall be included therewith.

Journal des débats

(3) Les comptes rendus des débats et d'autres comptes rendus des travaux du Parlement comportent la transcription des propos tenus dans une langue officielle et leur traduction dans l'autre langue officielle.

PART II

LEGISLATIVE AND OTHER INSTRUMENTS

Journals and other records

5. The journals and other records of Parliament shall be made and kept, and shall be printed and published, in both official languages.

Acts of Parliament

6. All Acts of Parliament shall be enacted, printed and published in both official languages.

Legislative instruments

7. (1) Any instrument made in the execution of a legislative power conferred by or under an Act of Parliament that

(*a*) is made by, or with the approval of, the Governor in Council, a Minister of the Crown or one or more Ministers of the Crown,

(*b*) is required by or pursuant to an Act of Parliament to be published in the *Canada Gazette*, or

(*c*) is of a public and general nature

shall be made in both official languages and, if printed and published, shall be printed and published in both official languages.

Instruments under prerogative or other executive power

(2) All instruments made in the exercise of a prerogative or other executive power that are of a public and general nature shall be made in both official languages and, if printed and published, shall be printed and published in both official languages.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not apply to

(*a*) an ordinance of the Northwest Territories or any instrument made thereunder, or

(*b*) a by-law, law or other instrument of an Indian band, band council or other body established to perform a governmental function in relation to an Indian band or other group of aboriginal people,

by reason only that the ordinance, by-law, law or other instrument is of a public and general nature.

Rules, etc., governing practice and procedure

8. All rules, orders and regulations governing the practice or procedure in any proceedings before a court shall be made, printed and published in both official languages.

PARTIE II

ACTES LÉGISLATIFS ET AUTRES

Documents parlementaires

5. Les archives, comptes rendus et procès-verbaux du Parlement sont tenus, imprimés et publiés dans les deux langues officielles.

Lois fédérales

6. Les lois du Parlement sont adoptées, imprimées et publiées dans les deux langues officielles.

Textes d'application

7. (1) Sont établis dans les deux langues officielles les actes pris, dans l'exercice d'un pouvoir législatif conféré sous le régime d'une loi fédérale, soit par le gouverneur en conseil ou par un ou plusieurs ministres fédéraux, soit avec leur agrément, les actes astreints, sous le régime d'une loi fédérale, à l'obligation de publication dans la *Gazette du Canada*, ainsi que les actes de nature publique et générale. Leur impression et leur publication éventuelles se font dans les deux langues officielles.

Prérogative

(2) Les actes qui procèdent de la prérogative ou de tout autre pouvoir exécutif et sont de nature publique et générale sont établis dans les deux langues officielles. Leur impression et leur publication éventuelles se font dans ces deux langues.

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux textes suivants du seul fait qu'ils sont d'intérêt général et public :

a) les ordonnances des territoires du Nord-Ouest et les actes en découlant;

b) les actes pris par les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

Textes de procédure

8. Les textes régissant la procédure et la pratique des tribunaux sont établis, imprimés et publiés dans les deux langues officielles.

International treaties

9. (1) The Government of Canada shall take all possible measures to ensure that any treaty or convention between Canada and one or more other states is authenticated in both official languages.

Provincial agreements

(2) The Government of Canada has the duty to ensure that the following classes of agreements between Canada and one or more provinces are made in both official languages and that both versions are equally authoritative:

(a) agreements that require the authorization of Parliament or the Governor in Council to be effective;

(b) agreements entered into with one or more provinces where English and French are declared to be the official languages of any of those provinces or where any of those provinces requests that the agreement be made in English and French; and

(c) agreements entered into with two or more provinces where the governments of those provinces do not use the same official language.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations prescribing the circumstances in which any class of agreements specified in the regulations that are made between Canada and one or more other states or between Canada and one or more provinces

(a) must be made in both official languages;

(b) must be made available in both official languages at the time of signing or publication; or

(c) must, on request, be translated.

Notices, advertisements and other matter that are published

10. (1) A notice, advertisement or other matter that is required or authorized by or pursuant to an Act of Parliament to be published by or under the authority of a federal institution primarily for the information of members of the public shall

(a) wherever possible, be printed in each of the official languages in at least one publication in general circulation within each region where the matter appears wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one publication in general circulation

International treaties

9. (1) The Government of Canada shall take all possible measures to ensure that any treaty or convention between Canada and one or more other states is authenticated in both official languages.

Traités

9. (1) Le gouvernement fédéral prend toutes les mesures voulues pour veiller à ce que les traités et conventions intervenus entre le Canada et tout autre État soient authentifiés dans les deux langues officielles.

Federal–provincial agreements

(2) The Government of Canada has the duty to ensure that the following classes of agreements between Canada and one or more provinces are made in both official languages and that both versions are equally authoritative:

(*a*) agreements that require the authorization of Parliament or the Governor in Council to be effective;

(*b*) agreements entered into with one or more provinces where English and French are declared to be the official languages of any of those provinces or where any of those provinces requests that the agreement be made in English and French; and

(*c*) agreements entered into with two or more provinces where the governments of those provinces do not use the same official language.

Accords fédéro-provinciaux

(2) Il incombe au gouvernement fédéral de veiller à ce que les textes fédéro-provinciaux suivants soient établis, les deux versions ayant même valeur, dans les deux langues officielles :

a) les accords dont la prise d'effet relève du Parlement ou du gouverneur en conseil;

b) les accords conclus avec une ou plusieurs provinces lorsque l'une d'entre elles a comme langues officielles déclarées le français et l'anglais ou demande que le texte soit établi en français et en anglais;

c) les accords conclus avec plusieurs provinces dont les gouvernements n'utilisent pas la même langue officielle.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations prescribing the circumstances in which any class of agreements specified in the regulations that are made between Canada and one or more other states or between Canada and one or more provinces

(*a*) must be made in both official languages;

(*b*) must be made available in both official languages at the time of signing or publication; or

(*c*) must, on request, be translated.

Règlement

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les circonstances dans lesquelles les catégories d'accords qui y sont mentionnées — avec les provinces ou d'autres États — sont à établir ou à rendre publics dans les deux langues officielles lors de leur signature ou de leur publication, ou, sur demande, à traduire.

Notices, advertisements and other matters that are published

10. (1) A notice, advertisement or other matter that is required or authorized by or pursuant to an Act of Parliament to be published by or under the authority of a federal institution primarily for the information of members of the public shall,

(*a*) wherever possible, be printed in one of the official languages in at least one publication in general circulation within each region where the matter applies that appears wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one publication in general circulation

Avis et annonces

10. (1) Les textes — notamment les avis et annonces — que les institutions fédérales doivent ou peuvent, sous le régime d'une loi fédérale, publier, ou faire publier, et qui sont principalement destinés au public doivent, là où cela est possible, paraître dans des publications qui sont largement diffusées dans chacune des régions visées, la version française dans au moins une publication d'expression principalement française et son pendant anglais dans au moins une publication d'expression principalement anglaise. En l'absence de telles publications, ils doivent

within each region where the matter applies that appears wholly or mainly in that other language; and

(*b*) where there is no publication in general circulation within a region where the matter applies that appears wholly or mainly in English or no such publication that appears wholly or mainly in French, be printed in both official languages in at least one publication in general circulation within that region.

paraître dans les deux langues officielles dans au moins une publication qui est largement diffusée dans la région.

Equal prominence

(2) Where a notice, advertisement or other matter is printed in one or more publications pursuant to subsection (1), it shall be given equal prominence in each official language.

Importance

(2) Il est donné dans ces textes égale importance aux deux langues officielles.

Instruments directed to the public

11. All instruments directed to or intended for the notice of the public, purporting to be made or issued by or under the authority of a federal institution, shall be made or issued in both official languages.

Actes destinés au public

11. Les actes qui s'adressent au public et qui sont censés émaner d'une institution fédérale sont établis ou délivrés dans les deux langues officielles.

Both versions simultaneous and equally authoritative

12. Any journal, record, Act of Parliament, instrument, rule, order, regulation, treaty, convention, agreement, notice, advertisement or other matter referred to in this Part that is made, enacted, printed or published in both official languages shall be made, enacted, printed or published simultaneously in both languages, and both language versions are equally authoritative.

Valeur des deux versions

12. Tous les textes qui sont établis, imprimés ou publiés sous le régime de la présente partie dans les deux langues officielles le sont simultanément, les deux versions ayant également force de loi ou même valeur.

PART III

ADMINISTRATION OF JUSTICE

PARTIE III

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Official languages of courts

13. English and French are the official languages of the courts, and either of those languages may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court.

Langues officielles des tribunaux

13. Le français et l'anglais sont les langues officielles des tribunaux; chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans toutes les affaires dont ils sont saisis et dans les actes de procédure qui en découlent.

Hearing of witnesses in official language of choice

14. (1) Every court has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in the other official language.

Droits des témoins

14. (1) Il incombe aux tribunaux de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant eux puisse être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans l'autre langue officielle.

Duty of courts to provide simultaneous interpretation

(2) Every court has, in any proceedings conducted before it, the duty to ensure that,

Services d'interprétation : obligation

(2) Il leur incombe également de veiller, sur demande d'une partie, à ce que soient

at the request of any party to the proceedings, facilities are made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including the evidence given and taken, from one official language into the other.

offerts, notamment pour l'audition des témoins, des services d'interprétation simultanée d'une langue officielle à l'autre langue.

Court may provide simultaneous interpretation

(3) A court may, in any proceedings conducted before it, cause facilities to be made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including evidence given and taken, from one official language into the other where it considers the proceedings to be of general public interest or importance or where it otherwise considers it desirable to do so for members of the public in attendance at the proceedings.

(3) Ils peuvent faire aussi ordonner que soient offerts, notamment pour l'audition des témoins, des services d'interprétation simultanée d'une langue officielle à l'autre s'ils estiment que l'affaire présente de l'intérêt ou de l'importance pour le public ou qu'il est souhaitable de le faire pour l'auditoire.

Services d'interprétation : faculté

Duty to ensure understanding without an interpreter

15. (1) Every court, other than the Supreme Court of Canada, has the duty to ensure that, in any proceedings conducted before it, any judge or other presiding officer is able to understand the official language or languages in which the proceedings are conducted without the assistance of an interpreter.

15. (1) Il incombe aux tribunaux autres que la Cour suprême du Canada de veiller, dans toutes les affaires dont ils connaissent, à ce que le président de l'audience comprenne, sans l'aide d'un interprète, la langue officielle dans laquelle se déroule l'affaire et sont rédigés les actes de procédure.

Obligation relative à la compréhension des langues officielles

Limitation

(2) No court, other than the Federal Court of Canada or the Tax Court of Canada, is required to comply with subsection (1) until five years after that subsection comes into force.

(2) Les tribunaux autres que la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt disposent toutefois, pour se conformer au paragraphe (1), d'un délai de cinq ans après son entrée en vigueur.

Mise en oeuvre progressive

Authority to make implementing rules

16. (1) The Governor in Council may make such rules governing the procedure in proceedings before any court, other than the Supreme Court of Canada, the Federal Court or the Tax Court of Canada, including rules respecting the giving of notice, as the Governor in Council deems necessary to enable that court to comply with sections 14 and 15 in the exercise of any of its powers or duties.

16. (1) Le gouverneur en conseil peut établir, sauf pour la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt, les règles de procédure judiciaire, y compris en matière de notification, qu'il estime nécessaires pour permettre aux tribunaux de se conformer aux articles 14 et 15.

Pouvoir d'établir des règles de procédure

Supreme Court, Federal Court and Tax Court

(2) Subject to the approval of the Governor in Council, the Supreme Court of Canada, the Federal Court and the Tax Court of Canada may make such rules governing the procedure in their own proceedings, including rules respecting the giving of notice, as they deem necessary to enable themselves to comply with sections 14 and 15 in the exercise of any of their powers or duties.

(2) La Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt peuvent exercer, pour leur propre fonctionnement, le pouvoir visé au paragraphe (1), sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil.

Cour suprême, Cour fédérale, Cour canadienne de l'impôt

Language of civil proceedings where Her Majesty is a party

17. Where Her Majesty in right of Canada or a federal institution is a party to civil proceedings before a court,

(*a*) Her Majesty or the institution concerned shall use, in any oral or written pleadings in the proceedings, the official language chosen by the other parties unless it is established by Her Majesty or the institution that reasonable notice of the language chosen has not been given; and

(*b*) if the other parties fail to choose or agree on the official language to be used in those pleadings, Her Majesty or the institution concerned shall use such official language as is reasonable, having regard to the circumstances.

Cas où Sa Majesté est partie à l'affaire

17. Dans une affaire civile à laquelle elle est partie, Sa Majesté du chef du Canada ou une institution fédérale utilise la langue officielle choisie par les autres parties à moins qu'elle n'établisse le caractère abusif du délai de l'avis l'informant de ce choix. Faute de choix ou d'accord entre les autres parties, elle utilise la langue officielle la plus justifiée dans les circonstances.

Bilingual form of documents that are served

18. (1) Subject to this section, the preprinted portion of any document that is used in proceedings before a court and is required to be served by any federal institution that is a party to the proceedings on any other party shall be in both official languages.

Actes de notification

18. (1) Les formulaires des actes de notification judiciaires que doivent signifier les institutions fédérales sont établis dans les deux langues officielles.

Particular details

(2) The particular details that are added to a document referred to in subsection (1) may be set out in either official language, but, where the details are set out in only one official language, it shall be clearly indicated on the document that a translation of the details into the other official language may be obtained, and, if such a request is made, a translation shall be made available forthwith by the party that served the document.

Compléments d'information

(2) Les compléments d'information des actes de notification peuvent être établis dans une seule des langues officielles pourvu qu'ils indiquent clairement que la traduction peut être obtenue sur demande; celle-ci doit dès lors être établie sans délai par l'auteur de la notification.

Decisions, orders and judgments that must be made available simultaneously

19. (1) Any final decision, order or judgment, including any reasons given therefor, issued by any court shall be made available simultaneously in both official languages where

(*a*) the decision, order or judgment determines a question of law of general public interest or importance; or

(*b*) the proceedings leading to its issuance were conducted in whole or in part in both official languages.

Décisions de justice importantes

19. (1) Les décisions définitives — exposé des motifs compris — des tribunaux sont simultanément mises à la disposition du public dans les deux langues officielles :

a) si le point de droit en litige présente de l'intérêt ou de l'importance pour celui-ci;

b) lorsque les débats se sont déroulés, en tout ou en partie, dans les deux langues officielles, ou que les actes de procédure ont été, en tout ou en partie, rédigés dans les deux langues officielles.

Other decisions, orders and judgments

(2) Where

(*a*) any final decision, order or judgment issued by a court is not required by subsection (1) to be made available simultaneously in both official languages, or

Autres décisions

(2) Dans les cas non visés par le paragraphe (1) ou si le tribunal estime que l'établissement au titre de l'alinéa (1)*a*) d'une version bilingue entraînerait un retard qui serait préjudiciable à l'intérêt public ou qui cause-

(*b*) the decision, order or judgment is required by paragraph (1)(*a*) to be made available simultaneously in both official languages but the court is of the opinion that to make the decision, order or judgment, including any reasons given therefor, available simultaneously in both official languages would occasion a delay prejudicial to the public interest or resulting in injustice or hardship to any party to the proceedings leading to its issuance,

the decision, order or judgment, including any reasons given therefor, shall be issued in the first instance in one of the official languages and thereafter, at the earliest possible time, in the other official language, each version to be effective from the time the first version is effective.

rait une injustice ou un inconvénient grave à une des parties au litige, la décision — exposé des motifs compris — est rendue d'abord dans l'une des langues officielles, puis dans les meilleurs délais dans l'autre langue officielle. Elle est exécutoire à la date de prise d'effet de la première version.

Oral rendition of decisions not affected

(3) Nothing in subsection (1) or (2) shall be construed as prohibiting the oral rendition or delivery, in only one of the official languages, of any decision, order or judgment or any reasons given therefor.

(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet d'interdire le prononcé, dans une seule langue officielle, d'une décision de justice ou de l'exposé des motifs. Décisions orales

Issuing of decisions not affected

(4) No decision, order or judgment issued by a court is invalid by reason only that it was not made or issued in both official languages.

(4) Les décisions de justice rendues dans une seule des langues officielles ne sont pas invalides pour autant. Précision

PART IV

COMMUNICATIONS WITH AND SERVICES TO THE PUBLIC

Communications and Services

Rights relating to language of communication

20. Any member of the public in Canada has the right to communicate with and to receive available services from federal institutions in accordance with this Part.

20. Le public a, au Canada, le droit de communiquer avec les institutions fédérales et d'en recevoir les services conformément à la présente partie. Droits en matière de communication

Where communications and services must be in both official languages

21. Every federal institution has the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from its head or central office in either official language, and has the same duty with respect to any of its other offices or facilities

(*a*) within the National Capital Region; or

(*b*) in Canada or elsewhere, where there is significant demand for communications

21. Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leur siège ou leur administration centrale, et en recevoir les services, dans l'une ou l'autre des langues officielles. Cette obligation vaut également pour leurs bureaux — auxquels sont assimilés, pour l'application de la présente partie, tous autres lieux où ces institutions offrent des services — situés soit dans la région de la Capitale nationale, soit Langues des communications et services

PARTIE IV

COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC ET PRESTATION DES SERVICES

Communications et services

with and services from that office or facility in that language.

là où, au Canada comme à l'étranger, l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.

Travelling public

22. (1) For greater certainty, every federal institution that provides services or makes them available to the travelling public has the duty to ensure that any member of the travelling public can communicate with and obtain those services in either official language from any office or facility of the institution in Canada or elsewhere where there is significant demand for those services in that language.

Voyageurs

22. (1) Il est entendu qu'il incombe aux institutions fédérales offrant des services aux voyageurs de veiller à ce que ceux-ci puissent, dans l'une ou l'autre des langues officielles, communiquer avec leurs bureaux et en recevoir les services, là où, au Canada comme à l'étranger, l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.

Services provided pursuant to a contract

(2) Every federal institution has the duty to ensure that such services to the travelling public as may be prescribed by regulation of the Governor in Council that are provided or made available by another person or organization pursuant to a contract with the federal institution for the provision of those services at an office or facility referred to in subsection (1) are provided or made available in the manner prescribed by regulation of the Governor in Council in both official languages.

Services conventionnés

(2) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que, dans les bureaux visés au paragraphe (1), les services réglementaires offerts aux voyageurs par des tiers conventionnés par elles à cette fin le soient, dans les deux langues officielles, selon les modalités réglementaires.

Nature of the office

23. (1) Every federal institution has the duty to ensure that any member of the public can communicate in either official language with, and obtain available services in either official language from, any of its offices or facilities in Canada or elsewhere

(*a*) in any circumstances prescribed by regulation of the Governor in Council that relate to any of the following:

(i) the health, safety or security of members of the public,

(ii) the location of the office or facility, or

(iii) the national or international mandate of the office; or

(*b*) in any other circumstances prescribed by regulation of the Governor in Council where, due to the nature of the office or facility, it is reasonable that communications with and services from that office or facility be available in both official languages.

Vocation du bureau

23. (1) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, tant au Canada qu'à l'étranger, et en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles :

a) soit dans les cas, fixés par règlement, touchant à la santé ou à la sécurité du public ainsi qu'à l'emplacement des bureaux, ou liés au caractère national ou international de leur mandat;

b) soit en toute autre circonstance déterminée par règlement, si la vocation des bureaux justifie l'emploi des deux langues officielles.

Institutions reporting directly to Parliament

(2) Any federal institution that reports directly to Parliament on any of its activities has the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from all of its offices or facilities in Canada or elsewhere in either official language.

Idem

(3) Without restricting the generality of subsection (2), the duty set out in that subsection applies in respect of

(*a*) the Office of the Commissioner of Official Languages;

(*b*) the Office of the Chief Electoral Officer;

(*c*) the Office of the Auditor General;

(*d*) the Office of the Information Commissioner; and

(*e*) the Office of the Privacy Commissioner.

Institutions relevant directement du Parlement

(2) Il incombe aux institutions fédérales tenues de rendre directement compte au Parlement de leurs activités de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, tant au Canada qu'à l'étranger, et en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles.

Précision

(3) Cette obligation vise notamment :

a) le commissariat aux langues officielles;

b) le bureau du directeur général des élections;

c) le bureau du vérificateur général;

d) le commissariat à l'information;

e) le commissariat à la protection de la vie privée.

Services Provided on behalf of Federal Institutions

Where services provided on behalf of federal institutions

24. Every federal institution has the duty to ensure that, where services are provided or made available by another person or organization on its behalf, any member of the public in Canada or elsewhere can communicate with and obtain those services from that person or organization in either official language in any case where those services, if provided by the institution, would be required under this Part to be provided in either official language.

Services fournis par des tiers

Fourniture dans les deux langues

24. Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que, tant au Canada qu'à l'étranger, les services offerts au public par des tiers pour leur compte le soient, et à ce qu'il puisse communiquer avec ceux-ci, dans l'une ou l'autre des langues officielles dans le cas où, offrant elles-mêmes les services, elles seraient tenues, au titre de la présente partie, à une telle obligation.

Regulatory Activities of Federal Institutions

Regulatory activities relating to health, safety and security of public

25. Every federal institution that regulates persons or organizations with respect to any of their activities that relate to the health, safety or security of members of the public has the duty to ensure, through its regulation of those persons or organizations, wherever it is reasonable to do so in the circumstances, that members of the public can communicate with and obtain available services from those persons or organizations in relation to those activities in both official languages.

Pouvoir réglementaire en matière de santé ou de sécurité publiques

Réglementation en matière de santé et de sécurité publiques

25. Il incombe aux institutions fédérales qui réglementent les activités de tiers exercées en matière de santé ou de sécurité du public de veiller, si les circonstances le justifient, à ce que celui-ci puisse, grâce à cette réglementation, communiquer avec eux et en recevoir les services, en cette matière, dans les deux langues officielles.

General

Obligations relating to communications and services

26. Wherever in this Part there is a duty in respect of communications and services in both official languages, the duty applies in respect of oral and written communications and in respect of any documents or activities that relate to those communications or services.

Active offer

27. Every federal institution that is required under this Part to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from an office or facility of that institution, or of another person or organization on behalf of that institution, in either official language shall ensure that appropriate measures are taken, including the provision of signs, notices and other information on services and the initiation of communication with the public, to make it known to members of the public that those services are available in either official language at the choice of any member of the public.

Signs identifying offices

28. Where a federal institution identifies any of its offices or facilities with signs, each sign shall include both official languages or be placed together with a similar sign of equal prominence in the other official language.

Manner of communicating

29. Subject to Part II, where a federal institution is engaged in communications with members of the public in both official languages as required in this Part, it shall communicate by using such media of communication as will reach members of the public in the official language of their choice in an effective and efficient manner that is consistent with the purposes of this Act.

Relationship to Part V

30. In the event of any inconsistency between this Part and Part V, this Part prevails to the extent of the inconsistency.

Regulations

Regulations

31. (1) The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the circumstances in which there is significant demand for the

Dispositions générales

Obligation : communications et services

26. L'obligation que la présente partie impose en matière de communications et services dans les deux langues officielles à cet égard vaut également, tant sur le plan de l'écrit que de l'oral, pour tout ce qui s'y rattache.

Offre active

27. Lorsqu'elles sont tenues, sous le régime de la présente partie, de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux ou recevoir les services de ceux-ci ou de tiers pour leur compte, dans l'une ou l'autre langue officielle, il incombe aux institutions fédérales de veiller également à ce que les mesures voulues soient prises pour informer le public, notamment par entrée en communication avec lui ou encore par signalisation, avis ou documentation sur les services, que ceux-ci lui soient offerts dans l'une ou l'autre langue officielle, au choix.

Signalisation

28. Tous les panneaux et enseignes signalant les bureaux d'une institution fédérale doivent être dans les deux langues officielles, ou placés ensemble de façon que les textes de chaque langue soient également en évidence.

Mode de communication

29. Sous réserve de la partie II, les institutions fédérales qui, sous le régime de la présente partie, communiquent avec le public dans les deux langues officielles sont tenues d'utiliser les médias qui leur permettent d'assurer, en conformité avec les objectifs de la présente loi, une communication efficace avec chacun dans la langue officielle de son choix.

Incompatibilité

30. Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la partie V.

Règlements

Règlement

31. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer, pour l'application de l'article 21 ou du paragraphe 22(1), les circons-

purpose of paragraph 21(*b*) or subsection 22(1);

(*b*) prescribing circumstances not otherwise provided for under this Part in which federal institutions have the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from offices of the institution in either official language;

(*c*) prescribing services, and the manner in which those services are to be provided or made available, for the purpose of subsection 22(2);

(*d*) prescribing circumstances, in relation to the public or the travelling public, for the purpose of paragraph 23(1)(*a*) or (*b*); and

(*e*) defining the expression "English or French linguistic minority population" for the purpose of paragraph (2)(*a*).

tances dans lesquelles il y a demande importante;

b) en cas de silence de la présente partie, déterminer les circonstances dans lesquelles il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, ou recevoir les services de ceux-ci, dans l'une ou l'autre langue officielle;

c) déterminer les services visés au paragraphe 22(2) et les modalités de leur fourniture;

d) déterminer pour le public et les voyageurs les cas visés à l'alinéa 23(1)*a*) et les circonstances visées à l'alinéa 23(1)*b*);

e) définir «population de la minorité francophone ou anglophone» pour l'application de l'alinéa (2)*a*).

Where circumstances prescribed under paragraph (1)(*a*) or (*b*)

(2) In prescribing circumstances under paragraph (1)(*a*) or (*b*), the Governor in Council may have regard to

(*a*) the number of persons composing the English or French linguistic minority population of the area served by an office or facility, the particular characteristics of that population and the proportion of that population to the total population of that area;

(*b*) the volume of communications or services between an office or facility and members of the public using each official language; and

(*c*) any other factors that the Governor in Council considers appropriate.

Critères

(2) Le gouverneur en conseil peut, pour déterminer les circonstances visées aux alinéas (1)*a*) ou *b*), tenir compte :

a) de la population de la minorité francophone ou anglophone de la région desservie, de la spécificité de cette minorité et de la proportion que celle-ci représente par rapport à la population totale de cette région;

b) du volume des communications ou des services assurés entre un bureau et les utilisateurs de l'une ou l'autre langue officielle;

c) de tout autre critère qu'il juge indiqué.

Regulations of Treasury Board

32. The Treasury Board may make such regulations as it deems necessary to foster actively communications with and services from offices or facilities of federal institutions, other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament, in both official languages, where those communications and services are required under this Part to be provided in both official languages.

Règlement du Conseil du Trésor

32. Le Conseil du Trésor peut, par règlement, prendre les mesures d'incitation qu'il estime nécessaires pour que soient effectivement assurés dans les deux langues officielles les communications et les services que sont tenues de pourvoir dans les deux langues, au titre de la présente partie, les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.

PART V

LANGUAGE OF WORK

Rights relating to language of work

33. English and French are the languages of work in all federal institutions, and officers and employees of all federal institutions have the right to use either official language in accordance with this Part.

Duties of government

34. Every federal institution has the duty to ensure that

(*a*) within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed by regulation of the Governor in Council, work environments of the institution are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by its officers and employees; and

(*b*) in all parts or regions of Canada not prescribed for the purpose of paragraph (*a*), the treatment of both official languages in the work environments of the institution in parts or regions of Canada where one official language predominates is reasonably comparable to the treatment of both official languages in the work environments of the institution in parts or regions of Canada where the other official language predominates.

Minimum duties in relation to prescribed regions

35. (1) Every federal institution has the duty, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed for the purpose of paragraph 34(*a*), to

(*a*) make available in both official languages to officers and employees of the institution

(i) services that are provided to officers and employees, including services that are provided to them as individuals and services that are centrally provided by the institution to support them in the performance of their duties, and

(ii) regularly and widely used work instruments produced by or on behalf of that or any other federal institution;

(*b*) ensure that regularly and widely used automated systems for the processing and

PARTIE V

LANGUE DE TRAVAIL

Droits en matière de langue de travail

33. Le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Leurs agents ont donc le droit d'utiliser, conformément à la présente partie, l'une ou l'autre.

Obligations des institutions fédérales

34. Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que, dans la région de la Capitale nationale et dans les régions ou secteurs du Canada ou de l'étranger désignés par règlement, leur milieu de travail soit propice à l'usage effectif des deux langues officielles tout en permettant à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre et à ce que, ailleurs au Canada, la situation des deux langues officielles en milieu de travail soit comparable entre les régions ou secteurs où l'une ou l'autre prédomine.

Obligations minimales dans les régions désignées

35. (1) Il incombe aux institutions fédérales, dans la région de la Capitale nationale et dans les régions ou secteurs désignés au titre de l'article 34 :

a) de fournir à leur personnel, dans les deux langues officielles, tant les services qui lui sont destinés, notamment à titre individuel ou à titre de services auxiliaires centraux, que la documentation et le matériel d'usage courant et généralisé produits par elles-mêmes ou pour leur compte;

b) de veiller à ce que les systèmes informatiques d'usage courant et généralisé et acquis ou produits par elles à compter du 1er janvier 1991 puissent être utilisés dans l'une ou l'autre des langues officielles;

c) de veiller à ce que, là où il est indiqué de le faire pour que le milieu de travail soit propice à l'usage effectif des deux langues

communication of data acquired or produced by the institution on or after January 1, 1991 can be used in either official language; and

(*c*) ensure that,

(i) where it is appropriate or necessary in order to create a work environment that is conducive to the effective use of both official languages, supervisors are able to communicate in both official languages with officers and employees of the institution in the exercise of their supervisory responsibility, and

(ii) any management group that is responsible for the general direction of the institution as a whole has the capacity to function in both official languages.

officielles, les supérieurs soient aptes à communiquer avec leurs subordonnés dans celles-ci et à ce que la haute direction soit en mesure de fonctionner dans ces deux langues.

Additional duties in prescribed regions

(2) Every federal institution has the duty to ensure that, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed for the purpose of paragraph 34(*a*), such measures are taken in addition to those required under subsection (1) as can reasonably be taken to establish and maintain work environments of the institution that are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by its officers and employees.

Autres obligations

(2) Il leur incombe également de veiller à ce que soient prises, dans les lieux visés au paragraphe (1), toutes autres mesures possibles permettant de créer et de maintenir en leur sein un milieu de travail propice à l'usage effectif des deux langues officielles et qui permette à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre.

Special duties for institutions directing or providing services to others

36. Every federal institution that has authority to direct, or provides services to, other federal institutions has the duty to ensure that it exercises its powers and carries out its duties in relation to those other institutions in a manner that accommodates the use of either official language by officers and employees of those institutions.

Obligations particulières

36. Il incombe aux institutions fédérales centrales de veiller à ce que l'exercice de leurs attributions respecte, dans le cadre de leurs relations avec les autres institutions fédérales sur lesquelles elles ont autorité ou qu'elles desservent, l'usage des deux langues officielles fait par le personnel de celles-ci.

Regulations of Treasury Board

37. (1) The Treasury Board may make regulations in respect of federal institutions, other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament,

(*a*) prescribing, in respect of any part or region of Canada or any place outside Canada,

(i) any services or work instruments that are to be made available by those institutions in both official languages to

Règlement du Conseil du Trésor

37. (1) Le Conseil du Trésor peut, par règlement visant les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement :

a) déterminer, pour tout secteur ou région du Canada ou de l'étranger, les services, la documentation et le matériel qu'elles doivent offrir à leur personnel dans les deux langues officielles, les systèmes informatiques qui doivent pouvoir être utilisés dans

officers or employees of those institutions,

(ii) any automated systems for the processing and communication of data that must be available for use in both official languages, and

(iii) any supervisory or management functions that are to be carried out by those institutions in both official languages;

(*b*) prescribing any other measures that are to be taken, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed for the purpose of paragraph 34(*a*), to establish and maintain work environments of those institutions that are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by their officers and employees;

(*c*) requiring that either or both official languages be used in communications with offices of those institutions that are located in any part or region of Canada, or any place outside Canada, specified in the regulations;

(*d*) prescribing the manner in which any duties of those institutions under this Part or the regulations made under this Part in relation to the use of both official languages are to be carried out; and

(*e*) prescribing obligations of those institutions in relation to the use of the official languages of Canada by the institutions in respect of offices in parts or regions of Canada not prescribed for the purpose of paragraph 34(*a*), having regard to the equality of status of both official languages.

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing any part or region of Canada, or any place outside of Canada, for the purpose of paragraph 34(*a*); and

(*b*) substituting, with respect to any federal institution other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament, a duty in relation to the use of the official languages of Canada in place of a

ces deux langues, ainsi que les activités — de gestion ou de surveillance — à exécuter dans ces deux langues;

b) prendre toute autre mesure visant à créer et à maintenir, dans la région de la Capitale nationale et dans les régions ou secteurs du Canada ou de l'étranger désignés pour l'application de l'article 34, un milieu de travail propice à l'usage effectif des deux langues officielles et à permettre à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre;

c) déterminer la ou les langues officielles à utiliser dans leurs communications avec ceux de leurs bureaux situés dans les régions ou secteurs, qui y sont mentionnés, du Canada ou de l'étranger;

d) fixer les modalités d'exécution des obligations que la présente partie ou ses règlements leur imposent;

e) fixer les obligations, en matière de langues officielles, qui leur incombent à l'égard de ceux de leurs bureaux situés dans les secteurs ou régions non désignés par règlement pris au titre de l'article 34, compte tenu de l'égalité de statut des deux langues officielles.

Règlement du gouverneur en conseil

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner, pour l'application de l'article 34, tous secteurs ou régions du Canada ou de l'étranger;

b) en cas de conflit — dont la réalité puisse se démontrer — entre l'une des obligations prévues par l'article 35 ou les règlements d'application du paragraphe (1) et le mandat d'une des institutions

duty under section 35 or the regulations made under subsection (1), having regard to the equality of status of both official languages, where there is a demonstrable conflict between the duty under section 35 or the regulations and the mandate of the institution.

PART VI

PARTICIPATION OF ENGLISH-SPEAKING AND FRENCH-SPEAKING CANADIANS

Commitment to equal access and full participation

38. (1) The Government of Canada is committed to ensuring that

(*a*) English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, without regard to their ethnic origin or first language learned, have equal access to appointment and advancement in federal institutions; and

(*b*) the composition of the work-force of federal institutions tends to reflect the presence of both the official language communities of Canada, taking into account the characteristics of individual institutions, including their mandates, the public they serve and their location.

Employment opportunties

(2) In carrying out the commitment of the Government of Canada under subsection (1), federal institutions shall ensure that employment opportunities are open to both English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, taking due account of the purposes and provisions of Parts IV and V in relation to the appointment and advancement of officers and employees by those institutions and the determination of the terms and conditions of their employment.

Merit principle

(3) Nothing in this section shall be construed as abrogating or derogating from the principle of selection of personnel according to merit.

Regulations

39. The Governor in Council may make such regulations as the Governor in Council deems necessary to carry out the purposes and provisions of this Part.

fédérales, y substituer, compte tenu de l'égalité de statut des deux langues officielles, une autre obligation touchant leur utilisation.

PARTIE VI

PARTICIPATION DES CANADIENS D'EXPRESSION FRANÇAISE ET D'EXPRESSION ANGLAISE

Engagement

38. (1) Le gouvernement fédéral s'engage à veiller à ce que :

a) les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, sans distinction d'origine ethnique ni égard à la première langue apprise, aient des chances égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales;

b) les effectifs des institutions fédérales tendent à refléter la présence au Canada des deux collectivités de langue officielle, compte tenu de la nature de chacune d'elles et notamment, de leur mandat, de leur public et de l'emplacement de leurs bureaux.

Possibilités d'emploi

(2) Les institutions fédérales veillent, au titre de cet engagement, à ce que l'emploi soit ouvert à tous les Canadiens, tant d'expression française que d'expression anglaise, compte tenu des objets et des dispositions des parties IV et V relatives à l'emploi.

Principe du mérite

(3) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au mode de sélection fondé sur le mérite.

Règlement

39. Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire d'application de la présente partie.

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

Government policy

40. The Government of Canada is committed to

(*a*) enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development; and

(*b*) fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

Coordination

41. The Secretary of State of Canada, in consultation with other Ministers of the Crown, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation by federal institutions of the commitments set out in section 40.

Specific mandate of Secretary of State

42. (1) The Secretary of State of Canada shall take such measures as he considers appropriate to advance the equality of status and use of English and French in Canadian society, and, without restricting the generality of the foregoing, may take measures to

(*a*) enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and support and assist their development;

(*b*) encourage and support the learning of English and French in Canada;

(*c*) foster an acceptance and appreciation of both English and French by members of the public;

(*d*) encourage and assist provincial governments to support the development of English and French linguistic minority communities generally and, in particular, to offer provincial and municipal services in both English and French and to provide opportunities for members of English or French linguistic minority communities to be educated in their own language;

(*e*) encourage and assist provincial governments to provide opportunities for everyone in Canada to learn both English and French;

(*f*) encourage and cooperate with the business community, labour organizations,

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

Engagement

40. Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Coordination

41. Le secrétaire d'État du Canada, en consultation avec les autres ministres fédéraux, suscite et encourage la coordination de la mise en oeuvre par les institutions fédérales de cet engagement.

Mise en oeuvre

42. (1) Le secrétaire d'État du Canada prend les mesures qu'il estime indiquées pour favoriser la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne et, notamment, toute mesure :

a) de nature à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement;

b) pour encourager et appuyer l'apprentissage du français et de l'anglais;

c) pour encourager le public à mieux accepter et apprécier le français et l'anglais;

d) pour encourager et aider les gouvernements provinciaux à favoriser le développement des minorités francophones et anglophones, et notamment à leur offrir des services provinciaux et municipaux en français et en anglais et à leur permettre de recevoir leur instruction dans leur propre langue;

e) pour encourager et aider ces gouvernements à donner à tous la possibilité d'apprendre le français et l'anglais;

f) pour encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles et autres à fournir leurs services en français et en anglais et à

voluntary organizations and other organizations or institutions to provide services in both English and French and to foster the recognition and use of those languages;

(*g*) encourage and assist organizations and institutions to project the bilingual character of Canada in their activities in Canada or elsewhere; and

(*h*) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements or arrangements that recognize and advance the bilingual character of Canada with the governments of foreign states.

favoriser la reconnaissance et l'usage de ces deux langues, et pour collaborer avec eux à ces fins;

g) pour encourager et aider les organisations, associations ou autres organismes à refléter et promouvoir, au Canada et à l'étranger, le caractère bilingue du Canada;

h) sous réserve de l'aval du gouverneur en conseil, pour conclure avec des gouvernements étrangers des accords ou arrangements reconnaissant et renforçant l'identité bilingue du Canada.

Public consultation

(2) The Secretary of State of Canada shall take such measures as he considers appropriate to ensure public consultation in the development of policies and review of programs relating to the advancement of the equality of status and use of English and French in Canadian society.

(2) Il prend les mesures qu'il juge aptes à assurer la consultation publique sur l'élaboration des principes d'application et la révision des programmes favorisant la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Consultation

Annual report to Parliament

43. The Secretary of State of Canada shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each financial year, submit an annual report to Parliament on the matters relating to official languages for which he is responsible.

43. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice, le secrétaire d'État du Canada dépose un rapport annuel au Parlement sur les questions relevant de sa mission en matière de langues officielles.

Rapport annuel

Consultation and negotiation with the provinces

44. Any Minister of the Crown designated by the Governor in Council may consult and may negotiate agreements with the provincial governments to ensure, to the greatest practical extent but subject to Part IV, that the provision of federal, provincial, municipal and education services in both official languages is coordinated and that regard is had to the needs of the recipients of those services.

44. Tout ministre fédéral désigné par le gouverneur en conseil peut procéder à des consultations et négociations d'accords avec les gouvernements provinciaux en vue d'assurer le plus possible, sous réserve de la partie IV et compte tenu des besoins des usagers, la coordination des services fédéraux, provinciaux, municipaux, ainsi que ceux liés à l'instruction, dans les deux langues officielles.

Consultations et négociations avec les provinces

PART VIII

RESPONSIBILITIES AND DUTIES OF TREASURY BOARD IN RELATION TO THE OFFICIAL LANGUAGES OF CANADA

PARTIE VIII

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES

Responsibilities of Treasury Board

45. (1) The Treasury Board has responsibility for the general direction and coordination of the policies and programs of the Government of Canada relating to the implementation of Parts IV, V and VI in all

45. (1) Le Conseil du Trésor est chargé de l'élaboration et de la coordination générales des principes et programmes fédéraux d'application des parties IV, V et VI dans les institutions fédérales, à l'exception du Sénat,

Mission du Conseil du Trésor

federal institutions other than the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement.

Powers of Treasury Board

(2) In carrying out its responsibilities under subsection (1), the Treasury Board may

(*a*) establish policies, or recommend policies to the Governor in Council, to give effect to Parts IV, V and VI;

(*b*) recommend regulations to the Governor in Council to give effect to Parts IV, V and VI;

(*c*) issue directives to give effect to Parts IV, V and VI;

(*d*) monitor and audit federal institutions in respect of which it has responsibility for their compliance with policies, directives and regulations of Treasury Board or the Governor in Council relating to the official languages of Canada;

(*e*) evaluate the effectiveness and efficiency of policies and programs of federal institutions relating to the official languages of Canada;

(*f*) provide information to the public and to officers and employees of federal institutions relating to the policies and programs that give effect to Parts IV, V and VI; and

(*g*) delegate any of its powers under this section to the deputy heads or other administrative heads of other federal institutions.

Attributions

(2) Le Conseil du Trésor peut, dans le cadre de cette mission :

a) établir des principes d'application des parties IV, V et VI ou en recommander au gouverneur en conseil;

b) recommander au gouverneur en conseil des mesures réglementaires d'application des parties IV, V et VI;

c) donner des instructions pour l'application des parties IV, V et VI;

d) surveiller et vérifier l'observation par les institutions fédérales des principes, instructions et règlements — émanant tant de lui-même que du gouverneur en conseil — en matière de langues officielles;

e) évaluer l'efficacité des principes et programmes des institutions fédérales en matière de langues officielles;

f) informer le public et le personnel des institutions fédérales sur les principes et programmes d'application des parties IV, V et VI;

g) déléguer telle de ses attributions aux administrateurs généraux ou autres responsables administratifs d'autres institutions fédérales.

Audit reports to be made available to Commissioner

46. The Secretary of the Treasury Board shall provide the Commissioner with any audit reports that are prepared pursuant to paragraph 45(2)(*d*).

46. Le secrétaire du Conseil du Trésor fait parvenir au commissaire tous rapports établis au titre de l'alinéa 45(2)*d*).

Rapport du secrétaire du Conseil du Trésor

Annual report to Parliament

47. The President of the Treasury Board shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each financial year, submit an annual report to Parliament on the status of programs relating to the official languages of Canada in the various federal institutions in respect of which it has responsibility under section 45.

47. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice, le président du Conseil du Trésor dépose devant le Parlement un rapport sur l'exécution des programmes en matière de langues officielles au sein des institutions fédérales visées par sa mission.

Rapport au Parlement

PART IX

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Commissioner of Official Languages, appointment

48. (1) There shall be a Commissioner of Official Languages for Canada who shall be appointed by commission under the Great Seal after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.

Tenure of office and removal

(2) Subject to this section, the Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

Further terms

(3) The Commissioner, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.

Absence or incapacity

(4) In the event of the absence or incapacity of the Commissioner, or if the office of Commissioner of Official Languages for Canada is vacant, the Governor in Council, after consultation by the Prime Minister with the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, may appoint another qualified person to hold office during the absence or incapacity or the Commissioner or while the office is vacant for a term not exceeding six months, and that person shall, while holding office, have all of the powers, duties and functions of the Commissioner under this Act and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.

Staff, powers and duties generally

49. (1) The Commissioner shall rank as and have all the powers of a deputy head of a department, shall engage exclusively in the duties of the office of the Commissioner and shall not hold any other office under Her Majesty or engage in any other employment.

Salary and expenses

(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court,

PARTIE IX

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Commissaire

Nomination du commissaire

48. (1) Est institué le poste de commissaire aux langues officielles du Canada. Le titulaire est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du mandat et révocation

(2) Le commissaire est nommé à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Renouvellement du mandat

(3) Le mandat du commissaire est renouvelable pour des périodes d'au plus sept ans chacune.

Absence ou empêchement

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut, après consultation par le premier ministre des présidents du Sénat et de la Chambre des communes, confier à une autre personnalité compétente, pour un mandat maximal de six mois, les attributions conférées au titulaire par la présente loi et fixer la rémunération et les indemnités auxquelles elle a droit.

Rang et pouvoirs

49. (1) Le commissaire a rang et pouvoirs d'administrateur général de ministère; il se consacre à sa charge à l'exclusion de toute autre poste au service de Sa Majesté ou de tout autre emploi.

Traitement et indemnités

(2) Le commissaire reçoit le traitement d'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef ou le juge en chef adjoint. Il a droit aux frais de déplacement et de séjour

PART IX

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Office of the Commissioner

Commissioner of Official Languages, and appointment

48. (1) There shall be a Commissioner of Official Languages for Canada who shall be appointed by commission under the Great Seal after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.

Tenure of office and removal

(2) Subject to this section, the Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

Further terms

(3) The Commissioner, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.

Absence or incapacity

(4) In the event of the absence or incapacity of the Commissioner, or if the office of Commissioner of Official Languages for Canada is vacant, the Governor in Council, after consultation by the Prime Minister with the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, may appoint another qualified person to hold office during the absence or incapacity of the Commissioner or while the office is vacant for a term not exceeding six months, and that person shall, while holding office, have all of the powers, duties and functions of the Commissioner under this Act and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.

Rank, powers and duties generally

49. (1) The Commissioner shall rank as and have all the powers of a deputy head of a department, shall engage exclusively in the duties of the office of the Commissioner and shall not hold any other office under Her Majesty or engage in any other employment.

Salary and expenses

(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court,

PARTIE IX

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Commissariat

Nomination du commissaire

48. (1) Est institué le poste de commissaire aux langues officielles du Canada. Le titulaire est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du mandat et révocation

(2) Le commissaire est nommé à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Renouvellement du mandat

(3) Le mandat du commissaire est renouvelable pour des périodes d'au plus sept ans chacune.

Absence ou empêchement

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut, après consultation par le premier ministre des présidents du Sénat et de la Chambre des communes, confier à une autre personnalité compétente, pour un mandat maximal de six mois, les attributions conférées au titulaire par la présente loi et fixer la rémunération et les indemnités auxquelles elle a droit.

Rang et non-cumul de fonctions

49. (1) Le commissaire a rang et pouvoirs d'administrateur général de ministère; il se consacre à sa charge à l'exclusion de tout autre poste au service de Sa Majesté ou de tout autre emploi.

Traitement et indemnités

(2) Le commissaire reçoit le traitement d'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef ou le juge en chef adjoint. Il a droit aux frais de déplacement et de séjour

and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties.

entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors du lieu de sa résidence habituelle.

Staff

50. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the office of the Commissioner shall be appointed in the manner authorized by law.

50. Le personnel nécessaire au bon fonctionnement du commissariat est nommé conformément à la loi.

Personnel

Technical assistance

51. The Commissioner may engage, on a temporary basis, the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commissioner to advise and assist the Commissioner in the performance of the duties of his office and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of those persons.

51. Le commissaire peut engager temporairement des experts compétents dans les domaines relevant de son champ d'activité et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

Concours d'experts

Public Service Superannuation Act

52. The Commissioner and the officers and employees of the office of the Commissioner appointed under section 50 shall be deemed to be persons employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

52. Le commissaire et le personnel régulier du commissariat sont réputés appartenir à la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*.

Assimilation à fonctionnaire

Order exempting Commissioner from directives

53. The Governor in Council, on the recommendation of the Treasury Board, may by order exempt the Commissioner from any directives of the Treasury Board or the Governor in Council made under the *Financial Administration Act* that apply to deputy heads or other administrative heads in relation to the administration of federal institutions.

53. Sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire le commissaire à l'exécution d'instructions — données par le Conseil du Trésor ou lui-même en application de la *Loi sur l'administration financière* — concernant la gestion des institutions fédérales par leurs administrateurs généraux ou autres responsables administratifs.

Autonomie financière

Duties and Functions of Commissioner

Mandat du commissaire

Duties and functions

54. The Commissioner shall carry out such duties and functions as are assigned to the Commissioner by this Act or any other Act of Parliament, and may carry out or engage in such other related assignments or activities as may be authorized by the Governor in Council.

54. Le commissaire exerce les attributions que lui confèrent la présente loi et toute autre loi fédérale; il peut en outre se livrer à toute activité connexe autorisée par le gouverneur en conseil.

Fonctions du commissaire

Duty of Commissioner under Act

55. (1) It is the duty of the Commissioner to take all actions and measures within the authority of the Commissioner with a view to ensuring recognition of the status of each of the official languages and compliance with the spirit and intent of this Act in the administration of the affairs of federal insti-

55. (1) Il incombe au commissaire de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des

Mission

tutions including any of their activities relating to the advancement of English and French in Canadian society.

Idem

(2) It is the duty of the Commissioner, for the purpose set out in subsection (1), to conduct and carry out investigations either on his own initiative or pursuant to any complaint made to the Commissioner and to report and make recommendations with respect thereto as provided in this Act.

Review of regulations and directives

56. The Commissioner may initiate a review of

(*a*) any regulations or directives made under this Act, and

(*b*) any other regulations or directives that affect or may affect the status or use of the official languages,

and may refer to and comment on any findings on the review in a report made to Parliament pursuant to section 65 or 66.

Investigations

Investigation of complaints

57. (1) Subject to this Act, the Commissioner shall investigate any complaint made to the Commissioner arising from any act or omission to the effect that, in any particular instance or case,

(*a*) the status of an official language was not or is not being recognized,

(*b*) any provision of any Act of Parliament or regulation relating to the status or use of the official languages was not or is not being complied with, or

(*c*) the spirit and intent of this Act was not or is not being complied with

in the administration of the affairs of any federal institution.

Who may make complaint

(2) A complaint may be made to the Commissioner by any person or group of persons, whether or not they speak, or represent a group speaking, the official language the status or use of which is at issue.

Discontinuance of investigation

(3) If in the course of investigating any complaint it appears to the Commissioner that, having regard to all the circumstances of the case, any further investigation is unnecessary, the Commissioner may refuse to investigate the matter further.

institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Enquêtes

(2) Pour s'acquitter de cette mission, le commissaire procède à des enquêtes, soit de sa propre initiative, soit à la suite des plaintes qu'il reçoit, et présente ses rapports et recommandations conformément à la présente loi.

Examen des règlements et instructions

56. Le commissaire peut d'office examiner les règlements ou instructions d'application de la présente loi ainsi que tout autre règlement ou instruction visant ou susceptible de viser le statut ou l'emploi des langues officielles et établir à cet égard un rapport circonstancié au titre des articles 65 ou 66.

Plaintes et enquêtes

Plaintes

57. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire instruit toute plainte reçue — sur un acte ou une omission — et faisant état, dans l'administration d'une institution fédérale, d'un cas précis de non-reconnaissance du statut d'une langue officielle, de manquement à une loi ou un règlement fédéraux sur le statut ou l'usage des deux langues officielles ou encore à l'esprit de la présente loi et à l'intention du législateur.

Dépôt d'une plainte

(2) Tout individu ou groupe a le droit de porter plainte devant le commissaire, indépendamment de la langue officielle parlée par le ou les plaignants.

Interruption de l'instruction

(3) Le commissaire peut, à son appréciation, interrompre toute enquête qu'il estime, compte tenu des circonstances, inutile de poursuivre.

Right of Commissioner to refuse or cease investigation

(4) The Commissioner may refuse to investigate or cease to investigate any complaint if in the opinion of the Commissioner

(*a*) the subject-matter of the complaint is trivial;

(*b*) the complaint is frivolous or vexatious or is not made in good faith; or

(*c*) the subject-matter of the complaint does not involve a contravention or failure to comply with the spirit and intent of this Act, or does not for any other reason come within the authority of the Commissioner under this Act.

Refus d'instruire

(4) Le commissaire peut, à son appréciation, refuser ou cesser d'instruire une plainte dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) elle est sans importance;

b) elle est futile ou vexatoire ou n'est pas faite de bonne foi;

c) son objet ne constitue pas une contravention à la présente loi ou une violation de son esprit et de l'intention du législateur ou, pour toute autre raison, ne relève pas de la compétence du commissaire.

Complainant to be notified

(5) Where the Commissioner decides to refuse to investigate or cease to investigate any complaint, the Commissioner shall inform the complainant of that decision and shall give the reasons therefor.

Avis au plaignant

(5) En cas de refus d'ouvrir une enquête ou de la poursuivre, le commissaire donne au plaignant un avis motivé.

Notice of intention to investigate

58. Before carrying out an investigation under this Act, the Commissioner shall inform the deputy head or other administrative head of any federal institution concerned of his intention to carry out the investigation.

Préavis d'enquête

58. Le commissaire donne un préavis de son intention d'enquêter à l'administrateur général ou à tout autre responsable administratif de l'institution fédérale concernée.

Investigation to be conducted in private

59. (1) Every investigation by the Commissioner under this Act shall be conducted in private.

Secret des enquêtes

59. (1) Les enquêtes menées par le commissaire sont secrètes.

Opportunity to answer allegations and criticisms

(2) It is not necessary for the Commissioner to hold any hearing and no person is entitled as of right to be heard by the Commissioner, but if at any time during the course of an investigation it appears to the Commissioner that there may be sufficient grounds to make a report or recommendation that may adversely affect any individual or any federal institution, the Commissioner shall, before completing the investigation, take every reasonable measure to give to that individual or institution a full and ample opportunity to answer any adverse allegation or criticism, and to be assisted or represented by counsel for that purpose.

Droit de réponse

(2) Le commissaire n'est pas obligé de tenir d'audience, et nul n'est en droit d'exiger d'être entendu par lui. Toutefois, si au cours de l'enquête, il estime qu'il peut y avoir des motifs suffisants pour faire un rapport ou une recommandation susceptibles de nuire à un particulier ou à une institution fédérale, il prend, avant de clore l'enquête, les mesures indiquées pour leur donner toute possibilité de répondre aux critiques dont ils font l'objet et, à cette fin, de se faire représenter par un avocat.

Procedure

60. (1) Subject to this Act, the Commissioner may determine the procedure to be followed in carrying out any investigation under this Act.

Procédure

60. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire peut établir la procédure à suivre pour ses enquêtes.

Receiving and obtaining of information by officer designated

(2) The Commissioner may direct that information relating to any investigation under this Act be received or obtained, in

Délégation pour la collecte de renseignements

(2) Le commissaire peut, dans les limites qu'il fixe, déléguer en tout ou en partie à un cadre du commissariat nommé au titre de

whole or in part, by any officer of the office of the Commissioner appointed under section 50 and that officer shall, subject to such restrictions or limitations as the Commissioner may specify, have all the powers and duties of the Commissioner under this Act in relation to the receiving or obtaining of that information.

l'article 50 les attributions que lui confère la présente loi en ce qui concerne la collecte des renseignements utiles à l'enquête.

Powers of Commissioner in carrying out investigations

61. The Commissioner has, in relation to the carrying out of any investigation under this Act, other than an investigation in relation to Part III, power

(*a*) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce such documents and things as the Commissioner deems requisite to the full investigation and consideration of any matter within his authority under this Act, in the same manner and to the same extent as a superior court of record;

(*b*) to administer oaths;

(*c*) to receive and accept such evidence and other information, whether on oath or by affidavit or otherwise, as in his discretion the Commissioner sees fit, whether or not the evidence or information is or would be admissible in a court of law; and

(*d*) subject to such limitation as may in the interests of defence or security be prescribed by regulation of the Governor in Council, to enter any premises occupied by any federal institution and carry out therein such inquiries within his authority under this Act as the Commissioner sees fit.

Pouvoir d'enquête

61. Pour les enquêtes, à l'exclusion de celles relatives à la partie III, qu'il mène en vertu de la présente loi, le commissaire a le pouvoir :

a) de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, d'assigner des témoins et de les contraindre à comparaître devant lui et à déposer sous serment, verbalement ou par écrit, ainsi qu'à produire les documents et autres pièces qu'il estime indispensables pour instruire à fond toute question relevant de sa compétence aux termes de la présente loi;

b) de faire prêter serment;

c) de recevoir et d'accepter, notamment par voie de déposition ou de déclaration sous serment, les éléments de preuve et autres renseignements qu'il juge indiqués, indépendamment de leur admissibilité devant les tribunaux;

d) sous réserve des restrictions que peut prescrire, par règlement, le gouverneur en conseil pour des raisons de défense ou de sécurité, de pénétrer dans les locaux d'une institution fédérale et d'y procéder, dans le cadre de la compétence que lui confère la présente loi, aux enquêtes qu'il juge à propos.

Conclusion of investigation

62. (1) If, after carrying out an investigation under this Act, the Commissioner is of the opinion that

(*a*) the act or omission that was the subject of the investigation should be referred to any federal institution concerned for consideration and action if necessary,

(*b*) any Act or regulations thereunder, or any directive of the Governor in Council or the Treasury Board, should be reconsidered or any practice that leads or is likely to lead to a contravention of this Act should be altered or discontinued, or

Clôture de l'enquête

62. (1) Au terme de l'enquête, le commissaire transmet un rapport motivé au président du Conseil du Trésor ainsi qu'à l'administrateur général ou à tout autre responsable administratif de l'institution fédérale concernée, s'il est d'avis :

a) soit que le cas en question doit être renvoyé à celle-ci pour examen et suite à donner si nécessaire;

b) soit que des lois ou règlements ou des instructions du gouverneur en conseil ou du Conseil du Trésor devraient être reconsidérés, ou encore qu'un usage aboutissant

(*c*) any other action should be taken,

the Commissioner shall report that opinion and the reasons therefor to the President of the Treasury Board and the deputy head or other administrative head of any institution concerned.

à la violation de la présente loi ou risquant d'y aboutir devrait être modifié ou abandonné;

c) soit que d'autres mesures devraient être prises.

Other policies to be taken into account

(2) In making a report under subsection (1) that relates to any federal institution, the Commissioner shall have regard to any policies that apply to that institution that are set out in any Act of Parliament or regulation thereunder or in any directive of the Governor in Council or the Treasury Board.

(2) En établissant son rapport, le commissaire tient compte des principes applicables à l'institution fédérale concernée aux termes d'une loi ou d'un règlement fédéraux ou d'instructions émanant du gouverneur en conseil ou du Conseil du Trésor.

Facteurs additionnels

Recommendations

(3) The Commissioner may

(*a*) in a report under subsection (1) make such recommendations as he thinks fit; and

(*b*) request the deputy head or other administrative head of the federal institution concerned to notify the Commissioner within a specified time of the action, if any, that the institution proposes to take to give effect to those recommendations.

(3) Le commissaire peut faire les recommandations qu'il juge indiquées dans son rapport; il peut également demander aux administrateurs généraux ou aux autres responsables administratifs de l'institution fédérale concernée de lui faire savoir, dans le délai qu'il fixe, les mesures envisagées pour donner suite à ses recommandations.

Recommandations

Where investigation carried out pursuant to complaint

63. (1) Where the Commissioner carries out an investigation pursuant to a complaint, the Commissioner shall inform the complainant, and any individual or the deputy head or other administrative head of any federal institution by which or on behalf of which an answer relating to the complaint has been made pursuant to subsection 59(2), in such manner and at such time as the Commissioner thinks proper, of the results of the investigation.

63. (1) Au terme de l'enquête, le commissaire communique, dans le délai et de la manière qu'il juge indiqués, ses conclusions au plaignant ainsi qu'aux particuliers ou institutions fédérales qui ont exercé le droit de réponse prévu au paragraphe 59(2).

Information des intéressés

Where recommendations made

(2) Where recommendations have been made by the Commissioner under subsection 62(3) but adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon within a reasonable time after the recommendations are made, the Commissioner may inform the complainant of those recommendations and make such comments thereon as he thinks proper, and shall provide a copy of the recommendations and comments to any individual, deputy head or administrative head whom the Commissioner is required under subsection (1) to inform of the results of the investigation.

(2) Il peut, quand aux termes de l'article 62 il a fait des recommandations auxquelles, à son avis, il n'a pas été donné suite dans un délai raisonnable par des mesures appropriées, en informer le plaignant et faire à leur sujet les commentaires qu'il juge à propos; le cas échéant, il fait parvenir le texte de ses recommandations et commentaires aux personnes visées au paragraphe (1).

Suivi

Report to Governor in Council where appropriate action not taken

64. (1) If, within a reasonable time after a report containing recommendations under subsection 62(3) is made, adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon, the Commissioner, in his discretion and after considering any reply made by or on behalf of any federal institution concerned, may transmit a copy of the report and recommendations to the Governor in Council.

Rapport au gouverneur en conseil

64. (1) Dans la situation décrite au paragraphe 63(2), le commissaire peut en outre, à son appréciation et après examen des réponses faites par l'institution fédérale concernée ou en son nom, transmettre au gouverneur en conseil un exemplaire du rapport et de ses recommandations.

Action by Governor in Council

(2) The Governor in Council may take such action as the Governor in Council considers appropriate in relation to any report transmitted under subsection (1) and the recommendations therein.

Suivi

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre les mesures qu'il juge indiquées pour donner suite au rapport et mettre en œuvre les recommandations qu'il contient.

Report to Parliament

(3) If, within a reasonable time after a copy of a report is transmitted to the Governor in Council under subsection (1), adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon, the Commissioner may make such report thereon to Parliament as he considers appropriate.

Rapport au Parlement

(3) Si, dans un délai raisonnable après la transmission du rapport, il n'y a pas été donné suite, à son avis, par des mesures appropriées, le commissaire peut déposer au Parlement le rapport y afférent qu'il estime indiqué.

Reply to be attached to report

(4) The Commissioner shall attach to every report made under subsection (3) a copy of any reply made by or on behalf of any federal institution concerned.

Incorporation des réponses

(4) Il est tenu de joindre au rapport le texte des réponses faites par l'institution fédérale concernée, ou en son nom.

Reports to Parliament

Rapports au Parlement

Annual report

65. The Commissioner shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each year, prepare and submit to Parliament a report relating to the conduct of his office and the discharge of his duties under this Act during the preceding year including his recommendations, if any, for proposed changes to this Act that the Commissioner deems necessary or desirable in order that effect may be given to it according to its spirit and intent.

Rapport annuel

65. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque année, le commissaire présente au Parlement le rapport d'activité du commissariat pour l'année précédente, assorti éventuellement de ses recommandations quant aux modifications qu'il estime souhaitable d'apporter à la présente loi pour rendre son application plus conforme à son esprit et à l'intention du législateur.

Special reports

66. (1) The Commissioner may, at any time, make a special report to Parliament referring to and commenting on any matter within the scope of the powers, duties and functions of the Commissioner where, in the opinion of the Commissioner, the matter is of such urgency or importance that a report thereon should not be deferred until the time

Rapport spécial

66. (1) Le commissaire peut également présenter au Parlement un rapport spécial sur toute question relevant de sa compétence et dont l'urgence ou l'importance sont telles, selon lui, qu'il serait contre-indiqué d'en différer le compte rendu jusqu'au moment du rapport annuel suivant.

provided for transmission of the next annual report of the Commissioner under section 65.

Reply to be attached to report

(2) The Commissioner shall attach to every report made under this section a copy of any reply made by or on behalf of any federal institution concerned.

(2) Il est tenu de joindre à tout rapport prévu par le présent article le texte des réponses faites par l'institution fédérale concernée, ou en son nom.

Incorporation des réponses

Contents of report

67. The Commissioner may disclose in any report made under subsection 64(3) or section 65 or 66 such matters as in his opinion ought to be disclosed in order to establish the grounds for any conclusions and recommendations contained therein, but in so doing shall take every reasonable precaution to avoid disclosing any matter the disclosure of which would or might be prejudicial to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

67. Le commissaire peut rendre publics dans ses rapports les éléments nécessaires, selon lui, pour étayer ses conclusions et recommandations en prenant toutefois soin d'éviter toute révélation susceptible de porter préjudice à la défense ou à la sécurité du Canada ou de tout État allié ou associé.

Divulgation et précautions à prendre

Transmission of report

68. (1) Every report to Parliament made by the Commissioner under subsection 64(3) or section 65 or 66 shall be made by being transmitted to the Speaker of the Senate and to the Speaker of the House of Commons for tabling respectively in those Houses.

68. (1) La présentation des rapports du commissaire au Parlement s'effectue par remise au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes pour dépôt devant leur chambre respective.

Transmission des rapports au Parlement

Reference to Parliamentary committee

(2) Every report referred to in subsection (1) shall, after it is transmitted for tabling pursuant to that subsection, be referred to the committee designated or established by Parliament for the purpose of section 82.

(2) Les rapports sont, après leur dépôt, renvoyés devant le comité désigné ou constitué par le Parlement pour l'application de l'article 82.

Renvoi en comité

General

Dispositions générales

Security requirements

69. The Commissioner and every person acting on behalf or under the direction of the Commissioner who receives or obtains information relating to any investigation under this Act shall, with respect to access to and the use of such information, satisfy any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, persons who normally have access to and use of such information.

69. Le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité qui reçoivent ou recueillent des renseignements dans le cadre des enquêtes prévues par la présente loi sont tenus, quant à l'accès à ces renseignements et à leur utilisation, de satisfaire aux normes applicables en matière de sécurité et de prêter les serments imposés à leurs usagers habituels.

Normes de sécurité

Confidentiality

70. Subject to this Act, the Commissioner and every person acting on behalf or under the direction of the Commissioner shall not disclose any information that comes to their knowledge in the performance of their duties and functions under this Act.

70. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des attributions que leur confère la présente loi.

Secret

Powers

73. The Commissioner may disclose or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner to disclose information

(a) that, in the opinion of the Commissioner, it is necessary to carry out an investigation under this Act; or

(b) in the course of proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

Pouvoirs

73. La commissaire peut communiquer ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer :

a) les renseignements qui, à son avis, sont nécessaires pour mener ses enquêtes;

b) des renseignements, soit lors d'un recours formé devant la Cour fédérale aux termes de la partie X, soit lors de l'appel de la décision rendue en l'occurrence.

Protection of Commissioner

73. The Commissioner or any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner is not a compellable witness, in respect of any matter coming to the knowledge of the Commissioner or that person as a result of performing any duties or functions under this Act during an investigation, in any proceedings other than proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

Non-assignation

73. En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance au cours d'une enquête, dans l'exercice de leurs attributions, le commissaire et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité ont qualité pour témoigner, mais ne peuvent y être contraints que lors des circonstances visées à l'alinéa 73b).

Protection of Commissioner

73. (1) No criminal or civil proceedings lie against the Commissioner, or against any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, for anything done, reported or said in good faith in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any power, duty or function of the Commissioner under this Act.

Immunité

73. (1) La commissaire — ou toute personne qui agit en son nom ou sous son autorité — bénéficie de l'immunité civile ou pénale en matière criminelle pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses attributions.

Libel or slander

(2) For the purposes of any law relating to libel or slander,

(a) anything said, any information supplied or any document or thing produced in good faith in the course of an investigation by or on behalf of the Commissioner under this Act is privileged; and

(b) any report made in good faith by the Commissioner under this Act and any fair and accurate account of the report made in good faith in a newspaper or any other periodical publication or in a broadcast is privileged.

Diffamation

(2) Ne peuvent donner lieu à poursuite pour diffamation verbale ou écrite ni les paroles prononcées, les renseignements fournis ou les documents ou autres pièces produits de bonne foi au cours d'une enquête menée par la commissaire ou en son nom, ni les rapports ou comptes rendus établis de bonne foi par celui-ci dans le cadre de la présente loi. Sont également protégées les relations qui sont faites de bonne foi par la presse écrite ou audio-visuelle.

Disclosure authorized

71. The Commissioner may disclose or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner to disclose information

(*a*) that, in the opinion of the Commissioner, is necessary to carry out an investigation under this Act; or

(*b*) in the course of proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

Divulgation

71. Le commissaire peut communiquer ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer :

a) les renseignements qui, à son avis, sont nécessaires pour mener ses enquêtes;

b) des renseignements, soit lors d'un recours formé devant la Cour fédérale aux termes de la partie X, soit lors de l'appel de la décision rendue en l'occurrence.

No summons

72. The Commissioner or any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner is not a compellable witness, in respect of any matter coming to the knowledge of the Commissioner or that person as a result of performing any duties or functions under this Act during an investigation, in any proceedings other than proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

Non-assignation

72. En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance au cours d'une enquête, dans l'exercice de leurs attributions, le commissaire et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité ont qualité pour témoigner, mais ne peuvent y être contraints que lors des circonstances visées à l'alinéa 71*b*).

Protection of Commissioner

73. (1) No criminal or civil proceedings lie against the Commissioner, or against any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, for anything done, reported or said in good faith in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any power, duty or function of the Commissioner under this Act.

Immunité

73. (1) Le commissaire — ou toute personne qui agit en son nom ou sous son autorité — bénéficie de l'immunité civile ou pénale en matière criminelle pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses attributions.

Libel or slander

(2) For the purposes of any law relating to libel or slander,

(*a*) anything said, any information supplied or any document or thing produced in good faith in the course of an investigation by or on behalf of the Commissioner under this Act is privileged; and

(*b*) any report made in good faith by the Commissioner under this Act and any fair and accurate account of the report made in good faith in a newspaper or any other periodical publication or in a broadcast is privileged.

Diffamation

(2) Ne peuvent donner lieu à poursuite pour diffamation verbale ou écrite ni les paroles prononcées, les renseignements fournis ou les documents ou autres pièces produits de bonne foi au cours d'une enquête menée par le commissaire ou en son nom, ni les rapports ou comptes rendus établis de bonne foi par celui-ci dans le cadre de la présente loi. Sont également protégées les relations qui sont faites de bonne foi par la presse écrite ou audio-visuelle.

PART X

COURT REMEDY

Definition of "Court"

74. In this Part, "Court" means the Federal Court — Trial Division.

Application for remedy

75. (1) Any person who has made a complaint to the Commissioner in respect of a right or duty under sections 4 to 7, sections 9 to 12 or Part IV or V may apply to the Court for a remedy under this Part.

Limitation period

(2) An application may be made under subsection (1) within sixty days after

(a) the results of an investigation of the complaint by the Commissioner are reported to the complainant under subsection 63(1),

(b) the complainant is informed of the recommendations of the Commissioner under subsection 63(2), or

(c) the complainant is informed of the Commissioner's decision to refuse or cease to investigate the complaint under subsection 57(5),

or within such further time as the Court may, either before or after the expiration of those sixty days, fix or allow.

Application in respect of complaint

(3) Where a complaint is made to the Commissioner under this Act but the complainant is not informed of the results of the investigation of the complaint under subsection 63(1), of the recommendations of the Commissioner under subsection 63(2) or of a decision under subsection 57(5) within six months after the complaint is made, the complainant may make an application under subsection (1) at any time thereafter.

Order of Court

(4) Where, in proceedings under subsection (1), the Court concludes that a federal institution has failed to carry out any of the duties referred to in that subsection, the Court may grant such remedy as it considers appropriate and just in the circumstances.

Other rights of action

(5) Nothing in this section abrogates or derogates from any right of action a person might have other than the right of action set out in this section.

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

Définition de «tribunal»

74. Le tribunal visé à la présente partie est la Division de première instance de la Cour fédérale.

Demande

75. (1) Quiconque a saisi le commissaire d'une plainte visant une obligation ou un droit prévus aux articles 4 à 7 et 9 à 12 ou aux parties IV ou V peut former un recours devant le tribunal sous le régime de la présente partie.

Délai

(2) Sauf délai supérieur accordé par le tribunal sur demande présentée ou non avant l'expiration du délai normal, le recours est formé dans les soixante jours qui suivent la communication au plaignant des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 63(2) ou de l'avis de refus d'ouverture ou de poursuite d'une enquête donné au titre du paragraphe 57(5).

Autre délai

(3) Si, dans les six mois suivant le dépôt d'une plainte, il n'est pas avisé des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 63(2) ou du refus opposé au titre du paragraphe 57(4), le plaignant peut former le recours à l'expiration de ces six mois.

Ordonnance

(4) Le tribunal peut, s'il estime qu'il y a eu manquement à ces obligations, accorder la réparation qu'il estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

Précision

(5) Le présent article ne porte atteinte à aucun autre droit d'action.

PART X

COURT REMEDY

Definition of "Court"

74. In this Part, "Court" means the Federal Court — Trial Division.

Application for remedy

75. (1) Any person who has made a complaint to the Commissioner in respect of a right or duty under sections 4 to 7, sections 9 to 12 or Part IV or V may apply to the Court for a remedy under this Part.

Limitation period

(2) An application may be made under subsection (1) within sixty days after

(*a*) the results of an investigation of the complaint by the Commissioner are reported to the complainant under subsection 63(1),

(*b*) the complainant is informed of the recommendations of the Commissioner under subsection 63(2), or

(*c*) the complainant is informed of the Commissioner's decision to refuse or cease to investigate the complaint under subsection 57(5),

or within such further time as the Court may, either before or after the expiration of those sixty days, fix or allow.

Application six months after complaint

(3) Where a complaint is made to the Commissioner under this Act but the complainant is not informed of the results of the investigation of the complaint under subsection 63(1), of the recommendations of the Commissioner under subsection 63(2) or of a decision under subsection 57(5) within six months after the complaint is made, the complainant may make an application under subsection (1) at any time thereafter.

Order of Court

(4) Where, in proceedings under subsection (1), the Court concludes that a federal institution has failed to carry out any of the duties referred to in that subsection, the Court may grant such remedy as it considers appropriate and just in the circumstances.

Other rights of action

(5) Nothing in this section abrogates or derogates from any right of action a person might have other than the right of action set out in this section.

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

Définition de «tribunal»

74. Le tribunal visé à la présente partie est la Division de première instance de la Cour fédérale.

Recours

75. (1) Quiconque a saisi le commissaire d'une plainte visant une obligation ou un droit prévus aux articles 4 à 7 et 9 à 12 ou aux parties IV ou V peut former un recours devant le tribunal sous le régime de la présente partie.

Délai

(2) Sauf délai supérieur accordé par le tribunal sur demande présentée ou non avant l'expiration du délai normal, le recours est formé dans les soixante jours qui suivent la communication au plaignant des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 63(2) ou de l'avis de refus d'ouverture ou de poursuite d'une enquête donné au titre du paragraphe 57(5).

Autre délai

(3) Si, dans les six mois suivant le dépôt d'une plainte, il n'est pas avisé des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 63(2) ou du refus opposé au titre du paragraphe 57(4), le plaignant peut former le recours à l'expiration de ces six mois.

Ordonnance

(4) Le tribunal peut, s'il estime qu'il y a eu manquement à ces obligations, accorder la réparation qu'il estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

Précision

(5) Le présent article ne porte atteinte à aucun autre droit d'action.

PART XI

GENERAL

79. (1) In the event of any inconsistency between Parts I to V and any other Act of Parliament or regulation thereunder, those Parts prevail to the extent of the inconsistency.

(2) Subsection (1) does not apply to the Canadian Bill of Rights Act or any regulation made thereunder.

80. (1) Nothing in this Act abrogates or derogates from any legal or customary right

PARTIE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

79. (1) Les dispositions des parties I à V l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou de tout règlement fédéraux.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la Déclaration canadienne des droits ou à ses règlements.

80. (1) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits — antérieurs ou

Commissioner may apply or appear

76. (1) The Commissioner may

(*a*) within the time limits prescribed by paragraph 75(2)(*a*) or (*b*), apply to the Court for a remedy under this Part in relation to a complaint investigated by the Commissioner if the Commissioner has the consent of the complainant;

(*b*) appear before the Court on behalf of any person who has applied under section 75 for a remedy under this Part; or

(*c*) with leave of the Court, appear as a party to any proceedings under this Part.

Exercice de recours par le commissaire

76. (1) Le commissaire peut selon le cas :

a) exercer lui-même le recours, dans les soixante jours qui suivent la communication au plaignant des conclusions de l'enquête ou des recommandations visées au paragraphe 63(2) ou dans le délai supérieur accordé au titre du paragraphe 75(2), si le plaignant y consent;

b) comparaître devant le tribunal pour le compte de l'auteur d'un recours;

c) comparaître, avec l'autorisation du tribunal, comme partie à une instance engagée sur le fondement de la présente partie.

Complainant may appear as party

(2) Where the Commissioner makes an application under paragraph (1)(*a*), the complainant may appear as a party to any proceedings resulting from the application.

Comparution de l'auteur du recours

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa (1)*a*), le plaignant peut comparaître comme partie à l'instance.

Hearing in summary manner

77. An application made under section 75 shall be heard and determined in a summary manner in accordance with any special rules made in respect of such applications pursuant to section 46 of the *Federal Court Act*.

Procédure sommaire

77. Le recours est entendu et jugé en procédure sommaire, conformément aux règles de pratique spéciales adoptées à cet égard en vertu de l'article 46 de la *Loi sur la Cour fédérale*.

Costs

78. (1) Subject to subsection (2), the costs of and incidental to all proceedings in the Court under this Act shall be in the discretion of the Court and shall follow the event unless the Court orders otherwise.

Frais et dépens

78. (1) Les frais et dépens sont laissés à l'appréciation du tribunal et suivent, sauf ordonnance contraire de celui-ci, le sort du principal.

Idem

(2) Where the Court is of the opinion that an application under section 75 has raised an important new principle in relation to this Act, the Court shall order that costs be awarded to the applicant even if the applicant has not been successful in the result.

Idem

(2) Cependant, dans les cas où il estime que l'objet du recours a soulevé un principe important et nouveau quant à la présente loi, le tribunal accorde les frais et dépens à l'auteur du recours, même s'il est débouté.

PART XI

GENERAL

PARTIE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primacy of Parts I to V

79. (1) In the event of any inconsistency between Parts I to V and any other Act of Parliament or regulation thereunder, those Parts prevail to the extent of the inconsistency.

Primauté sur les autres lois

79. (1) Les dispositions des parties I à V l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou de tout règlement fédéraux.

Canadian Human Rights Act excepted

(2) Subsection (1) does not apply to the *Canadian Human Rights Act* or any regulation made thereunder.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ni à ses règlements.

Rights relating to other languages

80. (1) Nothing in this Act abrogates or derogates from any legal or customary right

Droits préservés

80. (1) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits — antérieurs ou

acquired or enjoyed either before or after the coming into force of this Act with respect to any language that is not English or French.

Preservation and enhancement of other languages

(2) Nothing in this Act shall be interpreted in a manner that is inconsistent with the preservation and enhancement of languages other than English or French.

Consultations

81. The President of the Treasury Board, or such other Minister of the Crown as may be designated by the Governor in Council, shall, at a time and in a manner appropriate to the circumstances, seek the views of members of the English and French linguistic minority communities and, where appropriate, members of the public generally on proposed regulations to be made under this Act.

Permanent review of Act, etc., by Parliamentary Committee

82. The administration of this Act, any regulations and directives made under this Act and the reports of the Commissioner, the President of the Treasury Board and the Secretary of State of Canada made under this Act shall be reviewed on a permanent basis by such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established for that purpose.

Section 115 of *Criminal Code* not applicable

83. For greater certainty, it is hereby declared that section 115 of the *Criminal Code* does not apply to or in respect of any contravention or alleged contravention of any provision of this Act.

Parliamentary and judicial powers, privileges and immunities saved

84. Nothing in this Act abrogates or derogates from any powers, privileges or immunities of members of the Senate or the House of Commons in respect of their personal offices and staff or of judges of any Court.

References in Acts of Parliament to the "official languages"

85. In every Act of Parliament, a reference to the "official languages" or the "official languages of Canada" shall be construed as a reference to the languages declared by subsection 16(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to be the official languages of Canada.

Regulations

86. The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing anything that the Governor in Council considers necessary to

postérieurs à son entrée en vigueur et découlant de la loi ou de la coutume — des langues autres que le français et l'anglais.

Maintien du patrimoine linguistique

(2) La présente loi ne fait pas obstacle au maintien et à la valorisation des langues autres que le français ou l'anglais.

Consultations

81. Selon les circonstances et au moment opportun, le président du Conseil du Trésor, ou tel autre ministre fédéral que peut désigner le gouverneur en conseil, consulte les minorités francophones et anglophones et, éventuellement, le grand public sur les projets de règlement d'application de la présente loi.

Suivi par un comité parlementaire

82. Le Parlement désigne ou constitue un comité, soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, chargé spécialement de suivre l'application de la présente loi, des règlements et instructions en découlant, ainsi que la mise en oeuvre des rapports du commissaire, du président du Conseil du Trésor et du secrétaire d'État du Canada.

Précision

83. Il est entendu que les contraventions à la présente loi sont soustraites à l'application de l'article 115 du *Code criminel*.

Privilèges parlementaires et judiciaires

84. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs, privilèges et immunités dont jouissent les parlementaires en ce qui touche leur bureau privé et leur propre personnel ou les juges.

Mention de «langues officielles»

85. Dans les lois fédérales, la mention «langues officielles» ou «langues officielles du Canada» vaut mention des langues déclarées officielles par le paragraphe 16(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Règlement

86. Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires pour assurer le respect de la présente loi dans le cadre des activités des institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des commu-

effect compliance with this Act in the conduct of the affairs of federal institutions other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament, and

(b) prescribing anything that is by this Act to be prescribed by regulation of the Governor in Council.

PART XII

RELATED AMENDMENTS

Criminal Code

Where order granted under section 462.1

R.S., c. C-34

Clause 87: (1) New. This amendment would be part of a series of amendments to the Criminal Code which would place accused persons and witnesses who speak neither official language on an equal footing with those who speak one or the other official language.

Article 87. (1) — Nouveau. Remplace en partie l'article 462.1 du Code criminel et précise la portée de cet article.

87. (1) The *Criminal Code* is amended by adding thereto, immediately after section 462.1 thereof, the following section:

"462.11 Where an order is granted under section 462.1 directing that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language that is the language of the accused or in which the accused can best give testimony,

(a) the accused and his counsel have the right to use either official language for all purposes during the preliminary inquiry and trial of the accused;

(b) the accused and his counsel may use either official language in written pleadings or other documents used in any proceedings relating to the preliminary inquiry or trial of the accused;

(c) any witness may give evidence in either official language during the preliminary inquiry or trial;

(d) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who speaks the official language that is the language of the accused;

(e) except where the prosecutor is a private prosecutor, the accused has a right to have a prosecutor who speaks the official language that is the language of the accused;

(f) the court shall make interpreters available to assist the accused, his coun-

Ordre prévoyant l'application de l'article 462.1

Projet de loi C-34

Article 87 : (1) Nouveau. Le présent amendement vise à mettre sur un pied d'égalité les personnes qui parlent l'une ou l'autre langue officielle et celles qui ne parlent ni l'une ni l'autre langue officielle, en modifiant, après l'article 462.1, deux autres articles du Code criminel.

87 (1) Le Code criminel est modifié par insertion, après l'article 462.1, des articles suivants :

« 462.11 Lorsqu'il est ordonné, sous le régime de l'article 462.1, qu'un accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la Cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle qui est celle de l'accusé ou la langue officielle qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement :

a) l'accusé et son avocat ont le droit d'employer l'une ou l'autre langue officielle au cours de l'enquête préliminaire et du procès;

b) ils peuvent utiliser l'une ou l'autre langue officielle dans les actes de procédure ou autres documents de l'enquête préliminaire et du procès;

c) les témoins ont le droit de témoigner dans l'une ou l'autre langue officielle à l'enquête préliminaire et au procès;

d) l'accusé a droit à ce que le juge présidant l'enquête parle la même langue officielle que lui;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — parle la même langue officielle que lui;

f) le tribunal est tenu d'offrir des services d'interprétation simultanée à l'accusé, à son avocat et aux témoins tant à l'enquête préliminaire qu'au procès;

Projet de loi

effect compliance with this Act in the conduct of the affairs of federal institutions other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament; and

(*b*) prescribing anything that is by this Act to be prescribed by regulation of the Governor in Council.

nes et la Bibliothèque du Parlement. Il peut également prendre toute autre mesure réglementaire d'application de la présente loi.

PART XII

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-34

Criminal Code

87. (1) The *Criminal Code* is amended by adding thereto, immediately after section 462.1 thereof, the following section:

Where order granted under section 462.1

"**462.11** Where an order is granted under section 462.1 directing that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language that is the language of the accused or in which the accused can best give testimony,

(*a*) the accused and his counsel have the right to use either official language for all purposes during the preliminary inquiry and trial of the accused;

(*b*) the accused and his counsel may use either official language in written pleadings or other documents used in any proceedings relating to the preliminary inquiry or trial of the accused;

(*c*) any witness may give evidence in either official language during the preliminary inquiry or trial;

(*d*) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who speaks the official language that is the language of the accused;

(*e*) except where the prosecutor is a private prosecutor, the accused has a right to have a prosecutor who speaks the official language that is the language of the accused;

(*f*) the court shall make interpreters available to assist the accused, his coun-

PARTIE XII

MODIFICATIONS CONNEXES

Code criminel

S.R., ch. C-34

87. (1) Le *Code criminel* est modifié par insertion, après l'article 462.1, de ce qui suit :

Précision

«**462.11** Lorsqu'il est ordonné, sous le régime de l'article 462.1, qu'un accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la Cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle qui est celle de l'accusé ou la langue officielle qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement :

a) l'accusé et son avocat ont le droit d'employer l'une ou l'autre langue officielle au cours de l'enquête préliminaire et du procès;

b) ils peuvent utiliser l'une ou l'autre langue officielle dans les actes de procédure ou autres documents de l'enquête préliminaire et du procès;

c) les témoins ont le droit de témoigner dans l'une ou l'autre langue officielle à l'enquête préliminaire et au procès;

d) l'accusé a droit à ce que le juge présidant l'enquête parle la même langue officielle que lui;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — parle la même langue officielle que lui;

f) le tribunal est tenu d'offrir des services d'interprétation simultanée à l'accusé, à son avocat et aux témoins tant à l'enquête préliminaire qu'au procès;

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 87: (1) New. This amendment would in part replace section 11 of the present *Official Languages Act* and would clarify the effect of an order under section 462.1.

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 87. (1) — Nouveau. Remplace en partie l'article 11 de l'actuelle *Loi sur les langues officielles* et précise la portée des ordonnances visées à l'article 462.1.

sel or any witness during the preliminary inquiry or trial; and

(*g*) the record of proceedings during the preliminary inquiry or trial shall include

(i) a transcript of everything that was said during those proceedings in the official language in which it was said,

(ii) a transcript of any interpretation into the other official language of what was said, and

(iii) any documentary evidence that was tendered during those proceedings in the official language in which it was tendered."

g) le dossier de l'enquête préliminaire et celui du procès doivent comporter la totalité des débats dans la langue officielle originale et la transcription de l'interprétation simultanée, ainsi que toute la preuve documentaire dans la langue officielle de sa présentation à l'audience.»

Coming into force

(2) This section shall come into force in a province

(*a*) in respect of offences punishable on summary conviction,

(i) on the day this Act is assented to, in the case of a province in which sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are in force in the province in respect of offences punishable on summary conviction, or

(ii) on the day on which those sections come into force in respect of offences punishable on summary conviction, in the case of a province in which those sections are not in force in respect of offences punishable on summary conviction on the day this Act is assented to; and

(*b*) in respect of indictable offences,

(i) on the day this Act is assented to, in the case of a province in which those sections are in force in respect of indictable offences on that day, or

(ii) on the day on which those sections come into force in respect of indictable offences, in the case of a province in which those sections are not in force in respect of indictable offences on the day this Act is assented to.

Entrée en vigueur

(2) Le présent article entre en vigueur dans une province :

a) dans le cas d'infractions punissables par procédure sommaire :

(i) à la date de la sanction royale, s'il s'agit d'une province où les articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), sont en vigueur à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire,

(ii) à la date de leur entrée en vigueur dans le cas contraire;

b) dans le cas d'actes criminels :

(i) à la date de la sanction royale, s'il s'agit d'une province où ces articles sont alors en vigueur à l'égard des actes criminels,

(ii) à la date de leur entrée en vigueur dans le cas contraire.

88. Section 773 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Official languages

"(3) Any pre-printed portions of a form set out in this Part varied to suit the case or of a form to the like effect shall be printed in both official languages."

88. L'article 773 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Langues officielles

«(3) Sont imprimés dans les deux langues officielles les textes des formulaires prévus à la présente partie.»

1977-78, c. 36

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

1977-78, ch. 36

1985, c. 19, s. 188

89. Subsections 6(5) and (6) of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are repealed and the following substituted therefor:

89. Les paragraphes 6(5) et (6) de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1985, ch. 19, art. 188

Coming into force

"(5) Notwithstanding any other provision in this section, sections 1 and 5 shall come into force on January 1, 1990

(*a*) in respect of offences punishable on summary conviction, in any province in which those sections are not in force in respect of offences punishable on summary conviction immediately prior to that date; and

(*b*) in respect of indictable offences, in any province in which those sections are not in force in respect of indictable offences immediately prior to that date."

Entrée en vigueur

«(5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, les articles 1 et 5 entrent en vigueur le 1er janvier 1990, en ce qui touche tant les infractions punissables par procédure sommaire que les actes criminels, dans les provinces où ils n'étaient pas alors en vigueur à cet égard.»

R.S., c. N-22

Northwest Territories Act

Loi sur les territoires du Nord-Ouest

S.R., ch. N-22

90. The *Northwest Territories Act* is amended by adding thereto, immediately after Part II thereof, the following Part:

90. La *Loi sur les territoires du Nord-Ouest* est modifiée par insertion, après la partie II, de ce qui suit :

"PART II.1

OFFICIAL LANGUAGES

«PARTIE II.1

LANGUES OFFICIELLES

Official Languages Ordinance

45.1 The ordinance entitled the *Official Languages Act*, made on June 28, 1984 by the Commissioner in Council, as amended on June 26, 1986, may be amended or repealed by the Commissioner in Council only if the amendment or repeal is concurred in by Parliament through an amendment to this Act.

Ordonnance sur les langues officielles

45.1 Le commissaire en conseil ne peut modifier ou abroger l'ordonnance sur les langues officielles prise par lui le 28 juin 1984, et modifiée le 26 juin 1986, que si le Parlement donne son agrément à cet effet par voie de modification de la présente loi.

Clause 88: New.

Article 88. — Nouveau.

An Act to amend the Criminal Code

Clause 89: This amendment would ensure that the language-of-trial provisions of the *Criminal Code* would be in force by 1990.

Subsections 6(5) and (6) at present read as follows:

"(5) No proclamation may be issued under subsection (1) unless the Minister of Justice and the Attorney General of the relevant province have consulted together with a view to ensuring the orderly implementation of the provisions to which the proclamation would relate.

(6) Where, following consultation pursuant to subsection (5), the Minister of Justice and the Attorney General of the relevant province have not reached agreement as to an appropriate date for implementation of the rights that would be provided by the issuance of a proclamation under subsection (1), no proclamation may be issued under that subsection fixing a date that is earlier than two years after the date of issuance of the proclamation."

Loi modifiant le Code criminel

Article 89. — Assure l'entrée en vigueur en 1990 des dispositions du *Code criminel* sur la langue du procès.

Texte actuel des paragraphes 6(5) et (6) :

«(5) Aucune proclamation ne peut être lancée en vertu du paragraphe (1), sauf si le ministre de la Justice et le procureur général de la province concernée se sont consultés dans le but d'assurer la mise en oeuvre efficace des dispositions qui seraient visées par la proclamation.

(6) Lorsque, après les consultations visées au paragraphe (5), le ministre de la Justice et le procureur général de la province concernée ne peuvent s'entendre sur une date permettant de donner effet aux droits qui résulteraient d'une proclamation en vertu du paragraphe (1), aucune proclamation en vertu de ce paragraphe ne peut être lancée fixant une date qui est antérieure à l'expiration de la période de deux ans qui suit son lancement.»

Northwest Territories Act

Clause 90: New.

Loi sur les territoires du Nord-Ouest

Article 90. — Nouveau.

Additional rights and services

45.2 Nothing in this Part shall be construed as preventing the Commissioner, the Commissioner in Council or the Government of the Territories from granting rights in respect of, or providing services in, English and French or any languages of the aboriginal peoples of Canada, in addition to the rights and services provided for in the ordinance referred to in section 45.1."

Droits et services complémentaires

45.2 La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire, le commissaire en conseil ou le gouvernement des territoires d'accorder des droits à l'égard du français et de l'anglais ou des langues des peuples autochtones du Canada ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par l'ordonnance mentionnée à l'article 45.1.»

PART XIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

1980-81-82-83, c. 111, Sch. I

Access to Information Act

91. All that portion of subsection 12(2) of the English version of the *Access to Information Act* preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Language of access

"(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language"

PARTIE XIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

91. Le passage du paragraphe 12(2) de la version anglaise de la *Loi sur l'accès à l'information* qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Language of access

«(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language»

1986, c. 20

Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act

92. Section 10 of the *Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act* is repealed.

Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée

1986, ch. 20

92. L'article 10 de la *Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée* est abrogé.

1985, c. 35

Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act

93. Section 9 of the *Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act* is repealed.

Loi autorisant l'aliénation de La Société des transports du nord Limitée

1985, ch. 35

93. L'article 9 de la *Loi autorisant l'aliénation de La Société des transports du nord Limitée* est abrogé.

1980-81-82-83, c. 111, Sch. II

Privacy Act

94. (1) The schedule to the *Privacy Act* is amended by deleting therefrom, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages

Bureau du Commissaire aux langues officielles"

Loi sur la protection des renseignements personnels

1980-81-82-83, ch. 111, ann. II

94. (1) L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Bureau du Commissaire aux langues officielles

Office of the Commissioner of Official Languages»

Access to Information Act

Clause 91: This amendment is consequential on the enactment of subsection 16(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

Subsection 12(2) at present reads as follows:

"(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, *as declared in the Official Languages Act*, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language

(*a*) forthwith, if the record or part thereof already exists under the control of a government institution in that language; or

(*b*) within a reasonable period of time, if the head of the government institution that has control of the record considers it to be in the public interest to cause a translation to be prepared."

Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act

Clause 92: The repeal of section 10 is consequential on the new definition of "Crown corporation" proposed in clause 3.

Section 10 reads as follows:

"**10.** The *Official Languages Act* ceases to apply to the Corporation and the Corporation ceases to be a Crown corporation within the meaning and for the purposes of that Act."

Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act

Clause 93: The repeal of section 9 is consequential on the new definition of "Crown corporation" proposed in clause 3.

Section 9 reads as follows:

"**9.** The *Official Languages Act* ceases to apply to the Corporation and the Corporation ceases to be a Crown corporation within the meaning and for the purposes of that Act."

Privacy Act

Clause 94: This amendment is consequential on the change of the French designation of the Office of the Commissioner of Official Languages.

Loi sur l'accès à l'information

Article 91. — Découle du paragraphe 16(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 12(2) :

«(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, as declared in the *Official Languages Act*, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language

(*a*) forthwith, if the record or part thereof already exists under the control of a government institution in that language; or

(*b*) within a reasonable period of time, if the head of the government institution that has control of the record considers it to be in the public interest to cause a translation to be prepared.»

Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée

Article 92. — Découle de la nouvelle définition de «sociétés d'État» qui figure à l'article 3.

Texte de l'article 10 :

«**10.** La *Loi sur les langues officielles* cesse de s'appliquer à la Société et celle-ci cesse d'être une corporation de la Couronne pour l'application de cette loi.»

Loi autorisant l'aliénation de La Société des transports du nord Limitée

Article 93. — Découle de la nouvelle définition de «sociétés d'État» qui figure à l'article 3.

Texte de l'article 9 :

«**9.** La *Loi sur les langues officielles* cesse de s'appliquer à la Société et celle-ci cesse d'être une corporation de la Couronne pour l'application de cette loi.»

Loi sur la protection des renseignements personnels

Article 94. — Découle du changement de désignation du Bureau du Commissaire aux langues officielles.

(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages
Commissariat aux langues officielles"

(2) L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Commissariat aux langues officielles
Office of the Commissioner of Official Languages»

1970-71-72, c. 38

Statutory Instruments Act

95. Subsection 5(1) of the *Statutory Instruments Act* is repealed and the following substituted therefor:

Loi sur les textes réglementaires

95. Le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les textes réglementaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1970-71-72, ch. 38

Transmission of regulations to Clerk of Privy Council

"**5.** (1) Every regulation-making authority shall, within seven days after making a regulation, transmit copies of the regulation in both official languages to the Clerk of the Privy Council for registration pursuant to section 6."

«**5.** (1) Dans les sept jours suivant la prise d'un règlement, l'autorité réglementante en transmet copie dans les deux langues officielles au greffier du Conseil privé pour enregistrement en application de l'article 6.»

Transmission au greffier du Conseil privé

96. All that portion of subsection 11(2) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

96. Le passage du paragraphe 11(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conviction under unpublished regulation

"(2) No regulation is invalid by reason only that it was not published in the *Canada Gazette*, but no person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of any regulation that at the time of the alleged contravention was not published in the *Canada Gazette* unless"

«(2) Aucun règlement n'est invalide du seul fait qu'il n'a pas été publié dans la *Gazette du Canada*; mais nul ne peut être condamné pour une infraction à un règlement qui n'était pas, lors de l'infraction, publié sauf :»

Conséquence de la non-publication

PART XIV

TRANSITIONAL PROVISIONS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

PARTIE XIV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Transitional

Dispositions transitoires

Hearing of witnesses in official language of choice

97. (1) Every court in Canada has, in exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred on it by or pursuant to an Act of Parliament, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard the person will not be placed at a

97. (1) Il incombe aux tribunaux, dans l'exercice de la compétence qui leur est conférée en matière pénale sous le régime d'une loi fédérale, de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant eux puisse être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans l'autre langue officielle.

Droit des témoins

Statutory Instruments Act

Clause 95: This amendment is consequential on the proposed clause 7.

Subsection 5(1) at present reads as follows:

"**5.** (1) Every regulation-making authority shall, within seven days after making a regulation *or, in the case of a regulation made in the first instance in one only of its official language versions, within seven days after its making in that version,* transmit copies of the regulation in both official languages to the Clerk of the Privy Council for registration pursuant to section 6."

Clause 96: This amendment is consequential on the amendment to subsection 5(1) proposed in clause 95.

The relevant portion of subsection 11(2) at present reads as follows:

"(2) No regulation is invalid by reason only that it was not published in the *Canada Gazette*, but no person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of any regulation that at the time of the alleged contravention was not published in the *Canada Gazette in both official languages* unless"

Loi sur les textes réglementaires

Article 95. — Découle de la modification proposée à l'article 7.

Texte actuel du paragraphe 5(1) :

«**5.** (1) Dans un délai de sept jours après qu'elle a établi un règlement ou, dans le cas d'un règlement établi en premier lieu dans l'une seulement des langues officielles, dans un délai de sept jours après l'avoir établi dans cette version, l'autorité réglementante doit en transmettre des copies dans les deux langues officielles au greffier du Conseil privé pour enregistrement en application de l'article 6.»

Article 96. — Découle de la modification proposée à l'article 95.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 11(2) :

«(2) Aucun règlement n'est invalide du seul fait qu'il n'a pas été publié dans la *Gazette du Canada*; mais personne ne doit être condamné pour une infraction consistant en une violation d'un règlement qui, au moment de la violation imputée, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada* dans les deux langues officielles, sauf»

disadvantage by not being heard in the other official language.

Language of proceedings in criminal matters

(2) In exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred on it by or pursuant to an Act of Parliament, any court in Canada may, in its discretion, at the request of the accused or any of them if there is more than one accused, and if it appears to the court that the proceedings can effectively be conducted and the evidence can effectively be given and taken wholly or mainly in one of the official languages as specified in the request, order that, subject to subsection (1), the proceedings be conducted and the evidence be given and taken in that language.

Audiences en matière pénale

(2) Dans l'exercice de la compétence qui lui est conférée en matière pénale sous le régime d'une loi fédérale, tout tribunal siégeant au Canada peut, à son appréciation, sur demande de l'accusé ou, lorsqu'il y en a plus d'un, sur demande de l'un ou de plusieurs d'entre eux, ordonner que, sous réserve du paragraphe (1), les débats et l'audition des témoins se déroulent en tout ou en partie dans la langue officielle spécifiée dans la demande s'il lui semble que cela peut se faire sans inconvénient.

Application to certain courts

(3) Subsection (2) does not apply to the courts of any province until such time as a discretion in those courts or in the judges thereof is provided for by law as to the language in which, for general purposes in that province, proceedings may be conducted in civil causes or matters.

Cas particuliers

(3) L'application du paragraphe (2) aux tribunaux d'une province est suspendue jusqu'à ce que ceux-ci ou leurs juges puissent, de par la loi, choisir la langue dans laquelle, de manière générale, dans la province, peuvent se dérouler les débats en matière civile.

Authority to make implementing rules

(4) The lieutenant-governor in council of any province may make such rules governing the procedure in proceedings before any court established by or pursuant to an Act of the legislature of the province, including rules respecting the giving of notice, as the lieutenant-governor in council deems necessary to enable that court to exercise any power conferred on it, or carry out any duty imposed on it, by this section.

Pouvoir d'établir des règles

(4) Les lieutenants-gouverneurs en conseil peuvent établir les règles de procédure pour les tribunaux non fédéraux de leur province, y compris celles qui régissent les notifications, qu'ils estiment nécessaires à l'exercice des attributions que le présent article confère à ces tribunaux.

Where sections 462.1 to 462.4 of *Criminal Code* not in force

98. In any province in which sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are not in force in respect of offences punishable on summary conviction or indictable offences,

(*a*) an accused may be heard in the official language of his choice in proceedings in respect of such offences and has the right to have all proceedings during the preliminary inquiry or trial interpreted for him in that language; and

Cas précédant l'entrée en vigueur des articles 462.1 à 462.4 du *Code criminel*

98. Dans la province où les articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), ne sont pas en vigueur à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire ou des actes criminels :

a) l'accusé peut être entendu dans la langue officielle de son choix et a droit à l'interprétation simultanée tant à l'enquête préliminaire qu'au procès;

b) les témoins peuvent témoigner dans la langue officielle de leur choix.

(*b*) any witness may give evidence in proceedings in respect of such offences in the official language of his choice.

Repeal of sections 97 and 98

99. Sections 97 and 98 are repealed on the day that sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are first in force in every province in respect of offences punishable on summary conviction and indictable offences.

Abrogation des articles 97 et 98

99. Les articles 97 et 98 sont abrogés à la date de l'entrée en vigueur des articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), dans toutes les provinces, à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire et des actes criminels.

Commissioner remains in office

100. The person holding office as Commissioner on the coming into force of Part IX shall continue in office as Commissioner and shall be deemed to have been appointed under this Act but to have been appointed at the time he was appointed under the *Official Languages Act*, being chapter O-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

Maintien en poste

100. Le commissaire aux langues officielles en fonction lors de l'entrée en vigueur de la partie IX poursuit son mandat mais est réputé avoir été nommé sous le régime de la présente loi.

Payments to Crown corporations

101. (1) In respect of the four fiscal years immediately following the date this section comes into force, the President of the Treasury Board may make payments to Crown corporations to assist them in the timely implementation of this Act.

Versements aux sociétés d'État

101. (1) Le président du Conseil du Trésor peut, pour les quatre exercices suivant l'entrée en vigueur du présent article, verser des crédits aux sociétés d'État pour les aider à mettre en oeuvre les dispositions de la présente loi.

Appropriation

(2) Any sums required for the purpose referred to in subsection (1) shall be paid out of such moneys as may be appropriated by Parliament for that purpose.

Crédits supplémentaires

(2) Sont prélevées sur les crédits que le Parlement peut affecter à ces fins les sommes additionnelles qui peuvent être requises pour l'application du paragraphe (1).

Repeal

Repeal of *Official Languages Act*

102. The *Official Languages Act*, chapter O-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970, is repealed.

Abrogation

Abrogation

102. La *Loi sur les langues officielles*, chapitre O-2 des Statuts revisés du Canada de 1970, est abrogée.

Coming into Force

Coming into force

103. Subject to subsection 87(2), this Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

103. Sous réserve du paragraphe 87(2), la présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

TABLE OF PROVISIONS

OFFICIAL LANGUAGES ACT

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

PURPOSE OF ACT

2. Purpose

INTERPRETATION

3. Definitions

PART I

PROCEEDINGS OF PARLIAMENT

4. Official languages of Parliament

PART II

LEGISLATIVE AND OTHER INSTRUMENTS

5. Journals and other records
6. Acts of Parliament
7. Legislative instruments
8. Rules, etc., governing practice and procedure
9. International treaties
10. Notices, advertisements and other matters that are published
11. Instruments directed to the public
12. Both versions simultaneous and equally authoritative

PART III

ADMINISTRATION OF JUSTICE

13. Official languages of courts
14. Hearing of witnesses in official language of choice
15. Duty to ensure understanding without an interpreter
16. Authority to make implementing rules
17. Language of civil proceedings where Her Majesty is a party
18. Bilingual form of documents that are served
19. Decisions, orders and judgments that must be made available simultaneously

TABLE ANALYTIQUE

LANGUES OFFICIELLES

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

OBJET

2. Objet

DÉFINITIONS

3. Définitions

PARTIE I

DÉBATS ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

4. Langues officielles du Parlement

PARTIE II

ACTES LÉGISLATIFS ET AUTRES

5. Documents parlementaires
6. Lois fédérales
7. Textes d'application
8. Textes de procédure
9. Traités
10. Avis et annonces
11. Actes destinés au public
12. Valeur des deux versions

PARTIE III

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

13. Langues officielles des tribunaux
14. Droits des témoins
15. Obligation relative à la compréhension des langues officielles
16. Pouvoir d'établir des règles de procédure
17. Cas où Sa Majesté est partie à l'affaire
18. Actes de notification
19. Décisions de justice importantes

PART IV

COMMUNICATIONS WITH AND SERVICES TO THE PUBLIC

Communications and Services

20. Rights relating to language of communication
21. Where communications and services must be in both official languages
22. Travelling public
23. Nature of the office

Services Provided on behalf of Federal Institutions

24. Where services provided on behalf of federal institutions

Regulatory Activities of Federal Institutions

25. Regulatory activities relating to health, safety and security of public

General

26. Obligations relating to communications and services
27. Active offer
28. Signs identifying offices
29. Manner of communicating
30. Relationship to Part V

Regulations

31. Regulations
32. Regulations of Treasury Board

PART V

LANGUAGE OF WORK

33. Rights relating to language of work
34. Duties of government
35. Minimum duties in relation to prescribed regions
36. Special duties for institutions directing or providing services to others
37. Regulations of Treasury Board

PART VI

PARTICIPATION OF ENGLISH-SPEAKING AND FRENCH-SPEAKING CANADIANS

38. Commitment to equal access and full participation
39. Regulations

PARTIE IV

COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC ET PRESTATION DES SERVICES

Communications et services

20. Droits en matière de communication
21. Langues des communications et services
22. Voyageurs
23. Vocation du bureau

Services fournis par des tiers

24. Fourniture dans les deux langues

Pouvoir réglementaire en matière de santé ou de sécurité publiques

25. Réglementation en matière de santé et de sécurité publiques

Dispositions générales

26. Obligation : communications et services
27. Offre active
28. Signalisation
29. Mode de communication
30. Incompatibilité

Règlements

31. Règlement
32. Règlement du Conseil du Trésor

PARTIE V

LANGUE DE TRAVAIL

33. Droits en matière de langue de travail
34. Obligations des institutions fédérales
35. Obligations minimales dans les régions désignées
36. Obligations particulières
37. Règlement du Conseil du Trésor

PARTIE VI

PARTICIPATION DES CANADIENS D'EXPRESSION FRANÇAISE ET D'EXPRESSION ANGLAISE

38. Engagement
39. Règlement

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

40. Government policy
41. Coordination
42. Specific mandate of Secretary of State
43. Annual report to Parliament
44. Consultation and negotiation with the provinces

PART VIII

RESPONSIBILITIES AND DUTIES OF TREASURY BOARD IN RELATION TO THE OFFICIAL LANGUAGES OF CANADA

45. Responsibilities of Treasury Board
46. Audit reports to be made available to Commissioner
47. Annual report to Parliament

PART IX

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Office of the Commissioner

48. Commissioner of Official Languages, and appointment
49. Rank, powers and duties generally
50. Staff
51. Technical assistance
52. *Public Service Superannuation Act*
53. Order exempting Commissioner from directives

Duties and Functions of Commissioner

54. Duties and functions
55. Duty of Commissioner under Act
56. Review of regulations and directives

Investigations

57. Investigation of complaints
58. Notice of intention to investigate
59. Investigation to be conducted in private
60. Procedure
61. Powers of Commissioner in carrying out investigations
62. Conclusion of investigation
63. Where investigation carried out pursuant to complaint
64. Report to Governor in Council where appropriate action not taken

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

40. Engagement
41. Coordination
42. Mise en oeuvre
43. Rapport annuel
44. Consultations et négociations avec les provinces

PARTIE VIII

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES

45. Mission du Conseil du Trésor
46. Rapport du secrétaire du Conseil du Trésor
47. Rapport au Parlement

PARTIE IX

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Commissariat

48. Nomination du commissaire
49. Rang et non-cumul de fonctions
50. Personnel
51. Concours d'experts
52. Assimilation à fonctionnaire
53. Autonomie financière

Mandat du commissaire

54. Attributions du commissaire
55. Mission
56. Examen des règlements et instructions

Plaintes et enquêtes

57. Plaintes
58. Préavis d'enquête
59. Secret des enquêtes
60. Procédure
61. Pouvoir d'enquête
62. Clôture de l'enquête
63. Information des intéressés
64. Rapport au gouverneur en conseil

Reports to Parliament

65. Annual report
66. Special reports
67. Contents of report
68. Transmission of report

General

69. Security requirements
70. Confidentiality
71. Disclosure authorized
72. No summons
73. Protection of Commissioner

PART X

COURT REMEDY

74. Definition of "Court"
75. Application for remedy
76. Commissioner may apply or appear
77. Hearing in summary manner
78. Costs

PART XI

GENERAL

79. Primacy of Parts I to V
80. Rights relating to other languages
81. Consultations
82. Permanent review of Act, etc., by Parliamentary Committee
83. Section 115 of *Criminal Code* not applicable
84. Parliamentary and judicial powers, privileges and immunities saved
85. References in Acts of Parliament to the "official languages"
86. Regulations

PART XII

RELATED AMENDMENTS

87-90 Amendments to various Acts

PART XIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

91-96 Amendments to various Acts

Rapport au Parlement

65. Rapport annuel
66. Rapport spécial
67. Divulgation et précautions à prendre
68. Transmission des rapports au Parlement

Dispositions générales

69. Normes de sécurité
70. Secret
71. Divulgation
72. Non-assignation
73. Immunité

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

74. Définition de «tribunal»
75. Recours
76. Exercice de recours par le commissaire
77. Procédure sommaire
78. Frais et dépens

PARTIE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

79. Primauté sur les autres lois
80. Droits préservés
81. Consultations
82. Suivi par un comité parlementaire
83. Précision
84. Privilèges parlementaires et judiciaires
85. Mention de «langues officielles»
86. Règlement

PARTIE XII

MODIFICATIONS CONNEXES

87-90 Modification de certaines lois

PARTIE XIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

91-96 Modifications de certaines lois

PART XIV

TRANSITIONAL PROVISIONS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Transitional

97. Hearing of witnesses in official language of choice

98. Where sections 462.1 to 462.4 of *Criminal Code* not in force

99. Repeal of sections 97 and 98

100. Commissioner remains in office

101. Payments to Crown corporations

Repeal

102. Repeal of *Official Languages Act*

Coming into Force

103. Coming into force

PARTIE XIV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

97. Droit des témoins

98. Cas précédant l'entrée en vigueur des articles 462.1 à 462.4 du *Code criminel*

99. Abrogation des articles 97 et 98

100. Maintien en poste

101. Versements aux sociétés d'État

Abrogation

102. Abrogation

Entrée en vigueur

103. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-72

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-72

An Act respecting the status and use of the official languages of Canada

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 29, 1988, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

THE MINISTER OF JUSTICE

C-72

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-72

Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 29 JUIN 1988 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

29395—4-7-88

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-72

An Act respecting the status and use of the official languages of Canada

Preamble

WHEREAS the Constitution of Canada provides that English and French are the official languages of Canada and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and government of Canada;

AND WHEREAS the Constitution of Canada provides for full and equal access to Parliament, to the laws of Canada and to courts established by Parliament in both official languages;

AND WHEREAS the Constitution of Canada also provides for guarantees relating to the right of any member of the public to communicate with, and to receive available services from, any institution of the Parliament or government of Canada in either official language;

AND WHEREAS officers and employees of institutions of the Parliament or government of Canada should have equal opportunities to use the official language of their choice while working together in pursuing the goals of those institutions;

AND WHEREAS English-speaking Canadians and French-speaking Canadians should, without regard to their ethnic origin or first language learned, have equal opportunities to obtain employment in the institutions of the Parliament or government of Canada;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to achieving, with due regard to the principle of selection of personnel according to merit, full participation of

2e session, 33e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-72

Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada

Préambule

Attendu :

que la Constitution dispose que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et qu'ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada;

qu'elle prévoit l'universalité d'accès dans ces deux langues en ce qui a trait au Parlement et à ses lois ainsi qu'aux tribunaux établis par celui-ci;

qu'elle prévoit en outre des garanties quant au droit du public à l'emploi de l'une ou l'autre de ces langues pour communiquer avec les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services;

qu'il convient que les agents des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada aient l'égale possibilité d'utiliser la langue officielle de leur choix dans la mise en oeuvre commune des objectifs de celles-ci;

qu'il convient que les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, sans distinction d'origine ethnique ni égard à la première langue apprise, aient des chances égales d'emploi dans les institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada;

que le gouvernement fédéral s'est engagé à réaliser, dans le strict respect du principe du mérite en matière de sélection, la pleine participation des Canadiens d'expression française et d'expression anglaise à ses institutions;

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the status and use of the official languages of Canada".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada».

EXPLANATORY NOTES FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

English-speaking Canadians and French-speaking Canadians in its institutions;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to enhancing the vitality and supporting the development of English and French linguistic minority communities, as an integral part of the two official language communities of Canada, and to fostering full recognition and use of English and French in Canadian society;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to cooperating with provincial governments and their institutions to support the development of English and French linguistic minority communities, to provide services in both English and French, to respect the constitutional guarantees of minority language educational rights and to enhance opportunities for all to learn both English and French;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to enhancing the bilingual character of the National Capital Region and to encouraging the business community, labour organizations and voluntary organizations in Canada to foster the recognition and use of English and French;

AND WHEREAS the Government of Canada recognizes the importance of preserving and enhancing the use of languages other than English and French while strengthening the status and use of the official languages;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

qu'il s'est engagé à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones, au titre de leur appartenance aux deux collectivités de langue officielle, et à appuyer leur développement et à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne;

qu'il s'est engagé à collaborer avec les institutions et gouvernements provinciaux en vue d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones, d'offrir des services en français et en anglais, de respecter les garanties constitutionnelles sur les droits à l'instruction dans la langue de la minorité et de faciliter pour tous l'apprentissage du français et de l'anglais;

qu'il s'est engagé à promouvoir le caractère bilingue de la région de la Capitale nationale et à encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, ainsi que les organismes bénévoles canadiens à promouvoir la reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais;

qu'il reconnaît l'importance, parallèlement à l'affirmation du statut des langues officielles et à l'élargissement de leur usage, de maintenir et de valoriser l'usage des autres langues,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Official Languages Act*.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les langues officielles.* Titre abrégé

PURPOSE OF ACT

Purpose

2. The purpose of this Act is to

(*a*) ensure respect for English and French as the official languages of Canada and ensure equality of status and equal rights and privileges as to their use in all federal institutions, in particular with respect to their use in parliamentary proceedings, in

OBJET

2. La présente loi a pour objet : Objet

a) d'assurer le respect du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada, leur égalité de statut et l'égalité de droits et privilèges quant à leur usage dans les institutions fédérales, notamment en ce qui touche les débats et travaux du

legislative and other instruments, in the administration of justice, in communicating with or providing services to the public and in carrying out the work of federal institutions;

(*b*) support the development of English and French linguistic minority communities and generally advance the equality of status and use of the English and French languages within Canadian society; and

(*c*) set out the powers, duties and functions of federal institutions with respect to the official languages of Canada.

INTERPRETATION

Definitions

3. (1) In this Act,

"Commissioner" «*commissaire*»

"Commissioner" means the Commissioner of Official Languages for Canada appointed under section 49;

"Crown corporation" «*sociétés d'État*»

"Crown corporation" means

(*a*) a corporation that is ultimately accountable, through a Minister, to Parliament for the conduct of its affairs, and

(*b*) a parent Crown corporation or a wholly-owned subsidiary, within the meaning of section 95 of the *Financial Administration Act*;

"department" «*ministère*»

"department" means a department as defined in section 2 of the *Financial Administration Act*;

"federal institution" «*institutions fédérales*»

"federal institution" includes any of the following institutions of the Parliament or government of Canada:

(*a*) the Senate,

(*b*) the House of Commons,

(*c*) the Library of Parliament,

(*d*) any federal court,

(*e*) any board, commission or council, or other body or office, established to perform a governmental function by or pursuant to an Act of Parliament or by or under the authority of the Governor in Council,

(*f*) a department of the Government of Canada,

Parlement, les actes législatifs et autres, l'administration de la justice, les communications avec le public et la prestation des services, ainsi que la mise en oeuvre des objectifs de ces institutions;

b) d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones et, d'une façon générale, de favoriser, au sein de la société canadienne, la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais;

c) de préciser les pouvoirs et les obligations des institutions fédérales en matière de langues officielles.

DÉFINITIONS

Définitions

3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«commissaire» "*Commissioner*"

«commissaire» Le commissaire aux langues officielles nommé au titre de l'article 49.

«institutions fédérales» "*federal institution*"

«institutions fédérales» Les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, dont le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement, les tribunaux fédéraux, tout organisme — bureau, commission, conseil, office ou autre — chargé de fonctions administratives sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil, les ministères fédéraux, les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou placé sous la tutelle du gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral. Ne sont pas visés les institutions du conseil ou de l'administration des territoires du Nord-Ouest et du Yukon et les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

«ministère» "*department*"

«ministère» Ministère au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*.

«région de la Capitale nationale» "*National ...*"

«région de la Capitale nationale» La région de la Capitale nationale au sens de l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*.

«sociétés d'État» "*Crown corporation*"

«sociétés d'État» Les personnes morales tenues de rendre compte au Parlement de

(*g*) a Crown corporation established by or pursuant to an Act of Parliament, and

(*h*) any other body that is specified by an Act of Parliament to be an agent of Her Majesty in right of Canada or to be subject to the direction of the Governor in Council or a Minister of the Crown,

but does not include

(*i*) any institution of the Council or government of the Northwest Territories or the Yukon Territory, or

(*j*) any Indian band, band council or other body established to perform a governmental function in relation to an Indian band or other group of aboriginal people;

"National Capital Region" *«région ....»*

"National Capital Region" means the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Definition of "federal court"

(2) In this section and in Parts II and III, "federal court" means any court, tribunal or other body that carries out adjudicative functions and is established by or pursuant to an Act of Parliament.

leurs activités par l'intermédiaire d'un ministre, ainsi que les sociétés d'État mères — et leurs filiales à cent pour cent — au sens de l'article 95 de la *Loi sur l'administration financière*.

Définition de «tribunal»

(2) Pour l'application du présent article et des parties II et III, est un tribunal fédéral tout organisme créé sous le régime d'une loi fédérale pour rendre justice.

PART I

PROCEEDINGS OF PARLIAMENT

Official languages of Parliament

4. (1) English and French are the official languages of Parliament, and everyone has the right to use either of those languages in any debates and other proceedings of Parliament.

Simultaneous interpretation

(2) Facilities shall be made available for the simultaneous interpretation of the debates and other proceedings of Parliament from one official language into the other.

Official reports

(3) Everything reported in official reports of debates or other proceedings of Parliament shall be reported in the official language in which it was said and a translation thereof into the other official language shall be included therewith.

PARTIE I

DÉBATS ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Langues officielles du Parlement

4. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Parlement; chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans les débats et travaux du Parlement.

Interprétation simultanée

(2) Il doit être pourvu à l'interprétation simultanée des débats et autres travaux du Parlement.

Journal des débats

(3) Les comptes rendus des débats et d'autres comptes rendus des travaux du Parlement comportent la transcription des propos tenus dans une langue officielle et leur traduction dans l'autre langue officielle.

PART II

LEGISLATIVE AND OTHER INSTRUMENTS

Journals and other records

5. The journals and other records of Parliament shall be made and kept, and shall be printed and published, in both official languages.

Acts of Parliament

6. All Acts of Parliament shall be enacted, printed and published in both official languages.

Legislative instruments

7. (1) Any instrument made in the execution of a legislative power conferred by or under an Act of Parliament that

(*a*) is made by, or with the approval of, the Governor in Council, a Minister of the Crown or one or more Ministers of the Crown,

(*b*) is required by or pursuant to an Act of Parliament to be published in the *Canada Gazette*, or

(*c*) is of a public and general nature

shall be made in both official languages and, if printed and published, shall be printed and published in both official languages.

Instruments under prerogative or other executive power

(2) All instruments made in the exercise of a prerogative or other executive power that are of a public and general nature shall be made in both official languages and, if printed and published, shall be printed and published in both official languages.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not apply to

(*a*) an ordinance of the Northwest Territories or the Yukon Territory, or any instrument made thereunder, or

(*b*) a by-law, law or other instrument of an Indian band, band council or other body established to perform a governmental function in relation to an Indian band or other group of aboriginal people,

by reason only that the ordinance, by-law, law or other instrument is of a public and general nature.

Documents in Parliament

8. Any document made by or under the authority of a federal institution that is tabled in the Senate or the House of Com-

PARTIE II

ACTES LÉGISLATIFS ET AUTRES

Documents parlementaires

5. Les archives, comptes rendus et procès-verbaux du Parlement sont tenus, imprimés et publiés dans les deux langues officielles.

Lois fédérales

6. Les lois du Parlement sont adoptées, imprimées et publiées dans les deux langues officielles.

Textes d'application

7. (1) Sont établis dans les deux langues officielles les actes pris, dans l'exercice d'un pouvoir législatif conféré sous le régime d'une loi fédérale, soit par le gouverneur en conseil ou par un ou plusieurs ministres fédéraux, soit avec leur agrément, les actes astreints, sous le régime d'une loi fédérale, à l'obligation de publication dans la *Gazette du Canada*, ainsi que les actes de nature publique et générale. Leur impression et leur publication éventuelles se font dans les deux langues officielles.

Prérogative

(2) Les actes qui procèdent de la prérogative ou de tout autre pouvoir exécutif et sont de nature publique et générale sont établis dans les deux langues officielles. Leur impression et leur publication éventuelles se font dans ces deux langues.

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux textes suivants du seul fait qu'ils sont d'intérêt général et public :

a) les ordonnances des territoires du Nord-Ouest et du Yukon et les actes en découlant;

b) les actes pris par les organismes — bande indienne, conseil de bande ou autres — chargés de l'administration d'une bande indienne ou d'autres groupes de peuples autochtones.

Dépôt des documents

8. Les documents qui émanent d'une institution fédérale et qui sont déposés au Sénat ou à la Chambre des communes par le gou-

mons by the Government of Canada shall be tabled in both official languages.

vernement fédéral le sont dans les deux langues officielles.

Rules, etc., governing practice and procedure

9. All rules, orders and regulations governing the practice or procedure in any proceedings before a federal court shall be made, printed and published in both official languages.

9. Les textes régissant la procédure et la pratique des tribunaux fédéraux sont établis, imprimés et publiés dans les deux langues officielles.

International treaties

10. (1) The Government of Canada shall take all possible measures to ensure that any treaty or convention between Canada and one or more other states is authenticated in both official languages.

10. (1) Le gouvernement fédéral prend toutes les mesures voulues pour veiller à ce que les traités et conventions intervenus entre le Canada et tout autre État soient authentifiés dans les deux langues officielles.

Traités

Federal–provincial agreements

(2) The Government of Canada has the duty to ensure that the following classes of agreements between Canada and one or more provinces are made in both official languages and that both versions are equally authoritative:

(*a*) agreements that require the authorization of Parliament or the Governor in Council to be effective;

(*b*) agreements entered into with one or more provinces where English and French are declared to be the official languages of any of those provinces or where any of those provinces requests that the agreement be made in English and French; and

(*c*) agreements entered into with two or more provinces where the governments of those provinces do not use the same official language.

(2) Il incombe au gouvernement fédéral de veiller à ce que les textes fédéro-provinciaux suivants soient établis, les deux versions ayant même valeur, dans les deux langues officielles :

a) les accords dont la prise d'effet relève du Parlement ou du gouverneur en conseil;

b) les accords conclus avec une ou plusieurs provinces lorsque l'une d'entre elles a comme langues officielles déclarées le français et l'anglais ou demande que le texte soit établi en français et en anglais;

c) les accords conclus avec plusieurs provinces dont les gouvernements n'utilisent pas la même langue officielle.

Accords fédéro-provinciaux

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations prescribing the circumstances in which any class of agreements specified in the regulations that are made between Canada and one or more other states or between Canada and one or more provinces

(*a*) must be made in both official languages;

(*b*) must be made available in both official languages at the time of signing or publication; or

(*c*) must, on request, be translated.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les circonstances dans lesquelles les catégories d'accords qui y sont mentionnées — avec les provinces ou d'autres États — sont à établir ou à rendre publics dans les deux langues officielles lors de leur signature ou de leur publication, ou, sur demande, à traduire.

Règlement

Notices, advertisements and other matters that are published

11. (1) A notice, advertisement or other matter that is required or authorized by or pursuant to an Act of Parliament to be published by or under the authority of a federal

11. (1) Les textes — notamment les avis et annonces — que les institutions fédérales doivent ou peuvent, sous le régime d'une loi fédérale, publier, ou faire publier, et qui sont

Avis et annonces

institution primarily for the information of members of the public staff.

(a) wherever possible, be printed in one of the official languages in at least one publication in general circulation within each region where the matter appears wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one publication in general circulation within each region where the matter appears wholly or mainly in that other language; and

(b) where there is no publication in general circulation within a region where the matter appears wholly or mainly in English or in each publication that appears wholly or mainly in French, be printed in both official languages in at least one publication in general circulation within that region.

(2) Where a notice, advertisement or other matter is printed in one or more publications pursuant to subsection (1), it shall be given equal prominence in each official language.

12. All instruments directed to or issued for the public, purporting to be made or issued by or under the authority of a federal institution, shall be made or issued in both official languages.

13. Any journal, record, Act of Parliament, instrument, document, directive, order, regulation, rule, resolution, agreement, notice, advertisement or other matter referred to in this Part that is made, enacted, printed, published or tabled in both official languages shall be made, enacted, printed, published or tabled simultaneously in both languages and both language versions are equally authoritative.

PART III

ADMINISTRATION OF JUSTICE

14. English and French are the official languages of the federal courts and either of those languages may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any federal court.

institution primarily for the information of members of the public shall,

(*a*) wherever possible, be printed in one of the official languages in at least one publication in general circulation within each region where the matter applies that appears wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one publication in general circulation within each region where the matter applies that appears wholly or mainly in that other language; and

(*b*) where there is no publication in general circulation within a region where the matter applies that appears wholly or mainly in English or no such publication that appears wholly or mainly in French, be printed in both official languages in at least one publication in general circulation within that region.

principalement destinés au public doivent, là où cela est possible, paraître dans des publications qui sont largement diffusées dans chacune des régions visées, la version française dans au moins une publication d'expression principalement française et son pendant anglais dans au moins une publication d'expression principalement anglaise. En l'absence de telles publications, ils doivent paraître dans les deux langues officielles dans au moins une publication qui est largement diffusée dans la région.

Equal prominence

(2) Where a notice, advertisement or other matter is printed in one or more publications pursuant to subsection (1), it shall be given equal prominence in each official language.

(2) Il est donné dans ces textes égale importance aux deux langues officielles. Importance

Instruments directed to the public

12. All instruments directed to or intended for the notice of the public, purporting to be made or issued by or under the authority of a federal institution, shall be made or issued in both official languages.

12. Les actes qui s'adressent au public et qui sont censés émaner d'une institution fédérale sont établis ou délivrés dans les deux langues officielles. Actes destinés au public

Both versions simultaneous and equally authoritative

13. Any journal, record, Act of Parliament, instrument, document, rule, order, regulation, treaty, convention, agreement, notice, advertisement or other matter referred to in this Part that is made, enacted, printed, published or tabled in both official languages shall be made, enacted, printed, published or tabled simultaneously in both languages, and both language versions are equally authoritative.

13. Tous les textes qui sont établis, imprimés, publiés ou déposés sous le régime de la présente partie dans les deux langues officielles le sont simultanément, les deux versions ayant également force de loi ou même valeur. Valeur des deux versions

PART III

ADMINISTRATION OF JUSTICE

PARTIE III

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Official languages of federal courts

14. English and French are the official languages of the federal courts, and either of those languages may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any federal court.

14. Le français et l'anglais sont les langues officielles des tribunaux fédéraux; chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans toutes les affaires dont ils sont saisis et dans les actes de procédure qui en découlent. Langues officielles des tribunaux fédéraux

Hearing of witnesses in official language of choice

15. (1) Every federal court has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in the other official language.

Duty to provide simultaneous interpretation

(2) Every federal court has, in any proceedings conducted before it, the duty to ensure that, at the request of any party to the proceedings, facilities are made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including the evidence given and taken, from one official language into the other.

Federal court may provide simultaneous interpretation

(3) A federal court may, in any proceedings conducted before it, cause facilities to be made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including evidence given and taken, from one official language into the other where it considers the proceedings to be of general public interest or importance or where it otherwise considers it desirable to do so for members of the public in attendance at the proceedings.

Duty to ensure understanding without interpreter

16. (1) Every federal court, other than the Supreme Court of Canada, has the duty to ensure that

(a) if English is the language chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand English without the assistance of an interpreter;

(b) if French is the language chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand French without the assistance of an interpreter; and

(c) if both English and French are the languages chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand both languages without the assistance of an interpreter.

Obligation relative à la compréhension des langues officielles

16. (1) Il incombe aux tribunaux fédéraux autres que la Cour suprême du Canada de 20 veiller à ce que ceux qui entend l'affaire :

a) comprennent l'anglais sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu en anglais;

b) comprennent le français sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu en français;

c) comprennent l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu dans les deux langues.

Hearing of witnesses in official language of choice

15. (1) Every federal court has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in the other official language.

Droits des témoins

15. (1) Il incombe aux tribunaux fédéraux de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant eux puisse être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans l'autre langue officielle.

Duty to provide simultaneous interpretation

(2) Every federal court has, in any proceedings conducted before it, the duty to ensure that, at the request of any party to the proceedings, facilities are made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including the evidence given and taken, from one official language into the other.

Services d'interprétation : obligation

(2) Il leur incombe également de veiller, sur demande d'une partie, à ce que soient offerts, notamment pour l'audition des témoins, des services d'interprétation simultanée d'une langue officielle à l'autre langue.

Federal court may provide simultaneous interpretation

(3) A federal court may, in any proceedings conducted before it, cause facilities to be made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including evidence given and taken, from one official language into the other where it considers the proceedings to be of general public interest or importance or where it otherwise considers it desirable to do so for members of the public in attendance at the proceedings.

Services d'interprétation : faculté

(3) Ils peuvent faire aussi ordonner que soient offerts, notamment pour l'audition des témoins, des services d'interprétation simultanée d'une langue officielle à l'autre s'ils estiment que l'affaire présente de l'intérêt ou de l'importance pour le public ou qu'il est souhaitable de le faire pour l'auditoire.

Duty to ensure understanding without an interpreter

16. (1) Every federal court, other than the Supreme Court of Canada, has the duty to ensure that

(*a*) if English is the language chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand English without the assistance of an interpreter;

(*b*) if French is the language chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand French without the assistance of an interpreter; and

(*c*) if both English and French are the languages chosen by the parties for proceedings conducted before it in any particular case, every judge or other officer who hears those proceedings is able to understand both languages without the assistance of an interpreter.

Obligation relative à la compréhension des langues officielles

16. (1) Il incombe aux tribunaux fédéraux autres que la Cour suprême du Canada de veiller à ce que celui qui entend l'affaire :

a) comprenne l'anglais sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu en anglais;

b) comprenne le français sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu en français;

c) comprenne l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète lorsque les parties ont opté pour que l'affaire ait lieu dans les deux langues.

Adjudicative functions

(2) For greater certainty, subsection (1) applies to a federal court only in relation to its adjudicative functions.

(2) Il demeure entendu que le paragraphe (1) ne s'applique aux tribunaux fédéraux que dans le cadre de leurs fonctions judiciaires.

Fonctions judiciaires

Limitation

(3) No federal court, other than the Federal Court of Canada or the Tax Court of Canada, is required to comply with subsection (1) until five years after that subsection comes into force.

(3) Les tribunaux fédéraux autres que la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt disposent toutefois, pour se conformer au paragraphe (1), d'un délai de cinq ans après son entrée en vigueur.

Mise en oeuvre progressive

Authority to make implementing rules

17. (1) The Governor in Council may make such rules governing the procedure in proceedings before any federal court, other than the Supreme Court of Canada, the Federal Court or the Tax Court of Canada, including rules respecting the giving of notice, as the Governor in Council deems necessary to enable that federal court to comply with sections 15 and 16 in the exercise of any of its powers or duties.

17. (1) Le gouverneur en conseil peut établir, sauf pour la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt, les règles de procédure judiciaire, y compris en matière de notification, qu'il estime nécessaires pour permettre aux tribunaux fédéraux de se conformer aux articles 15 et 16.

Pouvoir d'établir des règles de procédure

Supreme Court, Federal Court and Tax Court

(2) Subject to the approval of the Governor in Council, the Supreme Court of Canada, the Federal Court and the Tax Court of Canada may make such rules governing the procedure in their own proceedings, including rules respecting the giving of notice, as they deem necessary to enable themselves to comply with sections 15 and 16 in the exercise of any of their powers or duties.

(2) La Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt peuvent exercer, pour leur propre fonctionnement, le pouvoir visé au paragraphe (1), sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil.

Cour suprême, Cour fédérale, Cour canadienne de l'impôt

Language of civil proceedings where Her Majesty is a party

18. Where Her Majesty in right of Canada or a federal institution is a party to civil proceedings before a federal court,

(*a*) Her Majesty or the institution concerned shall use, in any oral or written pleadings in the proceedings, the official language chosen by the other parties unless it is established by Her Majesty or the institution that reasonable notice of the language chosen has not been given; and

(*b*) if the other parties fail to choose or agree on the official language to be used in those pleadings, Her Majesty or the institution concerned shall use such official language as is reasonable, having regard to the circumstances.

18. Dans une affaire civile à laquelle elle est partie devant un tribunal fédéral, Sa Majesté du chef du Canada ou une institution fédérale utilise, pour les plaidoiries ou les actes de la procédure, la langue officielle choisie par les autres parties à moins qu'elle n'établisse le caractère abusif du délai de l'avis l'informant de ce choix. Faute de choix ou d'accord entre les autres parties, elle utilise la langue officielle la plus justifiée dans les circonstances.

Cas où Sa Majesté est partie à l'affaire

Bilingual forms

19. (1) The pre-printed portion of any form that is used in proceedings before a federal court and is required to be served by any federal institution that is a party to the

19. (1) L'imprimé des actes judiciaires des tribunaux fédéraux que doivent signifier les institutions fédérales est établi dans les deux langues officielles.

Actes judiciaires

proceedings on any other party shall be in both official languages.

Particular details

(2) The particular details that are added to a form referred to in subsection (1) may be set out in either official language, but, where the details are set out in only one official language, it shall be clearly indicated on the form that a translation of the details into the other official language may be obtained, and, if such a request is made, a translation shall be made available forthwith by the party that served the form.

Compléments d'information

(2) Ces actes peuvent être remplis dans une seule des langues officielles pourvu qu'il y soit clairement indiqué que la traduction peut être obtenue sur demande; celle-ci doit dès lors être établie sans délai par l'auteur de la signification.

Decisions, orders and judgments that must be made available simultaneously

20. (1) Any final decision, order or judgment, including any reasons given therefor, issued by any federal court shall be made available simultaneously in both official languages where

(*a*) the decision, order or judgment determines a question of law of general public interest or importance; or

(*b*) the proceedings leading to its issuance were conducted in whole or in part in both official languages.

Décisions de justice importantes

20. (1) Les décisions définitives — exposé des motifs compris — des tribunaux fédéraux sont simultanément mises à la disposition du public dans les deux langues officielles :

a) si le point de droit en litige présente de l'intérêt ou de l'importance pour celui-ci;

b) lorsque les débats se sont déroulés, en tout ou en partie, dans les deux langues officielles, ou que les actes de procédure ont été, en tout ou en partie, rédigés dans les deux langues officielles.

Other decisions, orders and judgments

(2) Where

(*a*) any final decision, order or judgment issued by a federal court is not required by subsection (1) to be made available simultaneously in both official languages, or

(*b*) the decision, order or judgment is required by paragraph (1)(*a*) to be made available simultaneously in both official languages but the court is of the opinion that to make the decision, order or judgment, including any reasons given therefor, available simultaneously in both official languages would occasion a delay prejudicial to the public interest or resulting in injustice or hardship to any party to the proceedings leading to its issuance,

the decision, order or judgment, including any reasons given therefor, shall be issued in the first instance in one of the official languages and thereafter, at the earliest possible time, in the other official language, each version to be effective from the time the first version is effective.

Autres décisions

(2) Dans les cas non visés par le paragraphe (1) ou si le tribunal estime que l'établissement au titre de l'alinéa (1)*a*) d'une version bilingue entraînerait un retard qui serait préjudiciable à l'intérêt public ou qui causerait une injustice ou un inconvénient grave à une des parties au litige, la décision — exposé des motifs compris — est rendue d'abord dans l'une des langues officielles, puis dans les meilleurs délais dans l'autre langue officielle. Elle est exécutoire à la date de prise d'effet de la première version.

Oral rendition of decisions not affected

(3) Nothing in subsection (1) or (2) shall be construed as prohibiting the oral rendition

Décisions orales

(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet d'interdire le prononcé, dans une

or delivery, in only one of the official languages, of any decision, order or judgment or any reasons given therefor.

Issuing of decisions not affected

(4) No decision, order or judgment issued by a federal court is invalid by reason only that it was not made or issued in both official languages.

seule langue officielle, d'une décision de justice ou de l'exposé des motifs.

Précision

(4) Les décisions de justice rendues dans une seule des langues officielles ne sont pas invalides pour autant.

PART IV

COMMUNICATIONS WITH AND SERVICES TO THE PUBLIC

Communications and Services

Rights relating to language of communication

21. Any member of the public in Canada has the right to communicate with and to receive available services from federal institutions in accordance with this Part.

Where communications and services must be in both official languages

22. Every federal institution has the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from its head or central office in either official language, and has the same duty with respect to any of its other offices or facilities

(*a*) within the National Capital Region; or

(*b*) in Canada or elsewhere, where there is significant demand for communications with and services from that office or facility in that language.

Travelling public

23. (1) For greater certainty, every federal institution that provides services or makes them available to the travelling public has the duty to ensure that any member of the travelling public can communicate with and obtain those services in either official language from any office or facility of the institution in Canada or elsewhere where there is significant demand for those services in that language.

Services provided pursuant to a contract

(2) Every federal institution has the duty to ensure that such services to the travelling public as may be prescribed by regulation of the Governor in Council that are provided or made available by another person or organization pursuant to a contract with the federal institution for the provision of those services

PARTIE IV

COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC ET PRESTATION DES SERVICES

Communications et services

Droits en matière de communication

21. Le public a, au Canada, le droit de communiquer avec les institutions fédérales et d'en recevoir les services conformément à la présente partie.

Langues des communications et services

22. Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leur siège ou leur administration centrale, et en recevoir les services, dans l'une ou l'autre des langues officielles. Cette obligation vaut également pour leurs bureaux — auxquels sont assimilés, pour l'application de la présente partie, tous autres lieux où ces institutions offrent des services — situés soit dans la région de la Capitale nationale, soit là où, au Canada comme à l'étranger, l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.

Voyageurs

23. (1) Il est entendu qu'il incombe aux institutions fédérales offrant des services aux voyageurs de veiller à ce que ceux-ci puissent, dans l'une ou l'autre des langues officielles, communiquer avec leurs bureaux et en recevoir les services, là où, au Canada comme à l'étranger, l'emploi de cette langue fait l'objet d'une demande importante.

Services conventionnés

(2) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que, dans les bureaux visés au paragraphe (1), les services réglementaires offerts aux voyageurs par des tiers conventionnés par elles à cette fin le soient, dans les deux langues officielles, selon les modalités réglementaires.

at an office or facility referred to in subsection (1) are provided or made available in the manner prescribed by regulation of the Governor in Council in both official languages.

Nature of the office

24. (1) Every federal institution has the duty to ensure that any member of the public can communicate in either official language with, and obtain available services in either official language from, any of its offices or facilities in Canada or elsewhere

(*a*) in any circumstances prescribed by regulation of the Governor in Council that relate to any of the following:

(i) the health, safety or security of members of the public,

(ii) the location of the office or facility, or

(iii) the national or international mandate of the office; or

(*b*) in any other circumstances prescribed by regulation of the Governor in Council where, due to the nature of the office or facility, it is reasonable that communications with and services from that office or facility be available in both official languages.

Institutions reporting directly to Parliament

(2) Any federal institution that reports directly to Parliament on any of its activities has the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from all of its offices or facilities in Canada or elsewhere in either official language.

Idem

(3) Without restricting the generality of subsection (2), the duty set out in that subsection applies in respect of

(*a*) the Office of the Commissioner of Official Languages;

(*b*) the Office of the Chief Electoral Officer;

(*c*) the Office of the Auditor General;

(*d*) the Office of the Information Commissioner; and

(*e*) the Office of the Privacy Commissioner.

Vocation du bureau

24. (1) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, tant au Canada qu'à l'étranger, et en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles :

a) soit dans les cas, fixés par règlement, touchant à la santé ou à la sécurité du public ainsi qu'à l'emplacement des bureaux, ou liés au caractère national ou international de leur mandat;

b) soit en toute autre circonstance déterminée par règlement, si la vocation des bureaux justifie l'emploi des deux langues officielles.

Institutions relevant directement du Parlement

(2) Il incombe aux institutions fédérales tenues de rendre directement compte au Parlement de leurs activités de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, tant au Canada qu'à l'étranger, et en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles.

Précision

(3) Cette obligation vise notamment :

a) le commissariat aux langues officielles;

b) le bureau du directeur général des élections;

c) le bureau du vérificateur général;

d) le commissariat à l'information;

e) le commissariat à la protection de la vie privée.

Services Provided on behalf of Federal Institutions

Where services provided on behalf of federal institutions

25. Every federal institution has the duty to ensure that, where services are provided or made available by another person or organization on its behalf, any member of the public in Canada or elsewhere can communicate with and obtain those services from that person or organization in either official language in any case where those services, if provided by the institution, would be required under this Part to be provided in either official language.

Services fournis par des tiers

Fourniture dans les deux langues

25. Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que, tant au Canada qu'à l'étranger, les services offerts au public par des tiers pour leur compte le soient, et à ce qu'il puisse communiquer avec ceux-ci, dans l'une ou l'autre des langues officielles dans le cas où, offrant elles-mêmes les services, elles seraient tenues, au titre de la présente partie, à une telle obligation.

Regulatory Activities of Federal Institutions

Regulatory activities relating to health, safety and security of public

26. Every federal institution that regulates persons or organizations with respect to any of their activities that relate to the health, safety or security of members of the public has the duty to ensure, through its regulation of those persons or organizations, wherever it is reasonable to do so in the circumstances, that members of the public can communicate with and obtain available services from those persons or organizations in relation to those activities in both official languages.

Pouvoir réglementaire en matière de santé ou de sécurité publiques

Réglementation en matière de santé et de sécurité publiques

26. Il incombe aux institutions fédérales qui réglementent les activités de tiers exercées en matière de santé ou de sécurité du public de veiller, si les circonstances le justifient, à ce que celui-ci puisse, grâce à cette réglementation, communiquer avec eux et en recevoir les services, en cette matière, dans les deux langues officielles.

General

Obligations relating to communications and services

27. Wherever in this Part there is a duty in respect of communications and services in both official languages, the duty applies in respect of oral and written communications and in respect of any documents or activities that relate to those communications or services.

Dispositions générales

Obligation : communications et services

27. L'obligation que la présente partie impose en matière de communications et services dans les deux langues officielles à cet égard vaut également, tant sur le plan de l'écrit que de l'oral, pour tout ce qui s'y rattache.

Active offer

28. Every federal institution that is required under this Part to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from an office or facility of that institution, or of another person or organization on behalf of that institution, in either official language shall ensure that appropriate measures are taken, including the provision of signs, notices and other information on services and the initiation of communication with the public, to make it known to members of the public that those services are available in either official

Offre active

28. Lorsqu'elles sont tenues, sous le régime de la présente partie, de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux ou recevoir les services de ceux-ci ou de tiers pour leur compte, dans l'une ou l'autre langue officielle, il incombe aux institutions fédérales de veiller également à ce que les mesures voulues soient prises pour informer le public, notamment par entrée en communication avec lui ou encore par signalisation, avis ou documentation sur les services, que ceux-ci lui soient offerts dans l'une ou l'autre langue officielle, au choix.

language at the choice of any member of the public.

Signs identifying offices

29. Where a federal institution identifies any of its offices or facilities with signs, each sign shall include both official languages or be placed together with a similar sign of equal prominence in the other official language.

Manner of communicating

30. Subject to Part II, where a federal institution is engaged in communications with members of the public in both official languages as required in this Part, it shall communicate by using such media or communication as will reach members of the public in the official language of their choice in an effective and efficient manner that is consistent with the purposes of this Act.

Relationship to Part V

31. In the event of any inconsistency between this Part and Part V, this Part prevails to the extent of the inconsistency.

Regulations

Regulations

32. (1) The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the circumstances in which there is significant demand for the purpose of paragraph 23(b) or subsection 23(1);

(b) prescribing circumstances not otherwise provided for under this Part in which federal institutions have the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from offices of the institution in either official language;

(c) prescribing services, and the manner in which those services are to be provided or made available, for the purpose of subsection 23(2);

(d) prescribing circumstances in relation to the public or the travelling public for the purposes of paragraph 24(1)(a) or (b); and

(e) defining the expression "English or French linguistic minority population" for the purpose of paragraph (2)(a).

language at the choice of any member of the public.

Signs identifying offices

29. Where a federal institution identifies any of its offices or facilities with signs, each sign shall include both official languages or be placed together with a similar sign of equal prominence in the other official language.

Manner of communicating

30. Subject to Part II, where a federal institution is engaged in communications with members of the public in both official languages as required in this Part, it shall communicate by using such media of communication as will reach members of the public in the official language of their choice in an effective and efficient manner that is consistent with the purposes of this Act.

Relationship to Part V

31. In the event of any inconsistency between this Part and Part V, this Part prevails to the extent of the inconsistency.

Regulations

Regulations

32. (1) The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the circumstances in which there is significant demand for the purpose of paragraph 22(*b*) or subsection 23(1);

(*b*) prescribing circumstances not otherwise provided for under this Part in which federal institutions have the duty to ensure that any member of the public can communicate with and obtain available services from offices of the institution in either official language;

(*c*) prescribing services, and the manner in which those services are to be provided or made available, for the purpose of subsection 23(2);

(*d*) prescribing circumstances, in relation to the public or the travelling public, for the purpose of paragraph 24(1)(*a*) or (*b*); and

(*e*) defining the expression "English or French linguistic minority population" for the purpose of paragraph (2)(*a*).

Signalisation

29. Tous les panneaux et enseignes signalant les bureaux d'une institution fédérale doivent être dans les deux langues officielles, ou placés ensemble de façon que les textes de chaque langue soient également en évidence.

Mode de communication

30. Sous réserve de la partie II, les institutions fédérales qui, sous le régime de la présente partie, communiquent avec le public dans les deux langues officielles sont tenues d'utiliser les médias qui leur permettent d'assurer, en conformité avec les objectifs de la présente loi, une communication efficace avec chacun dans la langue officielle de son choix.

Incompatibilité

31. Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la partie V.

Règlements

Règlement

32. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer, pour l'application de l'article 22 ou du paragraphe 23(1), les circonstances dans lesquelles il y a demande importante;

b) en cas de silence de la présente partie, déterminer les circonstances dans lesquelles il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec leurs bureaux, ou recevoir les services de ceux-ci, dans l'une ou l'autre langue officielle;

c) déterminer les services visés au paragraphe 23(2) et les modalités de leur fourniture;

d) déterminer pour le public et les voyageurs les cas visés à l'alinéa 24(1)*a*) et les circonstances visées à l'alinéa 24(1)*b*);

e) définir «population de la minorité francophone ou anglophone» pour l'application de l'alinéa (2)*a*).

Where circumstances prescribed under paragraph (1)(*a*) or (*b*)

(2) In prescribing circumstances under paragraph (1)(*a*) or (*b*), the Governor in Council may have regard to

(*a*) the number of persons composing the English or French linguistic minority population of the area served by an office or facility, the particular characteristics of that population and the proportion of that population to the total population of that area;

(*b*) the volume of communications or services between an office or facility and members of the public using each official language; and

(*c*) any other factors that the Governor in Council considers appropriate.

Critères

(2) Le gouverneur en conseil peut, pour déterminer les circonstances visées aux alinéas (1)*a*) ou *b*), tenir compte :

a) de la population de la minorité francophone ou anglophone de la région desservie, de la spécificité de cette minorité et de la proportion que celle-ci représente par rapport à la population totale de cette région;

b) du volume des communications ou des services assurés entre un bureau et les utilisateurs de l'une ou l'autre langue officielle;

c) de tout autre critère qu'il juge indiqué.

Regulations

33. The Governor in Council may make such regulations as the Governor in Council deems necessary to foster actively communications with and services from offices or facilities of federal institutions, other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament, in both official languages, where those communications and services are required under this Part to be provided in both official languages.

Règlements

33. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures d'incitation qu'il estime nécessaires pour que soient effectivement assurés dans les deux langues officielles les communications et les services que sont tenues de pourvoir dans les deux langues, au titre de la présente partie, les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.

PART V

LANGUAGE OF WORK

PARTIE V

LANGUE DE TRAVAIL

Rights relating to language of work

34. English and French are the languages of work in all federal institutions, and officers and employees of all federal institutions have the right to use either official language in accordance with this Part.

Droits en matière de langue de travail

34. Le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Leurs agents ont donc le droit d'utiliser, conformément à la présente partie, l'une ou l'autre.

Duties of government

35. (1) Every federal institution has the duty to ensure that

(*a*) within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed, work environments of the institution are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by its officers and employees; and

(*b*) in all parts or regions of Canada not prescribed for the purpose of paragraph (*a*), the treatment of both official lan-

Obligations des institutions fédérales

35. (1) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que :

a) dans la région de la Capitale nationale et dans les régions ou secteurs du Canada ou lieux à l'étranger désignés, leur milieu de travail soit propice à l'usage effectif des deux langues officielles tout en permettant à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre;

b) ailleurs au Canada, la situation des deux langues officielles en milieu de travail soit comparable entre les régions ou secteurs où l'une ou l'autre prédomine.

guages in the work environments of the institution in parts or regions of Canada where one official language predominates is reasonably comparable to the treatment of both official languages in the work environments of the institution in parts or regions of Canada where the other official language predominates.

Regions of Canada prescribed

(2) The regions of Canada set out in Annex B of the part of the Treasury Board and Public Service Commission Circular No. 1977-46 of September 30, 1977 that is entitled "Official Languages in the Public Service of Canada: A Statement of Policies" are prescribed for the purpose of paragraph (1)(*a*).

Régions désignées du Canada

(2) Les régions du Canada énumérées dans la circulaire nº 1977-46 du Conseil du Trésor et de la Commission de la Fonction publique du 30 septembre 1977, à l'annexe B de la partie intitulée «Les langues officielles dans la Fonction publique du Canada : Déclaration de politiques», sont des régions désignées aux fins de l'alinéa (1)*a*).

Minimum duties in relation to prescribed regions

36. (1) Every federal institution has the duty, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), to

(*a*) make available in both official languages to officers and employees of the institution

(i) services that are provided to officers and employees, including services that are provided to them as individuals and services that are centrally provided by the institution to support them in the performance of their duties, and

(ii) regularly and widely used work instruments produced by or on behalf of that or any other federal institution;

(*b*) ensure that regularly and widely used automated systems for the processing and communication of data acquired or produced by the institution on or after January 1, 1991 can be used in either official language; and

(*c*) ensure that,

(i) where it is appropriate or necessary in order to create a work environment that is conducive to the effective use of both official languages, supervisors are able to communicate in both official languages with officers and employees of the institution in the exercise of their supervisory responsibility, and

Obligations minimales dans les régions désignées

36. (1) Il incombe aux institutions fédérales, dans la région de la Capitale nationale et dans les régions, secteurs ou lieux désignés au titre de l'alinéa 35(1)*a*) :

a) de fournir à leur personnel, dans les deux langues officielles, tant les services qui lui sont destinés, notamment à titre individuel ou à titre de services auxiliaires centraux, que la documentation et le matériel d'usage courant et généralisé produits par elles-mêmes ou pour leur compte;

b) de veiller à ce que les systèmes informatiques d'usage courant et généralisé et acquis ou produits par elles à compter du 1er janvier 1991 puissent être utilisés dans l'une ou l'autre des langues officielles;

c) de veiller à ce que, là où il est indiqué de le faire pour que le milieu de travail soit propice à l'usage effectif des deux langues officielles, les supérieurs soient aptes à communiquer avec leurs subordonnés dans celles-ci et à ce que la haute direction soit en mesure de fonctionner dans ces deux langues.

(ii) any management group that is responsible for the general direction of the institution as a whole has the capacity to function in both official languages.

Additional duties in prescribed regions

(2) Every federal institution has the duty to ensure that, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada, that is prescribed for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), such measures are taken in addition to those required under subsection (1) as can reasonably be taken to establish and maintain work environments of the institution that are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by its officers and employees.

(2) Il leur incombe également de veiller à ce que soient prises, dans les régions, secteurs ou lieux visés au paragraphe (1), toutes autres mesures possibles permettant de créer et de maintenir en leur sein un milieu de travail propice à l'usage effectif des deux langues officielles et qui permette à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre. Autres obligations

Special duties for institutions directing or providing services to others

37. Every federal institution that has authority to direct, or provides services to, other federal institutions has the duty to ensure that it exercises its powers and carries out its duties in relation to those other institutions in a manner that accommodates the use of either official language by officers and employees of those institutions.

37. Il incombe aux institutions fédérales centrales de veiller à ce que l'exercice de leurs attributions respecte, dans le cadre de leurs relations avec les autres institutions fédérales sur lesquelles elles ont autorité ou qu'elles desservent, l'usage des deux langues officielles fait par le personnel de celles-ci. Obligations particulières

Regulations

38. (1) The Governor in Council may make regulations in respect of federal institutions, other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament,

(*a*) prescribing, in respect of any part or region of Canada or any place outside Canada,

(i) any services or work instruments that are to be made available by those institutions in both official languages to officers or employees of those institutions,

(ii) any automated systems for the processing and communication of data that must be available for use in both official languages, and

(iii) any supervisory or management functions that are to be carried out by those institutions in both official languages;

(*b*) prescribing any other measures that are to be taken, within the National Capital Region and in any part or region of Canada, or in any place outside Canada,

38. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement visant les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement : Règlements

a) déterminer, pour tout secteur ou région du Canada, ou lieu à l'étranger, les services, la documentation et le matériel qu'elles doivent offrir à leur personnel dans les deux langues officielles, les systèmes informatiques qui doivent pouvoir être utilisés dans ces deux langues, ainsi que les activités — de gestion ou de surveillance — à exécuter dans ces deux langues;

b) prendre toute autre mesure visant à créer et à maintenir, dans la région de la Capitale nationale et dans les régions ou secteurs du Canada, ou lieux à l'étranger, désignés pour l'application de l'alinéa 35(1)*a*), un milieu de travail propice à l'usage effectif des deux langues officielles et à permettre à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre;

c) déterminer la ou les langues officielles à utiliser dans leurs communications avec

that is prescribed for the purposes of para-
graph 35(1)(a), to establish and maintain
such arrangements of those institutions
that are conducive to their effective use of
both official languages and accommodate
the use of either official language by them
effectively and employees,

(c) requiring that either or both official
languages be used in communications with
offices of those institutions that are locat-
ed in any part or region of Canada, or any
place outside Canada, specified in the
regulations;

(d) prescribing the manner in which any
duties of those institutions under this Part is
or the regulations made under this Part in
relation to the use of both official lan-
guages are to be carried out; and

(e) prescribing obligations of those insti-
tutions in relation to the use of the official
languages of Canada by the institutions in
respect of offices in parts or regions of
Canada not prescribed for the purposes of
paragraph 35(1)(a), having regard to the
quantity of usage of both official lan- 15
guages.

(2) The Governor in Council may make
regulations

(a) defining the geographical areas or
regions of Canada for the purposes of
paragraph 35(1)(a) or designating any
part or region of Canada or any place
outside Canada for the purposes of
paragraph 35(1)(b), having regard to the
purposes of paragraph 35(1)(a),

(b) the number and proportion of
persons in the public service in any part
or region of Canada who must be able to
use both official languages for the pur-
poses of paragraph 35(1)(b),

(c) the number and proportion of
persons in the public service in any part
or region of Canada who must be able to
use a particular official language for the
purposes of paragraph 35(1)(b),

(d) the manner in which the number
and proportion of persons referred to in
paragraph (b) or (c) are to be determined,

(e) the manner in which the duties of
those institutions under this Part are to be
carried out in any part or region of Canada
or any place outside Canada specified in
the regulations, and

(f) the manner in which the obligations
of those institutions under this Part are to
be carried out in any part or region of
Canada or any place outside Canada
specified in the regulations,

and may make regulations generally for the
purpose of giving effect to this Part.

that is prescribed for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), to establish and maintain work environments of those institutions that are conducive to the effective use of both official languages and accommodate the use of either official language by their officers and employees;

(*c*) requiring that either or both official languages be used in communications with offices of those institutions that are located in any part or region of Canada, or any place outside Canada, specified in the regulations;

(*d*) prescribing the manner in which any duties of those institutions under this Part or the regulations made under this Part in relation to the use of both official languages are to be carried out; and

(*e*) prescribing obligations of those institutions in relation to the use of the official languages of Canada by the institutions in respect of offices in parts or regions of Canada not prescribed for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), having regard to the equality of status of both official languages.

Idem

(2) The Governor in Council may make regulations

(*a*) adding to or deleting from the regions of Canada prescribed by subsection 35(2) or prescribing any other part or region of Canada, or any place outside Canada, for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), having regard to

(i) the number and proportion of English-speaking and French-speaking officers and employees who constitute the work force of federal institutions based in the parts, regions or places prescribed,

(ii) the number and proportion of English-speaking and French-speaking persons resident in the parts or regions prescribed, and

(iii) any other factors that the Governor in Council considers appropriate; and

(*b*) substituting, with respect to any federal institution other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament, for any part or region of Canada prescribed for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), any other part or region of Canada, or any place outside Canada, for the purpose of paragraph 35(1)(*a*), having regard to the number and proportion of English-speaking and French-speaking officers and employees who constitute the work force of federal institutions based in the parts, regions or places prescribed, to the number and proportion of English-speaking and French-speaking persons resident in the parts or regions prescribed and to any other factors that the Governor in Council considers appropriate.

ceux de leurs bureaux situés dans les régions ou secteurs du Canada, ou lieux à l'étranger, qui y sont mentionnés;

d) fixer les modalités d'exécution des obligations que la présente partie ou ses règlements leur imposent;

e) fixer les obligations, en matière de langues officielles, qui leur incombent à l'égard de ceux de leurs bureaux situés dans les secteurs ou régions non désignés par règlement pris au titre de l'alinéa 35(1)*a*), compte tenu de l'égalité de statut des deux langues officielles.

Idem

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) inscrire ou radier l'une ou l'autre des régions du Canada désignées conformément au paragraphe 35(2) ou désigner, pour l'application de l'alinéa 35(1)*a*), tous secteurs ou régions du Canada ou lieux à l'étranger, compte tenu :

(i) du nombre et de la proportion d'agents francophones et anglophones qui travaillent dans les institutions fédérales des secteurs, régions ou lieux désignés,

(ii) du nombre et de la proportion de francophones et d'anglophones qui résident dans ces secteurs ou régions,

(iii) de tout autre critère qu'il juge indiqué;

b) en cas de conflit — dont la réalité puisse se démontrer — entre l'une des obligations prévues par l'article 36 ou les règlements d'application du paragraphe 35(1) et le mandat d'une des institutions

liament, a duty in relation to the use of the official languages of Canada in place of a duty under section 36 or the regulations made under subsection (1), having regard to the equality of status of both official languages, where there is a demonstrable conflict between the duty under section 36 or the regulations and the mandate of the institution.

fédérales, y substituer, compte tenu de l'égalité de statut des deux langues officielles, une autre obligation touchant leur utilisation.

PART VI

PARTICIPATION OF ENGLISH-SPEAKING AND FRENCH-SPEAKING CANADIANS

PARTIE VI

PARTICIPATION DES CANADIENS D'EXPRESSION FRANÇAISE ET D'EXPRESSION ANGLAISE

Commitment to equal opportunities and equitable participation

39. (1) The Government of Canada is committed to ensuring that

(*a*) English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, without regard to their ethnic origin or first language learned, have equal opportunities to obtain employment and advancement in federal institutions; and

(*b*) the composition of the work-force of federal institutions tends to reflect the presence of both the official language communities of Canada, taking into account the characteristics of individual institutions, including their mandates, the public they serve and their location.

39. (1) Le gouvernement fédéral s'engage à veiller à ce que : Engagement

a) les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise, sans distinction d'origine ethnique ni égard à la première langue apprise, aient des chances égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales;

b) les effectifs des institutions fédérales tendent à refléter la présence au Canada des deux collectivités de langue officielle, compte tenu de la nature de chacune d'elles et notamment, de leur mandat, de leur public et de l'emplacement de leurs bureaux.

Employment opportunties

(2) In carrying out the commitment of the Government of Canada under subsection (1), federal institutions shall ensure that employment opportunities are open to both English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, taking due account of the purposes and provisions of Parts IV and V in relation to the appointment and advancement of officers and employees by those institutions and the determination of the terms and conditions of their employment.

(2) Les institutions fédérales veillent, au titre de cet engagement, à ce que l'emploi soit ouvert à tous les Canadiens, tant d'expression française que d'expression anglaise, compte tenu des objets et des dispositions des parties IV et V relatives à l'emploi. Possibilités d'emploi

Merit principle

(3) Nothing in this section shall be construed as abrogating or derogating from the principle of selection of personnel according to merit.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au mode de sélection fondé sur le mérite. Principe du mérite

Regulations

40. The Governor in Council may make such regulations as the Governor in Council

40. Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire d'application de la présente partie. Règlements

deems necessary to carry out the purposes and provisions of this Part.

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

Government policy

41. The Government of Canada is committed to

(*a*) enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development; and

(*b*) fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

Coordination

42. The Secretary of State of Canada, in consultation with other Ministers of the Crown, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation by federal institutions of the commitments set out in section 41.

Specific mandate of Secretary of State

43. (1) The Secretary of State of Canada shall take such measures as he considers appropriate to advance the equality of status and use of English and French in Canadian society, and, without restricting the generality of the foregoing, may take measures to

(*a*) enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and support and assist their development;

(*b*) encourage and support the learning of English and French in Canada;

(*c*) foster an acceptance and appreciation of both English and French by members of the public;

(*d*) encourage and assist provincial governments to support the development of English and French linguistic minority communities generally and, in particular, to offer provincial and municipal services in both English and French and to provide opportunities for members of English or French linguistic minority communities to be educated in their own language;

(*e*) encourage and assist provincial governments to provide opportunities for

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

Engagement

41. Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Coordination

42. Le secrétaire d'État du Canada, en consultation avec les autres ministres fédéraux, suscite et encourage la coordination de la mise en oeuvre par les institutions fédérales de cet engagement.

Mise en oeuvre

43. (1) Le secrétaire d'État du Canada prend les mesures qu'il estime indiquées pour favoriser la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne et, notamment, toute mesure :

a) de nature à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement;

b) pour encourager et appuyer l'apprentissage du français et de l'anglais;

c) pour encourager le public à mieux accepter et apprécier le français et l'anglais;

d) pour encourager et aider les gouvernements provinciaux à favoriser le développement des minorités francophones et anglophones, et notamment à leur offrir des services provinciaux et municipaux en français et en anglais et à leur permettre de recevoir leur instruction dans leur propre langue;

e) pour encourager et aider ces gouvernements à donner à tous la possibilité d'apprendre le français et l'anglais;

everyone in Canada to learn both English and French;

(*f*) encourage and cooperate with the business community, labour organizations, voluntary organizations and other organizations or institutions to provide services in both English and French and to foster the recognition and use of those languages;

(*g*) encourage and assist organizations and institutions to project the bilingual character of Canada in their activities in Canada or elsewhere; and

(*h*) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements or arrangements that recognize and advance the bilingual character of Canada with the governments of foreign states.

f) pour encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles et autres à fournir leurs services en français et en anglais et à favoriser la reconnaissance et l'usage de ces deux langues, et pour collaborer avec eux à ces fins;

g) pour encourager et aider les organisations, associations ou autres organismes à refléter et promouvoir, au Canada et à l'étranger, le caractère bilingue du Canada;

h) sous réserve de l'aval du gouverneur en conseil, pour conclure avec des gouvernements étrangers des accords ou arrangements reconnaissant et renforçant l'identité bilingue du Canada.

Public consultation

(2) The Secretary of State of Canada shall take such measures as he considers appropriate to ensure public consultation in the development of policies and review of programs relating to the advancement of the equality of status and use of English and French in Canadian society.

(2) Il prend les mesures qu'il juge aptes à assurer la consultation publique sur l'élaboration des principes d'application et la révision des programmes favorisant la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Consultation

Annual report to Parliament

44. The Secretary of State of Canada shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each financial year, submit an annual report to Parliament on the matters relating to official languages for which he is responsible.

44. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice, le secrétaire d'État du Canada dépose un rapport annuel au Parlement sur les questions relevant de sa mission en matière de langues officielles. Rapport annuel

Consultation and negotiation with the provinces

45. Any Minister of the Crown designated by the Governor in Council may consult and may negotiate agreements with the provincial governments to ensure, to the greatest practical extent but subject to Part IV, that the provision of federal, provincial, municipal and education services in both official languages is coordinated and that regard is had to the needs of the recipients of those services.

45. Tout ministre fédéral désigné par le gouverneur en conseil peut procéder à des consultations et négociations d'accords avec les gouvernements provinciaux en vue d'assurer le plus possible, sous réserve de la partie IV et compte tenu des besoins des usagers, la coordination des services fédéraux, provinciaux, municipaux, ainsi que ceux liés à l'instruction, dans les deux langues officielles. Consultations et négociations avec les provinces

PART VIII

RESPONSIBILITIES AND DUTIES OF TREASURY BOARD IN RELATION TO THE OFFICIAL LANGUAGES OF CANADA

46. (1) The Treasury Board has responsibility for the general direction and coordination of the policies and programs of the Government of Canada relating to the implementation of Parts IV, V and VI in all federal institutions other than the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

(2) In carrying out its responsibilities under subsection (1), the Treasury Board may

(a) establish policies, or recommend policies to the Governor in Council, to give effect to Parts IV, V and VI;

(b) recommend regulations to the Governor in Council to give effect to Parts IV, V and VI;

(c) issue directives to give effect to Parts IV, V and VI;

(d) monitor and audit federal institutions in respect of which it has responsibility for their compliance with policies, directives and regulations of Treasury Board or the Governor in Council relating to the official languages of Canada;

(e) evaluate the effectiveness and efficiency of policies and programs of federal institutions relating to the official languages of Canada;

(f) provide information to the public and to officers and employees of federal institutions relating to the policies and programs that give effect to Parts IV, V and VI; and

(g) delegate any of its powers under this section to the deputy heads or other administrative heads of other federal institutions.

47. The Secretary of the Treasury Board shall provide the Commissioner with any audit reports that are prepared pursuant to paragraph 46(2)(d).

PARTIE VIII

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR EN MATIÈRE DES LANGUES OFFICIELLES

46. (1) Le Conseil du Trésor est chargé de l'élaboration et de la coordination générales des principes et programmes fédéraux d'application des parties IV, V et VI dans les institutions fédérales, à l'exception du Sénat, de la Chambre des communes et de la bibliothèque du Parlement.

(2) Le Conseil du Trésor peut, dans le cadre de cette mission :

a) établir des principes d'application des parties IV, V et VI ou en recommander au gouverneur en conseil;

b) recommander au gouverneur en conseil des mesures réglementaires d'application des parties IV, V et VI;

c) donner des instructions pour l'application des parties IV, V et VI;

d) surveiller et vérifier l'observation par les institutions fédérales des principes, directives et règlements — émanant tant de lui que du gouverneur en conseil — en matière de langues officielles;

e) évaluer l'efficacité des principes et programmes des institutions fédérales en matière de langues officielles;

f) informer le public et le personnel des institutions fédérales sur les principes et programmes s'appliquant aux parties IV, V et VI;

g) déléguer telle de ses attributions aux administrateurs généraux ou autres responsables administratifs d'autres institutions fédérales.

47. Le secrétaire du Conseil du Trésor fait parvenir au commissaire tous rapports établis en vertu de l'alinéa 46(2)d).

PART VIII

RESPONSIBILITIES AND DUTIES OF TREASURY BOARD IN RELATION TO THE OFFICIAL LANGUAGES OF CANADA

Responsibilities of Treasury Board

46. (1) The Treasury Board has responsibility for the general direction and coordination of the policies and programs of the Government of Canada relating to the implementation of Parts IV, V and VI in all federal institutions other than the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

Powers of Treasury Board

(2) In carrying out its responsibilities under subsection (1), the Treasury Board may

(*a*) establish policies, or recommend policies to the Governor in Council, to give effect to Parts IV, V and VI;

(*b*) recommend regulations to the Governor in Council to give effect to Parts IV, V and VI;

(*c*) issue directives to give effect to Parts IV, V and VI;

(*d*) monitor and audit federal institutions in respect of which it has responsibility for their compliance with policies, directives and regulations of Treasury Board or the Governor in Council relating to the official languages of Canada;

(*e*) evaluate the effectiveness and efficiency of policies and programs of federal institutions relating to the official languages of Canada;

(*f*) provide information to the public and to officers and employees of federal institutions relating to the policies and programs that give effect to Parts IV, V and VI; and

(*g*) delegate any of its powers under this section to the deputy heads or other administrative heads of other federal institutions.

Audit reports to be made available to Commissioner

47. The Secretary of the Treasury Board shall provide the Commissioner with any audit reports that are prepared pursuant to paragraph 46(2)(*d*).

PARTIE VIII

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES

Mission du Conseil du Trésor

46. (1) Le Conseil du Trésor est chargé de l'élaboration et de la coordination générales des principes et programmes fédéraux d'application des parties IV, V et VI dans les institutions fédérales, à l'exception du Sénat, de la Chambre des communes et de la bibliothèque du Parlement.

Attributions

(2) Le Conseil du Trésor peut, dans le cadre de cette mission :

a) établir des principes d'application des parties IV, V et VI ou en recommander au gouverneur en conseil;

b) recommander au gouverneur en conseil des mesures réglementaires d'application des parties IV, V et VI;

c) donner des instructions pour l'application des parties IV, V et VI;

d) surveiller et vérifier l'observation par les institutions fédérales des principes, instructions et règlements — émanant tant de lui-même que du gouverneur en conseil — en matière de langues officielles;

e) évaluer l'efficacité des principes et programmes des institutions fédérales en matière de langues officielles;

f) informer le public et le personnel des institutions fédérales sur les principes et programmes d'application des parties IV, V et VI;

g) déléguer telle de ses attributions aux administrateurs généraux ou autres responsables administratifs d'autres institutions fédérales.

Rapport du secrétaire du Conseil du Trésor

47. Le secrétaire du Conseil du Trésor fait parvenir au commissaire tous rapports établis au titre de l'alinéa 46(2)*d*).

Annual report to Parliament

48. The President of the Treasury Board shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each financial year, submit an annual report to Parliament on the status of programs relating to the official languages of Canada in the various federal institutions in respect of which it has responsibility under section 46.

Rapport au Parlement

48. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice, le président du Conseil du Trésor dépose devant le Parlement un rapport sur l'exécution des programmes en matière de langues officielles au sein des institutions fédérales visées par sa mission.

PART IX

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Office of the Commissioner

PARTIE IX

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Commissariat

Commissioner of Official Languages, and appointment

49. (1) There shall be a Commissioner of Official Languages for Canada who shall be appointed by commission under the Great Seal after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.

Nomination du commissaire

49. (1) Est institué le poste de commissaire aux langues officielles du Canada. Le titulaire est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

Tenure of office and removal

(2) Subject to this section, the Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

(2) Le commissaire est nommé à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du mandat et révocation

Further terms

(3) The Commissioner, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.

(3) Le mandat du commissaire est renouvelable pour des périodes d'au plus sept ans chacune.

Renouvellement du mandat

Absence or incapacity

(4) In the event of the absence or incapacity of the Commissioner, or if the office of Commissioner of Official Languages for Canada is vacant, the Governor in Council, after consultation by the Prime Minister with the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, may appoint another qualified person to hold office during the absence or incapacity of the Commissioner or while the office is vacant for a term not exceeding six months, and that person shall, while holding office, have all of the powers, duties and functions of the Commissioner under this Act and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut, après consultation par le premier ministre des présidents du Sénat et de la Chambre des communes, confier à une autre personnalité compétente, pour un mandat maximal de six mois, les attributions conférées au titulaire par la présente loi et fixer la rémunération et les indemnités auxquelles elle a droit.

Absence ou empêchement

Rank, powers and duties generally

50. (1) The Commissioner shall rank as and have all the powers of a deputy head of a

50. (1) Le commissaire a rang et pouvoirs d'administrateur général de ministère; il se

Rang et non-cumul de fonctions

department, shall engage exclusively in the duties of the office of the Commissioner and shall not hold any other office under Her Majesty or engage in any other employment.

consacre à sa charge à l'exclusion de tout autre poste au service de Sa Majesté ou de tout autre emploi.

Salary and expenses

(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties.

(2) Le commissaire reçoit le traitement d'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef ou le juge en chef adjoint. Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors du lieu de sa résidence habituelle.

Traitement et indemnités

Staff

51. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the office of the Commissioner shall be appointed in the manner authorized by law.

51. Le personnel nécessaire au bon fonctionnement du commissariat est nommé conformément à la loi.

Personnel

Technical assistance

52. The Commissioner may engage, on a temporary basis, the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commissioner to advise and assist the Commissioner in the performance of the duties of his office and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of those persons.

52. Le commissaire peut engager temporairement des experts compétents dans les domaines relevant de son champ d'activité et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

Concours d'experts

Public Service Superannuation Act

53. The Commissioner and the officers and employees of the office of the Commissioner appointed under section 51 shall be deemed to be persons employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

53. Le commissaire et le personnel régulier du commissariat sont réputés appartenir à la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*.

Assimilation à fonctionnaire

Order exempting Commissioner from directives

54. The Governor in Council, on the recommendation of the Treasury Board, may by order exempt the Commissioner from any directives of the Treasury Board or the Governor in Council made under the *Financial Administration Act* that apply to deputy heads or other administrative heads in relation to the administration of federal institutions.

54. Sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire le commissaire à l'exécution d'instructions — données par le Conseil du Trésor ou lui-même en application de la *Loi sur l'administration financière* — concernant la gestion des institutions fédérales par leurs administrateurs généraux ou autres responsables administratifs.

Autonomie financière

Duties and Functions of Commissioner

Mandat du commissaire

Duties and functions

55. The Commissioner shall carry out such duties and functions as are assigned to the Commissioner by this Act or any other Act of Parliament, and may carry out or engage in such other related assignments or

55. Le commissaire exerce les attributions que lui confèrent la présente loi et toute autre loi fédérale; il peut en outre se livrer à toute activité connexe autorisée par le gouverneur en conseil.

Fonctions du commissaire

activities as may be authorized by the Governor in Council.

Duty of Commissioner under Act

56. (1) It is the duty of the Commissioner to take all actions and measures within the authority of the Commissioner with a view to ensuring recognition of the status of each of the official languages and compliance with the spirit and intent of this Act in the administration of the affairs of federal institutions including any of their activities relating to the advancement of English and French in Canadian society.

Mission

56. (1) Il incombe au commissaire de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Idem

(2) It is the duty of the Commissioner, for the purpose set out in subsection (1), to conduct and carry out investigations either on his own initiative or pursuant to any complaint made to the Commissioner and to report and make recommendations with respect thereto as provided in this Act.

Enquêtes

(2) Pour s'acquitter de cette mission, le commissaire procède à des enquêtes, soit de sa propre initiative, soit à la suite des plaintes qu'il reçoit, et présente ses rapports et recommandations conformément à la présente loi.

Review of regulations and directives

57. The Commissioner may initiate a review of

(*a*) any regulations or directives made under this Act, and

(*b*) any other regulations or directives that affect or may affect the status or use of the official languages,

and may refer to and comment on any findings on the review in a report made to Parliament pursuant to section 66 or 67.

Examen des règlements et instructions

57. Le commissaire peut d'office examiner les règlements ou instructions d'application de la présente loi ainsi que tout autre règlement ou instruction visant ou susceptible de viser le statut ou l'emploi des langues officielles et établir à cet égard un rapport circonstancié au titre des articles 66 ou 67.

Investigations

Plaintes et enquêtes

Investigation of complaints

58. (1) Subject to this Act, the Commissioner shall investigate any complaint made to the Commissioner arising from any act or omission to the effect that, in any particular instance or case,

(*a*) the status of an official language was not or is not being recognized,

(*b*) any provision of any Act of Parliament or regulation relating to the status or use of the official languages was not or is not being complied with, or

(*c*) the spirit and intent of this Act was not or is not being complied with

in the administration of the affairs of any federal institution.

Plaintes

58. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire instruit toute plainte reçue — sur un acte ou une omission — et faisant état, dans l'administration d'une institution fédérale, d'un cas précis de non-reconnaissance du statut d'une langue officielle, de manquement à une loi ou un règlement fédéraux sur le statut ou l'usage des deux langues officielles ou encore à l'esprit de la présente loi et à l'intention du législateur.

Who may make complaint

(2) A complaint may be made to the Commissioner by any person or group of persons,

Dépôt d'une plainte

(2) Tout individu ou groupe a le droit de porter plainte devant le commissaire, indé-

whether or not they speak, or represent a group speaking, the official language the status or use of which is at issue.

pendamment de la langue officielle parlée par le ou les plaignants.

Discontinuance of investigation

(3) If in the course of investigating any complaint it appears to the Commissioner that, having regard to all the circumstances of the case, any further investigation is unnecessary, the Commissioner may refuse to investigate the matter further.

(3) Le commissaire peut, à son appréciation, interrompre toute enquête qu'il estime, compte tenu des circonstances, inutile de poursuivre.

Interruption de l'instruction

Right of Commissioner to refuse or cease investigation

(4) The Commissioner may refuse to investigate or cease to investigate any complaint if in the opinion of the Commissioner

(*a*) the subject-matter of the complaint is trivial;

(*b*) the complaint is frivolous or vexatious or is not made in good faith; or

(*c*) the subject-matter of the complaint does not involve a contravention or failure to comply with the spirit and intent of this Act, or does not for any other reason come within the authority of the Commissioner under this Act.

(4) Le commissaire peut, à son appréciation, refuser ou cesser d'instruire une plainte dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) elle est sans importance;

b) elle est futile ou vexatoire ou n'est pas faite de bonne foi;

c) son objet ne constitue pas une contravention à la présente loi ou une violation de son esprit et de l'intention du législateur ou, pour toute autre raison, ne relève pas de la compétence du commissaire.

Refus d'instruire

Complainant to be notified

(5) Where the Commissioner decides to refuse to investigate or cease to investigate any complaint, the Commissioner shall inform the complainant of that decision and shall give the reasons therefor.

(5) En cas de refus d'ouvrir une enquête ou de la poursuivre, le commissaire donne au plaignant un avis motivé.

Avis au plaignant

Notice of intention to investigate

59. Before carrying out an investigation under this Act, the Commissioner shall inform the deputy head or other administrative head of any federal institution concerned of his intention to carry out the investigation.

59. Le commissaire donne un préavis de son intention d'enquêter à l'administrateur général ou à tout autre responsable administratif de l'institution fédérale concernée.

Préavis d'enquête

Investigation to be conducted in private

60. (1) Every investigation by the Commissioner under this Act shall be conducted in private.

60. (1) Les enquêtes menées par le commissaire sont secrètes.

Secret des enquêtes

Opportunity to answer allegations and criticisms

(2) It is not necessary for the Commissioner to hold any hearing and no person is entitled as of right to be heard by the Commissioner, but if at any time during the course of an investigation it appears to the Commissioner that there may be sufficient grounds to make a report or recommendation that may adversely affect any individual or any federal institution, the Commissioner shall, before completing the investigation, take every reasonable measure to give to that individual or institution a full and ample opportunity to answer any adverse allegation

(2) Le commissaire n'est pas obligé de tenir d'audience, et nul n'est en droit d'exiger d'être entendu par lui. Toutefois, si au cours de l'enquête, il estime qu'il peut y avoir des motifs suffisants pour faire un rapport ou une recommandation susceptibles de nuire à un particulier ou à une institution fédérale, il prend, avant de clore l'enquête, les mesures indiquées pour leur donner toute possibilité de répondre aux critiques dont ils font l'objet et, à cette fin, de se faire représenter par un avocat.

Droit de réponse

or criticism, and to be assisted or represented by counsel for that purpose.

Procedure

61. (1) Subject to this Act, the Commissioner may determine the procedure to be followed in carrying out any investigation under this Act.

Procédure

61. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire peut établir la procédure à suivre pour ses enquêtes.

Receiving and obtaining of information by officer designated

(2) The Commissioner may direct that information relating to any investigation under this Act be received or obtained, in whole or in part, by any officer of the office of the Commissioner appointed under section 51 and that officer shall, subject to such restrictions or limitations as the Commissioner may specify, have all the powers and duties of the Commissioner under this Act in relation to the receiving or obtaining of that information.

Délégation pour la collecte de renseignements

(2) Le commissaire peut, dans les limites qu'il fixe, déléguer en tout ou en partie à un cadre du commissariat nommé au titre de l'article 51 les attributions que lui confère la présente loi en ce qui concerne la collecte des renseignements utiles à l'enquête.

Powers of Commissioner in carrying out investigations

62. (1) The Commissioner has, in relation to the carrying out of any investigation under this Act, other than an investigation in relation to Part III, power

(*a*) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce such documents and things as the Commissioner deems requisite to the full investigation and consideration of any matter within his authority under this Act, in the same manner and to the same extent as a superior court of record;

(*b*) to administer oaths;

(*c*) to receive and accept such evidence and other information, whether on oath or by affidavit or otherwise, as in his discretion the Commissioner sees fit, whether or not the evidence or information is or would be admissible in a court of law; and

(*d*) subject to such limitation as may in the interests of defence or security be prescribed by regulation of the Governor in Council, to enter any premises occupied by any federal institution and carry out therein such inquiries within his authority under this Act as the Commissioner sees fit.

Pouvoir d'enquête

62. (1) Pour les enquêtes, à l'exclusion de celles relatives à la partie III, qu'il mène en vertu de la présente loi, le commissaire a le pouvoir :

a) de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives, d'assigner des témoins et de les contraindre à comparaître devant lui et à déposer sous serment, verbalement ou par écrit, ainsi qu'à produire les documents et autres pièces qu'il estime indispensables pour instruire à fond toute question relevant de sa compétence aux termes de la présente loi;

b) de faire prêter serment;

c) de recevoir et d'accepter, notamment par voie de déposition ou de déclaration sous serment, les éléments de preuve et autres renseignements qu'il juge indiqués, indépendamment de leur admissibilité devant les tribunaux;

d) sous réserve des restrictions que peut prescrire, par règlement, le gouverneur en conseil pour des raisons de défense ou de sécurité, de pénétrer dans les locaux d'une institution fédérale et d'y procéder, dans le cadre de la compétence que lui confère la présente loi, aux enquêtes qu'il juge à propos.

Threats, intimidation, discrimination or obstruction to be reported

(2) Where the Commissioner believes on reasonable grounds that

(*a*) an individual has been threatened, intimidated or made the object of discrimi-

Menaces, intimidation, discrimination ou entrave

(2) Le commissaire peut transmettre un rapport motivé au président du Conseil du Trésor ainsi qu'à l'administrateur général ou à tout autre responsable administratif de

nation because that individual has made a complaint under this Act or has given evidence or assisted in any way in respect of an investigation under this Act, or proposes to do so, or

(*b*) the Commissioner, or any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, has been obstructed in the performance of the Commissioner's duties or functions under this Act,

the Commissioner may report that belief and the grounds therefor to the President of the Treasury Board and the deputy head or other administrative head of any institution concerned.

l'institution fédérale concernée lorsqu'il estime, pour des motifs raisonnables :

a) qu'une personne a fait l'objet de menaces, d'intimidation ou de discrimination parce qu'elle a déposé une plainte, a témoigné ou participé à une enquête tenue sous le régime de la présente loi, ou se propose de le faire;

b) que son action, ou celle d'une personne agissant en son nom dans l'exercice des attributions du commissaire, a été entravée.

Conclusion of investigation

63. (1) If, after carrying out an investigation under this Act, the Commissioner is of the opinion that

(*a*) the act or omission that was the subject of the investigation should be referred to any federal institution concerned for consideration and action if necessary,

(*b*) any Act or regulations thereunder, or any directive of the Governor in Council or the Treasury Board, should be reconsidered or any practice that leads or is likely to lead to a contravention of this Act should be altered or discontinued, or

(*c*) any other action should be taken,

the Commissioner shall report that opinion and the reasons therefor to the President of the Treasury Board and the deputy head or other administrative head of any institution concerned.

Clôture de l'enquête

63. (1) Au terme de l'enquête, le commissaire transmet un rapport motivé au président du Conseil du Trésor ainsi qu'à l'administrateur général ou à tout autre responsable administratif de l'institution fédérale concernée, s'il est d'avis :

a) soit que le cas en question doit être renvoyé à celle-ci pour examen et suite à donner si nécessaire;

b) soit que des lois ou règlements ou des instructions du gouverneur en conseil ou du Conseil du Trésor devraient être reconsidérés, ou encore qu'un usage aboutissant à la violation de la présente loi ou risquant d'y aboutir devrait être modifié ou abandonné;

c) soit que d'autres mesures devraient être prises.

Other policies to be taken into account

(2) In making a report under subsection (1) that relates to any federal institution, the Commissioner shall have regard to any policies that apply to that institution that are set out in any Act of Parliament or regulation thereunder or in any directive of the Governor in Council or the Treasury Board.

Facteurs additionnels

(2) En établissant son rapport, le commissaire tient compte des principes applicables à l'institution fédérale concernée aux termes d'une loi ou d'un règlement fédéraux ou d'instructions émanant du gouverneur en conseil ou du Conseil du Trésor.

Recommendations

(3) The Commissioner may

(*a*) in a report under subsection (1) make such recommendations as he thinks fit; and

(*b*) request the deputy head or other administrative head of the federal institution concerned to notify the Commissioner within a specified time of the action, if

Recommandations

(3) Le commissaire peut faire les recommandations qu'il juge indiquées dans son rapport; il peut également demander aux administrateurs généraux ou aux autres responsables administratifs de l'institution fédérale concernée de lui faire savoir, dans le délai qu'il fixe, les mesures envisagées pour donner suite à ses recommandations.

any, that the institution proposes to take to give effect to those recommendations.

Where investigation carried out pursuant to complaint

64. (1) Where the Commissioner carries out an investigation pursuant to a complaint, the Commissioner shall inform the complainant, and any individual or the deputy head or other administrative head of any federal institution by which or on behalf of which an answer relating to the complaint has been made pursuant to subsection 60(2), in such manner and at such time as the Commissioner thinks proper, of the results of the investigation.

Information des intéressés

64. (1) Au terme de l'enquête, le commissaire communique, dans le délai et de la manière qu'il juge indiqués, ses conclusions au plaignant ainsi qu'aux particuliers ou institutions fédérales qui ont exercé le droit de réponse prévu au paragraphe 60(2).

Where recommendations made

(2) Where recommendations have been made by the Commissioner under subsection 63(3) but adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon within a reasonable time after the recommendations are made, the Commissioner may inform the complainant of those recommendations and make such comments thereon as he thinks proper, and shall provide a copy of the recommendations and comments to any individual, deputy head or administrative head whom the Commissioner is required under subsection (1) to inform of the results of the investigation.

Suivi

(2) Il peut, quand aux termes de l'article 63 il a fait des recommandations auxquelles, à son avis, il n'a pas été donné suite dans un délai raisonnable par des mesures appropriées, en informer le plaignant et faire à leur sujet les commentaires qu'il juge à propos; le cas échéant, il fait parvenir le texte de ses recommandations et commentaires aux personnes visées au paragraphe (1).

Report to Governor in Council where appropriate action not taken

65. (1) If, within a reasonable time after a report containing recommendations under subsection 63(3) is made, adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon, the Commissioner, in his discretion and after considering any reply made by or on behalf of any federal institution concerned, may transmit a copy of the report and recommendations to the Governor in Council.

Rapport au gouverneur en conseil

65. (1) Dans la situation décrite au paragraphe 63(3), le commissaire peut en outre, à son appréciation et après examen des réponses faites par l'institution fédérale concernée ou en son nom, transmettre au gouverneur en conseil un exemplaire du rapport et de ses recommandations.

Action by Governor in Council

(2) The Governor in Council may take such action as the Governor in Council considers appropriate in relation to any report transmitted under subsection (1) and the recommendations therein.

Suivi

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre les mesures qu'il juge indiquées pour donner suite au rapport et mettre en œuvre les recommandations qu'il contient.

Report to Parliament

(3) If, within a reasonable time after a copy of a report is transmitted to the Governor in Council under subsection (1), adequate and appropriate action has not, in the opinion of the Commissioner, been taken thereon, the Commissioner may make such

Rapport au Parlement

(3) Si, dans un délai raisonnable après la transmission du rapport, il n'y a pas été donné suite, à son avis, par des mesures appropriées, le commissaire peut déposer au Parlement le rapport y afférent qu'il estime indiqué.

report thereon to Parliament as he considers appropriate.

Reply to be attached to report

(4) The Commissioner shall attach to every report made under subsection (3) a copy of any reply made by or on behalf of any federal institution concerned.

(4) Il est tenu de joindre au rapport le texte des réponses faites par l'institution fédérale concernée, ou en son nom.

Incorporation des réponses

Reports to Parliament

Rapports au Parlement

Annual report

66. The Commissioner shall, within such time as is reasonably practicable after the termination of each year, prepare and submit to Parliament a report relating to the conduct of his office and the discharge of his duties under this Act during the preceding year including his recommendations, if any, for proposed changes to this Act that the Commissioner deems necessary or desirable in order that effect may be given to it according to its spirit and intent.

66. Dans les meilleurs délais après la fin de chaque année, le commissaire présente au Parlement le rapport d'activité du commissariat pour l'année précédente, assorti éventuellement de ses recommandations quant aux modifications qu'il estime souhaitable d'apporter à la présente loi pour rendre son application plus conforme à son esprit et à l'intention du législateur.

Rapport annuel

Special reports

67. (1) The Commissioner may, at any time, make a special report to Parliament referring to and commenting on any matter within the scope of the powers, duties and functions of the Commissioner where, in the opinion of the Commissioner, the matter is of such urgency or importance that a report thereon should not be deferred until the time provided for transmission of the next annual report of the Commissioner under section 66.

67. (1) Le commissaire peut également présenter au Parlement un rapport spécial sur toute question relevant de sa compétence et dont l'urgence ou l'importance sont telles, selon lui, qu'il serait contre-indiqué d'en différer le compte rendu jusqu'au moment du rapport annuel suivant.

Rapport spécial

Reply to be attached to report

(2) The Commissioner shall attach to every report made under this section a copy of any reply made by or on behalf of any federal institution concerned.

(2) Il est tenu de joindre à tout rapport prévu par le présent article le texte des réponses faites par l'institution fédérale concernée, ou en son nom.

Incorporation des réponses

Contents of report

68. The Commissioner may disclose in any report made under subsection 65(3) or section 66 or 67 such matters as in his opinion ought to be disclosed in order to establish the grounds for any conclusions and recommendations contained therein, but in so doing shall take every reasonable precaution to avoid disclosing any matter the disclosure of which would or might be prejudicial to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

68. Le commissaire peut rendre publics dans ses rapports les éléments nécessaires, selon lui, pour étayer ses conclusions et recommandations en prenant toutefois soin d'éviter toute révélation susceptible de porter préjudice à la défense ou à la sécurité du Canada ou de tout État allié ou associé.

Divulgation et précautions à prendre

Transmission of report

69. (1) Every report to Parliament made by the Commissioner under subsection 65(3) or section 66 or 67 shall be made by being transmitted to the Speaker of the Senate and

69. (1) La présentation des rapports du commissaire au Parlement s'effectue par remise au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes pour dépôt devant leur chambre respective.

Transmission des rapports au Parlement

to the Speaker of the House of Commons for tabling respectively in those Houses.

Reference to parliamentary committee

(2) Every report referred to in subsection (1) shall, after it is transmitted for tabling pursuant to that subsection, be referred to the committee designated or established by Parliament for the purpose of section 88.

(2) Les rapports sont, après leur dépôt, renvoyés devant le comité désigné ou constitué par le Parlement pour l'application de l'article 88.

Renvoi en comité

Delegation

Delegation by Commissioner

70. The Commissioner may authorize any person to exercise or perform, subject to such restrictions or limitations as the Commissioner may specify, any of the powers, duties or functions of the Commissioner under this or any other Act of Parliament except

(*a*) the power to delegate under this section; and

(*b*) the powers, duties or functions set out in sections 63, 65 to 69 and 78.

Délégation

70. Le commissaire peut, dans les limites qu'il fixe, déléguer les pouvoirs et attributions que lui confère la présente loi ou toute autre loi du Parlement, sauf :

a) le pouvoir même de délégation;

b) les pouvoirs et attributions énoncés aux articles 63, 65 à 69 et 78.

Pouvoir de délégation

General

Security requirements

71. The Commissioner and every person acting on behalf or under the direction of the Commissioner who receives or obtains information relating to any investigation under this Act shall, with respect to access to and the use of such information, satisfy any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, persons who normally have access to and use of such information.

Dispositions générales

71. Le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité qui reçoivent ou recueillent des renseignements dans le cadre des enquêtes prévues par la présente loi sont tenus, quant à l'accès à ces renseignements et à leur utilisation, de satisfaire aux normes applicables en matière de sécurité et de prêter les serments imposés à leurs usagers habituels.

Normes de sécurité

Confidentiality

72. Subject to this Act, the Commissioner and every person acting on behalf or under the direction of the Commissioner shall not disclose any information that comes to their knowledge in the performance of their duties and functions under this Act.

72. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le commissaire et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des attributions que leur confère la présente loi.

Secret

Disclosure authorized

73. The Commissioner may disclose or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner to disclose information

(*a*) that, in the opinion of the Commissioner, is necessary to carry out an investigation under this Act; or

(*b*) in the course of proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

73. Le commissaire peut communiquer ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer :

a) les renseignements qui, à son avis, sont nécessaires pour mener ses enquêtes;

b) des renseignements, soit lors d'un recours formé devant la Cour fédérale aux termes de la partie X, soit lors de l'appel de la décision rendue en l'occurrence.

Divulgation

No summons

74. The Commissioner or any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner is not a compellable witness, in respect of any matter coming to the knowledge of the Commissioner or that person as a result of performing any duties or functions under this Act during an investigation, in any proceedings other than proceedings before the Federal Court under Part X or an appeal therefrom.

Non-assignation

74. En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance au cours d'une enquête, dans l'exercice de leurs attributions, le commissaire et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité ont qualité pour témoigner, mais ne peuvent y être contraints que lors des circonstances visées à l'alinéa 73*b*).

Protection of Commissioner

75. (1) No criminal or civil proceedings lie against the Commissioner, or against any person acting on behalf or under the direction of the Commissioner, for anything done, reported or said in good faith in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any power, duty or function of the Commissioner under this Act.

Immunité

75. (1) Le commissaire — ou toute personne qui agit en son nom ou sous son autorité — bénéficie de l'immunité civile ou pénale en matière criminelle pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses attributions.

Libel or slander

(2) For the purposes of any law relating to libel or slander,

(*a*) anything said, any information supplied or any document or thing produced in good faith in the course of an investigation by or on behalf of the Commissioner under this Act is privileged; and

(*b*) any report made in good faith by the Commissioner under this Act and any fair and accurate account of the report made in good faith in a newspaper or any other periodical publication or in a broadcast is privileged.

Diffamation

(2) Ne peuvent donner lieu à poursuite pour diffamation verbale ou écrite ni les paroles prononcées, les renseignements fournis ou les documents ou autres pièces produits de bonne foi au cours d'une enquête menée par le commissaire ou en son nom, ni les rapports ou comptes rendus établis de bonne foi par celui-ci dans le cadre de la présente loi. Sont également protégées les relations qui sont faites de bonne foi par la presse écrite ou audio-visuelle.

PART X

COURT REMEDY

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

Definition of "Court"

76. In this Part, "Court" means the Federal Court — Trial Division.

Définition de «tribunal»

76. Le tribunal visé à la présente partie est la Division de première instance de la Cour fédérale.

Application for remedy

77. (1) Any person who has made a complaint to the Commissioner in respect of a right or duty under sections 4 to 7, sections 10 to 13 or Part IV or V, or in respect of section 91, may apply to the Court for a remedy under this Part.

Recours

77. (1) Quiconque a saisi le commissaire d'une plainte visant une obligation ou un droit prévus aux articles 4 à 7 et 10 à 13 ou aux parties IV ou V, ou fondée sur l'article 91 peut former un recours devant le tribunal sous le régime de la présente partie.

Limitation period

(2) An application may be made under subsection (1) within sixty days after

Délai

(2) Sauf délai supérieur accordé par le tribunal sur demande présentée ou non avant

(*a*) the results of an investigation of the complaint by the Commissioner are reported to the complainant under subsection 64(1),

(*b*) the complainant is informed of the recommendations of the Commissioner under subsection 64(2), or

(*c*) the complainant is informed of the Commissioner's decision to refuse or cease to investigate the complaint under subsection 58(5),

or within such further time as the Court may, either before or after the expiration of those sixty days, fix or allow.

l'expiration du délai normal, le recours est formé dans les soixante jours qui suivent la communication au plaignant des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 64(2) ou de l'avis de refus d'ouverture ou de poursuite d'une enquête donné au titre du paragraphe 58(5).

Application six months after complaint

(3) Where a complaint is made to the Commissioner under this Act but the complainant is not informed of the results of the investigation of the complaint under subsection 64(1), of the recommendations of the Commissioner under subsection 64(2) or of a decision under subsection 58(5) within six months after the complaint is made, the complainant may make an application under subsection (1) at any time thereafter.

(3) Si, dans les six mois suivant le dépôt d'une plainte, il n'est pas avisé des conclusions de l'enquête, des recommandations visées au paragraphe 64(2) ou du refus opposé au titre du paragraphe 58(4), le plaignant peut former le recours à l'expiration de ces six mois.

Autre délai

Order of Court

(4) Where, in proceedings under subsection (1), the Court concludes that a federal institution has failed to comply with this Act, the Court may grant such remedy as it considers appropriate and just in the circumstances.

(4) Le tribunal peut, s'il estime qu'une institution fédérale ne s'est pas conformée à la présente loi, accorder la réparation qu'il estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

Ordonnance

Other rights of action

(5) Nothing in this section abrogates or derogates from any right of action a person might have other than the right of action set out in this section.

(5) Le présent article ne porte atteinte à aucun autre droit d'action.

Précision

Commissioner may apply or appear

78. (1) The Commissioner may

(*a*) within the time limits prescribed by paragraph 77(2)(*a*) or (*b*), apply to the Court for a remedy under this Part in relation to a complaint investigated by the Commissioner if the Commissioner has the consent of the complainant;

(*b*) appear before the Court on behalf of any person who has applied under section 77 for a remedy under this Part; or

(*c*) with leave of the Court, appear as a party to any proceedings under this Part.

78. (1) Le commissaire peut selon le cas :

a) exercer lui-même le recours, dans les soixante jours qui suivent la communication au plaignant des conclusions de l'enquête ou des recommandations visées au paragraphe 64(2) ou dans le délai supérieur accordé au titre du paragraphe 77(2), si le plaignant y consent;

b) comparaître devant le tribunal pour le compte de l'auteur d'un recours;

c) comparaître, avec l'autorisation du tribunal, comme partie à une instance engagée sur le fondement de la présente partie.

Exercice de recours par le commissaire

(2) Where the Commissioner makes an application under paragraph (1)(a), the complainant may appear as a party to any proceedings resulting from the application.

(3) Nothing in this section abrogates or derogates from the capacity of the Commissioner to seek leave to intervene in any adjudicative proceedings relating to the status or use of English or French.

78. In proceedings under this Part relating to a complaint against a federal institution, the Court may admit as evidence information relating to any similar complaint under this Act, in respect of the same federal institution.

79. An application made under section 77 shall be heard and determined in a summary manner in accordance with any special rules made in respect of such applications pursuant to section 46 of the Federal Court Act.

80. (1) Subject to subsection (2), the costs of and incidental to all proceedings in the Court under this Act shall be in the discretion of the Court and shall follow the event unless the Court orders otherwise.

(2) Where the Court is of the opinion that an application under section 77 has raised an important new principle in relation to this Act, the Court shall order that costs be awarded to the applicant even if the applicant has not been successful in the result.

PART IV

GENERAL

81. (1) In the event of any inconsistency between the following Parts and any other Act of Parliament or regulation thereunder, the following Parts prevail to the extent of the inconsistency

(a) Part I (Processing of Applications);

(b) Part II (Language of Correspondence and Communications);

(c) Part III (Administration of Justice);

(d) Part IV (Communications with and Services to the Public); and

(e) Part V (Language of Work).

Complainant may appear as party

(2) Where the Commissioner makes an application under paragraph (1)(*a*), the complainant may appear as a party to any proceedings resulting from the application.

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa (1)*a*), le plaignant peut comparaître comme partie à l'instance.

Comparution de l'auteur du recours

Capacity to intervene

(3) Nothing in this section abrogates or derogates from the capacity of the Commissioner to seek leave to intervene in any adjudicative proceedings relating to the status or use of English or French.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir du commissaire de demander l'autorisation d'intervenir dans toute instance judiciaire relative au statut ou à l'usage du français ou de l'anglais.

Pouvoir d'intervenir

Evidence relating to similar complaint

79. In proceedings under this Part relating to a complaint against a federal institution, the Court may admit as evidence information relating to any similar complaint under this Act in respect of the same federal institution.

79. Sont recevables en preuve dans les recours les renseignements portant sur des plaintes de même nature concernant une même institution fédérale.

Preuve — plainte de même nature

Hearing in summary manner

80. An application made under section 77 shall be heard and determined in a summary manner in accordance with any special rules made in respect of such applications pursuant to section 46 of the *Federal Court Act*.

80. Le recours est entendu et jugé en procédure sommaire, conformément aux règles de pratique spéciales adoptées à cet égard en vertu de l'article 46 de la *Loi sur la Cour fédérale*.

Procédure sommaire

Costs

81. (1) Subject to subsection (2), the costs of and incidental to all proceedings in the Court under this Act shall be in the discretion of the Court and shall follow the event unless the Court orders otherwise.

81. (1) Les frais et dépens sont laissés à l'appréciation du tribunal et suivent, sauf ordonnance contraire de celui-ci, le sort du principal.

Frais et dépens

Idem

(2) Where the Court is of the opinion that an application under section 77 has raised an important new principle in relation to this Act, the Court shall order that costs be awarded to the applicant even if the applicant has not been successful in the result.

(2) Cependant, dans les cas où il estime que l'objet du recours a soulevé un principe important et nouveau quant à la présente loi, le tribunal accorde les frais et dépens à l'auteur du recours, même s'il est débouté.

Idem

PART XI

GENERAL

PARTIE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primacy of Parts I to V

82. (1) In the event of any inconsistency between the following Parts and any other Act of Parliament or regulation thereunder, the following Parts prevail to the extent of the inconsistency:

(*a*) Part I (Proceedings of Parliament);

(*b*) Part II (Legislative and other Instruments);

(*c*) Part III (Administration of Justice);

(*d*) Part IV (Communications with and Services to the Public); and

(*e*) Part V (Language of Work).

82. (1) Les dispositions des parties qui suivent l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi ou de tout règlement fédéraux :

a) partie I (Débats et travaux parlementaires);

b) partie II (Actes législatifs et autres);

c) partie III (Administration de la justice);

d) partie IV (Communications avec le public et prestation des services);

e) partie V (Langue de travail).

Primauté sur les autres lois

Canadian Human Rights Act excepted

(2) Subsection (1) does not apply to the *Canadian Human Rights Act* or any regulation made thereunder.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ni à ses règlements.

Exception

Rights relating to other languages

83. (1) Nothing in this Act abrogates or derogates from any legal or customary right acquired or enjoyed either before or after the coming into force of this Act with respect to any language that is not English or French.

83. (1) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits — antérieurs ou postérieurs à son entrée en vigueur et découlant de la loi ou de la coutume — des langues autres que le français et l'anglais.

Droits préservés

Preservation and enhancement of other languages

(2) Nothing in this Act shall be interpreted in a manner that is inconsistent with the preservation and enhancement of languages other than English or French.

(2) La présente loi ne fait pas obstacle au maintien et à la valorisation des langues autres que le français ou l'anglais.

Maintien du patrimoine linguistique

Consultations

84. The President of the Treasury Board, or such other Minister of the Crown as may be designated by the Governor in Council, shall, at a time and in a manner appropriate to the circumstances, seek the views of members of the English and French linguistic minority communities and, where appropriate, members of the public generally on proposed regulations to be made under this Act.

84. Selon les circonstances et au moment opportun, le président du Conseil du Trésor, ou tel autre ministre fédéral que peut désigner le gouverneur en conseil, consulte les minorités francophones et anglophones et, éventuellement, le grand public sur les projets de règlement d'application de la présente loi.

Consultations

Draft of proposed regulation to be tabled

85. (1) The President of the Treasury Board, or such other Minister of the Crown as may be designated by the Governor in Council, shall, where the Governor in Council proposes to make any regulation under this Act, lay a draft of the proposed regulation before the House of Commons at least thirty days before a copy of that regulation is published in the *Canada Gazette* under section 86.

85. (1) Lorsque le gouverneur en conseil a l'intention de prendre un règlement sous le régime de la présente loi, le président du Conseil du Trésor ou tout ministre fédéral désigné par le gouverneur en conseil en dépose un avant-projet à la Chambre des communes au moins trente jours avant la publication du règlement dans la *Gazette du Canada* au titre de l'article 86.

Dépôt d'avant-projets de règlement

Calculation of thirty day period

(2) In calculating the thirty day period referred to in subsection (1), there shall not be counted any day on which the House of Commons does not sit.

(2) Seuls les jours de séance de la Chambre des communes sont pris en compte pour le calcul de la période de trente jours visée au paragraphe (1).

Calcul de la période de trente jours

Publication of proposed regulation

86. (1) Subject to subsection (2), a copy of each regulation that the Governor in Council proposes to make under this Act shall be published in the *Canada Gazette* at least thirty days before the proposed effective date thereof, and a reasonable opportunity shall be afforded to interested persons to make representations to the President of the Treasury Board with respect thereto.

86. (1) Les projets de règlement d'application de la présente loi sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins trente jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder toute possibilité de présenter au président du Conseil du Trésor leurs observations à cet égard.

Publication des projets de règlement

Exception

(2) No proposed regulation need be published under subsection (1) if it has previously been published pursuant to that subsec-

(2) Ne sont pas visés les projets de règlement déjà publiés dans les conditions prévues au paragraphe (1), même s'ils ont été modi-

Exception

tion, whether or not it has been amended as a result of representations made pursuant to that subsection.

Calculation of thirty day period

(3) In calculating the thirty day period referred to in subsection (1), there shall not be counted any day on which neither House of Parliament sits.

Tabling of regulation

87. (1) A regulation that is proposed to be made under paragraph 38(2)(*a*) and prescribes any part or region of Canada for the purpose of paragraph 35(1)(*a*) shall be laid before each House of Parliament at least thirty sitting days before the proposed effective date thereof.

Motion to disapprove proposed regulation

(2) Where, within twenty-five sitting days after a proposed regulation is laid before either House of Parliament under subsection (1), a motion for the consideration of that House to the effect that the proposed regulation not be approved, signed by no fewer than fifteen Senators or thirty Members of the House of Commons, as the case may be, is filed with the Speaker of that House, the Speaker shall, within five sittings days after the filing of the motion, without debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion.

Where motion adopted

(3) Where a motion referred to in subsection (2) is adopted by both Houses of Parliament, the proposed regulation to which the motion relates may not be made.

Prorogation or dissolution of Parliament

(4) Where Parliament dissolves or prorogues earlier than twenty-five sitting days after a proposed regulation is laid before both Houses of Parliament under subsection (1) and a motion has not been disposed of under subsection (2) in relation to the proposed regulation in both Houses of Parliament, the proposed regulation may not be made.

Definition of "sitting day"

(5) For the purposes of this section, "sitting day" means, in respect of either House of Parliament, a day on which that House sits.

Permanent review of Act, etc., by parliamentary committee

88. The administration of this Act, any regulations and directives made under this Act and the reports of the Commissioner, the President of the Treasury Board and the

fiés par suite d'observations présentées conformément à ce paragraphe.

Calcul de la période de trente jours

(3) Seuls les jours où siègent les deux chambres du Parlement sont pris en compte pour le calcul de la période de trente jours visée au paragraphe (1).

Dépôt des projets de règlement

87. (1) Les projets de règlement d'application de l'alinéa 38(2)*a*) visant à désigner un secteur ou une région du Canada pour l'application de l'alinéa 35(1)*a*) sont déposés devant chaque chambre du Parlement au moins trente jours de séance avant la date prévue pour leur entrée en vigueur.

Motion de désapprobation

(2) Dans le cas où une motion signée par au moins quinze sénateurs ou trente députés, selon le cas, et visant à empêcher l'approbation du projet de règlement est remise dans les vingt-cinq jours de séance suivant son dépôt au président de la chambre concernée, celui-ci met aux voix, dans les cinq jours de séance suivants et sans qu'il y ait débat ou modification, toute question nécessaire pour en décider.

Adoption

(3) Il ne peut être procédé à la prise du règlement ayant fait l'objet d'une motion adoptée par les deux chambres conformément au paragraphe (2).

Prorogation ou dissolution du Parlement

(4) Il ne peut non plus y avoir prise du règlement lorsque le Parlement est dissous ou prorogé dans les vingt-cinq jours de séance suivant le dépôt du projet et que la motion dont celui-ci fait l'objet aux termes du paragraphe (2) n'a pas encore été mise aux voix.

Définition de «jour de séance»

(5) Pour l'application du présent article, «jour de séance» s'entend, à l'égard des deux chambres du Parlement, de tout jour où l'une d'elles siège.

Suivi par un comité parlementaire

88. Le Parlement désigne ou constitue un comité, soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, chargé spécialement de suivre l'application de la présente loi, des

Secretary of State of Canada made under this Act shall be reviewed on a permanent basis by such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established for that purpose.

règlements et instructions en découlant, ainsi que la mise en oeuvre des rapports du commissaire, du président du Conseil du Trésor et du secrétaire d'État du Canada.

Section 115 of *Criminal Code* not applicable

89. For greater certainty, it is hereby declared that section 115 of the *Criminal Code* does not apply to or in respect of any contravention or alleged contravention of any provision of this Act.

89. Il est entendu que les contraventions à la présente loi sont soustraites à l'application de l'article 115 du *Code criminel*. Précision

Parliamentary and judicial powers, privileges and immunities saved

90. Nothing in this Act abrogates or derogates from any powers, privileges or immunities of members of the Senate or the House of Commons in respect of their personal offices and staff or of judges of any Court.

90. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs, privilèges et immunités dont jouissent les parlementaires en ce qui touche leur bureau privé et leur propre personnel ou les juges. Privilèges parlementaires et judiciaires

Staffing generally

91. Nothing in Part IV or V authorizes the application of official language requirements to a particular staffing action unless those requirements are objectively required to perform the functions for which the staffing action is undertaken.

91. Les parties IV et V n'ont pour effet d'autoriser la prise en compte des exigences relatives aux langues officielles, lors d'une dotation en personnel, que si elle s'impose objectivement pour l'exercice des fonctions en cause. Dotation en personnel

References in Acts of Parliament to the "official languages"

92. In every Act of Parliament, a reference to the "official languages" or the "official languages of Canada" shall be construed as a reference to the languages declared by subsection 16(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to be the official languages of Canada.

92. Dans les lois fédérales, la mention «langues officielles» ou «langues officielles du Canada» vaut mention des langues déclarées officielles par le paragraphe 16(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Mention de «langues officielles»

Regulations

93. The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing anything that the Governor in Council considers necessary to effect compliance with this Act in the conduct of the affairs of federal institutions other than the Senate, the House of Commons or the Library of Parliament; and

(*b*) prescribing anything that is by this Act to be prescribed by regulation of the Governor in Council.

93. Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires pour assurer le respect de la présente loi dans le cadre des activités des institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement. Il peut également prendre toute autre mesure réglementaire d'application de la présente loi. Règlement

PART XII

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-34

Criminal Code

94. (1) The *Criminal Code* is amended by adding thereto, immediately after section 462.1 thereof, the following section:

Where order granted under section 462.1

"**462.11** Where an order is granted under section 462.1 directing that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language that is the language of the accused or in which the accused can best give testimony,

(*a*) the accused and his counsel have the right to use either official language for all purposes during the preliminary inquiry and trial of the accused;

(*b*) the accused and his counsel may use either official language in written pleadings or other documents used in any proceedings relating to the preliminary inquiry or trial of the accused;

(*c*) any witness may give evidence in either official language during the preliminary inquiry or trial;

(*d*) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who speaks the official language that is the language of the accused;

(*e*) except where the prosecutor is a private prosecutor, the accused has a right to have a prosecutor who speaks the official language that is the language of the accused;

(*f*) the court shall make interpreters available to assist the accused, his counsel or any witness during the preliminary inquiry or trial;

(*g*) the record of proceedings during the preliminary inquiry or trial shall include

(i) a transcript of everything that was said during those proceedings in the official language in which it was said,

(ii) a transcript of any interpretation into the other official language of what was said, and

PARTIE XII

MODIFICATIONS CONNEXES

Code criminel

S.R., ch. C-34

94. (1) Le *Code criminel* est modifié par insertion, après l'article 462.1, de ce qui suit :

Précision

«**462.11** Lorsqu'il est ordonné, sous le régime de l'article 462.1, qu'un accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la Cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle qui est celle de l'accusé ou la langue officielle qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement :

a) l'accusé et son avocat ont le droit d'employer l'une ou l'autre langue officielle au cours de l'enquête préliminaire et du procès;

b) ils peuvent utiliser l'une ou l'autre langue officielle dans les actes de procédure ou autres documents de l'enquête préliminaire et du procès;

c) les témoins ont le droit de témoigner dans l'une ou l'autre langue officielle à l'enquête préliminaire et au procès;

d) l'accusé a droit à ce que le juge présidant l'enquête parle la même langue officielle que lui;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — parle la même langue officielle que lui;

f) le tribunal est tenu d'offrir des services d'interprétation à l'accusé, à son avocat et aux témoins tant à l'enquête préliminaire qu'au procès;

g) le dossier de l'enquête préliminaire et celui du procès doivent comporter la totalité des débats dans la langue officielle originale et la transcription de l'interprétation, ainsi que toute la preuve documentaire dans la langue officielle de sa présentation à l'audience;

h) le tribunal assure la disponibilité, dans la langue officielle qui est celle de l'accusé, du jugement — exposé des

(iii) any documentary evidence that was tendered during those proceedings in the official language in which it was tendered; and

(*h*) any trial judgment, including any reasons given therefor, issued in writing in either official language, shall be made available by the court in the official language that is the language of the accused."

motifs compris — rendu par écrit dans l'une ou l'autre langue officielle.»

Coming into force

(2) This section shall come into force in a province

(*a*) in respect of offences punishable on summary conviction,

(i) on the day this Act is assented to, in the case of a province in which sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are in force in the province in respect of offences punishable on summary conviction, or

(ii) on the day on which those sections come into force in respect of offences punishable on summary conviction, in the case of a province in which those sections are not in force in respect of offences punishable on summary conviction on the day this Act is assented to; and

(*b*) in respect of indictable offences,

(i) on the day this Act is assented to, in the case of a province in which those sections are in force in respect of indictable offences on that day, or

(ii) on the day on which those sections come into force in respect of indictable offences, in the case of a province in which those sections are not in force in respect of indictable offences on the day this Act is assented to.

Entrée en vigueur

(2) Le présent article entre en vigueur dans une province :

a) dans le cas d'infractions punissables par procédure sommaire :

(i) à la date de la sanction royale, s'il s'agit d'une province où les articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), sont en vigueur à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire,

(ii) à la date de leur entrée en vigueur dans le cas contraire;

b) dans le cas d'actes criminels :

(i) à la date de la sanction royale, s'il s'agit d'une province où ces articles sont alors en vigueur à l'égard des actes criminels,

(ii) à la date de leur entrée en vigueur dans le cas contraire.

95. Section 773 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

95. L'article 773 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Official languages

"(3) Any pre-printed portions of a form set out in this Part varied to suit the case or of a form to the like effect shall be printed in both official languages."

«(3) Sont imprimés dans les deux langues officielles les textes des formulaires prévus à la présente partie.»

Langues officielles

1977-78, c. 36

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

1977-78, ch. 36

1985, c. 19, s. 188

96. Subsections 6(5) and (6) of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are repealed and the following substituted therefor:

96. Les paragraphes 6(5) et (6) de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1985, ch. 19, art. 188

Coming into force

"(5) Notwithstanding any other provision in this section, sections 1 and 5 shall come into force on January 1, 1990

(*a*) in respect of offences punishable on summary conviction, in any province in which those sections are not in force in respect of offences punishable on summary conviction immediately prior to that date; and

(*b*) in respect of indictable offences, in any province in which those sections are not in force in respect of indictable offences immediately prior to that date."

«(5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, les articles 1 et 5 entrent en vigueur le 1er janvier 1990, en ce qui touche tant les infractions punissables par procédure sommaire que les actes criminels, dans les provinces où ils n'étaient pas alors en vigueur à cet égard.»

Entrée en vigueur

R.S., c. N-22

Northwest Territories Act

Loi sur les territoires du Nord-Ouest

S.R., ch. N-22

97. The *Northwest Territories Act* is amended by adding thereto, immediately after Part II thereof, the following Part:

97. La *Loi sur les territoires du Nord-Ouest* est modifiée par insertion, après la partie II, de ce qui suit :

"PART II.1

OFFICIAL LANGUAGES

«PARTIE II.1

LANGUES OFFICIELLES

Official Languages Ordinance

45.1 Subject to section 45.2, the ordinance entitled the *Official Languages Act*, made on June 28, 1984 by the Commissioner in Council, as amended on June 26, 1986, may be amended or repealed by the Commissioner in Council only if the amendment or repeal is concurred in by Parliament through an amendment to this Act.

45.1 Sous réserve de l'article 45.2, le commissaire en conseil ne peut modifier ou abroger l'ordonnance sur les langues officielles prise par lui le 28 juin 1984, et modifiée le 26 juin 1986, que si le Parlement donne son agrément à cet effet par voie de modification de la présente loi.

Ordonnance sur les langues officielles

Additional rights and services

45.2 Nothing in this Part shall be construed as preventing the Commissioner, the Commissioner in Council or the Gov-

45.2 La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire, le commissaire en conseil ou le gouvernement des

Droits et services complémentaires

ernment of the Territories from granting rights in respect of, or providing services in, English and French or any languages of the aboriginal peoples of Canada, in addition to the rights and services provided for in the ordinance referred to in section 45.1, whether by amending the ordinance, without the concurrence of Parliament, or by any other means."

territoires d'accorder des droits à l'égard du français et de l'anglais ou des langues des peuples autochtones du Canada ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par l'ordonnance mentionnée à l'article 45.1, que ce soit par modification de celle-ci, sans le concours du Parlement, ou par tout autre moyen.»

R.S., c. Y-2

Yukon Act

98. The *Yukon Act* is amended by adding thereto, immediately after Part II thereof, the following Part:

Loi sur le Yukon S.R., ch. Y-2

98. La *Loi sur le Yukon* est modifiée par insertion, après la partie II, de ce qui suit :

"PART II.1

OFFICIAL LANGUAGES

«PARTIE II.1

LANGUES OFFICIELLES

Languages Ordinance

45.1 Subject to section 45.2, the ordinance entitled the *Languages Act*, made on May 18, 1988 by the Commissioner in Council, may be amended or repealed by the Commissioner in Council only if the amendment or repeal is concurred in by Parliament through an amendment to this Act.

Ordonnance sur les langues

45.1 Sous réserve de l'article 45.2, le commissaire en conseil ne peut modifier ou abroger l'ordonnance sur les langues prise par lui le 18 mai 1988 que si le Parlement donne son agrément à cet effet par voie de modification de la présente loi.

Additional rights and services

45.2 Nothing in this Part shall be construed as preventing the Commissioner, the Commissioner in Council or the Government of the Territory from granting rights in respect of, or providing services in, English and French or any languages of the aboriginal peoples of Canada, in addition to the rights and services provided for in the ordinance referred to in section 45.1, whether by amending that ordinance, without the concurrence of Parliament, or by any other means."

Droits et services complémentaires

45.2 La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le commissaire, le commissaire en conseil ou le gouvernement du territoire d'accorder des droits à l'égard du français et de l'anglais ou des langues des peuples autochtones du Canada, ou de fournir des services dans ces langues, en plus des droits et services prévus par l'ordonnance mentionnée à l'article 45.1, que ce soit par modification de cette ordonnance, sans le concours du Parlement, ou par tout autre moyen.»

PART XIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

PARTIE XIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1980-81-82-83, c. 111, Sch. I

Access to Information Act

99. All that portion of subsection 12(2) of the English version of the *Access to Information Act* preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Loi sur l'accès à l'information 1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

99. Le passage du paragraphe 12(2) de la version anglaise de la *Loi sur l'accès à l'information* qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

100. Section 10 of the Canadian Airlines International Ltd. Act is repealed.

101. Section 9 of the Norbrex Transportation Company Limited Divestiture Act is repealed.

102. (1) The schedule to the Privacy Act is amended by deleting therefrom, under the heading "Other Government Institutions", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages
Bureau du Commissaire aux langues officielles"

(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages
Commissariat aux langues officielles"

103. Subsection 25(1) of the *Federal Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

"25. (1) Every regulation making authority shall, within seven days after making a regulation, transmit a copy of the regulation in both official languages to the Clerk of the Privy Council for recording pursuant to section 6."

Language of access

"(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language"

«(2) Where access to a record or a part thereof is to be given under this Act and the person to whom access is to be given requests that access be given in a particular official language, a copy of the record or part thereof shall be given to the person in that language»

Language of access

1986, c. 20

Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act

100. Section 10 of the *Canadian Arsenals Limited Divestiture Authorization Act* is repealed.

Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée

100. L'article 10 de la *Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée* est abrogé.

1986, ch. 20

1985, c. 35

Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act

101. Section 9 of the *Northern Transportation Company Limited Disposal Authorization Act* is repealed.

Loi autorisant l'aliénation de La Société des transports du nord Limitée

101. L'article 9 de la *Loi autorisant l'aliénation de La Société des transports du nord Limitée* est abrogé.

1985, ch. 35

1980-81-82-83, c. 111, Sch. II

Privacy Act

102. (1) The schedule to the *Privacy Act* is amended by deleting therefrom, under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages
Bureau du Commissaire aux langues officielles"

(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Office of the Commissioner of Official Languages
Commissariat aux langues officielles"

Loi sur la protection des renseignements personnels

102. (1) L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Bureau du Commissaire aux langues officielles
Office of the Commissioner of Official Languages»

(2) L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Commissariat aux langues officielles
Office of the Commissioner of Official Languages»

1980-81-82-83, ch. 111, ann. II

1970-71-72, c. 38

Statutory Instruments Act

103. Subsection 5(1) of the *Statutory Instruments Act* is repealed and the following substituted therefor:

Transmission of regulations to Clerk of Privy Council

"**5.** (1) Every regulation-making authority shall, within seven days after making a regulation, transmit copies of the regulation in both official languages to the Clerk of the Privy Council for registration pursuant to section 6."

Loi sur les textes réglementaires

103. Le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les textes réglementaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**5.** (1) Dans les sept jours suivant la prise d'un règlement, l'autorité réglementante en transmet copie dans les deux langues officielles au greffier du Conseil privé pour enregistrement en application de l'article 6.»

Transmission au greffier du Conseil privé

1970-71-72, ch. 38

104. All that portion of subsection 11(2) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Conviction under unpublished regulation

"(2) No regulation is invalid by reason only that it was not published in the *Canada Gazette*, but no person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of any regulation that at the time of the alleged contravention was not published in the *Canada Gazette* unless"

104. Le passage du paragraphe 11(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conséquence de la non-publication

«(2) Aucun règlement n'est invalide du seul fait qu'il n'a pas été publié dans la *Gazette du Canada*; mais nul ne peut être condamné pour une infraction à un règlement qui n'était pas, lors de l'infraction, publié sauf :»

PART XIV

TRANSITIONAL PROVISIONS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Transitional

Hearing of witnesses in official language of choice

105. (1) Every court in Canada has, in exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred on it by or pursuant to an Act of Parliament, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in the other official language.

Language of proceedings in criminal matters

(2) In exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred on it by or pursuant to an Act of Parliament, any court in Canada may, in its discretion, at the request of the accused or any of them if there is more than one accused, and if it appears to the court that the proceedings can effectively be conducted and the evidence can effectively be given and taken wholly or mainly in one of the official languages as specified in the request, order that, subject to subsection (1), the proceedings be conducted and the evidence be given and taken in that language.

Application to certain courts

(3) Subsection (2) does not apply to the courts of any province until such time as a discretion in those courts or in the judges thereof is provided for by law as to the language in which, for general purposes in

PARTIE XIV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

Droit des témoins

105. (1) Il incombe aux tribunaux, dans l'exercice de la compétence qui leur est conférée en matière pénale sous le régime d'une loi fédérale, de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant eux puisse être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans l'autre langue officielle.

Audiences en matière pénale

(2) Dans l'exercice de la compétence qui lui est conférée en matière pénale sous le régime d'une loi fédérale, tout tribunal siégeant au Canada peut, à son appréciation, sur demande de l'accusé ou, lorsqu'il y en a plus d'un, sur demande de l'un ou de plusieurs d'entre eux, ordonner que, sous réserve du paragraphe (1), les débats et l'audition des témoins se déroulent en tout ou en partie dans la langue officielle spécifiée dans la demande s'il lui semble que cela peut se faire sans inconvénient.

Cas particuliers

(3) L'application du paragraphe (2) aux tribunaux d'une province est suspendue jusqu'à ce que ceux-ci ou leurs juges puissent, de par la loi, choisir la langue dans laquelle, de manière générale, dans la province, peuvent se dérouler les débats en matière civile.

that province, proceedings may be conducted in civil causes or matters.

Authority to make implementing rules

(4) The lieutenant-governor in council of any province may make such rules governing the procedure in proceedings before any court established by or pursuant to an Act of the legislature of the province, including rules respecting the giving of notice, as the lieutenant-governor in council deems necessary to enable that court to exercise any power conferred on it, or carry out any duty imposed on it, by this section.

Pouvoir d'établir des règles

(4) Les lieutenants-gouverneurs en conseil peuvent établir les règles de procédure pour les tribunaux non fédéraux de leur province, y compris celles qui régissent les notifications, qu'ils estiment nécessaires à l'exercice des attributions que le présent article confère à ces tribunaux.

Where sections 462.1 to 462.4 of *Criminal Code* not in force

106. In any province in which sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are not in force in respect of offences punishable on summary conviction or indictable offences,

(*a*) an accused may be heard in the official language of his choice in proceedings in respect of such offences and has the right to have all proceedings during the preliminary inquiry or trial interpreted for him in that language; and

(*b*) any witness may give evidence in proceedings in respect of such offences in the official language of his choice.

Cas précédant l'entrée en vigueur des articles 462.1 à 462.4 du *Code criminel*

106. Dans la province où les articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), ne sont pas en vigueur à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire ou des actes criminels :

a) l'accusé peut être entendu dans la langue officielle de son choix et a droit à l'interprétation simultanée tant à l'enquête préliminaire qu'au procès;

b) les témoins peuvent témoigner dans la langue officielle de leur choix.

Repeal of sections 105 and 106

107. Sections 105 and 106 are repealed on the day that sections 1 and 5 of *An Act to amend the Criminal Code*, being chapter 36 of the Statutes of Canada, 1977-78, as amended by section 188 of the *Criminal Law Amendment Act, 1985*, being chapter 19 of the Statutes of Canada, 1985, are first in force in every province in respect of offences punishable on summary conviction and indictable offences.

Abrogation des articles 105 et 106

107. Les articles 105 et 106 sont abrogés à la date de l'entrée en vigueur des articles 1 et 5 de la *Loi modifiant le Code criminel* (chapitre 36 des Statuts du Canada de 1977-78), dans sa version modifiée par l'article 188 de la *Loi de 1985 modifiant le droit pénal* (chapitre 19 des Statuts du Canada de 1985), dans toutes les provinces, à l'égard des infractions punissables par procédure sommaire et des actes criminels.

Commissioner remains in office

108. The person holding office as Commissioner on the coming into force of Part IX shall continue in office as Commissioner and shall be deemed to have been appointed under this Act but to have been appointed at the time he was appointed under the *Official Languages Act*, being chapter O-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

Maintien en poste

108. Le commissaire aux langues officielles en fonction lors de l'entrée en vigueur de la partie IX poursuit son mandat mais est réputé avoir été nommé sous le régime de la présente loi.

Payments to Crown corporations

109. (1) In respect of the four fiscal years immediately following the date this section comes into force, the President of the Treasury Board may make payments to Crown corporations to assist them in the timely implementation of this Act.

Appropriation

(2) Any sums required for the purpose referred to in subsection (1) shall be paid out of such moneys as may be appropriated by Parliament for that purpose.

Repeal

Repeal of *Official Languages Act*

110. The *Official Languages Act*, chapter O-2 of the Revised Statutes of Canada, 1970, is repealed.

Coming into Force

Coming into force

111. Subject to subsection 94(2), this Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Versements aux sociétés d'État

109. (1) Le président du Conseil du Trésor peut, pour les quatre exercices suivant l'entrée en vigueur du présent article, verser des crédits aux sociétés d'État pour les aider à mettre en oeuvre les dispositions de la présente loi.

Crédits supplémentaires

(2) Sont prélevées sur les crédits que le Parlement peut affecter à ces fins les sommes additionnelles qui peuvent être requises pour l'application du paragraphe (1).

Abrogation

Abrogation

110. La *Loi sur les langues officielles*, chapitre O-2 des Statuts revisés du Canada de 1970, est abrogée.

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

111. Sous réserve du paragraphe 94(2), la présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

TABLE OF PROVISIONS

OFFICIAL LANGUAGES ACT

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

PURPOSE OF ACT

2. Purpose

INTERPRETATION

3. Definitions

PART I

PROCEEDINGS OF PARLIAMENT

4. Official languages of Parliament

PART II

LEGISLATIVE AND OTHER INSTRUMENTS

5. Journals and other records
6. Acts of Parliament
7. Legislative instruments
8. Documents in Parliament
9. Rules, etc., governing practice and procedure
10. International treaties
11. Notices, advertisements and other matters that are published
12. Instruments directed to the public
13. Both versions simultaneous and equally authoritative

PART III

ADMINISTRATION OF JUSTICE

14. Official languages of federal courts
15. Hearing of witnesses in official language of choice
16. Duty to ensure understanding without an interpreter
17. Authority to make implementing rules
18. Language of civil proceedings where Her Majesty is a party
19. Bilingual forms
20. Decisions, orders and judgments that must be made available simultaneously

TABLE ANALYTIQUE

LANGUES OFFICIELLES

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

OBJET

2. Objet

DÉFINITIONS

3. Définitions

PARTIE I

DÉBATS ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

4. Langues officielles du Parlement

PARTIE II

ACTES LÉGISLATIFS ET AUTRES

5. Documents parlementaires
6. Lois fédérales
7. Textes d'application
8. Dépôt des documents
9. Textes de procédure
10. Traités
11. Avis et annonces
12. Actes destinés au public
13. Valeur des deux versions

PARTIE III

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

14. Langues officielles des tribunaux
15. Droits des témoins
16. Obligation relative à la compréhension des langues officielles
17. Pouvoir d'établir des règles de procédure
18. Cas où Sa Majesté est partie à l'affaire
19. Actes de notification
20. Décisions de justice importantes

PART IV

COMMUNICATIONS WITH AND SERVICES TO THE PUBLIC

Communications and Services

21. Rights relating to language of communication
22. Where communications and services must be in both official languages
23. Travelling public
24. Nature of the office

Services Provided on behalf of Federal Institutions

25. Where services provided on behalf of federal institutions

Regulatory Activities of Federal Institutions

26. Regulatory activities relating to health, safety and security of public

General

27. Obligations relating to communications and services
28. Active offer
29. Signs identifying offices
30. Manner of communicating
31. Relationship to Part V

Regulations

32. Regulations
33. Regulations

PART V

LANGUAGE OF WORK

34. Rights relating to language of work
35. Duties of government
36. Minimum duties in relation to prescribed regions
37. Special duties for institutions directing or providing services to others
38. Regulations

PART VI

PARTICIPATION OF ENGLISH-SPEAKING AND FRENCH-SPEAKING CANADIANS

39. Commitment to equal opportunities and equitable participation
40. Regulations

PARTIE IV

COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC ET PRESTATION DES SERVICES

Communications et services

21. Droits en matière de communication
22. Langues des communications et services
23. Voyageurs
24. Vocation du bureau

Services fournis par des tiers

25. Fourniture dans les deux langues

Pouvoir réglementaire en matière de santé ou de sécurité publiques

26. Réglementation en matière de santé et de sécurité publiques

Dispositions générales

27. Obligation : communications et services
28. Offre active
29. Signalisation
30. Mode de communication
31. Incompatibilité

Règlements

32. Règlement
33. Règlements

PARTIE V

LANGUE DE TRAVAIL

34. Droits en matière de langue de travail
35. Obligations des institutions fédérales
36. Obligations minimales dans les régions désignées
37. Obligations particulières
38. Règlements

PARTIE VI

PARTICIPATION DES CANADIENS D'EXPRESSION FRANÇAISE ET D'EXPRESSION ANGLAISE

39. Engagement
40. Règlements

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

41. Government policy
42. Coordination
43. Specific mandate of Secretary of State
44. Annual report to Parliament
45. Consultation and negotiation with the provinces

PART VIII

RESPONSIBILITIES AND DUTIES OF TREASURY BOARD IN RELATION TO THE OFFICIAL LANGUAGES OF CANADA

46. Responsibilities of Treasury Board
47. Audit reports to be made available to Commissioner
48. Annual report to Parliament

PART IX

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Office of the Commissioner

49. Commissioner of Official Languages, and appointment
50. Rank, powers and duties generally
51. Staff
52. Technical assistance
53. *Public Service Superannuation Act*
54. Order exempting Commissioner from directives

Duties and Functions of Commissioner

55. Duties and functions
56. Duty of Commissioner under Act
57. Review of regulations and directives

Investigations

58. Investigation of complaints
59. Notice of intention to investigate
60. Investigation to be conducted in private
61. Procedure
62. Powers of Commissioner in carrying out investigations
63. Conclusion of investigation
64. Where investigation carried out pursuant to complaint
65. Report to Governor in Council where appropriate action not taken

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

41. Engagement
42. Coordination
43. Mise en oeuvre
44. Rapport annuel
45. Consultations et négociations avec les provinces

PARTIE VIII

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES

46. Mission du Conseil du Trésor
47. Rapport du secrétaire du Conseil du Trésor
48. Rapport au Parlement

PARTIE IX

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Commissariat

49. Nomination du commissaire
50. Rang et non-cumul de fonctions
51. Personnel
52. Concours d'experts
53. Assimilation à fonctionnaire
54. Autonomie financière

Mandat du commissaire

55. Attributions du commissaire
56. Mission
57. Examen des règlements et instructions

Plaintes et enquêtes

58. Plaintes
59. Préavis d'enquête
60. Secret des enquêtes
61. Procédure
62. Pouvoir d'enquête
63. Clôture de l'enquête
64. Information des intéressés
65. Rapport au gouverneur en conseil

Reports to Parliament

66. Annual report
67. Special reports
68. Contents of report
69. Transmission of report

Delegation

70. Delegation by Commissioner

General

71. Security requirements
72. Confidentiality
73. Disclosure authorized
74. No summons
75. Protection of Commissioner

PART X

COURT REMEDY

76. Definition of "Court"
77. Application for remedy
78. Commissioner may apply or appear
79. Evidence relating to similar complaint
80. Hearing in summary manner
81. Costs

PART XI

GENERAL

82. Primacy of Parts I to V
83. Rights relating to other languages
84. Consultations
85. Draft of proposed regulation to be tabled
86. Publication of proposed regulation
87. Tabling of regulation
88. Permanent review of Act, etc., by parliamentary committee
89. Section 115 of *Criminal Code* not applicable
90. Parliamentary and judicial powers, privileges and immunities saved
91. Staffing generally
92. References in Acts of Parliament to the "official languages"
93. Regulations

Rapport au Parlement

66. Rapport annuel
67. Rapport spécial
68. Divulgation et précautions à prendre
69. Transmission des rapports au Parlement

Délégation

70. Pouvoir de délégation

Dispositions générales

71. Normes de sécurité
72. Secret
73. Divulgation
74. Non-assignation
75. Immunité

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

76. Définition de «tribunal»
77. Recours
78. Exercice de recours par le commissaire
79. Preuve — plainte de même nature
80. Procédure sommaire
81. Frais et dépens

PARTIE XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

82. Primauté sur les autres lois
83. Droits préservés
84. Consultations
85. Dépôt d'avant-projets de règlement
86. Publication des projets de règlement
87. Dépôt des projets de règlement
88. Suivi par un comité parlementaire
89. Précision
90. Privilèges parlementaires et judiciaires
91. Dotation en personnel
92. Mention de «langues officielles»
93. Règlement

PART XII

RELATED AMENDMENTS

94-98 Amendments to various Acts

PART XIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

99-104 Amendments to various Acts

PART XIV

TRANSITIONAL PROVISIONS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Transitional

105. Hearing of witnesses in official language of choice

106. Where sections 462.1 to 462.4 of *Criminal Code* not in force

107. Repeal of sections 97 and 98

108. Commissioner remains in office

109. Payments to Crown corporations

Repeal

110. Repeal of *Official Languages Act*

Coming into Force

111. Coming into force

PARTIE XII

MODIFICATIONS CONNEXES

94-98 Modification de certaines lois

PARTIE XIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

99-104 Modifications de certaines lois

PARTIE XIV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

105. Droit des témoins

106. Cas précédant l'entrée en vigueur des articles 462.1 à 462.4 du *Code criminel*

107. Abrogation des articles 97 et 98

108. Maintien en poste

109. Versements aux sociétés d'État

Abrogation

110. Abrogation

Entrée en vigueur

111. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

C-73

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-73

An Act to provide for the implementation of an agreement respecting Indian lands in Ontario

First reading, June 25, 1987

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT

C-73

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-73

Loi de mise en œuvre d'un accord concernant les terres indiennes de l'Ontario

Première lecture le 25 juin 1987

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

22327

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-73

PROJET DE LOI C-73

An Act to provide for the implementation of an agreement respecting Indian lands in Ontario

Loi de mise en œuvre d'un accord concernant les terres indiennes de l'Ontario

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Indian Lands Agreement (1986) Act*.

Titre abrégé

1. Titre abrégé : *Loi sur l'accord de 1986 concernant les terres indiennes.*

Definitions

"agreement" «*accord*»

"specific agreement" «*accord particulier*»

2. In this Act,

"agreement" means the agreement between the Government of Canada and the Government of Ontario set out in the schedule;

"specific agreement" means a specific agreement referred to in the agreement, entered into by the Government of Canada, the Government of Ontario and a band of Indians or group of bands of Indians pursuant to the agreement.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«accord» Accord conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario et figurant à l'annexe.

«accord particulier» Accord particulier visé à l'accord et conclu conformément à celui-ci entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario et une bande ou un groupe de bandes d'Indiens.

«accord» "*agreement*"

«accord particulier» "*specific agreement*"

Binding on Her Majesty

3. The agreement shall be binding on Her Majesty in right of Canada and the Governor in Council is hereby authorized to carry out the provisions of the agreement.

Obligation de Sa Majesté

3. L'accord lie Sa Majesté du chef du Canada et le gouverneur en conseil est autorisé à en mettre en oeuvre les dispositions.

Indian Act to apply

4. The *Indian Act* shall continue to apply to reserve lands and surrendered lands that are the subject of a specific agreement.

Application de la *Loi sur les Indiens*

4. La *Loi sur les Indiens* continue de s'appliquer aux terres des réserves et aux terres cédées faisant l'objet d'un accord particulier.

Regulations

5. The Governor in Council may make regulations respecting the procedures to be adopted for the confirmation of a specific agreement under paragraph 10(*a*) of the agreement.

Règlements

5. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant la procédure de ratification d'un accord particulier conformément à l'alinéa 10*a*) de l'accord.

Specific agreements

6. Where a band confirms a specific agreement pursuant to paragraph 10(*a*) or (*b*) of the agreement, the specific agreement and any notification from the council of the band referred to in paragraph 10(*b*) of the agreement bind all existing and future members of the band and the council of the band and its successors.

Coming into force

7. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Accords particuliers

6. Dans les cas où une bande ratifie un accord particulier conformément à l'alinéa 10*a*) ou *b*) de l'accord, cet accord particulier et tout avis du conseil de bande visé à l'alinéa 10*b*) de l'accord lient les membres présents et futurs de la bande, de même que le conseil de la bande et ses successeurs.

Entrée en vigueur

7. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

SCHEDULE
(*Section 2*)

THE 1986 INDIAN LANDS AGREEMENT

The Agreement witnesseth that the parties hereto have agreed as follows:

1. Definitions

(*a*) "Band", "Council of the Band", "Surrender", "Custom", and "Indian" have the same meaning as those words in the *Indian Act*, R.S.C. 1970, c. I-6, as the same may be amended from time to time;

(*b*) "land" includes any interest in land;

(*c*) "minerals" includes gold, silver and all other metals, precious and base, and coal, natural gas, oil, salt, sand and gravel;

(*d*) "1924 Agreement" means the agreement between Canada and Ontario dated March 24, 1924, and the statutes confirming it, i.e., Statutes of Canada, 14-15 George V, Chapter 48, and Statutes of Ontario, 14 George V, Chapter 15.

2. Ontario, Canada, and any band or group of bands may enter into specific agreements. Any one or more Bands may enter into one or more specific agreements.

3. A specific agreement may be entered into with respect to any matter or question relating to lands or natural resources, including any of the following:

(*a*) any matter dealt with in the 1924 Agreement;

(*b*) administration and control;

(*c*) the exercise, allocation or transfer or disposal of any interests in lands or natural resources;

(*d*) minerals, mineral rights and royalties, and the disposition or taxation of any of them;

(*e*) hydro powers;

(*f*) disposition of lands or natural resources;

(*g*) consequences of extinction or enfranchisement of a band;

(*h*) disposition of any monies;

(*i*) the non-applicability of any section or sections of the 1924 Agreement;

(*j*) any other provision required for the implementation of a specific agreement.

4. The provisions of any specific agreement shall have effect upon confirmation. In the event of any inconsistency with the 1924 Agreement, the specific agreement shall supersede.

5. Neither this Agreement nor any specific agreement shall affect the validity of any treaty or surrender.

6. Canada and Ontario may enter into an agreement or agreements for the confirmation of patents issued or other dispositions of land by the other with respect to land, but no such agreement or confirmation shall in any way affect the

ANNEXE
(*article 2*)

ACCORD DE 1986 SUR LES TERRES INDIENNES

L'accord atteste que les parties se sont entendues sur ce qui suit :

1. Définitions

a) «bande», «cession», «conseil de la bande» «coutume» et «Indien» S'entendent au sens de la *Loi sur les Indiens*, chapitre I-6 des Statuts revisés de 1970, y compris ses modifications;

b) «minéraux» Sont compris parmi les minéraux l'or, l'argent et tous les autres métaux, précieux ou communs, de même que le charbon, le gaz naturel, le pétrole, le sel, le sable et le gravier;

c) «terre» Y sont assimilés les intérêts y afférents;

d) «traité de 1924» Traité conclu entre le Canada et l'Ontario et daté du 24 mars 1924, de même que les lois qui ont ratifié ce traité, soit la loi canadienne 14-15 George V, chapitre 48, et la loi ontarienne 14 George V, chapitre 15.

2. Le Canada, l'Ontario et toute bande ou tout groupe de bandes peuvent conclure un accord particulier. Une ou plusieurs bandes peuvent devenir parties à un ou à plusieurs accords particuliers.

3. Un accord particulier peut être conclu sur toute question concernant des terres ou des ressources naturelles, y compris :

a) toute question visée au traité de 1924;

b) toute question d'administration et de contrôle;

c) l'exercice, la répartition, le transfert ou l'aliénation de tout intérêt afférent à des terres ou à des ressources naturelles;

d) les minéraux, droits miniers et redevances, ainsi que leur cession ou leur imposition;

e) l'énergie hydro-électrique;

f) la cession des terres et des ressources naturelles;

g) les conséquences de l'extinction ou de l'émancipation d'une bande;

h) l'usage des sommes d'argent;

i) l'inapplicabilité d'un ou de plusieurs articles du traité de 1924;

j) toute autre question nécessaire à la mise en oeuvre d'un accord particulier.

4. Les dispositions des accords particuliers prennent effet dès leur ratification et l'emportent sur les dispositions incompatibles du traité de 1924.

5. Ni le présent accord ni les accords particuliers n'ont effet sur la validité d'un traité ou d'une cession.

6. Le Canada et l'Ontario peuvent conclure des accords ayant pour objet la ratification de concessions ou de toute autre cession de terres par l'une ou l'autre partie à l'égard de terres, mais aucun accord ou ratification de ce genre ne peut porter

rights of any band or the recourse which any band would, absent such agreement, have against any person or land, including the Crown and Crown lands.

7. If Canada has collected money or collects money on behalf of any band or bands pursuant to sales or other dispositions of land or interests in land, Ontario acknowledges that Canada may continue to administer that money for the use and benefit of the band or bands, but in no case shall money collected by Canada expressly on behalf of Ontario be deemed to be money collected by Canada on behalf of a band or bands.

8. This Agreement shall come into force when it is confirmed by the Parliament of Canada and the Legislature of Ontario and such confirmations come into force.

9. A specific agreement shall come into force when it is confirmed by Orders in Council of both Canada and Ontario and is confirmed by the band.

10. Confirmation by a band of a specific agreement shall take place

(*a*) by a Referendum conducted pursuant to regulations made by the Governor General in Council under the authority of the Act of Parliament implementing this agreement, or

(*b*) pursuant to the band's custom or constitution, provided that the Council of the band gives written notification to the Minister of Indian Affairs and Northern Development and to the Minister of Natural Resources for Ontario that confirmation took place pursuant to the band's custom or constitution, as the case may be.

11. Where a specific agreement affects or deals with lands, lands affected shall be described in a schedule to the specific agreement.

12. No specific agreement entered into by any band shall be binding upon any other band or have any effect on any other band unless it has been confirmed by that other band.

13. A specific agreement may be amended by the parties or their successors in the same manner as it was originally made.

atteinte aux droits ou recours que détiendrait une bande à l'égard de quiconque ou de terres, y compris la Couronne ou le domaine public.

7. Si le Canada a perçu ou perçoit des sommes d'argent pour le compte d'une bande ou de bandes à la suite de ventes ou autres formes d'aliénation de terres ou d'intérêts y afférents, l'Ontario reconnaît que le Canada peut continuer d'administrer ces sommes d'argent au profit et à l'usage de la bande ou des bandes en question, mais celles que le Canada perçoit expressément pour le compte de l'Ontario ne sont en aucun cas considérées comme perçues pour le compte de cette bande ou de ces bandes.

8. Le présent accord entre en vigueur à l'entrée en vigueur de sa ratification par le Parlement du Canada et par la Législature de l'Ontario.

9. Un accord particulier entre en vigueur à sa ratification tant par la bande que par décret en conseil du Canada et de l'Ontario.

10. Il y a ratification d'un accord particulier par une bande :

a) soit à la suite d'un référendum tenu en conformité avec les règlements que le gouverneur en conseil prend en application de la loi de mise en oeuvre du présent accord;

b) soit conformément à la coutume ou à la constitution de la bande, pourvu que le conseil de la bande donne au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et au ministre des Ressources naturelles de l'Ontario un avis écrit portant qu'il y a eu ratification conformément à la coutume ou à la constitution de la bande, selon le cas.

11. Dans les cas où un accord particulier concerne des terres ou produit des effets à l'égard de terres, celles-ci doivent faire l'objet d'une délimitation en annexe de l'accord particulier.

12. Un accord particulier conclu par une bande ne lie une autre bande ou n'a d'effet à son égard que si celle-ci l'a ratifié.

13. Les parties à un accord particulier ou leurs successeurs peuvent le modifier selon les modalités de sa conclusion.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-74

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

First reading, June 26, 1987

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

C-74

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

Première lecture le 26 juin 1987

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

22405—29-6-87

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

Declaration

It is hereby declared that the protection of the environment is essential to the well-being of Canada.

Preamble

WHEREAS the presence of toxic substances in the environment is a matter of national concern;

WHEREAS toxic substances, once introduced into the environment, cannot always be contained within geographic boundaries;

WHEREAS the Government of Canada in demonstrating national leadership should establish national environmental quality objectives, guidelines and codes of practice;

WHEREAS it is necessary to control the dispersal of nutrients in Canadian waters;

WHEREAS some of the laws under which federal lands, works and undertakings are administered or regulated do not make provision for environmental protection in respect of federal lands, works and undertakings;

AND WHEREAS Canada must be able to fulfil its international obligations in respect of the environment;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

Déclaration

Il est déclaré que la protection de l'environnement est essentielle au bien-être de la population du Canada.

Préambule

Attendu :

que la dispersion de substances toxiques dans l'environnement est une question d'intérêt national;

que les substances toxiques ayant pénétré dans l'environnement ne peuvent pas toujours être contenues à l'intérieur de limites géographiques;

que le gouvernement fédéral, à titre de chef de file national en la matière, se doit d'établir des objectifs, des directives et des règles de pratique nationaux visant la qualité de l'environnement;

qu'il est nécessaire de contrôler la dispersion des substances nutritives dans les eaux canadiennes;

que la législation régissant les ouvrages, entreprises, terres et eaux fédérales ne prévoit à leur égard aucune mesure de protection de l'environnement;

que le Canada se doit d'être en mesure de respecter ses obligations internationales en matière d'environnement,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the protection of the environment and of human life and health".

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé».

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Environmental Protection Act*.

ADMINISTRATIVE DUTIES

Duties of the Government of Canada

2. In the administration of this Act, the Government of Canada shall, having regard to the Constitution and laws of Canada,

(*a*) take both preventative and remedial measures in protecting the environment;

(*b*) give due regard in making economic and social decisions to the necessity of protecting the environment;

(*c*) act in cooperation with the governments of the provinces to protect the environment;

(*d*) encourage the participation of the people of Canada in the making of decisions that affect the environment;

(*e*) endeavour to establish nationally consistent levels of environmental quality;

(*f*) provide information to the people of Canada on the state of the Canadian environment; and

(*g*) apply knowledge, science and technology to resolve environmental problems.

INTERPRETATION

Definitions

3. (1) In this Act,

"air contaminant" *«contaminant...»* "air contaminant" means any solid, liquid, gas or odour or a combination of any of them that, if emitted into the ambient air, would create or contribute to the creation of air pollution;

"air pollution" *«pollution...»* "air pollution" means a condition of the ambient air, arising wholly or partly from the presence therein of one or more air contaminants, that

(*a*) endangers the health, safety or welfare of persons,

(*b*) interferes with normal enjoyment of life or property,

(*c*) endangers the health of animal life, or

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

Fonctions

2. Pour l'exécution de la présente loi, le gouvernement fédéral doit, compte tenu de la Constitution et des lois du Canada :

a) prendre des mesures préventives et curatives pour la protection de l'environnement;

b) prendre les décisions de portée économique et sociale en tenant compte de la nécessité de protéger l'environnement;

c) agir en collaboration avec le gouvernement des provinces pour la protection de l'environnement;

d) encourager la participation de la population du Canada à la prise des décisions qui touchent l'environnement;

e) s'efforcer d'établir des niveaux de qualité de l'environnement qui soient uniformes pour l'ensemble du territoire canadien;

f) mettre à la disposition de la population du Canada l'information relative à l'état de l'environnement du pays;

g) utiliser les connaissances acquises, la science et la technologie pour solutionner les problèmes relatifs à l'environnement.

DÉFINITIONS

Définitions

3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«air ambiant» *"ambient air"* «air ambiant» Atmosphère terrestre, à l'exclusion de l'air d'une structure fermée ou d'un espace souterrain.

«analyste» *"analyst"* «analyste» La personne, ou la personne faisant partie d'une catégorie désignée comme analyste en vertu du paragraphe 91(1).

«catégorie de substances» *"class of substances"* «catégorie de substances» Groupe d'au moins deux substances possédant :

a) soit la même portion de structure chimique;

b) soit des propriétés physico-chimiques ou toxicologiques semblables;

(d) causes damage to plant life or to property;

"ambient air" means the atmosphere surrounding the earth but does not include the atmosphere within a structure or within any underground space.

"analyst" means a person or member of a class of persons designated as an analyst under subsection 91(1);

"class of substances" means any two or more substances

(a) that contain the same portion of chemical structure,

(b) that have similar physico-chemical or toxicological properties, or

(c) for the purposes of sections 14 to 17, that have similar types of use;

"environment" means the components of the Earth and includes

(a) air, land and water,

(b) all layers of the atmosphere,

(c) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(d) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (a) to (c);

"inspector" means a person or member of a class of persons designated as an inspector under subsection 9(1);

"Minister" means the Minister of the Environment;

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;

"release" includes discharge, spray, inject, inoculate, abandon, deposit, spill, leak, seep, pour, emit, empty, throw, dump, place and exhaust;

"substance" means any distinguishable kind of organic or inorganic matter, whether animate or inanimate, that is capable of being dispersed in the environment or of entering into a combination with or otherwise forming part of the environment into matter that is capable of being so dispersed and includes

(a) any element or uncombined radical,

(b) any combination of elements of a particular molecular identity that occurs

(*d*) causes damage to plant life or to property;

"ambient air" «*air ambiant*»

"ambient air" means the atmosphere surrounding the earth but does not include the atmosphere within a structure or within any underground space.

"analyst" «analyste»

"analyst" means a person or member of a class of persons designated as an analyst under subsection 91(1);

"class of substances" «*catégorie de substances*»

"class of substances" means any two or more substances

(*a*) that contain the same portion of chemical structure,

(*b*) that have similar physico-chemical or toxicological properties, or

(*c*) for the purposes of sections 14 to 17, that have similar types of use;

"environment" «*environnement*»

"environment" means the components of the Earth and includes

(*a*) air, land and water,

(*b*) all layers of the atmosphere,

(*c*) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(*d*) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (*a*) to (*c*);

"inspector" «*inspecteur*»

"inspector" means a person or member of a class of persons designated as an inspector under subsection 91(1);

"Minister" «*ministre*»

"Minister" means the Minister of the Environment;

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;

"release" «*rejet*»

"release" includes discharge, spray, abandon, deposit, spill, leak, seep, pour, emit, empty, throw, dump, place and exhaust;

"substance" «*substance*»

"substance" means any distinguishable kind of organic or inorganic matter, whether animate or inanimate, that is capable of being dispersed in the environment or of being transformed in the environment into matter that is capable of being so dispersed and includes

(*a*) any element or uncombined radical,

(*b*) any combination of elements of a particular molecular identity that occurs

c) soit, aux seules fins des articles 14 à 17, les mêmes types d'utilisation.

«contaminant atmosphérique» ou «contaminant» «*contaminant atmosphérique*» ou «*contaminant*» "*air contaminant*"

«contaminant atmosphérique» ou «contaminant» Substance ou odeur — ou toute combinaison d'un solide, d'un liquide, d'un gaz ou d'une odeur — dont l'émission dans l'air ambiant polluerait l'atmosphère ou y contribuerait.

«émission» «*émission*» *French version only*

«émission» Émission d'un contaminant atmosphérique.

«environnement» «*environnement*» "*environment*"

«environnement» Les composants de la terre, notamment :

a) l'air, la terre et l'eau;

b) toutes les couches de l'atmosphère;

c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

d) l'interaction des systèmes naturels qui comprennent les composants visés aux alinéas *a*) à *c*).

«inspecteur» «*inspecteur*» "*inspector*"

«inspecteur» La personne, ou la personne faisant partie d'une catégorie désignée comme inspecteur en vertu du paragraphe 91(1).

«intermédiaire de réaction» «*intermédiaire de réaction*» "*transient reaction...*"

«intermédiaire de réaction» Substance qui est formée et éliminée au cours d'une réaction chimique.

«ministre» «*ministre*» "*Minister*"

«ministre» Le ministre de l'Environnement.

«pollution atmosphérique» «*pollution atmosphérique*» "*air pollution*"

«pollution atmosphérique» État de l'air ambiant causé, en tout ou en partie, par la présence de contaminants atmosphériques et qui met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être des êtres humains, fait obstacle à la jouissance normale de la vie ou des biens, menace la santé des animaux ou cause des dommages à la vie végétale ou aux biens.

«rejet» «*rejet*» "*release*"

«rejet» S'entend notamment du déchargement, de l'arrosage, de l'abandon, du dépôt, du déversement, de l'écoulement, du suintement, du versement, de l'émission, du vidage, du jet, du basculage, du placement et de l'évacuation.

«substance» «*substance*» "*substance*"

«substance» Toute matière organique ou inorganique, animée ou inanimée, distinguable susceptible soit de se disperser dans l'environnement, soit de s'y transformer en matière dispersable notamment :

in nature or as a result of a chemical reaction, and

(*c*) complex combinations of different molecules that originate in nature or are the result of chemical reactions but that could not practicably be formed by simply combining individual constituents,

and, except for the purposes of sections 28 to 35, includes

(*d*) substances specified in Schedule III,

(*e*) any mixture that is a combination of substances and does not itself produce a substance that is different from the substances that were combined,

(*f*) any manufactured item that is formed into a specific physical shape or design during manufacture and has, for its final use, a function or functions dependent in whole or in part on its shape or design, and

(*g*) any animate matter that is, or any complex mixtures of different molecules that are, contained in effluents, emissions or wastes that result from any work, undertaking or activity;

"transient reaction intermediate" *«intermédiaire de réaction»*

"transient reaction intermediate" means a substance that is formed and consumed in the course of a chemical process;

"undertaking" *Version anglaise seulement*

"undertaking" includes a business.

Meaning of "Ministers" and "either Minister"

(2) Where the word "Ministers" is used in this Act, it shall be construed as referring to both the Minister and the Minister of National Health and Welfare and where the expression "either Minister" is used in this Act, it shall be construed as referring to either the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

Class of substances

(3) For the purposes of this Act, other than subsection (1), "substance" includes a class of substances.

a) un élément ou un radical non combiné;

b) une combinaison d'éléments à l'identité moléculaire précise, survenant dans la nature ou par suite d'une réaction chimique;

c) des combinaisons complexes de molécules différentes, d'origine naturelle ou résultant de réactions chimiques, mais qui ne pourraient se former dans la pratique par la simple combinaison de leurs composants individuels;

la présente définition inclut, sauf pour l'application des articles 28 à 35, ce qui suit :

d) une substance inscrite à l'annexe III;

e) un mélange étant une combinaison de substances qui ne produit pas elle-même une substance différente de celles qui ont été combinées;

f) un article manufacturé auquel on a attribué une forme ou des caractéristiques matérielles précises pendant sa fabrication et qui a une ou plusieurs fonctions, dépendant en tout ou en partie de sa forme ou de ses caractéristiques, pour son utilisation finale;

g) une matière animée, ou des mélanges complexes de molécules différentes qui sont contenus dans les effluents, les émissions ou les déchets attribuables à des travaux, entreprises ou activités.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

(2) Dans la présente loi :

a) toute mention des «deux ministres» s'entend du ministre et du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social;

b) toute mention de «l'un ou l'autre ministre» s'entend du ministre ou du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Catégorie de substances

(3) Pour l'application de la présente loi, à l'exclusion du paragraphe (1), une substance comprend une catégorie de substances.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

ADVISORY COMMITTEES

Ministerial advisory committees

5. (1) For the purpose of carrying out their duties under this Act, the Ministers or either Minister may

(*a*) establish advisory committees to report to the Ministers or either Minister; and

(*b*) specify the functions that the committees are to perform and the manner in which those functions are to be performed.

Publication of report

(2) Subject to section 18, the Ministers shall make public the report, including the recommendations and reasons therefor, of a committee established under subsection (1).

Federal-provincial advisory committees

6. The Ministers or either Minister may, in cooperation with the governments of the provinces, establish federal-provincial advisory committees to advise the Ministers or either Minister on the exercise of the powers conferred by sections 7 and 36, paragraphs 37(1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) and (*q*) and sections 39 and 59.

SA MAJESTÉ

Obligation de Sa Majesté

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

COMITÉS CONSULTATIFS

Constitution

5. (1) Les deux ministres ou l'un ou l'autre ministre peuvent, pour l'accomplissement de la mission qui leur est confiée par la présente loi :

a) constituer des comités consultatifs chargés de faire rapport au ministre ou à l'un ou l'autre ministre;

b) préciser le mandat des comités ainsi que les modalités de son exercice.

Publication des rapports

(2) Sous réserve de l'article 18, les deux ministres rendent publics les rapports des comités, notamment leurs recommandations et les motifs à l'appui de celles-ci.

Comités consultatifs fédéro-provinciaux

6. Les deux ministres ou l'un ou l'autre ministre peuvent, en collaboration avec les gouvernements des provinces, constituer des comités consultatifs fédéro-provinciaux chargés de conseiller le ministre ou l'un ou l'autre ministre sur l'exercice des pouvoirs prévus aux articles 7 et 36, aux alinéas 37(1)*a*), *b*), *d*), *o*) et *q*) et aux articles 39 et 59.

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

Monitoring, research and publication

7. (1) The Minister may

(*a*) establish, operate and maintain a system of environmental quality monitoring stations;

(*b*) collect, process, correlate and publish on a periodic basis data on environmental quality in Canada from environmental quality monitoring stations and from any other appropriate source;

(*c*) conduct research and studies relating to the nature, transportation, dispersion, effects, control and abatement of environmental pollution and provide advisory and

PARTIE I

OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, DIRECTIVES ET RÈGLES DE PRATIQUE

Données environnementales et recherche

Contrôle, recherche et publication

7. (1) Le ministre peut :

a) constituer et exploiter un réseau de postes de contrôle de la qualité de l'environnement;

b) recueillir, traiter, mettre en corrélation et publier périodiquement les données sur la qualité de l'environnement du territoire canadien provenant de ces postes de contrôle et d'autres sources utiles;

c) mener des recherches et études sur la nature, le transport, la dispersion, les effets, le contrôle et la réduction de la pollution de l'environnement et fournir les

technical services and information related thereto;

(*d*) formulate comprehensive plans and designs for the control and abatement of environmental pollution and establish, operate and publicize demonstration projects and make them available for demonstration; and

(*e*) publish or otherwise distribute or arrange for the publication or distribution of

(i) pertinent information to inform the public in respect of all aspects of the quality of the environment, including the control and abatement of environmental pollution, and

(ii) a report on the state of the Canadian environment to be prepared on a periodic basis.

services techniques et conseil en conséquence et communiquer l'information pertinente;

d) formuler des programmes globaux de contrôle et de réduction de la pollution de l'environnement et mettre sur pied, exploiter et faire connaître des projets modèles et les mettres à la disposition du public;

e) prévoir la publication ou la distribution, ou l'effectuer :

(i) de renseignements pertinents destinés à l'information du public sur tous les aspects de la qualité de l'environnement, notamment le contrôle et la réduction de la pollution,

(ii) d'un rapport périodique sur l'état de l'environnement du territoire canadien.

Cooperation and agreements

(2) The Minister may

(*a*) in establishing a system of environmental quality monitoring stations, cooperate with the government of any province and with any person who has established or proposes to establish any such station; and

(*b*) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements for the operation or maintenance of environmental quality monitoring stations by the Minister on behalf of the government of a province or any person or for the operation or maintenance of any such station by the government of a province or any person on behalf of the Minister.

Collaboration fédéro-provinciale

(2) Le ministre peut :

a) collaborer, pour la constitution d'un réseau de postes de contrôle de la qualité de l'environnement, avec le gouvernement d'une province et avec une personne qui a constitué ou projeté de constituer un tel poste;

b) conclure, avec l'approbation du gouverneur en conseil, des ententes pour l'exploitation ou l'entretien par lui-même, pour le compte du gouvernement d'une province ou d'une personne, ou par tel gouvernement ou telle personne pour le compte du ministre.

Idem

(3) The Minister may, in exercising the powers conferred by paragraphs (1)(*b*) to (*e*), act alone or in cooperation with any government, government department or agency, institution or person and may sponsor or assist in any research, studies or planning and development by any government, institution or person in Canada in relation to the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution.

Collaboration avec d'autres organismes

(3) Le ministre peut exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les alinéas (1)*b*) à *e*) seul ou en collaboration avec un gouvernement, un ministère, une agence gouvernementale, une institution ou une personne et peut commanditer ou supporter les recherches, les études ou la planification et le développement effectués par un gouvernement, une institution ou une personne au Canada en ce qui concerne soit la qualité de l'environnement, soit le contrôle ou la réduction de la pollution de l'environnement.

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

Formulation by the Minister

8. (1) For the purposes of carrying out the Minister's functions and duties related to the quality of the environment, the Minister shall formulate

(*a*) environmental quality objectives specifying goals or purposes toward which an environmental control effort is directed, including goals or purposes stated in quantitative or qualitative terms;

(*b*) environmental quality guidelines specifying recommendations in quantitative or qualitative terms to support and maintain particular uses of the environment;

(*c*) release guidelines recommending limits, including limits expressed as concentrations or quantities, for the release of substances into the environment from works, undertakings or activities; and

(*d*) environmental codes of practice specifying procedures, practices or release limits for environmental control relating to works, undertakings and activities during any phase of their development and operation including the location, design, construction, start-up, closure, dismantling and clean-up phases and any subsequent monitoring activities.

Idem

(2) The objectives, guidelines and codes of practice referred to in subsection (1) shall relate to

(*a*) the environment;

(*b*) recycling, reusing, treating, storing, disposing of or reducing the release of substances into the environment; or

(*c*) works, undertakings or activities that affect or may affect the environment.

Consultation

(3) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister may

(*a*) consult with the government of any province, any government department or agency or any person interested in the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution; and

Formulation d'objectifs, de directives et de règles de pratique

Formulation par le ministre

8. (1) Le ministre formule, pour remplir sa mission relative à la qualité de l'environnement, ce qui suit :

a) des objectifs de qualité de l'environnement qui spécifient les buts et les fins, notamment en termes de quantité ou de qualité, en quête desquels sont à diriger les efforts de contrôle de l'environnement;

b) des directives de qualité de l'environnement, en termes quantitatifs ou qualitatifs, destinées à encourager ou à prolonger certains usages de l'environnement;

c) des directives de rejet qui recommandent des limites, notamment en termes de quantités ou de concentrations, au rejet de substances dans l'environnement à partir de travaux, entreprises ou activités;

d) des règles de pratique relatives à l'environnement qui précisent les procédures, pratiques ou limites de rejet pour le contrôle de l'environnement de travaux, d'entreprises ou d'activités au cours des divers stades de leur réalisation ou de leur exploitation, notamment la localisation, la conception, la construction, le début, la fin, le démantèlement et le nettoyage ainsi que les activités de contrôle subséquentes.

Idem

(2) Les objectifs, directives et règles de pratique visés au paragraphe (1) doivent traiter de ce qui suit :

a) de l'environnement;

b) du recyclage, de la réutilisation, du traitement, du stockage ou de l'élimination de substances ainsi que de la réduction de leur rejet dans l'environnement;

c) des ouvrages, entreprises ou activités qui touchent l'environnement ou sont susceptibles de le toucher.

Consultation

(3) Le ministre peut, pour l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le paragraphe (1) :

a) consulter le gouvernement d'une province, un ministère ou une agence ou une personne qui s'intéresse soit à la qualité de l'environnement, soit au contrôle ou à la réduction de la pollution;

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and municipal authorities and any interested persons described in paragraph (*a*).

b) organiser des conférences de représentants de l'industrie, des travailleurs, des autorités provinciales et municipales et de toute personne intéressée visée à l'alinéa *a*).

Formulation by the Minister of National Health and Welfare

9. (1) For the purpose of carrying out the functions and duties of the Minister of National Health and Welfare related to preserving and improving public health under this Act, the Minister of National Health and Welfare shall formulate objectives, guidelines and codes of practice with respect to the elements of the environment that may affect the life and health of the people of Canada.

Formulation par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

9. (1) Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social formule, pour remplir sa mission de protection de d'amélioration de la santé publique dans le cadre de la présente loi, des objectifs, des directives et des règles de pratique en ce qui concerne les éléments de l'environnement qui peuvent toucher la vie et la santé de la population du Canada.

Consultation

(2) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister of National Health and Welfare may

(*a*) consult with the governments of the provinces; and

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and municipal authorities and any persons interested in the preservation and improvement of public health.

Consultation

(2) Le ministre peut, pour l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le paragraphe (1) :

a) consulter le gouvernement de chaque province;

b) organiser des conférences réunissant les représentants de l'industrie, des travailleurs, des autorités provinciales et municipales ainsi que les personnes intéressées à la protection et à l'amélioration de la santé publique.

Publication

Publication

Publication of objectives, guidelines and codes of practice

10. The Governor in Council may publish, or give notice of, in the *Canada Gazette* any objectives, guidelines or codes of practice formulated under section 8 or 9.

Publication des objectifs, directives ou règles de pratique

10. Le gouverneur en conseil peut soit publier dans la *Gazette du Canada* les objectifs, directives ou règles de pratique formulées en vertu des articles 8 ou 9, soit en donner avis dans cette publication.

PART II

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Définition

Toxic substances

11. For the purposes of this Part, a substance is toxic if it is entering or may enter the environment in a quantity or concentration or under conditions

(*a*) having or that may have a significant immediate or long-term harmful effect on the environment that is likely to interfere with important biological processes;

(*b*) constituting or that may constitute a danger to the environment on which human life depends; or

Substance toxique

11. Pour l'application de la présente partie, une substance est toxique si elle pénètre ou peut pénétrer dans l'environnement en une quantité ou concentration ou en des conditions qui :

a) produisent ou peuvent produire, immédiatement ou éventuellement, un effet nocif sur l'environnement qui est susceptible de nuire aux grands processus biologiques;

(c) constituting or that may constitute a danger in Canada to human life or health.

Priority Substances

Priority Substances List

Publication of List

Consultation

Request for assessment

Consideration of request

Report on assessment

12. (1) The Minister shall compile and may amend from time to time a list, to be known as the Priority Substances List, and the List shall specify substances in respect of which the Ministers are satisfied priority should be given in assessing whether they are toxic or capable of becoming toxic.

(2) The Minister shall publish in the Canada Gazette the Priority Substances List and any amendments to the List.

(3) For the purpose of establishing the Priority Substances List, the Ministers may consult the governments of the provinces, members or representatives of any industrial sector, associations or persons concerned with environmental and health matters and any other persons.

(4) Any person may file in writing with the Minister a request that a substance be added to the Priority Substances List and the request shall state the reasons for adding the substance to the List.

(5) The Minister shall consider a request filed under subsection (4) and the Minister shall afterward inform the person who filed it of whether the Minister intends to add the substance to the List.

13. (1) Where the Ministers assess whether a substance specified on the Priority Substances List is toxic or is capable of becoming toxic, the Ministers shall

(a) prepare a report of the assessment;

(b) make the report available to the public; and

(c) publish a summary of the report in the Canada Gazette, including a statement of whether the Ministers propose to recommend that

(c) constituent ou pouvant constituer un danger au Canada pour la vie humaine ou la santé;

Liste de substances prioritaires

Publication de la liste

Consultation

Demande d'évaluation

Examen de la demande

Rapport d'évaluation

12. (1) Les deux ministres établissent, et modifient au besoin, une liste dénommée Liste des substances prioritaires qui précise les cas des substances dont la nocivité pourrait faire l'évaluation de la priorité relative ou éventuelle.

(2) La ministre doit publier dans la Gazette du Canada la liste des substances prioritaires et ses modifications.

(3) Les deux ministres peuvent consulter, pour l'établissement de la liste, le gouvernement de chaque province, soit les personnes intéressées par les questions de santé et d'environnement, notamment les membres ou représentants de l'industrie ou d'associations, soit toute autre personne.

(4) Toute personne peut présenter au ministre par écrit une demande motivée d'adjonction d'une substance à la liste de substances prioritaires.

(5) Les deux ministres étudient la demande prévue au (4) et le ministre informe le demandeur de sa décision.

13. (1) Après avoir évalué la nocivité actuelle ou éventuelle d'une substance inscrite sur la liste, les deux ministres

a) préparent un rapport d'évaluation;

b) mettent le rapport à la disposition du public;

c) font publier un résumé du rapport dans la Gazette du Canada et une déclaration de ministre à savoir s'il recommande, à la fois

(i) que le nom de la substance soit rayé, au sens du paragraphe 35(1), sur

(*c*) constituting or that may constitute a danger in Canada to human life or health.

b) constituent ou peuvent constituer un danger pour l'environnement dont la vie humaine dépend;

c) constituent ou peuvent constituer un danger au Canada pour la vie humaine ou la santé.

Priority Substances

Liste de substances prioritaire

Priority Substances List

12. (1) The Ministers shall compile and may amend from time to time a list, to be known as the Priority Substances List, and the List shall specify substances in respect of which the Ministers are satisfied priority should be given in assessing whether they are toxic or capable of becoming toxic.

Liste de substances prioritaire

12. (1) Les deux ministres établissent, et modifient au besoin, une liste dénommée «Liste de substances prioritaire» qui précise le nom des substances dont ils jugent prioritaire l'évaluation de la toxicité actuelle ou éventuelle.

Publication of List

(2) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Priority Substances List and any amendments to the List.

Publication

(2) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* la liste de substances prioritaire et ses modifications.

Consultation

(3) For the purpose of establishing the Priority Substances List, the Ministers may consult the governments of the provinces, members or representatives of any industrial sector, associations or persons concerned with environmental and health matters and any other persons.

Consultation

(3) Les deux ministres peuvent consulter, pour l'établissement de la liste, le gouvernement de chaque province, soit les personnes intéressées par les questions de santé et d'environnement, notamment les membres ou représentants de l'industrie ou d'associations, soit toute autre personne.

Request for addition to list

(4) Any person may file in writing with the Minister a request that a substance be added to the Priority Substances List and the request shall state the reasons for adding the substance to the List.

Demande d'adjonction à la liste

(4) Toute personne peut présenter au ministre par écrit une demande motivée d'adjonction d'une substance à la liste de substances prioritaire.

Consideration of request

(5) The Ministers shall consider a request filed under subsection (4) and the Minister shall afterward inform the person who filed it of whether the Minister intends to add the substance to the List.

Étude de la demande

(5) Les deux ministres étudient la demande présentée en vertu du paragraphe (4) et le ministre informe le demandeur de sa décision.

Report of assessment

13. (1) Where the Ministers assess whether a substance specified on the Priority Substances List is toxic or is capable of becoming toxic, the Ministers shall

(*a*) prepare a report of the assessment;

(*b*) make the report available to the public; and

(*c*) publish a summary of the report in the *Canada Gazette*, including a statement of whether the Ministers intend to recommend that

Rapport d'évaluation

13. (1) Après avoir évalué la toxicité actuelle ou éventuelle d'une substance inscrite sur la liste, les deux ministres :

a) préparent un rapport d'évaluation;

b) mettent le rapport à la disposition du public;

c) font publier un résumé du rapport dans la *Gazette du Canada* et une déclaration du ministre à savoir s'il recommande, à la fois :

(i) que le nom de la substance soit inscrite, en vertu du paragraphe 36(1), sur

(i) the substance be added under subsection 36(1) to the List of Toxic Substances in Schedule I, and

(ii) regulations be made under section 37 in respect of the substance.

la liste des substances toxiques de l'annexe I,

(ii) que la substance fasse l'objet de mesures réglementaires prévues à l'article 37.

Notice of objection

(2) Where the Ministers make an assessment referred to in subsection (1) and decide not to recommend that the substance be added to the List of Toxic Substances in Schedule I, any person may, within sixty days after publication of the decision in the *Canada Gazette*, file a notice of objection with the Minister requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reason for the objection.

Avis d'opposition

(2) Dans les cas où, à la suite de leur évaluation, les deux ministres ne recommandent pas l'inscription de la substance sur la liste de substances toxiques de l'annexe I, toute personne peut, dans les soixante jours suivant la publication de la décision dans la *Gazette du Canada*, déposer auprès du ministre un avis d'opposition réclamant la constitution d'une commission de révision en vertu de l'article 81 et énonçant les motifs de l'opposition.

Information

Information

Gathering of information

14. For the purpose of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, either Minister may

(*a*) collect data and conduct investigations respecting

(i) the nature of the substance,

(ii) the presence of the substance in the environment and the effect of its presence on the environment or on human life or health,

(iii) the extent to which the substance can become dispersed and will persist in the environment,

(iv) the ability of the substance to become incorporated and accumulate in biological tissues and to cause biological change,

(v) methods of controlling the presence of the substance in the environment, and

(vi) methods for testing the effects of the presence of the substance in the environment;

(*b*) correlate and evaluate any data collected pursuant to paragraph (*a*) and publish results of any investigations carried out pursuant to that paragraph; and

(*c*) provide information and consultative services and make recommendations respecting measures to control the presence of the substance in the environment.

Cueillette de renseignements

14. Lors de l'évaluation de la toxicité actuelle ou éventuelle d'une substance, l'un ou l'autre ministre peut :

a) recueillir des données et mener des enquêtes relatives :

(i) à la nature de la substance,

(ii) à la présence de la substance dans l'environnement et l'effet de cette présence sur l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(iii) à la mesure de la dispersion et de la durée de la présence de la substance dans l'environnement,

(iv) à la capacité de pénétration et d'accumulation de la substance dans les tissus biologiques ainsi que sa capacité de causer des modifications biologiques,

(v) aux méthodes de contrôle de la présence de la substance dans l'environnement,

(vi) aux méthodes d'expérimentation des effets de la présence de la substance dans l'environnement;

b) mettre en corrélation et évaluer les données recueillies en application de l'alinéa *a*) et publier le résultat des enquêtes menées en vertu de cet alinéa;

c) fournir des services d'information et de consultation et faire des recommandations concernant les mesures à prendre pour

contrôler la présence de la substance dans l'environnement.

Notice requiring information and samples

15. (1) For the purposes of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, the Minister may publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person described in the notice to provide the Minister with such information and samples referred to in subsection (2) as may be in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access.

Avis de demande de renseignements et d'échantillons

15. (1) Le ministre peut, afin d'évaluer la toxicité actuelle ou éventuelle d'une substance, faire publier, notamment dans la *Gazette du Canada*, un avis obligeant toute personne identifiée dans l'avis à lui communiquer les renseignements et échantillons visés au paragraphe (2) dont elle dispose ou auxquels elle peut normalement avoir accès.

Contents of notice

(2) A notice may require any information and samples that may permit the Ministers to assess whether a substance is toxic, including

(*a*) in respect of a substance, samples of the substance and information on the quantities, uses and composition of the substance; and

(*b*) in respect of a work, undertaking or activity, plans, specifications, studies and information on procedures.

Contenu de l'avis

(2) L'avis peut exiger les renseignements et échantillons utiles à l'évaluation par les deux ministres de la toxicité d'une substance, notamment :

a) à l'égard de la substance, des renseignements sur les quantités, les usages et la composition ainsi que des échantillons;

b) à l'égard d'ouvrages, d'entreprises ou d'activités, des plans, descriptions techniques, études et renseignements sur les méthodes.

Compliance with notice

(3) Every person to whom a notice is directed shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

Observation de l'avis

(3) Les destinataires de l'avis sont tenus de s'y conformer dans le délai suffisant qui leur est imparti.

Extension of time

(4) Notwithstanding subsection (3), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice is directed, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

Prorogation du délai

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire de l'avis, proroger le délai imparti pour l'observation de celui-ci.

Notice to the Minister

16. Where a person

(*a*) imports, manufactures, processes or distributes a substance for commercial purposes, or

(*b*) uses a substance in a commercial manufacturing or processing activity

and obtains information that reasonably supports the conclusion that the substance is toxic, the person shall forthwith provide the information to the Minister unless the person has actual knowledge that the Minister already has the information.

Notification du ministre

16. Les personnes suivantes qui obtiennent des renseignements susceptibles de mener à la conclusion qu'une substance est toxique sont tenues de les communiquer au ministre sans délai, sauf si elles constatent que le ministre est déjà saisi de ces renseignements :

a) la personne qui importe, fabrique, transforme ou distribue la substance à des fins commerciales;

b) la personne qui utilise la substance au cours d'une activité de fabrication ou de transformation commerciale.

Communication of information

17. (1) Where the Ministers have reason to suspect that a substance is toxic, the Min-

Communication de renseignements

17. (1) Si les deux ministres ont des motifs de soupçonner qu'une substance est

ister may, for the purpose of assessing whether the substance is toxic,

(*a*) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice and is engaged in an activity involving the substance to notify the Minister that the person is engaged in that activity;

(*b*) send a written notice to any person engaged in an activity involving the substance requiring that person to provide the Minister with such information as is specified in the notice and is in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access; and

(*c*) send a written notice to any person engaged in the importation or manufacturing of the substance or any product containing the substance requiring that person to conduct such tests as the Minister may specify in the notice.

toxique, le ministre peut prendre les mesures suivantes :

a) faire publier, notamment dans la *Gazette du Canada*, un avis obligeant une personne, identifiée dans celui-ci, qui se livre à des activités mettant en jeu cette substance, à l'en aviser;

b) envoyer aux personnes qui se livrent à des activités mettant en jeu cette substance un avis écrit les obligeant à leur communiquer, dans le but d'évaluer la toxicité de celle-ci, les renseignements y indiqués dont elles disposent ou auxquels elles peuvent normalement avoir accès;

c) envoyer aux personnes qui se livrent à l'importation ou à la fabrication de la substance, ou d'un produit la contenant, un avis écrit les obligeant à faire les essais que les deux ministres peuvent y préciser.

Compliance with notice

(2) Every person to whom a notice referred to in any of paragraphs (1)(*a*) to (*c*) is directed or sent shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

(2) Les destinataires des avis prévus par les alinéas (1)*a*) à *c*) sont tenus de s'y conformer dans le délai suffisant qui leur est imparti.

Observation de l'avis

Extension of time

(3) Notwithstanding subsection (2), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(*b*) or (*c*) has been sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire d'un des avis prévus par les alinéas (1)*b*) ou *c*), proroger le délai imparti pour l'observation de l'avis.

Prorogation du délai

Disclosure of Information

Divulgation de renseignements

Confidential business information

18. (1) For the purposes of sections 19 to 25, information is confidential business information if it consists of

(*a*) trade secrets;

(*b*) financial, commercial, scientific or technical information treated consistently in a confidential manner by the person who provided the information or on whose behalf it was provided;

(*c*) information the disclosure of which could reasonably be expected

(i) to result in a material financial loss to the person who provided the information or on whose behalf it was provided,

18. (1) Pour l'application des articles 19 à 25, les renseignements suivants sont confidentiels :

a) les secrets industriels;

b) les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques traités comme confidentiels de façon constante par leur auteur ou par la personne pour le compte de qui ils sont communiqués;

c) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement :

(i) d'entraîner des pertes financières notables à leur auteur ou à la personne

Renseignements confidentiels

(ii) to result in material financial gain to a third party, or

(iii) to prejudice the competitive position of the person who provided the information or on whose behalf it was provided; or

(*d*) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of the person who provided the information or on whose behalf it was provided.

pour le compte de qui ils sont communiqués,

(ii) d'entraîner des bénéfices financiers notables pour un tiers,

(iii) de compromettre la position concurrentielle de l'auteur ou de la personne pour le compte de qui ils sont communiqués;

d) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver des négociations menées par leur auteur, ou par la personne pour le compte de qui ils sont communiqués en vue de contrats ou à d'autres fins.

Exclusions

(2) Notwithstanding subsection (1), the following information is not confidential business information:

(*a*) general data on uses of a substance;

(*b*) safe handling precautions in respect of a substance;

(*c*) recommended methods for disposal and elimination of a substance;

(*d*) safety measures to be taken in case of accidents involving a substance;

(*e*) physical and chemical data that do not reveal the identity of a substance;

(*f*) summaries of health and safety data, including precise figures and interpretations; and

(*g*) the test methods and results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution unless the testing was done for a fee as a service to a person, a group of persons or an organization other than a federal government institution.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les renseignements suivants ne sont pas confidentiels : **Exceptions**

a) les données générales sur l'utilisation d'une substance;

b) les précautions de sécurité pour la manipulation d'une substance;

c) les méthodes recommandées d'aliénation et d'élimination d'une substance;

d) les mesures de sécurité à prendre en cas d'accident concernant une substance;

e) les données physiques et chimiques qui ne révèlent pas l'identité d'une substance;

f) le résumé des données de santé et de sécurité, y compris les chiffres et les interprétations précis;

g) les méthodes d'essai et les résultats des essais du produit ou des essais environnementaux effectués par une institution gouvernementale, ou pour son compte, sauf si l'essai a été effectué à titre onéreux pour le compte d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'un organisme autre qu'une institution fédérale.

Prohibition against disclosure

19. (1) Subject to subsections (2) and (3), no person shall disclose any information that is provided under this Act and is determined to be confidential business information under sections 20 to 23.

19. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), il est interdit de divulguer des renseignements communiqués en vertu de la présente loi et désignés confidentiels en vertu des articles 20 à 23. **Interdiction de divulgation**

Exceptions

(2) Information referred to in subsection (1) may be disclosed

(*a*) with the consent of the person who provided it or on whose behalf it was provided;

(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent être divulgués : **Exceptions**

a) avec le consentement de leur auteur ou de celui de la personne pour le compte de qui ils ont été communiqués;

(*b*) as may be necessary for the purposes of this Act;

(*c*) under an agreement between the Government of Canada and the government of a province or of a foreign country, or between the Minister and any other Minister of the Crown in right of Canada where

(i) the purpose of the agreement is the administration or enforcement of any law, and

(ii) the government of the province or foreign country or the other Minister undertakes to keep the information confidential.

b) selon les besoins de l'application de la présente loi;

c) sous le couvert d'un accord conclu entre le gouvernement fédéral et celui d'une province ou d'un pays étranger ou entre le ministre et un autre ministre de la Couronne du chef du Canada dans les cas suivants :

(i) l'accord vise l'exécution et le contrôle d'application d'une loi,

(ii) le gouvernement provincial ou étranger ou l'autre ministre s'engage à protéger la confidentialité des renseignements.

Idem

(3) The Minister may disclose information referred to in subsection (1) where

(*a*) the information is of a type described in paragraph 18(1) (*b*), (*c*) or (*d*);

(*b*) the disclosure is in the interest of public health, public safety or the protection of the environment; and

(*c*) the public interest in the disclosure clearly outweighs in importance any material financial loss or gain or any prejudice referred to in paragraph 18(1)(*c*).

Idem

(3) Le ministre peut divulguer les renseignements visés au paragraphe (1) dans les cas suivants :

a) les renseignements sont de la nature de ceux visés aux alinéas 18(1)*b*), *c*) ou *d*);

b) la divulgation est effectuée dans l'intérêt soit de la santé ou de la sécurité publique, soit de la protection de l'environnement;

c) le facteur intérêt public justifiant la divulgation est nettement plus important que le facteur pertes ou bénéfices financiers notables ou le préjudice visé à l'alinéa 18(1)*c*).

Application for determination

20. (1) A person who is required to provide information under this Act may, in writing, apply to the Minister to determine whether the information is confidential business information.

Demande de désignation

20. (1) La personne tenue de communiquer des renseignements en vertu de la présente loi peut demander par écrit au ministre de les désigner comme confidentiels.

Form and contents of application

(2) An application shall

(*a*) be in the prescribed form;

(*b*) specify the reasons suggesting that the information is confidential business information; and

(*c*) contain such other information as may be prescribed.

Forme et contenu de la demande

(2) La demande :

a) est présentée selon les modalités réglementaires;

b) énonce les motifs sur lesquels elle est fondée;

c) inclut les renseignements qui peuvent être prévus par règlement.

Information in application

(3) For the purposes of section 19, any information in respect of which an application is made under this section shall be deemed to be confidential business information until the time for filing a notice of objection under section 22 has elapsed or, if a notice of objection is filed within that time,

Confidentialité du contenu de la demande

(3) Pour l'application de l'article 19, les renseignements qui font l'objet de la demande prévue au présent article sont réputés confidentiels jusqu'à la fin du délai de dépôt d'un avis d'opposition en vertu de l'article 22 ou, s'il y a eu dépôt dans le délai, jusqu'à la décision de la commission de révision rendue en vertu de l'article 23.

a review panel has made a determination under section 23.

Review of application

21. (1) Within ninety days after receiving an application in accordance with section 20, the Minister shall

(*a*) review the application;

(*b*) determine whether the information is confidential business information; and

(*c*) notify the applicant in writing of the determination and the Minister's reasons for the determination.

Insufficient information

(2) Where the Minister considers that the information provided with an application is not sufficient to make a determination under paragraph (1)(*b*), the Minister may, in writing, request the applicant to provide such additional information as is specified in the request.

Failure to provide additional information

(3) Where an applicant fails to provide additional information within thirty days after a request is made under subsection (2) or within such further time as the Minister may allow,

(*a*) the application is terminated and the Minister shall notify the applicant in writing of the termination; and

(*b*) the information shall not be treated as confidential business information.

Notice of objection

22. (1) Where the Minister determines under subsection 21(1) that information is not confidential business information, the applicant may, within thirty days after being notified of the determination, file a notice of objection with the Minister stating the reasons for the objection.

Review Panel

(2) Where a notice of objection is filed within the time specified in subsection (1), the Minister shall establish a review panel in accordance with section 23 to inquire into whether the information in respect of which the notice is filed is confidential business information.

List of candidates for review panel

23. (1) For the purposes of establishing review panels under subsection 22(2), the Minister shall compile a list of names of persons from each of industry, labour and environmental public interest groups.

Étude de la demande

21. (1) Le ministre est tenu, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande :

a) d'étudier la demande;

b) de décider de la confidentialité des renseignements;

c) d'aviser par écrit le demandeur de sa décision et des motifs sur lesquels elle est fondée.

Renseignements insuffisants

(2) Le ministre peut, s'il estime que les renseignements communiqués à l'appui d'une demande sont insuffisants pour rendre une décision en vertu de l'alinéa (1)*b*), demander par écrit au demandeur les renseignements supplémentaires qu'il spécifie dans la demande.

Défaut du demandeur

(3) À défaut par le demandeur de communiquer les renseignements supplémentaires dans les trente jours suivant la demande ou dans le délai supérieur accordé par le ministre :

a) la demande est caduque et le ministre avise le demandeur par écrit de la caducité;

b) les renseignements ne sont pas considérés confidentiels.

Avis d'opposition

22. (1) Le demandeur dont les renseignements ne sont pas considérés confidentiels en application du paragraphe 21(1) peut, dans les trente jours après avoir été avisé de la décision du ministre, déposer auprès de celui-ci un avis d'opposition où sont énoncés les motifs de son opposition.

Commission de révision

(2) En cas d'avis d'opposition prévu au paragraphe (1), le ministre constitue une commission de révision conformément à l'article 23 qui est chargée d'enquêter sur la confidentialité des renseignements visés par l'avis.

Liste de candidats

23. (1) Le ministre établit, pour la constitution d'une commission de révision, une liste de candidats représentant respectivement l'industrie, les travailleurs et les groupes publics intéressés à l'environnement.

Composition of review panel

(2) A review panel shall consist of one representative from each of the Government of Canada, industry, labour and an environmental public interest group and the membership of the panel, other than the representative from the Government of Canada, shall be chosen from the list compiled under subsection (1).

Determination of review panel

(3) A review panel shall

(a) determine whether the information in respect of which an objection was made is confidential business information; and

(b) notify the Minister in writing of the determination and the reasons for the determination.

Notification

(4) The Minister shall notify in writing the person who filed an objection of the determination and the reasons for the determination.

Determination binding on Minister

(5) For the purpose of this Act, the determination of a review panel is final and binding on the Minister and on the person who filed the notice of objection in respect of which the determination was made.

Powers of review panel

(6) No determination of a review panel made under this section, or purporting to be made under this section, shall be

(a) questioned, reviewed, prohibited or restrained, or

(b) made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injunction, certiorari, prohibition, quo warranto or otherwise,

on any ground, including the ground that the determination is beyond the jurisdiction of the panel to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the panel for any reason exceeded or lost its jurisdiction.

Declaration of review panel

23. Where it is determined under subsection 21(1) or 21(3) that information is not confidential business information or where an application is withdrawn under subsection 21(3), the Minister shall, on the request in writing of the applicant within thirty days after receipt of notification of the determination or the termination, destroy all records of any information in respect of which the application was made or

Composition of review panel

(2) A review panel shall consist of one representative from each of the Government of Canada, industry, labour and an environmental public interest group and the members of the panel, other than the representative from the Government of Canada, shall be chosen from the list compiled under subsection (1).

Composition

(2) La commission de révision est composée d'un représentant du gouvernement fédéral et d'un candidat pour chaque entité visée au paragraphe (1); les membres de la commission, sauf le représentant du gouvernement fédéral, sont choisis parmi la liste établie en vertu du paragraphe (1).

Determination of review panel

(3) A review panel shall

(*a*) determine whether the information in respect of which an objection was made is confidential business information; and

(*b*) notify the Minister in writing of the determination and the reasons for the determination.

Décisions

(3) La commission de révision :

a) détermine la confidentialité des renseignements ayant fait l'objet d'un avis d'opposition;

b) avise le ministre par écrit de sa décision et des motifs sur lesquels elle est fondée.

Notification

(4) The Minister shall notify in writing the person who filed an objection of the determination and the reasons for the determination.

Notification

(4) Le ministre avise par écrit l'auteur de l'avis d'opposition de la décision de la commission de révision et des motifs sur lesquels elle est fondée.

Determination binding on Minister

(5) For the purpose of this Act, the determination of a review panel is final and binding on the Minister and on the person who filed the notice of objection in respect of which the determination was made.

Obligation du ministre

(5) Pour l'application de la présente loi, la décision d'une commission de révision est définitive et lie le ministre ainsi que l'auteur de l'avis d'opposition en cause.

No review by *certiorari* etc.

(6) No determination of a review panel made under this section, or purporting to be made under this section, shall be

(*a*) questioned, reviewed, prohibited or restrained, or

(*b*) made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injuction, *certiorari*, prohibition, *quo warranto* or otherwise,

on any ground, including the ground that the determination is beyond the jurisdiction of the panel to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the panel for any reason exceeded or lost its jurisdiction.

Aucune révision par *certiorari*, etc.

(6) Aucune décision d'une commission de révision rendue en vertu du présent article ou prétendue avoir été ainsi rendue :

a) ne peut être mise en question, révisée, interdite ou restreinte,

b) ne peut faire l'objet de procédures devant un tribunal soit sous forme d'injonction, *certiorari*, prohibition ou *quo warranto*, soit autrement,

pour quelque motif, y compris celui que la décision outrepasse la compétence de la commission de révision ou qu'au cours des procédures la commission a outrepassé ou perdu sa compétence.

Destruction of records

24. Where it is determined under subsection 21(1) or 23(3) that information is not confidential business information or where an application is terminated under subsection 21(3), the Minister shall, on the request in writing of the applicant within thirty days after receipt of notification of the determination or the termination, destroy all records of any information in respect of which the application was made if

Destruction de dossiers

24. En cas de décision rendue en vertu des paragraphes 21(1) ou 23(3) à l'effet que des renseignements ne sont pas confidentiels ou en cas de caducité d'une demande en vertu du paragraphe 21(3), le ministre détruit, sur demande écrite de l'auteur de la demande présentée dans les trente jours suivant la décision ou la caducité, toute mention des renseignements visés par la demande si, à la fois :

(*a*) the application was made in respect of a substance that is not specified on the Domestic Substances List; and

(*b*) the applicant undertakes not to manufacture or import the substance.

a) la demande vise une substance qui n'est pas inscrite sur la liste de substances intérieure;

b) le demandeur s'engage à ne pas fabriquer ni importer la substance.

Regulations

25. The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the criteria to be considered in determining whether information is confidential business information;

(*b*) prescribing the form of an application under subsection 20(1) and the other information that it must contain.

Règlements

25. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) fixer les critères à utiliser pour déterminer la confidentialité de renseignements;

b) fixer les modalités de la demande prévue au paragraphe 20(1) et les renseignements qui doivent y figurer.

Non-disclosure by Minister

26. Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister of National Defence may refuse to disclose under this Act any information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

Non-divulgation par le ministre

26. Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, le ministre de la Défense nationale peut refuser de divulguer en vertu de la présente loi les renseignements dont la divulgation est susceptible d'être préjudiciable à la défense ou à la sécurité du Canada ou d'un État allié ou associé au Canada.

Security requirements for disclosure

27. Any person who receives, obtains or has access to information under this Act shall comply with any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, persons who normally have access to and use of the information.

Sécurité de la divulgation

27. Toute personne qui reçoit, obtient ou a accès à de l'information en vertu de la présente loi est tenue de se conformer aux exigences de sécurité applicables aux personnes qui ont normalement accès à l'information et qui l'utilisent ainsi que de prêter le serment de secret pertinent.

Substances New to Canada

Substances nouvelles au Canada

Domestic Substances List

28. (1) The Minister shall compile a list, to be known as the Domestic Substances List, and the List shall specify all substances that the Minister is satisfied were, between January 1, 1984 and December 31, 1986,

(*a*) manufactured or imported into Canada by any person in a quantity of not less than 100 kg in any calendar year; or

(*b*) in Canadian commerce or used for commercial manufacturing purposes in Canada.

Liste de substances

28. (1) Le ministre établit une liste, dénommée «liste de substances intérieure», qui contient le nom des substances dont il est convaincu, qu'entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1986 :

a) ou bien elles ont été fabriquées ou importées au Canada par une personne en des quantités d'au moins 100 kg par année;

b) ou bien elles étaient dans le commerce au Canada ou y étaient utilisées à des fins de fabrication commerciale.

Non-domestic Substances List

(2) The Minister shall compile a list, to be known as the Non-domestic Substances List, and the List shall specify substances other than the substances referred to in subsection (1).

Liste de substances étrangère

(2) Le ministre établit une liste, dénommée «liste de substances étrangère», qui contient le nom de substances qui ne sont pas visées au paragraphe (1).

Amendment of Lists

(3) Where the Minister includes a substance on the Domestic Substances List and

Modification des listes

(3) Le ministre radie de la liste de substances intérieure une substance qu'il y a

subsequently learns that, between January 1, 1984 and December 1, 1986, the requirements set out in paragraphs (1)(*a*) and (*b*) were not met, the Minister shall delete the substance from the List and may add it to the Non-domestic Substances List.

inscrite s'il apprend ultérieurement que celle-ci ne répondait pas, entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1986, aux exigences des alinéas (1)*a*) ou *b*); il peut inscrire cette substance sur la liste de substances étrangère.

Publication of Lists

(4) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Domestic Substances List, the Non-domestic Substances List and any amendments to those Lists.

(4) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* la liste de substances intérieure, la liste de substances étrangère et leurs modifications.

Publication des listes

Manufacture or import of substances

29. (1) Where a substance is not specified in the Domestic Substances List, no person shall manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity unless

(*a*) the person has provided the prescribed information to the Minister before the commencement of the prescribed assessment period; and

(*b*) the period for assessing the substance under section 31 has expired.

29. (1) La fabrication ou l'importation par une personne d'une substance non inscrite sur la liste de substances intérieure en quantités supérieures à celles prévues par règlement est subordonnée à :

a) la fourniture par la personne des renseignements réglementaires au ministre avant le début du délai réglementaire d'évaluation;

b) l'expiration du délai d'évaluation de la substance prévu à l'article 31.

Fabrication ou importation

Transitional provisions

(2) Where a person has, between January 1, 1987 and the day on which subsection (1) comes into force, manufactured or imported a substance that is not specified on the Domestic Substances List, the person may manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity after the day on which subsection (1) comes into force if, within one hundred and eighty days after that day or within the prescribed period, the person provides to the Minister the prescribed information in respect of the substance.

(2) La personne qui, entre le 1er janvier 1987 et la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1), a fabriqué ou importé une substance non inscrite sur la liste de substances intérieure, peut fabriquer ou importer la substance en quantités supérieures à celles prévues par règlement après l'entrée en vigueur du paragraphe (1) si, dans les cent quatre-vingts jours suivant cette date ou au cours du délai réglementaire, elle fournit au ministre les renseignements réglementaires concernant la substance.

Disposition transitoire

Application

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of

(*a*) a substance that is manufactured or imported for a use that is regulated under any other Act of Parliament that provides for notice to be given prior to the manufacture, import or sale of the substance and for an assessment of whether it is toxic;

(*b*) transient reaction intermediates that are not isolated and are not likely to be released into the environment;

(*c*) polymers or co-polymers that differ from polymers or co-polymers on the

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

a) à une substance fabriquée ou importée en vue d'une utilisation réglementée en vertu d'une autre loi fédérale qui prévoit un préavis de fabrication, d'importation ou de vente et une évaluation de sa toxicité;

b) aux intermédiaires de réaction non isolés et, par conséquence, non susceptibles d'être rejetés dans l'environnement;

c) aux polymères et copolymères différents de ceux inscrits sur la liste de substances intérieure seulement quant à leur poids moléculaire ou au rapport qui existe

Application

Domestic Substances List only with respect to their molecular weight or ratio of constituent monomers, respectively; or

(*d*) substances produced when a substance undergoes a chemical reaction as a result of storage, environmental factors or the use to which the substance is put.

entre les monomères qui les constituent, respectivement;

d) aux substances découlant d'une réaction chimique à laquelle est soumise une substance en raison des conditions de son entreposage, de facteurs environnementaux ou de l'utilisation qui en est faite.

Waiver of information requirements

(4) On the request of any person to whom subsection (1) or (2) applies, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information if

(*a*) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to assess whether a substance is toxic; or

(*b*) a substance is to be used for prescribed purposes.

Dérogation

(4) Sur demande d'une personne visée aux paragraphes (1) ou (2), le ministre peut la soustraire à une exigence de renseignements réglementaires dans chacun des cas suivants :

a) si les deux ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour évaluer la toxicité de la substance;

b) la substance est destinée à utilisation pour des fins réglementaires.

Prohibition of activity

30. (1) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a substance has been manufactured or imported in contravention of subsection 29(1), the Minister may, in writing, require the prescribed information to be provided to the Minister and prohibit any activity involving the substance until the expiration of the period for assessing the substance under section 31.

Activités prohibées

30. (1) Le ministre peut, s'il est fondé à croire qu'une substance a été fabriquée ou importée en contravention du paragraphe 29(1), par écrit, exiger que les renseignements réglementaires lui soient communiqués et interdire toute activité où est utilisée la substance jusqu'à la fin du délai d'évaluation de celle-ci prévu à l'article 31.

Idem

(2) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a substance has been manufactured or imported in contravention of subsection 29(2), the Minister may, in writing, prohibit any activity involving the substance until the prescribed information is provided to the Minister.

Idem

(2) Le ministre peut, s'il est fondé à croire qu'une substance a été fabriquée ou importée en contravention du paragraphe 29(2), interdire par écrit toute activité où est utilisée la substance jusqu'à ce qu'il soit saisi des renseignements réglementaires.

Assessment of information

31. (1) Subject to subsection (2), the Ministers shall, within the prescribed assessment period, assess information provided under subsection 29(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Évaluation des renseignements

31. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les deux ministres évaluent, dans le délai d'évaluation réglementaire, les renseignements fournis sur une substance en vertu du paragraphe 29(1), ou qu'ils ont à leur disposition par ailleurs, afin de déterminer sa toxicité.

Idem

(2) Subject to subsections (3) and (4), the Ministers shall assess information provided under subsection 30(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Idem

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les deux ministres évaluent les renseignements fournis sur une substance en vertu du paragraphe 30(1), ou qu'ils ont à leur disposition par ailleurs, afin de déterminer sa toxicité.

Time for assessment

(3) An assessment of information under subsection (2) shall be made following the date on which the information is provided

Délai d'évaluation

(3) L'évaluation des renseignements prévue au paragraphe (2) est effectuée après la communication des renseignements dans

within a period that does not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

un délai qui n'est pas supérieur à celui du délai d'évaluation réglementaire.

Extension of assessment period

(4) Where the Ministers are of the opinion that further time is necessary to assess any information, the Ministers may, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), extend the period for assessing the information, but the extension shall not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

(4) S'ils estiment que l'évaluation de renseignements exige un délai plus long, les deux ministres peuvent, avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3), proroger ce délai d'un nombre de jours non supérieur à celui du délai réglementaire.

Prorogation du délai d'évaluation

Notification of extension

(5) Where the Ministers extend the period for assessing information, the Minister shall, before the expiry of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), notify the person who provided the information.

(5) En cas de prorogation du délai d'évaluation par le ministre, celui-ci en avise l'auteur des renseignements avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3).

Notification de la prorogation

Action to be taken after assessment

32. (1) Where the Ministers suspect that a substance is toxic, after assessing information provided under subsection 29(1) or 30(1) or otherwise available to them, the Minister may, before the expiration of the period for assessing the information,

(*a*) permit the person who provided the information to manufacture or import the substance subject to such conditions as the Ministers may specify;

(*b*) prohibit the person who provided the information from manufacturing or importing the substance; or

(*c*) request the person who provided the information to provide such additional information or conduct and submit the results of such testing as the Ministers consider necessary for the purpose of assessing whether the substance is toxic.

32. (1) Si les deux ministres soupçonnent qu'une substance est toxique après évaluation des renseignements communiqués en vertu des paragraphes 29(1) ou 30(1) ou qu'il ont à leur disposition par ailleurs, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation :

a) soit autoriser l'auteur des renseignements à fabriquer ou à importer la substance et assortir l'autorisation des conditions que les deux ministres précisent;

b) soit interdire à l'auteur des renseignements de fabriquer ou d'importer la substance;

c) soit obliger l'auteur à communiquer les renseignements supplémentaires ou à communiquer les résultats des essais supplémentaires que les deux ministres estiment indiqués pour évaluer la toxicité de la substance.

Mesures

Additional information or testing

(2) Where the Minister requests additional information or testing and test results under paragraph (1)(*c*), the person to whom the request is directed shall not manufacture or import the substance unless

(*a*) the person provides the additional information or conducts and submits the test results; and

(*b*) the period for assessing information under section 31 has elapsed or a period of ninety days after the additional information or test results were provided has elapsed, whichever is the later.

(2) La fabrication ou l'importation de la substance par la personne visée par les exigences des deux ministres en application de l'alinéa (1)*c*) est subordonnée aux conditions suivantes :

a) la personne communique les renseignements supplémentaires ou effectue les essais supplémentaires et rend compte des résultats;

b) le délai d'évaluation prévu à l'article 31 est expiré ou le délai de quatre-vingt-dix jours postérieur à la communication de renseignements ou des résultats d'essais

Renseignements ou essais supplémentaires

Variation of conditions and prohibitions

(3) The Minister may vary or rescind a condition or prohibition specified or imposed under paragraph (1)(*a*) or (*b*).

Expiry of prohibition

(4) Any prohibition on the manufacture or import of a substance imposed under paragraph (1)(*b*) expires two years after it is imposed or on the day on which regulations made under section 37 in respect of the substance come into force, whichever is the earlier.

Publication of conditions and prohibitions

(5) Where the Minister specifies conditions for or imposes a prohibition on the manufacture or import of a substance, the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice setting out the conditions or prohibition and the substance in respect of which they apply.

Amendment of Lists

33. (1) The Minister shall add a substance to the Domestic Substances List and, if it appears on the Non-domestic Substances List, delete it from that List where

(*a*) the Minister has been provided with information in respect of the substance under section 29 or 30 and any additional information or test results required under subsection 32(1);

(*b*) the Ministers are satisfied that the substance has been manufactured in or imported into Canada by the person who provided the information in excess of

(i) 1 000 kg in any calendar year,

(ii) an accumulated total of 5 000 kg, or

(iii) the quantity prescribed in respect of the substance; and

(*c*) no conditions have been imposed under paragraph 32(1)(*a*) in respect of the substance.

Idem

(2) Where the Minister adds a substance to the Domestic Substances List and subsequently learns that the substance was not manufactured or imported as described in subsection (1), the Minister shall delete the substance from the Domestic Substances List and, if it had been deleted from the Non-

supplémentaires est expiré, selon celui qui expire en dernier.

Modification des conditions ou interdictions

(3) Le ministre peut modifier ou annuler une condition ou une interdiction précisée ou imposée en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*).

Fin de l'interdiction

(4) Les interdictions de fabrication ou d'importation prévues à l'alinéa (1)*b*) prennent fin à la date d'entrée en vigueur des règlements d'application de l'article 37 pris à l'égard de la substance ou, au plus tard, deux ans après la date de l'interdiction.

Publication des conditions ou interdictions

(5) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis énonçant les conditions qu'il a précisées ou l'interdiction qu'il a imposée relativement à la fabrication ou à l'importation d'une substance donnée.

Modification des listes

33. (1) Le ministre inscrit une substance sur la liste de substances intérieure et, si elle figure sur la liste de substances étrangère, la radie de cette liste, si les conditions suivantes sont réunies :

a) il a reçu des renseignements concernant la substance en vertu des articles 29 ou 30 et des renseignements ou des résultats d'essai supplémentaires exigés en vertu du paragraphe 32(1);

b) les deux ministres sont convaincus que la substance a été fabriquée ou importée par l'auteur des renseignements en une quantité supérieure à :

(i) 1 000 kg au cours d'une année civile,

(ii) un agrégat de 5 000 kg,

(iii) la quantité réglementaire de la substance;

c) la substance n'est assortie d'aucune condition imposée en vertu de l'alinéa 32(1)*a*).

Idem

(2) Le ministre doit, s'il apprend que les conditions prévues au paragraphe (1) ne sont pas respectées à l'égard d'une substance, radier celle-ci de la liste de substances intérieure et l'inscrire sur la liste de substances étrangère, si elle a été radiée de celle-ci.

domestic Substances List, the Minister shall add it to that List.

Publication of masked name

34. Where the publication of the explicit chemical name of a substance would result in the release of confidential business information in contravention of section 19, the substance shall be identified by a name determined in the prescribed manner.

Regulations

35. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations

(*a*) establishing groups of substances for the purposes of the provision of information under section 29 or 30, including groups of biotechnology products, polymers, research and development substances and substances manufactured only for export;

(*b*) prescribing quantities of substances for the purposes of subsections 29(1) and (2) and 33(1);

(*c*) prescribing, with respect to any quantity of a substance, the type of information that shall be provided to the Minister under subsections 29(1) and (2) and section 30;

(*d*) prescribing the purposes for which a substance must be used so as to permit the waiver of information requirements under subsection 29(4);

(*e*) prescribing with respect to any substance referred to in subsection 29(1) the period within which the Ministers shall assess information under subsection 31(1);

(*f*) prescribing with respect to any substance referred to in subsection 29(2) the period within which the Ministers must be provided with information in respect of the substance;

(*g*) prescribing the conditions, test procedures and laboratory practices to be followed in developing test data on a substance in order to comply with the information requirements of section 29 or 30 or requests for information under paragraph 32(1)(*c*);

(*h*) prescribing the manner of determining a name for a substance for the purposes of section 34; and

34. Dans les cas où la publication de la dénomination chimique d'une substance entraîne la divulgation de renseignements confidentiels en contravention de l'article 19, la substance est identifiée par un nom déterminé de la manière réglementaire.

Publication d'un nom modifié

Règlements

35. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres, par règlement :

a) désigner des groupes de substances à des fins de communication des renseignements en application des articles 29 ou 30, notamment de produits de la biotechnologie, des polymères, des substances de recherche et de développement et des substances fabriquées seulement pour l'exportation;

b) fixer les quantités de substances pour l'application des paragraphes 29(1) et (2) et 33(1);

c) déterminer, à l'égard d'une quantité d'une substance, le type de renseignements à communiquer au ministre en vertu des paragraphes 29(1) et (2) et de l'article 30;

d) prévoir les fins pour lesquelles une substance peut être utilisée afin de justifier la dérogation aux exigences d'information prévues au paragraphe 29(4);

e) fixer le délai au cours duquel les deux ministres doivent évaluer, en vertu du paragraphe 31(1), les renseignements relatifs à une substance visée au paragraphe 29(1);

f) fixer, en ce qui concerne une substance visée au paragraphe 29(2), les renseignements à l'égard de celle-ci qui doivent être communiqués au ministre;

g) fixer les conditions, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire à suivre pour développer des données d'essai pour une substance afin d'observer les exigences d'information des articles 29 ou 30 ou les demandes de renseignements en vertu de l'alinéa 32(1)*c*);

h) fixer la manière de dénommer une substance pour l'application de l'article 34;

(*i*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 28 to 34.

i) prendre les autres mesures d'application des articles 28 à 34.

Prescribed asessment period

(2) For the purposes of sections 29 and 31, where no assessment period is prescribed with respect to a substance, the prescribed assessment period is ninety days before the day on which the substance is to be manufactured or imported.

(2) En l'absence d'un délai réglementaire d'évaluation d'une substance, ce délai est, pour l'application des articles 29 et 31, de quatre-vingt-dix jours antérieures à la fabrication ou à l'importation de la substance.

Délai d'évaluation réglementaire

Regulation of Toxic Substances

Réglementation des substances toxiques

Addition to List of Toxic Substances

36. (1) Subject to subsections (2) and (4), the Governor in Council may, if satisfied that a substance is toxic, on the recommendation of the Ministers, make an order adding the substance to the List of Toxic Substances in Schedule I.

36. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (4), le gouverneur en conseil peut, s'il est convaincu qu'une substance est toxique, prendre, sur recommandation des deux ministres, un décret d'inscription de la substance sur la liste des substances toxiques de l'annexe I.

Inscription sur la liste des substances toxiques

Effective date of order

(2) An order adding a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I is effective on the coming into force of regulations made under subsection 37(1) in respect of the substance.

(2) Un décret d'inscription d'une substance sur la liste de substances toxiques de l'annexe I prend effet à la date d'entrée en vigueur des règlements d'application du paragraphe 37(1) pris à l'égard de cette substance.

Prise d'effet

Deletion from List

(3) Subject to subsection (4), the Governor in Council may, if satisfied that the inclusion of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I is no longer necessary, on the recommendation of the Ministers, make an order

(*a*) deleting the substance from the List and deleting the type of regulations specified in the List as being applicable with respect to the substance; and

(*b*) revoking the regulations made under section 37 with respect to the substance.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le gouverneur en conseil peut, s'il est convaincu qu'une substance n'a plus à figurer sur la liste de substances toxiques de l'annexe I, sur recommandation des deux ministres, par écrit :

a) radier de la liste la substance et la mention du type de règlements qui s'y applique;

b) abroger les règlements d'application de l'article 37 à l'égard de la substance.

Radiation de la liste

Order subject to conditions

(4) Where a board of review is established under section 81 in relation to a substance, no order may be made under subsection (1) or (3) in relation to the substance until the board's report is received by the Ministers.

(4) La prise d'un décret en vertu des paragraphes (1) ou (3) est subordonnée à la réception par le ministre du rapport d'une commission de révision s'il en est une de constituée en vertu de l'article 81 à l'égard de la substance.

Réserve

Regulations

37. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an order has been made to add a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I, the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations with respect to the substance, including regulations providing for or imposing requirements respecting

37. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres, dans les cas où une substance a été, par décret, inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I, prendre des règlements concernant la substance, notamment des règlements

Règlements

(*a*) the quantity or concentration of the substance that may be released into the environment either alone or in combination with any other substance from any source or type of source;

(*b*) the places or areas where the substance may be released;

(*c*) the commercial, manufacturing or processing activity in the course of which the substance may be released;

(*d*) the manner and conditions under which the substance may be released into the environment, either alone or in combination with any other substance;

(*e*) the quantity of the substance that may be manufactured, processed, used, offered for sale or sold in Canada;

(*f*) the purposes for which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

(*g*) the manner and conditions under which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed or used;

(*h*) the quantities or concentrations in which the substance may be used;

(*i*) the quantities or concentrations of the substance that may be imported;

(*j*) the countries from or to which the substance may be imported or exported;

(*k*) the conditions under which, the manner in which and the purposes for which the substance may be imported or exported;

(*l*) the total, partial or conditional prohibition of the manufacture, use, processing, sale, offering for sale, import or export of the substance or a product containing the substance;

(*m*) the quantity or concentration of the substance that may be contained in any product manufactured, imported, exported or offered for sale in Canada;

(*n*) the manner in which and conditions under which and the purposes for which the substance or a product containing the substance may be advertised or offered for sale;

qui prévoient ou imposent des exigences concernant :

a) la quantité ou la concentration de celle-ci qui peut être rejetée dans l'environnement, seule ou combinée à une autre substance, ainsi que la source ou le type de sources d'un tel rejet;

b) les lieux ou régions où elle peut être rejetée;

c) les activités commerciales, de fabrication ou de transformation au cours desquelles la substance peut être rejetée;

d) les modalités et les conditions afférentes au rejet dans l'environnement de la substance, seule ou en combinaison avec une autre substance;

e) la quantité de celle-ci qui peut être fabriquée, transformée, utilisée, offerte en vente ou vendue au Canada;

f) les fins pour lesquelles la substance ou un produit qui en contient peut être importé, fabriqué, transformé, utilisé, offert en vente ou vendu;

g) les modalités et les conditions afférentes à l'importation, la fabrication, la transformation ou l'utilisation de la substance ou d'un produit qui en contient;

h) la détermination de la quantité ou la concentration en laquelle celle-ci peut être utilisée;

i) la quantité ou la concentration de celle-ci qui peut être importée;

j) les pays vers lesquels ou en provenance desquels la substance peut être exportée ou importée;

k) les conditions, les modalités et les fins de l'importation ou de l'exportation de la substance;

l) le bannissement total, partiel ou conditionnel de la fabrication, l'utilisation, la transformation, la vente, l'offre en vente, l'importation ou l'exportation de la substance ou d'un produit qui en contient;

m) la quantité ou la concentration de celle-ci que peut contenir un produit fabriqué, importé, exporté ou offert en vente au Canada;

(*o*) the manner in which and conditions under which the substance or a product or material containing the substance may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;

(*p*) the packaging and labelling of the substance or a product or material containing the substance;

(*q*) the manner, conditions, places and method of disposal of the substance or a product or material containing the substance, including standards for the construction, maintenance and inspection of disposal sites;

(*r*) the submission to the Minister, on request or at such times as are prescribed, of information relating to the substance;

(*s*) the maintenance of books and records for the administration of any regulation made under this section;

(*t*) the conduct of sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance and the submission of the results to the Minister;

(*u*) the submission of samples of the substance to the Minister;

(*v*) the methods and procedures for conducting sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance;

(*w*) circumstances or conditions under which the Minister may, for the proper administration of this Act, modify

(i) any requirement for sampling, analyses, tests, measurements or monitoring, or

(ii) the methods and procedures for conducting any required sampling, analyses, tests, measurements or monitoring; and

(*x*) any other matter necessary to carry out the purposes of this Part.

Exemption

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations providing for the exemption of the following activities from the application of this Part and any regulations made under it, namely,

n) les modalités, les conditions et le but de la publicité et de l'offre en vente de la substance ou d'un produit qui en contient;

o) les modalités et les conditions afférentes à l'entreposage, à l'étalage, au transport, à la manutention ou à l'offre de transport soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

p) l'emballage et l'étiquetage soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

q) les modalités, lieux et méthodes d'élimination soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des sites d'élimination;

r) la communication au ministre, sur demande ou au moment fixé par règlement, de renseignements concernant la substance;

s) la tenue de livres et de registres nécessaires à l'exécution de règlements d'application du présent article;

t) la prise d'échantillons, les analyses, les essais, la prise de mesures ou le contrôle de la substance et la présentation des résultats au ministre;

u) le dépôt d'échantillons de la substance auprès du ministre;

v) les méthodes et procédures de prise des échantillons, d'analyse, d'essai, de prise de mesures ou de contrôle de la substance;

w) les cas ou conditions de modification, pour l'exécution de la présente loi :

(i) des exigences de prise d'échantillons, d'analyse, d'essai, de prise de mesures ou de contrôle,

(ii) des méthodes et procédures de prise d'échantillons, d'analyse, d'essai, de prise de mesures ou de contrôle;

x) toute autre mesure d'application de la présente partie.

Dérogation

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres, soustraire à l'application de la présente partie et de ses règlements :

a) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, la transformation, le

(*a*) the import, export, manufacture, use, processing, transport, offering for transport, handling, packaging, labelling, advertising, sale, offering for sale, displaying, storing, disposing or releasing into the environment of any substance or a product or material containing any substance; and

(*b*) the release of any substance into the environment, for a period specified in the regulations, from any source or type of source.

a) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, la transformation, le transport, l'offre de transport, la manutention, l'emballage, l'étiquetage, la publicité, la vente, l'offre en vente, l'étalage, l'entreposage, l'élimination ou le rejet dans l'environnement soit d'une substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

b) le rejet dans l'environnement d'une substance provenant d'une source donnée, ou d'un type de sources donné, pendant une période de temps donnée.

Substances regulated under other Acts of Parliament

(3) The Governor in Council shall not make a regulation under subsection (1) in respect of any substance if, in the opinion of the Governor in Council, the regulation regulates an aspect of the substance that is regulated by or under any other Act of Parliament.

(3) Le gouverneur en conseil ne peut prendre un règlement en vertu du paragraphe (1) relativement à une substance, sauf s'il estime qu'un aspect n'est pas réglementé en vertu d'une autre loi du Parlement.

Substances réglementées en vertu d'une autre loi du Parlement

Consultation with provincial governments

(4) Except as provided in subsection 38(5), the Ministers shall not recommend to the Governor in Council a regulation under paragraph (1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) or (*q*) unless

(*a*) the Minister has offered to consult all the governments of the provinces within a period of at least thirty days in order to determine whether they are prepared to implement, by or under provincial law, provisions substantially the same as those contained in the regulation;

(*b*) the Minister has consulted all the governments of the provinces or thirty days have elapsed since the offer to consult was made; and

(*c*) the Minister is satisfied that not all the governments of the provinces are prepared to implement, by or under provincial law, provisions substantially the same as those contained in the regulation.

(4) Sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 38(5), les deux ministres ne peuvent recommander au gouverneur en conseil de prendre un règlement d'application en vertu des alinéas (1)*a*), *b*), *d*), *o*) ou *q*) sauf si, à la fois :

a) le ministre a offert au gouvernement de chaque province de le consulter dans un délai d'au moins trente jours afin de déterminer s'il est disposé à mettre en œuvre, dans le cadre du droit provincial, des dispositions analogues à celles qu'il recommande;

b) le ministre a consulté le gouvernement de chaque province ou un délai de trente jours s'est écoulé depuis l'offre de consultation;

c) le ministre est convaincu que pas tous les gouvernements des provinces sont disposés à mettre en œuvre, dans le cadre du droit provincial, des dispositions analogues à celles qu'il recommande.

Consultation des gouvernements provinciayux

Amendment to the List of Toxic Substances in Schedule I

(5) A regulation made under subsection (1) with respect to a substance may amend the List of Toxic Substances in Schedule I so as to specify the type of regulation that applies with respect to the substance.

(5) Un règlement d'application du paragraphe (1) pris à l'égard d'une substance peut modifier la liste de substances toxiques de l'annexe I de manière à indiquer le type de règlement qui s'applique à la substance.

Modification de la liste de substances toxiques de l'annexe I

Emergency orders

38. (1) Subject to subsections (2) and (3), where

(*a*) a substance

38. Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut prendre à l'égard d'une substance un arrêté d'urgence, comportant

Arrêtés d'urgence

(i) is not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I and the Ministers believe that it is toxic or,

(ii) if the substance is specified on that List, the Ministers believe that it is not adequately regulated, and

(*b*) the Ministers believe that immediate action is required to prevent a significant danger in Canada to the environment or to human life or health,

the Minister may make an emergency order in respect of the substance and the order may contain any provision that may be contained in a regulation made under subsection 37(1) or (2).

Consultation

(2) The Minister shall not make an emergency order in respect of a matter described in paragraph 37(1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) or (*q*) unless

(*a*) the Minister has offered to consult all the governments of the provinces within a period of at least twenty-four hours in order to determine whether they are prepared to take sufficient action to prevent the significant danger;

(*b*) the Minister has consulted with other Ministers of the Crown in right of Canada to determine whether any action can be taken under any other Act of Parliament to prevent the significant danger referred to in subsection (1);

(*c*) the Minister has consulted all the governments of the provinces or twenty-four hours have elapsed since the offer to consult was made; and

(*d*) the Minister is satisfied that not all the governments of the provinces are prepared to take sufficient action to prevent the significant danger and that such action cannot be taken under any other Act of Parliament.

Effect of order

(3) Subject to subsection (4), an emergency order has effect from the time it is made.

Approval of Governor in Council

(4) An emergency order ceases to have effect and shall be deemed not to have been made unless it is approved by the Governor in Council within fourteen days after it is made.

les mêmes dispositions qu'un règlement d'application des paragraphes 37(1) ou (2), lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la substance

(i) ou bien n'est pas inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I et le ministre la croit toxique,

(ii) ou bien est inscrite sur cette liste et les deux ministres estiment qu'elle n'est pas réglementée adéquatement;

b) les deux ministres estiment qu'une intervention immédiate est nécessaire pour faire face à un danger notable qui menace soit l'environnement, soit la vie humaine ou la santé.

Consultation

(2) Le ministre ne peut prendre un arrêté d'urgence à l'égard d'une matière visée aux alinéas 37(1)*a*), *b*), *d*), *o*) ou *q*) sauf si, à la fois :

a) il a offert au gouvernement de chaque province de le consulter dans un délai d'au moins vingt-quatre heures afin de déterminer s'il est disposé à prendre les moyens nécessaires pour faire face au danger notable;

b) il a consulté les autres ministres de la Couronne du chef du Canada afin de déterminer si des mesures peuvent être prises en vertu d'une autre loi fédérale pour faire face au danger notable visé au paragraphe (1);

c) il a consulté le gouvernement de chaque province ou un délai de vingt-quatres heures s'est écoulé depuis l'offre de consultation;

d) il est convaincu que pas tous les gouvernements des provinces sont disposés à prendre les mesures nécessaires pour faire face au danger notable et que ces mesures ne peuvent être prises en vertu d'une autre loi fédérale.

Effet de l'arrêté

(3) Sous réserve du paragraphe (4), l'arrêté d'urgence prend effet dès sa prise.

Approbation du gouverneur en conseil

(4) L'arrêté d'urgence cesse d'avoir effet et est réputé ne pas avoir été pris, sauf s'il est approuvé par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.

Recommendation of regulations

(5) Where the Governor in Council approves an emergency order, the Ministers shall, within ninety days after the approval, recommend to the Governor in Council

(*a*) that a regulation having the same effect as the order be made under section 37; and

(*b*) if the order was made in respect of a substance that was not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I, that the substance be added to that List under section 36.

Recommandation de règlements

(5) Le ministre doit, si le gouverneur en conseil approuve un arrêté d'urgence, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'approbation, recommander à celui-ci, à la fois :

a) la prise d'un règlement d'application de l'aticle 37 ayant le même effet que l'arrêté;

b) dans les cas où l'arrêté visait une substance non inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I, l'inscription de cette substance sur cette liste en vertu de l'article 36.

Exemption from *Statutory Instruments Act*

(6) An emergency order

(*a*) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*; and

(*b*) shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after it is approved under subsection (4).

Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

(6) Les arrêtés d'urgence :

a) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires*;

b) sont publiés dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant leur approbation en vertu du paragraphe (3).

Contravention of unpublished order

(7) No person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of an emergency order that, at the time of the alleged contravention, was not published in the *Canada Gazette* in both official languages unless it is proved that at the date of the alleged contravention reasonable steps had been taken to bring the purport of the order to the notice of those persons likely to be affected by it.

Contravention d'un arrêté non publié

(7) Nul ne peut être condamné pour une contravention à un arrêté d'urgence qui, à la date de la présumée contravention, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada* dans chaque langue officielle, sauf s'il est établi qu'à cette date les mesures nécessaires avaient été prises pour porter le contenu de l'arrêté à la connaissance des personnes susceptibles d'être touchées par celui-ci.

Expiry of order

(8) An emergency order expires when the regulations referred to in subsection (5) are made or two years after the order was made, whichever is the earlier.

Cessation d'effet de l'arrêté

(8) Les arrêtés d'urgence cessent d'avoir effet lors de la prise des règlements visés au paragraphe (5) ou, au plus tard deux ans après leur prise.

Release of Toxic Substances

Rejet de substances toxiques

Report and remedial measures

39. (1) Where there occurs or is a reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I in contravention of a regulation made under section 37, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances,

(*a*) subject to subsection (4) and any regulations made under paragraph 41(*b*), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation; and

(*b*) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to

Rapport et correctifs

39. (1) En cas de rejet ou d'imminence de rejet dans l'environnement d'une substance, inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I, en contravention d'un règlement d'application de l'article 37, toute personne visée au paragraphe (2) est tenue, aussitôt que possible en l'occurrence :

a) sous réserve du paragraphe (4) et des règlements d'application de l'alinéa 41*b*), de signaler la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement;

b) de prendre les mesures d'urgence, compatibles avec la sécurité publique, justifiables pour remédier à tout danger ou pour

remedy any dangerous condition or reduce or mitigate any danger to the environment or to human life or health that results from the release of the substance or may reasonably be expected to result if the substance is released.

éviter ou atténuer les effets négatifs de cette situation soit sur l'environnement, soit sur la vie humaine ou la santé qui résultent de ce rejet ou qui peuvent vraisemblablement en résulter si la substance est rejetée.

Application

(2) Subsection (1) applies to any person who

(*a*) owns or has charge of a substance immediately before its initial release or its likely initial release into the environment; or

(*b*) causes or contributes to the initial release.

Application

(2) Le paragraphe (1) s'applique à quiconque :

a) est soit propriétaire d'une substance, ou en a la charge, avant son rejet initial dans l'environnement;

b) soit cause le rejet initial, actuel ou vraisemblable, ou y contribue.

Report by property owner

(3) Where there occurs a release of a substance as described in subsection (1), any person, other than a person described in subsection (2), whose property is affected by the release and who knows that it is a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I shall, as soon as possible in the circumstances and subject to subsection (4), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation.

Rapport du propriétaire

(3) La personne, sauf celle visée au paragraphe (2), dont les biens sont touchés par un rejet visé au paragraphe (1) qui sait qu'il s'agit d'une substance inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I fait rapport, aussitôt que possible en l'occurrence et sous réserve du paragraphe (4), de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement.

Report to provincial official

(4) Where there are in force, by or under the laws of a province, provisions that the Governor in Council, by regulation, declares to be adequate for dealing with a release described in subsection (1), a report required by paragraph (1)(*a*) or subsection (3) shall be made to a person designated by the provincial provisions.

Rapport au fonctionnaire provincial

(4) En présence de dispositions en vigueur, dans le cadre du droit provincial, que le gouverneur en conseil déclare, par règlement, adéquates pour traiter du rejet visé au paragraphe (1), le rapport exigé en vertu de l'alinéa (1)*a*) ou du paragraphe (3) est effectué à la personne désignée en vertu des dispositions provinciales.

Intervention by inspector

(5) Where any person fails to take any measures required under subsection (1), an inspector may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.

Intervention de l'inspecteur

(5) Dans les cas où une personne omet de prendre les mesures imposées par le paragraphe (1), l'inspecteur peut les prendre, les faire prendre ou ordonner à une personne visée au paragraphe (2) de les prendre.

Limitation on power of direction

(6) Any direction of an inspector under subsection (5) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act of Parliament is void to the extent of the inconsistency.

Restriction

(6) L'ordre donné par l'inspecteur en vertu du paragraphe (5) qui est incompatible avec une exigence imposée par une autre loi fédérale, ou en vertu de celle-ci, est nul dans la mesure de cette incompatibilité.

Access to property

(7) Any inspector or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (5) may enter and have access to any place or property and may do such reasonable things as may be necessary in the circumstances.

Accès

(7) L'inspecteur ou la personne autorisée à prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (5), ou obligés de les prendre, ont accès à tout lieu, et peuvent y pénétrer, et peuvent prendre toutes les mesures justifiées par les circonstances.

(8) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by that subsection or who takes any measures authorized under subsection (5) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of providing assistance or advice or taking any measures under those subsections unless it is established that the person acted in bad faith.

(8) Quiconque, à l'exception de la personne visée au paragraphe (2), apporte son aide ou ses conseils pour l'intervention imposée par ce paragraphe ou autorisée par le paragraphe (5) n'encourt aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes accomplis ou les omissions imputables pour l'aide et les conseils apportés lors de cette intervention, sauf s'il est établi que la personne a agi de mauvaise foi.

Voluntary report

40. (1) Where a person has knowledge of the occurrence or reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified in the List of Toxic Substances in Schedule I, but the person is not required to report the matter under this Act, the person may report any information relating to the release or likely release to an inspector or to any person to whom a report may be made under section 39.

Rapport volontaire

40. (1) La personne non tenue au rapport en vertu de la présente loi, qui prend connaissance d'un rejet ou de l'imminence d'un rejet dans l'environnement d'une substance inscrite sur la liste de substances toxiques de l'annexe I peut communiquer les renseignements relatifs à cette situation à l'inspecteur ou à une personne à qui peut être fait le rapport prévu à l'article 39.

Request for confidentiality

(2) A person making a report under subsection (1) may request that the person's identity and any information that could reasonably reveal the identity not be released.

Confidentialité

(2) L'auteur du rapport prévu au paragraphe (1) peut demander que son identité et que les renseignements susceptibles de la révéler ne soient pas dévoilés.

Requirement for confidentiality

(3) Where a person makes a request under subsection (2), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal the identity, unless the person making the request authorizes the release in writing.

Protection

(3) Nul ne peut dévoiler ni faire dévoiler l'identité de l'auteur de la demande prévue au paragraphe (2) ou des renseignements susceptibles de la révéler, sauf si l'auteur de la demande autorise le dévoilement par écrit.

Regulations

41. The Governor in Council may make regulations

(*a*) designating persons for the purposes of paragraph 39(1)(*a*) and prescribing the form of the report to be made under that paragraph and the information to be contained in the report;

(*b*) prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under paragraph 39(1)(*a*);

(*c*) declaring provisions to be adequate for the purposes of subsection 39(4); and

(*d*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 39 and 40.

Règlements

41. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner le destinataire du rapport visé à l'alinéa 39(1)*a*) et fixer la forme du rapport et les renseignements à y porter;

b) prévoir les cas où ce rapport n'est pas obligatoire;

c) déclarer les dispositions adéquates pour l'application du paragraphe 39(4);

d) prendre toute autre mesure d'application des articles 39 et 40.

Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty

42. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and

42. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais et dépens entraînés

Recouvrement des frais et dépens par Sa Majesté

incidental to taking any measures under subsection 39(5) from

(*a*) any person referred to in paragraph 39(2)(*a*); and

(*b*) any person referred to in paragraph 39(2)(*b*) to the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

par les mesures prévues au paragraphe 39(5) de :

a) toute personne visée à l'alinéa 39(2)*a*);

b) toute personne visée à l'alinéa 20(2)*b*) dans la mesure où cette personne, par sa négligence, a causé le rejet ou y a contribué.

Idem

(2) The costs and expenses referred to in subsection (1) shall only be recovered to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances.

Idem

(2) Les frais et dépens visés au paragraphe (1) sont recouvrables dans la mesure où il peut être établi qu'ils sont justifiés dans les circonstances.

Joint and several liability

(3) Subject to subsection (4), the persons referred to in subsection (1) are jointly and severally liable for the costs and expenses referred to in that subsection.

Solidarité

(3) Sous réserve du paragraphe (1), les personnes visées au paragraphe (2) sont solidairement responsables des frais et dépens visés à ce paragraphe.

Limitation

(4) A person referred to in paragraph 39(2)(*b*) shall not be held liable under subsection (3) to an extent greater than the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Restriction

(4) La personne visée à l'alinéa 39(2)*b*) n'est responsable en vertu du paragraphe (3) que dans la mesure où, par sa négligence, elle a causé le rejet ou y a contribué.

Procedure

(5) A claim under this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in right of Canada in any court of competent jurisdiction.

Poursuites

(5) Les créances fondées sur le présent article et les frais de justice afférents peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant un tribunal compétent.

Recourse or indemnity

(6) This section does not limit or restrict any right of recourse or indemnity that a person may have against any other person.

Recours contre des tiers

(6) Le présent article ne limite pas les recours d'une personne contre un tiers.

Time limitation

(7) Where events giving rise to a claim under this section occur, no proceedings in respect of the claim may be instituted after two years from the date on which the events occur or become evident to the Minister, whichever is the later.

Prescription

(7) Les poursuites intentées en vertu du présent article se prescrivent par deux ans à compter de la date des événements en cause ou, au plus tard, de la date où le ministre en prend connaissance.

Remedial measures

43. Where, in respect of a substance or a product containing a substance, there is a contravention of this Part or any regulation made under this Part, the Minister may, in writing,

(*a*) direct any manufacturer, processor, importer or distributor of the substance or product to take any or all of the following measures:

(i) give public notice in a manner directed by the Minister of any danger

Mesures correctives

43. Dans les cas où une substance ou un produit qui contient une substance fait l'objet d'une contravention à la présente partie ou à ses règlements, le ministre peut, par écrit, prendre les mesures correctives suivantes :

a) ordonner à toute personne qui la fabrique, la transforme, l'importe ou la distribue de prendre les mesures suivantes :

(i) aviser le public, conformément aux instructions du ministre, du danger

to the environment or to human life or health posed by the substance or product,

(ii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every manufacturer, distributor or retailer of the substance or product, or

(iii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every person to whom the substance or product is known to have been delivered or sold; and

(*b*) direct any manufacturer, distributor, importer or retailer of the substance or product to take any or all of the following measures:

(i) replace the substance or product with one that does not pose a danger to the environment or to human life or health,

(ii) accept the return of the substance or product from the purchaser and refund the purchase price, or

(iii) any other measures for the protection of the environment or of human life or health.

qu'elle présente pour l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(ii) envoyer par la poste l'avis prévu au paragraphe (1) à toute personne qui la fabrique, la distribue ou la vend au détail,

(iii) envoyer par la poste l'avis prévu au paragraphe (1) à toute personne identifiable à qui il en a été livré ou vendu;

b) ordonner à toute personne qui la fabrique, la distribue, l'importe ou la vend au détail de :

(i) soit la remplacer par une substance qui ne présente pas de danger pour l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(ii) soit accepter de la reprendre de son acheteur et lui en rembourser le prix,

(iii) soit de prendre toute autre mesure de protection de l'environnement, la vie humaine ou la santé.

Export of Toxic Substances and Waste Materials

Exportation de substances toxiques et de déchets

List of Toxic Substances Requiring Export Notification

44. The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make an order adding to the List of Toxic Substances Requiring Export Notification in Schedule II any substance for which, in the opinion of the Governor in Council, a notice should be given under section 45, and may, in the same manner, delete any substance from that List.

Liste de substances toxiques d'exportation

44. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des deux ministres, par décret inscrire sur la liste de substances toxiques d'exportation de l'annexe II une substance que le gouverneur en conseil estime devoir faire l'objet de l'avis prévu à l'article 45 et peut ainsi radier une substance de cette liste.

Notice to foreign authority of export of substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification

45. (1) Where a person proposes to export a substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification in Schedule II to a country for the first time after

(*a*) the name of the substance is added to that List,

(*b*) any regulation is made or amended under this or any other Act of Parliament restricting or further restricting any activity relating to the substance, or

(*c*) the government of the country of destination takes any action to prevent the

Préavis à l'autorité étrangère — substance toxique

45. (1) La personne qui projète d'exporter une substance inscrite sur la liste de substances toxiques d'exportation de l'annexe II pour la première fois après :

a) l'inscription de la substance sur cette liste,

b) la prise ou la modification de règlements d'application de la présente loi ou d'une autre loi fédérale ayant pour effet de restreindre les activités concernant la substance,

c) la prise par le pays de destination de mesures visant à empêcher l'importaion de

import of the substance to that country and the Minister has published a notice of that action in the *Canada Gazette*,

the person shall, in the prescribed manner and form and within the prescribed period, give notice of the proposed export to the person or body designated by regulation.

la substance dans ce pays et la publication dans la *Gazette du Canada* par le ministre d'un avis de ces mesures,

doit aviser, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, la personne ou l'organisme désigné par règlement du projet d'exportation.

Information to accompany export

(2) Where a person exports a substance as described in subsection (1), the substance shall be accompanied in the prescribed manner by the prescribed information.

(2) La substance visée au paragraphe (1) qui est destinée à l'exportation doit être accompagnée des renseignements réglementaires présentés de la manière réglementaire.

Renseignements réglementaires

Notice to foreign authority of export of waste material

(3) Where a person proposes to export any waste materials that are dangerous goods within the meaning of the *Transportation of Dangerous Goods Act* to a country for the first time after this subsection comes into force, the person shall, in the manner and form prescribed and at least forty days before the date of the proposed export, give notice of the proposed export to the authority in the country of destination designated by regulation.

(3) La personne qui projète d'exporter des déchets qui sont des marchandises dangereuses au sens de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent paragraphe doit aviser, selon les modalités réglementaires au moins quarante jours avant l'exportation projetée, de ce projet l'autorité, désignée par règlement, du pays de destination.

Préavis à l'autorité étrangère — déchets

Copy to Minister

(4) A person who gives notice under this section shall, at the same time, send a copy of the notice to the Minister.

(4) La personne tenue de donner le préavis en expédie simultanément un exemplaire au ministre.

Exemplaire au ministre

Publication

(5) Where the Minister receives a copy of a notice of the proposed export of a substance under subsection (3), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* the name or specifications of the substance, the name of the exporter and the country of destination.

(5) Le ministre peut faire publier dans la *Gazette du Canada*, relativement à un préavis prévu par le présent article, le nom de la substance, de l'exportateur et du pays visé par l'exportation.

Publication

Regulations

(6) The Governor in Council may, for the purposes of this section, make regulations

(*a*) designating any authority, person or body to whom notice shall be given under this section;

(*b*) prescribing the contents of a notice, the period within which it shall be sent and the manner by which it shall be sent;

(*c*) prescribing the information that must accompany any export of a substance for which notice is required to be given under this section and prescribing the manner in which the information must accompany the substance; and

(*d*) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

(6) Pour l'application du présent article, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner le destinataire — l'autorité étrangère, la personne ou l'organisme — du préavis d'exportation;

b) prévoir le contenu du préavis et fixer le délai et les modalités de son acheminement du préavis;

c) prévoir les renseignements qui doivent accompagner les expéditions de substances dont il est donné préavis ainsi que les modalités de présentation de ces renseignements;

d) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

Règlements

Fuels

Prohibition

46. No person shall produce or import for use or sale in Canada or sell or offer for sale any fuel that contains an element, component or additive in a concentration or quantity that exceeds the concentration or quantity prescribed with respect to that element, component or additive in relation to the fuel.

Regulations

47. The Governor in Council may, for the purposes of section 46, make regulations

(*a*) prescribing, with respect to any fuel or fuel used for any purpose, the concentration or quantity of any element, component or additive that, in the opinion of the Governor in Council, if exceeded, would, on the combustion of the fuel in ordinary circumstances, result in a significant contribution to air pollution;

(*b*) requiring persons who produce or import any fuel for use or sale in Canada or who sell or offer for sale any fuel

(i) to maintain books and records necessary for the administration of section 46 and any regulations made under this section,

(ii) to submit samples of the fuel to the Minister,

(iii) to submit to the Minister, on request or at such time or times as are prescribed, such information as is prescribed regarding

(A) the quantity of the fuel produced, imported or sold,

(B) the chemical composition of the fuel,

(C) the adverse effects on the environment or on human life or health from combustion of the fuel, and

(D) the techniques that may be used to detect and measure elements, components and additives; and

(*c*) respecting the methods of taking samples for the purposes of subparagraph (*b*)(ii) including the period during which samples may be taken.

Combustibles

Interdiction

46. Il est interdit de produire ou d'importer, pour utilisation ou vente au Canada, ou de vendre ou d'offrir en vente un combustible qui contient un élément ou additif dont la quantité ou la concentration dépasse le seuil réglementaire.

Règlements

47. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, pour l'application de l'article 46 :

a) fixer la quantité ou la concentration de tout élément ou additif dans un combustible au delà de laquelle la combustion de celui-ci dans des conditions normales contribuerait sensiblement, à son avis, à la pollution atmosphérique au sens de la partie IV;

b) obliger les personnes qui produisent ou importent pour utilisation ou vente au Canada ou qui vendent ou offrent en vente un combustible :

(i) à tenir des livres et les registres nécessaires à l'application de l'article 46 et des règlements pris sous le régime du présent article,

(ii) à transmettre au ministre des échantillons du combustible,

(iii) à communiquer au ministre, sur demande ou conformément aux modalités réglementaires de temps, les renseignements réglementaires concernant :

(A) la quantité de combustible produite, importée ou vendue,

(B) la composition chimique du combustible,

(C) les effets nocifs de la combustion du combustible sur l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(D) les techniques de détection et de mesure des éléments, composants et additifs;

c) prendre des mesures concernant les méthodes de prélèvement des échantillons visés au sous-alinéa *b*)(ii), ainsi que toute période sur laquelle peut s'étendre ce prélèvement.

Notice of Objection

Publication of proposed orders and regulations

48. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under section 36, 37 or 44 or paragraph 47(*a*).

Notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the *Canada Gazette* under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

Avis d'opposition

Publication des projets de décret et de règlement

48. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par les articles 36, 37 ou 44 ou l'alinéa 47*a*).

Avis d'opposition

(2) Toute personne peut, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* d'un projet de décret ou de règlement visé au paragraphe (1) déposer un avis d'opposition auprès du ministre où est demandé l'établissement d'une commission de révision en vertu de l'article 81 et où est énoncé le fondement de la demande.

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

Definitions

49. In this Part,

"cleaning agent" *«agent de nettoyage»*

"cleaning agent" means any laundry detergent, dishwashing compound, household cleaner, metal cleaner, degreasing compound, commercial cleaner, industrial cleaner, phosphate compound or other substance intended to be used for cleaning purposes;

"nutrient" *«substance nutritive»*

"nutrient" means any substance or combination of substances that, if added to any waters in sufficient quantities, provides nourishment that promotes the growth of aquatic vegetation in those waters to such densities as to

(*a*) interfere with their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings, or

(*b*) degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings;

"water conditioner" *«conditionneur d'eau»*

"water conditioner" means any water softening chemical, anti-scale chemical, corrosion inhibiter or other substance intended to be used to treat water.

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

Définitions

49. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«agent de nettoyage» *"cleaning agent"*

«agent de nettoyage» Détersif pour la lessive ou pour la vaisselle, produit de nettoyage domestique, de nettoyage des métaux, de dégraissage, de nettoyage commercial ou industriel, composé de phosphate ou d'une autre substance destinée au nettoyage.

«conditionneur d'eau» *"water conditioner"*

«conditionneur d'eau» Produit chimique pour adoucir l'eau, produit chimique désincrustant, produit anticorrosif ou autre substance destinée au traitement de l'eau.

«substance nutritive» *"nutrient"*

«substance nutritive» Toute substance ou combinaison de substances qui, si elle est ajoutée à l'eau en quantité suffisante, y favorise la croissance de végétation aquatique à un degré tel :

a) qu'elle en réduit ou empêche l'utilisation par l'homme ou par les animaux, poissons ou plantes utiles à celui-ci;

b) qu'elle altère ou contribue à altérer la qualité de l'eau au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'homme ou pour les animaux, poissons ou plantes utiles à celui-ci.

Prohibition

Prohibition

50. (1) No person shall manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner that contains a prescribed nutrient in a concentration that is greater than the prescribed permissible concentration of that nutrient in that cleaning agent or water conditioner.

Regulations

(2) The Governor in Council may, for the purposes of this Part, make regulations

(*a*) prescribing nutrients;

(*b*) prescribing the permissible concentration of any prescribed nutrient in any cleaning agent or water conditioner;

(*c*) respecting the manner in which the concentration of any prescribed nutrient in a cleaning agent or water conditioner shall be determined; and

(*d*) requiring persons who manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner

(i) to maintain books and records for the proper administration of this Part and regulations made under this section, and

(ii) to submit samples of that cleaning agent or water conditioner to the Minister.

Interdiction

Interdiction

50. (1) Il est interdit de fabriquer pour utilisation ou vente au Canada ou d'importer un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau qui contient une substance nutritive désignée par règlement en une concentration supérieure à la concentration prévue par règlement.

Règlements

(2) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les substances nutritives;

b) fixer la concentration permise d'une substance nutritive désignée par règlement pour un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) prévoir le mode de détermination de la concentration d'une substance nutritive désignée par règlement pour un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

d) exiger des personnes qui fabriquent ou importent au Canada un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau :

(i) qu'elles tiennent les livres et registres nécessaires à la bonne application de la présente partie et des règlements pris sous le régime du présent article,

(ii) qu'elles soumettent des échantillons au ministre.

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

Definitions

51. In this Part,

"federal works or undertakings" *«ouvrage...»*

"federal works or undertakings" means any work or undertaking that is within the legislative authority of Parliament, including, without restricting the generality of the foregoing,

(*a*) a work or undertaking or business operated or carried on for or in connection with navigation and shipping,

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT, OUVRAGES, ENTREPRISES, TERRES ET EAUX FÉDÉRAUX

Définitions

Définitions

51. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«ouvrages ou entreprises fédérales» *"federal work or undertaking"*

«ouvrages ou entreprises fédérales» Les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs qui relèvent de la compétence législative du Parlement, notamment :

a) ceux qui se rapportent à la navigation et aux transports par eau, entre autres, à ce qui touche l'exploitation de

whether inland or maritime, including the operation of ships and transportation by ship,

(*b*) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking connecting any province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*c*) a line of ships connecting a province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*d*) a ferry between any province and any other province or between any province and any country other than Canada,

(*e*) airports, aircraft and commercial air services,

(*f*) a broadcast undertaking,

(*g*) a bank,

(*h*) a work or undertaking that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces, and

(*i*) a work or undertaking outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces;

"federal lands" *«terres...»*

"federal lands" means

(*a*) lands that belong to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has power to dispose and all waters on and air above such lands,

(*b*) those submarine areas, not within a province, adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater, and the water and air above those submarine areas, and

navires et le transport par navire partout au Canada;

b) les installations ou ouvrages, entre autres, chemins de fer, canaux ou liaisons télégraphiques reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province, et les entreprises correspondantes;

c) les lignes de transport par bateaux à vapeur ou autres navires, reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province, et les entreprises correspondantes;

d) les passages par eau entre deux provinces ou entre une province et un pays étranger;

e) les aéroports, aéronefs ou services aériens commerciaux;

f) les entreprises de radiodiffusion;

g) les banques;

h) les ouvrages ou entreprises qui, bien qu'entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur réalisation, déclarés par le Parlement être à l'avantage général du Canada ou de plusieurs provinces;

i) les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs d'activité ne ressortissant pas au pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales.

«terres et eaux fédérales» «terres et eaux fédérales» *"federal lands and waters"*

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que celle-ci a à sa disposition ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces terres;

b) les zones sous-marines, non comprises dans une province, adjacentes à la côte du Canada et s'étendant sur le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada soit jusqu'au rebord externe de la marge continentale, soit jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à l'aide desquelles la largeur de la mer territoriale du Canada est mesurée, en choisissant celui de ces prolongements qui est le plus long ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces zones sous-marines;

(*c*) reserves, surrendered lands or any other lands vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*.

c) les réserves, terres cédées ou autres terres appartenant à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens*.

Guidelines

Directives

Guidelines

52. For the purposes of carrying out the Minister's duties and functions related to the quality of the environment, the Minister may, with the approval of the Governor in Council, establish guidelines for use by departments, boards and agencies of the Government of Canada and, where appropriate, by corporations named in Schedule C to the *Financial Administration Act* and federal regulatory bodies in the exercise of their powers and the carrying out of their duties and functions.

Directives

52. Au titre de celles de ses fonctions qui portent sur la qualité de l'environnement, le ministre peut, par arrêté, avec l'approbation du gouverneur en conseil, donner des directives à l'usage des ministères, commissions et organismes fédéraux et, dans les cas indiqués, à l'usage des sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* et des organismes fédéraux de réglementation dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions.

Regulations

Règlements

Absence of regulations

53. Where no other Act of Parliament expressly provides for the making of regulations that result in the protection of the environment and apply to federal works or undertakings or federal lands, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and with the concurrence of the Minister of the Crown who has the administration and control of or duties and functions in relation to those works, undertakings or lands, make regulations applicable thereto for the protection of the environment.

Absence de mesures réglementaires

53. En l'absence de mesures réglementaires, prévues par une autre loi de Parlement, prévoyant expressément la protection de l'environnement des terres, eaux, ouvrages et entreprises fédérales, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, avec l'assentiment du ministre de qui relèvent ces terres, eaux, entreprises ou ouvrages, prendre des règlements applicables à ceux-ci en vue de la protection de cet environnement.

Plans and Specifications

Plans, Devis, etc.

Plans and specifications

54. For the purpose of section 53, the Minister may require from any person who carries on, or proposes to carry on, any federal work or undertaking, or any activity on federal lands, such plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity, together with such analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the environment that is or is likely to be affected by the work, undertaking or activity as will enable the Minister to determine the environmental impact that the work, undertaking or activity will have.

Plans, devis, etc.

54. Pour l'application de l'article 53, les personnes qui soit exploitent ou se proposent d'exploiter des ouvrages ou entreprises fédérales, soit exercent d'autres activités de nature à entraîner le rejet de substances dans l'environnement, doivent, à la demande du ministre, lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, programmes, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant les ouvrages, entreprises ou activités, ainsi que les analyses, évaluations d'échantillons, études ou autres renseignements concernant l'environnement menacé, qui lui permettront d'établir si les ouvrages, entreprises ou activités produisent un effet sur l'environnement.

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

Recommendation of regulations respecting international pollution

55. (1) Subject to subsection (2), where the Ministers have reason to believe that an air contaminant emitted into the ambient air, either alone or in combination with any other air contaminant, by a source or by sources of a particular class or classes in Canada

(*a*) creates or may reasonably be anticipated to create air pollution in a country other than Canada, or

(*b*) results in or is likely to result in the violation of an international agreement entered into by the Government of Canada in relation to the control or abatement of pollution,

the Minister shall recommend to the Governor in Council regulations with respect to the source or sources for the purpose of controlling or preventing the air pollution or correcting or preventing the violation.

Consultation with provincial governments

(2) The Minister shall not make a recommendation under subsection (1) with respect to a source or sources, other than a federal work or undertaking as defined in section 51, unless

(*a*) the Minister has endeavoured, through consultation with the government of each province in which the source or sources are situated, to determine whether the air pollution referred to in paragraph (1)(*a*) can be controlled or prevented or the violation referred to in paragraph (1)(*b*) can be corrected or prevented by any steps that the government of the province may cause to be taken under its laws;

(*b*) where the Minister determines under paragraph (*a*) that the air pollution can be controlled or prevented or the violation can be corrected or prevented, the Minister endeavours to bring about this result, but is unsuccessful;

(*c*) notification of any notice of objection made under subsection 56(2) has been forwarded to the government of each province referred to in paragraph (*a*); and

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

Recommandation

55. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'ils ont des motifs de croire qu'un contaminant émis dans l'air ambiant, seul ou en combinaison avec un autre contaminant, par des sources canadiennes de diverses catégories :

a) soit pollue ou est susceptible de polluer l'atmosphère dans un pays étranger,

b) soit constitue ou est susceptible de constituer une violation d'un accord international conclu par le gouvernement du Canada en matière de contrôle et de réduction de la pollution,

les deux ministres doivent recommander au gouverneur en conseil la prise, à l'égard de ces sources, de règlements soit de contrôle ou de prévention de la pollution, soit de correction ou prévention des violations.

Consultation des gouvernements provinciaux

(2) Le ministre ne peut faire la recommandation prévue au paragraphe (1) à l'égard de sources, autres qu'un ouvrage ou une entreprise fédérale, sauf si :

a) il s'est efforcé, par consultation du gouvernement de chaque province où sont situées les sources, de déterminer si la pollution atmosphérique visée à l'alinéa (1)*a*) peut être contrôlée ou empêchée ou si la violation visée à l'alinéa (1)*b*) peut être corrigée ou empêchée par les mesures que ce gouvernement peut faire prendre dans le cadre du droit de la province;

b) les dispositions de l'alinéa *a*) ayant été mises en œuvre, le résultat escompté n'a pas été atteint;

c) il y a eu notification de chaque province visée à l'alinéa *a*) d'un avis d'opposition déposé en vertu du paragraphe 56(2);

d) les deux ministres ont pris en compte les commentaires ou avis d'opposition déposés en vertu du paragraphe 56(2).

(*d*) the Ministers have taken into account any comments or notice of objection made under subsection 56(2).

Publication of proposed regulations

56. (1) Where the Minister proposes to recommend regulations to the Governor in Council under subsection 55(1), the Minister shall

(*a*) publish a copy of the proposed regulations in the *Canada Gazette*; and

(*b*) notify the government of any country that would be affected by or benefit from the regulations.

Publication des projets de règlement

56. (1) Le ministre, lorsqu'il envisage de recommander en vertu du paragraphe 55(1) la prise de règlements :

a) fait publier le projet de règlement dans la *Gazette du Canada*;

b) avise le gouvernement de tout pays touché par un projet de règlement.

Comments or notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of any proposed regulations under paragraph (1)(*a*), any person or the government of any country that would be affected by or benefit from the proposed regulations may file with the Minister,

(*a*) comments in writing; or

(*b*) a notice of objection requesting the establishment of a board of review under section 81 and stating the reasons for the objection.

Commentaires ou avis d'opposition

(2) Dans les soixante jours suivant la publication visée à l'alinéa (1)*a*), les personnes ou gouvernements d'un pays touchés par le projet de règlement peuvent déposer auprès du ministre :

a) des commentaires par écrit;

b) un avis d'opposition où est demandée la constitution d'une commission de révision en vertu de l'article 81 et où sont énoncés les motifs de l'opposition.

Regulations

57. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may make

(*a*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(*a*) if the Governor in Council is satisfied that the country referred to in that paragraph has granted Canada substantially the same rights with respect to the prevention or control of air pollution as are granted to that country under this Part;

(*b*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(*b*); and

(*c*) regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut prendre :

a) le règlement recommandé par le ministre pour les motifs prévus à l'alinéa 55(1)*a*), si le gouverneur en conseil est convaincu que le pays visé à ce paragraphe a accordé au Canada des droits relatifs à la prévention ou au contrôle de la pollution atmosphérique essentiellement réciproques à ceux accordés à ce pays en application de la présente partie;

b) le règlement recommandé par le ministre pour les motifs prévus à l'alinéa 55(1)*b*);

c) toute autre mesure réglementaire d'application de la présente partie.

Requirement to be satisfied that Minister's endeavour was reasonable

(2) Where the Minister has, in respect of regulations recommended under subsection 55(1), unsuccessfully endeavoured to bring about the result described in paragraph 55(2)(*b*), the regulations shall not be made unless the Governor in Council is satisfied that the Minister's endeavour was reasonable.

Efforts du ministre

(2) Dans les cas d'insuccès du ministre visés à l'alinéa 55(2)*b*), le gouverneur ne prend les règlements recommandés en vertu du paragraphe 55(1) que s'il est convaincu que le ministre a fait les efforts nécessaires dans les circonstances.

Prohibition

58. No person shall operate a source of an air contaminant in contravention of any regulation made under section 57.

Interdiction

58. Nul ne peut exploiter une source de contaminants atmosphériques en contravention des règlements d'application de l'article 57.

Plans and specifications

59. Where a person carries on or proposes to carry on a work, undertaking or activity that results or may result in the emission of an air contaminant into the ambient air, the person shall, at the request of the Minister for the purposes of section 55 and within such reasonable time as the Minister may specify, provide the Minister with plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity and with analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the air contaminant.

59. Les personnes qui exploitent ou se proposent d'exploiter des ouvrages, entreprises ou des activités de nature à entraîner l'émission d'un contaminant dans l'air ambiant doivent, à la demande du ministre pour l'application de l'article 55 et dans le délai raisonnable que celui-ci peut préciser, lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, analyses, échantillons ou autres renseignements relatifs à l'ouvrage, l'entreprise ou l'activité et les analyses, échantillons, évaluations, études ou autres renseignements relatifs au contaminant atmosphérique.

Plans, devis, etc.

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

Definitions

60. (1) In this Part,

Définitions

60. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

"aircraft" «*aéronef*»

"aircraft" means any machine used or designed for navigation of the air, but does not include a machine designed to derive support in the atmosphere from reactions against the earth's surface of air expelled from the machine;

«aéronef» Tout appareil utilisé ou conçu pour la navigation aérienne, à l'exclusion des appareils conçus pour se maintenir dans l'atmosphère grâce à la réaction, sur la surface de la terre, de l'air qu'ils expulsent.

«aéronef» "*aircraft*"

"Canadian aircraft" «*aéronef canadien*»

"Canadian aircraft" means an aircraft registered under an Act of Parliament;

«aéronef canadien» Aéronef immatriculé en application d'une loi fédérale.

«aéronef canadien» "*Canadian aircraft*"

"Canadian ship" «*navire canadien*»

"Canadian ship" means a ship registered pursuant to an Act of Parliament;

«capitaine» Est assimilé au capitaine quiconque a le commandement ou la responsabilité d'un navire, sauf le pilote.

«capitaine» "*master*"

"contracting party" «*partie ...*»

"contracting party" means a state that is a contracting party to the Convention;

«Convention» La *Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets* signée par le Canada le 29 décembre 1972.

«Convention» "*Convention*"

"Convention" «*Convention*»

"Convention" means the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and other Matter signed by Canada on December 29, 1972;

«immersion»

a) Le rejet délibéré de substances à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer, notamment leur rejet consécutif à l'incinération ou à l'emploi d'autres moyens de dégradation thermique;

«immersion» "*dumping*"

"dumping" «*immersion*»

"dumping" means

(*a*) the deliberate disposal at sea from ships, aircraft, platforms or other man-made structures, including disposal by

incineration or other thermal degradation, of any substance, or

(*b*) the placing of any substance on the ice or any other area of the sea referred to in paragraphs (2)(*a*) to (*e*),

but does not include

(*c*) any disposal that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, aircraft, platform or other man-made structure or of any equipment on a ship, aircraft, platform or other man-made structure, other than the disposal of substances from a ship, aircraft, platform or other man-made structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea, and

(*d*) any discharge that is incidental to or derived from the exploration for, exploitation of and associated off-shore processing of sea bed mineral resources;

"master" «*capitaine*»

"master" includes every person having command or charge of a ship but does not include a pilot;

"owner" «*propriétaire*»

"owner", in relation to a ship, aircraft, platform or other man-made structure means the person having for the time being, either by law or by contract, the possession and use of the ship or aircraft;

"ship" «*navire*»

"ship" includes any description of vessel, boat or craft used or capable of being used solely or partly for marine navigation without regard to its method or lack of propulsion;

"substance" «*substance*»

"substance" means any substance as defined in subsection 3(1) and includes any other matter.

"the sea" defined

(2) For the purposes of this Part, "the sea" means

(*a*) the territorial sea of Canada;

(*b*) the internal waters of Canada, other than all the rivers, lakes and other fresh waters in Canada including the St. Lawrence River as far seaward as the straight lines drawn

(i) from Cap des Rosiers to the western-most point of Anticosti Island, and

(ii) from Anticosti Island to the north shore of the St. Lawrence River along

b) le dépôt de substances sur les glaces ou dans une autre zone de la mer visée aux alinéas (2)*a*) à *e*).

La présente définition exclut toutefois :

c) tout rejet résultant ou provenant de l'exploitation normale d'un navire ou d'un aéronef ou de leur équipement, sauf le rejet de substances à partir d'un navire ou d'un aéronef affecté à cette fin;

d) tout déversement résultant ou provenant de l'exploration, de l'exploitation et du traitement en mer des ressources minérales du fond des mers.

«ministre» Le ministre de l'Environnement. «ministre» "*Minister*"

«navire» Toute construction flottante qui sert ou peut servir, exclusivement ou partiellement, à la navigation maritime, qu'elle soit pourvue ou non d'un moyen propre de propulsion. «navire» "*ship*"

«navire canadien» Navire immatriculé en application d'une loi fédérale. «navire canadien» "*Canadian ship*"

«partie contractante» État partie à la Convention. «partie contractante» "*contracting...*"

«propriétaire» À l'égard d'un navire ou d'un aéronef, quiconque en a, par l'application d'une règle de droit ou d'un contrat, la possession et l'utilisation. «propriétaire» "*owner*"

«substance» Toute matière, notamment une substance au sens du paragraphe 3(1). «substance» "*substance*"

Définition de «mer»

(2) Pour l'application de la présente partie, «mer» désigne :

a) la mer territoriale du Canada;

b) les eaux intérieures du Canada, à l'exclusion de l'ensemble des cours d'eau, lacs et autres plans d'eau douce du Canada, y compris la partie du fleuve Saint-Laurent délimitée, vers la mer, par les lignes droites joignant :

(i) Cap-des-Rosiers à la pointe extrême ouest de l'Île d'Anticosti,

the meridian of longitude sixty-three degrees west;

(*c*) any fishing zone prescribed under the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

(*d*) any exclusive economic zone that may be created by Canada;

(*e*) the Arctic waters within the meaning of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act*;

(*f*) any area of the sea adjacent to the areas referred to in paragraphs (*a*) to (*e*) as may be prescribed under paragraph 78(1)(*g*);

(*g*) any area of the sea under the jurisdiction of a foreign state, other than internal waters; and

(*h*) any area of the sea, other than the internal waters of a foreign state, not included in the areas of the sea referred to in paragraphs (*a*) to (*g*).

(ii) l'Île d'Anticosti à la rive nord du Saint-Laurent suivant le méridien de soixante-trois degrés de longitude ouest;

c) la zone de pêche constituée conformément à la *Loi sur la mer territoriale et la zone de pêche*;

d) une zone que le Canada peut déclarer zone économique exclusive;

e) les eaux arctiques au sens de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*;

f) les zones de mer réglementées en application de l'alinéa 78(1)*g*), contiguës aux eaux visées aux alinéas *a*) à *e*);

g) les zones de mer relevant de la souveraineté d'un État étranger, à l'exclusion des eaux intérieures;

h) les zones de mer, à l'exclusion des eaux intérieures d'un État étranger, non comprises dans les eaux visées aux alinéas *a*) à *g*).

Prohibitions

Interdictions

Dumping

61. (1) Subject to subsection (2) and section 62, no person shall dump any substance

(*a*) in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) from any ship, aircraft, platform or other man-made structure;

(*b*) in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*g*) or (*h*) from any Canadian ship or Canadian aircraft; or

(*c*) in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*g*) or (*h*) from any ship or aircraft that is not a Canadian ship or aircraft and onto which the substance or matter has been loaded in Canada.

Immersion

61. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de l'article 62, il est interdit de procéder à des immersions de substances à partir :

a) de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*);

b) de navires ou aéronefs canadiens dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*);

c) de navires ou aéronefs, à l'exclusion des navires ou aéronefs canadiens, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*) si la substance à immerger a été chargée, au Canada, à bord de ces navires ou aéronefs.

Dumping in accordance with permit

(2) A person may dump a substance

(*a*) as described in paragraph (1)(*a*) or (*c*) in accordance with a permit granted under section 65; and

(*b*) as described in paragraph (1)(*b*) in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party other than Canada.

Immersion sous permis

(2) L'immersion de substances est permise :

a) conformément aux alinéas (1)*a*) ou *c*) avec un permis délivré en vertu de l'article 65;

b) conformément à l'alinéa (1)*b*) avec un permis délivré en vertu de l'article 65 ou accordé conformément à la Convention par une partie contractante autre que le Canada.

Dumping to avert danger

62. (1) A person may dump a substance as described in subsection 61(1) where the dumping is necessary to avert danger to human life at sea or to any ship, aircraft, platform or other man-made structure.

Danger to be minimized

(2) Any dumping under subsection (1) shall be carried out, as far as possible, in a manner that minimizes danger to human life and damage to the marine environment.

Danger caused by negligence no defence

(3) Nothing in this section relieves a person from liability under this Act where the danger referred to in subsection (1) was caused by a negligent act or omission of the person.

Duty to report

(4) Where dumping takes place in circumstances described in subsection (1), the master of the ship, the pilot in command of the aircraft or the person in charge of the platform or man-made structure shall forthwith report the dumping to an inspector, or such other person as the Governor in Council may, by order, designate, at such location and in such manner as may be prescribed, and the report shall contain such information as may be prescribed.

Loading in Canada

63. (1) No person shall load a substance on a ship, aircraft, platform or other man-made structure in Canada for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65.

Loading outside Canada

(2) Where a Canadian ship or a Canadian aircraft is outside Canada, the master of the ship or the pilot in command of the aircraft shall not permit a substance to be loaded on the ship or aircraft for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party authorizing the loading in the territory of the contracting party.

Disposal of ship, aircraft, platform or other man-made structure

64. (1) No person shall dispose of any ship, aircraft, platform or other man-made structure in any area of the sea referred to in

Dumping to avert danger

62. (1) A person may dump a substance as described in subsection 61(1) where the dumping is necessary to avert danger to human life at sea or to any ship, aircraft, platform or other man-made structure.

Cas d'urgence

62. (1) Il peut être procédé à toute immersion d'une substance visée au paragraphe 61(1) nécessaire à la sauvegarde de la vie humaine en mer ou à la sécurité de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages.

Danger to be minimized

(2) Any dumping under subsection (1) shall be carried out, as far as possible, in a manner that minimizes danger to human life and damage to the marine environment.

Limitation des risques

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1), il doit, dans la mesure du possible, être procédé à l'immersion de manière à réduire au minimum les risques d'atteinte à la vie humaine et au milieu marin.

Danger caused by negligence no defence

(3) Nothing in this section relieves a person from liability under this Act where the danger referred to in subsection (1) was caused by a negligent act or omission of the person.

Faute

(3) Le présent article ne dégage pas de sa responsabilité aux termes de la présente loi quiconque, par sa négligence, a rendu nécessaire, pour la sauvegarde de la vie humaine ou la sécurité d'un navire ou d'un aéronef, l'immersion autorisée par le paragraphe (1).

Duty to report

(4) Where dumping takes place in circumstances described in subsection (1), the master of the ship, the pilot in command of the aircraft or the person in charge of the platform or man-made structure shall forthwith report the dumping to an inspector, or such other person as the Governor in Council may, by order, designate, at such location and in such manner as may be prescribed, and the report shall contain such information as may be prescribed.

Obligation de rendre compte

(4) En cas d'immersion dans les circonstances visées au paragraphe (1), le capitaine du navire ou le commandant de bord de l'aéronef est tenu d'en rendre compte sans délai à un inspecteur, ou à toute autre personne désignée par le gouverneur en conseil, en donnant dans son rapport, établi au lieu et de la façon prévus par règlement, tous les renseignements réglementaires.

Loading in Canada

63. (1) No person shall load a substance on a ship, aircraft, platform or other man-made structure in Canada for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65.

Chargement au Canada

63. (1) Il est interdit de charger au Canada, pour immersion, une substance à bord d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage sauf conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65.

Loading outside Canada

(2) Where a Canadian ship or a Canadian aircraft is outside Canada, the master of the ship or the pilot in command of the aircraft shall not permit a substance to be loaded on the ship or aircraft for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party authorizing the loading in the territory of the contracting party.

Chargement à l'étranger

(2) Le capitaine d'un navire canadien ou le commandant de bord d'un aéronef canadien ne peut autoriser le chargement sur ce navire ou cet aéronef, à l'extérieur du Canada, d'une substance pour immersion que si le chargement est conforme soit à un permis délivré en vertu de l'article 65, soit à un permis délivré en application de la Convention par une partie contractante pour une substance chargée sur le navire ou l'aéronef dans le territoire de cette partie.

Disposal of ship, aircraft platform or other man-made structure

64. (1) No person shall dispose of any ship, aircraft, platform or other man-made structure in any area of the sea referred to in

Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage

64. (1) Il est interdit d'abandonner dans une zone de la mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*) un navire, un aéronef, une plate-forme

paragraphe 60(2)(a) to (*f*) except in accordance with a permit granted under section 65.

Idem

(2) No person shall dispose of any Canadian ship or Canadian aircraft in any area of the sea referred to in paragraph 60(2)(*g*) or (*h*) except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party.

Minister may grant permit

65. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Minister may grant any permit required by this Part on receipt of an application

(*a*) in the prescribed form;

(*b*) containing such information as may be prescribed; and

(*c*) accompanied by the prescribed fee.

No dumping permits in certain circumstances

(2) No permit may be granted if the dumping or disposal described in the application is prohibited under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament or a licence or permit for the dumping or disposal is required under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament and the licence or permit has not been obtained.

Conditions for granting permits

(3) No permit may be granted in respect of a substance specified on the List of Prohibited Substances in Schedule III unless, in the opinion of the Minister,

(*a*) the substance is rapidly rendered harmless by physical, chemical or biological processes of the sea and does not render normally edible marine organisms inedible or unpalatable or endanger human health or the health of animals;

(*b*) the substance is specified in any of items 1 to 3 of the List of Prohibited Substances in Schedule III and is contained in another substance in a quantity or concentration that does not exceed the prescribed quantity or concentration;

(*c*) the dumping or disposal of a certain quantity of the substance is necessary to avert an emergency that poses an unacceptable risk relating to human health and admits of no other feasible solution or

ou tout autre ouvrage aient conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65.

Idem

(2) Il est interdit d'abandonner un navire canadien ou un aéronef canadien dans une zone de la mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*) sauf conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65 ou délivré conformément à la Convention par une partie contractante.

Délivrance du permis

65. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut délivrer le permis qu'exige la présente partie lorsqu'il est saisi d'une demande :

a) présentée en la forme réglementaire;

b) qui contient les renseignements réglementaires;

c) accompagnée des droits réglementaires.

Zones de déversement interdites

(2) Il ne peut être délivré de permis en application du présent article si l'immersion, le rejet ou l'abandon envisagé dans la demande est interdit par une autre loi fédérale ou si la licence ou le permis à cet effet qu'une telle loi pourrait exiger n'a pas été obtenu.

Conditions de délivrance

(3) Il ne peut être délivré de permis pour une substance énumérée à l'annexe III que si, de l'avis du ministre :

a) cette substance est rapidement rendue inoffensive dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques et ne rend pas impropres à la consommation des organismes marins ordinairement comestibles et ne nuit à aucun le goût de ces organismes ni ne présente aucun danger pour la santé de l'homme ou celle des animaux;

b) la substance est mentionnée à l'un des articles 1 à 3 de la liste de substances prohibées de cette annexe et est contenue dans une autre substance en quantité ou concentration non supérieure à la quantité ou concentration réglementaire;

c) l'immersion, le rejet ou l'abandon d'une certaine quantité de cette substance est nécessaire afin d'éviter une situation d'urgence présentant des risques inacceptables

paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) except in accordance with a permit granted under section 65.

ou tout autre ouvrage sauf conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65.

Idem

(2) No person shall dispose of any Canadian ship or Canadian aircraft in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*g*) or (*h*) except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party.

(2) Il est interdit d'abandonner un navire canadien ou un aéronef canadien dans une zone de la mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*) sauf conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65 ou délivré conformément à la Convention par une partie contractante.

Idem

Minister may grant permit

65. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Minister may grant any permit required by this Part on receipt of an application

(*a*) in the prescribed form;

(*b*) containing such information as may be prescribed; and

(*c*) accompanied by the prescribed fee.

65. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut délivrer le permis qu'exige la présente partie lorsqu'il est saisi d'une demande :

a) présentée en la forme réglementaire;

b) qui contient les renseignements réglementaires;

c) accompagnée des droits fixés par règlement.

Délivrance

No dumping permits in certain circumstances

(2) No permit may be granted if the dumping or disposal described in the application is prohibited under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament or if a licence or permit for the dumping or disposal is required under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament and the licence or permit has not been obtained.

(2) Il ne peut être délivré de permis en application du présent article si l'immersion, le rejet ou l'abandon envisagé dans la demande est interdit par une autre loi fédérale ou si la licence ou le permis à cet effet qu'une telle loi pourrait exiger n'a pas été obtenu.

Refus du permis — Immersion interdite par une autre loi

Conditions for granting permits

(3) No permit may be granted in respect of a substance specified on the List of Prohibited Substances in Schedule III unless, in the opinion of the Minister,

(*a*) the substance is rapidly rendered harmless by physical, chemical or biological process of the sea and does not render normally edible marine organisms inedible or unpalatable or endanger human health or the health of animals;

(*b*) the substance is specified in any of items 1 to 5 of the List of Prohibited Substances in Schedule III and is contained in another substance in a quantity or concentration that does not exceed the prescribed quantity or concentration;

(*c*) the dumping or disposal of a certain quantity of the substance is necessary to avert an emergency that poses an unacceptable risk relating to human health and admits of no other feasible solution; or

(3) Il ne peut être délivré de permis pour l'une des substances énumérées à l'annexe III que si, de l'avis du ministre :

a) cette substance est rapidement rendue inoffensive dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques et ne rend pas impropres à la consommation des organismes marins ordinairement comestibles ni n'altère le goût de ces organismes ni ne présente aucun danger pour la santé de l'homme ou celle des animaux;

b) la substance est mentionnée à l'un des articles 1 à 5 de la liste de substances prohibées de cette annexe et est contenue dans une autre substance en quantité ou concentration non supérieure à la quantité ou concentration réglementaire;

c) l'immersion, le rejet ou l'abandon d'une certaine quantité de cette substance est nécessaire afin d'éviter une situation d'urgence présentant des risques inacceptables

Conditions de délivrance

(*d*) the substance is to be transformed by incineration or other means of thermal degradation and any substance that results from such transformation is

(i) a substance in respect of which a permit may be granted under paragraph (*a*) or (*b*), or

(ii) a substance that is not specified on the List of Prohibited Substances in Schedule III.

pour la santé humaine et n'admet aucune autre solution possible;

d) de la transformation de cette substance, par incinération ou autre moyen de dégradation thermique, ne dérivent que des substances :

(i) pour lesquelles les alinéas *a*) ou *b*) autorisent la délivrance d'un permis,

(ii) non inscrites sur la liste de substances prohibées de l'annexe III.

Notice and consultation

(4) Where, in the opinion of the Minister, the circumstances referred to in paragraph (3)(*c*) exist in relation to a substance on the List of Prohibited Substances in Schedule III, no permit may be granted in respect of the substance unless

(*a*) consultation has, if practicable, taken place with any foreign state that is likely to be affected by the proposed dumping; and

(*b*) notification of the proposed dumping has been given to the organization responsible under the Convention for secretariat duties.

(4) Si le ministre estime que les événements visés à l'alinéa (3)*c*) se produisent en ce qui concerne une substance inscrite sur la liste de substances prohibées de l'annexe III, la délivrance d'un permis est subordonnée aux conditions suivantes :

a) notification de l'immersion a été donnée à l'organisation chargée, aux termes de la Convention, des fonctions de secrétariat relatives à celle-ci;

b) dans la mesure du possible, il y a eu consultation des États étrangers qui sont susceptibles de subir les effets de l'immersion projetée.

Avis et consultation

Factors to be considered in granting permit

66. (1) In determining whether to grant a permit, the Minister

(*a*) shall take into account the factors specified in Schedule III; and

(*b*) may take into account any other factors that the Minister considers necessary.

66. (1) Le ministre tient compte, pour décider de la délivrance du permis, des facteurs suivants :

a) ceux énumérés à l'annexe III;

b) tout autre facteur qu'il juge pertinent.

Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

Terms of permit

(2) A permit shall contain such terms and conditions as the Minister considers necessary in the interests of human life, marine life or any legitimate uses of the sea and, without limiting the generality of the foregoing, may contain terms and conditions relating to such of the following as are applicable:

(*a*) the nature of the substance that may be dumped or disposed of and the quantity of the substance;

(*b*) the method and frequency of dumping or disposal authorized including, if necessary, the date or dates on which dumping or disposal is authorized;

(*c*) the manner of loading and stowing the substance authorized to be dumped or disposed of;

(2) Un permis doit être assorti des conditions que le ministre estime nécessaires à la protection de la vie humaine, du milieu biologique marin ou de toute utilisation légitime de la mer et, notamment, stipuler celles des conditions suivantes qui sont applicables :

a) la nature et la quantité de la substance dont l'immersion, le rejet ou l'abandon est autorisé;

b) le mode et la fréquence des immersions, des rejets ou des abandons, y compris, au besoin, leurs dates;

c) la manière de charger et d'entreposer la substance dont l'immersion, le rejet ou l'abandon est autorisé;

d) le lieu d'immersion, de rejet ou d'abandon;

Contenu d'un permis

(*d*) the site at which dumping or disposal may take place;

(*e*) the route to be followed by the ship or aircraft transporting the substance to the site of the dumping or disposal; and

(*f*) any special precautions to be taken respecting the loading, transporting, dumping or disposal of the substance.

e) la route du navire ou de l'aéronef qui transporte la substance jusqu'au lieu d'immersion, de rejet ou d'abandon;

f) les précautions spéciales à prendre quant au chargement, au transport, à l'immersion, au rejet ou à l'abandon de la substance visée.

Duration of permit

(3) A permit shall specify that it is valid for

(*a*) a particular date or dates; or

(*b*) a particular period that shall not exceed one year.

(3) Le permis doit préciser quant à sa validité :

a) soit une ou plusieurs dates données;

b) soit une période donnée qui ne peut excéder un an.

Durée d'un permis

Powers to suspend, revoke or vary permit

(4) The Minister may suspend or revoke a permit or vary its terms and conditions where, having regard to the factors specified in Schedule III or in any report of a board of review established under subsection 81(3) or (4), the Minister considers it advisable to do so.

(4) Lorsqu'il l'estime souhaitable, le ministre peut, eu égard aux facteurs énumérés à l'annexe III ou dans tout rapport visé aux paragraphes 81(3) ou (4), suspendre ou retirer un permis ou en modifier les conditions.

Suspension, retrait ou modification d'un permis

Publication

Publication

Publication in the *Canada Gazette*

67. (1) Where the Minister grants a permit or varies the terms or conditions of a permit, a copy of the permit and its terms and conditions or of the varied terms and conditions shall be published in the *Canada Gazette*.

67. (1) Le texte des permis que délivre le ministre ou des modifications qu'il apporte à leurs conditions est publié dans la *Gazette du Canada*.

Publication dans la *Gazette du Canada*

Publication before dumping or loading

(2) Except in the circumstances described in paragraph 65(3)(*c*), publication under subsection (1) shall be made before the first date on which dumping, or loading for the purpose of dumping, is authorized by the permit or by the varied terms and conditions.

(2) Sauf dans les circonstances prévues à l'alinéa 65(3)*c*), la publication visée au paragraphe (1) doit avoir lieu avant la première des dates pour lesquelles l'immersion ou le chargement pour immersion sont autorisés soit par le permis, soit par ses nouvelles conditions.

Moment de la publication

Notice of Objection

Avis d'opposition

Notice of objection

68. (1) Where the Minister

(*a*) grants a permit and the applicant is dissatisfied with its terms and conditions,

(*b*) refuses a permit, or

(*c*) suspends or revokes a permit or varies its terms and conditions, other than in accordance with the recommendations of a report of a board of review established under section 81 in respect of the permit,

the applicant or permit holder may file with the Minister a notice of objection requesting

68. (1) Lorsque le ministre :

a) délivre le permis et le demandeur n'est pas satisfait des conditions qu'il contient;

b) refuse le permis;

c) suspend ou retire le permis ou modifie ses conditions sans tenir compte des recommandations du rapport d'une commission de révision constituée en vertu de l'article 81 à l'égard du permis, le demandeur ou le titulaire d'un permis peut déposer auprès du ministre un avis d'opposition

Notification du demandeur ou du titulaire de permis

that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

Time for filing notice of objection

(2) A notice of objection under subsection (1) shall be filed within thirty days after the applicant or permit holder receives notice from the Minister that the permit has been granted or refused or that its terms and conditions have been varied.

Service of Documents

Manner of service

69. Except where otherwise provided by any Rules of the Federal Court that are applicable to proceedings arising out of this Part, any document that, for the purposes of any such proceedings, is to be served on a person may be served,

(*a*) in any case, by delivering a copy of the document personally to the person to be served or, if the person cannot be found, by leaving a copy at the person's latest known address;

(*b*) if the document is to be served on the master of a ship or on any other person employed on a ship and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document for the master or other person on board the ship with the person who is, or appears to be, in command or charge of the ship;

(*c*) if the document is to be served on the pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document with the person who is, or appears to be, in charge of the aircraft; and

(*d*) if the document is to be served on a person in his capacity as owner or master of a ship or owner or pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*) and the ship or aircraft is within Canadian waters or in Canada, by leaving a copy of the document with any agent of the owner residing in Canada or, where no such agent is known or can be

demandant la constitution d'une commission de révision en vertu de l'article 81 et énonçant les motifs sur lesquels est fondée son opposition.

Délai de dépôt

(2) L'avis d'opposition visé au paragraphe (1) doit être déposé dans les trente jours suivant la réception par le demandeur ou le titulaire de permis d'un avis du ministre de délivrance ou de refus de délivrance du permis ou de modification de ses conditions.

Signification des documents

Mode de signification

69. Sauf disposition contraire des règles de la Cour fédérale applicables à une action intentée sous le régime de la présente loi, la signification d'un document, pour l'application de la présente loi, peut se faire :

a) dans tous les cas, par remise d'une copie au destinataire, en mains propres ou, s'il est impossible de le trouver, en en laissant une copie à sa dernière adresse connue;

b) si le document doit être signifié au capitaine d'un navire ou à un membre de l'équipage et qu'il ne peut raisonnablement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à son intention, à bord du navire, à la personne qui a ou paraît avoir le commandement ou la responsabilité du navire;

c) si le document doit être signifié au commandant de bord d'un aéronef et qu'il ne peut raisonnablement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à la personne qui a ou paraît avoir la responsabilité de l'aéronef;

d) si le document doit être signifié à quiconque en sa qualité de propriétaire ou de capitaine d'un navire ou de propriétaire ou de commandant de bord d'un aéronef, qu'il ne peut raisonnablement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*) et que le navire ou l'aéronef se trouve dans les eaux canadiennes ou au Canada, selon le cas, en en laissant une copie à un mandataire du propriétaire résidant au Canada ou, si on ne lui en connaît pas ou qu'on ne puisse en trouver un, en affichant une copie du document bien en vue à bord du navire ou de l'aéronef.

found, by affixing a copy thereof to a prominent part of the ship or aircraft.

Inspections

Powers of inspectors

70. (1) For the purpose of determining whether any provision of this Part has been or is being contravened, an inspector may, at any reasonable time,

(*a*) enter any place in which the inspector reasonably believes a substance intended for dumping or disposal is being loaded; or

(*b*) go on board any ship, platform or other man-made structure anywhere in Canada or within any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) or any aircraft if the inspector reasonably believes that the ship, aircraft, platform or man-made structure has on board a substance intended for dumping;

(*c*) examine any substance found in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other man-made structure boarded and open any container found therein that the inspector has reason to believe contains any substance intended for dumping or disposal and take samples of the substance;

(*d*) require any person in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other man-made structure boarded to produce for inspection or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom any books or other documents or papers containing any matter relevant to the administration of this Part;

(*e*) travel on any ship, aircraft, platform or other man-made structure that is loaded with a substance intended for dumping; and

(*f*) detain any ship, aircraft, platform or other man-made structure for a reasonable time.

Inspector to receive accommodation

(2) An inspector who travels on a ship, aircraft, platform or other man-made structure under paragraph (1)(*e*) shall be carried free of charge to and from the dumping site and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or man-made structure shall provide the inspector with suitable accommodation and food.

Inspections

Pouvoirs des inspecteurs

70. (1) Afin de déterminer s'il y a — ou s'il y a eu — contravention à la présente partie, l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

a) procéder à la visite de tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que se trouve entreposée une substance destinée à être immergée ou rejetée;

b) monter à bord d'un navire où qu'il se trouve au Canada ou dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*) ou d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un ouvrage s'il a des motifs raisonnables de croire à la présence à bord d'une substance destinée à être immergée;

c) examiner toute substance trouvée dans le lieu, le navire ou l'aéronef visité, y ouvrir tout contenant s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il renferme une substance destinée à être immergée ou rejetée et en prélever des échantillons;

d) exiger de toute personne se trouvant dans le lieu, le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'ouvrage visité la communication, pour examen, ou reproduction totale ou partielle, de tout livre ou autre document contenant des renseignements utiles à l'application de la présente loi;

e) prendre place à bord d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un ouvrage chargé d'une substance destinée à être immergée;

f) ordonner l'arrêt d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un ouvrage pour un délai raisonnable.

Prise en charge de l'inspecteur

(2) L'inspecteur qui, en application de l'alinéa (1)*e*), se rend sur le lieu d'immersion a droit à la gratuité du transport à l'aller et au retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire, de l'aéronef, de la plate-forme ou de l'ouvrage est tenue de lui assurer repas et hébergement dans des conditions convenables.

Court and Governor of the Crown

Crown not prosecutor

71. Where the Minister directs any action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy any condition or mitigate any damage resulting from any act or omission by a person that is an offence arising out of this Part, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from that person with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Detention of ships

72. (1) Where the owner or master of a ship is charged with an offence under paragraph 105(m) or (n), an inspector may make a detention order in respect of the ship.

Order in writing

(2) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons at any port in Canada where the ship to which the order relates is or will be who are empowered to give a clearance in respect of the ship.

Duty of persons empowered to give clearance

(3) Subject to subsection (4), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of the order is received by the person, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

Ship clearance given

(4) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order may give clearance in respect of the ship to which the order relates where

(a) the person charged with the offence that is the cause of the making of the detention order appears in Canada to answer to the charge;

(b) security for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, to the extent

Costs and Expenses of the Crown

Costs and expenses recoverable

71. Where the Minister directs any action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy any condition or mitigate any damage resulting from any act or omission by a person that is an offence arising out of this Part, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from that person with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Dépenses de la Couronne

Recouvrement

71. Dans les cas où le ministre fait prendre, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, des mesures visant à remédier à la situation créée par un acte ou une omission constituant une infraction à la présente partie, ou à atténuer les dommages qui en découlent, les dépenses directes ou indirectes occasionnées par les mesures, pour autant qu'elles se justifient dans les circonstances, peuvent être recouvrées de l'auteur de l'infraction, avec frais et dépens, par une action engagée au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent.

Detention of Ships

Detention of ships

72. (1) Where the owner or master of a ship is charged with an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*), an inspector may make a detention order in respect of the ship.

Order in writing

(2) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons at any port in Canada where the ship to which the order relates is or will be who are empowered to give a clearance in respect of the ship.

Duty of persons empowered to give clearance

(3) Subject to subsection (4), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of the order is received by the person, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

When clearance given

(4) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order may give clearance in respect of the ship to which the order relates where

(*a*) the person charged with the offence that gave rise to the making of the detention order appears in Canada to answer to the charge;

(*b*) security for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, or payment

Arrêt de navires

Arrêt de navires

72. (1) L'inspecteur peut ordonner l'arrêt du navire dont le propriétaire ou le capitaine est accusé d'une infraction à l'alinéa 105*m*) ou *n*).

Ordre écrit

(2) L'ordre d'arrêt prévu au paragraphe (1) est adressé par écrit à quiconque a, dans le port canadien où se trouve ou se trouvera le navire visé par cet ordre, le pouvoir de donner congé au navire.

Obligation des personnes qui ont le pouvoir de donner congé

(3) Sous réserve du paragraphe (4), il est interdit à quiconque a reçu avis d'un ordre d'arrêt rendu en application du paragraphe (1) de donner congé au navire visé par cet ordre.

Congé

(4) Quiconque a reçu avis d'un ordre d'arrêt rendu en application du paragraphe (1) peut donner congé au navire visé par cet ordre :

a) lorsque l'accusé dont l'infraction a donné lieu à l'ordre d'arrêt comparaît au Canada pour répondre de cette accusation;

b) lorsque est remise à Sa Majesté du chef du Canada caution pour le paiement de l'amende maximale et des dépens imposés à l'accusé, en cas de déclaration de culpabilité, ou d'une somme inférieure, sur approbation du ministre ou d'une personne qu'il désigne à cet effet;

of such lesser amount as is approved by the Minister or a person designated by him for such purpose, is given to Her Majesty in right of Canada; or

(*c*) proceedings in respect of the alleged offence that gave rise to the making of the detention order are discontinued.

Seizure and Forfeiture

Seizure of ships, etc.

73. (1) Where an inspector has reasonable grounds for believing that an offence has been committed under paragraphs 105(*m*) or (*n*) by an owner of any ship, aircraft, platform or other man-made structure, the inspector may, with the consent of the Minister, seize the ship, aircraft, platform or structure anywhere in Canada and, in the case of a ship, platform or structure, within any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*).

Custody

(2) Any thing seized under subsection (1) shall be delivered into the custody of such person as the Minister directs.

Discharge of cargo not subject to forfeiture

(3) Where a thing seized under subsection (1) has cargo on board, the cargo may be discharged, under the supervision of the person into whose custody the thing was delivered, at the port or place in Canada capable of receiving the cargo that is nearest to the place of seizure or at such other port or place as is satisfactory to that person.

Sale of perishable cargo

(4) Where a thing seized under subsection (1) has cargo on board that is perishable, the inspector by whom the thing was seized or, if the thing has been delivered into the custody of a person in accordance with subsection (2), that person may sell the cargo or the portion thereof that is perishable, as the case may be, and the proceeds of the sale shall be paid to the Receiver General or shall be deposited in a chartered bank to the credit of the Receiver General.

Order for delivery of cargo

(5) The owner of any cargo of any thing seized under subsection (1) may apply to the Federal Court for an order requiring any person in whose custody the cargo or the proceeds of any sale thereof is, to deliver the cargo or the proceeds of sale to him, and the Court may make such an order where it is

c) lorsqu'il y a désistement des poursuites relatives à l'infraction présumée qui a donné lieu à l'ordre d'arrêt.

Saisie et confiscation

Saisie de navires, etc.

73. (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire que toute infraction prévue à l'alinéa 105*m*) ou *n*) a été commise par le propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un ouvrage peut, avec le consentement du ministre, saisir le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'ouvrage en tout lieu du Canada et, s'il s'agit d'un navire, d'une plate-forme ou d'un ouvrage, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*).

Garde

(2) Toute chose saisie en application du paragraphe (1) est placé sous la garde de la personne que désigne le ministre.

Déchargement de la cargaison non susceptible de confiscation

(3) La cargaison d'une chose saisie en application du paragraphe (1) peut être déchargée, sous la surveillance de la personne ayant la garde de la chose, dans le port ou lieu du Canada équipé pour cette opération et qui se trouve le plus proche du lieu de la saisie, ou dans tout autre port ou lieu que cette personne juge indiqué.

Vente de la cargaison périssable

(4) La cargaison périssable d'une chose saisie en application du paragraphe (1) peut être vendue, selon le cas, par l'inspecteur qui a saisi le navire ou l'aéronef ou par la personne qui en a, conformément au paragraphe (2), reçu la garde; le produit de la vente est versé au receveur général ou porté à son crédit dans une banque.

Ordonnance portant remise de la cargaison

(5) Le propriétaire de la cargaison d'une chose saisie en application du paragraphe (1) peut requérir de la Cour fédérale une ordonnance enjoignant à quiconque a la garde de la cargaison ou du produit de sa vente de les lui remettre; le tribunal peut rendre cette ordonnance lorsqu'il est convaincu que le

satisfied that the applicant is the owner of the cargo to which the application relates.

requérant est le propriétaire de la cargaison visée par la demande.

Redelivery on deposit of security

74. (1) Where a thing has been seized under subsection 73(1), the Federal Court may, with the consent of the Minister, order redelivery of the thing or delivery of the proceeds realized from a sale of any perishable cargo under subsection 73(4) to the person from whom the thing was seized if security in the form of a bond in an amount and form satisfactory to the Minister is given to him.

74. (1) En cas de saisie d'une chose en application du paragraphe 73(1), la Cour fédérale peut, avec le consentement du ministre, ordonner la remise de la chose ou du produit de la vente de la cargaison périssable visée au paragraphe 73(4) à la personne en possession de laquelle se trouvait la chose lors de sa saisie, moyennant le dépôt auprès du ministre d'une caution sous la forme d'un nantissement dont celui-ci juge le montant et la nature satisfaisants.

Remise en possession moyennant caution

Seized ship, etc., to be returned unless proceedings instituted

(2) Any thing seized under subsection 73(1), or any security given to the Minister under subsection (1) of this section shall be returned or paid to the person from whom the thing was seized within thirty days after the seizure unless, prior to the expiration of those thirty days, proceedings are instituted in respect of an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*) alleged to have been committed by the owner of the thing.

(2) La chose saisie en application du paragraphe 73(1) ou la caution déposée auprès du ministre en application du paragraphe (1) est restituée à la personne en la possession de laquelle se trouvait la chose lors de sa saisie dans les trente jours suivant la date de celle-ci, à moins que des poursuites ne soient intentées, avant l'expiration de ce délai, contre le propriétaire de la chose soupçonné d'avoir commis une infraction prévue aux alinéas 105*m*) ou *n*).

Restitution du bien saisi à défaut d'action

Court may order forfeiture

75. Where the owner of any ship, aircraft, platform or other man-made structure has been convicted of an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*), the convicting court may, if the ship, aircraft, platform or structure was seized under section 73, in addition to any other penalty imposed, order that it be forfeited, and on the making of such an order the ship, aircraft, platform or structure is forfeited.

75. En cas de déclaration de culpabilité du propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un ouvrage pour une infraction prévue aux alinéas 105*m*) ou *n*), le tribunal qui prononce la condamnation peut, si le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'ouvrage a été saisi en application de l'article 73, ordonner, en sus des peines qu'il impose par ailleurs, la confiscation immédiate du navire, de l'aéronef, de la plate-forme ou de l'ouvrage.

Confiscation judiciaire

Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.

76. (1) Where proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted within the time therein provided and, at the final conclusion of those proceedings, any ship, aircraft, platform or other man-made structure or any security given under subsection 74(1) is ordered to be forfeited, it may be disposed of as the Governor in Council directs.

76. (1) Lorsque sont intentées, dans les délais impartis, les poursuites visées au paragraphe 74(2) et que, à l'issue de celles-ci, le tribunal ordonne la confiscation du navire, de l'aéronef, de la plate-forme, de l'ouvrage ou de la caution donnée conformément au paragraphe 74(1), il est disposé des biens confisqués selon les instructions du gouverneur en conseil.

Réalisation d'un bien confisqué

Return of seized ship, etc., where no forfeiture ordered

(2) Where any thing has been seized under subsection 73(1) and proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted, but the thing is not, at the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited, it shall

(2) Lorsqu'une chose est saisie en application du paragraphe 73(1) et que les poursuites visées au paragraphe 74(2) sont intentées mais que, à l'issue de celles-ci, le tribunal n'ordonne pas la confiscation de la chose,

Restitution d'un bien saisi mais non confisqué

be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 73(1) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 74(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

Limitation

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention of this Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

Application by person claiming interest

77. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person (other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited, apply by notice in writing to the Federal Court for an order under subsection (3).

Date of hearing

(2) The Federal Court shall fix a day for the hearing of an application made under subsection (1).

Notice

(3) An applicant for an order under subsection (1) or any other person who, before the day fixed for the hearing of the application, notifies the Minister and on all other persons claiming an interest in the thing is the matter of the application, may appear and adduce evidence, lien holder or claim under Canadian law may be entitled to knowledge.

Notice of intervention

(4) Each person, other than the applicant, who is served with a notice under subsection (3) and who intends to appear at the hearing of the application to which the notice relates

be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 73(4) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 74(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

celle-ci est restituée, le produit de la vente de la cargaison visée au paragraphe 73(4) est versé et la caution déposée auprès du ministre conformément au paragraphe 74(1) est remise à la personne en possession de laquelle se trouvait la chose lors de sa saisie.

Exception

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention of this Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

(3) En cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la présente partie, à l'issue des poursuites visées au paragraphe (2), de la personne en la possession de laquelle se trouvait la chose lors de sa saisie, ou bien la chose et la cargaison, le produit de la vente ou la caution sont placés sous arrêt jusqu'au paiement de l'amende, ou bien la chose et la cargaison peuvent être vendus par exécution forcée pour paiement de l'amende, ou bien le produit de la vente de la cargaison ou la caution peuvent, en tout ou en partie, être affectés au paiement de l'amende.

Exception

Application by person claiming interest

77. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person (other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited, apply by notice in writing to the Federal Court for an order under subsection (5).

77. (1) Dans les cas où le tribunal ordonne la confiscation d'une chose, quiconque, sauf les parties aux poursuites dont résulte l'ordonnance de confiscation, revendique un droit sur ce navire ou cette chose à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou d'autre créancier en vertu du droit canadien peut, dans les trente jours suivant la date de l'ordonnance de confiscation, requérir de la Cour fédérale, par avis écrit, une ordonnance en vertu du paragraphe (5).

Requête par quiconque revendique un droit

Date of hearing

(2) The Federal Court shall fix a day for the hearing of an application made under subsection (1).

(2) La Cour fédérale fixe la date d'audition de la requête présentée en vertu du paragraphe (1).

Date de l'audition

Notice

(3) An applicant for an order under subsection (5) shall, at least thirty days prior to the day fixed under subsection (2) for the hearing of the application, serve a notice of the application and of the hearing on the Minister and on all other persons claiming an interest in the thing that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law of whom he has knowledge.

(3) Quiconque requiert une ordonnance en vertu du paragraphe (5) doit donner avis de la requête et de la date fixée en application du paragraphe (2) pour l'audition de celle-ci, au moins trente jours avant cette date, au ministre et à quiconque, au su du requérant, revendique sur la chose, objet de la requête, un droit à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou d'autre créancier en vertu du droit canadien.

Avis de présentation d'une requête

Notice of intervention

(4) Each person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (3) and who intends to appear at the hearing of the application to which the notice relates

(4) Quiconque, sauf le ministre, reçoit signification de l'avis visé au paragraphe (3) et se propose de comparaître lors de l'audition de la requête doit déposer au greffe de la

Avis d'intervention

shall, at least ten days prior to the day fixed for the hearing, file a notice of intervention in the Registry of the Federal Court and serve a copy thereof on the Minister and on the applicant.

Order declaring nature and extent of interests

(5) Where, on the hearing of an application under this section, the Federal Court is satisfied that the applicant, or the intervenors, if any, or any of them,

(*a*) is innocent of any complicity in any conduct that caused the thing to be subject to forfeiture and of any collusion in relation to any such conduct, and

(*b*) exercised all reasonable care in respect of the persons permitted to obtain possession and use of the thing to satisfy himself that it was not likely to be used contrary to the provisions of this Part or, in the case of a mortgagee or lien holder (other than the holder of a maritime lien or statutory right *in rem*) that he exercised such care with respect to the mortgagor or the lien giver,

those of the applicant and the intervenors in respect of whom the Court is so satisfied are entitled to an order declaring that their interests are not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of each of their interests and the priorities among them.

Additional Order

(6) Where an order is made under subsection (1), the court may, in addition, order that the thing to which the interests relate be delivered to one or more of the persons found to have an interest therein or that an amount equal to the value of each of the interests so declared be paid to the persons found to have those interests.

Regulations

Regulations

78. (1) The Governor in Council may make regulations

(*a*) for carrying out and giving effect to the provisions of the Convention;

(*b*) prescribing the form of an application under this Part;

(*c*) specifying the information required to be contained in an application under this Part;

Cour fédérale, au moins dix jours avant la date fixée pour cette audition, un avis d'intervention dont il fait tenir copie au ministre et au requérant.

Ordonnance déclarative de la nature et de l'étendue des droits

(5) Après l'audition d'une requête présentée aux termes du présent article, le requérant et l'intervenant sont fondés à obtenir une ordonnance préservant leurs droits des effets de la confiscation et déclarant la nature et l'étendue de leurs droits ainsi que leur rang respectif lorsque la Cour fédérale est convaincue que le requérant ou l'intervenant :

a) n'est coupable ni de complicité ni de collusion à l'égard des actes qui ont rendu la chose susceptible de confiscation;

b) a fait toute diligence pour s'assurer que les personnes habilitées à la possession et à l'exploitation de la chose ne risquaient pas en cette qualité de contrevenir à la présente loi ou, dans le cas d'un créancier hypothécaire ou d'un détenteur de privilège, sauf le détenteur d'un privilège maritime ou d'un droit réel créé par une loi, qu'il a fait toute diligence en ce sens à l'égard du débiteur hypothécaire ou du débiteur ayant consenti le privilège.

Idem

(6) La Cour fédérale peut en outre ordonner de remettre la chose sur laquelle s'exercent les droits visés au paragraphe (1) en possession de l'une ou de plusieurs des personnes dont elle constate les droits, ou de verser à chacune d'elles une somme égale à la valeur de leurs droits respectifs.

Règlements

Règlements

78. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) mettre en œuvre la Convention;

b) fixer la forme des demandes présentées sous le régime de la présente partie;

c) préciser les renseignements à fournir dans les demandes présentées sous le régime de la présente partie;

d) préciser les renseignements à fournir dans les rapports visés au paragraphe 62(4);

(*d*) specifying the information required to be contained in a report under subsection 62(4);

(*e*) respecting methods of sampling and analysis of any material for the purposes of this Part;

(*f*) prescribing fees in respect of an application;

(*g*) specifying, for the purposes of paragraph 60(2)(*f*), areas of the sea adjacent to areas described in paragraphs 60(2)(*a*) to (*e*);

(*h*) prescribing, for the purposes of paragraph 65(3)(*b*), the quantity or concentration of any substance specified in items 1 to 5 of the List of Prohibited Substances in Schedule III; and

(*i*) prescribing any other thing that by this Part is to be prescribed.

e) prévoir les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de matière à employer pour l'application de la présente partie;

f) fixer les droits de demande à acquitter;

g) préciser, pour l'application de l'alinéa 60(2)*f*), les zones de mer contiguës aux zones visées aux alinéas 60(2)*a*) à *e*);

h) déterminer, pour l'application de l'alinéa 65(3)*b*), la quantité ou la concentration de l'une des substances mentionnées aux articles 1 à 5 de la liste de substances prohibées de l'annexe III;

i) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie.

Amendments to schedule

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make orders amending Schedule III by adding or deleting any substance or factor.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, modifier par décret l'annexe III.

Modification des annexes

Publication of proposed orders and regulations

(3) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under this section.

(3) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par le présent article.

Publication des projets de décret et de règlement

Notice of objection

(4) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the *Canada Gazette* under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

(4) Toute personne peut, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* d'un projet de décret ou de règlement visé au paragraphe (1) déposer un avis d'opposition auprès du ministre où est demandé l'établissement d'une commission de révision en vertu de l'article 81 et où est énoncé le fondement de la demande.

Avis d'opposition

PART VII

GENERAL

Regulations

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

Exercise of regulation-making power

79. The Governor in Council may, in the exercise of any regulation-making power under this Act in respect of a substance,

(*a*) prescribe the minimum, average or maximum quantity or concentration of the substance; and

79. Dans l'exercice des pouvoirs réglementaires qui lui sont attribués par la présente loi, le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne une substance :

a) en fixer la quantité ou concentration moyenne, minimale ou maximale;

Disposition générale

(*b*) prescribe the method of determining such a quantity or concentration.

b) fixer la méthode de détermination de cette quantité ou concentration.

Transitional provision

80. Any regulation authorized to be made under this Act and in force under an Act immediately before its repeal by Part VIII continues in force thereafter as if it had been made in accordance with this Act.

80. Les règlements pris en vertu d'une loi avant son abrogation par la partie VIII demeurent en vigueur après celle-ci s'ils peuvent être pris en vertu de la présente loi.

Disposition transitoire

Board of Review Proceedings

Commission de révision

Establishment of board of review

81. (1) Where a person files a notice of objection under subsection 13(2), 48(2) or 78(4) in respect of a decision or a proposed order or regulation, the Minister or the Ministers may, if they think fit to do so, establish a board of review consisting of not fewer than three persons to inquire into the nature and extent of the danger posed by the substance in respect of which the decision is made, or the order or regulation is proposed.

81. (1) Lorsqu'une personne dépose un avis d'opposition en vertu des paragraphes 13(2), 48(2) ou 78(4) relativement à une décision ou un projet de décret ou de règlement, le ministre ou les deux ministres peuvent, s'ils l'estiment indiqué, constituer une commission de révision, composée d'au moins trois personnes, chargée d'enquêter sur la nature et la mesure du danger que représente la substance visée par la décision ou le projet de règlement ou de décret.

Constitution

Idem

(2) Where a person or government files with the Minister a notice of objection under subsection 56(2) with respect to proposed regulations within the time specified in that subsection, the Minister shall establish a board of review to inquire into the nature and extent of the danger posed by the air contaminant in respect of which the regulations are proposed.

(2) Lorsqu'une personne ou un gouvernement dépose un avis d'opposition en vertu du paragraphe 56(2) relatif à un projet de règlement dans le délai précisé par ce paragraphe, le ministre doit constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur la nature et la mesure du danger que représente la substance visée par le projet de règlement.

Idem

Idem

(3) Where the Minister has published a copy of a permit or of any varied terms and conditions under subsection 67(1), the Minister may, if he considers it advisable to do so, establish a board of review to inquire into complaints from members of the public in respect of the permit or the varied terms and conditions.

(3) Le ministre peut, lorsqu'il a publié un exemplaire d'un permis ou de modifications de conditions en vertu du paragraphe 67(1), s'il l'estime indiqué, constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur les plaintes du public portant sur le permis ou les conditions modifiées.

Idem

Idem

(4) Where a person files with the Minister a notice of objection under subsection 68(2) within the time specified in that section, the Minister shall establish a board of review to inquire into the matter raised by the notice.

(4) Lorsqu'une personne dépose auprès du ministre un avis d'opposition en vertu du paragraphe 68(2) dans le délai précisé par cet article, le ministre doit constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur la question soulevée par l'avis.

Idem

Number of members of board

82. A board of review shall consist of not fewer than three members.

82. Une commission de révision est composée d'au moins trois membres.

Membres de la commission

Appearance before board

83. A board of review shall give any person or government a reasonable opportunity, consistent with the rules of procedural

83. Une commission de révision est tenue de donner à toute personne ou à tout gouvernement qui comparaît devant elle, l'occasion,

Comparution

fairness and natural justice, of appearing before it, presenting evidence and making representations.

en conformité avec les règles de procédure équitables et la justice naturelle, de présenter une preuve et de faire des représentations.

Withdrawal of notice of objection

84. (1) Where a notice of objection referred to in subsection 81(1) is withdrawn by the person who filed it and no other notice of objection is filed with respect of the same matter, the Ministers may dissolve a board of review established with respect to the notice of objection.

84. (1) En cas de retrait d'un avis d'opposition visé au paragraphe 81(1) par son auteur et d'absence d'un autre avis d'opposition sur la même question, les deux ministres peuvent dissoudre la commission de révision constituée relativement à l'avis d'opposition.

Retrait d'un avis d'opposition

Idem

(2) Where a notice of objection referred to in subsection 81(2), (3) or (4) is withdrawn and no other notice of objection is filed in respect of the same matter, the Minister may dissolve a board of review established with respect to the notice of objection.

(2) En cas de retrait d'un avis d'opposition visé aux paragraphes 81(2), (3) ou (4) et d'absence d'un autre avis d'opposition sur la même question, le ministre peut dissoudre la commission de révision constituée relativement à l'avis d'opposition.

Idem

Powers of board

85. For the purposes of an inquiry under this Act, a board of review has all the powers of a person appointed as a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

85. Une commission de révision est investie, pour les fins d'une enquête en vertu de la présente loi, des pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Pouvoirs d'une commission

Costs

86. (1) The costs of and incidental to any proceedings before a board of review are at the discretion of the board and may be fixed in any case at a sum certain or may be taxed.

86. (1) Les frais relatifs à une instance devant une commission de révision sont laissés à la discrétion de la commission et peuvent être fixés ou taxés.

Frais

Payment

(2) A board of review may direct by whom and to whom any costs are to be paid and by whom they are to be taxed and allowed.

(2) La commission peut ordonner par qui et à qui les frais sont à payer et par qui ils sont taxés et alloués.

Paiement

Absent member of board

87. Where for any reason a member of a board of review is unable or unwilling to proceed with or complete an inquiry, the remaining members of the board may, if there is still a quorum, proceed with or complete the inquiry.

87. En cas d'absence ou d'incapacité d'un membre d'une commission de révision, un quorum de membres peut poursuivre ou compléter une enquête.

Absence d'un membre

Report

88. (1) As soon as possible after the conclusion of an inquiry, a board of review shall submit a report to the Minister or Ministers who established the board, together with its recommendations and the evidence that was presented to it.

88. (1) Aussitôt que possible après la fin d'une enquête, une commission de révision constituée par les deux ministres leur présente son rapport accompagné de ses recommandations et de la preuve qui a été présentée devant elle.

Rapport

Publication of report

(2) The report of a board of review shall be made public within sixty days after its receipt by the Minister or Ministers unless the Minister or Ministers believe, or the board states in writing that it believes, the public interest would be better served by withholding publication of the whole or spe-

(2) Le rapport de la commission est rendu public dans les soixante jours suivant sa réception par le ministre ou par les deux ministres, sauf si le ministre ou les deux ministres estiment, ou si la commission exprime par écrit sa conviction, que l'intérêt public serait mieux servi par la non-publica-

Publication

cific parts of the report, in which case the Minister or Ministers may decide whether the report, either in whole or in part, should be made public.

tion de tout ou partie du rapport; en pareil cas, le ministre ou les deux ministres décident de la publication, en tout ou en partie, du rapport.

Rules for boards of review

89. The Minister or Ministers may, with respect to boards of review that the Minister or Ministers establish, make rules of either particular or general application

(*a*) for regulating the proceedings of the boards;

(*b*) for regulating the conduct of hearings including the presentation of evidence, the making of representations and the holding of hearings;

(*c*) fixing the remuneration of board members and the travel and living expenses to which they are entitled;

(*d*) prescribing a scale under which costs are to be taxed; and

(*e*) generally, for regulating the conduct and work of the boards.

89. Le ministre ou les deux ministres peuvent établir, concernant les commissions de révision qu'ils constituent, des règles générales ou particulières pour : Règles

a) régir leurs instances;

b) régir la conduite de leurs audiences, notamment la présentation de la preuve, les représentations faites devant elles et la tenue des audiences;

c) fixer la rémunération des membres et les frais de déplacement et autres auxquels ils ont droit;

d) fixer le tarif des frais qui peuvent être taxés;

e) régir, de manière générale, leur conduite et leurs travaux.

Agreements with Provinces

Accords avec les provinces

Agreements

90. The Minister may,

(*a*) with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with one or more provincial governments with respect to the administration of this Act; and

(*b*) subject to such terms and conditions as the Governor in Council may specify in the approval, agree to amendments of the agreement.

90. Le ministre peut : Conclusion

a) avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux des accords relatifs à l'exécution de la présente loi;

b) sous réserve des conditions que le gouverneur en conseil peut préciser dans l'approbation, consentir à des modifications de l'accord.

Designation of Inspectors and Analysts

Inspecteurs et analystes

Designation

91. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act, or any portion thereof,

(*a*) any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated; and

(*b*) with the approval of the government of a province, any person or class of persons employed by the province in the administration of a law respecting the protection of the environment.

91. (1) Le ministre peut désigner pour occuper la fonction d'inspecteur ou d'analyste, pour l'application de tout ou partie de la présente loi : Désignation

a) toute personne qu'il estime compétente pour occuper cette fonction;

b) avec l'approbation du gouvernement d'une province, une personne ou une catégorie de personnes employée par la province pour l'exécution d'une loi concernant la protection de l'environnement.

Inspector to show certificate of designation

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of designation as an inspector and

(2) L'inspecteur doit être pourvu d'un certificat de nomination à cette fonction, et L'inspecteur doit produire le certificat de nomination

on entering any place under subsection 70(1) or 92(1) shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

lorsqu'il entre dans un lieu en application des paragraphes 70(1) ou 92(1), il doit, s'il en est requis, produire le certificat à la personne qui a la charge de ce lieu.

Inspection

Inspection

Inspection

92. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may, subject to subsection (2), at any reasonable time enter and inspect any place where the inspector has reasonable grounds to believe that

(*a*) there can be found in the place a substance or class of substances to which this Act applies or a product containing such a substance;

(*b*) a fuel to which this Act applies is being or has been produced or can be found in the place;

(*c*) a cleaning agent or water conditioner, as defined in section 49, to which this Act applies is being or has been produced or can be found in the place;

(*d*) the place is a federal work or undertaking or is on federal lands, as defined in section 51, in respect of which regulations have been made under section 53;

(*e*) the place is a source in respect of which regulations have been made under section 57; or

(*f*) any books, records, electronic data or other documents relevant to the administration of this Act can be found in the place.

Inspection

92. (1) Pour veiller à l'observation de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur peut, sous réserve du paragraphe (2), à toute heure convenable, pénétrer dans un lieu et l'inspecter, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) soit qu'il s'y trouve ou bien une substance ou une substance d'une catégorie de substances visée par la présente loi, ou bien un produit contenant une telle substance;

b) soit qu'on y produit du combustible, ou qu'il s'y trouve, du combustible visé par la présente loi;

c) soit qu'on y produit un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau au sens de l'article 49 auquel la présente loi s'applique, ou qu'il s'y trouve tel produit;

d) soit que le lieu est un ouvrage ou une entreprise fédérale ou est situé sur des terres fédérales, au sens de l'article 51, visés par des règlements d'application de l'article 53;

e) soit que le lieu est une source visée par les règlements d'application de l'article 57;

f) soit qu'il s'y trouve des livres, registres, données électroniques ou autres documents relatifs à l'exécution de la présente loi.

Private dwelling place

(2) An inspector may not enter a private dwelling place or any part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place except

(*a*) with the consent of the occupant of the place; or

(*b*) under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Maison d'habitation

(2) L'inspecteur ne peut pénétrer dans une maison d'habitation ou dans une partie d'un lieu qui est conçue pour être utilisée et est utilisée à titre de maison d'habitation permanente ou temporaire, sauf :

a) soit avec le consentement de l'occupant du lieu;

b) soit en vertu d'un mandat délivré en vertu du paragraphe (3).

Authority to issue warrant for inspection

(3) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(*a*) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a private dwelling place,

Pouvoir de délivrer un mandat

(3) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé, sous réserve des conditions éventuellement fixées dans le mandat, à pénétrer dans une maison

(*b*) entry to the dwelling place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act, and

(*c*) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to conduct an inspection of the dwelling place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

d'habitation s'il est convaincu, d'après une dénonciation sous serment, de ce qui suit :

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) dans lesquelles l'inspecteur peut y pénétrer existent;

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour exécution de la présente loi;

c) un refus d'y pénétrer a été opposé ou il y a des motifs raisonnables de croire qu'un tel refus sera opposé.

Use of force

(4) In executing a warrant issued under subsection (3), the inspector named in the warrant shall not use force unless he is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Usage de la force

(4) L'inspecteur nommé dans le mandat prévu au paragraphe (3) ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Powers of inspector

(5) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may, for the purposes of this Act,

(*a*) examine any substance, product, material, fuel, cleaning agent or water conditioner referred to in subsection (1) or any other thing relevant to the administration of this Act that is found in the place;

(*b*) open and examine any receptacle or package found that the inspector has reason to believe contains any substance, product, air contaminant, fuel, cleaning agent or water conditioner;

(*c*) examine any books, records, electronic data or other documents that on reasonable grounds the inspector believes contain any information relevant to the administration of this Act and make copies thereof or extracts therefrom;

(*d*) take samples of any thing relevant to the administration of this Act; and

(*e*) conduct any tests or take any measurements.

Pouvoirs des inspecteurs

(5) L'inspecteur qui a pénétré dans un lieu ou un local en vertu du présent article peut, pour l'application de la présente loi :

a) examiner toute substance, tout produit, toute matière, tout combustible ou tout agent de nettoyage ou conditionneur d'eau visé au paragraphe (1) qui s'y trouve et qui concerne l'exécution de la présente loi;

b) ouvrir et examiner tout contenant ou emballage qui s'y trouve et dans lequel il a des motifs de croire qu'il s'y trouve une substance, un produit, un contaminant atmosphérique, un combustible, un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) examiner les livres, registres, données électroniques ou autres documents dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements qui concernent l'exécution de la présente loi, et en prendre des copies ou extraits;

d) prélever des échantillons de toute chose qui concerne l'application de la présente loi;

e) faire des essais et prendre des mesures.

Operation of computer system and copying equipment

(6) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system;

Usage d'un système informatique

(6) L'inspecteur qui, en vertu du présent article, inspecte un lieu peut :

a) soit utiliser ou faire utiliser tout ordinateur se trouvant dans le lieu dans le but de faire la recherche de données se trouvant dans l'ordinateur, ou pouvant lui être fournies;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) take a printout or other output for examination or copying; and

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

b) soit, à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou d'une autre sortie de données intelligible;

c) soit en outre emporter cet imprimé ou cette sortie de données pour les examiner ou en prendre copie;

d) soit utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction du lieu afin de faire des copies du registre.

Duty of person in possession or control

(7) Every person who is in possession or control of any place being inspected under this section shall permit the inspector

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the inspector is authorized to examine may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to take it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Obligation de la personne ayant la charge

(7) La personne qui est en possession ou a la charge d'un lieu inspecté en vertu du présent article doit permettre à l'inspecteur :

a) d'utiliser ou de faire utiliser l'ensemble ou une partie seulement d'un ordinateur se trouvant dans le lieu en question de sorte que toute donnée se trouvant dans l'ordinateur ou pouvant lui être fournie puisse faire l'objet d'une recherche dans le but de trouver des données à partir desquelles peut être produit un document que la personne nommée au mandat est autorisée à rechercher;

b) d'en obtenir une copie physique et de l'emporter;

c) d'utiliser ou de faire utiliser le matériel de reproduction du lieu afin de prendre des copies du registre.

Search

Perquisition

Authority to issue warrant for search

93. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place

(*a*) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened,

(*b*) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act, or

(*c*) any book, record, electronic data or other document that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act,

the justice may issue a warrant under his hand authorizing the inspector or any other person named in the warrant to enter and

Pouvoir de délivrer un mandat

93. (1) S'il est convaincu d'après une dénonciation sous serment qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu :

a) soit d'un objet qui sert ou donne lieu ou a servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi,

b) soit d'un objet dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une infraction à la présente loi,

c) soit d'un livre, d'un registre, de données électroniques ou d'autres documents dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à prouver une infraction à la présente loi,

le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur ou l'autre personne qui y est nommée, sous réserve de conditions qui y

search the place and to seize any thing referred to in paragraph (a) to (c) subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Search

(2) A person authorized to search a place by a warrant issued under subsection (1) may

(a) at any reasonable time enter and search the place;

(b) seize in accordance with section 96 any thing referred to in the warrant; and

(c) exercise the powers described in subsection 92(3).

When warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the powers of entry, search, seizure and detention described in subsection (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

Danger of imminent

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (2) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

Operation of computer system and copying equipment

(5) A person authorized under this section to search a place may

(a) use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(c) seize the printout or other output for examination or copying; and

(d) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Duty of person in possession or control

(6) Every person who is in possession or control of any place in respect of which a search is carried out under this section shall permit the person carrying out the search

search the place and to seize any thing referred to in paragraphs (*a*) to (*c*) subject to such conditions as may be specified in the warrant.

sont éventuellement fixées, à pénétrer dans ce lieu et à y perquisitionner en vue d'y saisir tout objet visé aux alinéas *a*) à *c*).

Search

(2) A person authorized to search a place by a warrant issued under subsection (1) may

(*a*) at any reasonable time enter and search the place;

(*b*) seize in accordance with section 96 any thing referred to in the warrant; and

(*c*) exercise the powers described in subsection 92(5).

Perquisition

(2) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (1) peut :

a) à toute heure raisonnable, pénétrer dans le lieu et le perquisitionner;

b) peut y saisir, conformément à l'article 96, toute chose visée par le mandat;

c) exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 92(5).

Where warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the powers of entry, search, seizure and detention described in subsection (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

Perquisition sans mandat

(3) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs d'entrée, de perquisition, de saisie et de rétention visés au paragraphe (2) lorsque l'urgence de la situation rend pratiquement contre-indiquée l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Exigent circumstances

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (2) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

Situation d'urgence

(4) Il est entendu qu'il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait soit de mettre en danger la vie humaine ou l'environnement soit d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Operation of computer system and copying equipment

(5) A person authorized under this section to search a place may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) seize the printout or other output for examination or copying; and

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Usage d'un système informatique

(5) L'inspecteur qui est, en vertu du présent article, autorisé à perquisitionner un lieu pour y chercher un document peut :

a) soit utiliser ou faire utiliser tout ordinateur se trouvant dans le lieu dans le but de faire la recherche de données se trouvant dans l'ordinateur, ou pouvant lui être fournies;

b) soit, à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou d'une autre sortie de données intelligible;

c) soit saisir cet imprimé ou cette sortie de données pour les examiner ou en prendre copie;

d) soit utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction du lieu afin de faire des copies du registre.

Duty of person in possession or control

(6) Every person who is in possession or control of any place in respect of which a search is carried out under this section shall permit the person carrying out the search

Obligation de la personne ayant la charge

(6) La personne qui est en possession ou qui a le contrôle d'un lieu à l'égard duquel une perquisition est effectuée en vertu du

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the person named in the warrant is authorized to search for may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to seize it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

présent article doit permettre à la personne qui effectue la perquisition :

a) d'utiliser ou de faire utiliser un ordinateur se trouvant dans le lieu de sorte que toute donnée se trouvant dans l'ordinateur ou pouvant lui être fournie puisse faire l'objet d'une recherche dans le but de trouver des données à partir desquelles peut être produit un document que la personne nommée au mandat est autorisée à rechercher;

b) d'en obtenir une copie physique du registre et de l'emporter;

c) d'utiliser ou de faire utiliser le matériel de reproduction du lieu afin de faire des copies du registre.

Inspectors

Inspecteurs

Assistance to inspectors

94. The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 70, 92 or 93 and every person found in the place, shall give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as the inspector may reasonably require.

Aide à donner aux inspecteurs

94. Le propriétaire ou la personne ayant la charge d'un lieu où un inspecteur entre en application des articles 70, 92 ou 93 et toute personne qui s'y trouve doivent fournir toute l'aide raisonnable en leur pouvoir à l'inspecteur pour lui permettre d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi et lui fournir, en ce qui concerne l'application de la présente loi et des règlements, les renseignements qu'il peut raisonnablement exiger.

Obstruction of inspectors

95. While an inspector is exercising powers or carrying out duties and functions under this Act, no person shall

(*a*) knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector; or

(*b*) otherwise obstruct or hinder the inspector.

Entrave

95. Lorsque l'inspecteur agit dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi, il est interdit :

a) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse;

b) d'une façon générale, d'entraver son action.

Seizure and Detention

Saisie et rétention

Seizure

96. (1) Whenever during the course of an inspection or a search an inspector has reasonable grounds to believe that any provision of this Act has been contravened, the inspector may seize and detain any thing

(*a*) by means of or in relation to which the inspector reasonably believes the contravention occurred; or

(*b*) that the inspector reasonably believes will afford evidence of the contravention.

Saisie

96. (1) Chaque fois, lors d'une inspection ou d'une perquisition, qu'un inspecteur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il a été contrevenu à une disposition de la présente loi, il peut saisir et retenir toute chose au moyen soit au sujet duquel ou de laquelle la contravention a été commise, soit qui servira à prouver celle-ci.

Limitation

(2) An inspector shall not seize any thing under subsection (1) unless the thing is required as evidence or for purposes of analysis or the inspector is of the opinion that the seizure is necessary in the public interest.

Restriction

(2) Sauf dans la mesure où la chose est nécessaire à titre de preuve ou aux fins d'analyse, un inspecteur ne peut effectuer la saisie prévue par le paragraphe (1) que s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public.

Notice of contravention

(3) An inspector who has seized and detained any thing under subsection (1) shall, as soon as practicable, advise the person in whose possession it was at the time of seizure of the provision of this Act that the inspector believes has been contravened.

Avis de violation

(3) L'inspecteur qui a saisi et retenu une chose en application du paragraphe (1) fait connaître, dès que cela est matériellement possible, à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie la disposition de la présente loi qu'il croit avoir été enfreinte.

Detention and release

(4) Any thing seized under subsection (1) shall not be detained

(*a*) after the owner of the thing or the person in whose possession it was at the time of seizure applies to the inspector or to the Minister for its release and the inspector or the Minister is satisfied that it is not necessary in the public interest to continue to detain the thing or that it is not required as evidence or for purposes of analysis; or

(*b*) after the expiration of ninety days after the day of seizure, unless before that time

(i) the thing has been forfeited under section 98,

(ii) proceedings have been instituted in respect of the contravention in relation to which the thing was seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded, or

(iii) the Minister has served or made reasonable efforts to serve notice of an application for an order extending the time during which the thing may be detained in accordance with section 97.

Rétention et remise

(4) Une chose saisie en application du paragraphe (1) ne peut plus être retenue :

a) soit dès qu'un inspecteur ou le ministre, à la suite d'une demande que lui présente le propriétaire de la chose ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, est convaincu qu'il n'est pas nécessaire, dans l'intérêt public, d'en poursuivre la rétention, sauf dans la mesure où cette chose est nécessaire à titre de preuve ou à des fins d'analyse;

b) soit après l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la saisie, sauf si, au préalable, un des événements suivants survient :

(i) la chose a été confisquée en application de l'article 98,

(ii) des poursuites ont été intentées relativement à la contravention ayant donné lieu à la saisie, auquel cas la chose peut être retenue jusqu'à la fin des poursuites,

(iii) un avis de demande d'ordonnance prolongeant le délai de rétention de la chose a été signifié conformément à l'article 97.

Storing of seized substance or product

(5) A thing seized by an inspector under subsection (1) shall be kept or stored in the place where it was seized except where, in the opinion of the inspector,

(*a*) it is not in the public interest to do so,

(*b*) the thing seized, or a sample of it, is required as evidence, or

(*c*) the person in whose possession it was at the time of seizure or the person entitled to possession of the place requests the inspector to have it removed to some other place,

Entreposage de la chose saisie

(5) Une chose saisie par un inspecteur en application du paragraphe (1) doit être gardée ou entreposée dans le lieu où elle a été saisie, sauf lorsque, de l'avis de l'inspecteur, cela n'est pas d'intérêt public, parce que cette chose, ou un échantillon de celle-ci, est nécessaire à titre de preuve ou parce que la personne qui en avait la possession au moment de la saisie ou la personne ayant droit à la possession du lieu demande à l'inspecteur de la placer ailleurs; dans ce cas, cette chose peut être déplacée et entreposée

in which case it may be removed to and stored in any other place at the direction of or with the concurrence of an inspector and at the expense of the person who requested that it be so removed.

en tout autre lieu sur l'ordre ou avec l'accord d'un inspecteur, aux frais de la personne qui en a demandé le déplacement.

Interference with seized substance or product

(6) Unless authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized and detained by an inspector under subsection (1) but an inspector shall, at the request of the person from whom it was seized, allow that person or any person authorized by that person to examine it and, where practicable, furnish a sample or copy thereof to such person.

(6) À moins d'y être autorisé par un inspecteur, nul ne peut enlever, modifier ni manipuler de quelque façon une chose saisie et retenue par un inspecteur en application du paragraphe (1); mais un inspecteur doit, à la demande de la personne entre les mains de laquelle la chose a été saisie, permettre à cette personne ou à toute personne autorisée par elle de l'examiner et, lorsque cela est matériellement possible, de lui en fournir un échantillon ou une copie.

Manipulation de la chose saisie

Application to extend period of detention

97. (1) Where proceedings have not been instituted in respect of the contravention in relation to which any thing was seized under subsection 96(1), the Minister may, before the expiration of ninety days from the day of seizure and on serving prior notice in accordance with subsection (2) on the owner of the thing or on the person who at the time of seizure was in possession of it, apply to a provincial court judge, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order extending the time during which it may be detained.

97. (1) Lorsqu'il n'a pas été intenté de procédure relativement à la contravention ayant donné lieu à la saisie d'une chose en application du paragraphe 96(1), le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la saisie et sur signification du préavis prévu par le paragraphe (2) au propriétaire de la chose ou à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, demander à un juge de la cour provinciale, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, dans le ressort duquel la saisie a été effectuée une ordonnance prolongeant le délai de rétention de cette chose.

Demande de prolongation du délai de rétention

Notice

(2) A notice shall be served by personal service at least five clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial court judge or by registered mail at least seven clear days prior to that day and shall specify

(*a*) the provincial court in which the application is to be made;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the thing seized in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the grounds on which the Minister intends to rely to show why there should be an extension of the time during which the thing seized may be detained.

(2) Le préavis mentionné au paragraphe (1) est signifié à personne, cinq jours francs au moins avant la date de présentation de la demande au juge, ou par courrier recommandé, sept jours francs au moins avant cette date, et doit spécifier :

a) la cour provinciale où la demande sera présentée;

b) où et quand la demande sera entendue;

c) à quelle chose saisie se rapporte la demande;

d) quels motifs le ministre entend invoquer pour justifier la prolongation du délai de rétention de la chose saisie.

Préavis

Order of extension granted

(3) Where, upon the hearing of an application made under subsection (1), the judge is

(3) Lorsque, à la suite de l'audition d'une demande présentée en vertu du paragraphe

Ordonnance de prolongation

satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order

(*a*) that the thing be detained for such additional period of time and on such conditions relating to the detention for that additional period of time as the judge considers proper; and

(*b*) on the expiration of the additional period of time, that the thing be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless before the expiration of the additional period of time an event referred to in subparagraph 96(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

(1), le juge est convaincu qu'il y a lieu de ne pas mettre fin à la rétention de la chose saisie, il doit ordonner qu'elle soit retenue pendant tel délai supplémentaire et à telles conditions relatives à la rétention qu'il juge appropriés, et qu'à l'expiration de ce délai, la chose soit restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, sauf si, avant l'expiration de ce délai, est survenu un événement visé aux sous-alinéas 96(4)*b*)(i) ou (ii).

Order of extension refused

(4) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), the judge is not satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order that, on the expiration of ninety days after the day of seizure, it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless, before the expiration of the ninety days, an event referred to in subparagraph 96(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

Refus de rendre une ordonnance de prolongation

(4) Lorsque, à la suite de l'audition d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1), le juge n'est pas convaincu qu'il y a lieu de poursuivre la rétention de la chose saisie, il doit ordonner qu'elle soit restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la saisie, sauf si est survenu un événement visé aux sous-alinéas 96(4)*b*)(i) ou (ii) avant l'expiration de ce délai.

Order for restoration

(5) Where, at the time of the hearing of an application made under subsection (1) ninety days has expired after the day of seizure, the judge shall order the restoration of the thing forthwith to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it.

Ordonnance de restitution

(5) Lorsque, au moment de l'audition d'une demande en vertu du paragraphe (1), le délai de quatre-vingt-dix jours est expiré, le juge doit ordonner la restitution immédiate de la chose saisie à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession.

Forfeiture

Confiscation

Forfeiture on consent

98. (1) Where an inspector has seized any thing under subsection 96(1) and the owner or person who was in lawful possession of it at the time of seizure consents in writing at the request of the inspector to the forfeiture of the thing, it is thereupon forfeited to Her Majesty.

Confiscation par consentement

98. (1) Lorsqu'un inspecteur a saisi une chose en application du paragraphe 96(1) et que, à la demande de l'inspecteur, la personne qui en est propriétaire ou la personne qui en avait légalement la possession au moment de la saisie consent par écrit à sa confiscation, cette chose est immédiatement confisquée au profit de Sa Majesté.

Disposal or destruction

(2) The Minister may dispose of or destroy any thing forfeited under subsection (1) and, if the Minister so directs, the costs of the disposal or destruction shall be paid by the

Élimination ou destruction

(2) Le ministre peut aliéner ou détruire une chose confisquée en vertu du paragraphe (1) et, s'il l'ordonne, les frais d'aliénation ou de destruction sont à la charge du proprié-

owner or the person who was in lawful possession of the thing at the time it was seized.

taire ou de la personne qui en avait légalement la possession au moment de la saisie.

Forfeiture by order of court

99. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and any thing seized under subsection 96(1) is then being detained,

(*a*) the thing is, on such conviction and in addition to any punishment imposed for the offence, forfeited to Her Majesty, if the court so directs, in which case

(i) the Minister may dispose of or destroy the thing, and

(ii) the costs of the forfeiture and disposal or destruction shall be paid by the offender; or

(*b*) the thing shall, on the expiration of the time for taking an appeal from the conviction or on the final conclusion of the proceedings, as the case may be, be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it on such conditions, if any, as may be imposed by order of the court and as, in the opinion of the court, are necessary to avoid the commission of any further offence under this Act.

Confiscation par ordonnance du tribunal

99. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi et qu'une chose saisie en application du paragraphe 96(1) est alors retenue, la chose :

a) est, après cette déclaration de culpabilité, et en sus de toute peine imposée pour l'infraction, confisquée au profit de Sa Majesté, le ministre peut éliminer ou détruire la chose, et les frais de confiscation et d'aliénation de la chose sont à la charge de la personne trouvée coupable, si le tribunal l'ordonne;

b) doit, à l'expiration du délai prévu pour porter la condamnation en appel, ou à la fin des procédures, selon le cas, être restituée à la personne entre les mains de laquelle elle a été saisie ou à toute autre personne ayant le droit d'en avoir la possession, aux conditions, le cas échéant, que le tribunal peut fixer par ordonnance et qui, de l'avis de ce dernier, sont nécessaires pour éviter que soit de nouveau commise une infraction prévue par la présente loi.

Articles deemed not to have been seized

(2) For the purposes of subsection (1), any thing released from detention under paragraph 96(4)(*a*) or (*b*) shall be deemed not to have been seized under subsection 96(1).

Choses réputées ne pas avoir été saisies

(2) Pour l'application du paragraphe (1), une chose restituée en application des alinéas 96(4)*a*) ou *b*) est réputée ne pas avoir été saisie en application du paragraphe 96(1).

Investigation of Offences

Enquête sur des infractions

Application for investigation

100. (1) Any twelve persons resident in Canada who are not less than eighteen years of age and who are of the opinion that an offence has been committed under this Act may apply to the Minister for an investigation of the alleged offence.

Demande d'enquête

100. (1) Douze personnes résidant au Canada, âgées d'au moins dix-huit ans et qui estiment qu'une infraction à la présente loi a été commise peuvent demander au ministre de faire enquête sur la question.

Statement to accompany application

(2) An application for an investigation shall be accompanied by a solemn or statutory declaration stating

(*a*) the names and addresses of the applicants;

(*b*) the nature of the alleged offence and the names of the persons alleged to be involved in its commission; and

Déclaration

(2) La demande est accompagnée d'une déclaration solennelle qui énonce :

a) le nom et l'adresse des demandeurs;

b) la nature de l'infraction reprochée et le nom des personnes à qui elle est imputée;

c) un bref exposé des éléments de preuve sur lesquels est fondée l'allégation des demandeurs.

(*c*) a concise statement of the evidence supporting the allegations of the applicants.

Investigation

101. (1) On receipt of an application under section 100, the Minister shall

(*a*) acknowledge receipt of the application;

(*b*) inform the person in respect of whose conduct the application is made; and

(*c*) investigate all matters that the Minister considers necessary for a determination of the facts relating to the alleged offence.

Information on progress of investigation

(2) Where an applicant or a person whose conduct is being investigated makes a request to the Minister in writing for information concerning the progress of the investigation, the Minister shall inform the applicant or person accordingly.

Discontinuation of investigation

(3) The Minister may discontinue an investigation where the Minister is of the opinion that the alleged offence does not require further investigation.

Report

(4) Where an investigation is discontinued the Minister shall

(*a*) prepare a report in writing describing the information obtained during the investigation and stating the reasons for its discontinuation; and

(*b*) send a copy of the report to the applicants and to any person whose conduct was investigated.

Minister may send evidence to Attorney General of Canada

102. At any state of an investigation under section 101, the Minister may, in addition to or in lieu of continuing the investigation, send any records, returns or evidence to the Attorney General of Canada for consideration of whether an offence has been or is about to be committed against this Act and for such action as the Attorney General of Canada may wish to take.

Enquête

101. (1) Sur réception de la demande, le ministre :

a) en accuse réception;

b) avise la personne visée par la demande;

c) fait enquête sur tout ce qu'il considère nécessaire pour établir les faits afférents à l'infraction reprochée.

Rapport

(2) Le ministre fournit des renseignements sur le cours de l'enquête au demandeur ou à la personne visée qui lui en fait la demande par écrit.

Interruption de l'enquête

(3) S'il estime que l'infraction reprochée ne justifie pas le prolongement de l'enquête, le ministre peut l'interrompre.

Rapport

(4) En cas d'interruption, le ministre :

a) prépare un rapport écrit énonçant les renseignements obtenus au cours de l'enquête et les motifs de l'interruption;

b) envoie un exemplaire du rapport aux demandeurs et aux personnes visées par la demande.

Envoi au procureur général de Canada

102. À tout stade de l'enquête, le ministre peut, en plus ou au lieu de continuer l'enquête, envoyer des registres, déclarations ou éléments de preuve au procureur général du Canada pour lui permettre de constater si une infraction à la présente loi a été commise ou est sur le point de l'être et de prendre les mesures qu'il estime indiquées.

Offences and Punishment

Inspectors

103. Every person who

(*a*) fails to give an inspector all reasonable assistance or to provide the inspector with information as required under section 94, or

(*b*) contravenes section 95

Infractions et peines

Inspecteurs

103. Quiconque :

a) soit omet de fournir de l'aide ou des renseignements à l'inspecteur en application de l'article 94,

b) soit contrevient à l'article 95,

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

104. Every person who

(a) fails to provide the Minister with information as required under section 15, paragraph 17(1)(b) or section 29 or 30,

(b) fails to notify the Minister as required under paragraph 17(1)(a),

(c) fails to conduct the tests referred to in paragraph 17(1)(c), or

(d) contravenes subsection 50(1)

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

105. Every person who

(a) fails to provide the Minister with information as required under section 16,

(b) makes any false or misleading test in purported compliance with a notice under paragraph 17(1)(c),

(c) manufactures or imports a substance in contravention of a condition specified under paragraph 32(1)(a),

(d) manufactures or imports a substance in contravention of a prohibition under paragraph 32(1)(b),

(e) manufactures or imports a substance in contravention of subsection 33(2),

(f) contravenes or fails to comply with any regulations made under paragraph 37(a) to (x),

(g) contravenes section 46 or 58,

(h) fails to make a report or to take any measures required to be made or taken under section 39,

(i) fails to comply with a prohibition imposed under section 30 or an order made under section 37 or 43,

(j) fails to give a notice or send a copy thereof to the Minister as required under section 43,

(k) contravenes a regulation made under section 33,

Information required

Tests

Offences

Offences

comment une infraction en est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de deux cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

104. Quiconque

a) soit omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 15, l'alinéa 17(1)b) ou les articles 29 ou 30,

b) soit omet de donner au ministre l'avis prévu par l'alinéa 17(1)a),

c) soit omet de faire les essais prévus par l'alinéa 17(1)c),

d) soit contrevient au paragraphe 50(1),

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de deux cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

105. Quiconque

a) soit omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 16,

b) soit fait un essai faux ou trompeur en application de l'alinéa 17(1)c),

c) soit fabrique ou importe une substance en contravention des conditions fixées en application de l'alinéa 32(1)a),

d) soit fabrique ou importe une substance en contravention d'une interdiction prévue à l'alinéa 32(1)b),

e) soit fabrique ou importe une substance en contravention de l'alinéa 33(2),

f) soit contrevient ou omet de se conformer aux règlements pris sous le régime des alinéas 37a) à x),

g) soit contrevient à l'article 46 ou à l'article 58,

h) soit omet de faire le rapport ou de prendre les mesures correctives prévus par l'article 39,

i) soit ne se conforme pas à une interdiction prévue à l'article 30 ou à un arrêté de ministre pris en vertu des articles 37 ou 43,

j) soit omet de donner le préavis ou d'expédier un exemplaire au ministre en application de l'article 43,

k) soit contrevient à un règlement d'application de l'article 33,

Renseignements

Essais trompeurs

Infractions

Infractions

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de deux cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Information, notices and testing

104. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 15, paragraph 17(1)(*b*) or section 29 or 30,

(*b*) fails to notify the Minister as required under paragraph 17(1)(*a*),

(*c*) fails to conduct the tests referred to in paragraph 17(1)(*c*), or

(*d*) contravenes subsection 50(1)

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

Renseignements, avis et expérimentation

104. Quiconque :

a) soit omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 15, l'alinéa 17(1)*b*) ou les articles 29 ou 30,

b) soit omet de donner au ministre l'avis prévu par l'alinéa 17(1)*a*),

c) soit omet de faire les essais prévus par l'alinéa 17(1)*c*),

d) soit contrevient au paragraphe 50(1),

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de deux cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Tests, manufacture, etc.

105. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 16,

(*b*) makes any false or misleading test in purported compliance with a notice under paragraph 17(1)(*c*),

(*c*) manufactures or imports a substance in contravention of a condition specified under paragraph 32(1)(*a*),

(*d*) manufactures or imports a substance in contravention of a prohibition under paragraph 32(1)(*b*),

(*e*) manufactures or imports a substance in contravention of subsection 32(2),

(*f*) contravenes or fails to comply with any regulations made under paragraphs 37(*a*) to (*x*),

(*g*) contravenes section 46 or 58,

(*h*) fails to make a report or to take any measures required to be made or taken under section 39,

(*i*) fails to comply with a prohibition imposed under section 30 or an order made under section 37 or 43,

(*j*) fails to give a notice or send a copy thereof to the Minister as required under section 45,

(*k*) contravenes a regulation made under section 53;

Essais, fabrication, etc.

105. Quiconque :

a) soit omet de communiquer au ministre les renseignements prévus par l'article 16,

b) soit fait un essai faux ou trompeur en application de l'alinéa 17(1)*c*),

c) soit fabrique ou importe une substance en contravention des conditions fixées en application de l'alinéa 32(1)*a*),

d) soit fabrique ou importe une substance en contravention d'une interdiction prévue à l'alinéa 32(1)*b*),

e) soit fabrique ou importe une substance en contravention de l'alinéa 32(2),

f) soit contrevient ou omet de se conformer aux règlements pris sous le régime des alinéas 37*a*) à *x*),

g) soit contrevient à l'article 46 ou à l'article 58,

h) soit omet de faire le rapport ou de prendre les mesures correctives prévus par l'article 39,

i) soit ne se conforme pas à une interdiction prévue à l'article 30 ou à un arrêté du ministre pris en vertu des articles 37 ou 43,

j) soit omet de donner le préavis ou d'expédier un exemplaire au ministre en application de l'article 45,

k) soit contrevient à un règlement d'application de l'article 53,

(*l*) fails to comply with a request of the Minister made under section 54 or 59,

(*m*) contravenes section 61, 63 or 64, or

(*n*) fails to make a report as required under subsection 62(4),

is guilty of an offence and is liable

(*o*) on summary conviction to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both, or

(*p*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

l) soit omet de se conformer à une demande du ministre faite en vertu des articles 54 ou 59,

m) soit contrevient aux articles 61, 63 ou 64,

n) soit omet de faire le rapport prévu par l'article 62(4),

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :

o) par procédure sommaire, d'une amende maximale de trois cent mille dollars ou d'un emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines;

p) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines.

Fraud

106. Every person who knowingly

(*a*) provides the Minister with any false or misleading information in purported compliance with section 15, subsection 29(1) or (2), paragraph 32(1)(*c*) or a notice under paragraph 17(1)(*b*), or

(*b*) gives the Minister any false or misleading information in purported compliance with section 16 or a notice under paragraph 17(1)(*a*),

is guilty of an offence and is liable

(*c*) on summary conviction to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both, or

(*d*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Fraude

106. Quiconque :

a) soit communique sciemment au ministre des renseignements faux ou trompeurs en application de l'article 15, de l'alinéa 17(1)*b*), du paragraphe 29(1) ou (2) ou de l'alinéa 32(1)*c*),

b) soit donne sciemment au ministre un avis faux ou trompeur en application de l'article 16 ou de l'alinéa 17(1)*a*),

commet un infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :

c) par procédure sommaire, d'une amende maximale de trois cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

d) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

Damage to environment and death or harm to persons

107. (1) Every person who, in contravention of this Act,

(*a*) intentionally or recklessly causes a disaster that results in a loss of the use of the environment, or

(*b*) shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and thereby causes a risk of death or harm to another person

is guilty of an indictable offence and is liable to a fine or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Dommages à l'environnement

107. (1) Quiconque, en violation de la présente loi, selon le cas :

a) cause, sciemment ou imprudemment, un désastre entraînant une perte d'usage de l'environnement,

b) montre une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui de manière à causer un risque de mort ou de lésions corporelles à autrui,

commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accu-

sation, d'une amende et d'un emprisonnement de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

Criminal negligence

(2) Every person who, in contravention of this Act, shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and thereby causes death or bodily harm to another person is subject to prosecution and punishment under section 203 or 204 of the *Criminal Code*.

Négligence criminelle

(2) Quiconque, en violation de la présente loi, montre une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui de manière à causer la mort ou des lésions corporelles à autrui est assujetti aux poursuites et aux peines prévues par les articles 203 ou 204 du *Code criminel*.

Other offences

108. Every person who contravenes any provision of this Act or of any regulation made under this Act, other than a provision referred to in sections 103 to 107, or of any regulation made under this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to six months imprisonment or to both.

Autres infractions

108. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou à ses règlements, autre que celles visées aux articles 103 à 107, commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et est passible d'une amende maximale de deux cent mille dollars et d'un emprisonnement de six mois, ou de l'une de ces peines.

Time limit

109. Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject matter of the proceedings.

Prescription

109. Les poursuites visant une infraction prévue par la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a été saisi des faits faisant l'objet de l'infraction.

Continuing offence

110. Where an offence under this Act is committed or continued on more than one day, the person who committed the offence is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Infractions continues

110. Il est compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Construction of subsection 450(5) of *Canada Shipping Act*

111. Subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act* is not to be construed so as to relieve any person from liability under this Act.

Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*

111. Le paragraphe 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* n'a pas pour effet de dégager quiconque de sa responsabilité sous le régime de la présente loi.

Regulations

112. The Governor in Council may make regulations prescribing the manner in which the proceeds resulting from the payment of fines or the execution of orders under this Act shall be distributed.

Règlements

112. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les modalités de distribution du produit des amendes ou de l'exécution des ordonnances prévus par la présente loi.

Nearest court has jurisdiction for Part VI offences

113. (1) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraphs 60(1)(*a*) to (*f*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by the court having jurisdiction in

Tribunal compétent : partie VI

113. (1) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 60(1)*a*) à *f*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et elle est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

respect of similar offences in the territorial division nearest to the place where the offence was committed; and

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within that territorial division.

Where offence deemed to have been committed

(2) An offence to which subsection (1) applies shall, for the purposes of that subsection, be deemed to have been committed either in the place where the offence was actually committed or in the place in which the accused is found.

Lieu présumé de l'infraction

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le lieu d'une infraction est présumé être soit celui de sa perpétration, soit celui où l'accusé est trouvé.

Any court has jurisdiction for Part VI offences

(3) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraphs 60(1)(*g*) or (*h*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by any court having jurisdiction in respect of similar offences committed by persons within the limits of its ordinary jurisdiction; and

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within the jurisdiction of the court before which it is tried.

Tribunal compétent : partie VI

(3) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 60(1)*g*) ou *h*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et elle est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Liability of directors

114. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Dirigeants des personnes morales

114. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Identifying owner, master, etc.

115. The owner or master of a ship, the owner or pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a platform or other man-made structure may be charged with an offence arising out of a contravention of Part VI as owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure if it is adequately identified, and no such charge is invalid by reason only that it does not name the owner, master, pilot in command or person in charge, as the case

Poursuites contre le propriétaire, etc.

115. (1) Des poursuites pour infraction à la partie VI peuvent être valablement intentées contre le propriétaire ou le capitaine d'un navire, contre le propriétaire ou le commandant de bord d'un aéronef en cette qualité ou contre le propriétaire ou la personne ayant la charge d'une plate-forme ou d'un ouvrage, même si ces personnes ne sont pas nommément désignées, à condition que le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'ouvrage soit suffisamment identifié.

may be, of the ship, aircraft, platform or structure.

Proof of offence

116. (1) In any prosecution of an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or prosecuted for the offence.

Preuve

116. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Idem

(2) In any prosecution of the master of a ship or the pilot in command of an aircraft for an offence arising out of a contravention of Part VI, it is sufficent proof of the offence to establish that it was committed by a crew member or other person on board the ship or aircraft, whether or not the crew member or other person is identified or prosecuted for the offence.

Idem

(2) Dans les poursuites contre le capitaine d'un navire ou le commandant de bord d'un aéronef pour infraction à la partie VI, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un membre d'équipage ou une autre personne se trouvant à bord du navire ou de l'aéronef, que ce membre ou cette personne ait été ou non identifiée ou poursuivie.

Defence

117. No person shall be found guilty of an offence under this Act, other than an offence under section 106 or 107, if the person establishes that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Disculpation

117. L'accusé peut se disculper d'une infraction à la présente loi, autre que celles visées aux articles 106 et 107 en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Certificate of analyst

118. (1) Subject to subsections (2) and (3), a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined a substance or product and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and in the absence of evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Certificat de l'analyste

118. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié telle substance ou tel produit et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant toute infraction à la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

Présence de l'analyste

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence et l'analyste pour contre-interrogatoire.

Notice

(3) No certificate of an analyst shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

Préavis

(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Discharge

Absolute or conditional discharge

119. (1) A court may, instead of convicting an offender of an offence, by order direct that the offender be discharged absolutely or on the conditions specified in an order made in accordance with section 122.

Conditions of order

(2) The following conditions shall be deemed to be specified in an order under this section, namely that the offender shall

(*a*) keep the peace and be of good behaviour;

(*b*) appear before the court when required to do so by the court; and

(*c*) report to and be under the supervision of a probation officer, within the meaning of the *Criminal Code*, or other person designated by the court.

Suspended sentence

120. Where an offender is convicted of an offence under this Act, the court may suspend the imposition of any other sanction and direct that the offender enter into a recognizance with or without sureties to keep the peace and be of good behaviour for such period, not exceeding two years, as the court thinks fit.

Additional fine

121. Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, where it is satisfied that as a result of the commission of the offence the offender acquired any monetary benefits or that monetary benefits accrued to the offender, order the offender to pay, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of those monetary benefits.

Orders of court

122. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, on application by the prosecutor on behalf of the Minister and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

Libération

Libération avec ou sans condition

119. (1) Le tribunal peut ordonner, qu'au lieu d'être condamné, le contrevenant soit, une fois sa culpabilité déterminée, libéré sans condition ou sous réserve des conditions que prévoit une ordonnance rendue en conformité avec l'article 122.

Contenu de l'ordonnance de libération

(2) Les conditions suivantes sont réputées toujours faire partie d'une ordonnance de libération :

a) ne pas troubler l'ordre public et avoir une bonne conduite;

b) se présenter devant le tribunal lorsque celui-ci l'exige;

c) se présenter à un agent de probation, au sens du *Code criminel*, ou autre personne que désigne le tribunal et rester sous sa surveillance.

Sursis

120. Le tribunal peut surseoir au prononcé de toute sanction et ordonner que le contrevenant qui est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi contracte, avec ou sans caution, un engagement de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite pour une période maximale de deux ans que fixe le tribunal.

Amende supplémentaire

121. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il estime que l'auteur de l'infraction a tiré des bénéfices ou avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui imposer, malgré le montant maximal de l'amende fixé pour cette infraction, une amende supplémentaire égale au montant que le tribunal juge proportionnel à ces bénéfices ou avantages.

Ordonnances du tribunal

122. (1) Le tribunal peut, sur demande présentée au nom du ministre par le procureur de la poursuite, ordonner à la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en sus de toute autre peine infligée à celle-ci et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration :

(*a*) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;

(*b*) directing the offender to take such action as the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the environment that results or may result from the act or omission that constituted the offence;

(*c*) directing the offender to publish, in the manner prescribed, the facts relating to the conviction;

(*d*) directing the offender to notify, at his own cost and in the manner prescribed, any person aggrieved or affected by the offender's conduct of the facts relating to the conviction;

(*e*) directing the offender to post such bond or pay such amount of money into court as will ensure compliance with any order made pursuant to this section;

(*f*) directing the offender to submit to the Minister, on application by the Minister made within three years after the date of conviction, such information with respect to the activities of the offender as the court considers appropriate and just in the circumstances;

(*g*) directing the offender to compensate the Minister, in whole or in part, for the cost of

(i) the investigation of the offence and the proceedings under this Act, and

(ii) any remedial or preventative action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the act or omission that constituted the offence;

(*h*) directing the offender to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be imposed therein;

(*i*) directing the offender to pay, in any manner prescribed by regulations under section 112, an amount for the purposes of conducting research into the ecological use and disposal of the substance in respect of which the offence was committed; or

(*j*) requiring the offender to comply with such other reasonable conditions as the

a) de ne plus faire une chose ou exercer une activité qui risque d'entraîner la continuation ou la répétition de l'infraction;

b) de prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

c) de publier, selon les modalités réglementaires, les faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

d) d'aviser, à ses frais et selon les modalités réglementaires, toute victime des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

e) de donner un cautionnement ou de déposer auprès du tribunal une somme d'argent en garantie de l'observation d'une ordonnance rendue en vertu du présent article;

f) de fournir au ministre, sur demande présentée par celui-ci au cours des trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements, que le tribunal estime justes en l'occurrence, relatifs aux activités de cette personne;

g) d'indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a supportés :

(i) pour l'enquête et les poursuites intentées en vertu de la présente loi,

(ii) pour la réparation ou la prévention des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

h) d'exécuter des travaux d'intérêt collectif dans des conditions raisonnables;

i) de payer, conformément aux modalités réglementaires prévues à l'article 112, une somme d'argent destinée à faire des recherches en matière d'utilisation et de dispersion écologiques de la substance qui a donné lieu à l'infraction;

j) de se conformer aux autres conditions, qu'il estime justes, destinées à assurer sa bonne conduite et à l'empêcher de répéter l'infraction ou d'en commettre une autre.

court considers appropriate and just in the circumstances for securing the offender's good conduct and for preventing the offender from repeating the same offence or committing other offences.

Publication

(2) Where an offender fails to comply with an order made under paragraph (1)(*c*) directing the publication of the facts relating to the offence, the Minister may publish the facts in compliance with the order and recover the costs of publication from the offender.

Debt due to Her Majesty

(3) Where the court makes an order under paragraph (1)(*g*) directing an offender to pay costs or the Minister publishes facts under subsection (2), the costs constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Coming into force and duration of order

(4) An order made under subsection (1) comes into force on the day on which it is made or on such other day as the court may determine and shall not continue in force for more than three years after that day.

Regulations

(5) The Governor in Council may, by regulation, prescribe any matter or thing that by this section is to be prescribed.

Compensation for loss of property

123. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, at the time sentence is imposed and on the application of the person aggrieved, order the accused to pay to that person an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

Enforcement

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

Variation of sanctions

124. (1) Subject to subsection (2), where a court has made, in relation to an offender,

(2) À défaut par la personne déclarée coupable de l'infraction d'effectuer la publication ordonnée en vertu de l'alinéa (1)*c*), le ministre peut l'effectuer et recouvrer de celle-ci les frais de la publication.

Publication

Créances de Sa Majesté

(3) Les frais visés à l'alinéa (1)*g*) et au paragraphe (2) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant tout tribunal compétent.

Entrée en vigueur et durée

(4) Une ordonnance visée au paragraphe (1) entre en vigueur soit à la date où elle est rendue, soit à la date fixée par le tribunal; elle demeure en vigueur pour une période maximale de trois ans.

Règlements

(5) Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par toute autre disposition du présent article.

Indemnité pour perte de biens

123. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi, le tribunal peut, sur demande d'une personne lésée, lors de l'infliction de la peine, ordonner que l'accusé paie à cette personne un montant à titre de réparation ou dédommagement pour la perte de biens ou le dommage à des biens qu'a subi cette personne par suite de la commission de l'infraction.

Exécution

(2) Lorsqu'un montant dont le paiement est ordonné en vertu du paragraphe (1) n'est pas versé immédiatement, le requérant peut, en produisant l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, le montant dont le paiement est ordonné, et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il était un jugement rendu contre lui devant cette cour dans des procédures civiles.

Ordonnance de modification des sanctions

124. (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu des articles 119, 120 ou

an order under section 119, 120 or 122, the court may, on application by the offender or the Attorney General, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and, in the opinion of the court, is rendered desirable by a change in the circumstances of the offender since the order was made, namely:

(*a*) make changes in the order or the conditions specified therein or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or

(*b*) decrease the period for which the order is to remain in force or relieve the offender, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any conditions that is specified in the order.

Notice

(2) Before making an order under subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court may consider to be interested and may hear any such person.

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of an offender has been heard by a court, no other application may be made with respect to the offender except with leave of the court.

Offence

125. Every person who contravenes or fails to comply with an order made under section 119, 120, 122 or 124 is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

Contraventions

Ticketing

126. Notwithstanding anything in this Act, the Governor in Council may, by regulation, on the recommendation of the Minis-

122 peut, sur demande du procureur général ou du contrevenant, exiger la comparution de celui-ci et, après avoir entendu les observations du procureur général et du contrevenant, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance de l'une ou plusieurs des façons suivantes qui sont applicables et que justifie un changement dans la situation du contrevenant depuis que l'ordonnance a été rendue :

a) soit modifier l'ordonnance ou ses conditions ou en prolonger la période de validité pour une durée maximale d'un an, s'il le juge à propos;

b) soit réduire la période de validité de l'ordonnance ou dégager le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à une condition de l'ordonnance.

Préavis

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut exiger que soient avisées les personnes qu'il considère intéressées; il peut aussi les entendre.

Restriction

(3) Lorsqu'une demande a été entendue en vertu du présent article, une demande subséquente ne peut l'être qu'avec l'autorisation du tribunal.

Infraction

125. Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu de l'article 119, 120, 122 ou 124 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, d'une amende maximale d'un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines.

Contraventions

Contraventions

126. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommanda-

ter, designate any offence under this Act as an offence with respect to which

(*a*) notwithstanding the *Criminal Code*, an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the form prescribed by the regulations, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(*b*) the summons may be served on an accused by mailing the summons to him at his latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

tion du ministre, déterminer, parmi les infractions à la présente loi :

a) celles pour lesquelles, par dérogation au *Code criminel*, l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer le formulaire de contravention établi par règlement d'application du présent article et le remettre, avec citation, au prévenu;

b) celles qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu, par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue, et, d'autre part, le montant de l'amende pour chaque infraction.

Other Remedies

Autres remèdes

Injunction

127. (1) Where, on the application of the Minister, it appears to a court of competent jurisdiction that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commission of an offence under this Act, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to do or to refrain from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of an offence under this Act.

Injonction

127. (1) Lorsque le tribunal compétent est convaincu, sur demande présentée par le ministre, qu'une personne est sur le point d'accomplir ou accomplira vraisemblablement un acte ou une chose constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à la perpétration d'une telle infraction, la cour peut, par ordonnance, prononcer une injonction interdisant à toute personne nommée dans la demande de faire quoi que ce soit qui, d'après le tribunal, peut constituer une infraction à cette loi ou tendre à la perpétration de telle infraction.

Notice

(2) No injunction shall issue under subsection (1) unless forty-eight hours notice is given to the party or parties named in the application or the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.

Préavis de la demande

(2) L'ordonnance d'injonction est assujettie à un préavis d'au moins quarante-huit heures adressé aux parties nommées dans la demande, sauf si l'urgence de la situation est telle que le délai du préavis est contraire à l'intérêt public.

Civil cause of action

128. (1) Any person who has suffered loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may, in any court of competent jurisdiction, sue for and recover from the person who engaged in the conduct an amount equal to the loss or damage proved to have been suffered by the person and an

Recouvrement de dommages-intérêts

128. (1) Toute personne qui a subi une perte ou un préjudice par suite d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi peut, devant tout tribunal compétent, réclamer et recouvrer de la personne qui a eu un tel comportement une somme égale au montant de la perte ou du préjudice qu'elle est reconnue avoir subi et

amount to compensate him for the costs of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

Injunction

(2) Any person who suffers or is about to suffer loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may seek an injunction from a court of competent jurisdiction ordering the person engaged in the conduct to do or to refrain from doing any act that it appears to the court causes or will cause the loss or damage.

Evidence of offence

(3) In any action under subsection (1) against a person, the record of proceedings in any court in which that person was convicted of an offence under this Act is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person against whom the action is brought engaged in conduct that was contrary to a provision of this Act.

Evidence of conviction

(4) In any action under subsection (1) against a person, a certificate setting out with reasonable particularity the conviction and sentence of the person for an offence under this Act signed by

(a) the person who made the conviction, or

(b) the clerk of the court in which the conviction was made,

is, on proof that the person is the offender referred to in the certificate, evidence that the person was so convicted and sentenced without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Civil remedies

129. No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or gives rise to liability under section 22.

Report to Parliament

Annual report

130. The Minister shall, as soon as possible after the end of each year, prepare and cause to be laid before Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that year.

1997 Protection de l'environnement

5 point de subir une perte ou un dommage résultant d'une contravention allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements peut demander au tribunal compétent de prononcer une injonction enjoignant à la personne ayant ce comportement de ne pas faire ou de ne pas faire faire un acte qui puisse occasionner la perte ou le dommage.

(3) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), les procès-verbaux relatifs aux poursuites engagées devant le tribunal qui a déclaré cette personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi constituent, en l'absence de preuve contraire, la preuve que le défendeur a eu un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi.

(4) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), le certificat énonçant de façon raisonnablement détaillée la déclaration de culpabilité et la peine infligée au contrevenant, signé par la personne qui a prononcé la déclaration ou le greffier du tribunal devant lequel celle-ci a été prononcée, fait preuve, une fois établi que le défendeur est le contrevenant visé dans le certificat, que celui-ci a été ainsi déclaré coupable et condamné sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Recours civils

129. Le simple fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction à la présente loi ou en entraîne la responsabilité par le présent article n'a aucun effet suspensif ou autre sur d'éventuels recours civils.

Rapport au Parlement

130. Au début de chaque année, le ministre fait établir dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente et le fait déposer devant le Parlement.

amount to compensate him for the costs of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

du coût total, pour elle, de toute enquête relative à l'affaire et des poursuites engagées en vertu du présent article.

Injunction

(2) Any person who suffers or is about to suffer loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may seek an injunction from a court of competent jurisdiction ordering the person engaged in the conduct to do or to refrain from doing any act that it appears to the court causes or will cause the loss or damage.

Injonction

(2) Toute personne qui subit ou est sur le point de subir une perte ou un dommage résultant d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements peut demander au tribunal compétant de prononcer une injonction enjoignant à la personne ayant ce comportant de faire ou de ne pas faire quoi que ce soit qui puisse occasionner la perte ou le dommage.

Evidence of offence

(3) In any action under subsection (1) against a person, the record of proceedings in any court in which that person was convicted of an offence under this Act is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person against whom the action is brought engaged in conduct that was contrary to a provision of this Act.

Preuve d'infraction à loi

(3) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), les procès-verbaux relatifs aux poursuites engagées devant le tribunal qui a déclaré cette personne coupable d'une infraction prévue par la présente loi constituent, en l'absence de preuve contraire, la preuve que le défendeur a eu un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi.

Evidence of conviction

(4) In any action under subsection (1) against a person, a certificate setting out with reasonable particularity the conviction and sentence of the person for an offence under this Act signed by

(*a*) the person who made the conviction, or

(*b*) the clerk of the court in which the conviction was made,

is, on proof that the person is the offender referred to in the certificate, evidence that the person was so convicted and sentenced without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Preuve de condamnation antérieure

(4) Dans une action intentée en vertu du paragraphe (1), le certificat énonçant de façon raisonnablement détaillée la déclaration de culpabilité et la peine infligée au Canada à un contrevenant, signé par la personne qui a prononcé la déclaration ou le greffier du tribunal devant lequel celle-ci a été prononcée, fait preuve, une fois établi que le défendeur est le contrevenant visé dans le certificat, que celui-ci a été ainsi déclaré coupable et condamné sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Civil remedies

129. No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or gives rise to liability under section 42.

Recours civils

129. Le simple fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction à la présente loi ou entraîne la responsabilité par le présent article n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.

Report to Parliament

Rapport au Parlement

Annual report

130. The Minister shall, as soon as possible after the end of each year, prepare and cause to be laid before Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that year.

Rapport annuel

130. Au début de chaque année, le ministre établit dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente et le fait déposer devant le Parlement.

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

1980-81-82-83, c. 111, Sch I.

Access to Information Act

131. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by deleting therefrom the reference to

"Environmental Contaminants Act
Loi sur les contaminants de l'environnement"

and the corresponding reference to "subsection 4(4)".

c. 5 (1st Supp.)

Canada Water Act

132. Part III of the *Canada Water Act* is repealed.

1985, c. 26, s. 34

133. Paragraphs 24(1)(*b*) and (*c*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) examine any waste found therein in bulk or open any container found therein that he has reason to believe contains any waste and take samples thereof; and"

134. Subsection 28(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**28.** (1) Every person who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence."

135. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**29.** Every person who contravenes section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(*e*), (*f*) or (*g*) is guilty of an offence punishable on summary conviction."

1970-71-72, c. 47

Clean Air Act

Repeal

136. The *Clean Air Act* is repealed.

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

Loi sur l'accès à l'information

131. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

«Loi sur les contaminants de l'environnement
Environmental Contaminants Act

et du renvoi correspondant au «paragraphe 4(4)».

ch. 5 (1er suppl.)

Loi sur les ressources en eau du Canada

132. La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée.

1985, ch. 26, art. 34

133. Les alinéas 24(1)*b*) et *c*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«*b*) examiner tout déchet qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, et en prélever des échantillons; et»

134. Le paragraphe 28(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**28.** (1) Toute personne qui contrevient à l'article 8 est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

135. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**29.** Toute personne qui contrevient à l'article 25 ou à tout règlement établi en vertu des alinéas 16(1)*e*), *f*) ou *g*) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

1970-71-72, ch. 47

Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique

Abrogation

136. La *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique* est abrogée.

EXPLANATORY NOTES

Access to Information Act

Clause 131: This amendment is consequential on the repeal of the *Environmental Contaminants Act* proposed by clause 135.

Canada Water Act

Clause 132: The provisions of Part III of the *Canada Water Act* are set out in Part III of the proposed Act.

Clause 133: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Paragraphs 24(1)(*b*) and (*c*) at present read as follows:

"(*b*) enter any area, place, premises, vessel or vehicle, other than a private dwelling place or any part of any such area, place, premises, vessel or vehicle that is designated to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place, in which he believes on reasonable grounds any cleaning agent or water conditioner is being manufactured or stored;

(*c*) examine any waste, *cleaning agent or water conditioner* found therein in bulk or open any container found therein that he has reason to believe contains any waste, *cleaning agent or water conditioner* and take samples thereof; and"

Clause 134: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Subsection 28(1) at present reads as follows:

"**28.** (1) *Any* person who *violates* section 8 *or 18* is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence."

Clause 135: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Section 29 at present reads as follows:

"**29.** *Any* person who *violates subsection 20(3) or* section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(*e*), (*f*) or (*g*) *or paragraph 19(c)* is guilty of an offence punishable on summary conviction.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'accès à l'information

Article 131. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 135.

Loi sur les ressources en eau du Canada

Article 132. — La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée et devient la partie III de cette nouvelle loi.

Article 133. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel des alinéas 24(1)*b*) et *c*) :

«*b*) entrer dans toute zone, tout lieu, local, bateau ou véhicule, autre qu'une résidence particulière ou que toute partie d'une telle zone, d'un tel lieu, local, bateau ou véhicule qui est conçue pour être utilisée et est utilisée à titre de résidence particulière permanente ou temporaire, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que l'on y fabrique ou que l'on y entrepose un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) examiner tout déchet, *agent de nettoyage ou conditionneur d'eau* qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, *agent de nettoyage ou conditionneur d'eau*, et en prélever des échantillons; et»

Article 134. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel du paragraphe 28(1) :

«**28.** (1) Toute personne qui contrevient à l'article 8 *ou à l'article 18* est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

Article 135. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel de l'article 29 :

«**29.** Toute personne qui contrevient *au paragraphe 20(3) ou* à l'article 25 ou à tout règlement établi en vertu des alinéas 16(1)*e*), *f*) ou *g*) *ou de l'alinéa 19c)* est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

c. 14 (2nd Supp.)

Department of the Environment Act

1984, c. 31, s. 14 (Sch. II, item 22)

137. Subsection 6(2) of the *Department of the Environment Act* is repealed.

1974-75-76, c. 72

Environmental Contaminants Act

Repeal

138. (1) The *Environmental Contaminants Act*, except subsection 4(6) thereof, is repealed.

(2) Subsection 4(6) of the said Act is repealed.

1974-75-76, c. 55

Ocean Dumping Control Act

Repeal

139. The *Ocean Dumping Control Act* is repealed.

ch. 14 (2e suppl.)

Loi sur le ministère de l'environnement

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, nº 22

137. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur le ministère de l'environnement* est abrogé.

1974-75-76, ch. 72

Loi sur les contaminants de l'environnement

Abrogation

138. (1) La *Loi sur les contaminants de l'environnement*, sauf le paragraphe 4(6), est abrogée.

(2) Le paragraphe 4(6) de la même loi est abrogé.

1974-75-76, ch. 55

Loi sur l'immersion de déchets en mer

Abrogation

139. La *Loi sur l'immersion de déchets en mer* est abrogée.

PART IX

COMING INTO FORCE

Coming into force

140. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

140. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

SCHEDULE I
(*Sections 36 to 39*)

LIST OF TOXIC SUBSTANCES

Item	Column I Name or Description of Substance	Column II Type of Regulation Applicable
1.	Chlorobiphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	(a) Prohibited commercial, manufacturing or processing uses (b) Maximum concentrations in products (c) Maximum quantities and concentrations that may be released into the environment
2.	Dodecachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2,6}$.$0^{3,9}$.$0^{4,8}$] decane	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
3.	Polybrominated Biphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Br_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
4.	Chlorofluorocarbon: totally halogenated chlorofluorocarbons that have the molecular formula $C_nCl_xF_{(2n+2-x)}$	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
5.	Polychlorinated Terphenyls that have a molecular formula $C_{18}H_{14-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
6.	Asbestos	Limited atmospheric releases from asbestos mines and mills
7.	Lead	Limited atmospheric releases from secondary lead smelters
8.	Mercury	Limited atmospheric releases from chlor-alkali mercury plants
9.	Vinyl Chloride	Limited atmospheric releases from vinyl chloride and polyvinyl chloride plants

ANNEXE I
(articles 36 à 39)

LISTE DE SUBSTANCES TOXIQUES

Item	Colonne I Dénomination de la substance	Colonne II Type de règlement applicable
1.	Les biphényles chlorés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	a) Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites b) Concentrations maximales dans les produits c) Quantités et concentrations maximales qui peuvent être émises dans l'environnement
2.	Le dodécachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2,6}$.$0^{3,9}$.$0^{4,8}$] décane	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
3.	Les biphényles polybromés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Br_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
4.	Les chlorofluoroalcanes complètement halogénés dont la formule moléculaire est $C_nCl_xF_{(2n+2-x)}$	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
5.	Les triphényles polychlorés dont la formule moléculaire est $C_{18}H_{14-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
6.	Amiante	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les mines et les usines d'extraction d'amiante
7.	Plomb	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fonderies de plomb de seconde fusion
8.	Mercure	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlore utilisant des électrolyseurs au mercure
9.	Chlorure de vinyle	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlorure de vinyle et de chlorure de polyvinyle

SCHEDULE II
(*Sections 44 and 45*)

LIST OF TOXIC SUBSTANCES REQUIRING EXPORT NOTIFICATION

ANNEXE II
(*articles 44 et 45*)

LISTE DE SUBSTANCES TOXIQUES D'EXPORTATION

SCHEDULE III
(Sections 3, 65 and 70)

PART I

LIST OF PROHIBITED SUBSTANCES

1. Organohalogen compounds.
2. Mercury and mercury compounds.
3. Cadmium and cadmium compounds.
4. Persistent plastics and other persistent synthetic materials.
5. Crude oil and its wastes, refined petroleum products, petroleum distillate residues and any mixtures containing any of those substances.
6. High-level radioactive wastes or other high-level radioactive matter that may be prescribed.
7. Substances in whatever form, produced for biological and chemical warfare.

PART II

LIST OF RESTRICTED SUBSTANCES

1. Arsenic and its compounds.
2. Lead and its compounds.
3. Copper and its compounds.
4. Zinc and its compounds.
5. Organosilicon compounds.
6. Cyanides.
7. Fluorides.
8. Pesticides and their by-products not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
9. Beryllium and its compounds
10. Chromium and its compounds.
11. Nickel and its compounds.
12. Vanadium and its compounds.
13. Containers and scrap metal.
14. Radioactive wastes or other radioactive matter not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
15. Substances that by reason of their bulk would interfere with fishing.
16. Substances that, though of a non-toxic nature, may become harmful due to the quantities in which they are dumped, or that are liable to seriously reduce amenities.

ANNEXE III
(articles 3, 65 et 70)

PARTIE I

SUBSTANCES INTERDITES

1. Les organohalogénés.
2. Le mercure et ses composés.
3. Le cadmium et ses composés.
4. Les plastiques non destructibles et autres matières synthétiques non destructibles.
5. Le pétrole brut et ses déchets, les produits du pétrole raffiné, les résidus du pétrole distillé et tout mélange contenant l'un ou l'autre de ces produits.
6. Les déchets fortement radioactifs et autres matières fortement radioactives désignés par règlement.
7. Les substances produites pour la guerre biologique et chimique sous quelque forme que ce soit.

PARTIE II

SUBSTANCES RÉGLEMENTÉES

1. L'arsenic et ses composés.
2. Le plomb et ses composés.
3. Le cuivre et ses composés.
4. Le zinc et ses composés.
5. Les organosiliciés.
6. Les cyanures.
7. Les fluorures.
8. Les pesticides et sous-produits de pesticides non compris à la partie I.
9. Le béryllium et ses composés.
10. Le chrome et ses composés.
11. Le nickel et ses composés.
12. Le vanadium et ses composés.
13. Les conteneurs et les déchets métalliques.
14. Les déchets radioactifs ou autres matières radioactives non comprises à la partie I.
15. Les substances qui, de par leur volume, gêneraient la pêche.
16. Les substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui sont susceptibles de diminuer sensiblement les agréments.

PART III

LIST OF FACTORS

1. CHARACTERISTICS AND COMPOSITION OF SUBSTANCE

(1) Total amount and average composition of substance dumped (e.g., per year).

(2) Form (e.g., solid, sludge, liquid or gaseous).

(3) Properties: physical (e.g., solubility and density), chemical and biochemical (e.g., oxygen demand, nutrients) and biological (e.g., presence of viruses, bacteria, yeasts and parasites).

(4) Toxicity.

(5) Persistence: physical, chemical and biological.

(6) Accumulation and biotransformation in biological materials or sediments.

(7) Susceptibility to physical, chemical and biochemical changes and interaction in the aquatic environment with other dissolved organic and inorganic materials.

(8) Probability of production of taints or other changes reducing marketability of resources (fish and shellfish).

2. CHARACTERISTICS OF DUMPING SITE AND METHOD OF DEPOSIT

(1) Location (e.g., coordinates of the dumping site, depth and distance from the coast) and location in relation to other areas (e.g., amenity areas, spawning, nursery and fishing areas and exploitable resources).

(2) Rate of disposal per specific period (e.g., quantity per day, per week, per month).

(3) Methods of packaging and containment, if any.

(4) Initial dilution achieved by proposed method of release.

(5) Dispersal characteristics (e.g., effects of currents, tides and wind on horizontal transport and vertical mixing).

(6) Water characteristics (e.g., temperature, pH, salinity, stratification, oxygen indices of pollution — dissolved oxygen (DO), chemical oxygen demand (COD), biochemical oxygen demand (BOD) — nitrogen present in organic and mineral form including ammonia, suspended matter, other nutrients and productivity).

(7) Bottom characteristics (e.g., topography, geochemical and geological characteristics and biological productivity).

PARTIE III

FACTEURS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR LA DÉLIVRANCE DES PERMIS

1. CARACTÉRISTIQUES ET COMPOSITION DE LA SUBSTANCE

(1) Quantité totale et composition moyenne de la substance immergée (exemple : par an).

(2) Forme, par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse.

(3) Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, éléments nutritifs) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).

(4) Toxicité.

(5) Persistance : physique, chimique et biologique.

(6) Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques et les sédiments.

(7) Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.

(8) Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, crustacés et mollusques testacés, etc.).

2. CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'IMMERSION ET MÉTHODE DE DÉPÔT

(1) Emplacement (coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).

(2) Cadence d'évacuation de la matière (par exemple, quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).

(3) Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.

(4) Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée.

(5) Caractéristiques de dispersion (telles qu'effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).

(6) Caractéristiques de l'eau (telles que température, pH, salinité, stratification, indices de pollution : notamment oxygène dissous (OD), demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), présence d'azote sous forme organique ou minérale et, notamment, présence d'ammoniaque, de matières en suspension et d'autres matières nutritives, productivité).

(7) Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique).

(8) Existence and effects of other dumpings that have been made in the dumping site (e.g., heavy metal background reading and organic carbon content).

(9) Whether an adequate scientific basis exists for assessing the consequences of dumping, as outlined in this List taking into account seasonal variations.

3. GENERAL CONSIDERATIONS AND CONDITIONS

(1) Possible effects on amenities (e.g., presence of floating or stranded material, turbidity, objectional odour, discoloration and foaming).

(2) Possible effects on marine life, fish and shellfish culture, fish stocks and fisheries, seaweed harvesting and culture.

(3) Possible effects on other uses of the sea (e.g., impairment of water quality for industrial use, underwater corrosion of structures, interference with ship operations from floating substances, interference with fishing or navigation through deposit of waste or solid objects on the sea floor and protection of areas of special importance for scientific or conservation purposes).

(4) The practical availability of alternative land based methods of treatment, disposal or elimination, or of treatment to render the substance less harmful for dumping at sea.

(8) Existence et effets d'autres immersions pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et teneur en carbone organique).

(9) Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, on doit s'efforcer de déterminer s'il existe une base scientifique d'évaluation des conséquences de l'immersion comme il est indiqué dans la présente annexe, compte tenu des variations saisonnières.

3. CONSIDÉRATIONS ET CIRCONSTANCES GÉNÉRALES

(1) Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).

(2) Effets éventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.

(3) Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer, perturbations du fonctionnement des navires par des matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).

(4) Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT AND OF HUMAN LIFE AND HEALTH

Declaration
Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

ADMINISTRATIVE DUTIES

2. Duties of the Government of Canada

INTERPRETATION

3. Definitions

HER MAJESTY

4. Binding on Her Majesty

ADVISORY COMMITTEES

5. Ministerial advisory committees
6. Federal-provincial advisory committees

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

7. Monitoring, research and publication

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

8. Formulation by the Minister
9. Formulation by the Minister of National Health and Welfare

Publication

10. Publication of objectives, guidelines and codes of practice

PART II

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

11. Toxic substances

Priority Substances

12. Priority Substances List
13. Report of assessment

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA VIE HUMAINE ET DE LA SANTÉ

Déclaration
Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

2. Fonctions

DÉFINITIONS

3. Définitions

SA MAJESTÉ

4. Obligation de Sa Majesté

COMITÉS CONSULTATIFS

5. Constitution
6. Comités consultatifs fédéro-provinciaux

PARTIE I

OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, DIRECTIVES ET RÈGLES DE PRATIQUE

Données environnementales et recherche

7. Contrôle, recherche et publication

Formulation d'objectifs, de directives et de règles de pratique

8. Formulation par le ministre
9. Formulation par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Publication

10. Publication des objectifs, directives ou règles de pratique

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Définition

11. Substance toxique

Liste de substances prioritaire

12. Liste de substances prioritaire
13. Rapport d'évaluation

Information

14. Gathering of information
15. Notice requiring information and samples
16. Notice to the Minister
17. Communication of information

Disclosure of Information

18. Confidential business information
19. Prohibition against disclosure
20. Application for determination
21. Review of application
22. Notice of objection
23. List of candidates for review panel
24. Destruction of records
25. Regulations
26. Non-disclosure by Minister
27. Security requirements for disclosure

Substances New to Canada

28. Domestic Substances List
29. Manufacture or import of substances
30. Prohibition of activity
31. Assessment of information
32. Action to be taken after assessment
33. Amendment of Lists
34. Publication of masked name
35. Regulations

Regulation of Toxic Substances

36. Addition to List of Toxic Substances
37. Regulations
38. Emergency orders

Release of Toxic Substances

39. Report and remedial measures
40. Voluntary report
41. Regulations
42. Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty
43. Remedial measures

Information

14. Cueillette de renseignements
15. Avis de demande de renseignements et d'échantillons
16. Notification du ministre
17. Communication de renseignements

Divulgation de renseignements

18. Renseignements confidentiels
19. Interdiction de divulgation
20. Demande de désignation
21. Étude de la demande
22. Avis d'opposition
23. Liste de candidats
24. Destruction de dossiers
25. Règlements
26. Non-divulgation par un ministre
27. Sécurité de la divulgation

Substances nouvelles au Canada

28. Liste de substances
29. Fabrication ou importation
30. Activités prohibées
31. Évaluation des renseignements
32. Mesures
33. Modification des listes
34. Publication d'un nom modifié
35. Règlements

Réglementation des substances toxiques

36. Inscription sur la liste des substances toxiques
37. Règlements
38. Arrêtés d'urgence

Rejet de substances toxiques

39. Rapport et correctifs
40. Rapport volontaire
41. Règlements
42. Recouvrement des frais et dépens par Sa Majesté
43. Mesures correctives

Export of Toxic Substances and Waste Materials

44. List of Toxic Substances Requiring Export Notification

45. Notice to foreign authority of export of substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification

Fuels

46. Prohibition

47. Regulations

Notice of Objection

48. Publication of proposed orders and regulations

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

49. Definitions

Prohibition

50. Prohibition

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

51. Definitions

Guidelines

52. Guidelines

Regulations

53. Absence of regulations

Plans and Specifications

54. Plans and specifications

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

55. Recommendation of regulations respecting international pollution

56. Publication of proposed regulations

57. Regulations

58. Prohibition

59. Plans and specifications

Exportation de substances toxiques et de déchets

44. Liste de substances toxiques d'exportation

45. Préavis à l'autorité étrangère — substance toxique

Combustibles

46. Interdiction

47. Règlements

Avis d'opposition

48. Publication des projets de décret et de règlement

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

49. Définitions

Interdiction

50. Interdiction

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT, OUVRAGES, ENTREPRISES, TERRES ET EAUX FÉDÉRAUX

Définitions

51. Définitions

Directives

52. Directives

Règlements

53. Absence de mesures réglementaires

Plans, Devis, etc.

54. Plans, devis, etc.

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

55. Recommendation

56. Publication des projets de règlement

57. Règlements

58. Interdiction

59. Plans, devis, etc.

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

60. Definitions

Prohibitions

61. Dumping
62. Dumping to avert danger
63. Loading in Canada
64. Disposal of ship, aircraft, platform or other man-made structure
65. Minister may grant permit
66. Factors to be considered in granting permit

Publication

67. Publication in the *Canada Gazette*

Notice of Objection

68. Notice of objection

Service of Documents

69. Manner of service

Inspections

70. Powers of inspectors

Costs and Expenses of the Crown

71. Costs and expenses recoverable

Detention of Ships

72. Detention of ships

Seizure and Forfeiture

73. Seizure of ships, etc.
74. Redelivery on deposit of security
75. Court may order forfeiture
76. Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.
77. Application by person claiming interest

Regulations

78. Regulations

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

60. Définitions

Interdictions

61. Immersion
62. Cas d'urgence
63. Chargement au Canada
64. Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage
65. Délivrance
66. Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

Publication

67. Publication dans la *Gazette du Canada*

Avis d'opposition

68. Notification du demandeur ou du titulaire de permis

Signification des documents

69. Mode de signification

Inspections

70. Pouvoirs des inspecteurs

Dépenses de la Couronne

71. Recouvrement

Arrêt de navires

72. Arrêt de navires

Saisie et confiscation

73. Saisie de navires, etc.
74. Remise en possession moyennant caution
75. Confiscation judiciaire
76. Réalisation d'un bien confisqué
77. Requête par quiconque revendique un droit

Règlements

78. Règlements

PART VII

GENERAL

Regulations

79. Exercise of regulation-making power
80. Transitional provision

Board of Review Proceedings

81. Establishment of board of review
82. Number of members of board
83. Appearance before board
84. Withdrawal of notice of objection
85. Powers of board
86. Costs
87. Absent member of board
88. Report
89. Rules for boards of review

Agreements with Provinces

90. Agreements

Designation of Inspectors and Analysts

91. Designation

Inspection

92. Inspection

Search

93. Search

Inspectors

94. Assistance to inspectors
95. Obstruction of inspectors

Seizure and detention

96. Seizure
97. Application to extend period of detention

Forfeiture

98. Forfeiture on consent
99. Forfeiture by order of court

Investigation of Offences

100. Application for investigation
101. Investigation

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

79. Disposition générale
80. Disposition transitoire

Commission de révision

81. Constitution
82. Membres de la commission
83. Comparution
84. Retrait d'un avis d'opposition
85. Pouvoirs d'une commission
86. Frais
87. Absence d'un membre
88. Rapport
89. Règles

Accords avec les provinces

90. Conclusion

Inspecteurs et analystes

91. Désignation

Inspection

92. Inspection

Perquisition

93. Pouvoir de délivrer un mandat

Inspecteurs

94. Aide à donner aux inspecteurs
95. Entrave

Saisie et rétention

96. Saisie
97. Demande de prolongation du délai de rétention

Confiscation

98. Confiscation par consentement
99. Confiscation par ordonnance du tribunal

Enquête sur des infractions

100. Demande d'enquête
101. Enquête

102. Minister may send evidence to Attorney General

Offences and Punishment

103. Inspectors
104. Information, notices and testing
105. Tests, manufacture, etc.
106. Fraud
107. Damage to the environment and death or harm to persons
108. Other offences
109. Time limit
110. Continuing offence
111. Construction of subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act*
112. Regulations
113. Nearest court has jurisdiction for Part VI offences
114. Liability of directors
115. Identifying owner, master, etc.
116. Proof of offence
117. Defence
118. Certificate of analyst

Discharge

119. Absolute or conditional discharge
120. Suspended sentence
121. Additional fine
122. Orders of court
123. Compensation for loss of property
124. Variation of sanctions
125. Offence

Contraventions

126. Ticketing

Other Remedies

127. Injunction
128. Civil cause of action
129. Civil remedies

Report to Parliament

130. Annual report

102. Envoi au procureur général

Infractions et peines

103. Inspecteurs
104. Renseignements, avis et expérimentation
105. Essais, fabrication, etc.
106. Fraude
107. Dommages à l'environnement
108. Autres infractions
109. Prescription
110. Infractions continues
111. Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*
112. Règlements
113. Tribunal compétent : partie VI
114. Dirigeants des personnes morales
115. Poursuites contre le propriétaire, etc.
116. Preuve
117. Disculpation
118. Certificat de l'analyste

Libération

119. Libération avec ou sans condition
120. Sursis
121. Amende supplémentaire
122. Ordonnances du tribunal
123. Indemnité pour perte de biens
124. Ordonnance de modification des sanctions
125. Infraction

Contraventions

126. Contraventions

Autres remèdes

127. Injonction
128. Recouvrement de dommages-intérêts
129. Recours civils

Rapport au Parlement

130. Rapport annuel

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

131. *Access to Information Act*

132-135 *Canada Water Act*

136. *Clean Air Act*

137. *Department of the Environment Act*

138. *Environmental Contaminants Act*

139. *Ocean Dumping Control Act*

PART IX

COMING INTO FORCE

140. Coming into force

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

131. *Loi sur l'accès à l'information*

132-135 *Loi sur les ressources en eau du Canada*

136. *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*

137. *Loi sur le ministère de l'environnement*

138. *Loi sur les contaminants de l'environnement*

139. *Loi sur l'immersion de déchets en mer*

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

140. Entrée en vigueur

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

REPRINT

C-74

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

First reading, June 26, 1987

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

RÉIMPRESSION

C-74

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

Première lecture le 26 juin 1987

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

22405

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

2e session, 33e législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

Declaration

It is hereby declared that the protection of the environment is essential to the well-being of Canada.

Preamble

WHEREAS the presence of toxic substances in the environment is a matter of national concern;

WHEREAS toxic substances, once introduced into the environment, cannot always be contained within geographic boundaries;

WHEREAS the Government of Canada in demonstrating national leadership should establish national environmental quality objectives, guidelines and codes of practice;

WHEREAS it is necessary to control the dispersal of nutrients in Canadian waters;

WHEREAS some of the laws under which federal lands, works and undertakings are administered or regulated do not make provision for environmental protection in respect of federal lands, works and undertakings;

AND WHEREAS Canada must be able to fulfil its international obligations in respect of the environment;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

Déclaration

Il est déclaré que la protection de l'environnement est essentielle au bien-être de la population du Canada.

Préambule

Attendu :

que la présence de substances toxiques dans l'environnement est une question d'intérêt national;

qu'il n'est pas toujours possible de circonscrire au territoire touché la dispersion de substances toxiques ayant pénétré dans l'environnement;

que le gouvernement fédéral, à titre de chef de file national en la matière, se doit d'établir des objectifs, des directives et des codes de pratiques nationaux en matière de qualité de l'environnement;

qu'il est nécessaire de limiter la dispersion des substances nutritives dans les eaux canadiennes;

que la législation régissant les terres, entreprises et ouvrages fédéraux ne prévoit pas toujours à leur égard de mesures de protection de l'environnement;

que le Canada se doit d'être en mesure de respecter ses obligations internationales en matière d'environnement,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the protection of the environment and of human life and health".

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé».

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Environmental Protection Act*.

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

ADMINISTRATIVE DUTIES

Duties of the Government of Canada

2. In the administration of this Act, the Government of Canada shall, having regard to the Constitution and laws of Canada,

(*a*) take both preventative and remedial measures in protecting the environment;

(*b*) give due regard in making economic and social decisions to the necessity of protecting the environment;

(*c*) act in cooperation with the governments of the provinces to protect the environment;

(*d*) encourage the participation of the people of Canada in the making of decisions that affect the environment;

(*e*) endeavour to establish nationally consistent levels of environmental quality;

(*f*) provide information to the people of Canada on the state of the Canadian environment; and

(*g*) apply knowledge, science and technology to resolve environmental problems.

APPLICATION ADMINISTRATIVE

Mission du gouvernement fédéral

2. Pour l'exécution de la présente loi, le gouvernement fédéral doit, compte tenu de la Constitution et des lois du Canada :

a) prendre des mesures tant préventives que correctives pour la protection de l'environnement;

b) prendre les décisions économiques et sociales en tenant compte de la nécessité de protéger l'environnement;

c) agir en collaboration avec le gouvernement des provinces pour la protection de l'environnement;

d) encourager la participation de la population du Canada à l'élaboration des décisions qui touchent l'environnement;

e) s'efforcer d'établir des normes de qualité de l'environnement uniformes à l'échelle nationale;

f) mettre à la disposition de la population du Canada l'information sur l'état de l'environnement canadien;

g) mettre à profit les connaissances et ressources scientifiques et techniques pour résoudre les problèmes relatifs à l'environnement.

INTERPRETATION

Definitions

3. (1) In this Act,

"air contaminant" *«polluant atmosphérique» ou «polluant»*

"air contaminant" means any solid, liquid, gas or odour or a combination of any of them that, if emitted into the ambient air, would create or contribute to the creation of air pollution;

"air pollution" *«pollution...»*

"air pollution" means a condition of the ambient air, arising wholly or partly from the presence therein of one or more air contaminants, that

(*a*) endangers the health, safety or welfare of persons,

(*b*) interferes with normal enjoyment of life or property,

(*c*) endangers the health of animal life, or

DÉFINITIONS

Définitions

3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«air extérieur» *"ambient air"*

«air extérieur» Atmosphère terrestre, à l'exclusion de l'air des espaces clos, souterrains ou non.

«analyste» *"analyst"*

«analyste» La personne désignée comme tel en vertu du paragraphe 91(1) soit à titre individuel, soit au titre de son appartenance à une catégorie désignée à cet effet.

«catégorie de substances» *"class of substances"*

«catégorie de substances» Groupe d'au moins deux substances ayant :

a) soit la même portion de structure chimique;

b) soit des propriétés physico-chimiques ou toxicologiques semblables;

(*d*) causes damage to plant life or to property;

"ambient air" *«air extérieur»*

"ambient air" means the atmosphere surrounding the earth but does not include the atmosphere within a structure or within any underground space;

"analyst" *«analyste»*

"analyst" means a person or a member of a class of persons designated as an analyst under subsection 91(1);

"class of substances" *«catégorie de substances»*

"class of substances" means any two or more substances

(*a*) that contain the same portion of chemical structure,

(*b*) that have similar physico-chemical or toxicological properties, or

(*c*) for the purposes of sections 14 to 17, that have similar types of use;

"environment" *«environnement»*

"environment" means the components of the Earth and includes

(*a*) air, land and water,

(*b*) all layers of the atmosphere,

(*c*) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(*d*) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (*a*) to (*c*);

"inspector" *«inspecteur»*

"inspector" means a person or a member of a class of persons designated as an inspector under subsection 91(1);

"Minister" *«ministre»*

"Minister" means the Minister of the Environment;

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;

"release" *«rejet»*

"release" includes discharge, spray, abandon, deposit, spill, leak, seep, pour, emit, empty, throw, dump, place and exhaust;

"substance" *«substance»*

"substance" means any distinguishable kind of organic or inorganic matter, whether animate or inanimate, that is capable of being dispersed in the environment or of being transformed in the environment into matter that is capable of being so dispersed and includes

(*a*) any element or uncombined radical,

(*b*) any combination of elements of a particular molecular identity that occurs

c) soit, pour l'application des articles 14 à 17, des utilisations similaires.

«environnement» Ensemble des conditions et éléments naturels de la Terre, notamment :

a) l'air, l'eau et le sol;

b) toutes les couches de l'atmosphère;

c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

d) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas *a*) à *c*).

«environnement» *"environment"*

«inspecteur» La personne désignée comme tel en vertu du paragraphe 91(1) soit à titre individuel, soit au titre de son appartenance à une catégorie désignée à cet effet.

«inspecteur» *"inspector"*

«intermédiaire de réaction» Substance qui est formée et éliminée au cours d'une réaction chimique.

«intermédiaire de réaction» *"transient reaction..."*

«ministre» Le ministre de l'Environnement.

«ministre» *"Minister"*

«polluant atmosphérique» ou «polluant» Tout solide, liquide, gaz, odorant ou non — ou toute combinaison de ceux-ci — dont l'émission polluerait l'air extérieur ou contribuerait à sa pollution.

«polluant atmosphérique» ou «polluant» *"air contaminant"*

«pollution atmosphérique» Dégradation de l'air extérieur causée, en tout ou en partie, par la présence de polluants atmosphériques et qui met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être des êtres humains, fait obstacle à la jouissance normale de la vie ou des biens, menace la santé des animaux ou cause des dommages à la vie végétale ou aux biens.

«pollution atmosphérique» *"air pollution"*

«rejet» S'entend de toute forme de déversement ou d'émission, notamment par écoulement, jet, dépôt, vidange ou vaporisation. Est assimilé au rejet l'abandon.

«rejet» *"release"*

«substance» Toute matière organique ou inorganique, animée ou inanimée, distinguable et susceptible soit de se disperser dans l'environnement, soit de s'y transformer en matière dispersable. La présente définition vise notamment :

a) les radicaux non combinés ou les éléments;

b) les combinaisons d'éléments à l'identité moléculaire précise soit naturelles,

«substance» *"substance"*

in nature or as a result of a chemical reaction, and

(*c*) complex combinations of different molecules that originate in nature or are the result of chemical reactions but that could not practicably be formed by simply combining individual constituents,

and, except for the purposes of sections 28 to 35, includes

(*d*) substances specified in Schedule III,

(*e*) any mixture that is a combination of substances and does not itself produce a substance that is different from the substances that were combined,

(*f*) any manufactured item that is formed into a specific physical shape or design during manufacture and has, for its final use, a function or functions dependent in whole or in part on its shape or design, and

(*g*) any animate matter that is, or any complex mixtures of different molecules that are, contained in effluents, emissions or wastes that result from any work, undertaking or activity;

"transient reaction intermediate" *«intermédiaire de réaction»*

"transient reaction intermediate" means a substance that is formed and consumed in the course of a chemical process;

"undertaking" *Version anglaise seulement*

"undertaking" includes a business.

Meaning of "Ministers" and "either Minister"

(2) Where the word "Ministers" is used in this Act, it shall be construed as referring to both the Minister and the Minister of National Health and Welfare and where the expression "either Minister" is used in this Act, it shall be construed as referring to either the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

Class of substances

(3) For the purposes of this Act, other than subsection (1), "substance" includes a class of substances.

soit consécutives à une réaction chimique;

c) des combinaisons complexes de molécules différentes, d'origine naturelle ou résultant de réactions chimiques, mais qui ne pourraient se former dans la pratique par la simple combinaison de leurs composants individuels.

Elle vise aussi, sauf pour l'application des articles 28 à 35 :

d) les substances inscrites aux parties I et II de l'annexe III;

e) les mélanges combinant des substances ne produisant pas eux-mêmes une substance différente de celles qui ont été combinées;

f) les articles manufacturés dotés d'une forme ou de caractéristiques matérielles précises pendant leur fabrication et qui ont, pour leur utilisation finale, une ou plusieurs fonctions en dépendant, en tout ou en partie;

g) les matières animées ou les mélanges complexes de molécules différentes qui sont contenus dans les effluents, les émissions ou les déchets attribuables à des travaux, entreprises ou activités.

Mention des ministres

(2) Dans la présente loi, la mention des «ministres» vise le ministre et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la mention de «l'un ou l'autre ministre» vise le ministre ou le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Catégorie de substances

(3) Pour l'application de la présente loi, à l'exclusion du paragraphe (1), le terme «substance» s'entend également d'une catégorie de substances.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

Obligation de Sa Majesté

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

ADVISORY COMMITTEES

Ministerial advisory committees

5. (1) For the purpose of carrying out their duties under this Act, the Ministers or either Minister may

(*a*) establish advisory committees to report to the Ministers or either Minister; and

(*b*) specify the functions that the committees are to perform and the manner in which those functions are to be performed.

Publication of report

(2) Subject to section 18, the Ministers shall make public the report, including the recommendations and reasons therefor, of a committee established under subsection (1).

COMITÉS CONSULTATIFS

Constitution

5. (1) Les ministres, ou l'un ou l'autre, peuvent, pour l'accomplissement de la mission qui leur est confiée par la présente loi :

a) constituer des comités consultatifs chargés de leur — ou lui — faire rapport;

b) préciser le mandat des comités ainsi que les modalités de son exercice.

Publication des rapports

(2) Sous réserve de l'article 18, les ministres rendent publics les rapports des comités, notamment leurs recommandations et les motifs à l'appui de celles-ci.

Federal-provincial advisory committees

6. The Ministers or either Minister may, in cooperation with the governments of the provinces, establish federal-provincial advisory committees to advise the Ministers or either Minister on the exercise of the powers conferred by sections 7 and 36, paragraphs 37(1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) and (*q*) and sections 39 and 59.

Comités consultatifs fédéro-provinciaux

6. Les ministres, ou l'un ou l'autre, peuvent, en collaboration avec les gouvernements des provinces, constituer des comités consultatifs fédéro-provinciaux chargés de les conseiller sur l'exercice des pouvoirs prévus aux articles 7 et 36, aux alinéas 37(1)*a*), *b*), *d*), *o*) et *q*) et aux articles 39 et 59.

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

Monitoring, research and publication

7. (1) The Minister may

(*a*) establish, operate and maintain a system of environmental quality monitoring stations;

(*b*) collect, process, correlate and publish on a periodic basis data on environmental quality in Canada from environmental quality monitoring stations and from any other appropriate source;

(*c*) conduct research and studies relating to the nature, transportation, dispersion, effects, control and abatement of environmental pollution and provide advisory and

PARTIE I

OBJECTIFS, DIRECTIVES ET CODES DE PRATIQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Données et recherches sur l'environnement

Contrôle, recherche et publication

7. (1) Le ministre peut :

a) constituer et exploiter un réseau de stations de contrôle de la qualité de l'environnement;

b) recueillir, traiter, corréler et publier périodiquement les données sur la qualité de l'environnement du territoire canadien provenant de ces stations et d'autres sources utiles;

c) effectuer des recherches et études sur la nature, le transport, la dispersion et les effets de la pollution de l'environnement, ainsi que sur la lutte contre cette pollution

technical services and information related thereto;

(d) formulate contingency plans and designs for the control and abatement of environmental pollution and establish operate and publicize demonstration projects and make them available for demonstration; and

(e) publish or otherwise distribute or arrange for the publication or distribution of

(i) pertinent information to inform the public in respect of all aspects of the quality of the environment, including the control and abatement of environmental pollution, and

(ii) a report on the state of the Canadian environment to be prepared on a periodic basis.

(2) The Minister may

(a) in establishing a system of environmental quality monitoring stations, cooperate with the government of any province and with any person who has established or proposes to establish any such station; and

(b) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements for the operation or maintenance of environmental quality monitoring stations by the Minister on behalf of the government of a province or any person or for the operation or maintenance of any such station by the government of a province or any person on behalf of the Minister.

(3) The Minister may, in exercising the powers conferred by paragraphs (1)(b) to (e), act alone or in cooperation with any government, government department or agency, municipality or person and may undertake or participate in any research, studies or planning and development for any government, municipality or person in Canada in relation to the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution.

(2) Le ministre peut :

a) collaborer, pour la constitution d'un réseau de stations de contrôle de la qualité de l'environnement, avec le gouvernement d'une province et avec toute personne ayant établi ou projetant d'établir une telle station;

b) conclure, avec l'approbation du gouverneur en conseil, des accords en vue de leur exploitation ou entretien par eux-mêmes pour le compte du gouvernement provincial ou de toute personne, ou inversement.

(3) Pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les alinéas (1)b) à e), le ministre peut agir seul ou en collaboration avec un gouvernement, un ministère, un organisme public, une institution ou une personne et il peut financer leurs recherches, études ou planification et initiatives relatives aux aspects de la qualité de l'environnement, de la lutte contre la pollution de celle-ci, ou de la réduction de celle-ci, ou leur donner un tel appui.

technical services and information related thereto;

(*d*) formulate comprehensive plans and designs for the control and abatement of environmental pollution and establish, operate and publicize demonstration projects and make them available for demonstration; and

(*e*) publish or otherwise distribute or arrange for the publication or distribution of

(i) pertinent information to inform the public in respect of all aspects of the quality of the environment, including the control and abatement of environmental pollution, and

(ii) a report on the state of the Canadian environment to be prepared on a periodic basis.

et sur sa réduction, et fournir des services consultatifs et techniques de même que l'information à ce sujet;

d) élaborer des plans et programmes de lutte contre la pollution de l'environnement et de réduction de celle-ci, préparer des projets pilotes, les rendre publics et en faire la démonstration, ou les rendre accessibles pour démonstration;

e) diffuser — notamment par publication — ou prendre les mesures en vue de diffuser, d'une part, l'information disponible de nature à renseigner le public sur tous les aspects de la qualité de l'environnement, notamment en ce qui touche la lutte contre la pollution et la réduction de celle-ci, d'autre part, un rapport périodique sur l'état de l'environnement canadien.

Cooperation and agreements

(2) The Minister may

(*a*) in establishing a system of environmental quality monitoring stations, cooperate with the government of any province and with any person who has established or proposes to establish any such station; and

(*b*) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements for the operation or maintenance of environmental quality monitoring stations by the Minister on behalf of the government of a province or any person or for the operation or maintenance of any such station by the government of a province or any person on behalf of the Minister.

Collaboration fédéro-provinciale

(2) Le ministre peut :

a) collaborer, pour la constitution d'un réseau de stations de contrôle de la qualité de l'environnement, avec le gouvernement d'une province et avec toute personne ayant établi ou projetant d'établir une telle station;

b) conclure, avec l'approbation du gouverneur en conseil, des accords en vue de leur exploitation ou entretien par ses soins pour le compte du gouvernement provincial ou de toute personne, ou inversement.

Idem

(3) The Minister may, in exercising the powers conferred by paragraphs (1)(*b*) to (*e*), act alone or in cooperation with any government, government department or agency, institution or person and may sponsor or assist in any research, studies or planning and development by any government, institution or person in Canada in relation to the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution.

Collaboration avec d'autres organismes

(3) Pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les alinéas (1)*b*) à *e*), le ministre peut agir seul ou en collaboration avec un gouvernement, un ministère, un organisme public, une institution ou une personne et soit financer leurs recherches, études ou planification et initiatives relatives aux aspects de la qualité de l'environnement, de la lutte contre la pollution de l'environnement ou de la réduction de celle-ci, soit les aider d'une autre façon.

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

Formulation by the Minister

8. (1) For the purpose of carrying out the Minister's functions and duties related to the quality of the environment, the Minister shall formulate

(*a*) environmental quality objectives specifying goals or purposes toward which an environmental control effort is directed, including goals or purposes stated in quantitative or qualitative terms;

(*b*) environmental quality guidelines specifying recommendations in quantitative or qualitative terms to support and maintain particular uses of the environment;

(*c*) release guidelines recommending limits, including limits expressed as concentrations or quantities, for the release of substances into the environment from works, undertakings or activities; and

(*d*) environmental codes of practice specifying procedures, practices or release limits for environmental control relating to works, undertakings and activities during any phase of their development and operation including the location, design, construction, start-up, closure, dismantling and clean-up phases and any subsequent monitoring activities.

Idem

(2) The objectives, guidelines and codes of practice referred to in subsection (1) shall relate to

(*a*) the environment;

(*b*) recycling, reusing, treating, storing, disposing of or reducing the release of substances into the environment; or

(*c*) works, undertakings or activities that affect or may affect the environment.

Consultation

(3) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister may

(*a*) consult with the government of any province, any government department or agency or any person interested in the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution; and

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and

Établissement d'objectifs, de directives et de codes de pratiques

Attributions du ministre

8. (1) Le ministre formule, pour remplir sa mission relative à la qualité de l'environnement :

a) des objectifs énonçant, notamment en termes de quantité ou de qualité, les buts vers lesquels orienter l'effort de lutte pour la protection de l'environnement;

b) des directives recommandant des normes quantitatives ou qualitatives pour permettre ou perpétuer certains usages de l'environnement;

c) des directives établissant les maximums recommandés, notamment en termes de quantité ou de concentration, pour le rejet de substances dans l'environnement par des ouvrages, entreprises ou activités;

d) des codes de pratiques précisant les procédures, les méthodes ou les limites de rejet relatives à la lutte en faveur de la protection de l'environnement pour les ouvrages, entreprises ou activités au cours des divers stades de leur réalisation ou exploitation, notamment en ce qui touche l'emplacement, la conception, la construction, la mise en service, la fermeture, la démolition et le nettoyage ainsi que les activités de surveillance.

Idem

(2) Outre l'environnement en général et les ouvrages ou entreprises dont l'exploitation ou les activités dont l'exercice y portent ou risquent d'y porter atteinte, les objectifs, les directives et les codes de pratiques prévus au paragraphe (1) visent le recyclage, la réutilisation, le traitement, le stockage ou l'élimination de substances ainsi que la réduction de leur rejet dans l'environnement.

Consultation

(3) Dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le paragraphe (1), le ministre peut :

a) consulter le gouvernement d'une province, un ministère ou organisme public ou toute personne concernée par la qualité de l'environnement, la lutte contre la pollution ou la réduction de celle-ci;

b) organiser des conférences regroupant des représentants de l'industrie, des tra-

municipal authorities and any interested persons described in paragraph (*a*).

vailleurs, des autorités provinciales et municipales ainsi que toute personne visée à l'alinéa *a*).

Formulation by the Minister of National Health and Welfare

9. (1) For the purpose of carrying out the functions and duties of the Minister of National Health and Welfare related to preserving and improving public health under this Act, the Minister of National Health and Welfare shall formulate objectives, guidelines and codes of practice with respect to the elements of the environment that may affect the life and health of the people of Canada.

Attributions du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

9. (1) Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social établit, pour remplir sa mission de protection et d'amélioration de la santé publique dans le cadre de la présente loi, des objectifs, des directives et des codes de pratiques en ce qui concerne les aspects de l'environnement qui peuvent influer sur la vie et la santé de la population canadienne.

Consultation

(2) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister of National Health and Welfare may

(*a*) consult with the governments of the provinces; and

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and municipal authorities and any persons interested in the preservation and improvement of public health.

Consultation

(2) Dans l'exercice des fonctions que lui confère le paragraphe (1), le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut :

a) consulter le gouvernement de chaque province;

b) organiser des conférences réunissant les représentants de l'industrie, des travailleurs, des autorités provinciales et municipales ainsi que les personnes concernées par la protection et l'amélioration de la santé publique.

Publication

Publication

Publication of objectives, guidelines and codes of practice

10. The Governor in Council may publish, or give notice of, in the *Canada Gazette* any objectives, guidelines or codes of practice formulated under section 8 or 9.

Publication des objectifs, directives ou codes de pratiques

10. Le gouverneur en conseil peut soit publier dans la *Gazette du Canada* les objectifs, directives ou codes de pratiques établis en application des articles 8 ou 9, soit en donner avis dans cette publication.

PART II

TOXIC SUBSTANCES

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Interpretation

Définition

Toxic substances

11. For the purposes of this Part, a substance is toxic if it is entering or may enter the environment in a quantity or concentration or under conditions

(*a*) having or that may have a significant immediate or long-term harmful effect on the environment that is likely to interfere with important biological processes;

(*b*) constituting or that may constitute a danger to the environment on which human life depends; or

Substance toxique

11. Pour l'application de la présente partie, est toxique toute substance qui pénètre ou peut pénétrer dans l'environnement en une quantité ou concentration ou dans des conditions de nature à :

a) avoir, immédiatement ou à long terme, un effet nocif sur l'environnement susceptible de nuire aux processus biologiques importants;

b) mettre en danger l'environnement essentiel pour la vie humaine;

(*c*) constituting or that may constitute a danger in Canada to human life or health.

c) constituer un danger au Canada pour la vie ou la santé humaine.

Priority Substances

Liste des substances d'intérêt prioritaire

Priority Substances List

12. (1) The Ministers shall compile and may amend from time to time a list, to be known as the Priority Substances List, and the List shall specify substances in respect of which the Ministers are satisfied priority should be given in assessing whether they are toxic or capable of becoming toxic.

Liste prioritaire

12. (1) Les ministres établissent et modifient, au besoin, la liste des substances d'intérêt prioritaire (dénommée ci-après «liste prioritaire») qui énumère les substances pour lesquelles ils jugent prioritaire de déterminer si elles sont effectivement ou potentiellement toxiques.

Publication of List

(2) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Priority Substances List and any amendments to the List.

Publication

(2) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* la liste prioritaire et ses modifications.

Consultation

(3) For the purpose of establishing the Priority Substances List, the Ministers may consult the governments of the provinces, members or representatives of any industrial sector, associations or persons concerned with environmental and health matters and any other persons.

Consultation

(3) Pour l'établissement de la liste, les ministres peuvent consulter les gouvernements provinciaux, des membres ou représentants de secteurs industriels, des associations ou d'autres personnes, notamment celles qui se préoccupent des questions d'environnement ou de santé.

Request for addition to List

(4) Any person may file in writing with the Minister a request that a substance be added to the Priority Substances List and the request shall state the reasons for adding the substance to the List.

Demande d'adjonction

(4) Il est possible de demander par écrit au ministre, motifs à l'appui, d'ajouter une substance à la liste prioritaire.

Consideration of request

(5) The Ministers shall consider a request filed under subsection (4) and the Minister shall afterward inform the person who filed it of whether the Minister intends to add the substance to the List.

Étude de la demande

(5) Les ministres étudient la demande et le ministre informe le demandeur de sa décision.

Report of assessment

13. (1) Where the Ministers assess whether a substance specified on the Priority Substances List is toxic or is capable of becoming toxic, the Ministers shall

(*a*) prepare a report of the assessment;

(*b*) make the report available to the public; and

(*c*) publish a summary of the report in the *Canada Gazette*, including a statement of whether the Ministers intend to recommend that

(i) the substance be added under subsection 36(1) to the List of Toxic Substances in Schedule I, and

(ii) regulations be made under section 37 in respect of the substance.

Rapport d'évaluation

13. (1) Après avoir déterminé si une substance inscrite sur la liste prioritaire est effectivement ou potentiellement toxique, les ministres :

a) rédigent un rapport d'évaluation;

b) rendent le rapport public;

c) en font publier un résumé dans la *Gazette du Canada*, assorti d'une déclaration dans laquelle ils font savoir s'ils recommandent que la substance soit inscrite, en application du paragraphe 36(1), sur la liste des substances toxiques de l'annexe I et qu'elle fasse l'objet de mesures réglementaires prévues à l'article 37.

Notice of objection

(2) Where the Ministers make an assessment referred to in subsection (1) and decide not to recommend that the substance be added to the List of Toxic Substances in Schedule I, any person may, within sixty days after publication of the decision in the *Canada Gazette*, file a notice of objection with the Minister requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reason for the objection.

Avis d'opposition

(2) Dans les cas où les ministres ne recommandent pas l'inscription sur la liste des substances toxiques de l'annexe I, toute personne contestant cette décision peut, dans les soixante jours suivant la déclaration, déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé réclamant la constitution d'une commission de révision en vertu de l'article 81.

Information

Information

Gathering of information

14. For the purpose of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, either Minister may

(*a*) collect data and conduct investigations respecting

(i) the nature of the substance,

(ii) the presence of the substance in the environment and the effect of its presence on the environment or on human life or health,

(iii) the extent to which the substance can become dispersed and will persist in the environment,

(iv) the ability of the substance to become incorporated and accumulate in biological tissues and to cause biological change,

(v) methods of controlling the presence of the substance in the environment, and

(vi) methods for testing the effects of the presence of the substance in the environment;

(*b*) correlate and evaluate any data collected pursuant to paragraph (*a*) and publish results of any investigations carried out pursuant to that paragraph; and

(*c*) provide information and consultative services and make recommendations respecting measures to control the presence of the substance in the environment.

Collecte de renseignements

14. En vue de déterminer si une substance est effectivement ou potentiellement toxique, l'un ou l'autre ministre peut :

a) recueillir des données sur cette substance et mener des enquêtes sur :

(i) sa nature,

(ii) sa présence dans l'environnement et l'effet qu'elle a sur celui-ci, la vie ou la santé humaine,

(iii) la mesure dans laquelle elle peut se disperser et persister dans l'environnement,

(iv) sa capacité d'infiltration et d'accumulation dans les tissus biologiques ainsi que sa capacité de causer des modifications biologiques,

(v) les méthodes permettant de limiter sa présence dans l'environnement,

(vi) les méthodes de vérification des effets de sa présence dans l'environnement;

b) corréler et analyser les données recueillies et publier le résultat des enquêtes effectuées;

c) fournir des services d'information et de consultation et faire des recommandations concernant les mesures à prendre pour limiter la présence de cette substance dans l'environnement.

Notice requiring information and samples

15. (1) For the purposes of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, the Minister may publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person described in the

Avis de demande de renseignements et d'échantillons

15. (1) Afin de déterminer si une substance est effectivement ou potentiellement toxique, le ministre peut rendre public, par insertion dans la *Gazette du Canada*, ou de toute autre façon qu'il juge appropriée, un avis obligeant toute personne visée par

notice to provide the Minister with such information and samples referred to in subsection (2) as may be in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access.

celui-ci à lui communiquer les renseignements et échantillons prévus au paragraphe (2) dont elle dispose ou auxquels elle peut normalement avoir accès.

Contents of notice

(2) A notice may require any information and samples that may permit the Ministers to assess whether a substance is toxic, including

(*a*) in respect of a substance, samples of the substance and information on the quantities, uses and composition of the substance; and

(*b*) in respect of a work, undertaking or activity, plans, specifications, studies and information on procedures.

(2) L'avis peut exiger les renseignements et échantillons utiles aux ministres pour l'évaluation, notamment :

a) à l'égard de la substance, des renseignements sur les quantités, les usages et la composition ainsi que des échantillons;

b) à l'égard d'ouvrages, d'entreprises ou d'activités, des plans, devis techniques et études ainsi que des renseignements sur les méthodes.

Contenu de l'avis

Compliance with notice

(3) Every person to whom a notice is directed shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

(3) Les destinataires de l'avis sont tenus de s'y conformer dans le délai raisonnable qui leur est imparti.

Observation de l'avis

Extension of time

(4) Notwithstanding subsection (3), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice is directed, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire de l'avis, proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

Notice to the Minister

16. Where a person

(*a*) imports, manufactures, processes or distributes a substance for commercial purposes, or

(*b*) uses a substance in a commercial manufacturing or processing activity

and obtains information that reasonably supports the conclusion that the substance is toxic, the person shall forthwith provide the information to the Minister unless the person has actual knowledge that the Minister already has the information.

16. Est tenu de communiquer au ministre sans délai les renseignements en sa possession permettant de conclure qu'une substance est toxique quiconque :

a) importe, fabrique, transforme ou distribue la substance à des fins commerciales;

b) utilise la substance au cours d'une activité de fabrication ou de transformation commerciale.

Cette obligation ne vaut pas dans le cas où la personne en question sait de façon sûre que le ministre dispose déjà de cette information.

Notification au ministre

Communication of information

17. (1) Where the Ministers have reason to suspect that a substance is toxic, the Minister may, for the purpose of assessing whether the substance is toxic,

(*a*) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice and is engaged in an activity involving the substance to notify the Minister that the person is engaged in that activity;

17. (1) Si les ministres ont des motifs de soupçonner qu'une substance est toxique, le ministre peut, pour l'évaluation de celle-ci, prendre les mesures suivantes :

a) rendre public, par insertion dans la *Gazette du Canada*, ou de toute autre façon qu'il juge appropriée, un avis obligeant les personnes visées par celui-ci à notifier au ministre toute activité de leur part mettant en cause cette substance;

Communication de renseignements

(*b*) send a written notice to any person engaged in an activity involving the substance requiring that person to provide the Minister with such information as is specified in the notice and is in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access; and

(*c*) send a written notice to any person engaged in the importation or manufacturing of the substance or any product containing the substance requiring that person to conduct such tests as the Minister may specify in the notice.

b) envoyer aux personnes qui se livrent à une activité mettant en cause cette substance un avis écrit les obligeant à lui communiquer certains renseignements dont elles disposent ou auxquels elles peuvent normalement avoir accès;

c) envoyer aux personnes qui se livrent à l'importation ou à la fabrication de la substance, ou d'un produit la contenant, un avis écrit les obligeant à faire les essais qui y sont précisés.

Compliance with notice

(2) Every person to whom a notice referred to in any of paragraphs (1)(*a*) to (*c*) is directed or sent shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

(2) Les destinataires des avis sont tenus de s'y conformer dans le délai raisonnable qui leur est imparti.

Observation de l'avis

Extension of time

(3) Notwithstanding subsection (2), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(*b*) or (*c*) has been sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire, proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

Disclosure of Information

Communication de renseignements

Confidential business information

18. (1) For the purposes of sections 19 to 25, information is confidential business information if it consists of

(*a*) trade secrets;

(*b*) financial, commercial, scientific or technical information treated consistently in a confidential manner by the person who provided the information or on whose behalf it was provided;

(*c*) information the disclosure of which could reasonably be expected

(i) to result in a material financial loss to the person who provided the information or on whose behalf it was provided,

(ii) to result in material financial gain to a third party, or

(iii) to prejudice the competitive position of the person who provided the information or on whose behalf it was provided; or

(*d*) information the disclosure of which could reasonably be expected to interfere with contractual or other negotiations of

18. (1) Pour l'application des articles 19 à 25, sont des renseignements professionnels confidentiels :

a) les secrets industriels;

b) les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques traités comme confidentiels de façon constante par la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été;

c) les renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement :

(i) soit de causer des pertes financières appréciables pour la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été,

(ii) soit d'entraîner des bénéfices financiers appréciables pour un tiers,

(iii) soit de compromettre la position concurrentielle de la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été;

d) les renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement d'entra-

Renseignements confidentiels

the person who provided the information or on whose behalf it was provided.

ver des négociations, contractuelles ou autres, menées par la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été.

Exclusions

(2) Notwithstanding subsection (1), the following information is not confidential business information:

(*a*) general data on uses of a substance;

(*b*) safe handling precautions in respect of a substance;

(*c*) recommended methods for disposal and elimination of a substance;

(*d*) safety measures to be taken in case of accidents involving a substance;

(*e*) physical and chemical data that do not reveal the identity of a substance;

(*f*) summaries of health and safety data, including precise figures and interpretations; and

(*g*) the test methods and results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution unless the testing was done for a fee as a service to a person, a group of persons or an organization other than a federal government institution.

(2) Ne sont toutefois pas des renseignements professionnels confidentiels : Renseignements non confidentiels

a) les données générales sur l'utilisation d'une substance;

b) les consignes de sécurité pour la manipulation d'une substance;

c) les méthodes recommandées d'élimination d'une substance;

d) les mesures de sécurité à prendre en cas d'accident mettant en cause une substance;

e) les données physiques et chimiques qui ne permettent pas l'identification d'une substance;

f) les résumés de données relatives à la santé et à la sécurité, y compris les chiffres précis et leur interprétation;

g) les méthodes d'essai et les résultats des essais de produits ou des essais environnementaux effectués par une institution gouvernementale, ou pour son compte, sauf dans le cas de ceux qui ont été effectués à titre onéreux pour le compte d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'un organisme autre qu'une institution fédérale.

Prohibition against disclosure

19. (1) Subject to subsections (2) and (3), no person shall disclose any information that is provided under this Act and is determined to be confidential business information under sections 20 to 23.

19. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), il est interdit de communiquer des renseignements fournis en vertu de la présente loi et classés comme renseignements professionnels confidentiels en application des articles 20 à 23. Interdiction de communication

Exceptions

(2) Information referred to in subsection (1) may be disclosed

(*a*) with the consent of the person who provided it or on whose behalf it was provided;

(*b*) as may be necessary for the purposes of this Act;

(*c*) under an agreement between the Government of Canada and the government of a province or of a foreign country, or between the Minister and any other Minister of the Crown in right of Canada where

(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent toutefois être communiqués : Exceptions

a) avec le consentement de la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été;

b) en tant que de besoin pour l'application de la présente loi;

c) dans le cadre d'un accord conclu entre le gouvernement fédéral et celui d'une province ou d'un pays étranger, ou entre le ministre et un autre ministre fédéral :

(i) visant l'exécution et le contrôle d'application d'une loi,

(i) the purpose of the agreement is the administration or enforcement of any law, and

(ii) the government of the province or foreign country or the other Minister undertakes to keep the information confidential.

(ii) aux termes duquel le gouvernement provincial ou étranger ou l'autre ministre s'engage à en protéger la confidentialité.

Idem

(3) The Minister may disclose information referred to in subsection (1) where

(*a*) the information is of a type described in paragraph 18(1)(*b*), (*c*) or (*d*);

(*b*) the disclosure is in the interest of public health, public safety or the protection of the environment; and

(*c*) the public interest in the disclosure clearly outweighs in importance any material financial loss or gain or any prejudice referred to in paragraph 18(1)(*c*).

(3) Le ministre peut communiquer les renseignements visés au paragraphe (1) lorsque sont réunies les conditions suivantes : Idem

a) ils relèvent des catégories définies aux alinéas 18(1)*b*), *c*) ou *d*);

b) leur communication se fait dans l'intérêt de la santé ou de la sécurité publiques ou de la protection de l'environnement;

c) l'intérêt public de leur communication l'emporte nettement sur les considérations financières ou commerciales mentionnées à l'alinéa 18(1)*c*).

Application for determination

20. (1) A person who is required to provide information under this Act may, in writing, apply to the Minister to determine whether the information is confidential business information.

20. (1) La personne tenue de fournir des renseignements en vertu de la présente loi peut demander par écrit au ministre de les classer comme renseignements professionnels confidentiels. Demande de classement

Form and contents of application

(2) An application shall

(*a*) be in the prescribed form;

(*b*) specify the reasons suggesting that the information is confidential business information; and

(*c*) contain such other information as may be prescribed.

(2) La demande, établie en la forme réglementaire, doit énoncer les motifs la justifiant et comporter les renseignements éventuellement prévus par règlement. Forme et contenu de la demande

Information in application

(3) For the purposes of section 19, any information in respect of which an application is made under this section shall be deemed to be confidential business information until the time for filing a notice of objection under section 22 has elapsed or, if a notice of objection is filed within that time, a review panel has made a determination under section 23.

(3) Pour l'application de l'article 19, les renseignements faisant l'objet d'une telle demande sont réputés être des renseignements professionnels confidentiels jusqu'à l'expiration du délai de dépôt de l'avis d'opposition visé à l'article 22 ou, s'il y a eu dépôt dans le délai, jusqu'à la décision du comité de révision rendue au titre de l'article 23. Confidentialité du contenu de la demande

Review of application

21. (1) Within ninety days after receiving an application in accordance with section 20, the Minister shall

(*a*) review the application;

(*b*) determine whether the information is confidential business information; and

21. (1) Le ministre est tenu, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande : Étude de la demande

a) de l'étudier;

b) de classer ou non les renseignements comme des renseignements professionnels confidentiels;

(*c*) notify the applicant in writing of the determination and the Minister's reasons for the determination.

c) de notifier par écrit au demandeur sa décision motivée.

Insufficient information

(2) Where the Minister considers that the information provided with an application is not sufficient to make a determination under paragraph (1)(*b*), the Minister may, in writing, request the applicant to provide such additional information as is specified in the request.

(2) Le ministre peut, s'il estime que les renseignements fournis sont insuffisants pour lui permettre de rendre sa décision, exiger par écrit du demandeur certains renseignements complémentaires.

Renseignements insuffisants

Failure to provide additional information

(3) Where an applicant fails to provide additional information within thirty days after a request is made under subsection (2) or within such further time as the Minister may allow,

(*a*) the application is terminated and the Minister shall notify the applicant in writing of the termination; and

(*b*) the information shall not be treated as confidential business information.

(3) À défaut par le demandeur de fournir les renseignements complémentaires dans les trente jours qui suivent ou dans le délai supérieur accordé par le ministre, la demande est caduque et les renseignements ne sont pas considérés comme des renseignements professionnels confidentiels. Le ministre avise le demandeur par écrit de la caducité.

Défaut du demandeur

Notice of objection

22. (1) Where the Minister determines under subsection 21(1) that information is not confidential business information, the applicant may, within thirty days after being notified of the determination, file a notice of objection with the Minister stating the reasons for the objection.

22. (1) Dans les trente jours après qu'il a été informé par le ministre que les renseignements ne sont pas considérés comme des renseignements professionnels confidentiels, le demandeur peut déposer auprès de celui-ci un avis où sont énoncés les motifs de son opposition.

Avis d'opposition

Review panel

(2) Where a notice of objection is filed within the time specified in subsection (1), the Minister shall establish a review panel in accordance with section 23 to inquire into whether the information in respect of which the notice is filed is confidential business information.

(2) En cas d'opposition, le ministre constitue, conformément à l'article 23, un comité de révision chargé de déterminer si les renseignements visés par l'opposition sont ou non des renseignements professionnels confidentiels.

Comité de révision

List of candidates for review panel

23. (1) For the purposes of establishing review panels under subsection 22(2), the Minister shall compile a list of names of persons from each of industry, labour and environmental public interest groups.

23. (1) En vue de la constitution du comité de révision, le ministre établit une liste de candidats provenant respectivement de l'industrie, des travailleurs et des groupes publics s'intéressant à l'environnement.

Liste de candidats

Composition of review panel

(2) A review panel shall consist of one representative from each of the Government of Canada, industry, labour and an environmental public interest group and the members of the panel, other than the representative from the Government of Canada, shall be chosen from the list compiled under subsection (1).

(2) Le comité de révision se compose de quatre membres — représentant respectivement le gouvernement fédéral, l'industrie, les travailleurs et les groupes publics s'intéressant à l'environnement — les trois derniers étant obligatoirement choisis dans la liste établie en application du paragraphe (1).

Composition

Determination of review panel

(3) A review panel shall

(3) Le comité de révision a pour tâche de déterminer si les renseignements ayant fait

Décisions

(*a*) determine whether the information in respect of which an objection was made is confidential business information; and

(*b*) notify the Minister in writing of the determination and the reasons for the determination.

l'objet d'un avis d'opposition sont des renseignements professionnels confidentiels ou non et de notifier ensuite au ministre, par écrit, sa décision motivée.

Notification

(4) The Minister shall notify in writing the person who filed an objection of the determination and the reasons for the determination.

(4) Le ministre avise par écrit l'opposant de la décision du comité et des motifs sur lesquels elle est fondée.

Notification

Determination binding on Minister

(5) For the purpose of this Act, the determination of a review panel is final and binding on the Minister and on the person who filed the notice of objection in respect of which the determination was made.

(5) La décision du comité de révision est définitive et lie tant le ministre que l'opposant.

Obligation du ministre

No review by *certiorari*, etc.

(6) No determination of a review panel made under this section, or purporting to be made under this section, shall be

(*a*) questioned, reviewed, prohibited or restrained, or

(*b*) made the subject of any proceedings in or any process of any court, whether by way of injunction, *certiorari*, prohibition, *quo warranto* or otherwise,

on any ground, including the ground that the determination is beyond the jurisdiction of the panel to make or carry on or that, in the course of any proceeding, the panel for any reason exceeded or lost its jurisdiction.

(6) La décision du comité de révision rendue — ou censée l'avoir été — au titre du présent article ne peut faire l'objet ni de contestation, révision, interdiction ou restriction, ni d'une action judiciaire sous forme notamment d'injonction, de *certiorari*, prohibition ou *quo warranto*, et ce pour quelque motif que ce soit, y compris celui que la décision déborde la compétence du comité ou qu'au cours de la procédure celui-ci a outrepassé ou perdu sa compétence.

Impossibilité de révision

Destruction of records

24. Where it is determined under subsection 21(1) or 23(3) that information is not confidential business information or where an application is terminated under subsection 21(3), the Minister shall, on the request in writing of the applicant within thirty days after receipt of notification of the determination or the termination, destroy all records of any information in respect of which the application was made if

(*a*) the application was made in respect of a substance that is not specified on the Domestic Substances List; and

(*b*) the applicant undertakes not to manufacture or import the substance.

24. À défaut de classement comme renseignements professionnels confidentiels par lui-même ou le comité de révision ou de caducité au titre du paragraphe 21(3), le ministre détruit, sur requête écrite présentée par l'intéressé dans les trente jours qui suivent la notification du classement ou de la caducité, toute trace des renseignements objet de la demande prévue à l'article 20 à condition que, à la fois :

a) celle-ci vise une substance qui n'est pas inscrite sur la liste mentionnée au paragraphe 28(1);

b) le demandeur s'engage à ne pas fabriquer ni importer la substance.

Destruction de dossiers

Regulations

25. The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the criteria to be considered in determining whether information is confidential business information;

25. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer :

a) les critères servant à déterminer si les renseignements sont ou non des renseignements professionnels confidentiels;

Règlements

(*b*) prescribing the form of an application under subsection 20(1) and the other information that it must contain.

b) la forme de la demande prévue au paragraphe 20(1) et la nature des renseignements qui doivent y figurer.

Non-disclosure by Minister of National Defence

26. Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister of National Defence may refuse to disclose under this Act any information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

26. Par dérogation, le ministre de la Défense nationale peut, en vertu de la présente loi, refuser de communiquer tout renseignement dont la révélation risquerait d'être préjudiciable à la défense ou à la sécurité du Canada ou d'un État allié ou associé au Canada.

Dérogation : ministre de la Défense nationale

Security requirements for disclosure

27. Any person who receives, obtains or has access to information under this Act shall comply with any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, persons who normally have access to and use of the information.

27. Quiconque reçoit ou obtient de l'information, ou y a accès, sous le régime de la présente loi est tenu d'observer les consignes de sécurité applicables aux personnes qui y ont normalement accès ou qui l'utilisent, ainsi que de prêter le serment de secret exigé de celles-ci.

Consignes de sécurité

Substances New to Canada

Substances nouvelles au Canada

Domestic Substances List

28. (1) The Minister shall compile a list, to be known as the Domestic Substances List, and the List shall specify all substances that the Minister is satisfied were, between January 1, 1984 and December 31, 1986,

(*a*) manufactured in or imported into Canada by any person in a quantity of not less than 100 kg in any calendar year; or

(*b*) in Canadian commerce or used for commercial manufacturing purposes in Canada.

28. (1) Le ministre établit la liste des substances (dénommée «liste intérieure») qui énumère les substances qu'il estime avoir été, entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1986 :

a) soit fabriquées ou importées au Canada par une personne en des quantités d'au moins 100 kg par an;

b) soit commercialisées ou utilisées à des fins de fabrication commerciale au Canada.

Liste intérieure

Non-domestic Substances List

(2) The Minister shall compile a list, to be known as the Non-domestic Substances List, and the List shall specify substances other than the substances referred to in subsection (1).

(2) Le ministre établit une autre liste (dénommée «liste extérieure») où figurent des substances autres que celles visées par le paragraphe (1).

Liste extérieure

Amendment of Lists

(3) Where the Minister includes a substance on the Domestic Substances List and subsequently learns that, between January 1, 1984 and December 1, 1986, the requirements set out in paragraphs (1)(*a*) and (*b*) were not met, the Minister shall delete the substance from the List and may add it to the Non-domestic Substances List.

(3) Le ministre radie de la liste intérieure toute substance dont il apprend ultérieurement qu'elle ne remplissait pas les critères fixés au paragraphe (1); il peut ensuite l'inscrire sur la liste extérieure.

Modification des listes

Publication of Lists

(4) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Domestic Substances List, the Non-domestic Substances List and any amendments to those Lists.

(4) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les listes intérieure et extérieure, ainsi que leurs modifications.

Publication des listes

29. (1) Where a substance is not specified in the Domestic Substances List, no person shall manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity unless

(a) the person has provided the prescribed information to the Minister before the commencement of the prescribed assessment period; and

(b) the period for assessing the substance under section 11 has expired

(2) Where a person has, between January 1, 1987 and the day on which subsection (1) comes into force, manufactured or imported a substance that is not specified on the Domestic Substances List, the person may manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity after the day on which subsection (1) comes into force within one hundred and eighty days after that day or within the prescribed period, the person provides to the Minister the prescribed information in respect of the substance.

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of

(a) a substance that is manufactured or imported for a use that is regulated under any other Act of Parliament that provides for notice to be given prior to the manufacture, import or sale of the substance and for an assessment of whether it is toxic;

(b) transient reaction intermediates that are not isolated and are not likely to be released into the environment;

(c) polymers or copolymers that differ from polymers or copolymers on the Domestic Substances List only with respect to their molecular weight or ratio of constituent monomers, respectively, or

(d) substances produced when a substance undergoes a chemical reaction as a result of storage, environmental factors or the use to which the substance is put.

(4) On the request of any person to whom subsection (1) or (2) applies, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information.

Manufacture or import of substances

29. (1) Where a substance is not specified in the Domestic Substances List, no person shall manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity unless

(*a*) the person has provided the prescribed information to the Minister before the commencement of the prescribed assessment period; and

(*b*) the period for assessing the substance under section 31 has expired.

Fabrication ou importation

29. (1) Il est interdit de fabriquer ou d'importer, en quantités supérieures à celles prévues par règlement, une substance non inscrite sur la liste intérieure sans avoir fourni au ministre les renseignements réglementaires avant le début du délai d'évaluation prévu à l'article 31 et tant que ce délai n'est pas expiré.

Transitional provisions

(2) Where a person has, between January 1, 1987 and the day on which subsection (1) comes into force, manufactured or imported a substance that is not specified on the Domestic Substances List, the person may manufacture or import the substance in excess of the prescribed quantity after the day on which subsection (1) comes into force if, within one hundred and eighty days after that day or within the prescribed period, the person provides to the Minister the prescribed information in respect of the substance.

Disposition transitoire

(2) L'interdiction ne s'applique pas aux personnes qui ont, entre le 1er janvier 1987 et la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1), fabriqué ou importé une substance ne figurant pas sur la liste intérieure si, dans les cent quatre-vingts jours suivant cette date ou au cours du délai réglementaire, elles fournissent au ministre les renseignements réglementaires concernant la substance.

Application

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of

(*a*) a substance that is manufactured or imported for a use that is regulated under any other Act of Parliament that provides for notice to be given prior to the manufacture, import or sale of the substance and for an assessment of whether it is toxic;

(*b*) transient reaction intermediates that are not isolated and are not likely to be released into the environment;

(*c*) polymers or copolymers that differ from polymers or copolymers on the Domestic Substances List only with respect to their molecular weight or ratio of constituent monomers, respectively; or

(*d*) substances produced when a substance undergoes a chemical reaction as a result of storage, environmental factors or the use to which the substance is put.

Application

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

a) à une substance fabriquée ou importée en vue d'une utilisation réglementée aux termes de toute autre loi fédérale qui prévoit un préavis de fabrication, d'importation ou de vente et une évaluation en vue de déterminer si elle est toxique;

b) aux intermédiaires de réaction non isolés et non susceptibles d'être rejetés dans l'environnement;

c) aux polymères et copolymères qui diffèrent de ceux inscrits sur la liste intérieure seulement par leur poids moléculaire ou le rapport entre les monomères les constituant, respectivement;

d) aux substances résultant de la réaction chimique subie par une substance en raison des conditions de son entreposage, de facteurs environnementaux ou de l'utilisation qui en est faite.

Waiver of information requirements

(4) On the request of any person to whom subsection (1) or (2) applies, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information if

Dérogation

(4) Sur demande des intéressés, le ministre peut les exempter de l'obligation de fournir les renseignements réglementaires visés aux paragraphes (1) et (2), selon le cas :

(*a*) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to assess whether a substance is toxic; or

(*b*) a substance is to be used for prescribed purposes.

a) les ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour évaluer la toxicité de la substance;

b) la substance est destinée à une utilisation réglementaire.

Prohibition of activity

30. (1) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a substance has been manufactured or imported in contravention of subsection 29(1), the Minister may, in writing, require the prescribed information to be provided to the Minister and prohibit any activity involving the substance until the expiration of the period for assessing the substance under section 31.

Interdiction par le ministre

30. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention au paragraphe 29(1), le ministre peut, par écrit, exiger que les renseignements réglementaires lui soient fournis et interdire, jusqu'à la fin du délai prévu à l'article 31, toute activité mettant en jeu la substance.

Idem

(2) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a substance has been manufactured or imported in contravention of subsection 29(2), the Minister may, in writing, prohibit any activity involving the substance until the prescribed information is provided to the Minister.

Idem

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention au paragraphe 29(2), le ministre peut, par écrit, interdire, jusqu'à ce que lui soient fournis les renseignements réglementaires, toute activité mettant en jeu la substance.

Assessment of information

31. (1) Subject to subsection (2), the Ministers shall, within the prescribed assessment period, assess information provided under subsection 29(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Évaluation des renseignements

31. (1) Les ministres évaluent, dans le délai réglementaire, les renseignements sur une substance dont ils disposent, notamment en application du paragraphe 29(1), afin de déterminer si elle est toxique.

Idem

(2) Subject to subsections (3) and (4), the Ministers shall assess information provided under subsection 30(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Idem

(2) Les ministres évaluent les renseignements sur une substance dont ils disposent en application du paragraphe 30(1) notamment, afin de déterminer si elle est toxique.

Time for assessment

(3) An assessment of information under subsection (2) shall be made following the date on which the information is provided within a period that does not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

Délai d'évaluation

(3) La période pour l'évaluation prévue au paragraphe (2) ne peut excéder le délai réglementaire mentionné au paragraphe (1).

Extension of assessment period

(4) Where the Ministers are of the opinion that further time is necessary to assess any information, the Ministers may, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), extend the period for assessing the information, but the extension shall not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

Prorogation du délai d'évaluation

(4) S'ils estiment que l'évaluation de renseignements exige un délai plus long, les ministres peuvent, avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3), le proroger; mais en aucun cas la prorogation ne pourra excéder le délai réglementaire.

Notification of extension

(5) Where the Ministers extend the period for assessing information, the Minister shall, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), notify the person who provided the information.

(5) Le cas échéant, le ministre notifie la prorogation à l'intéressé avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3).

Notification de la prorogation

Action to be taken after assessment

32. (1) Where the Ministers suspect that a substance is toxic, after assessing information provided under subsection 29(1) or 30(1) or otherwise available to them, the Minister may, before the expiration of the period for assessing the information,

(*a*) permit the person who provided the information to manufacture or import the substance, subject to such conditions as the Ministers may specify;

(*b*) prohibit the person who provided the information from manufacturing or importing the substance; or

(*c*) request the person who provided the information to provide such additional information or conduct and submit the results of such testing as the Ministers consider necessary for the purpose of assessing whether the substance is toxic.

32. (1) Si, après évaluation des renseignements dont ils disposent, les ministres soupçonnent la substance d'être toxique, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation :

a) soit autoriser l'intéressé à fabriquer ou importer la substance aux conditions que les ministres précisent;

b) soit lui interdire de fabriquer ou d'importer la substance;

c) soit l'obliger à fournir les renseignements complémentaires ou à effectuer les essais supplémentaires — et à en transmettre les résultats — que les ministres jugent nécessaires pour déterminer si la substance est toxique.

Mesures

Additional information or testing

(2) Where the Minister requests additional information or testing and test results under paragraph (1)(*c*), the person to whom the request is directed shall not manufacture or import the substance unless

(*a*) the person provides the additional information or conducts and submits the test results; and

(*b*) the period for assessing information under section 31 has elapsed or a period of ninety days after the additional information or test results were provided has elapsed, whichever is the later.

(2) En cas d'application de l'alinéa (1) *c*), la fabrication ou l'importation de la substance est interdite tant que, d'une part, l'intéressé n'a pas rempli les conditions imposées par le ministre, et que, d'autre part, le délai prévu à l'article 31 ou, s'il est plus long, le délai de quatre-vingt-dix jours postérieur à la fourniture des renseignements ou des résultats d'essai n'est pas expiré.

Renseignements ou essais supplémentaires

Variation of conditions and prohibitions

(3) The Minister may vary or rescind a condition or prohibition specified or imposed under paragraph (1)(*a*) or (*b*).

(3) Le ministre peut modifier ou annuler toute condition ou interdiction édictée en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*).

Modification des conditions ou interdictions

Expiration of prohibition

(4) Any prohibition on the manufacture or import of a substance imposed under paragraph (1)(*b*) expires two years after it is imposed or on the day on which regulations made under section 37 in respect of the substance come into force, whichever is the earlier.

(4) L'interdiction de fabrication ou d'importation prévue à l'alinéa (1)*b*) prend fin à la date d'entrée en vigueur des règlements d'application de l'article 37 pris à l'égard de la substance ou, au plus tard, deux ans après son édiction.

Fin de l'interdiction

Publication of conditions and prohibitions

(5) Where the Minister specifies conditions for or imposes a prohibition on the manufacture or import of a substance, the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice setting out the conditions or prohibition and the substance in respect of which they apply.

(5) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis énonçant les conditions ou l'interdiction édictées relativement à la fabrication ou à l'importation d'une substance donnée.

Publication des conditions ou interdictions

Amendment of Lists

33. (1) The Minister shall add a substance to the Domestic Substances List and, if it appears on the Non-domestic Substances List, delete it from that List where

(*a*) the Minister has been provided with information in respect of the substance under section 29 or 30 and any additional information or test results required under subsection 32(1);

(*b*) the Ministers are satisfied that the substance has been manufactured in or imported into Canada by the person who provided the information in excess of

(i) 1 000 kg in any calendar year,

(ii) an accumulated total of 5 000 kg, or

(iii) the quantity prescribed in respect of the substance; and

(*c*) no conditions have been imposed under paragraph 32(1)(*a*) in respect of the substance.

33. (1) Le ministre inscrit la substance sur la liste intérieure et, si elle figure sur la liste extérieure, la radie de celle-ci, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) il a reçu des renseignements la concernant en application des articles 29 ou 30 ainsi que les renseignements ou résultats d'essais supplémentaires exigés en vertu du paragraphe 32(1);

b) les ministres sont convaincus qu'elle a été fabriquée ou importée par la personne qui a fourni les renseignements en une quantité supérieure, selon le cas, à :

(i) 1 000 kg au cours d'une année civile,

(ii) un total de 5 000 kg,

(iii) la quantité réglementaire;

c) la substance n'est pas assujettie aux conditions prévues à l'alinéa 32(1)*a*).

Modification des listes

Idem

(2) Where the Minister adds a substance to the Domestic Substances List and subsequently learns that the substance was not manufactured or imported as described in subsection (1), the Minister shall delete the substance from the Domestic Substances List and, if it had been deleted from the Non-domestic Substances List, the Minister shall add it to that List.

(2) S'il apprend par la suite que la fabrication ou l'importation de la substance n'est pas conforme au paragraphe (1), le ministre radie celle-ci de la liste intérieure et la réinscrit éventuellement sur la liste extérieure.

Idem

Publication of masked name

34. Where the publication of the explicit chemical name of a substance would result in the release of confidential business information in contravention of section 19, the substance shall be identified by a name determined in the prescribed manner.

34. Dans les cas où la publication de sa dénomination chimique précise aboutirait à la divulgation de renseignements professionnels confidentiels en violation de l'article 19, la substance est identifiée par un nom déterminé par règlement.

Dénomination maquillée

Regulations

35. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations

(*a*) establishing groups of substances for the purposes of the provision of informa-

35. (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les différents groupes de substances assujettis à l'obligation de fourni-

Règlements

tion under section 29 or 30, including groups of biotechnology products, polymers, research and development substances and substances manufactured only for export;

(*b*) prescribing quantities of substances for the purposes of subsections 29(1) and (2) and 33(1);

(*c*) prescribing, with respect to any quantity of a substance, the type of information that shall be provided to the Minister under subsections 29(1) and (2) and section 30;

(*d*) prescribing the purposes for which a substance must be used so as to permit the waiver of information requirements under subsection 29(4);

(*e*) prescribing with respect to any substance referred to in subsection 29(1) the period within which the Ministers shall assess information under subsection 31(1);

(*f*) prescribing with respect to any substance referred to in subsection 29(2) the period within which the Ministers must be provided with information in respect of the substance;

(*g*) prescribing the conditions, test procedures and laboratory practices to be followed in developing test data on a substance in order to comply with the information requirements of section 29 or 30 or requests for information under paragraph 32(1)(*c*);

(*h*) prescribing the manner of determining a name for a substance for the purposes of section 34; and

(*i*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 28 to 34.

ture de renseignements prévue aux articles 29 ou 30, notamment de produits biotechnologiques, de polymères, de substances utilisées pour la recherche et le développement ou produites uniquement pour l'exportation;

b) fixer les quantités de substances pour l'application des paragraphes 29(1) et (2) et 33(1);

c) déterminer, à l'égard d'une quantité d'une substance, le type de renseignements à fournir au ministre aux termes des paragraphes 29(1) et (2) et de l'article 30;

d) déterminer les utilisations justifiant la dérogation prévue au paragraphe 29(4);

e) fixer le délai d'évaluation visé au paragraphe 31(1), en ce qui concerne une substance mentionnée au paragraphe 29(1);

f) déterminer, en ce qui concerne une substance mentionnée au paragraphe 29(2), le délai dans lequel les renseignements doivent être fournis aux ministres;

g) fixer les conditions, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire à respecter dans l'obtention de données d'essai sur une substance pour satisfaire aux exigences posées par les articles 29 ou 30 en matière d'information ou pour exécuter l'obligation prévue à l'alinéa 32(1)*c*);

h) fixer le mode de dénomination d'une substance pour l'application de l'article 34;

i) prendre toute mesure d'application des articles 28 à 34.

Prescribed assessment period

(2) For the purposes of sections 29 and 31, where no assessment period is prescribed with respect to a substance, the prescribed assessment period is ninety days before the date on which the substance is to be manufactured or imported.

Absence de délai réglementaire

(2) Quand il n'est pas fixé par règlement, le délai d'évaluation d'une substance comprend, pour l'application des articles 29 et 31, les quatre-vingt-dix jours précédant la fabrication ou l'importation de la substance.

Regulation of Toxic Substances

Réglementation des substances toxiques

Addition to List of Toxic Substances

36. (1) Subject to subsections (2) and (4), the Governor in Council may, if satisfied that a substance is toxic, on the recommen-

Inscription sur la liste des substances toxiques

36. (1) S'il est convaincu qu'une substance est toxique, le gouverneur en conseil peut prendre, sur recommandation des minis-

dation of the Ministers, make an order adding the substance to the List of Toxic Substances in Schedule I.

tres, un décret d'inscription de la substance à la liste de l'annexe I.

Effective date of order

(2) An order adding a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I is effective on the coming into force of regulations made under subsection 37(1) in respect of the substance.

(2) Le décret en question prend effet à la date d'entrée en vigueur des règlements prévus au paragraphe 37(1). Prise d'effet

Deletion from List

(3) Subject to subsection (4), the Governor in Council may, if satisfied that the inclusion of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I is no longer necessary, on the recommendation of the Ministers, make an order

(*a*) deleting the substance from the List and deleting the type of regulations specified in the List as being applicable with respect to the substance; and

(*b*) revoking the regulations made under section 37 with respect to the substance.

(3) S'il est convaincu qu'une substance n'a plus à figurer sur la liste de l'annexe I, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres et par décret :

a) radier de la liste de l'annexe I la substance et la mention du type de règlements afférents;

b) abroger les règlements pris en application de l'article 37. Radiation de la liste

Order subject to conditions

(4) Where a board of review is established under section 81 in relation to a substance, no order may be made under subsection (1) or (3) in relation to the substance until the board's report is received by the Ministers.

(4) La prise des décrets visés aux paragraphes (1) ou (3) est toutefois subordonnée à la réception par les ministres du rapport de la commission de révision éventuellement constituée en vertu de l'article 81. Réserve

Regulations

37. (1) Subject to subsections (3) and (4), where an order has been made to add a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I, the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations with respect to the substance, including regulations providing for or imposing requirements respecting

(*a*) the quantity or concentration of the substance that may be released into the environment either alone or in combination with any other substance from any source or type of source;

(*b*) the places or areas where the substance may be released;

(*c*) the commercial, manufacturing or processing activity in the course of which the substance may be released;

(*d*) the manner and conditions under which the substance may be released into the environment, either alone or in combination with any other substance;

37. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres, prendre des règlements concernant une substance inscrite par décret sur la liste de l'annexe I, notamment en ce qui touche : Règlements

a) la quantité ou la concentration dans lesquelles elle peut être rejetée dans l'environnement, seule ou combinée à une autre substance émise par quelque source ou type de sources que ce soit;

b) les lieux ou zones de rejet;

c) les activités commerciales, de fabrication ou de transformation au cours desquelles le rejet est permis;

d) les modalités et conditions de son rejet, seule ou en combinaison avec une autre substance;

e) la quantité qui peut être fabriquée, transformée, utilisée, mise en vente ou vendue au Canada;

f) les fins pour lesquelles la substance ou un produit qui en contient peut être

(*e*) the quantity of the substance that may be manufactured, processed, used, offered for sale or sold in Canada;

(*f*) the purposes for which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

(*g*) the manner and conditions under which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed or used;

(*h*) the quantities or concentrations in which the substance may be used;

(*i*) the quantities or concentrations of the substance that may be imported;

(*j*) the countries from or to which the substance may be imported or exported;

(*k*) the conditions under which, the manner in which and the purposes for which the substance may be imported or exported;

(*l*) the total, partial or conditional prohibition of the manufacture, use, processing, sale, offering for sale, import or export of the substance or a product containing the substance;

(*m*) the quantity or concentration of the substance that may be contained in any product manufactured, imported, exported or offered for sale in Canada;

(*n*) the manner in which and conditions under which and the purposes for which the substance or a product containing the substance may be advertised or offered for sale;

(*o*) the manner in which and conditions under which the substance or a product or material containing the substance may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;

(*p*) the packaging and labelling of the substance or a product or material containing the substance;

(*q*) the manner, conditions, places and method of disposal of the substance or a product or material containing the substance, including standards for the construction, maintenance and inspection of disposal sites;

g) les modalités et conditions d'importation, de fabrication, de transformation ou d'utilisation de la substance ou d'un produit qui en contient;

h) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être utilisée;

i) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être importée;

j) les pays d'exportation ou d'importation;

k) les conditions, modalités et objets de l'importation ou de l'exportation;

l) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle de la fabrication, de l'utilisation, de la transformation, de la vente, de la mise en vente, de l'importation ou de l'exportation de la substance ou d'un produit qui en contient;

m) la quantité ou concentration de celle-ci que peut contenir un produit fabriqué, importé, exporté ou mis en vente au Canada;

n) les modalités, les conditions et l'objet de la publicité et de la mise en vente de la substance ou d'un produit qui en contient;

o) les modalités et conditions de stockage, de présentation, de transport, de manutention ou d'offre de transport soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

p) l'emballage et l'étiquetage soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

q) les modalités, lieux et méthodes d'élimination soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des sites d'élimination;

r) la transmission au ministre, sur demande ou au moment fixé par règlement, de renseignements concernant la substance;

s) la tenue de livres et de registres pour l'exécution des règlements d'application du présent article;

t) l'échantillonnage, l'analyse, l'essai, la mesure ou la surveillance de la substance

(*r*) the submission to the Minister, on request or at such times as are prescribed, of information relating to the substance;

(*s*) the maintenance of books and records for the administration of any regulation made under this section;

(*t*) the conduct of sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance and the submission of the results to the Minister;

(*u*) the submission of samples of the substance to the Minister;

(*v*) the methods and procedures for conducting sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance;

(*w*) circumstances or conditions under which the Minister may, for the proper administration of this Act, modify

(i) any requirement for sampling, analyses, tests, measurements or monitoring, or

(ii) the methods and procedures for conducting any required sampling, analyses, tests, measurements or monitoring; and

(*x*) any other matter necessary to carry out the purposes of this Part.

Exemption

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations providing for the exemption of the following activities from the application of this Part and any regulations made under it, namely,

(*a*) the import, export, manufacture, use, processing, transport, offering for transport, handling, packaging, labelling, advertising, sale, offering for sale, displaying, storing, disposing or releasing into the environment of any substance or a product or material containing any substance; and

(*b*) the release of any substance into the environment, for a period specified in the regulations, from any source or type of source.

Substances regulated under other Acts of Parliament

(3) The Governor in Council shall not make a regulation under subsection (1) in respect of any substance if, in the opinion of the Governor in Council, the regulation regulates an aspect of the substance that is regu-

et la transmission des résultats au ministre;

u) la transmission d'échantillons de la substance au ministre;

v) les méthodes et procédures à suivre pour les opérations mentionnées à l'alinéa *t*);

w) les cas ou conditions de modification par le ministre, pour l'exécution de la présente loi, soit des exigences imposées pour les opérations mentionnées à l'alinéa *t*), soit des méthodes et procédures afférentes;

x) toute autre mesure d'application de la présente partie.

Dérogation

(2) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire à l'application de la présente partie et de ses règlements :

a) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, la transformation, le transport, l'offre de transport, la manutention, l'emballage, l'étiquetage, la publicité, la vente, la mise en vente, la présentation, le stockage, l'élimination ou le rejet dans l'environnement soit d'une substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

b) le rejet dans l'environnement d'une substance provenant d'une source donnée, ou d'un type de sources donné, pendant un certain temps.

Substances déjà réglementées par le Parlement

(3) Les règlements prévus au paragraphe (1) ne peuvent toutefois être pris que si, selon le gouverneur en conseil, ils ne visent pas un point déjà réglementé sous le régime d'une autre loi fédérale.

listed by or under any other Act of Parliament.

(4) Except as provided in subsection 32(5), the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may amend the List of Toxic Substances in Schedule 1 by adding thereto or deleting therefrom the name of any substance that is not specified on that List, the Minister believes that it is not adequately regulated, and

(a) the Minister believes that immediate action is required to prevent a significant danger to Canada to the environment or to human life or health,

(b) the Minister believes that timely action in respect of the substance and the order may contain any provision that may be contained in a regulation made under subsection 93(1) or (2),

(c) the Minister is satisfied that the governments of the provinces are providing adequate protection against the significant danger, and

(d) the Minister has published a notice of the proposed order and a reasonable opportunity has been afforded to the public to comment on the proposed order.

(5) Subject to subsections (3) and (4), where

(a) a substance

(i) is not specified on the List of Toxic Substances in Schedule 1 and the Minister believes that it is toxic or

(ii) is specified on that List, the Minister believes that it is not adequately regulated, and

(b) the Minister believes that immediate action is required to prevent a significant danger to Canada to the environment or to human life or health,

the Minister may make an emergency order in respect of the substance and the order may contain any provision that may be contained in a regulation made under subsection 93(1) or (2).

(6) The Minister shall not make an emergency order in respect of a plastic described

lated by or under any other Act of Parliament.

Consultation with provincial governments

(4) Except as provided in subsection 38(5), the Ministers shall not recommend to the Governor in Council a regulation under paragraph (1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) or (*q*) unless

(*a*) the Minister has offered to consult all the governments of the provinces within a period of at least thirty days in order to determine whether they are prepared to implement, by or under provincial law, provisions substantially the same as those contained in the regulation;

(*b*) the Minister has consulted all the governments of the provinces or thirty days have elapsed since the offer to consult was made; and

(*c*) the Minister is satisfied that not all the governments of the provinces are prepared to implement, by or under provincial law, provisions substantially the same as those contained in the regulation.

Consultation des gouvernements provinciaux

(4) Sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 38(5), les ministres ne peuvent recommander au gouverneur en conseil la prise de l'un des règlements visés aux alinéas (1)*a*), *b*), *d*), *o*) ou *q*) que si, après avoir consulté tous les gouvernements provinciaux — ou après l'expiration du délai d'au moins trente jours qui suit son offre de consultation —, le ministre est convaincu que certains d'entre eux ne sont pas disposés à mettre en œuvre, dans le cadre du droit provincial, des dispositions analogues à celles qu'il recommande.

Amendment to the List of Toxic Substances in Schedule I

(5) A regulation made under subsection (1) with respect to a substance may amend the List of Toxic Substances in Schedule I so as to specify the type of regulation that applies with respect to the substance.

Modification de la liste de l'annexe I

(5) Les règlements d'application du paragraphe (1) peuvent modifier la liste de l'annexe I de manière à y préciser le type de règlement qui s'applique à la substance visée.

Emergency orders

38. (1) Subject to subsections (2) and (3), where

(*a*) a substance

(i) is not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I and the Ministers believe that it is toxic or,

(ii) if the substance is specified on that List, the Ministers believe that it is not adequately regulated, and

(*b*) the Ministers believe that immediate action is required to prevent a significant danger in Canada to the environment or to human life or health,

the Minister may make an emergency order in respect of the substance and the order may contain any provision that may be contained in a regulation made under subsection 37(1) or (2).

Arrêtés d'urgence

38. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut prendre un arrêté d'urgence pouvant comporter les mêmes dispositions qu'un règlement d'application des paragraphes 37(1) ou (2), lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la substance n'est pas inscrite sur la liste de l'annexe I et les ministres la croient toxique, ou bien elle y est inscrite et ils estiment qu'elle n'est pas réglementée comme il convient;

b) les ministres croient qu'une intervention immédiate est nécessaire afin de prévenir tout danger appréciable pour soit l'environnement, soit la vie ou la santé humaine.

Consultation

(2) The Minister shall not make an emergency order in respect of a matter described

Consultation

(2) Le ministre ne peut prendre l'arrêté dans le cas d'une matière qui est visée aux

in paragraph 37(1)(*a*), (*b*), (*d*), (*o*) or (*q*) unless

(*a*) the Minister has offered to consult all the governments of the provinces within a period of at least twenty-four hours in order to determine whether they are prepared to take sufficient action to prevent the significant danger;

(*b*) the Minister has consulted with other Ministers of the Crown in right of Canada to determine whether any action can be taken under any other Act of Parliament to prevent the significant danger referred to in subsection (1);

(*c*) the Minister has consulted all the governments of the provinces or twenty-four hours have elapsed since the offer to consult was made; and

(*d*) the Minister is satisfied that not all the governments of the provinces are prepared to take sufficient action to prevent the significant danger and that such action cannot be taken under any other Act of Parliament.

alinéas 37(1)*a*), *b*), *d*), *o*) ou *q*) que si, après avoir consulté, d'une part, tous les gouvernements provinciaux — ou après l'expiration du délai d'au moins vingt-quatre heures qui suit son offre de consultation —, d'autre part, les autres ministres fédéraux — ces derniers afin de déterminer la possibilité de prendre des mesures aux termes d'une autre loi fédérale —, il est convaincu que certains des gouvernements provinciaux ne sont pas disposés à prendre les moyens nécessaires pour prévenir ce danger et que des mesures efficaces ne peuvent être prises sous le régime de quelque autre loi fédérale que ce soit.

Effect of order

(3) Subject to subsection (4), an emergency order has effect from the time it is made.

(3) L'arrêté prend effet dès sa prise.

Effet de l'arrêté

Approval of Governor in Council

(4) An emergency order ceases to have effect and shall be deemed not to have been made unless it is approved by the Governor in Council within fourteen days after it is made.

(4) L'arrêté devient toutefois inopérant et est réputé ne pas avoir été pris à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours qui suivent.

Approbation du gouverneur en conseil

Recommendation of regulations

(5) Where the Governor in Council approves an emergency order, the Ministers shall, within ninety days after the approval, recommend to the Governor in Council

(*a*) that a regulation having the same effect as the order be made under section 37; and

(*b*) if the order was made in respect of a substance that was not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I, that the substance be added to that List under section 36.

(5) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'approbation par le gouverneur en conseil, les ministres recommandent à celui-ci, à la fois :

a) la prise d'un règlement d'application de l'article 37 ayant le même effet que l'arrêté;

b) l'inscription, sous le régime de l'article 36, de la substance visée sur la liste de l'annexe I dans les cas où elle n'y figure pas.

Recommandation par les ministres

Exemption from *Statutory Instruments Act*

(6) An emergency order

(*a*) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*; and

(6) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

(*b*) shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after it is approved under subsection (4).

Contravention of unpublished order

(7) No person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of an emergency order that, at the time of the alleged contravention, was not published in the *Canada Gazette* in both official languages unless it is proved that at the date of the alleged contravention reasonable steps had been taken to bring the purport of the order to the notice of those persons likely to be affected by it.

Violation d'un arrêté non publié

(7) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté d'urgence qui, à la date du fait reproché, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada* dans les deux langues officielles, sauf s'il est établi qu'à cette date les mesures nécessaires avaient été prises pour porter la teneur de l'arrêté à la connaissance des personnes susceptibles d'être touchées par celui-ci.

Expiration of order

(8) An emergency order expires when the regulations referred to in subsection (5) are made or two years after the order was made, whichever is the earlier.

Cessation d'effet de l'arrêté

(8) L'arrêté cesse d'avoir effet à la prise du règlement visé au paragraphe (5) ou, au plus tard deux ans après sa prise.

Release of Toxic Substances

Rejet de substances toxiques

Report and remedial measures

39. (1) Where there occurs or is a reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I in contravention of a regulation made under section 37, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances,

(*a*) subject to subsection (4) and any regulations made under paragraph 41(*b*), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation; and

(*b*) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to remedy any dangerous condition or reduce or mitigate any danger to the environment or to human life or health that results from the release of the substance or may reasonably be expected to result if the substance is released.

Rapport et correctifs

39. (1) En cas de rejet dans l'environnement — effectif ou probable — d'une substance inscrite à l'annexe I en violation d'un règlement d'application de l'article 37, les intéressés sont tenus, dans les meilleurs délais possible, à la fois :

a) sous réserve du paragraphe (4) et des règlements d'application de l'alinéa 41*b*), de faire rapport de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement;

b) de prendre toutes les mesures d'urgence — compatibles avec la sécurité publique — appropriées pour remédier à la situation dangereuse ou supprimer ou atténuer le danger résultant du rejet ou de sa probabilité pour l'environnement, la vie ou la santé humaine.

Application

(2) Subsection (1) applies to any person who

(*a*) owns or has charge of a substance immediately before its initial release or its likely initial release into the environment; or

(*b*) causes or contributes to the initial release.

Personnes visées

(2) Les intéressés sont en l'occurrence ceux qui :

a) soit sont propriétaires de la substance en question, ou en sont responsables, avant son rejet initial — effectif ou probable — dans l'environnement;

b) soit causent ce rejet initial ou y contribuent.

Report by property owner

(3) Where there occurs a release of a substance as described in subsection (1), any

Autres propriétaires

(3) Toute autre personne ayant des biens qui sont touchés par le rejet et sachant qu'il

person, other than a person described in subsection (2), whose property is affected by the release and who knows that it is a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I shall, as soon as possible in the circumstances and subject to subsection (4), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation.

s'agit d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I fait rapport, dans les meilleurs délais possible et sous réserve du paragraphe (4), de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement.

Report to provincial official

(4) Where there are in force, by or under the laws of a province, provisions that the Governor in Council, by regulation, declares to be adequate for dealing with a release described in subsection (1), a report required by paragraph (1)(*a*) or subsection (3) shall be made to a person designated by the provincial provisions.

(4) Dans les cas où sont en vigueur, dans le cadre du droit provincial, des dispositions que le gouverneur en conseil déclare, par règlement, convenir pour traiter du rejet, le rapport exigé en vertu de l'alinéa (1)*a*) ou du paragraphe (3) est transmis à la personne désignée dans ces dispositions.

Rapport au fonctionnaire provincial

Intervention by inspector

(5) Where any person fails to take any measures required under subsection (1), an inspector may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.

(5) À défaut par une personne de prendre les mesures imposées par le paragraphe (1), l'inspecteur peut les prendre, les faire prendre ou ordonner à quiconque est visé au paragraphe (2) de les prendre.

Intervention de l'inspecteur

Limitation on power of direction

(6) Any direction of an inspector under subsection (5) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act of Parliament is void to the extent of the inconsistency.

(6) L'ordre donné par l'inspecteur est nul dans la mesure où il est incompatible avec une exigence imposée sous le régime d'une autre loi fédérale.

Restriction

Access to property

(7) Any inspector or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (5) may enter and have access to any place or property and may do such reasonable things as may be necessary in the circumstances.

(7) L'inspecteur ou la personne qui doit ou peut prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (5) ont accès à tout lieu ou bien et peuvent prendre les mesures imposées par les circonstances.

Accès

Personal liability

(8) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by that subsection or who takes any measures authorized under subsection (5) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of providing assistance or advice or taking any measures under those subsections unless it is established that the person acted in bad faith.

(8) Toute autre personne que les intéressés qui fournit aide ou conseils pour l'intervention visée par les paragraphes (1) ou (5) n'encourt aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes ou omissions constatés à cette occasion, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Responsabilité personnelle

Voluntary report

40. (1) Where a person has knowledge of the occurrence or reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified in the List of Toxic Substances in Schedule I, but the person is not required to report the matter under this Act, the person

40. (1) La personne non tenue au rapport qui a connaissance d'un rejet dans l'environnement d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I — ou de sa probabilité — peut transmettre les renseignements afférents à l'inspecteur ou à une personne désignée par

Rapport volontaire

may report any information relating to the release or likely release to an inspector or to any person to whom a report may be made under section 39.

Request for confidentiality

(2) A person making a report under subsection (1) may request that the person's identity and any information that could reasonably reveal the identity not be released.

Requirement for confidentiality

(3) Where a person makes a request under subsection (2), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal the identity, unless the person making the request authorizes the release in writing.

Regulations

41. The Governor in Council may make regulations

(*a*) designating persons for the purposes of paragraph 39(1)(*a*) and prescribing the form of the report to be made under that paragraph and the information to be contained in the report;

(*b*) prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under paragraph 39(1)(*a*);

(*c*) declaring provisions to be adequate for the purposes of subsection 39(4); and

(*d*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 39 and 40.

Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty

42. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to taking any measures under subsection 39(5) from

(*a*) any person referred to in paragraph 39(2)(*a*); and

(*b*) any person referred to in paragraph 39(2)(*b*) to the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Idem

(2) The costs and expenses referred to in subsection (1) shall only be recovered to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances.

Joint and several liability

(3) Subject to subsection (4), the persons referred to in subsection (1) are jointly and severally liable for the costs and expenses referred to in that subsection.

règlement ou dans des dispositions provinciales.

Confidentialité

(2) L'auteur du rapport volontaire peut demander la non-divulgation de son identité et de tout renseignement susceptible de la révéler.

Protection

(3) Il est interdit de divulguer l'identité de l'auteur du rapport qui a fait la demande visée au paragraphe (2) ou tout renseignement susceptible de la révéler sans son consentement écrit.

Règlements

41. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer la forme du rapport visé à l'alinéa 39(1)*a*) et les renseignements à y porter, et en désigner le destinataire;

b) prévoir les cas où ce rapport n'est pas obligatoire;

c) faire la déclaration mentionnée au paragraphe 39(4);

d) prendre toute autre mesure d'application des articles 39 et 40.

Recouvrement des frais par Sa Majesté

42. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise des mesures prévues au paragraphe 39(5) auprès des intéressés :

a) visés à l'alinéa 39(2)*a*);

b) visés à l'alinéa 39(2)*b*) dans la mesure où ils ont, par leur négligence, causé le rejet ou y ont contribué.

Idem

(2) Les frais ne sont recouvrés que dans la mesure où il peut être établi qu'ils ont été faits et sont justifiés dans les circonstances.

Solidarité

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes mentionnées au paragraphe (1) sont solidairement responsables des frais visés à ce paragraphe.

Limitation

(4) A person referred to in paragraph 39(2)(*b*) shall not be held liable under subsection (3) to an extent greater than the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Restriction

(4) Les personnes mentionnées à l'alinéa 39(2)*b*) ne sont toutefois responsables que dans la mesure où, par leur négligence, elles ont causé le rejet ou y ont contribué.

Procedure

(5) A claim under this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in right of Canada in any court of competent jurisdiction.

Poursuites

(5) Les créances visées au présent article et les frais et dépens afférents peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent.

Recourse or indemnity

(6) This section does not limit or restrict any right of recourse or indemnity that a person may have against any other person.

Recours contre des tiers

(6) Le présent article ne limite pas les recours contre un tiers.

Time limitation

(7) Where events giving rise to a claim under this section occur, no proceedings in respect of the claim may be instituted after two years from the date on which the events occur or become evident to the Minister, whichever is the later.

Prescription

(7) Le recouvrement des créances visées au présent article se prescrit par deux ans à compter de la date où les faits à leur origine sont survenus ou, de la date où le ministre en a pris connaissance.

Remedial measures

43. Where, in respect of a substance or a product containing a substance, there is a contravention of this Part or any regulation made under this Part, the Minister may, in writing,

(*a*) direct any manufacturer, processor, importer or distributor of the substance or product to take any or all of the following measures:

(i) give public notice in a manner directed by the Minister of any danger to the environment or to human life or health posed by the substance or product,

(ii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every manufacturer, distributor or retailer of the substance or product, or

(iii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every person to whom the substance or product is known to have been delivered or sold; and

(*b*) direct any manufacturer, distributor, importer or retailer of the substance or product to take any or all of the following measures:

(i) replace the substance or product with one that does not pose a danger to

Mesures correctives

43. En cas de violation de la présente partie, ou de ses règlements, portant sur une substance ou sur un produit en contenant, le ministre peut par écrit :

a) ordonner aux personnes qui fabriquent, transforment, importent ou distribuent cette substance ou ce produit de prendre les mesures suivantes :

(i) avertir le public, conformément à ses instructions, du danger que la substance ou le produit présentent pour l'environnement, la vie ou la santé humaine,

(ii) envoyer par la poste cet avertissement aux fabricants, distributeurs ou vendeurs au détail de la substance ou du produit, ainsi qu'à toute autre personne à qui ils ont été livrés ou vendus;

b) ordonner à leurs fabricants, distributeurs, importateurs ou vendeurs au détail :

(i) soit de les remplacer par une autre substance ou un autre produit inoffensifs pour l'environnement, la vie ou la santé humaine,

(ii) soit de les reprendre à l'acheteur et de les lui rembourser,

(iii) soit de prendre toute autre mesure en vue de la protection de l'environnement, de la vie humaine ou de la santé.

the environment or to human life or health,

(ii) accept the return of the substance or product from the purchaser and refund the purchase price, or

(iii) any other measures for the protection of the environment or of human life or health.

Export of Toxic Substances and Waste Materials

List of Toxic Substances Requiring Export Notification

44. The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make an order adding to the List of Toxic Substances Requiring Export Notification in Schedule II any substance for which, in the opinion of the Governor in Council, a notice should be given under section 45, and may, in the same manner, delete any substance from that List.

Notice to foreign authority of export of substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification

45. (1) Where a person proposes to export a substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification in Schedule II to a country for the first time after

(*a*) the name of the substance is added to that List,

(*b*) any regulation is made or amended under this or any other Act of Parliament restricting or further restricting any activity relating to the substance, or

(*c*) the government of the country of destination takes any action to prevent the import of the substance to that country and the Minister has published a notice of that action in the *Canada Gazette*,

the person shall, in the prescribed manner and form and within the prescribed period, give notice of the proposed export to the person or body designated by regulation.

Information to accompany export

(2) Where a person exports a substance as described in subsection (1), the substance shall be accompanied in the prescribed manner by the prescribed information.

Notice to foreign authority of export of waste materials

(3) Where a person proposes to export any waste materials that are dangerous goods within the meaning of the *Transportation of Dangerous Goods Act* to a country for the first time after this subsection comes into force, the person shall, in the manner and

Exportation de substances toxiques et de déchets

Liste pour l'exportation

44. Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par décret, soit inscrire à l'annexe II (sur la liste pour l'exportation) toute substance qu'il estime devoir faire l'objet de l'avis prévu à l'article 45, soit radier une substance de cette liste.

Préavis d'exportation — substance toxique

45. (1) Est tenu d'en aviser, en la forme, de la façon et dans le délai réglementaires, la personne ou l'organisme désigné par règlement quiconque projette d'exporter une substance inscrite à la liste de l'annexe II pour la première fois après :

a) l'inscription de la substance sur la liste;

b) la prise ou la modification de règlements d'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale ayant pour effet de restreindre les activités concernant la substance;

c) la prise par le pays de destination de mesures visant à empêcher l'importation sur son territoire de la substance, et la publication dans la *Gazette du Canada* par le ministre d'un avis de ces mesures.

Renseignements réglementaires

(2) La substance exportée conformément au paragraphe (1) doit être accompagnée, en la forme réglementaire, des renseignements prévus par règlement.

Préavis d'exportation — déchets

(3) Au plus tard quarante jours avant l'exportation, quiconque projette d'exporter des déchets qui sont des marchandises dangereuses au sens de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent

form prescribed and at least forty days before the date of the proposed export, give notice of the proposed export to the authority in the country of destination designated by regulation.

Copy to Minister

(4) A person who gives notice under this section shall, at the same time, send a copy of the notice to the Minister.

Publication

(5) Where the Minister receives a copy of a notice of the proposed export of a substance under subsection (3), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* the name or specifications of the substance, the name of the exporter and the country of destination.

Regulations

(6) The Governor in Council may, for the purposes of this section, make regulations

(*a*) designating any authority, person or body to whom notice shall be given under this section;

(*b*) prescribing the contents of a notice, the period within which it shall be sent and the manner by which it shall be sent;

(*c*) prescribing the information that must accompany any export of a substance for which notice is required to be given under this section and prescribing the manner in which the information must accompany the substance; and

(*d*) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

paragraphe est tenu d'en aviser, selon les modalités réglementaires, l'autorité, désignée par règlement, du pays de destination.

Copie au ministre

(4) La personne tenue au préavis en transmet simultanément copie au ministre.

Publication

(5) Après réception du préavis, le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* le nom de l'exportateur, du pays de destination et de la substance et les caractéristiques de celle-ci.

Règlements

(6) Pour l'application du présent article, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner le destinataire — l'autorité, la personne ou l'organisme — du préavis d'exportation;

b) déterminer la teneur du préavis ainsi que le délai et les modalités de son acheminement;

c) prévoir les renseignements à fournir lors de l'exportation des substances objet du présent article ainsi que leurs modalités de présentation;

d) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

Fuels

Prohibition

46. No person shall produce or import for use or sale in Canada or sell or offer for sale any fuel that contains an element, component or additive in a concentration or quantity that exceeds the concentration or quantity prescribed with respect to that element, component or additive in relation to the fuel.

Regulations

47. The Governor in Council may, for the purposes of section 46, make regulations

(*a*) prescribing, with respect to any fuel or fuel used for any purpose, the concentration or quantity of any element, component or additive that, in the opinion of the Governor in Council, if exceeded, would, on the combustion of the fuel in ordinary

Combustibles

Interdiction

46. Il est interdit de produire ou importer pour utilisation ou vente au Canada ou de vendre ou mettre en vente un combustible qui contient un élément, composant ou additif dont la quantité ou la concentration dépasse le seuil réglementaire.

Règlements

47. Pour l'application de l'article 46, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) en ce qui concerne la quantité ou la concentration de tout élément, composant ou additif dans un combustible, fixer le seuil au-delà duquel la combustion de celui-ci dans des conditions normales contribuerait sensiblement, à son avis, à la pollution atmosphérique;

circumstances, result in a significant contribution to air pollution;

(*b*) requiring persons who produce or import any fuel for use or sale in Canada or who sell or offer for sale any fuel

(i) to maintain books and records necessary for the administration of section 46 and any regulations made under this section,

(ii) to submit samples of the fuel to the Minister,

(iii) to submit to the Minister, on request or at such time or times as are prescribed, such information as is prescribed regarding

(A) the quantity of the fuel produced, imported or sold,

(B) the chemical composition of the fuel,

(C) the adverse effects on the environment or on human life or health from combustion of the fuel, and

(D) the techniques that may be used to detect and measure elements, components and additives; and

(*c*) respecting the methods of taking samples for the purposes of subparagraph (*b*)(ii), including the period during which samples may be taken.

b) soumettre quiconque se livre à l'une des activités visées à cet article aux obligations suivantes :

(i) tenir les livres et registres nécessaires à la mise en œuvre de cet article et des règlements d'application du présent article,

(ii) fournir au ministre des échantillons du combustible,

(iii) transmettre au ministre, sur demande ou dans les délais réglementaires, les renseignements réglementaires concernant :

(A) la quantité de combustible produite, importée ou vendue,

(B) la composition chimique du combustible,

(C) les effets nocifs de la combustion du combustible sur l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(D) les techniques de détection et de mesure des éléments, composants et additifs;

c) régir les méthodes et délais de prélèvement des échantillons prévus au sous-alinéa *b*)(ii).

Notice of Objection

Avis d'opposition

Publication of proposed orders and regulations

48. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under section 36, 37 or 44 or paragraph 47(*a*).

Publication des projets de décret et de règlement

48. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par les articles 36, 37 ou 44 ou l'alinéa 47*a*).

Notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the *Canada Gazette* under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

Avis d'opposition

(2) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* des projets de décret ou de règlement visés au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 81.

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

Definitions

49. In this Part,

"cleaning agent" *«produit de nettoyage»*

"cleaning agent" means any laundry detergent, dishwashing compound, household cleaner, metal cleaner, degreasing compound, commercial cleaner, industrial cleaner, phosphate compound or other substance intended to be used for cleaning purposes;

"nutrient" *«substance nutritive»*

"nutrient" means any substance or combination of substances that, if added to any waters in sufficient quantities, provides nourishment that promotes the growth of aquatic vegetation in those waters to such densities as to

(*a*) interfere with their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings, or

(*b*) degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings;

"water conditioner" *«conditionneur d'eau»*

"water conditioner" means any water softening chemical, anti-scale chemical, corrosion inhibiter or other substance intended to be used to treat water.

Prohibition

Prohibition

50. (1) No person shall manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner that contains a prescribed nutrient in a concentration that is greater than the prescribed permissible concentration of that nutrient in that cleaning agent or water conditioner.

Regulations

(2) The Governor in Council may, for the purposes of this Part, make regulations

(*a*) prescribing nutrients;

(*b*) prescribing the permissible concentration of any prescribed nutrient in any cleaning agent or water conditioner;

(*c*) respecting the manner in which the concentration of any prescribed nutrient in

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

Définitions

49. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«conditionneur d'eau» *"water conditioner"*

«conditionneur d'eau» Tout produit chimique ou autre substance destinée au traitement de l'eau, notamment pour l'adoucir et prévenir l'entartrage ou la corrosion.

«produit de nettoyage» *"cleaning agent"*

«produit de nettoyage» Tout produit d'entretien ou de nettoyage domestique, commercial ou industriel, notamment pour le linge, la vaisselle et le métal, y compris les composés de phosphate.

«substance nutritive» *"nutrient"*

«substance nutritive» Toute substance ou combinaison de substances qui, ajoutée à l'eau en quantité suffisante, y favorise la croissance d'une végétation aquatique qui :

a) soit réduit ou empêche l'utilisation de l'eau par l'homme ou par les animaux, ou plantes utiles à celui-ci;

b) soit altère ou contribue à altérer la qualité de l'eau au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'homme ou pour les animaux ou plantes utiles à celui-ci.

Interdiction

Interdiction

50. (1) Il est interdit de fabriquer pour utilisation ou vente au Canada ou d'importer un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau qui contient une substance nutritive réglementaire en une concentration supérieure à celle qui est prévue par règlement.

Règlements

(2) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) établir la liste des substances nutritives;

b) fixer le maximum de la concentration admissible, dans un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau, de toute substance nutritive désignée par règlement;

a cleaning agent or water conditioner shall be determined; and

(*d*) requiring persons who manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner

(i) to maintain books and records for the proper administration of this Part and regulations made under this section, and

(ii) to submit samples of that cleaning agent or water conditioner to the Minister.

c) prévoir le mode de détermination de cette concentration;

d) obliger ceux qui fabriquent pour utilisation ou vente au Canada ou importent des produits de nettoyage ou des conditionneurs d'eau, d'une part, à tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et des règlements pris sous le régime du présent article, et d'autre part à transmettre des échantillons au ministre.

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

Definitions

51. In this Part,

"federal lands" *«territoire domanial»*

"federal lands" means

(*a*) lands that belong to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has power to dispose and all waters on and air above such lands,

(*b*) those submarine areas, not within a province, adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater, and the water and air above those submarine areas, and

(*c*) reserves, surrendered lands or any other lands vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*;

"federal works or undertakings" *«entreprises fédérales»*

"federal works or undertakings" means any work or undertaking that is within the legislative authority of Parliament, including, without restricting the generality of the foregoing,

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT FÉDÉRAUX, ENTREPRISES FÉDÉRALES ET TERRITOIRE DOMANIAL

Définitions

Définitions

51. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«entreprises fédérales» *"federal works or undertakings"*

«entreprises fédérales» Les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs qui relèvent de la compétence législative du Parlement, notamment :

a) ceux qui se rapportent à la navigation, maritime ou fluviale, notamment en ce qui concerne l'exploitation de navires et le transport par navire;

b) les chemins de fer, canaux et télégraphes et les autres ouvrages et entreprises reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province;

c) les lignes de transport par bateaux reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province;

d) les passages par eau entre deux provinces ou entre une province et un pays étranger;

e) les aéroports, aéronefs ou services aériens commerciaux;

f) les entreprises de radiodiffusion;

g) les banques;

(e) a work or undertaking or business operated or carried on for or in connection with navigation and shipping, whether within or partly within a province, including the operation of ships and transportation by ship;

(f) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking connecting any province with any other province, or extending beyond the limits of a province;

(g) a line of ships connecting a province with any other province, or extending beyond the limits of a province;

(h) a ferry between any province and any province or between any province and any country other than Canada;

(i) airports, aircraft and commercial air services;

(j) a broadcast undertaking;

(k) a bank;

(l) a work or undertaking that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces; and

(m) a work or undertaking outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces.

(*a*) a work or undertaking or business operated or carried on for or in connection with navigation and shipping, whether inland or maritime, including the operation of ships and transportation by ship,

(*b*) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking connecting any province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*c*) a line of ships connecting a province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*d*) a ferry between any province and any other province or between any province and any country other than Canada,

(*e*) airports, aircraft and commercial air services,

(*f*) a broadcast undertaking,

(*g*) a bank,

(*h*) a work or undertaking that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces, and

(*i*) a work or undertaking outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces.

h) les ouvrages ou entreprises qui, bien qu'entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur réalisation, déclarés par le Parlement d'intérêt général pour le pays ou d'intérêt multiprovincial;

i) les installations, ouvrages et entreprises ne ressortissant pas au pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales.

«territoire domanial» «territoire domanial» "*federal lands*"

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que les eaux et l'air les recouvrant;

b) les zones sous-marines, hors provinces, contiguës au littoral du Canada qui s'étendent sur tout le prolongement naturel de son territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Canada là ou le rebord se trouve à une distance inférieure, ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces zones sous-marines;

c) les réserves, terres cédées ou autres terres dévolues à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens*.

Guidelines

Directives

Guidelines

52. For the purposes of carrying out the Minister's duties and functions related to the quality of the environment, the Minister may, with the approval of the Governor in Council, establish guidelines for use by departments, boards and agencies of the Government of Canada and, where appropriate, by corporations named in Schedule C to the *Financial Administration Act* and federal regulatory bodies in the exercise of their powers and the carrying out of their duties and functions.

Établissement et objet

52. Au titre de celles de ses fonctions qui ont trait à la qualité de l'environnement, le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des directives régissant, dans l'exercice de leurs attributions, les ministères, commissions et organismes fédéraux et, s'il y a lieu, les sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* et les organismes fédéraux de réglementation.

Regulations

Absence of regulations

53. Where no other Act of Parliament expressly provides for the making of regulations that result in the protection of the environment and apply to federal works or undertakings or federal lands, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and with the concurrence of the Minister of the Crown who has the administration and control of or duties and functions in relation to those works, undertakings or lands, make regulations applicable thereto for the protection of the environment.

Règlements

Absence de mesures réglementaires

53. En l'absence, dans toute autre loi fédérale, de pouvoirs réglementaires visant expressément la protection de l'environnement et les entreprises fédérales ou le territoire domanial, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et avec l'assentiment de l'autre ministre dont relèvent ce territoire ou ces entreprises, prendre des règlements applicables à ceux-ci en vue de la protection de l'environnement.

Plans and Specifications

Plans and specifications

54. For the purpose of section 53, the Minister may require from any person who carries on, or proposes to carry on, any federal work or undertaking, or any activity on federal lands, such plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity, together with such analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the environment that is or is likely to be affected by the work, undertaking or activity as will enable the Minister to determine the environmental impact that the work, undertaking or activity will have.

Plans, devis, etc.

Communication de renseignements

54. Pour l'application de l'article 53, les personnes qui exploitent ou se proposent d'exploiter des entreprises fédérales, ou exercent d'autres activités, sur le territoire domanial sont tenues, à la demande du ministre, de lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant ces entreprises ou activités, ainsi que les analyses, évaluations d'échantillons, études ou autres renseignements sur l'environnement concerné, qui lui permettront de déterminer quel en sera l'impact sur celui-ci.

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

Recommendation of regulations respecting international pollution

55. (1) Subject to subsection (2), where the Ministers have reason to believe that an air contaminant emitted into the ambient air, either alone or in combination with any other air contaminant, by a source or by sources of a particular class or classes in Canada

(*a*) creates or may reasonably be anticipated to create air pollution in a country other than Canada, or

(*b*) results in or is likely to result in the violation of an international agreement entered into by the Government of Canada in relation to the control or abatement of pollution,

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

Recommandation

55. (1) Lorsque les ministres ont des motifs de croire que l'émission dans l'air extérieur d'un polluant — seul ou en combinaison avec un autre polluant — à partir d'une ou de plusieurs sources canadiennes de diverses catégories soit crée ou risque de créer de la pollution atmosphérique dans un pays étranger, soit constitue ou risque de constituer une violation d'un accord international conclu par le Canada en matière de lutte contre la pollution ou de réduction de celle-ci, le ministre recommande au gouverneur en conseil de prendre, à l'égard de ces sources, des règlements visant soit à lutter

the Minister shall recommend to the Governor in Council regulations with respect to the source or sources for the purpose of controlling or preventing the air pollution or correcting or preventing the violation.

contre la pollution ou à prévenir celle-ci, soit à corriger ou prévenir la violation.

Consultation with provincial governments

(2) The Minister shall not make a recommendation under subsection (1) with respect to a source or sources, other than a federal work or undertaking as defined in section 51, unless

(*a*) the Minister has endeavoured, through consultation with the government of each province in which the source or sources are situated, to determine whether the air pollution referred to in paragraph (1)(*a*) can be controlled or prevented or the violation referred to in paragraph (1)(*b*) can be corrected or prevented by any steps that the government of the province may cause to be taken under its laws;

(*b*) where the Minister determines under paragraph (*a*) that the air pollution can be controlled or prevented or the violation can be corrected or prevented, the Minister endeavours to bring about this result, but is unsuccessful;

(*c*) notification of any notice of objection made under subsection 56(2) has been forwarded to the government of each province referred to in paragraph (*a*); and

(*d*) the Ministers have taken into account any comments or notice of objection made under subsection 56(2).

(2) Quand elle concerne une ou des sources autres qu'une entreprise fédérale, la recommandation est subordonnée aux conditions suivantes :

Consultation des gouvernements provinciaux

a) le ministre s'est efforcé, par consultation du gouvernement des provinces où sont situées les sources, de déterminer s'il est possible soit de lutter contre la pollution atmosphérique, ou de la prévenir, soit de corriger ou prévenir la violation, au moyen de mesures que ce gouvernement peut faire prendre dans le cadre du droit provincial;

b) le ministre ayant tenté d'obtenir la prise des mesures visées à l'alinéa *a*), le résultat escompté n'a pas été atteint;

c) il y a eu notification aux provinces visées à l'alinéa *a*) de l'avis d'opposition prévu au paragraphe 56(2);

d) les ministres ont tenu compte des commentaires ou avis d'opposition déposés au titre du paragraphe 56(2).

Publication of proposed regulations

56. (1) Where the Minister proposes to recommend regulations to the Governor in Council under subsection 55(1), the Minister shall

(*a*) publish a copy of the proposed regulations in the *Canada Gazette*; and

(*b*) notify the government of any country that would be affected by or benefit from the regulations.

56. (1) S'il envisage de faire la recommandation prévue au paragraphe 55(1), le ministre fait publier le projet de règlement dans la *Gazette du Canada*, d'une part, et avise le gouvernement de tout pays concerné, d'autre part.

Publication des projets de règlement

Comments or notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of any proposed regulations under paragraph (1)(*a*), any person or the government of any country that would be affected by or benefit from the proposed regulations may file with the Minister

(2) Dans les soixante jours suivant la publication visée au paragraphe (1), les personnes ou gouvernements touchés par le projet de règlement peuvent déposer auprès du ministre :

Commentaires ou avis d'opposition

a) des commentaires par écrit;

(a) comments in writing; or

(b) a notice of objection requesting the establishment of a board of review under section 81 and stating the reasons for the objection.

Regulations

57. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may make

(a) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(a) if the Governor in Council is satisfied that the country referred to in that paragraph has granted Canada substantially the same rights with respect to the prevention or control of air pollution as are granted to that country under this Part;

(b) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(b); and

(c) regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Regulations may be amended, etc.

(2) Where the Minister has, in respect of regulations recommended under subsection 55(1), unsuccessfully endeavoured to bring about the result described in paragraph 55(2)(b), the regulations shall not be made unless the Governor in Council is satisfied that the Minister's endeavour was reasonable.

Prohibition

58. No person shall operate a source of an air contaminant in contravention of any regulation made under section 57.

Tests and specifications

59. Where a person carries on or proposes to carry on a work, undertaking or activity that results or may result in the emission of an air contaminant into the ambient air, the person shall, at the request of the Minister for the purposes of section 55 and within such reasonable time as the Minister may specify, provide the Minister with plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity and with analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the air contaminant.

5

10

15

20

25

30

35

40

45

(b) un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision en application de l'article 81.

Règlements

57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire d'application de la présente partie et notamment des règlements mentionnés au paragraphe 55(1), à condition toutefois qu'il soit convaincu, lorsqu'il s'agit de pollution atmosphérique, que le pays étranger touché a accordé au Canada des droits similaires en matière de lutte contre celle-ci, ou de sa prévention à ceux qui lui sont accordés aux termes de la présente partie.

Règlements modifiés, etc.

(2) En cas d'insuccès du ministre dans le cadre de l'alinéa 55(2)b), le gouverneur ne prend les règlements recommandés au titre du paragraphe 55(1) que s'il est convaincu que le ministre a fait les efforts justifiés par les circonstances.

Prohibition

58. Il est interdit d'exploiter une source de pollution atmosphérique en contravention avec les règlements pris aux termes de l'article 57.

Tests et spécifications

59. Les personnes qui entreprennent des ouvrages, exploitent des entreprises ou exercent des activités de nature à entraîner l'émission d'un polluant dans l'air extérieur — ou se proposent de le faire — sont tenues, à la demande du ministre pour l'application de l'article 55 et dans le délai raisonnable qu'impartit par celui-ci, de lui fournir les plans, devis, études, plèces, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant ces ouvrages, entreprises ou activités, ainsi que les analyses, échantillons, évaluations, études, rivedes ou autres renseignements relatifs au polluant atmosphérique.

(*a*) comments in writing; or

(*b*) a notice of objection requesting the establishment of a board of review under section 81 and stating the reasons for the objection.

b) un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision en application de l'article 81.

Regulations

57. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may make

(*a*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(*a*) if the Governor in Council is satisfied that the country referred to in that paragraph has granted Canada substantially the same rights with respect to the prevention or control of air pollution as are granted to that country under this Part;

(*b*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 55(1)(*b*); and

(*c*) regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire d'application de la présente partie et notamment tout règlement recommandé par le ministre pour les motifs mentionnés au paragraphe 55(1), à condition toutefois qu'il soit convaincu, lorsqu'il s'agit de pollution atmosphérique, que le pays étranger touché a accordé au Canada des droits similaires, en matière de lutte contre celle-ci, ou de sa prévention à ceux qui lui sont accordés aux termes de la présente partie.

Requirement to be satisfied that Minister's endeavour was reasonable

(2) Where the Minister has, in respect of regulations recommended under subsection 55(1), unsuccessfully endeavoured to bring about the result described in paragraph 55(2)(*b*), the regulations shall not be made unless the Governor in Council is satisfied that the Minister's endeavour was reasonable.

Condition particuliuère

(2) En cas d'insuccès du ministre dans le cadre de l'alinéa 55(2)*b*), le gouverneur ne prend les règlements recommandés au titre du paragraphe 55(1) que s'il est convaincu que le ministre a fait les efforts justifiés par les circonstances.

Prohibition

58. No person shall operate a source of an air contaminant in contravention of any regulation made under section 57.

Interdiction

58. Il est interdit d'exploiter une source de polluants atmosphériques en contravention avec les règlements pris aux termes de l'article 57.

Plans and specifications

59. Where a person carries on or proposes to carry on a work, undertaking or activity that results or may result in the emission of an air contaminant into the ambient air, the person shall, at the request of the Minister for the purposes of section 55 and within such reasonable time as the Minister may specify, provide the Minister with plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity and with analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the air contaminant.

Plans, devis, etc.

59. Les personnes qui exécutent des ouvrages, exploitent des entreprises ou exercent des activités de nature à entraîner l'émission d'un polluant dans l'air extérieur — ou se proposent de le faire — sont tenues, à la demande du ministre pour l'application de l'article 55 et dans le délai raisonnable imparti par celui-ci, de lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant ces ouvrages, entreprises ou activités, ainsi que les analyses, échantillons, évaluations, études ou autres renseignements relatifs au polluant atmosphérique.

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

Definitions

60. (1) In this Part,

"aircraft" *«aéronef»*

"aircraft" means any machine used or designed for navigation of the air, but does not include a machine designed to derive support in the atmosphere from reactions against the earth's surface of air expelled from the machine;

"Canadian aircraft" *«aéronef canadien»*

"Canadian aircraft" means an aircraft registered under an Act of Parliament;

"Canadian ship" *«navire canadien»*

"Canadian ship" means a ship registered pursuant to an Act of Parliament;

"contracting party" *«partie ...»*

"contracting party" means a state that is a contracting party to the Convention;

"Convention" *«Convention»*

"Convention" means the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and other Matter signed by Canada on December 29, 1972;

"dumping" *«immersion»*

"dumping" means

(*a*) the deliberate disposal at sea from ships, aircraft, platforms or other man-made structures, including disposal by incineration or other thermal degradation, of any substance, or

(*b*) the placing of any substance on the ice or any other area of the sea referred to in paragraphs (2)(*a*) to (*e*),

but does not include

(*c*) any disposal that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, aircraft, platform or other man-made structure or of any equipment on a ship, aircraft, platform or other man-made structure, other than the disposal of substances from a ship, aircraft, platform or other man-made structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea, and

(*d*) any discharge that is incidental to or derived from the exploration for,

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

Définitions

60. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«aéronef» "aircraft"

«aéronef» Tout appareil utilisé ou conçu pour la navigation aérienne, à l'exclusion des appareils conçus pour se maintenir dans l'atmosphère grâce à la réaction, sur la surface de la terre, de l'air qu'ils expulsent.

«aéronef canadien» "Canadian aircraft"

«aéronef canadien» Aéronef immatriculé en application d'une loi fédérale.

«capitaine» "master"

«capitaine» Est assimilé au capitaine quiconque a le commandement ou la responsabilité d'un navire, sauf le pilote.

«Convention» "Convention"

«Convention» La *Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets*, signée par le Canada le 29 décembre 1972.

«immersion» "dumping"

«immersion»

a) Rejet délibéré de substances en mer, à partir de navires, aéronefs, plate-formes ou autres ouvrages, notamment par incinération ou emploi d'autres moyens de dégradation thermique;

b) est assimilé à l'immersion le rejet de substances sur les glaces de la mer ou dans toute autre zone de mer visée aux alinéas (2)*a*) à *e*);

c) sont exclus de la présente définition :

(i) les rejets consécutifs à l'utilisation normale d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou autre ouvrage — ou de leur équipement —, sauf les rejets de substances effectués à partir d'un tel matériel lorsque celui-ci est affecté à cette fin,

(ii) les déversements consécutifs à la recherche, à l'exploitation ou au traitement en mer des ressources minérales sous-marines.

«navire» "ship"

«navire» Tout engin flottant qui sert ou peut servir, exclusivement ou partiellement, à la navigation maritime, qu'il soit pourvu ou non d'un moyen propre de propulsion.

exploitation of and associated off-shore processing of sea bed mineral resources;

"master" «*capitaine*»

"master" includes every person having command or charge of a ship but does not include a pilot;

"owner" «*propriétaire*»

"owner", in relation to a ship, aircraft, platform or other man-made structure means the person having for the time being, either by law or by contract, the possession and use of the ship or aircraft;

"ship" «*navire*»

"ship" includes any description of vessel, boat or craft used or capable of being used solely or partly for marine navigation without regard to its method or lack of propulsion;

"substance" «*substance*»

"substance" means any substance as defined in subsection 3(1) and includes any other matter.

"the sea" defined

(2) For the purposes of this Part, "the sea" means

(*a*) the territorial sea of Canada;

(*b*) the internal waters of Canada, other than all the rivers, lakes and other fresh waters in Canada including the St. Lawrence River as far seaward as the straight lines drawn

(i) from Cap des Rosiers to the western-most point of Anticosti Island, and

(ii) from Anticosti Island to the north shore of the St. Lawrence River along the meridian of longitude sixty-three degrees west;

(*c*) any fishing zone prescribed under the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

(*d*) any exclusive economic zone that may be created by Canada;

(*e*) the Arctic waters within the meaning of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act*;

(*f*) any area of the sea adjacent to the areas referred to in paragraphs (*a*) to (*e*) as may be prescribed under paragraph 78(1)(*g*);

(*g*) any area of the sea under the jurisdiction of a foreign state, other than internal waters; and

(*h*) any area of the sea, other than the internal waters of a foreign state, not

«navire canadien» Navire immatriculé en application d'une loi fédérale. «navire canadien» "*Canadian ship*"

«partie contractante» État partie à la Convention. «partie contractante» "*contracting...*"

«propriétaire» Quiconque a, de droit ou par contrat, la possession et l'utilisation d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou de tout autre ouvrage. «propriétaire» "*owner*"

«substance» Toute matière, notamment une substance au sens du paragraphe 3(1). «substance» "*substance*"

Définition de «mer»

(2) Pour l'application de la présente partie, «mer» désigne :

a) la mer territoriale du Canada;

b) les eaux intérieures du Canada, à l'exclusion de l'ensemble des cours d'eau, lacs et autres plans d'eau douce du Canada, y compris la partie du Saint-Laurent délimitée, vers la mer, par les lignes droites joignant :

(i) Cap-des-Rosiers à la pointe extrême ouest de l'Île d'Anticosti,

(ii) l'Île d'Anticosti à la rive nord du Saint-Laurent suivant le méridien de soixante-trois degrés de longitude ouest;

c) les zones de pêche constituées conformément à la *Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche*;

d) les zones que le Canada peut déclarer zones économiques exclusives;

e) les eaux arctiques au sens de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*;

f) les zones de mer réglementées en application de l'alinéa 78(1)*g*), contiguës aux eaux visées aux alinéas *a*) à *e*);

g) les zones de mer relevant de la souveraineté d'un État étranger, à l'exclusion des eaux intérieures;

included in the areas of the sea referred to in paragraphs (*a*) to (*g*).

h) les zones de mer, à l'exclusion des eaux intérieures d'un État étranger, non comprises dans les eaux visées aux alinéas *a*) à *g*).

Prohibitions

Interdictions

Dumping

61. (1) Subject to subsection (2) and section 62, no person shall dump any substance

(*a*) in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) from any ship, aircraft, platform or other man-made structure;

(*b*) in any area of the sea referred to in paragraph 60(2)(*g*) or (*h*) from any Canadian ship or Canadian aircraft; or

(*c*) in any area of the sea referred to in paragraph 60(2)(*g*) or (*h*) from any ship or aircraft that is not a Canadian ship or aircraft and onto which the substance or matter has been loaded in Canada.

Immersion

61. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de l'article 62, il est interdit de procéder à l'immersion de substances à partir :

a) de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*);

b) de navires ou aéronefs canadiens, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*);

c) de navires ou aéronefs non canadiens, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*), si le chargement des substances à leur bord s'est effectué au Canada.

Dumping in accordance with permit

(2) A person may dump a substance

(*a*) as described in paragraph (1)(*a*) or (*c*) in accordance with a permit granted under section 65; and

(*b*) as described in paragraph (1)(*b*) in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party other than Canada.

Immersion autorisée

(2) L'immersion de substances est autorisée :

a) dans les cas prévus aux alinéas (1)*a*) ou *c*), avec un permis délivré en vertu de l'article 65;

b) dans le cas prévu à l'alinéa (1)*b*), avec un permis délivré en vertu de l'article 65 ou accordé conformément à la Convention par une partie contractante autre que le Canada.

Dumping to avert danger

62. (1) A person may dump a substance as described in subsection 61(1) where the dumping is necessary to avert danger to human life at sea or to any ship, aircraft, platform or other man-made structure.

Cas d'urgence

62. (1) Il peut être procédé, dans le cas prévu au paragraphe 61(1), à toute immersion de substances nécessaire à la sauvegarde de la vie humaine en mer ou à la sécurité de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages.

Danger to be minimized

(2) Any dumping under subsection (1) shall be carried out, as far as possible, in a manner that minimizes danger to human life and damage to the marine environment.

Limitation des risques

(2) Dans les circonstances visées au paragraphe (1), il doit, autant que possible, être procédé à l'immersion de manière à réduire au minimum les risques d'atteinte à la vie humaine et au milieu marin.

Danger caused by negligence no defence

(3) Nothing in this section relieves a person from liability under this Act where the danger referred to in subsection (1) was caused by a negligent act or omission of the person.

Faute

(3) Le présent article ne dégage pas de sa responsabilité aux termes de la présente loi celui dont la négligence a rendu nécessaire l'immersion autorisée par le paragraphe (1).

Duty to report

(4) Where dumping takes place in circumstances described in subsection (1), the master of the ship, the pilot in command of

Obligation de rendre compte

(4) En cas d'immersion dans les circonstances visées au paragraphe (1), le capitaine du navire, le commandant de bord de l'aéro-

the aircraft or the person in charge of the platform or man-made structure shall forthwith report the dumping to an inspector, or such other person as the Governor in Council may, by order, designate, at such location and in such manner as may be prescribed, and the report shall contain such information as may be prescribed.

nef ou le responsable de la plate-forme ou de l'ouvrage est tenu d'en faire rapport sans délai à un inspecteur, ou à toute autre personne désignée par décret du gouverneur en conseil, en donnant dans son rapport, établi au lieu et de la façon prévus par règlement, tous les renseignements réglementaires.

Loading in Canada

63. (1) No person shall load a substance on a ship, aircraft, platform or other man-made structure in Canada for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65.

63. (1) Le chargement au Canada, pour immersion, d'une substance à bord d'un navire ou d'un aéronef ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage ne peut s'effectuer que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65.

Chargement au Canada

Loading outside Canada

(2) Where a Canadian ship or a Canadian aircraft is outside Canada, the master of the ship or the pilot in command of the aircraft shall not permit a substance to be loaded on the ship or aircraft for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party authorizing the loading in the territory of the contracting party.

(2) Le capitaine d'un navire canadien ou le commandant de bord d'un aéronef canadien ne peut y autoriser le chargement d'une substance à l'étranger, pour immersion, que conformément à un permis délivré soit en vertu de l'article 65, soit conformément à la Convention par la partie contractante qui a autorisé le chargement sur son territoire.

Chargement à l'étranger

Disposal of ship, aircraft platform or other man-made structure

64. (1) No person shall dispose of any ship, aircraft, platform or other man-made structure in any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) except in accordance with a permit granted under section 65.

64. (1) Il ne peut être procédé à l'abandon, dans une zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*) d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou de tout autre ouvrage que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65.

Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage

Idem

(2) No person shall dispose of any Canadian ship or Canadian aircraft in any area of the sea referred to in paragraph 60(2)(*g*) or (*h*) except in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party.

(2) Il ne peut être procédé à l'abandon d'un navire ou d'un aéronef canadien, dans une zone de mer visée aux alinéas 60(2)*g*) ou *h*), que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 65 ou en application de la Convention par une partie contractante.

Idem

Minister may grant permit

65. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Minister may grant any permit required by this Part on receipt of an application

(*a*) in the prescribed form;

(*b*) containing such information as may be prescribed; and

(*c*) accompanied by the prescribed fee.

65. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut délivrer les permis visés à la présente partie sur demande présentée en la forme, avec les renseignements et accompagnée des droits déterminés par règlement.

Délivrance

No dumping permits in certain circumstances

(2) No permit may be granted if the dumping or disposal described in the application is prohibited under any other Part of

(2) Il ne peut être délivré de permis si l'immersion ou l'abandon demandé est interdit par une autre partie de la présente loi ou

Non-délivrance

this Act or under any other Act of Parliament or if a licence or permit for the dumping or disposal is required under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament and the licence or permit has not been obtained.

par une autre loi fédérale ou nécessite une licence ou un permis prévu par cette partie ou cette dernière loi et non encore obtenu.

Conditions for granting permits

(3) No permit may be granted in respect of a substance specified on the List of Prohibited Substances in Schedule III unless, in the opinion of the Minister,

(*a*) the substance is rapidly rendered harmless by physical, chemical or biological process of the sea and does not render normally edible marine organisms inedible or unpalatable or endanger human health or the health of animals;

(*b*) the substance is specified in any of items 1 to 5 of the List of Prohibited Substances in Schedule III and is contained in another substance in a quantity or concentration that does not exceed the prescribed quantity or concentration;

(*c*) the dumping or disposal of a certain quantity of the substance is necessary to avert an emergency that poses an unacceptable risk relating to human health and admits of no other feasible solution; or

(*d*) the substance is to be transformed by incineration or other means of thermal degradation and any substance that results from such transformation is

(i) a substance in respect of which a permit may be granted under paragraph (*a*) or (*b*), or

(ii) a substance that is not specified on the List of Prohibited Substances in Schedule III.

Conditions de délivrance

(3) Il ne peut être délivré de permis pour l'une des substances spécifiées dans la liste des substances interdites de la partie I de l'annexe III que si, selon le ministre :

a) soit la substance est rapidement rendue inoffensive dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques et ne rend pas impropres à la consommation les organismes marins ordinairement comestibles ni n'en altère le goût ni ne présente de danger pour la santé de l'homme ou celle des animaux;

b) soit la substance est mentionnée à l'un des points 1 à 5 de la liste des substances interdites de cette annexe et est contenue dans une autre substance en une quantité ou concentration non supérieure au maximum réglementaire;

c) soit l'immersion ou l'abandon d'une certaine quantité de la substance est nécessaire afin d'éviter une situation d'urgence présentant des risques inacceptables pour la santé humaine, aucune autre solution n'étant possible;

d) soit, de la transformation de la substance, par incinération ou autre moyen de dégradation thermique, ne dérivent que des substances :

(i) pour lesquelles les alinéas *a*) ou *b*) autorisent la délivrance d'un permis,

(ii) non inscrites sur la liste des substances interdites de cette annexe.

Notice and consultation

(4) Where, in the opinion of the Minister, the circumstances referred to in paragraph (3)(*c*) exist in relation to a substance on the List of Prohibited Substances in Schedule III, no permit may be granted in respect of the substance unless

(*a*) consultation has, if practicable, taken place with any foreign state that is likely to be affected by the proposed dumping; and

(*b*) notification of the proposed dumping has been given to the organization respon-

Avis et consultation

(4) Si le ministre constate l'existence de la situation visée à l'alinéa (3)*c*), la délivrance du permis est subordonnée aux conditions suivantes :

a) dans la mesure du possible, il y a eu consultation des États étrangers qui sont susceptibles de subir les effets de l'immersion projetée;

b) notification de l'immersion a été donnée à l'organisation chargée, aux termes de la Convention, des fonctions de secrétariat relatives à celle-ci.

sible under the Convention for secretariat duties.

Factors to be considered in granting permit

66. (1) In determining whether to grant a permit, the Minister

(*a*) shall take into account the factors specified in Schedule III; and

(*b*) may take into account any other factors that the Minister considers necessary.

Terms of permit

(2) A permit shall contain such terms and conditions as the Minister considers necessary in the interests of human life, marine life or any legitimate uses of the sea and, without limiting the generality of the foregoing, may contain terms and conditions relating to such of the following as are applicable:

(*a*) the nature of the substance that may be dumped or disposed of and the quantity of the substance;

(*b*) the method and frequency of dumping or disposal authorized including, if necessary, the date or dates on which dumping or disposal is authorized;

(*c*) the manner of loading and stowing the substance authorized to be dumped or disposed of;

(*d*) the site at which dumping or disposal may take place;

(*e*) the route to be followed by the ship or aircraft transporting the substance to the site of the dumping or disposal; and

(*f*) any special precautions to be taken respecting the loading, transporting, dumping or disposal of the substance.

Duration of permit

(3) A permit shall specify that it is valid for

(*a*) a particular date or dates; or

(*b*) a particular period that shall not exceed one year.

Powers to suspend, revoke or vary permit

(4) The Minister may suspend or revoke a permit or vary its terms and conditions where, having regard to the factors specified in Schedule III or in any report of a board of review established under subsection 81(3) or (4), the Minister considers it advisable to do so.

Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

66. (1) Le ministre tient compte, pour décider de la délivrance du permis, des facteurs suivants :

a) ceux énumérés à la partie III de l'annexe III;

b) tout autre facteur qu'il juge utile.

Contenu d'un permis

(2) Le permis doit être assorti des conditions que le ministre estime nécessaires à la protection de la vie humaine ou du milieu biologique marin ou à toute utilisation légitime de la mer; ces conditions peuvent notamment viser :

a) la nature et la quantité de la substance dont l'immersion ou l'abandon peut être autorisé;

b) le mode et la fréquence des immersions ou des abandons, y compris, au besoin, leurs dates;

c) le mode de chargement et d'arrimage de la substance;

d) le lieu d'immersion ou d'abandon;

e) la route du navire ou de l'aéronef qui transporte la substance jusqu'au lieu d'immersion ou d'abandon;

f) les précautions particulières à prendre quant au chargement, au transport, à l'immersion ou à l'abandon de la substance.

Durée de validité du permis

(3) Le permis doit indiquer sa durée de validité, laquelle ne peut dépasser un an.

Suspension, retrait ou modification du permis

(4) Lorsqu'il l'estime souhaitable, le ministre peut, eu égard aux facteurs énumérés à la partie III de l'annexe III ou dans tout rapport de la commission de révision visée aux paragraphes 81(3) ou (4), suspendre ou retirer un permis ou en modifier les conditions.

Publication

Publication in the *Canada Gazette*

67. (1) Where the Minister grants a permit or varies the terms or conditions of a permit, a copy of the permit and its terms and conditions or of the varied terms and conditions shall be published in the *Canada Gazette*.

Publication before dumping or loading

(2) Except in the circumstances described in paragraph 65(3)(*c*), publication under subsection (1) shall be made before the first date on which dumping, or loading for the purpose of dumping, is authorized by the permit or by the varied terms and conditions.

Publication

Publication dans la *Gazette du Canada*

67. (1) Le texte des permis que délivre le ministre ou des modifications qu'il apporte à leurs conditions est publié dans la *Gazette du Canada*.

Moment de la publication

(2) Sauf dans les circonstances prévues à l'alinéa 65(3)*c*), cette publication doit avoir lieu avant la première des dates pour lesquelles l'immersion ou le chargement pour immersion sont autorisés soit par le permis, soit par ses nouvelles conditions.

Notice of Objection

Notice of objection

68. (1) Where the Minister

(*a*) grants a permit and the applicant is dissatisfied with its terms and conditions,

(*b*) refuses a permit, or

(*c*) suspends or revokes a permit or varies its terms and conditions, other than in accordance with the recommendations of a report of a board of review established under section 81 in respect of the permit,

the applicant or permit holder may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

Time for filing notice of objection

(2) A notice of objection under subsection (1) shall be filed within thirty days after the applicant or permit holder receives notice from the Minister that the permit has been granted or refused or that its terms and conditions have been varied.

Avis d'opposition

Notification du demandeur ou du titulaire de permis

68. (1) Le demandeur ou le titulaire de permis peut déposer auprès du ministre un avis motivé d'opposition demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 81, dans les cas suivants :

a) le ministre délivre le permis mais le demandeur n'est pas satisfait des conditions de celui-ci;

b) le ministre refuse le permis;

c) le ministre suspend ou annule le permis ou modifie ses conditions, sauf si la suspension, l'annulation ou la modification est conforme aux recommandations du rapport de la commission de révision.

Délai de dépôt

(2) L'avis d'opposition visé au paragraphe (1) doit être déposé dans les trente jours suivant la réception par le demandeur ou le titulaire de permis d'un avis du ministre l'informant de la délivrance ou du refus de délivrance du permis ou de la modification de ses conditions.

Service of Documents

Manner of service

69. Except where otherwise provided by any rules of the Federal Court that are applicable to proceedings arising out of this Part, any document that, for the purposes of any such proceedings, is to be served on a person may be served,

(*a*) in any case, by delivering a copy of the document personally to the person to be served or, if the person cannot be found, by leaving a copy at the person's latest known address;

Signification des documents

Mode de signification

69. Sauf disposition contraire des règles de la Cour fédérale applicables à une action intentée sous le régime de la présente partie, la signification d'un document peut se faire :

a) dans tous les cas, par remise d'une copie au destinataire, en main propre ou, s'il est impossible de le trouver, en en laissant une copie à sa dernière adresse connue;

(*b*) if the document is to be served on the master of a ship or on any other person employed on a ship and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document for the master or other person on board the ship with the person who is, or appears to be, in command or charge of the ship;

(*c*) if the document is to be served on the pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document with the person who is, or appears to be, in charge of the aircraft; and

(*d*) if the document is to be served on a person in his capacity as owner or master of a ship or owner or pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*) and the ship or aircraft is within Canadian waters or in Canada, by leaving a copy of the document with any agent of the owner residing in Canada or, where no such agent is known or can be found, by affixing a copy thereof to a prominent part of the ship or aircraft.

b) si le document doit être signifié au capitaine d'un navire ou à un autre membre de l'équipage et qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à son intention, à bord du navire, à la personne qui a ou paraît avoir le commandement ou la responsabilité du navire;

c) si le document doit être signifié au commandant de bord d'un aéronef et qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à la personne qui a ou paraît avoir la responsabilité de l'aéronef;

d) si le document doit être signifié à quiconque en sa qualité de propriétaire ou de capitaine d'un navire ou de propriétaire ou de commandant de bord d'un aéronef, qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*) et que le navire ou l'aéronef se trouve dans les eaux canadiennes ou au Canada, en en laissant une copie à un mandataire du propriétaire résidant au Canada ou, si on ne lui en connaît pas ou qu'on ne puisse en trouver un, en affichant une copie du document bien en vue à bord du navire ou de l'aéronef.

Inspections

Inspections

Powers of inspectors

70. (1) For the purpose of determining whether any provision of this Part has been or is being contravened, an inspector may, at any reasonable time,

(*a*) enter any place in which the inspector reasonably believes a substance intended for dumping or disposal is being loaded; or

(*b*) go on board any ship, platform or other man-made structure anywhere in Canada or within any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*) or any aircraft if the inspector reasonably believes that the ship, aircraft, platform or man-made structure has on board a substance intended for dumping;

(*c*) examine any substance found in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other man-made structure boarded and open any container found therein that the inspector has reason to believe

Pouvoirs des inspecteurs

70. (1) Afin de déterminer s'il y a — ou s'il y a eu — contravention à la présente partie, l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

a) procéder à la visite de tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'une substance destinée à être immergée ou abandonnée est en cours de chargement;

b) partout au Canada ou dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*), visiter un navire, un aéronef, une plate-forme ou autre ouvrage s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve une substance destinée à être immergée ou abandonnée;

c) examiner toute substance trouvée dans le lieu, le navire, l'aéronef, la plate-forme ou autre ouvrage visité, y ouvrir tout contenant s'il a des motifs valables de croire qu'il renferme une substance destinée à

contains any substance intended for dumping or disposal and take samples of the substance;

(*d*) require any person in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other man-made structure boarded to produce for inspection or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom any books or other documents or papers containing any matter relevant to the administration of this Part;

(*e*) travel on any ship, aircraft, platform or other man-made structure that is loaded with a substance intended for dumping; and

(*f*) detain any ship, aircraft, platform or other man-made structure for a reasonable time.

être immergée ou abandonnée et en prélever des échantillons;

d) exiger de toute personne présente lors de la visite la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout livre ou autre document contenant des renseignements utiles à l'application de la présente partie;

e) prendre place à bord d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage chargé d'une substance destinée à être immergée ou abandonnée;

f) retenir le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage pendant un laps de temps raisonnable.

Inspector to receive accommodation

(2) An inspector who travels on a ship, aircraft, platform or other man-made structure under paragraph (1)(*e*) shall be carried free of charge to and from the dumping site and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform or man-made structure shall provide the inspector with suitable accommodation and food.

Prise en charge de l'inspecteur

(2) L'inspecteur qui, en application de l'alinéa (1)*e*), se rend sur le lieu de l'immersion a droit à la gratuité du transport à l'aller et au retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de l'autre ouvrage, est tenue de lui assurer repas et hébergement dans des conditions convenables.

Costs and Expenses of the Crown

Dépenses de l'État

Costs and expenses recoverable

71. Where the Minister directs any action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy any condition or mitigate any damage resulting from any act or omission by a person that is an offence arising out of this Part, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from that person with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Recouvrement

71. Dans les cas où le ministre fait prendre, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, des mesures visant à remédier à la situation créée par un acte ou une omission constituant une infraction à la présente partie, ou à atténuer les dommages qui en découlent, les dépenses directes ou indirectes occasionnées par les mesures, pour autant qu'elles se justifient dans les circonstances, peuvent être recouvrées auprès de l'auteur de l'infraction, avec les frais et dépens de toute action éventuellement engagée à cette fin au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent.

Detention of Ships

Arrêt de navires

Detention of ships

72. (1) Where the owner or master of a ship is charged with an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*), an inspector may make a detention order in respect of the ship.

Arrêt de navires

72. (1) L'inspecteur peut ordonner l'arrêt du navire dont le propriétaire ou le capitaine est accusé d'une infraction à l'alinéa 105*m*) ou *n*).

Order in writing

(2) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons at any port in Canada where the ship to which the order relates is or will be who are empowered to give a clearance in respect of the ship.

Ordre écrit

(2) L'ordre est adressé par écrit à quiconque a, dans le port canadien où se trouve ou se trouvera le navire, le pouvoir de lui donner congé.

Duty of persons empowered to give clearance

(3) Subject to subsection (4), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of the order is received by the person, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

Obligation des personnes qui ont le pouvoir de donner congé

(3) Sous réserve du paragraphe (4), il est interdit à quiconque a reçu avis de l'ordre d'arrêt de donner congé au navire.

When clearance given

(4) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order may give clearance in respect of the ship to which the order relates where

(*a*) the person charged with the offence that gave rise to the making of the detention order appears in Canada to answer to the charge;

(*b*) security for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, or payment of such lesser amount as is approved by the Minister or a person designated by him for such purpose, is given to Her Majesty in right of Canada; or

(*c*) proceedings in respect of the alleged offence that gave rise to the making of the detention order are discontinued.

Congé

(4) Quiconque a reçu avis de l'ordre peut donner congé au navire :

a) lorsque l'accusé dont l'infraction a donné lieu à l'ordre d'arrêt comparaît au Canada pour répondre de l'accusation;

b) lorsque est remise à Sa Majesté du chef du Canada caution pour le paiement soit de l'amende maximale et des frais et dépens susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas de déclaration de culpabilité, soit du montant inférieur approuvé par le ministre ou son délégué;

c) lorsqu'il y a désistement des poursuites relatives à l'infraction présumée qui a donné lieu à l'ordre d'arrêt.

Seizure and Forfeiture

Saisie et confiscation

Seizure of ships, etc.

73. (1) Where an inspector has reasonable grounds for believing that an offence has been committed under paragraph 105(*m*) or (*n*) by an owner of any ship, aircraft, platform or other man-made structure, the inspector may, with the consent of the Minister, seize the ship, aircraft, platform or structure anywhere in Canada and, in the case of a ship, platform or structure, within any area of the sea referred to in paragraphs 60(2)(*a*) to (*f*).

Saisie de navires, aéronefs, etc.

73. (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire que l'infraction prévue à l'alinéa 105*m*) ou *n*) a été commise par le propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage peut, avec le consentement du ministre, procéder à leur saisie en tout lieu du Canada et, s'il s'agit d'un navire, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage, dans toute zone de mer visée aux alinéas 60(2)*a*) à *f*).

Custody

(2) Any thing seized under subsection (1) shall be delivered into the custody of such person as the Minister directs.

Garde

(2) L'objet de la saisie est placé sous la garde de la personne que désigne le ministre.

Discharge of cargo

(3) Where a thing seized under subsection (1) has cargo on board, the cargo may be discharged, under the supervision of the person into whose custody the thing was delivered, at the port or place in Canada capable of receiving the cargo that is nearest to the place of seizure or at such other port or place as is satisfactory to that person.

Déchargement de la cargaison non susceptible de confiscation

(3) La cargaison peut être déchargée, sous la surveillance de la personne désignée au paragraphe (2), dans le port ou lieu du Canada équipé pour cette opération et qui se trouve le plus proche du lieu de la saisie, ou dans tout autre port ou lieu que cette personne juge indiqué.

Sale of perishable cargo

(4) Where a thing seized under subsection (1) has cargo on board that is perishable, the inspector by whom the thing was seized or, if the thing has been delivered into the custody of a person in accordance with subsection (2), that person may sell the cargo or the portion thereof that is perishable, as the case may be, and the proceeds of the sale shall be paid to the Receiver General or shall be deposited in a chartered bank to the credit of the Receiver General.

Vente de la cargaison périssable

(4) Quand elle est périssable, la cargaison peut être vendue, selon le cas, par l'inspecteur qui a effectué la saisie ou par la personne désignée pour la garde; le produit de la vente est versé au receveur général ou porté à son crédit dans une banque.

Order for delivery of cargo

(5) The owner of any cargo of any thing seized under subsection (1) may apply to the Federal Court for an order requiring any person in whose custody the cargo or the proceeds of any sale thereof is, to deliver the cargo or the proceeds of sale to him, and the Court may make such an order where it is satisfied that the applicant is the owner of the cargo to which the application relates.

Ordonnance portant remise de la cargaison

(5) Le propriétaire de la cargaison peut requérir de la Cour fédérale une ordonnance enjoignant à quiconque a la garde de celle-ci ou du produit de sa vente de les lui remettre; le tribunal peut rendre cette ordonnance lorsqu'il est convaincu que le requérant est le propriétaire de la cargaison visée par la requête.

Redelivery on deposit of security

74. (1) Where a thing has been seized under subsection 73(1), the Federal Court may, with the consent of the Minister, order redelivery of the thing or delivery of the proceeds realized from a sale of any perishable cargo under subsection 73(4) to the person from whom the thing was seized if security in the form of a bond in an amount and form satisfactory to the Minister is given to him.

Remise en possession moyennant caution

74. (1) En cas de saisie effectuée sous le régime du paragraphe 73(1), la Cour fédérale peut, avec le consentement du ministre, ordonner la remise de l'objet de la saisie ou du produit de la vente de la cargaison périssable à la personne en possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie, moyennant le dépôt auprès du ministre d'une caution sous forme de billet dont celui-ci juge le montant et la nature satisfaisants.

Seized ship, etc., to be returned unless proceedings instituted

(2) Any thing seized under subsection 73(1), or any security given to the Minister under subsection (1) of this section shall be returned or paid to the person from whom the thing was seized within thirty days after the seizure unless, prior to the expiration of those thirty days, proceedings are instituted in respect of an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*) alleged to have been committed by the owner of the thing.

Restitution du bien saisi à défaut d'action

(2) L'objet de la saisie ou la caution déposée auprès du ministre en application du paragraphe (1) sont restitués à la personne en la possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie dans les trente jours suivant la date de celle-ci, à moins que des poursuites ne soient intentées, avant l'expiration de ce délai, contre le propriétaire — de l'objet — soupçonné d'avoir commis une infraction prévue à l'alinéa 105*m*) ou *n*).

Court may order forfeiture

75. Where the owner of any ship, aircraft, platform or other man-made structure has been convicted of an offence under paragraph 272(*a*) or (*a*), the convicting court may, if the ship, aircraft, platform or structure was seized under section 73, in addition to any other penalty imposed, order that it be forfeited, and on the making of such an order the ship, aircraft, platform or structure is forfeited.

Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.

76. (1) Where proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted within the time therein provided and, at the final conclusion of those proceedings, any ship, aircraft, platform or other man-made structure or any security given under subsection 74(1) is ordered to be forfeited, it may be disposed of as the Governor in Council directs.

Return of seized ship, etc., where no forfeiture ordered

(2) Where any thing has been seized under subsection 73(1) and proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted, but the thing is not, at the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited it shall be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 73(4) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 73(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

Exception

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention of this Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

Application by person claiming interest

77. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited,

Court may order forfeiture

75. Where the owner of any ship, aircraft, platform or other man-made structure has been convicted of an offence under paragraph 105(*m*) or (*n*), the convicting court may, if the ship, aircraft, platform or structure was seized under section 73, in addition to any other penalty imposed, order that it be forfeited, and on the making of such an order the ship, aircraft, platform or structure is forfeited.

Confiscation judiciaire

75. En cas de déclaration de culpabilité du propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage pour une infraction prévue à l'alinéa 105*m*) ou *n*), le tribunal qui prononce la condamnation peut, si la saisie s'est effectuée en application de l'article 73, ordonner, outre les peines qu'il impose par ailleurs, la confiscation immédiate de l'objet saisi.

Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.

76. (1) Where proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted within the time therein provided and, at the final conclusion of those proceedings, any ship, aircraft, platform or other man-made structure or any security given under subsection 74(1) is ordered to be forfeited, it may be disposed of as the Governor in Council directs.

Réalisation d'un bien confisqué

76. (1) Lorsque sont intentées, dans les délais impartis, des poursuites et que, à l'issue de celles-ci, le tribunal ordonne la confiscation du navire, de l'aéronef, de la plate-forme ou de l'autre ouvrage ou de la caution donnée conformément au paragraphe 74(1), il est disposé des biens confisqués selon les instructions du gouverneur en conseil.

Return of seized ship, etc., where no forfeiture ordered

(2) Where any thing has been seized under subsection 73(1) and proceedings referred to in subsection 74(2) are instituted, but the thing is not, at the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited, it shall be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 73(4) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 74(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

Restitution d'un bien saisi mais non confisqué

(2) Lorsque le tribunal n'ordonne pas la confiscation de l'objet, celui-ci est restitué, le produit de la vente de la cargaison visée au paragraphe 73(4) est versé et la caution déposée auprès du ministre conformément au paragraphe 74(1) est remise à la personne en possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie.

Exception

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention of this Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

Exception

(3) En cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la présente partie, à l'issue des poursuites visées au paragraphe (1), de la personne en la possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie, ou bien l'objet et la cargaison, le produit de la vente ou la caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende, ou bien l'objet et la cargaison peuvent être vendus par exécution forcée pour paiement de l'amende, ou bien le produit de la vente de la cargaison ou la caution peuvent, en tout ou en partie, être affectés au paiement de l'amende.

Application by person claiming interest

77. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person (other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited,

Requête par quiconque revendique un droit

77. (1) Dans les cas où le tribunal ordonne la confiscation d'un objet, quiconque, sauf les parties aux poursuites dont résulte l'ordonnance, revendique un droit sur l'objet à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou autre créancier en vertu du droit canadien peut, dans les trente jours suivant la date de l'ordonnance, requé-

apply by notice in writing to the Federal Court for an order under subsection (5).

Date of hearing

(2) The Federal Court shall fix a day for the hearing of an application made under subsection (1).

Notice

(3) An applicant for an order under subsection (5) shall, at least thirty days prior to the day fixed under subsection (2) for the hearing of the application, serve a notice of the application and of the hearing on the Minister and on all other persons claiming an interest in the thing that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law of whom he has knowledge.

Notice of intervention

(4) Each person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (3) and who intends to appear at the hearing of the application to which the notice relates shall, at least ten days prior to the day fixed for the hearing, file a notice of intervention in the Registry of the Federal Court and serve a copy thereof on the Minister and on the applicant.

Order declaring nature and extent of interests

(5) Where, on the hearing of an application under this section, the Federal Court is satisfied that the applicant, or the intervenors, if any, or any of them,

(*a*) is innocent of any complicity in any conduct that caused the thing to be subject to forfeiture and of any collusion in relation to any such conduct, and

(*b*) exercised all reasonable care in respect of the persons permitted to obtain possession and use of the thing to satisfy himself that it was not likely to be used contrary to the provisions of this Part or, in the case of a mortgagee or lien holder (other than the holder of a maritime lien or statutory right *in rem*) that he exercised such care with respect to the mortgagor or the lien giver,

those of the applicant and the intervenors in respect of whom the Court is so satisfied are entitled to an order declaring that their interests are not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of each of their interests and the priorities among them.

rir de la Cour fédérale, par avis écrit, l'ordonnance visée au paragraphe (5).

Date de l'audition

(2) La Cour fédérale fixe la date d'audition de la requête présentée en vertu du paragraphe (1).

Avis de présentation d'une requête

(3) Quiconque requiert une ordonnance en vertu du paragraphe (5) doit donner avis de la requête et de la date fixée en application du paragraphe (2) pour l'audition de celle-ci, au moins trente jours avant cette date, au ministre et à toute autre personne qui, au su du requérant, revendique sur l'objet visé par la requête un droit à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou autre créancier en vertu du droit canadien.

Avis d'intervention

(4) Quiconque, sauf le ministre, reçoit signification de l'avis mentionné au paragraphe (3) et se propose de comparaître lors de l'audition de la requête doit déposer au greffe de la Cour fédérale, au moins dix jours avant la date fixée pour l'audition, un avis d'intervention dont il fait tenir copie au ministre et au requérant.

Ordonnance déclarative de la nature et de l'étendue des droits

(5) Après l'audition de la requête, le requérant et l'intervenant sont fondés à obtenir une ordonnance préservant leurs droits des effets de la confiscation et déclarant la nature et l'étendue de leurs droits ainsi que leur rang respectif lorsque la Cour fédérale est convaincue que le requérant ou l'intervenant :

a) n'est coupable ni de complicité ni de collusion à l'égard des actes qui ont rendu l'objet susceptible de confiscation;

b) a fait diligence pour s'assurer que les personnes habilitées à la possession et à l'utilisation de l'objet ne risquaient pas en cette qualité de contrevenir à la présente partie ou, dans le cas d'un créancier hypothécaire ou d'un détenteur de privilège, sauf le détenteur d'un privilège maritime ou d'un droit réel créé par une loi, qu'il a fait diligence en ce sens à l'égard du débiteur hypothécaire ou du débiteur ayant consenti le privilège.

Additional order

(6) Where an order is made under subsection (1), the court may, in addition, order that the thing to which the interests relate be delivered to one or more of the persons found to have an interest therein or that an amount equal to the value of each of the interests so declared be paid to the persons found to have those interests.

Idem

(6) La Cour fédérale peut en outre ordonner de remettre l'objet sur lequel s'exercent les droits visés au paragraphe (1) en possession de l'une ou de plusieurs des personnes dont elle constate les droits, ou de verser à chacune d'elles une somme égale à la valeur de leurs droits respectifs.

Regulations

Regulations

78. (1) The Governor in Council may make regulations

(*a*) for carrying out and giving effect to the provisions of the Convention;

(*b*) prescribing the form of an application under this Part;

(*c*) specifying the information required to be contained in an application under this Part;

(*d*) specifying the information required to be contained in a report under subsection 62(4);

(*e*) respecting methods of sampling and analysis of any material for the purposes of this Part;

(*f*) prescribing fees in respect of an application;

(*g*) specifying, for the purposes of paragraph 60(2)(*f*), areas of the sea adjacent to areas described in paragraphs 60(2)(*a*) to (*e*);

(*h*) prescribing, for the purposes of paragraph 65(3)(*b*), the quantity or concentration of any substance specified in items 1 to 5 of the List of Prohibited Substances in Schedule III; and

(*i*) prescribing any other thing that by this Part is to be prescribed.

Amendments to schedule

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make orders amending Schedule III by adding or deleting any substance or factor.

Publication of proposed orders and regulations

(3) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under this section.

Notice of objection

(4) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the

Règlements

Règlements

78. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) mettre en œuvre la Convention;

b) fixer la forme des demandes ou requêtes présentées sous le régime de la présente partie;

c) préciser les renseignements à fournir dans les demandes ou requêtes présentées sous le régime de la présente partie;

d) préciser les renseignements à fournir dans les rapports visés au paragraphe 62(4);

e) prévoir les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de matières à employer pour l'application de la présente partie;

f) fixer les droits de demande ou de requête à acquitter;

g) préciser, pour l'application de l'alinéa 60(2)*f*), les zones de mer contiguës aux zones visées aux alinéas 60(2)*a*) à *e*);

h) déterminer, pour l'application de l'alinéa 65(3)*b*), la quantité ou la concentration des substances mentionnées aux points 1 à 5 de la liste des substances interdites de la partie I de l'annexe III;

i) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie.

Modification des annexes

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, modifier par décret l'annexe III.

Publication des projets de décret et de règlement

(3) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par le présent article.

Avis d'opposition

(4) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du*

Canada Gazette under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reasons for the objection.

Canada d'un projet de décret ou de règlement visé au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 81.

PART VII

GENERAL

Regulations

Exercise of regulation-making power

79. The Governor in Council may, in the exercise of any regulation-making power under this Act in respect of a substance,

(*a*) prescribe the minimum, average or maximum quantity or concentration of the substance; and

(*b*) prescribe the method of determining such a quantity or concentration.

Transitional provision

80. Any regulation authorized to be made under this Act and in force under an Act immediately before its repeal by Part VIII continues in force thereafter as if it had been made in accordance with this Act.

Board of Review Proceedings

Establishment of board of review

81. (1) Where a person files a notice of objection under subsection 13(2), 48(2) or 78(4) in respect of a decision or a proposed order or regulation, the Minister or the Ministers may, if they think fit to do so, establish a board of review consisting of not fewer than three persons to inquire into the nature and extent of the danger posed by the substance in respect of which the decision is made, or the order or regulation is proposed.

Idem

(2) Where a person or government files with the Minister a notice of objection under subsection 56(2) with respect to proposed regulations within the time specified in that subsection, the Minister shall establish a board of review to inquire into the nature and extent of the danger posed by the air contaminant in respect of which the regulations are proposed.

Idem

(3) Where the Minister has published a copy of a permit or of any varied terms and conditions under subsection 67(1), the Minister may, if he considers it advisable to do

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

Disposition générale

79. Dans l'exercice des pouvoirs réglementaires qui lui sont attribués par la présente loi, le gouverneur en conseil peut fixer la quantité ou la concentration moyenne, minimale ou maximale d'une substance, ainsi que le mode de détermination correspondant.

Disposition transitoire

80. Les règlements pris en vertu d'une loi avant son abrogation par la partie VIII demeurent en vigueur après l'abrogation comme si leur prise avait été autorisée par la présente loi.

Commission de révision

Constitution

81. (1) En cas de dépôt de l'avis d'opposition mentionné aux paragraphes 13(2), 48(2) ou 78(4), le ministre ou les ministres peuvent, s'ils l'estiment indiqué, constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur la nature et l'importance du danger que représente la substance visée par la décision ou le projet de règlement ou de décret en cause.

Idem

(2) En cas de dépôt, dans le délai précisé, de l'avis d'opposition mentionné au paragraphe 56(2), le ministre constitue une commission de révision chargée d'enquêter sur la nature et l'importance du danger que représente le polluant visé par le projet de règlement en cause.

Idem

(3) Après avoir procédé à la publication visée au paragraphe 67(1), le ministre peut, s'il l'estime indiqué, constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur les

so, establish a board of review to inquire into complaints from members of the public in respect of the permit or the varied terms and conditions.

plaintes formulées par le public quant au permis ou aux conditions modifiées.

Idem

(4) Where a person files with the Minister a notice of objection under subsection 68(2) within the time specified in that section, the Minister shall establish a board of review to inquire into the matter raised by the notice.

(4) En cas de dépôt, dans le délai précisé, de l'avis d'opposition mentionné au paragraphe 68(2), le ministre constitue une commission de révision chargée d'enquêter sur la question soulevée par l'avis.

Idem

Number of members of board

82. A board of review shall consist of not fewer than three members.

82. La commission de révision (ci-après appelée la «commission») se compose d'au moins trois membres, ou commissaires.

Commissaires

Appearance before board

83. A board of review shall give any person or government a reasonable opportunity, consistent with the rules of procedural fairness and natural justice, of appearing before it, presenting evidence and making representations.

83. La commission est tenue de donner à quiconque, dans la mesure compatible avec les règles d'une procédure équitable et avec la justice naturelle, la possibilité de comparaître devant elle et de présenter des observations et des éléments de preuve.

Comparution

Withdrawal of notice of objection

84. (1) Where a notice of objection referred to in subsection 81(1) is withdrawn by the person who filed it and no other notice of objection is filed in respect of the same matter, the Ministers may dissolve a board of review established in respect of the notice of objection.

84. (1) En cas de retrait de l'avis d'opposition visé au paragraphe 81(1) par son auteur et faute d'un autre avis d'opposition sur la même question, les ministres peuvent dissoudre la commission constituée pour la circonstance.

Retrait d'un avis d'opposition

Idem

(2) Where a notice of objection referred to in subsection 81(2), (3) or (4) is withdrawn and no other notice of objection is filed in respect of the same matter, the Minister may dissolve a board of review established in respect of the notice of objection.

(2) En cas de retrait de l'avis d'opposition visé aux paragraphes 81(2), (3) ou (4) et faute d'un autre avis d'opposition sur la même question, le ministre peut dissoudre la commission constituée pour la circonstance.

Idem

Powers of board

85. For the purposes of an inquiry under this Act, a board of review has all the powers of a person appointed as a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

85. Pour toute enquête menée en application de la présente loi, la commission est investie des pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Pouvoirs de la commission

Costs

86. (1) The costs of and incidental to any proceedings before a board of review are at the discretion of the board and may be fixed in any case at a sum certain or may be taxed.

86. (1) Les frais relatifs à une instance devant la commission sont laissés à la discrétion de celle-ci et peuvent être fixés ou taxés.

Frais

Payment

(2) A board of review may direct by whom and to whom any costs are to be paid and by whom they are to be taxed and allowed.

(2) La commission peut désigner les créanciers et les débiteurs des frais, ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation.

Taxation

Absent member of board

87. Where for any reason a member of a board of review is unable or unwilling to proceed with or complete an inquiry, the remaining members of the board may, if

87. En cas d'empêchement d'un commissaire, les autres commissaires peuvent, s'ils constituent le quorum, mener à terme l'enquête en cours.

Absence d'un membre

there is still a quorum, proceed with or complete the inquiry.

Report

88. (1) As soon as possible after the conclusion of an inquiry, a board of review shall submit a report to the Minister or the Ministers who established the board, together with its recommendations and the evidence that was presented to it.

Rapport

88. (1) À l'issue de l'enquête, la commission transmet dans les meilleurs délais au ministre, ou aux ministres si elle a été constituée par les deux, son rapport accompagné de ses recommandations et des éléments de preuve qui lui ont été présentés.

Publication of report

(2) The report of a board of review shall be made public within sixty days after its receipt by the Minister or the Ministers unless the Minister or the Ministers believe, or the board states in writing that it believes, the public interest would be better served by withholding publication of the whole or specific parts of the report, in which case the Minister or the Ministers may decide whether the report, either in whole or in part, should be made public.

Publication

(2) Le rapport est rendu public dans les soixante jours suivant sa réception par le ou les ministres, sauf si ceux-ci croient que l'intérêt public serait mieux servi par sa non-publication, en tout ou en partie, ou si la commission exprime cette même conviction par écrit; le cas échéant, le ministre ou les ministres décident de la publication, en tout ou en partie, du rapport.

Rules for boards of review

89. The Minister or the Ministers may, with respect to boards of review that the Minister or the Ministers establish, make rules of either particular or general application

(*a*) for regulating the proceedings of the boards;

(*b*) for regulating the conduct of hearings, including the presentation of evidence, the making of representations and the holding of hearings;

(*c*) fixing the remuneration of board members and the travel and living expenses to which they are entitled;

(*d*) prescribing a scale under which costs are to be taxed; and

(*e*) generally, for regulating the conduct and work of the boards.

Règles

89. Le ministre ou les ministres peuvent établir, concernant les commissions de révision qu'ils constituent, des règles générales ou particulières pour :

a) régir leurs instances;

b) régir la conduite et la tenue de leurs audiences, notamment la présentation des éléments de preuve et des observations;

c) fixer la rémunération des commissaires et les frais de déplacement et de séjour auxquels ils ont droit;

d) fixer le tarif des frais qui peuvent être taxés;

e) régir, de manière générale, leur conduite et leurs travaux.

Agreements with Provinces

Accords avec les provinces

Agreements

90. The Minister may

(*a*) with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with one or more provincial governments with respect to the administration of this Act; and

(*b*) subject to such terms and conditions as the Governor in Council may specify in

Conclusion

90. Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux des accords relatifs à l'exécution de la présente loi et, sous réserve des conditions stipulées dans l'agrément, consentir à des modifications des accords.

the approval, agree to amendments of the agreement.

Designation of Inspectors and Analysts

Designation

91. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act, or any portion thereof,

(*a*) any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated; and

(*b*) with the approval of the government of a province, any person or class of persons employed by the province in the administration of a law respecting the protection of the environment.

Inspector to show certificate of designation

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of designation as an inspector and on entering any place under subsection 70(1) or 92(1) shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

Inspection

Inspection

92. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may, subject to subsection (2), at any reasonable time enter and inspect any place where the inspector has reasonable grounds to believe that

(*a*) there can be found in the place a substance or class of substances to which this Act applies or a product containing such a substance;

(*b*) a fuel to which this Act applies is being or has been produced or can be found in the place;

(*c*) a cleaning agent or water conditioner, as defined in section 49, to which this Act applies is being or has been produced or can be found in the place;

(*d*) the place is a federal work or undertaking or is on federal lands, as defined in section 51, in respect of which regulations have been made under section 53;

(*e*) the place is a source in respect of which regulations have been made under section 57; or

(*f*) any books, records, electronic data or other documents relevant to the adminis-

Inspecteurs et analystes

Désignation

91. (1) Le ministre peut désigner, à titre d'inspecteur ou d'analyste pour l'application de tout ou partie de la présente loi :

a) toute personne qu'il estime compétente pour occuper cette fonction;

b) avec l'approbation du gouvernement d'une province, toute personne affectée — ou appartenant à une catégorie affectée — par la province à l'exécution d'une loi concernant la protection de l'environnement.

Production du certificat

(2) L'inspecteur doit recevoir un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu visé aux paragraphes 70(1) ou 92(1).

Inspection

Inspection

92. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur peut, sous réserve du paragraphe (2), à toute heure convenable, inspecter un lieu, s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

a) qu'il s'y trouve soit une substance visée par la présente loi, soit un produit contenant une telle substance;

b) qu'on y produit, y a produit ou qu'il s'y trouve un combustible visé par la présente loi;

c) qu'on y fabrique, y a fabriqué un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau, au sens de l'article 49, auquel la présente loi s'applique, ou qu'il s'y trouve un tel produit;

d) que le lieu est une entreprise fédérale ou est situé dans une zone du territoire domanial, au sens de l'article 51, visés par des règlements d'application de l'article 53;

e) que le lieu est une source visée par des règlements d'application de l'article 57;

f) qu'il s'y trouve des livres, registres, données électroniques ou autres documents relatifs à l'exécution de la présente loi.

tration of this Act can be found in the place.

Private dwelling place

(2) An inspector may not enter a private dwelling place or any part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place except

(*a*) with the consent of the occupant of the place; or

(*b*) under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Logement privé

(2) Dans le cas d'un logement privé ou de tout local destiné à servir et servant effectivement de logement privé permanent ou provisoire, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à l'inspection sans le consentement de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (3).

Authority to issue warrant for inspection

(3) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(*a*) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a private dwelling place,

(*b*) entry to the dwelling place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act, and

(*c*) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to conduct an inspection of the dwelling place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Pouvoir de délivrer un mandat

(3) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à l'inspection d'un logement privé s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;

b) l'inspection est nécessaire pour l'exécution de la présente loi;

c) un refus a été opposé à l'inspection ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Use of force

(4) In executing a warrant issued under subsection (3), the inspector named in the warrant shall not use force unless he is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Usage de la force

(4) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Powers of inspector

(5) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may, for the purposes of this Act,

(*a*) examine any substance, product, material, fuel, cleaning agent or water conditioner referred to in subsection (1) or any other thing relevant to the administration of this Act that is found in the place;

(*b*) open and examine any receptacle or package found that the inspector has reason to believe contains any substance, product, air contaminant, fuel, cleaning agent or water conditioner;

(*c*) examine any books, records, electronic data or other documents that on reason-

Pouvoirs des inspecteurs

(5) Au cours de l'inspection, l'inspecteur peut, pour l'application de la présente loi :

a) examiner les substances, produits, matières, combustibles, produits de nettoyage ou conditionneurs d'eau visés au paragraphe (1) qui se trouvent dans le lieu inspecté ainsi que tout autre objet utile à l'exécution de la présente loi;

b) ouvrir et examiner tout emballage qui s'y trouve et qui, à son avis, contient une substance, un produit — notamment de nettoyage —, un polluant atmosphérique, un combustible ou un conditionneur d'eau;

c) examiner les livres, registres, données électroniques ou autres documents qui, à

able grounds the inspector believes contain any information relevant to the administration of this Act and make copies thereof or extracts therefrom;

(*d*) take samples of any thing relevant to the administration of this Act; and

(*e*) conduct any tests or take any measurements.

son avis, contiennent des renseignements utiles à l'exécution de la présente loi, et reproduire ces documents en tout ou en partie;

d) prélever des échantillons de tout objet concernant l'exécution de la présente loi;

e) faire des essais et effectuer des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Operation of computer system and copying equipment

(6) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) take a printout or other output for examination or copying; and

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Usage d'un système informatique

(6) L'inspecteur peut également :

a) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur se trouvant dans le lieu inspecté pour vérifier les données que celui-ci contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction pour faire des copies du document.

Duty of person in possession or control

(7) Every person who is in possession or control of any place being inspected under this section shall permit the inspector

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the inspector is authorized to examine may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to take it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Obligation du responsable

(7) Le responsable du lieu inspecté doit faire en sorte que l'inspecteur puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas (6)*a*), *b*) et *c*).

Search

Perquisition

Authority to issue warrant for search

93. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place

(*a*) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened,

Délivrance du mandat

93. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu d'un objet ayant servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur

(*b*) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act, or

(*c*) any book, record, electronic data or other document that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act,

the justice may issue a warrant under his hand authorizing the inspector or any other person named in the warrant to enter and search the place and to seize any thing referred to in paragraphs (*a*) to (*c*) subject to such conditions as may be specified in the warrant.

demande *ex parte*, signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou toute autre personne qui y sont nommés à y perquisitionner et à saisir l'objet en question.

Search

(2) A person authorized to search a place by a warrant issued under subsection (1) may

(*a*) at any reasonable time enter and search the place;

(*b*) seize in accordance with section 96 any thing referred to in the warrant; and

(*c*) exercise the powers described in subsection 92(5).

Perquisition

(2) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (1) peut :

a) à toute heure convenable, pénétrer dans le lieu et y perquisitionner;

b) y saisir, conformément à l'article 96, tout objet visé par le mandat;

c) exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 92(5).

Where warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the powers of entry, search, seizure and detention described in subsection (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

Perquisition sans mandat

(3) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés au paragraphe (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Exigent circumstances

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (2) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

Situation d'urgence

(4) Il est entendu qu'il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait soit de mettre en danger l'environnement ou la vie humaine soit d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Operation of computer system and copying equipment

(5) A person authorized under this section to search a place may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) seize the printout or other output for examination or copying; and

Usage d'un système informatique

(5) Au cours de sa perquisition, l'inspecteur dispose des pouvoirs mentionnés au paragraphe 92(6) et peut saisir tout imprimé ou sortie de données.

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Duty of person in possession or control

(6) Every person who is in possession or control of any place in respect of which a search is carried out under this section shall permit the person carrying out the search

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the person named in the warrant is authorized to search for may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to seize it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

(6) Le responsable du lieu objet de la perquisition doit faire en sorte que l'inspecteur puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas 92(6)*a*), *b*) et *c*).

Obligation du responsable du lieu

Inspectors

Inspecteurs

Assistance to inspectors

94. The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 70, 92 or 93, and every person found in the place, shall give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to carry out his duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as the inspector may reasonably require.

94. Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application des articles 70, 92 ou 93, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'exécution de la présente loi et de ses règlements.

Aide à donner aux inspecteurs

Obstruction of inspectors

95. While an inspector is exercising powers or carrying out duties and functions under this Act, no person shall

(*a*) knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector; or

(*b*) otherwise obstruct or hinder the inspector.

95. Lorsque l'inspecteur agit dans l'exercice de ses fonctions, il est interdit :

a) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse;

b) d'une façon générale, d'entraver son action.

Entrave

Seizure and Detention

Saisie et rétention

Seizure

96. (1) Whenever during the course of an inspection or a search an inspector has reasonable grounds to believe that any provision of this Act has been contravened, the inspector may seize and detain any thing

(*a*) by means of or in relation to which the inspector reasonably believes the contravention occurred; or

96. (1) Lors de l'inspection ou de la perquisition, l'inspecteur peut saisir et retenir tout objet dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou qu'il servira à prouver une telle infraction.

Saisie

(*b*) that the inspector reasonably believes will afford evidence of the contravention.

Limitation

(2) An inspector shall not seize any thing under subsection (1) unless the thing is required as evidence or for purposes of analysis or the inspector is of the opinion that the seizure is necessary in the public interest.

Restriction

(2) Il ne peut toutefois procéder à la saisie que s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public ou aux fins d'analyse ou de preuve.

Notice of contravention

(3) An inspector who has seized and detained any thing under subsection (1) shall, as soon as practicable, advise the person in whose possession it was at the time of seizure of the provision of this Act that the inspector believes has been contravened.

Avis de violation

(3) Dès que possible après la saisie, l'inspecteur porte à la connaissance de la personne qui avait la possession de l'objet au moment de la saisie la disposition de la présente loi qui, selon lui, a été enfreinte.

Detention and release

(4) Any thing seized under subsection (1) shall not be detained

(*a*) after the owner of the thing or the person in whose possession it was at the time of seizure applies to the inspector or to the Minister for its release and the inspector or the Minister is satisfied that it is not necessary in the public interest to continue to detain the thing or that it is not required as evidence or for purposes of analysis; or

(*b*) after the expiration of ninety days after the day of seizure, unless before that time

(i) the thing has been forfeited under section 98,

(ii) proceedings have been instituted in respect of the contravention in relation to which the thing was seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded, or

(iii) the Minister has served or made reasonable efforts to serve notice of an application for an order extending the time during which the thing may be detained in accordance with section 97.

Mainlevée

(4) La rétention prend fin :

a) soit dès qu'une demande de mainlevée est adressée par le propriétaire ou la personne qui avait la possession de l'objet au moment de la saisie à l'inspecteur ou au ministre et après constatation par l'un ou l'autre de ceux-ci que les raisons mentionnées au paragraphe (2) ne s'appliquent plus;

b) soit à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la saisie, sauf si, au préalable, un des événements suivants survient :

(i) il y a eu confiscation sous le régime de l'article 98,

(ii) des poursuites ont été intentées en l'espèce, auquel cas la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celles-ci,

(iii) le ministre a, conformément à l'article 97, signifié — ou fait le nécessaire pour signifier — un avis de demande d'ordonnance pour la prolongation du délai de rétention.

Storage of seized thing

(5) A thing seized by an inspector under subsection (1) shall be kept or stored in the place where it was seized except where, in the opinion of the inspector,

(*a*) it is not in the public interest to do so,

(*b*) the thing seized, or a sample of it, is required as evidence, or

(*c*) the person in whose possession it was at the time of seizure or the person entitled

Entreposage et transfert

(5) L'objet saisi est gardé et entreposé sur les lieux. Toutefois, si l'inspecteur estime que cela n'est pas dans l'intérêt public ou que cet objet ou échantillon de celui-ci n'est pas nécessaire aux fins de preuve, ou si la personne qui en avait la possession au moment de la saisie — ou l'occupant légitime du lieu — demande à l'inspecteur son transfert, l'objet peut être transféré en tout autre lieu

to possession of the place requests the inspector to have it removed to some other place,

in which case it may be removed to and stored in any other place at the direction of or with the concurrence of an inspector and at the expense of the person who requested that it be so removed.

suivant les instructions ou avec l'accord d'un inspecteur aux frais du demandeur.

Interference with seized substance or product

(6) Unless authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized and detained by an inspector under subsection (1) but an inspector shall, at the request of the person from whom it was seized, allow that person or any person authorized by that person to examine it and, where practicable, furnish a sample or copy thereof to such person.

(6) Il est interdit, sans autorisation de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation de l'objet saisi ou retenu; l'inspecteur doit toutefois, sur demande du saisi, permettre à celui-ci ou à son délégué de l'examiner et, lorsque cela est faisable, lui en fournir un échantillon ou une copie.

Interdiction relative à l'objet saisi

Application to extend period of detention

97. (1) Where proceedings have not been instituted in respect of the contravention in relation to which any thing was seized under subsection 96(1), the Minister may, before the expiration of ninety days from the day of seizure and on serving prior notice in accordance with subsection (2) on the owner of the thing or on the person who at the time of seizure was in possession of it, apply to a provincial court judge, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order extending the time during which it may be detained.

97. (1) À défaut des poursuites mentionnées à l'alinéa 96(4)*b*), le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la saisie et sur signification du préavis prévu par le paragraphe (2) au propriétaire de l'objet ou à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, requérir d'un juge de la cour provinciale, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, dans le ressort duquel la saisie a été effectuée une ordonnance prolongeant le délai de rétention.

Demande de prolongation du délai de rétention

Notice

(2) A notice shall be served by personal service at least five clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial court judge or by registered mail at least seven clear days prior to that day and shall specify

(*a*) the provincial court in which the application is to be made;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the thing seized in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the grounds on which the Minister intends to rely to show why there should be an extension of the time during which the thing seized may be detained.

(2) Le préavis est signifié à personne, cinq jours francs au moins avant la date de la requête, ou par courrier recommandé, sept jours francs au moins avant cette date, et doit spécifier :

a) la cour provinciale en cause;

b) les lieu, date et heure d'audition de la requête;

c) l'objet saisi en cause;

d) les motifs que le ministre entend invoquer pour justifier la prolongation du délai de rétention.

Préavis

Order of extension granted

(3) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), the judge is

(3) S'il est convaincu du bien-fondé de la requête, le juge ordonne la prolongation de la

Ordonnance de prolongation

satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order

(*a*) that the thing be detained for such additional period of time and on such conditions relating to the detention for that additional period of time as the judge considers proper; and

(*b*) on the expiration of the additional period of time, that the thing be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless before the expiration of the additional period of time an event referred to in subparagraph 96(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

rétention pendant le délai et aux conditions qu'il juge indiqués et, à l'expiration de ce délai, la restitution au saisi ou au possesseur légitime, sauf survenance auparavant de l'un des événements visés aux sous-alinéas 96(4)*b*)(i) ou (ii).

Order of extension refused

(4) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), the judge is not satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order that, on the expiration of ninety days after the day of seizure, it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless, before the expiration of the ninety days, an event referred to in subparagraph 96(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

(4) Si, au contraire, il n'est pas convaincu du bien-fondé de la requête, le juge ordonne la restitution au saisi ou au possesseur légitime, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la saisie, sauf survenance auparavant de l'un des événements visés aux sous-alinéas 96(4)*b*)(i) ou (ii).

Refus d'ordonnance de prolongation

Order for restoration

(5) Where, at the time of the hearing of an application made under subsection (1), ninety days have expired after the day of seizure, the judge shall order the restoration of the thing forthwith to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it.

(5) La restitution est toutefois immédiate dans le cas où ce délai est déjà expiré au moment de l'audition de la requête.

Restitution après l'expiration du délai

Forfeiture

Confiscation

Forfeiture on consent

98. (1) Where an inspector has seized any thing under subsection 96(1) and the owner or person who was in lawful possession of it at the time of seizure consents in writing at the request of the inspector to the forfeiture of the thing, it is thereupon forfeited to Her Majesty.

98. (1) Le propriétaire de l'objet saisi par l'inspecteur en application du paragraphe 96(1) ou la personne qui en avait la possession légitime au moment de la saisie peut consentir, par écrit, à sa confiscation. Le cas échéant, la confiscation s'opère immédiatement au profit de Sa Majesté.

Confiscation sur consentement

Disposal or destruction

(2) The Minister may dispose of or destroy any thing forfeited under subsection (1) and, if the Minister so directs, the costs of the disposal or destruction shall be paid by the owner or the person who was in lawful possession of the thing at the time it was seized.

(2) Il peut être disposé de l'objet confisqué, notamment par destruction, sur ordre du ministre, lequel peut mettre les frais en résultant à la charge du propriétaire ou de la personne qui en avait la possession légitime au moment de la saisie.

Disposition de l'objet confisqué

Forfeiture by order of court

99. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and any thing seized under subsection 96(1) is then being detained,

(*a*) the thing is, on such conviction and in addition to any punishment imposed for the offence, forfeited to Her Majesty, if the court so directs, in which case

(i) the Minister may dispose of or destroy the thing, and

(ii) the costs of the forfeiture and disposal or destruction shall be paid by the offender; or

(*b*) the thing shall, on the expiration of the time for taking an appeal from the conviction or on the final conclusion of the proceedings, as the case may be, be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it on such conditions, if any, as may be imposed by order of the court and as, in the opinion of the court, are necessary to avoid the commission of any further offence under this Act.

Articles deemed not to have been seized

(2) For the purposes of subsection (1), any thing released from detention under paragraph 96(4)(*a*) or (*b*) shall be deemed not to have been seized under subsection 96(1).

Confiscation par ordonnance du tribunal

99. (1) L'objet saisi qui se trouve en rétention au moment où l'auteur de l'infraction est déclaré coupable :

a) est, sur cette déclaration de culpabilité et en sus de toute peine imposée, confisqué au profit de Sa Majesté si le tribunal l'ordonne, auquel cas le ministre peut en disposer, notamment par destruction, les frais en résultant, y compris ceux de confiscation, étant à la charge du contrevenant;

b) est, à défaut de confiscation et à l'expiration du délai d'appel prévu ou, en cas d'appel, une fois que l'affaire est tranchée, restitué au saisi ou remis à son possesseur légitime; la restitution ou la remise peut s'assortir des conditions, précisées dans l'ordonnance du tribunal, que celui-ci estime nécessaires pour que soit évitée la perpétration de toute nouvelle infraction à la présente loi.

Présomption de non-saisie

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les objets dont la rétention prend fin aux termes du paragraphe 96(4) sont réputés ne pas avoir été saisis en application du paragraphe 96(1).

Investigation of Offences

Enquêtes

Application for investigation

100. (1) Any twelve persons resident in Canada who are not less than eighteen years of age and who are of the opinion that an offence has been committed under this Act may apply to the Minister for an investigation of the alleged offence.

Statement to accompany application

(2) An application for an investigation shall be accompanied by a solemn or statutory declaration stating

(*a*) the names and addresses of the applicants;

(*b*) the nature of the alleged offence and the names of the persons alleged to be involved in its commission; and

(*c*) a concise statement of the evidence supporting the allegations of the applicants.

Demande d'enquête

100. (1) Douze personnes âgées d'au moins dix-huit ans et résidant au Canada peuvent demander au ministre l'ouverture d'une enquête sur tout fait constituant selon elles une infraction à la présente loi.

Déclaration

(2) La demande est accompagnée d'une déclaration solennelle qui énonce :

a) le nom et l'adresse des demandeurs;

b) la nature de l'infraction reprochée et le nom des personnes à qui elle est imputée;

c) un bref exposé des motifs à l'appui de la demande.

Investigation

101. (1) On receipt of an application under section 100, the Minister shall

(*a*) acknowledge receipt of the application;

(*b*) inform the person in respect of whose conduct the application is made; and

(*c*) investigate all matters that the Minister considers necessary for a determination of the facts relating to the alleged offence.

Enquête

101. (1) Sans délai, le ministre accuse réception de la demande, avise la personne mise en cause et fait enquête sur tous les points qu'il juge indispensables pour établir les faits afférents à l'infraction reprochée.

Information on progress of investigation

(2) Where an applicant or a person whose conduct is being investigated makes a request to the Minister in writing for information concerning the progress of the investigation, the Minister shall inform the applicant or person accordingly.

Information des intéressés

(2) Sur demande écrite des intéressés, le ministre les informe du déroulement de l'enquête.

Discontinuation of investigation

(3) The Minister may discontinue an investigation where the Minister is of the opinion that the alleged offence does not require further investigation.

Interruption de l'enquête

(3) S'il estime que l'infraction reprochée ne justifie plus la poursuite de l'enquête, le ministre peut l'interrompre.

Report

(4) Where an investigation is discontinued the Minister shall

(*a*) prepare a report in writing describing the information obtained during the investigation and stating the reasons for its discontinuation; and

(*b*) send a copy of the report to the applicants and to any person whose conduct was investigated.

Rapport

(4) En cas d'interruption, le ministre rédige un rapport écrit exposant l'information recueillie et les motifs de l'interruption et en envoie un exemplaire aux intéressés.

Minister may send evidence to Attorney General of Canada

102. At any state of an investigation under section 101, the Minister may, in addition to or in lieu of continuing the investigation, send any records, returns or evidence to the Attorney General of Canada for consideration of whether an offence has been or is about to be committed against this Act and for such action as the Attorney General of Canada may wish to take.

Communication de documents au procureur général du Canada

102. Le ministre peut en outre, à toute étape de l'enquête — ou au lieu de la poursuivre —, transmettre des documents ou autres éléments de preuve au procureur général du Canada pour lui permettre de déterminer si une infraction à la présente loi a été commise ou est sur le point de l'être et de prendre les mesures de son choix.

Offences and Punishment

Infractions et peines

Inspectors

103. Every person who

(*a*) fails to give an inspector all reasonable assistance or to provide the inspector with information as required under section 94, or

(*b*) contravenes section 95

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two

Inspecteurs

103. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque :

a) soit manque aux obligations imposées par l'article 94;

hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

b) soit contrevient à l'article 95.

Information, notices and testing

104. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 15, paragraph 17(1)(*b*) or section 29 or 30,

(*b*) fails to notify the Minister as required under paragraph 17(1)(*a*),

(*c*) fails to conduct the tests referred to in paragraph 17(1)(*c*), or

(*d*) contravenes subsection 50(1)

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

104. Quiconque contrevient au paragraphe 50(1) ou manque aux obligations ou conditions imposées par l'article 15, les alinéas 17(1)*a*), *b*) ou *c*) ou les articles 29 ou 30 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Renseignements, notification et expérimentation

Tests, manufacture, etc.

105. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 16,

(*b*) makes any false or misleading test in purported compliance with a notice under paragraph 17(1)(*c*),

(*c*) manufactures or imports a substance in contravention of a condition specified under paragraph 32(1)(*a*),

(*d*) manufactures or imports a substance in contravention of a prohibition under paragraph 32(1)(*b*),

(*e*) manufactures or imports a substance in contravention of subsection 32(2),

(*f*) contravenes or fails to comply with any regulations made under paragraphs 37(1)(*a*) to (*x*),

(*g*) contravenes section 46 or 58,

(*h*) fails to make a report or to take any measures required to be made or taken under section 39,

(*i*) fails to comply with a prohibition imposed under section 30 or an order made under section 37 or 43,

(*j*) fails to give a notice or send a copy thereof to the Minister as required under section 45,

(*k*) contravenes a regulation made under section 53;

(*l*) fails to comply with a request of the Minister made under section 54 or 59,

105. Commet une infraction quiconque, selon le cas :

a) ne communique pas au ministre les renseignements prévus par l'article 16;

b) fait un essai faux ou trompeur en réponse à l'avis prévu à l'alinéa 17(1)*c*);

c) ne respecte pas les conditions fixées en application de l'alinéa 32(1)*a*);

d) transgresse l'interdiction prévue à l'alinéa 32(1)*b*);

e) contrevient au paragraphe 32(2);

f) ne se conforme pas aux règlements pris sous le régime des alinéas 37(1)*a*) à *x*);

g) contrevient à l'article 46 ou à l'article 58;

h) manque aux obligations prévues par l'article 39;

i) ne se conforme pas à l'interdiction prévue à l'article 30 ou à un décret pris ou un ordre donné dans le cadre des articles 37 ou 43;

j) omet de donner le préavis prévu à l'article 45, ou omet d'en transmettre copie au ministre;

k) contrevient à un règlement d'application de l'article 53;

l) ne se conforme pas à la demande du ministre visée aux articles 54 ou 59;

m) contrevient aux articles 61, 63 ou 64;

n) omet de faire le rapport prévu par le paragraphe 62(4).

Essais, fabrication, etc.

(*m*) contravenes section 61, 63 or 64, or

(*n*) fails to make a report as required under subsection 62(4),

is guilty of an offence and is liable

(*o*) on summary conviction, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both, or

(*p*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :

o) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

p) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Fraud

106. Every person who knowingly

(*a*) provides the Minister with any false or misleading information in purported compliance with section 15, subsection 29(1) or (2), paragraph 32(1)(*c*) or a notice under paragraph 17(1)(*b*), or

(*b*) gives the Minister any false or misleading information in purported compliance with section 16 or a notice under paragraph 17(1)(*a*),

is guilty of an offence and is liable

(*c*) on summary conviction, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for six months or to both, or

(*d*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Fraude

106. Commet une infraction quiconque, pour se conformer aux obligations imposées par :

a) l'article 15, l'alinéa 17(1)*b*), les paragraphes 29(1) ou (2) ou l'alinéa 32(1)*c*), communique sciemment au ministre des renseignements faux ou trompeurs;

b) l'article 16 ou l'alinéa 17(1)*a*), donne sciemment au ministre un renseignement ou un avis faux ou trompeur.

L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :

c) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

d) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Damage to environment and death or harm to persons

107. (1) Every person who, in contravention of this Act,

(*a*) intentionally or recklessly causes a disaster that results in a loss of the use of the environment, or

(*b*) shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and thereby causes a risk of death or harm to another person

is guilty of an indictable offence and is liable to a fine or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Dommages à l'environnement

107. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende et un emprisonnement de cinq ans, ou l'une de ces peines, quiconque, en violation de la présente loi :

a) soit provoque, intentionnellement ou par imprudence grave, une catastrophe qui prive de la jouissance de l'environnement;

b) soit, par imprudence ou insouciance graves à l'endroit de la vie ou de la sécurité d'autrui, risque de causer la mort ou des blessures.

Criminal negligence

(2) Every person who, in contravention of this Act, shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and

Négligence criminelle

(2) Quiconque, en violation de la présente loi, risque, en faisant preuve d'imprudence ou d'insouciance graves à l'endroit de la vie ou

thereby causes death or bodily harm to another person is subject to prosecution and punishment under section 203 or 204 of the *Criminal Code*.

de la sécurité d'autrui, de causer la mort ou des blessures est passible des poursuites et punissable des peines prévues par les articles 203 ou 204 du *Code criminel*.

Other offences

108. Every person who contravenes any provision of this Act or of any regulation made under this Act, other than a provision referred to in sections 103 to 107, or of any regulation made under this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to six months imprisonment or to both.

108. Quiconque contrevient à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements que celles visées aux articles 103 à 107 commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et encourt une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement de six mois, ou l'une de ces peines.

Autres infractions

Time limit

109. Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

109. Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a été saisi des faits faisant l'objet de l'infraction.

Prescription

Continuing offence

110. Where an offence under this Act is committed or continued on more than one day, the person who committed the offence is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

110. Il peut être compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infractions continues

Construction of subsection 450(5) of *Canada Shipping Act*

111. Subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act* is not to be construed so as to relieve any person from liability under this Act.

111. Le paragraphe 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* n'a pas pour effet de dégager quiconque de sa responsabilité sous le régime de la présente loi.

Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*

Regulations

112. The Governor in Council may make regulations prescribing the manner in which the proceeds resulting from the payment of fines or the execution of orders under this Act shall be distributed.

112. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les modalités de distribution du produit des amendes ou de l'exécution des ordonnances ou arrêtés prévus par la présente loi.

Règlements

Nearest court has jurisdiction for Part VI offences

113. (1) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraphs 60(1)(*a*) to (*f*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by the court having jurisdiction in respect of similar offences in the territorial division nearest to the place where the offence was committed; and

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within that territorial division.

113. (1) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 60(2)*a*) à *f*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Tribunal compétent : partie VI

(2) an offence in which subsection (1) applies shall, for the purposes of that subsection, be deemed to have been committed either in the place where the offence was actually committed or in the place in which the accused is found.

(3) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraph 96(1)(g) or (h), the offence

(a) is within the competence of and shall be tried by any court having jurisdiction in respect of similar offences committed by persons within the limits of its ordinary jurisdiction; and

(b) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within the jurisdiction of the court before which it is tried.

114. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

115. The owner or master of a ship, the owner or pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a platform or other man-made structure may be charged with an offence arising out of a contravention of Part VI as owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure if it is adequately identified, and no such charge is invalid by reason only that it does not name the owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure.

116. (1) In any prosecution of an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether

Where offence deemed to have been committed

(2) An offence to which subsection (1) applies shall, for the purposes of that subsection, be deemed to have been committed either in the place where the offence was actually committed or in the place in which the accused is found.

Lieu présumé de l'infraction

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le lieu de l'infraction est présumé être soit celui de sa perpétration, soit celui où l'accusé est trouvé.

Any court has jurisdiction for Part VI offences

(3) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraph 60(1)(*g*) or (*h*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by any court having jurisdiction in respect of similar offences committed by persons within the limits of its ordinary jurisdiction; and

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within the jurisdiction of the court before which it is tried.

Tribunal compétent : partie VI

(3) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 60(1)*g*) ou *h*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Liability of directors

114. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Responsabilité pénale : personnes morales

114. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Identifying owner, master, etc.

115. The owner or master of a ship, the owner or pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a platform or other man-made structure may be charged with an offence arising out of a contravention of Part VI as owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure if it is adequately identified, and no such charge is invalid by reason only that it does not name the owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure.

Poursuites contre le propriétaire, capitaine, etc.

115. Le propriétaire, le capitaine ou le responsable d'un navire, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage, de même que le propriétaire ou le commandant de bord d'un aéronef, peuvent être valablement inculpés en tant que tels d'infraction à la partie VI — même s'ils ne sont pas nommément désignés — pourvu que le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage en cause soit convenablement identifié.

Proof of offence

116. (1) In any prosecution of an offence under this Act it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, wheth-

Preuve

116. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé,

er or not the employee or agent is identified or prosecuted for the offence.

que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Idem

(2) In any prosecution of the master of a ship or the pilot in command of an aircraft for an offence arising out of a contravention of Part VI, it is sufficent proof of the offence to establish that it was committed by a crew member or other person on board the ship or aircraft, whether or not the crew member or other person is identified or prosecuted for the offence.

(2) Dans les poursuites contre le capitaine d'un navire ou le commandant de bord d'un aéronef pour infraction à la partie VI, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un membre d'équipage ou une autre personne se trouvant à bord du navire ou de l'aéronef, que ce membre ou cette personne ait été ou non identifié ou poursuivi.

Idem

Defence

117. No person shall be found guilty of an offence under this Act, other than an offence under section 106 or 107, if the person establishes that he exercised all due diligence to prevent its commission.

117. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi autre que celles visées aux articles 106 et 107 s'il établit qu'il a exercé toute la diligence convenable pour l'empêcher.

Disculpation

Certificate of analyst

118. (1) Subject to subsections (2) and (3), a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined a substance or product and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

118. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié telle substance ou tel produit et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant toute infraction à la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Certificat de l'analyste

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

Présence de l'analyste

Notice

(3) No certificate of an analyst shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

(3) Le certificat n'est admis en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Préavis

Discharge

Absolution

Absolute or conditional discharge

119. (1) A court may, instead of convicting an offender of an offence, by order direct that the offender be discharged absolutely or on the conditions specified in an order made in accordance with section 122.

119. (1) Le tribunal peut prononcer l'absolution de l'inculpé, en l'assortissant éventuellement de conditions par une ordonnance rendue sous le régime de l'article 122.

Absolution

Conditions of order

(2) The following conditions shall be deemed to be specified in an order under this section, namely that the offender shall

(2) Dans tous les cas, l'ordonnance d'absolution est réputée imposer au contrevenant les obligations suivantes :

Contenu de l'ordonnance d'absolution

(*a*) keep the peace and be of good behaviour;

(*b*) appear before the court when required to do so by the court; and

(*c*) report to and be under the supervision of a probation officer, within the meaning of the *Criminal Code*, or other person designated by the court.

a) ne pas troubler l'ordre public et avoir une bonne conduite;

b) comparaître devant le tribunal sur assignation;

c) se présenter à un agent de probation, au sens du *Code criminel*, ou à toute autre personne que désigne le tribunal et rester sous sa surveillance.

Suspended sentence

120. Where an offender is convicted of an offence under this Act, the court may suspend the imposition of any other sanction and direct that the offender enter into a recognizance with or without sureties to keep the peace and be of good behaviour for such period, not exceeding two years, as the court thinks fit.

Sursis

120. Le tribunal peut surseoir au prononcé de toute sanction et ordonner que le contrevenant qui est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi contracte, avec ou sans caution, un engagement de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite pendant la période — d'au plus deux ans — que fixe le tribunal.

Additional fine

121. Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, where it is satisfied that as a result of the commission of the offence the offender acquired any monetary benefits or that monetary benefits accrued to the offender, order the offender to pay, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of those monetary benefits.

Amende supplémentaire

121. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il constate que l'auteur de l'infraction a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, en sus du maximum imposable, le montant qu'il juge égal à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.

Orders of court

122. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, on application by the prosecutor on behalf of the Minister and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

(*a*) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;

(*b*) directing the offender to take such action as the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the environment that results or may result from the act or omission that constituted the offence;

Ordonnance du tribunal

122. (1) En sus de toute peine prévue par la présente loi et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut, sur demande présentée au nom du ministre par le procureur de l'accusation, rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

a) s'abstenir de tout acte ou activité risquant d'entraîner la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

c) publier, en la forme réglementaire, les faits liés à la déclaration de culpabilité;

d) aviser, aux frais du contrevenant et selon les modalités réglementaires, toute victime des faits liés à la déclaration de culpabilité;

(*c*) directing the offender to publish, in the manner prescribed, the facts relating to the conviction;

(*d*) directing the offender to notify, at his own cost and in the manner prescribed, any person aggrieved or affected by the offender's conduct of the facts relating to the conviction;

(*e*) directing the offender to post such bond or pay such amount of money into court as will ensure compliance with any order made pursuant to this section;

(*f*) directing the offender to submit to the Minister, on application by the Minister made within three years after the date of conviction, such information with respect to the activities of the offender as the court considers appropriate and just in the circumstances;

(*g*) directing the offender to compensate the Minister, in whole or in part, for the cost of

(i) the investigation of the offence and the proceedings under this Act, and

(ii) any remedial or preventative action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the act or omission that constituted the offence;

(*h*) directing the offender to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be imposed therein;

(*i*) directing the offender to pay, in any manner prescribed by regulations under section 112, an amount for the purposes of conducting research into the ecological use and disposal of the substance in respect of which the offence was committed; or

(*j*) requiring the offender to comply with such other reasonable conditions as the court considers appropriate and just in the circumstances for securing the offender's good conduct and for preventing the offender from repeating the same offence or committing other offences.

e) donner tel cautionnement ou déposer auprès de lui telle somme d'argent en garantie de l'observation d'une ordonnance rendue en vertu du présent article;

f) fournir au ministre, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements — que lui, le tribunal, estime justifiés en l'occurrence —, relatifs aux activités du contrevenant;

g) indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a faits :

(i) pour l'enquête et les poursuites fondées sur la présente loi,

(ii) pour la réparation ou la prévention des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

h) exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables;

i) verser, selon les modalités réglementaires prévues à l'article 112, une somme d'argent destinée à permettre des recherches sur l'utilisation et l'élimination écologiques de la substance qui a donné lieu à l'infraction;

j) se conformer aux autres conditions qu'il estime justifiées pour assurer la bonne conduite du contrevenant et empêcher toute récidive.

Publication

(2) Where an offender fails to comply with an order made under paragraph (1)(*c*) directing the publication of the facts relating to the offence, the Minister may publish the

(2) En cas de manquement à l'obligation mentionnée à l'alinéa (1)*c*), le ministre peut procéder à la publication et en recouvrer les frais auprès du contrevenant.

Publication

facts in compliance with the order and recover the costs of publication from the offender.

Debt due to Her Majesty

(3) Where the court makes an order under paragraph (1)(*g*) directing an offender to pay costs or the Minister publishes facts under subsection (2), the costs constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

Créances de Sa Majesté

(3) Les frais visés à l'alinéa (1)*g*) et au paragraphe (2) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant le tribunal compétent.

Coming into force and duration of order

(4) An order made under subsection (1) comes into force on the day on which it is made or on such other day as the court may determine and shall not continue in force for more than three years after that day.

Prise d'effet

(4) Toute ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) prend effet soit immédiatement, soit à la date fixée par le tribunal, et elle demeure en vigueur pendant trois ans au plus.

Regulations

(5) The Governor in Council may, by regulation, prescribe any matter or thing that by this section is to be prescribed.

Règlements

(5) Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par toute autre disposition du présent article.

Compensation for loss of property

123. (1) Where a person has been convicted of an offence under this Act, the court may, at the time sentence is imposed and on the application of the person aggrieved, order the accused to pay to that person an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

Dommages-intérêts

123. (1) Le tribunal peut, lors de l'application de la peine, ordonner à la personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi de verser à la victime, sur demande de celle-ci, des dommages-intérêts pour les pertes des biens ou dommages à ceux-ci résultant de l'infraction.

Enforcement

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the accused in the same manner as if it were a judgment rendered against the accused in that court in civil proceedings.

Exécution

(2) À défaut de paiement immédiat des dommages-intérêts, la victime peut, par dépôt de l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, l'ordre de payer le montant en question et ce jugement peut être exécuté contre l'accusé de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui devant cette cour en matière civile.

Variation of sanctions

124. (1) Subject to subsection (2), where a court has made, in relation to an offender, an order under section 119, 120 or 122, the court may, on application by the offender or the Attorney General, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and, in the opinion of the court, is rendered desirable by a change in the circumstances of the offender since the order was made, namely:

Ordonnance de modification des sanctions

124. (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu des articles 119, 120 ou 122 peut, sur demande du procureur général ou du contrevenant, accepter de faire comparaître celui-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation du contrevenant :

a) soit en modifiant l'ordonnance ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois excéder un an;

(*a*) make changes in the order or the conditions specified therein or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or

(*b*) decrease the period for which the order is to remain in force or relieve the offender, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any condition that is specified in the order.

b) soit en raccourcissant la période de validité de l'ordonnance ou en dégageant le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle condition de celle-ci.

Notice

(2) Before making an order under subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court may consider to be interested and may hear any such person.

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées; il peut aussi les entendre.

Préavis

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of an offender has been heard by a court, no other application may be made with respect to the offender except with leave of the court.

(3) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

Restriction

Offence

125. Every person who contravenes or fails to comply with an order made under section 119, 120, 122 or 124 is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

125. Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu des articles 119, 120, 122 ou 124 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Infraction

Contraventions

Contraventions

Ticketing

126. Notwithstanding anything in this Act, the Governor in Council may, by regulation, on the recommendation of the Minister, designate any offence under this Act as an offence with respect to which

(*a*) notwithstanding the *Criminal Code*, an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the form prescribed by the regulations, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the

126. Malgré les autres dispositions de la présente loi, le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation du ministre, déterminer, parmi les infractions à la présente loi :

a) celles pour lesquelles, par dérogation au *Code criminel*, l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

Contraventions

person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(*b*) the summons may be served on an accused by mailing the summons to him at his latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

b) celles qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue, et, d'autre part, le montant de l'amende.

Other Remedies

Autres moyens de droit

Injunction

127. (1) Where, on the application of the Minister, it appears to a court of competent jurisdiction that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commission of an offence under this Act, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to do or to refrain from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of an offence under this Act.

Injonction d'initiative ministérielle

127. (1) Si, sur demande présentée par le ministre, il conclut à l'existence, l'imminence ou la probabilité d'un fait constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à sa perpétration, le tribunal compétent peut, par ordonnance, enjoindre à la personne nommée dans la demande de s'abstenir de tout acte susceptible, selon lui, de perpétuer le fait ou d'y tendre.

Notice

(2) No injunction shall issue under subsection (1) unless forty-eight hours notice is given to the party or parties named in the application or the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.

Préavis

(2) L'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation.

Civil cause of action

128. (1) Any person who has suffered loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may, in any court of competent jurisdiction, sue for and recover from the person who engaged in the conduct an amount equal to the loss or damage proved to have been suffered by the person and an amount to compensate him for the costs of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

Recouvrement de dommages-intérêts

128. (1) Quiconque a subi un préjudice ou une perte par suite d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements peut, devant tout tribunal compétent, intenter à la personne qui a eu un tel comportement une action en dommages-intérêts pour une somme égale au montant du préjudice ou de la perte constaté et pour le recouvrement des frais occasionnés par l'action et par toute enquête relative à l'affaire.

Injunction

(2) Any person who suffers or is about to suffer loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may seek an injunction

Injonction demandée par la victime

(2) La victime visée au paragraphe (1) — ou la personne qui est sur le point de le devenir — peut solliciter du tribunal compétent une injonction visant à faire cesser ou

from a court of competent jurisdiction ordering the person engaged in the conduct to do or to refrain from doing any act that it appears to the court causes or will cause the loss or damage.

empêcher tout fait pouvant lui causer un préjudice ou une perte.

Evidence of offence

(3) In any action under subsection (1) against a person, the record of proceedings in any court in which that person was convicted of an offence under this Act is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person against whom the action is brought engaged in conduct that was contrary to a provision of this Act.

(3) Dans les actions intentées en vertu du paragraphe (1), les procès-verbaux de l'audience au cours de laquelle le défendeur a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi font foi, sauf preuve contraire, du comportement visé au paragraphe (1).

Preuve d'infraction à loi

Evidence of conviction

(4) In any action under subsection (1) against a person, a certificate setting out with reasonable particularity the conviction and sentence of the person for an offence under this Act signed by

(*a*) the person who made the conviction, or

(*b*) the clerk of the court in which the conviction was made,

is, on proof that the person is the offender referred to in the certificate, evidence that the person was so convicted and sentenced without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

(4) Le certificat reproduisant les principaux éléments de la déclaration de culpabilité et la peine appliquée et signé soit par celui qui a prononcé la déclaration, soit par le greffier du tribunal concerné, fait preuve, une fois établi que le défendeur et le contrevenant nommés dans le certificat sont bien une seule et même personne, de la déclaration de culpabilité du défendeur et de sa condamnation, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Preuve de condamnation antérieure

Civil remedies

129. No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or gives rise to liability under section 42.

129. Le simple fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction à la présente loi ou entraîne la responsabilité prévue à l'article 42 n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils.

Recours civils

Report to Parliament

Rapport au Parlement

Annual report

130. The Minister shall, as soon as possible after the end of each year, prepare and cause to be laid before Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that year.

130. Au début de chaque année, le ministre établit dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente et le fait déposer devant le Parlement.

Rapport annuel

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

1980-81-82-83, c. 111, Sch I.

Access to Information Act

131. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by deleting therefrom the reference to

"Environmental Contaminants Act
Loi sur les contaminants de l'environnement"

and the corresponding reference to "subsection 4(4)".

c. 5 (1st Supp.)

Canada Water Act

132. Part III of the *Canada Water Act* is repealed.

1985, c. 26, s. 34

133. Paragraphs 24(1)(*b*) and (*c*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) examine any waste found therein in bulk or open any container found therein that he has reason to believe contains any waste and take samples thereof; and"

134. Subsection 28(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**28.** (1) Every person who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence."

135. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**29.** Every person who contravenes section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(*e*), (*f*) or (*g*) is guilty of an offence punishable on summary conviction."

1970-71-72, c. 47

Clean Air Act

Repeal

136. The *Clean Air Act* is repealed.

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

Loi sur l'accès à l'information

131. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

«Loi sur les contaminants de l'environnement
Environmental Contaminants Act»

et du renvoi correspondant «paragraphe 4(4)».

ch. 5 (1er suppl.)

Loi sur les ressources en eau du Canada

132. La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée.

1985, ch. 26, art. 34

133. Les alinéas 24(1)*b*) et *c*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«*b*) examiner tout déchet qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, et en prélever des échantillons; et»

134. Le paragraphe 28(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**28.** (1) Quiconque contrevient à l'article 8 est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

135. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**29.** Quiconque contrevient à l'article 25 ou à tout règlement pris en vertu des alinéas 16(1)*e*), *f*) ou *g*) commet une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

1970-71-72, ch. 47

Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique

Abrogation

136. La *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique* est abrogée.

Explanatory Notes

Access to Information Act

Clause 131: This amendment is consequential on the repeal of the *Environmental Contaminants Act* proposed by clause 135.

Canada Water Act

Clause 132: The provisions of Part III of the *Canada Water Act* are set out in Part III of the proposed Act.

Clause 133: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Paragraphs 24(1)(*b*) and (*c*) at present read as follows:

"(*b*) enter any area, place, premises, vessel or vehicle, other than a private dwelling place or any part of any such area, place, premises, vessel or vehicle that is designated to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place, in which he believes on reasonable grounds any cleaning agent or water conditioner is being manufactured or stored;

(*c*) examine any waste, *cleaning agent or water conditioner* found therein in bulk or open any container found therein that he has reason to believe contains any waste, *cleaning agent or water conditioner* and take samples thereof; and"

Clause 134: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Subsection 28(1) at present reads as follows:

"**28.** (1) *Any* person who *violates* section 8 *or 18* is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence."

Clause 135: This amendment is consequential on the repeal of Part III proposed by clause 132.

Section 29 at present reads as follows:

"**29.** *Any* person who *violates subsection 20(3) or* section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(*e*), (*f*) or (*g*) *or paragraph 19(c)* is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Notes explicatives

Loi sur l'accès à l'information

Article 131. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 135.

Loi sur les ressources en eau du Canada

Article 132. — La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée et devient la partie III de cette nouvelle loi.

Article 133. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel des alinéas 24(1)*b*) et *c*) :

«*b*) entrer dans toute zone, tout lieu, local, bateau ou véhicule, autre qu'une résidence particulière ou que toute partie d'une telle zone, d'un tel lieu, local, bateau ou véhicule qui est conçue pour être utilisée et est utilisée à titre de résidence particulière permanente ou temporaire, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que l'on y fabrique ou que l'on y entrepose un agent de nettoyage ou un conditionneur d'eau;

c) examiner tout déchet, *agent de nettoyage ou conditionneur d'eau* qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, *agent de nettoyage ou conditionneur d'eau*, et en prélever des échantillons; et»

Article 134. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel du paragraphe 28(1) :

«**28.** (1) Toute personne qui contrevient à l'article 8 *ou à l'article 18* est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

Article 135. — Découle de l'abrogation prévue par l'article 132.

Texte actuel de l'article 29 :

«**29.** Toute personne qui contrevient *au paragraphe 20(3) ou* à l'article 25 ou à tout règlement établi en vertu des alinéas 16(1)*e*), *f*) ou *g*) *ou de l'alinéa 19c)* est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

c. 14 (2nd Supp.), Part I

Department of the Environment Act

1984, c. 31, s. 14 (Sch. II, item 22)

137. Subsection 6(2) of the *Department of the Environment Act* is repealed.

1974-75-76, c. 72

Environmental Contaminants Act

Repeal

138. (1) The *Environmental Contaminants Act*, except subsection 4(6) thereof, is repealed.

1984, c. 40, s. 25(2)

(2) Subsection 4(6) of the said Act is repealed.

1974-75-76, c. 55

Ocean Dumping Control Act

Repeal

139. The *Ocean Dumping Control Act* is repealed.

PART IX

COMING INTO FORCE

Coming into force

140. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Loi sur le ministère de l'environnement

ch. 14 (2e suppl.)

137. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur le ministère de l'environnement* est abrogé.

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, nº 22

Loi sur les contaminants de l'environnement

1974-75-76, ch. 72

Abrogation

138. (1) La *Loi sur les contaminants de l'environnement*, sauf le paragraphe 4(6), est abrogée.

(2) Le paragraphe 4(6) de la même loi est abrogé.

Loi sur l'immersion de déchets en mer

1974-75-76, ch. 55

Abrogation

139. La *Loi sur l'immersion de déchets en mer* est abrogée.

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

140. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

SCHEDULE I
(*Sections 36 to 39*)

LIST OF TOXIC SUBSTANCES

Item	Column I Name or Description of Substance	Column II Type of Regulation Applicable
1.	Chlorobiphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	(a) Prohibited commercial, manufacturing or processing uses (b) Maximum concentrations in products (c) Maximum quantities and concentrations that may be released into the environment
2.	Dodecachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2,6}$.$0^{3,9}$.$0^{4,8}$] decane	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
3.	Polybrominated Biphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Br_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
4.	Chlorofluorocarbon: totally halogenated chlorofluorocarbons that have the molecular formula $C_nCl_xF_{(2n+2-x)}$	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
5.	Polychlorinated Terphenyls that have a molecular formula $C_{18}H_{14-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
6.	Asbestos	Limited atmospheric releases from asbestos mines and mills
7.	Lead	Limited atmospheric releases from secondary lead smelters
8.	Mercury	Limited atmospheric releases from chlor-alkali mercury plants
9.	Vinyl Chloride	Limited atmospheric releases from vinyl chloride and polyvinyl chloride plants

ANNEXE I
(articles 13 et 36 à 40)

LISTE DES SUBSTANCES TOXIQUES

Article	Colonne I Dénomination de la substance	Colonne II Type de règlement applicable
1.	Les biphényles chlorés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	a) Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites b) Concentrations maximales dans les produits c) Quantités et concentrations maximales qui peuvent être émises dans l'environnement
2.	Le dodécachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2.6}$.$0^{3.9}$.$0^{4.8}$] décane	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
3.	Les biphényles polybromés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Br_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
4.	Les chlorofluoroalcanes complètement halogénés dont la formule moléculaire est $C_nCl_xF_{(2n + 2 - x)}$	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
5.	Les triphényles polychlorés dont la formule moléculaire est $C_{18}H_{14-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
6.	Amiante	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les mines et les usines d'extraction d'amiante
7.	Plomb	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fonderies de plomb de seconde fusion
8.	Mercure	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlore utilisant des électrolyseurs au mercure
9.	Chlorure de vinyle	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlorure de vinyle et de chlorure de polyvinyle

SCHEDULE II
(*Sections 44 and 45*)

LIST OF TOXIC SUBSTANCES REQUIRING EXPORT NOTIFICATION

ANNEXE II
(*articles 44 et 45*)

LISTE POUR L'EXPORTATION

SCHEDULE III
(Sections 3, 65 and 70)

PART I

LIST OF PROHIBITED SUBSTANCES

1. Organohalogen compounds.
2. Mercury and mercury compounds.
3. Cadmium and cadmium compounds.
4. Persistent plastics and other persistent synthetic materials.
5. Crude oil and its wastes, refined petroleum products, petroleum distillate residues and any mixtures containing any of those substances.
6. High-level radioactive wastes or other high-level radioactive matter that may be prescribed.
7. Substances in whatever form, produced for biological and chemical warfare.

PART II

LIST OF RESTRICTED SUBSTANCES

1. Arsenic and its compounds.
2. Lead and its compounds.
3. Copper and its compounds.
4. Zinc and its compounds.
5. Organosilicon compounds.
6. Cyanides.
7. Fluorides.
8. Pesticides and their by-products not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
9. Beryllium and its compounds
10. Chromium and its compounds.
11. Nickel and its compounds.
12. Vanadium and its compounds.
13. Containers and scrap metal.
14. Radioactive wastes or other radioactive matter not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
15. Substances that by reason of their bulk would interfere with fishing.
16. Substances that, though of a non-toxic nature, may become harmful due to the quantities in which they are dumped, or that are liable to seriously reduce amenities.

ANNEXE III
(articles 3, 65, 66 et 78)

PARTIE I

LISTES DES SUBSTANCES INTERDITES

1. Les organohalogénés.
2. Le mercure et ses composés.
3. Le cadmium et ses composés.
4. Les plastiques non destructibles et autres matières synthétiques non destructibles.
5. Le pétrole brut et ses déchets, les produits du pétrole raffiné, les résidus du pétrole distillé et tout mélange contenant l'un ou l'autre de ces produits.
6. Les déchets fortement radioactifs et autres matières fortement radioactives désignés par règlement.
7. Les substances produites pour la guerre biologique et chimique sous quelque forme que ce soit.

PARTIE II

LISTE DES SUBSTANCES RÉGLEMENTÉES

1. L'arsenic et ses composés.
2. Le plomb et ses composés.
3. Le cuivre et ses composés.
4. Le zinc et ses composés.
5. Les organosiliciés.
6. Les cyanures.
7. Les fluorures.
8. Les pesticides et sous-produits de pesticides non compris à la partie I.
9. Le béryllium et ses composés.
10. Le chrome et ses composés.
11. Le nickel et ses composés.
12. Le vanadium et ses composés.
13. Les conteneurs et les déchets métalliques.
14. Les déchets radioactifs ou autres matières radioactives non comprises à la partie I.
15. Les substances qui, de par leur volume, gêneraient la pêche.
16. Les substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui sont susceptibles de diminuer sensiblement les agréments.

PART III

LIST OF FACTORS

1. CHARACTERISTICS AND COMPOSITION OF SUBSTANCE

(1) Total amount and average composition of substance dumped (e.g., per year).

(2) Form (e.g., solid, sludge, liquid or gaseous).

(3) Properties: physical (e.g., solubility and density), chemical and biochemical (e.g., oxygen demand, nutrients) and biological (e.g., presence of viruses, bacteria, yeasts and parasites).

(4) Toxicity.

(5) Persistence: physical, chemical and biological.

(6) Accumulation and biotransformation in biological materials or sediments.

(7) Susceptibility to physical, chemical and biochemical changes and interaction in the aquatic environment with other dissolved organic and inorganic materials.

(8) Probability of production of taints or other changes reducing marketability of resources (fish and shellfish).

2. CHARACTERISTICS OF DUMPING SITE AND METHOD OF DEPOSIT

(1) Location (e.g., coordinates of the dumping site, depth and distance from the coast) and location in relation to other areas (e.g., amenity areas, spawning, nursery and fishing areas and exploitable resources).

(2) Rate of disposal per specific period (e.g., quantity per day, per week, per month).

(3) Methods of packaging and containment, if any.

(4) Initial dilution achieved by proposed method of release.

(5) Dispersal characteristics (e.g., effects of currents, tides and wind on horizontal transport and vertical mixing).

(6) Water characteristics (e.g., temperature, pH, salinity, stratification, oxygen indices of pollution — dissolved oxygen (DO), chemical oxygen demand (COD), biochemical oxygen demand (BOD) — nitrogen present in organic and mineral form including ammonia, suspended matter, other nutrients and productivity).

(7) Bottom characteristics (e.g., topography, geochemical and geological characteristics and biological productivity).

PARTIE III

FACTEURS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR LA DÉLIVRANCE DES PERMIS

1. CARACTÉRISTIQUES ET COMPOSITION DE LA SUBSTANCE

(1) Quantité totale et composition moyenne de la substance immergée (exemple : par an).

(2) Forme, par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse.

(3) Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, éléments nutritifs) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).

(4) Toxicité.

(5) Persistance : physique, chimique et biologique.

(6) Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques et les sédiments.

(7) Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.

(8) Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, crustacés et mollusques testacés, etc.).

2. CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'IMMERSION ET MÉTHODE DE DÉPÔT

(1) Emplacement (coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).

(2) Cadence d'évacuation de la matière (par exemple, quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).

(3) Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.

(4) Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée.

(5) Caractéristiques de dispersion (telles qu'effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).

(6) Caractéristiques de l'eau (telles que température, pH, salinité, stratification, indices de pollution : notamment oxygène dissous (OD), demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), présence d'azote sous forme organique ou minérale et, notamment, présence d'ammoniaque, de matières en suspension et d'autres matières nutritives, productivité).

(7) Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique).

(8) Existence and effects of other dumpings that have been made in the dumping site (e.g., heavy metal background reading and organic carbon content).

(9) Whether an adequate scientific basis exists for assessing the consequences of dumping, as outlined in this List taking into account seasonal variations.

3. GENERAL CONSIDERATIONS AND CONDITIONS

(1) Possible effects on amenities (e.g., presence of floating or stranded material, turbidity, objectionable odour, discoloration and foaming).

(2) Possible effects on marine life, fish and shellfish culture, fish stocks and fisheries, seaweed harvesting and culture.

(3) Possible effects on other uses of the sea (e.g., impairment of water quality for industrial use, underwater corrosion of structures, interference with ship operations from floating substances, interference with fishing or navigation through deposit of waste or solid objects on the sea floor and protection of areas of special importance for scientific or conservation purposes).

(4) The practical availability of alternative land based methods of treatment, disposal or elimination, or of treatment to render the substance less harmful for dumping at sea.

(8) Existence et effets d'autres immersions pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et teneur en carbone organique).

(9) Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, on doit s'efforcer de déterminer s'il existe une base scientifique d'évaluation des conséquences de l'immersion comme il est indiqué dans la présente annexe, compte tenu des variations saisonnières.

3. CONSIDÉRATIONS ET CIRCONSTANCES GÉNÉRALES

(1) Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).

(2) Effets éventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.

(3) Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer, perturbations du fonctionnement des navires par des matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).

(4) Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT AND OF HUMAN LIFE AND HEALTH

Declaration

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

ADMINISTRATIVE DUTIES

2. Duties of the Government of Canada

INTERPRETATION

3. Definitions

HER MAJESTY

4. Binding on Her Majesty

ADVISORY COMMITTEES

5. Ministerial advisory committees

6. Federal-provincial advisory committees

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

7. Monitoring, research and publication

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

8. Formulation by the Minister

9. Formulation by the Minister of National Health and Welfare

Publication

10. Publication of objectives, guidelines and codes of practice

PART II

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

11. Toxic substances

Priority Substances

12. Priority Substances List

13. Report of assessment

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA VIE HUMAINE ET DE LA SANTÉ

Déclaration

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

APPLICATION ADMINISTRATIVE

2. Mission du gouvernement fédéral

DÉFINITIONS

3. Définitions

SA MAJESTÉ

4. Obligation de Sa Majesté

COMITÉS CONSULTATIFS

5. Constitution

6. Comités consultatifs fédéro-provinciaux

PARTIE I

OBJECTIFS, DIRECTIVES ET CODES DE PRATIQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Données sur l'environnement et recherche

7. Contrôle, recherche et publication

Établissements d'objectifs, de directives et de codes de pratiques

8. Attributions du ministre

9. Attributions du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Publication

10. Publication des objectifs, directives ou codes de pratiques

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Définition

11. Substance toxique

Liste des substances d'intérêt prioritaire

12. Liste prioritaire

13. Rapport d'évaluation

Information

14. Gathering of information
15. Notice requiring information and samples
16. Notice to the Minister
17. Communication of information

Disclosure of Information

18. Confidential business information
19. Prohibition against disclosure
20. Application for determination
21. Review of application
22. Notice of objection
23. List of candidates for review panel
24. Destruction of records
25. Regulations
26. Non-disclosure by Minister
27. Security requirements for disclosure

Substances New to Canada

28. Domestic Substances List
29. Manufacture or import of substances
30. Prohibition of activity
31. Assessment of information
32. Action to be taken after assessment
33. Amendment of Lists
34. Publication of masked name
35. Regulations

Regulation of Toxic Substances

36. Addition to List of Toxic Substances
37. Regulations
38. Emergency orders

Release of Toxic Substances

39. Report and remedial measures
40. Voluntary report
41. Regulations
42. Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty
43. Remedial measures

Information

14. Collecte de renseignements
15. Avis de demande de renseignements et d'échantillons
16. Notification au ministre
17. Communication de renseignements

Communication de renseignements

18. Renseignements confidentiels
19. Interdiction de communication
20. Demande de classement
21. Étude de la demande
22. Avis d'opposition
23. Liste de candidats
24. Destruction de dossiers
25. Règlements
26. Dérogation : ministre de la Défense nationale
27. Consignes de sécurité

Substances nouvelles au Canada

28. Liste intérieure
29. Fabrication ou importation
30. Interdiction par le ministre
31. Évaluation des renseignements
32. Mesures
33. Modification des listes
34. Dénomination maquillée
35. Règlements

Réglementation des substances toxiques

36. Inscription sur la liste des substances toxiques
37. Règlements
38. Arrêtés d'urgence

Rejet de substances toxiques

39. Rapport et correctifs
40. Rapport volontaire
41. Règlements
42. Recouvrement des frais par Sa Majesté
43. Mesures correctives

Export of Toxic Substances and Waste Materials

44. List of Toxic Substances Requiring Export Notification

45. Notice to foreign authority of export of substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification

Fuels

46. Prohibition

47. Regulations

Notice of Objection

48. Publication of proposed orders and regulations

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

49. Definitions

Prohibition

50. Prohibition

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

51. Definitions

Guidelines

52. Guidelines

Regulations

53. Absence of regulations

Plans and Specifications

54. Plans and specifications

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

55. Recommendation of regulations respecting international pollution

56. Publication of proposed regulations

57. Regulations

58. Prohibition

59. Plans and specifications

Exportation de substances toxiques et de déchets

44. Liste pour l'exportation

45. Préavis d'exportation — substance toxique

Combustibles

46. Interdiction

47. Règlements

Avis d'opposition

48. Publication des projets de décret et de règlement

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

49. Définitions

Interdiction

50. Interdiction

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT FÉDÉRAUX, ENTREPRISES FÉDÉRALES ET TERRITOIRE DOMANIAL

Définitions

51. Définitions

Directives

52. Établissement et objet

Règlements

53. Absence de mesures réglementaires

Plans, devis, etc.

54. Communication de renseignements

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

55. Recommandation

56. Publication des projets de règlement

57. Règlements

58. Interdiction

59. Plans, devis, etc.

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

60. Definitions

Prohibitions

61. Dumping
62. Dumping to avert danger
63. Loading in Canada
64. Disposal of ship, aircraft, platform or other man-made structure
65. Minister may grant permit
66. Factors to be considered in granting permit

Publication

67. Publication in the *Canada Gazette*

Notice of Objection

68. Notice of objection

Service of Documents

69. Manner of service

Inspections

70. Powers of inspectors

Costs and Expenses of the Crown

71. Costs and expenses recoverable

Detention of Ships

72. Detention of ships

Seizure and Forfeiture

73. Seizure of ships, etc.
74. Redelivery on deposit of security
75. Court may order forfeiture
76. Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.
77. Application by person claiming interest

Regulations

78. Regulations

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

60. Définitions

Interdictions

61. Immersion
62. Cas d'urgence
63. Chargement au Canada
64. Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage
65. Délivrance
66. Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

Publication

67. Publication dans la *Gazette du Canada*

Avis d'opposition

68. Notification du demandeur ou du titulaire de permis

Signification des documents

69. Mode de signification

Inspections

70. Pouvoirs des inspecteurs

Dépenses de l'État

71. Recouvrement

Arrêt de navires

72. Arrêt de navires

Saisie et confiscation

73. Saisie de navires, aéronefs, etc.
74. Remise en possession moyennant caution
75. Confiscation judiciaire
76. Réalisation d'un bien confisqué
77. Requête par quiconque revendique un droit

Règlements

78. Règlements

PART VII

GENERAL

Regulations

79. Exercise of regulation-making power
80. Transitional provision

Board of Review Proceedings

81. Establishment of board of review
82. Number of members of board
83. Appearance before board
84. Withdrawal of notice of objection
85. Powers of board
86. Costs
87. Absent member of board
88. Report
89. Rules for boards of review

Agreements with Provinces

90. Agreements

Designation of Inspectors and Analysts

91. Designation

Inspection

92. Inspection

Search

93. Search

Inspectors

94. Assistance to inspectors
95. Obstruction of inspectors

Seizure and detention

96. Seizure
97. Application to extend period of detention

Forfeiture

98. Forfeiture on consent
99. Forfeiture by order of court

Investigation of Offences

100. Application for investigation
101. Investigation

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

79. Disposition générale
80. Disposition transitoire

Commission de révision

81. Constitution
82. Commissaires
83. Comparution
84. Retrait d'un avis d'opposition
85. Pouvoirs d'une commission
86. Frais
87. Absence d'un membre
88. Rapport
89. Règles

Accords avec les provinces

90. Conclusion

Inspecteurs et analystes

91. Désignation

Inspection

92. Inspection

Perquisition

93. Délivrance du mandat

Inspecteurs

94. Aide à donner aux inspecteurs
95. Entrave

Saisie et rétention

96. Saisie
97. Demande de prolongation du délai de rétention

Confiscation

98. Confiscation sur consentement
99. Confiscation par ordonnance du tribunal

Instruction des infractions

100. Demande d'enquête
101. Enquête

102. Minister may send evidence to Attorney General

Offences and Punishment

103. Inspectors
104. Information, notices and testing
105. Tests, manufacture, etc.
106. Fraud
107. Damage to the environment and death or harm to persons
108. Other offences
109. Time limit
110. Continuing offence
111. Construction of subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act*
112. Regulations
113. Nearest court has jurisdiction for Part VI offences
114. Liability of directors
115. Identifying owner, master, etc.
116. Proof of offence
117. Defence
118. Certificate of analyst

Discharge

119. Absolute or conditional discharge
120. Suspended sentence
121. Additional fine
122. Orders of court
123. Compensation for loss of property
124. Variation of sanctions
125. Offence

Contraventions

126. Ticketing

Other Remedies

127. Injunction
128. Civil cause of action
129. Civil remedies

Report to Parliament

130. Annual report

102. Communication de documents au procureur général du Canada

Infractions et peines

103. Inspecteurs
104. Renseignements, notification et expérimentation
105. Essais, fabrication, etc.
106. Fraude
107. Dommages à l'environnement
108. Autres infractions
109. Prescription
110. Infractions continues
111. Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*
112. Règlements
113. Tribunal compétent : partie VI
114. Responsabilité pénale : personnes morales
115. Poursuites contre le propriétaire, capitaine, etc.
116. Preuve
117. Disculpation
118. Certificat de l'analyste

Absolution

119. Absolution
120. Sursis
121. Amende supplémentaire
122. Ordonnance du tribunal
123. Dommages-intérêts
124. Ordonnance de modification des sanctions
125. Infraction

Contraventions

126. Contraventions

Autres moyens de droit

127. Injonction d'initiative ministérielle
128. Recouvrement de dommages-intérêts
129. Recours civils

Rapport au Parlement

130. Rapport annuel

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

131. *Access to Information Act*

132-135 *Canada Water Act*

136. *Clean Air Act*

137. *Department of the Environment Act*

138. *Environmental Contaminants Act*

139. *Ocean Dumping Control Act*

PART IX

COMING INTO FORCE

140. Coming into force

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

131. *Loi sur l'accès à l'information*

132-135. *Loi sur les ressources en eau du Canada*

136. *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*

137. *Loi sur le ministère de l'environnement*

138. *Loi sur les contaminants de l'environnement*

139. *Loi sur l'immersion de déchets en mer*

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

140. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-74

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED MARCH 23, 1988, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

C-74

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-74

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 23 MARS 1988 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

29364—8-4-88

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2e session, 33e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-74

PROJET DE LOI C-74

An Act respecting the protection of the environment and of human life and health

Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé

Declaration

It is hereby declared that the protection of the environment is essential to the well-being of Canada.

Déclaration

Il est déclaré que la protection de l'environnement est essentielle au bien-être de la population du Canada.

Preamble

WHEREAS the presence of toxic substances in the environment is a matter of national concern;

WHEREAS toxic substances, once introduced into the environment, cannot always be contained within geographic boundaries;

WHEREAS the Government of Canada in demonstrating national leadership should establish national environmental quality objectives, guidelines and codes of practice;

WHEREAS it is necessary to control the dispersal of nutrients in Canadian waters;

WHEREAS some of the laws under which federal lands, works and undertakings are administered or regulated do not make provision for environmental protection in respect of federal lands, works and undertakings;

AND WHEREAS Canada must be able to fulfil its international obligations in respect of the environment;

Préambule

Attendu :

que la présence de substances toxiques dans l'environnement est une question d'intérêt national;

qu'il n'est pas toujours possible de circonscrire au territoire touché la dispersion de substances toxiques ayant pénétré dans l'environnement;

que le gouvernement fédéral, à titre de chef de file national en la matière, se doit d'établir des objectifs, des directives et des codes de pratiques nationaux en matière de qualité de l'environnement;

qu'il est nécessaire de limiter la dispersion des substances nutritives dans les eaux canadiennes;

que la législation régissant les terres, entreprises et ouvrages fédéraux ne prévoit pas toujours à leur égard de mesures de protection de l'environnement;

que le Canada se doit d'être en mesure de respecter ses obligations internationales en matière d'environnement,

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Recommendation

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the protection of the environment and of human life and health".

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant la protection de l'environnement, de la vie humaine et de la santé».

Explanatory Notes for Reprint

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

Notes explicatives concernant la réimpression

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Environmental Protection Act*.

ADMINISTRATIVE DUTIES

Duties of the Government of Canada

2. In the administration of this Act, the Government of Canada shall, having regard to the Constitution and laws of Canada,

(*a*) take both preventative and remedial measures in protecting the environment;

(*b*) take the necessity of protecting the environment into account in making social and economic decisions;

(*c*) endeavour to act in cooperation with the governments of the provinces to protect the environment;

(*d*) encourage the participation of the people of Canada in the making of decisions that affect the environment;

(*e*) facilitate the protection of the environment by the people of Canada;

(*f*) endeavour to establish nationally consistent levels of environmental quality;

(*g*) provide information to the people of Canada on the state of the Canadian environment;

(*h*) apply knowledge, science and technology to resolve environmental problems; and

(*i*) endeavour to protect the environment from the release of toxic substances.

INTERPRETATION

Definitions

3. (1) In this Act,

"air contaminant" *«polluant atmosphérique» ou «polluant»*

"air contaminant" means any solid, liquid, gas or odour or a combination of any of them that, if emitted into the air, would create or contribute to the creation of air pollution;

"air pollution" *«pollution...»*

"air pollution" means a condition of the air, arising wholly or partly from the presence therein of one or more air contaminants, that

(*a*) endangers the health, safety or welfare of persons,

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

APPLICATION ADMINISTRATIVE

Mission du gouvernement fédéral

2. Pour l'exécution de la présente loi, le gouvernement fédéral doit, compte tenu de la Constitution et des lois du Canada :

a) prendre des mesures tant préventives que correctives pour la protection de l'environnement;

b) prendre les décisions économiques et sociales en tenant compte de la nécessité de protéger l'environnement;

c) s'efforcer d'agir en collaboration avec le gouvernement des provinces pour la protection de l'environnement;

d) encourager la participation de la population du Canada à l'élaboration des décisions qui touchent l'environnement;

e) faciliter la protection de l'environnement par les Canadiens;

f) s'efforcer d'établir des normes de qualité de l'environnement uniformes à l'échelle nationale;

g) mettre à la disposition de la population du Canada l'information sur l'état de l'environnement canadien;

h) mettre à profit les connaissances et ressources scientifiques et techniques pour résoudre les problèmes relatifs à l'environnement;

i) s'efforcer d'éviter le rejet dans l'environnement de substances toxiques.

DÉFINITIONS

Définitions

3. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«analyste» *"analyst"*

«analyste» La personne désignée comme tel en vertu du paragraphe 98(1) soit à titre individuel, soit au titre de son appartenance à une catégorie désignée à cet effet.

«biotechnologie» *"biotechnology"*

«biotechnologie» Application des sciences ou de l'ingénierie à l'utilisation des organismes vivants ou de leurs parties ou produits, sous leur forme naturelle ou modifiée.

«catégorie de substances» *"class of substances"*

«catégorie de substances» Groupe d'au moins deux substances ayant :

(*b*) interferes with normal enjoyment of life or property,

(*c*) endangers the health of animal life, or

(*d*) causes damage to plant life or to property;

"analyst" *«analyste»*

"analyst" means a person or a member of a class of persons designated as an analyst under subsection 98(1);

"biotechnology" *«biotechnologie»*

"biotechnology" means the application of science and engineering in the direct or indirect use of living organisms or parts or products of living organisms in their natural or modified forms;

"class of substances" *«catégorie de substances»*

"class of substances" means any two or more substances

(*a*) that contain the same portion of chemical structure,

(*b*) that have similar physico-chemical or toxicological properties, or

(*c*) for the purposes of sections 14 to 17, that have similar types of use;

"environment" *«environnement»*

"environment" means the components of the Earth and includes

(*a*) air, land and water,

(*b*) all layers of the atmosphere,

(*c*) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(*d*) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (*a*) to (*c*);

"fuel" *«combustible»*

"fuel" means any form of matter that in its primary use is combusted or oxidized for the generation of energy;

"inspector" *«inspecteur»*

"inspector" means a person or a member of a class of persons designated as an inspector under subsection 98(1);

"Minister" *«ministre»*

"Minister" means the Minister of the Environment;

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;

"release" *«rejet»*

"release" includes discharge, spray, inject, inoculate, abandon, deposit, spill, leak, seep, pour, emit, empty, throw, dump, place and exhaust;

a) soit la même portion de structure chimique;

b) soit des propriétés physico-chimiques ou toxicologiques semblables;

c) soit, pour l'application des articles 14 à 17, des utilisations similaires.

«combustible» *"fuel"*

«combustible» Toute matière servant essentiellement à produire de l'énergie par combustion ou oxydation.

«environnement» *"environment"*

«environnement» Ensemble des conditions et éléments naturels de la terre, notamment :

a) l'air, l'eau et le sol;

b) toutes les couches de l'atmosphère;

c) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

d) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas *a*) à *c*).

«inspecteur» *"inspector"*

«inspecteur» La personne désignée comme tel en vertu du paragraphe 98(1) soit à titre individuel, soit au titre de son appartenance à une catégorie désignée à cet effet.

«intermédiaire de réaction» *"transient reaction..."*

«intermédiaire de réaction» Substance qui est formée et éliminée au cours d'une réaction chimique.

«ministre» *"Minister"*

«ministre» Le ministre de l'Environnement.

«polluant atmosphérique» ou «polluant» *"air contaminant"*

«polluant atmosphérique» ou «polluant» Tout solide, liquide, gaz, odorant ou non — ou toute combinaison de ceux-ci — dont l'émission polluerait l'air ou contribuerait à sa pollution.

«pollution atmosphérique» *"air pollution"*

«pollution atmosphérique» Dégradation de l'air causée, en tout ou en partie, par la présence de polluants atmosphériques et qui met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être des êtres humains, fait obstacle à la jouissance normale de la vie ou des biens, menace la santé des animaux ou cause des dommages à la vie végétale ou aux biens.

«rejet» *"release"*

«rejet» S'entend de toute forme de déversement ou d'émission, notamment par écoulement, jet, injection, inoculation, dépôt, vidange ou vaporisation. Est assimilé au rejet l'abandon.

«substance» *"substance"*

«substance» Toute matière organique ou inorganique, animée ou inanimée, distingua-

"substance" «*substance*»

"substance" means any distinguishable kind of organic or inorganic matter, whether animate or inanimate, and includes

(*a*) any matter that is capable of being dispersed in the environment or of being transformed in the environment into matter that is capable of being so dispersed matter that is capable of causing such transformations in the environment,

(*b*) any element or free radical,

(*c*) any combination of elements of a particular molecular identity that occurs in nature or as a result of a chemical reaction, and

(*d*) complex combinations of different molecules that originate in nature or are the result of chemical reactions but that could not practicably be formed by simply combining individual constituents,

and, except for the purposes of sections 28 to 35, includes

(*e*) any mixture that is a combination of substances and does not itself produce a substance that is different from the substances that were combined,

(*f*) any manufactured item that is formed into a specific physical shape or design during manufacture and has, for its final use, a function or functions dependent in whole or in part on its shape or design, and

(*g*) any animate matter that is, or any complex mixtures of different molecules that are, contained in effluents, emissions or wastes that result from any work, undertaking or activity;

"transient reaction intermediate" «*intermédiaire de réaction*»

"transient reaction intermediate" means a substance that is formed and consumed in the course of a chemical reaction;

"undertaking" *Version anglaise seulement*

"undertaking" includes a business.

Meaning of "Ministers" and "either Minister"

(2) Where the word "Ministers" is used in this Act, it shall be construed as referring to both the Minister and the Minister of National Health and Welfare and where the

ble. La présente définition vise notamment :

a) les matières susceptibles soit de se disperser dans l'environnement, soit de s'y transformer en matières dispersables, ainsi que les matières susceptibles de provoquer de telles transformations dans l'environnement;

b) les radicaux libres ou les éléments;

c) les combinaisons d'éléments à l'identité moléculaire précise soit naturelles, soit consécutives à une réaction chimique;

d) des combinaisons complexes de molécules différentes, d'origine naturelle ou résultant de réactions chimiques, mais qui ne pourraient se former dans la pratique par la simple combinaison de leurs composants individuels.

Elle vise aussi, sauf pour l'application des articles 24 à 31 :

e) les mélanges combinant des substances ne produisant pas eux-mêmes une substance différente de celles qui ont été combinées;

f) les articles manufacturés dotés d'une forme ou de caractéristiques matérielles précises pendant leur fabrication et qui ont, pour leur utilisation finale, une ou plusieurs fonctions en dépendant, en tout ou en partie;

g) les matières animées ou les mélanges complexes de molécules différentes qui sont contenus dans les effluents, les émissions ou les déchets attribuables à des travaux, entreprises ou activités.

Mention des ministres

(2) Dans la présente loi, la mention des «ministres» vise le ministre et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la mention de «l'un ou l'autre ministre» vise le

expression "either Minister" is used in this Act, it shall be construed as referring to either the Minister or the Minister of National Health and Welfare.

ministre ou le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Class of substances

(3) For the purposes of this Act, other than subsection (1), "substance" includes a class of substances.

(3) Pour l'application de la présente loi, à l'exclusion du paragraphe (1), le terme «substance» s'entend également d'une catégorie de substances.

Catégorie de substances

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

ADVISORY COMMITTEES

COMITÉS CONSULTATIFS

Ministerial advisory committees

5. (1) For the purpose of carrying out their duties under this Act, the Ministers or either Minister may

(*a*) establish advisory committees to report to the Ministers or either Minister; and

(*b*) specify the functions that the committees are to perform and the manner in which those functions are to be performed.

5. (1) Les ministres, ou l'un ou l'autre, peuvent, pour l'accomplissement de la mission qui leur est confiée par la présente loi :

a) constituer des comités consultatifs chargés de leur — ou lui — faire rapport;

b) préciser le mandat des comités ainsi que les modalités de son exercice.

Constitution

Publication of report

(2) Subject to section 19, the report of a committee established under subsection (1), including the recommendations and reasons therefor, shall be made public.

(2) Sous réserve de l'article 19, les rapports des comités, notamment leurs recommandations et les motifs à l'appui de celles-ci, sont rendus publics.

Rapports

Federal-provincial advisory committees

6. For the purpose of establishing a framework for national action and taking cooperative action in matters affecting the environment and for the purpose of avoiding conflict between, and duplication in, federal and provincial regulatory activity, the Minister shall, in cooperation with the governments of the provinces, establish a federal-provincial advisory committee to advise the Minister on

(*a*) regulations proposed to be made under paragraph 33(1)(*a*), (*b*), (*c*), (*d*), (*o*) or (*q*); and

(*b*) other environmental matters that are of mutual interest to the federal and provincial governments and pertain to this Act.

6. En vue d'établir un cadre d'action nationale et de prendre des mesures coordonnées dans les domaines touchant l'environnement, ainsi que pour éviter les conflits entre les règlements fédéraux et provinciaux ou leur dédoublement, le ministre peut, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, constituer un comité consultatif fédéro-provincial chargé de le conseiller sur les projets de règlements prévus aux alinéas 33(1)*a*), *b*), *c*), *d*), *o*) et *q*) et les autres questions d'intérêt commun liées à l'environnement.

Comités consultatifs fédéro-provinciaux

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

Monitoring, research and publication

7. (1) The Minister may

(*a*) establish, operate and maintain a system of environmental quality monitoring stations;

(*b*) collect, process, correlate and publish on a periodic basis data on environmental quality in Canada from environmental quality monitoring stations and from any other appropriate source;

(*c*) conduct research and studies relating to the nature, transportation, dispersion, effects, control and abatement of environmental pollution and provide advisory and technical services and information related thereto;

(*d*) conduct research and studies relating to

(i) environmental contamination arising from disturbances of ecosystems by human activity, and

(ii) changes in the normal geochemical cycling of toxic substances that are naturally present in the environment;

(*e*) formulate comprehensive plans and designs for the control and abatement of environmental pollution and establish, operate and publicize demonstration projects and make them available for demonstration; and

(*f*) publish or otherwise distribute or arrange for the publication or distribution of

(i) pertinent information to inform the public in respect of all aspects of the quality of the environment, including the control and abatement of environmental pollution, and

(ii) a report on the state of the Canadian environment to be prepared on a periodic basis.

Cooperation and agreements

(2) The Minister may

PARTIE I

OBJECTIFS, DIRECTIVES ET CODES DE PRATIQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Données et recherches sur l'environnement

Contrôle, recherche et publication

7. (1) Le ministre peut :

a) constituer et exploiter un réseau de stations de contrôle de la qualité de l'environnement;

b) recueillir, traiter, corréler et publier périodiquement les données sur la qualité de l'environnement du territoire canadien provenant de ces stations et d'autres sources utiles;

c) effectuer des recherches et études sur la nature, le transport, la dispersion et les effets de la pollution de l'environnement, ainsi que sur la lutte contre cette pollution et sur sa réduction, et fournir des services consultatifs et techniques de même que l'information à ce sujet;

d) effectuer des recherches et études concernant la contamination de l'environnement résultant de la perturbation d'écosystèmes par l'activité humaine et les modifications du cycle géochimique normal des substances toxiques naturellement présentes dans l'environnement;

e) élaborer des plans et programmes de lutte contre la pollution de l'environnement et de réduction de celle-ci, préparer des projets pilotes, les rendre publics et en faire la démonstration, ou les rendre accessibles pour démonstration;

f) diffuser — notamment par publication — ou prendre les mesures en vue de diffuser, d'une part, l'information disponible de nature à renseigner le public sur tous les aspects de la qualité de l'environnement, notamment en ce qui touche la lutte contre la pollution et la réduction de celle-ci, d'autre part, un rapport périodique sur l'état de l'environnement canadien.

Collaboration fédéro-provinciale

(2) Le ministre peut :

(*a*) in establishing a system of environmental quality monitoring stations, cooperate with the government of any province and with any person who has established or proposes to establish any such station; and

(*b*) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements for the operation or maintenance of environmental quality monitoring stations by the Minister on behalf of the government of a province or any person or for the operation or maintenance of any such station by the government of a province or any person on behalf of the Minister.

a) collaborer, pour la constitution d'un réseau de stations de contrôle de la qualité de l'environnement, avec le gouvernement d'une province et avec toute personne ayant établi ou projetant d'établir une telle station;

b) conclure, avec l'approbation du gouverneur en conseil, des accords en vue de leur exploitation ou entretien par ses soins pour le compte du gouvernement provincial ou de toute personne, ou inversement.

Idem

(3) The Minister may, in exercising the powers conferred by paragraphs (1)(*b*) to (*e*), act alone or in cooperation with any government, government department or agency, institution or person and may sponsor or assist in any research, studies or planning and development by any government, institution or person in relation to the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution.

Collaboration avec d'autres organismes

(3) Pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les alinéas (1)*b*) à *e*), le ministre peut agir seul ou en collaboration avec un gouvernement, un ministère, un organisme public, une institution ou une personne et soit financer leurs recherches, études ou planification et initiatives relatives aux aspects de la qualité de l'environnement, de la lutte contre la pollution de l'environnement ou de la réduction de celle-ci, soit les aider d'une autre façon.

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

Établissement d'objectifs, de directives et de codes de pratiques

Formulation by the Minister

8. (1) For the purpose of carrying out the Minister's functions and duties related to the quality of the environment, the Minister shall formulate

(*a*) environmental quality objectives specifying goals or purposes toward which an environmental control effort is directed, including goals or purposes stated in quantitative or qualitative terms;

(*b*) environmental quality guidelines specifying recommendations in quantitative or qualitative terms to support and maintain particular uses of the environment;

(*c*) release guidelines recommending limits, including limits expressed as concentrations or quantities, for the release of substances into the environment from works, undertakings or activities; and

(*d*) environmental codes of practice specifying procedures, practices or release

Attributions du ministre

8. (1) Le ministre formule, pour remplir sa mission relative à la qualité de l'environnement :

a) des objectifs énonçant, notamment en termes de quantité ou de qualité, les buts vers lesquels orienter l'effort de lutte pour la protection de l'environnement;

b) des directives recommandant des normes quantitatives ou qualitatives pour permettre ou perpétuer certains usages de l'environnement;

c) des directives établissant les maximums recommandés, notamment en termes de quantité ou de concentration, pour le rejet de substances dans l'environnement par des ouvrages, entreprises ou activités;

d) des codes de pratiques précisant les procédures, les méthodes ou les limites de rejet relatives à la lutte en faveur de la protection de l'environnement pour les ouvrages, entreprises ou activités au cours

limits for environmental control relating to works, undertakings and activities during any phase of their development and operation including the location, design, construction, start-up, closure, dismantling and clean-up phases and any subsequent monitoring activities.

des divers stades de leur réalisation ou exploitation, notamment en ce qui touche l'emplacement, la conception, la construction, la mise en service, la fermeture, la démolition et le nettoyage ainsi que les activités de surveillance.

Idem

(2) The objectives, guidelines and codes of practice referred to in subsection (1) shall relate to

(*a*) the environment;

(*b*) recycling, reusing, treating, storing, disposing of or reducing the release of substances into the environment;

(*c*) works, undertakings or activities that affect or may affect the environment; or

(*d*) conservation of natural resources and sustainable development.

Idem

(2) Outre l'environnement en général et les ouvrages ou entreprises dont l'exploitation ou les activités dont l'exercice y portent ou risquent d'y porter atteinte, les objectifs, les directives et les codes de pratiques prévus au paragraphe (1) visent le recyclage, la réutilisation, le traitement, le stockage ou l'élimination de substances, la réduction de leur rejet dans l'environnement ainsi que l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et un développement équilibré.

Consultation

(3) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister may

(*a*) consult with the government of any province, any government department or agency or any person interested in the quality of the environment or the control or abatement of environmental pollution; and

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and municipal authorities and any interested persons described in paragraph (*a*).

Consultation

(3) Dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le paragraphe (1), le ministre peut :

a) consulter le gouvernement d'une province, un ministère ou organisme public ou toute personne concernée par la qualité de l'environnement, la lutte contre la pollution ou la réduction de celle-ci;

b) organiser des conférences regroupant des représentants de l'industrie, des travailleurs, des autorités provinciales et municipales ainsi que toute personne visée à l'alinéa *a*).

Formulation by the Minister of National Health and Welfare

9. (1) For the purpose of carrying out the functions and duties of the Minister of National Health and Welfare related to preserving and improving public health under this Act, the Minister of National Health and Welfare shall formulate objectives, guidelines and codes of practice with respect to the elements of the environment that may affect the life and health of the people of Canada.

Attributions du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

9. (1) Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social établit, pour remplir sa mission de protection et d'amélioration de la santé publique dans le cadre de la présente loi, des objectifs, des directives et des codes de pratiques en ce qui concerne les aspects de l'environnement qui peuvent influer sur la vie et la santé de la population canadienne.

Consultation

(2) In carrying out the responsibilities conferred by subsection (1), the Minister of National Health and Welfare may

(*a*) consult with the governments of the provinces; and

(*b*) organize conferences of representatives of industry and labour, provincial and municipal authorities and any persons

Consultation

(2) Dans l'exercice des fonctions que lui confère le paragraphe (1), le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut :

a) consulter le gouvernement de chaque province;

b) organiser des conférences réunissant les représentants de l'industrie, des travailleurs, des autorités provinciales et munici-

interested in the preservation and improvement of public health.

Publication

Publication of objectives, guidelines and codes of practice

10. The Governor in Council shall publish, or give notice of, in the *Canada Gazette* any objectives, guidelines or codes of practice formulated under section 8 or 9.

PART II

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

Toxic substances

11. For the purposes of this Part, a substance is toxic if it is entering or may enter the environment in a quantity or concentration or under conditions

(*a*) having or that may have an immediate or long-term harmful effect on the environment;

(*b*) constituting or that may constitute a danger to the environment on which human life depends; or

(*c*) constituting or that may constitute a danger in Canada to human life or health.

Priority Substances

Priority Substances List

12. (1) The Ministers shall compile and may amend from time to time a list, to be known as the Priority Substances List, and the List shall specify substances in respect of which the Ministers are satisfied priority should be given in assessing whether they are toxic or capable of becoming toxic.

Publication of List

(2) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Priority Substances List and any amendments to the List.

Consultation

(3) For the purpose of establishing the Priority Substances List, the Ministers may consult the governments of the provinces, members or representatives of any labour group or industrial sector, associations or persons concerned with environmental and health matters and any other persons.

pales ainsi que les personnes concernées par la protection et l'amélioration de la santé publique.

Publication

Publication des objectifs, directives et codes de pratiques

10. Le gouverneur en conseil soit publie dans la *Gazette du Canada* les objectifs, directives ou codes de pratiques établis en application des articles 8 ou 9, soit en donne avis dans cette publication.

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Définition

Substance toxique

11. Pour l'application de la présente partie, est toxique toute substance qui pénètre ou peut pénétrer dans l'environnement en une quantité ou concentration ou dans des conditions de nature à :

a) avoir, immédiatement ou à long terme, un effet nocif sur l'environnement;

b) mettre en danger l'environnement essentiel pour la vie humaine;

c) constituer un danger au Canada pour la vie ou la santé humaine.

Liste des substances d'intérêt prioritaire

Liste prioritaire

12. (1) Les ministres établissent et modifient, au besoin, la liste des substances d'intérêt prioritaire (dénommée ci-après «liste prioritaire») qui énumère les substances pour lesquelles ils jugent prioritaire de déterminer si elles sont effectivement ou potentiellement toxiques.

Publication

(2) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* la liste prioritaire et ses modifications.

Consultation

(3) Pour l'établissement de la liste, les ministres peuvent consulter les gouvernements provinciaux, des membres ou représentants de groupes de travailleurs ou de secteurs industriels, des associations ou d'autres personnes, notamment celles qui se préoccupent des questions d'environnement ou de santé.

Request for addition to List

(4) Any person may file in writing with the Minister a request that a substance be added to the Priority Substances List and the request shall state the reasons for adding the substance to the List.

Demande d'adjonction

(4) Il est possible de demander par écrit au ministre, motifs à l'appui, d'ajouter une substance à la liste prioritaire.

Consideration of request

(5) The Ministers shall consider a request filed under subsection (4) and, within ninety days after the request is filed, the Minister shall inform the person who filed the request of how the Minister intends to deal with the request and the reasons for dealing with it in that manner.

Étude de la demande

(5) Les ministres étudient la demande et, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la présentation de celle-ci, le ministre informe le demandeur de la suite qu'il entend y donner et des motifs à l'appui de sa décision.

Report of assessment

13. (1) Where the Ministers assess whether a substance specified on the Priority Substances List is toxic or is capable of becoming toxic, the Ministers shall

(*a*) prepare a report of the assessment;

(*b*) make the report available to the public; and

(*c*) publish a summary of the report in the *Canada Gazette*, including a statement of whether the Ministers intend to recommend that

(i) the substance be added under subsection 36(1) to the List of Toxic Substances in Schedule I, and

(ii) regulations be made under section 37 with respect to the substance.

Rapport d'évaluation

13. (1) Après avoir déterminé si une substance inscrite sur la liste prioritaire est effectivement ou potentiellement toxique, les ministres :

a) rédigent un rapport d'évaluation;

b) rendent le rapport public;

c) en font publier un résumé dans la *Gazette du Canada*, assorti d'une déclaration dans laquelle ils font savoir s'ils recommandent que la substance soit inscrite, en application du paragraphe 32(1), sur la liste des substances toxiques de l'annexe I et qu'elle fasse l'objet de mesures réglementaires prévues à l'article 33.

Notice of objection

(2) Where the Ministers make an assessment referred to in subsection (1) and decide not to recommend that the substance be added to the List of Toxic Substances in Schedule I, any person may, within sixty days after publication of the decision in the *Canada Gazette*, file a notice of objection with the Minister requesting that a board of review be established under section 81 and stating the reason for the objection.

Avis d'opposition

(2) Dans les cas où les ministres ne recommandent pas l'inscription sur la liste des substances toxiques de l'annexe I, toute personne contestant cette décision peut, dans les soixante jours suivant la déclaration, déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé réclamant la constitution d'une commission de révision en vertu de l'article 88.

Information

Information

Gathering of information

14. For the purpose of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, or for the purpose of assessing the need for measures to control a substance, either Minister may

(*a*) collect data and conduct investigations respecting

(i) the nature of the substance,

Collecte de renseignements

14. En vue de déterminer si une substance est effectivement ou potentiellement toxique ou d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures pour en contrôler la présence dans l'environnement, l'un ou l'autre ministre peut :

a) recueillir des données sur cette substance et mener des enquêtes sur :

(ii) the presence of the substance in the environment and the effect of its presence on the environment or on human life or health,

(iii) the extent to which the substance can become dispersed and will persist in the environment,

(iv) the ability of the substance to become incorporated or accumulate in biological tissues or to interfere with biological processes,

(v) methods of controlling the presence of the substance in the environment,

(vi) methods for testing the effects of the presence of the substance in the environment,

(vii) development and use of alternatives to the substances,

(viii) quantities, uses and disposal of the substance, and

(ix) methods of reducing the amount of the substance used, produced or released into the environment;

(*b*) correlate and evaluate any data collected pursuant to paragraph (*a*) and publish results of any investigations carried out pursuant to that paragraph; and

(*c*) provide information and consultative services and make recommendations respecting measures to control the presence of the substance in the environment.

(i) sa nature,

(ii) sa présence dans l'environnement et l'effet qu'elle a sur celui-ci, la vie ou la santé humaine,

(iii) la mesure dans laquelle elle peut se disperser et persister dans l'environnement,

(iv) sa capacité d'infiltration et d'accumulation dans les tissus biologiques ainsi que sa capacité de nuire à des processus biologiques,

(v) les méthodes permettant de limiter sa présence dans l'environnement,

(vi) les méthodes de vérification des effets de sa présence dans l'environnement,

(vii) la mise au point et l'utilisation de substituts,

(viii) ses quantités, ses utilisations et son élimination,

(ix) les méthodes permettant de réduire la quantité utilisée, produite ou rejetée dans l'environnement;

b) corréler et analyser les données recueillies et publier le résultat des enquêtes effectuées;

c) fournir des services d'information et de consultation et faire des recommandations concernant les mesures à prendre pour limiter la présence de cette substance dans l'environnement.

Notice requiring information and samples

15. (1) For the purpose of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, or for the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, a substance, the Minister may publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person described in the notice to provide the Minister with such information and samples referred to in subsection (2) as may be in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access.

Avis de demande de renseignements et d'échantillons

15. (1) Afin de déterminer si une substance est toxique, d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures de contrôle et, dans l'affirmative, de déterminer la nature de celles-ci, le ministre peut rendre public, par insertion dans la *Gazette du Canada*, ou de toute autre façon qu'il juge appropriée, un avis obligeant toute personne visée par celui-ci à lui communiquer les renseignements et échantillons prévus au paragraphe (2) dont elle dispose ou auxquels elle peut normalement avoir accès.

Contents of notice

(2) A notice may require any information and samples that may permit the Ministers

Contenu de l'avis

(2) L'avis peut exiger les renseignements et échantillons utiles aux ministres pour l'évaluation, notamment :

to assess whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, including

(*a*) in respect of a substance, available toxicological data, samples of the substance and information on the quantities, uses and composition of the substance; and

(*b*) in respect of a work, undertaking or activity, plans, specifications, studies and information on procedures.

a) à l'égard de la substance, des données toxicologiques, des renseignements sur les quantités, les usages et la composition ainsi que des échantillons;

b) à l'égard d'ouvrages, d'entreprises ou d'activités, des plans, devis techniques et études ainsi que des renseignements sur les méthodes.

Compliance with notice

(3) Every person to whom a notice is directed shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

(3) Les destinataires de l'avis sont tenus de s'y conformer dans le délai raisonnable qui leur est imparti.

Observation de l'avis

Extension of time

(4) Notwithstanding subsection (3), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice is directed, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire de l'avis, proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

Notice to the Minister

16. Where a person

(*a*) imports, manufactures, transports, processes or distributes a substance for commercial purposes, or

(*b*) uses a substance in a commercial manufacturing or processing activity,

and obtains information that reasonably supports the conclusion that the substance is toxic or is capable of becoming toxic, the person shall forthwith provide the information to the Minister unless the person has actual knowledge that the Minister already has the information.

16. Est tenu de communiquer au ministre sans délai les renseignements en sa possession permettant de conclure qu'une substance est effectivement ou potentiellement toxique quiconque :

a) importe, fabrique, transporte, transforme ou distribue la substance à des fins commerciales;

b) utilise la substance au cours d'une activité de fabrication ou de transformation commerciale.

Cette obligation ne vaut pas dans le cas où la personne en question sait de façon sûre que le ministre dispose déjà de cette information.

Notification au ministre

Communication of information

17. (1) Where the Ministers have reason to suspect that a substance is toxic or is capable of becoming toxic, the Minister may, for the purpose of assessing whether the substance is toxic or is capable of becoming toxic, or for the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, the substance,

(*a*) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice and is engaged in an activity involving the substance to notify the Minister that the person is engaged in that activity;

17. (1) Si les ministres ont des motifs de soupçonner qu'une substance est effectivement ou potentiellement toxique, le ministre peut, afin de déterminer si elle est effectivement ou potentiellement toxique, d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures de contrôle, et, dans l'affirmative, de fixer les modalités de ce contrôle, prendre les mesures suivantes :

a) rendre public, par insertion dans la *Gazette du Canada*, ou de toute autre façon qu'il juge appropriée, un avis obligeant les personnes visées par celui-ci à notifier au ministre toute activité de leur part mettant en cause cette substance;

Communication de renseignements

(*b*) send a written notice to any person engaged in an activity involving the substance requiring that person to provide the Minister with such information as is specified in the notice and is in the possession of that person or to which that person may reasonably be expected to have access; and

(*c*) send a written notice to any person engaged in any activity involving the importation or manufacturing of the substance or any product containing the substance requiring that person to conduct toxicological and other tests that the Minister may specify in the notice and submit the results of the tests to the Minister.

b) envoyer aux personnes qui se livrent à une activité mettant en cause cette substance un avis écrit les obligeant à lui communiquer certains renseignements dont elles disposent ou auxquels elles peuvent normalement avoir accès;

c) envoyer aux personnes qui se livrent à une activité impliquant l'importation ou la fabrication de la substance, ou d'un produit la contenant, un avis écrit les obligeant à faire les essais, toxicologiques ou autres qui y sont précisés et à lui en envoyer les résultats.

Compliance with notice

(2) Every person to whom a notice referred to in any of paragraphs (1)(*a*) to (*c*) is directed or sent shall comply with the notice within such reasonable time or times as are specified in the notice.

(2) Les destinataires des avis sont tenus de s'y conformer dans le délai raisonnable qui leur est imparti.

Observation de l'avis

Extension of time

(3) Notwithstanding subsection (2), the Minister may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(*b*) or (*c*) has been sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut, sur demande écrite du destinataire, proroger le délai imparti.

Prorogation du délai

Disclosure of Information

Communication de renseignements

Request for confidentiality

18. (1) A person who provides information to the Minister under this Part, or to a board of review in respect of a notice of objection filed under this Part, may submit with the information a written request that it be treated as confidential.

18. (1) Quiconque fournit des renseignements au ministre sous le régime de la présente partie, ou à la commission de révision relativement à un avis d'opposition déposé aux termes de la présente partie, peut en même temps demander par écrit que les renseignements fournis soient considérés comme confidentiels.

Confidentialité

Contents of request

(2) A request under subsection (1) shall contain such supplementary information as may be prescribed.

(2) La demande prévue au paragraphe (1) contient les renseignements supplémentaires prévus par règlement.

Contenu de la demande

Prohibition of disclosure

19. (1) Subject to subsections (2) to (6), no person shall disclose any information in respect of which a request for confidentiality has been made under section 18.

19. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), il est interdit de communiquer les renseignements visés par la demande prévue à l'article 18.

Communication interdite

Types of information that may be disclosed

(2) Information may be disclosed if it consists of

(*a*) general data on uses of a substance;

(*b*) safe handling precautions in respect of a substance;

(2) Peuvent toutefois être communiqués les renseignements que constituent :

a) les données générales sur l'utilisation d'une substance;

Type de renseignements communicables

(*c*) recommended methods for disposal and elimination of a substance;

(*d*) safety measures to be taken in case of accidents involving a substance;

(*e*) physical and chemical data that do not reveal the identity of a substance;

(*f*) summaries of

(i) health and safety data, including precise figures, underlying data and epidemiological studies,

(ii) studies of occupational exposure to a substance,

(iii) toxicological, clinical and ecological studies of a substance, and

(iv) any test performed under this Act; or

(*g*) the test methods and results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution, unless the testing was done for a fee as a service to a person, a group of persons or an organization other than a federal government institution.

b) les consignes de sécurité pour la manipulation d'une substance;

c) les méthodes recommandées d'élimination d'une substance;

d) les mesures de sécurité à prendre en cas d'accident mettant en cause une substance;

e) les données physiques et chimiques qui ne permettent pas l'identification d'une substance;

f) les résumés :

(i) de données relatives à la santé et à la sécurité, y compris les chiffres précis, les données afférentes et les études épidémiologiques,

(ii) d'études sur l'exposition à une substance en milieu de travail,

(iii) d'études médicales, toxicologiques et environnementales d'une substance,

(iv) d'essais effectués sous le régime de la présente loi;

g) les méthodes d'essai et les résultats des essais de produits ou des essais environnementaux effectués par une institution gouvernementale, ou pour son compte, sauf dans le cas de ceux qui ont été effectués à titre onéreux pour le compte d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'un organisme autre qu'une institution fédérale.

Application of *Access to Information Act*

(3) Any information that is intended to be disclosed under subsection (2) shall be deemed to be a record that the Minister intends to disclose as described in section 28 of the *Access to Information Act* and, for the purpose of applying that Act, any reference to the person who requested access shall be disregarded if no person requests access to the information.

(3) Les renseignements visés au paragraphe (2) dont la communication est prévue sont réputés constituer un dossier que le ministre a l'intention de communiquer conformément à l'article 28 de la *Loi sur l'accès à l'information* et, pour l'application de cette loi, il ne doit pas être tenu compte de la mention de la personne qui a demandé la communication des renseignements si nul ne l'a demandée.

Application de la *Loi sur l'accès à l'information*

Circumstances when information may be disclosed

(4) Information may be disclosed

(*a*) with the written consent of the person who provided it or on whose behalf it was provided;

(*b*) as may be necessary for the purposes of this Act;

(*c*) under an agreement between the Government of Canada and the government of a province or of a foreign country, or

(4) Les renseignements peuvent être communiqués :

a) avec le consentement écrit de la personne qui les a fournis ou pour le compte de laquelle ils l'ont été;

b) en tant que de besoin pour l'application de la présente loi;

c) dans le cadre d'un accord conclu entre le gouvernement fédéral et celui d'une pro-

Cas de communication

between the Minister and any other Minister of the Crown in right of Canada where

(i) the purpose of the agreement is the administration or enforcement of any law, and

(ii) the government of the province or foreign country or the other Minister undertakes to keep the information confidential;

(*d*) to a physician or prescribed medical professional who requests the information for the purpose of making a medical diagnosis of, or rendering medical treatment to, a person in an emergency; or

(*e*) subject to section 20, in accordance with the *Access to Information Act*.

vince ou d'un pays étranger, ou entre le ministre et un autre ministre fédéral :

(i) visant l'exécution et le contrôle d'application d'une loi,

(ii) aux termes duquel le gouvernement provincial ou étranger ou l'autre ministre s'engage à en protéger la confidentialité;

d) au médecin ou au professionnel de la santé désigné par règlement qui les demande, dans le cas d'un patient nécessitant des soins urgents, en vue d'un diagnostic ou d'un traitement médical;

e) sous réserve de l'article 20, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

Disclosure by physician, etc.

(5) A physician or prescribed medical professional to whom information has been disclosed under paragraph (4)(*d*) shall not disclose the information except as may be necessary for the purposes referred to in that paragraph.

Réserve

(5) Le médecin ou le professionnel de la santé désigné par règlement à qui des renseignements ont été communiqués en vertu de l'alinéa (4)*d*) ne peut les communiquer, sauf dans la mesure nécessaire pour l'application de cet alinéa.

Disclosure by Minister

(6) Notwithstanding subsection (3), the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, the Minister may disclose information, other than information in respect of which section 20 applies, where

(*a*) the disclosure is in the interest of public health, public safety or the protection of the environment; and

(*b*) the public interest in the disclosure clearly outweighs in importance any material financial loss or prejudice to the competitive position of the person who provided the information or on whose behalf it was provided.

Communication par le ministre

(6) Par dérogation à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le ministre peut procéder à la communication des renseignements, à l'exception de ceux qui sont assujettis à l'article 20, si :

a) d'une part, la communication est dans l'intérêt de la santé ou de la sécurité publique ou de la protection de l'environnement;

b) d'autre part, cet intérêt l'emporte clairement sur les pertes matérielles réelles ou le préjudice porté à la position concurrentielle de la personne qui les a fournis ou au nom de qui ils l'ont été.

Notice of disclosure

(7) Subject to subsection (8), at least twenty-four hours before disclosing any information under subsection (6), the Minister shall give notice of the proposed disclosure to the person who provided the information or on whose behalf it was provided.

Préavis

(7) Sous réserve du paragraphe (8), le ministre doit, au moins vingt-quatre heures avant de communiquer des renseignements conformément au paragraphe (6), en aviser la personne qui les a fournis ou au nom de qui ils l'ont été.

Idem

(8) Notice under subsection (7)

(*a*) is not required where the person to whom it is to be given cannot be found after reasonable efforts have been made to do so; or

Exeption

(8) L'avis prévu au paragraphe (7) :

a) n'est pas nécessaire si son destinataire, malgré des recherches suffisantes, ne peut être trouvé;

(*b*) may be given later than the time required by that subsection where an emergency exists.

Hazardous Materials Information Review Act

20. Except as provided in subsection 19(3), information in respect of which a request for confidentiality has been made under section 18 shall not be disclosed under the *Access to Information Act* where

(*a*) a claim for exemption has been filed in respect of the information under section 11 of the *Hazardous Materials Information Review Act*;

(*b*) the information is exempt under section 19 of the *Hazardous Materials Information Review Act* from the requirement in respect of which the exemption is claimed; and

(*c*) the person claiming the exemption has disclosed the contents of the claim to the Minister.

Regulations

21. The Governor in Council may make regulations prescribing

(*a*) information that shall accompany a request made under section 18; and

(*b*) medical professionals for the purposes of paragraph 19(4)(*d*).

Non-disclosure by Minister of National Defence

22. Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister of National Defence may refuse to disclose under this Part any information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

Security requirements for disclosure

23. Any person who receives, obtains or has access to information under this Act shall comply with any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, persons who normally have access to and use of the information.

Substances New to Canada

Domestic Substances List

24. (1) The Minister shall compile a list, to be known as the Domestic Substances List, and the List shall specify all substances

b) peut être donné sans qu'il ne soit tenu compte du délai de vingt-quatre heures, en cas d'urgence.

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

20. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 19(3), il est interdit de communiquer les renseignements visés par une demande présentée en vertu de l'article 18 si les conditions suivantes sont réunies :

a) ces renseignements font l'objet d'une demande d'exemption déposée en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*;

b) l'exemption a été accordée en vertu de l'article 19 de cette loi, à l'égard d'une exigence spécifique;

c) la personne qui demande l'exemption a communiqué au ministre la teneur de la demande.

Règlements

21. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir les renseignements qui doivent être joints à la demande visée à l'article 18;

b) désigner les professionnels de la santé pour les besoins de l'alinéa 19(4)*d*).

Dérogation : ministre de la Défense nationale

22. Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, le ministre de la Défense nationale peut, en vertu de la présente partie, refuser de communiquer tout renseignement dont la révélation risquerait d'être préjudiciable à la défense ou à la sécurité du Canada ou d'un État allié ou associé au Canada.

Consignes de sécurité

23. Quiconque reçoit ou obtient de l'information, ou y a accès, sous le régime de la présente loi est tenu d'observer les consignes de sécurité applicables aux personnes qui y ont normalement accès ou qui l'utilisent, ainsi que de prêter le serment de secret exigé de celles-ci.

Substances nouvelles au Canada

Liste intérieure

24. (1) Le ministre établit la liste des substances (dénommée «liste intérieure») qui énumère toutes les substances qu'il estime

that the Minister is satisfied were, between January 1, 1984 and December 31, 1986,

(*a*) manufactured in or imported into Canada by any person in a quantity of not less than 100 kg in any one calendar year; or

(*b*) in Canadian commerce or used for commercial manufacturing purposes in Canada.

avoir été, entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1986 :

a) soit fabriquées ou importées au Canada par une personne en des quantités d'au moins 100 kg au cours d'une année;

b) soit commercialisées ou utilisées à des fins de fabrication commerciale au Canada.

Non-domestic Substances List

(2) The Minister shall compile a list, to be known as the Non-domestic Substances List, and the List shall specify substances other than the substances referred to in subsection (1).

Liste extérieure

(2) Le ministre établit une autre liste (dénommée «liste extérieure») où figurent des substances autres que celles visées par le paragraphe (1).

Amendment of Lists

(3) Where the Minister includes a substance on the Domestic Substances List and subsequently learns that, between January 1, 1984 and December 31, 1986, the requirements set out in paragraphs (1)(*a*) and (*b*) were not met, the Minister shall delete the substance from the List and may add it to the Non-domestic Substances List.

Modification des listes

(3) Le ministre radie de la liste intérieure toute substance dont il apprend ultérieurement qu'elle ne remplissait pas les critères fixés au paragraphe (1); il peut ensuite l'inscrire sur la liste extérieure.

Publication of Lists

(4) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the Domestic Substances List, the Non-domestic Substances List and any amendments to those Lists.

Publication des listes

(4) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les listes intérieure et extérieure, ainsi que leurs modifications.

Manufacture or import of substances

25. (1) Where a substance is not specified on the Domestic Substances List and subsection (2) does not apply, no person shall manufacture or import the substance unless

(*a*) the person has provided the Minister with the prescribed information on or before the prescribed date; and

(*b*) the period for assessing the information under section 31 has expired.

Fabrication ou importation

25. (1) Il est interdit de fabriquer ou d'importer une substance non inscrite sur la liste intérieure sans avoir fourni au ministre les renseignements réglementaires à la date prévue par règlement et tant que le délai d'évaluation prévu à l'article 27 n'est pas expiré.

Transitional provisions

(2) Where a person has, between January 1, 1987 and the day on which subsection (1) comes into force, manufactured or imported a substance that is not specified on the Domestic Substances List, the person shall not manufacture or import the substance after the day on which subsection (1) comes into force unless, within one hundred and eighty days after that day or on or before the prescribed date, the person provides the Minister with the prescribed information in respect of the substance.

Disposition transitoire

(2) L'interdiction ne s'applique pas aux personnes qui ont, entre le 1er janvier 1987 et la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1), fabriqué ou importé une substance ne figurant pas sur la liste intérieure si, dans les cent quatre-vingts jours suivant cette date ou avant la date prévue par règlement, elles fournissent au ministre les renseignements réglementaires concernant la substance.

Application

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of

(*a*) a substance that is manufactured or imported for a use that is regulated under any other Act of Parliament that provides for notice to be given prior to the manufacture, import or sale of the substance and for an assessment of whether it is toxic;

(*b*) transient reaction intermediates that are not isolated and are not likely to be released into the environment;

(*c*) impurities, contaminants and partially unreacted materials the formation of which is related to the preparation of a substance;

(*d*) substances produced when a substance undergoes a chemical reaction that is incidental to the use to which the substance is put or that results from storage or from environmental factors; or

(*e*) a substance that is manufactured or imported in a quantity that does not exceed the maximum quantity prescribed as exempt from this section.

Application

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

a) à une substance fabriquée ou importée en vue d'une utilisation réglementée aux termes de toute autre loi fédérale qui prévoit un préavis de fabrication, d'importation ou de vente et une évaluation en vue de déterminer si elle est toxique;

b) aux intermédiaires de réaction non isolés et non susceptibles d'être rejetés dans l'environnement;

c) aux impuretés, aux contaminants et aux matériaux ayant subi une réaction partielle et dont la formation est liée à la préparation de la substance;

d) aux substances résultant de la réaction chimique subie dans le cadre de leur utilisation ou en raison de leur entreposage ou de facteurs environnementaux;

e) aux substances fabriquées ou importées en quantités n'excédant pas la quantité maximale réglementaire exclue de l'application du présent article.

Waiver of information requirements

(4) On the request of any person to whom subsection (1) or (2) applies, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information if

(*a*) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to determine whether the substance is toxic;

(*b*) a substance is to be used for a prescribed purpose or manufactured at a location where, in the opinion of the Ministers, the person requesting the waiver is able to contain the substance so as to satisfactorily protect the environment and human life; or

(*c*) it is not, in the opinion of the Ministers, practicable or feasible to obtain the test data necessary to generate the information.

Dérogation

(4) Sur demande des intéressés, le ministre peut les exempter de l'obligation de fournir les renseignements réglementaires visés aux paragraphes (1) et (2) si, selon le cas :

a) les ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour déterminer si la substance est toxique;

b) la substance est destinée à une utilisation réglementaire ou doit être fabriquée en un lieu ou, selon les ministres, la personne qui demande l'exemption est en mesure de la contrôler de façon à assurer une protection satisfaisante de l'environnement et de la vie humaine;

c) il est impossible, selon les ministres, d'obtenir les résultats des tests nécessaires à l'établissement des renseignements.

Publication of notice of waiver

(5) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice stating the name of any person to whom a waiver is granted and the type of information to which it relates.

Publication

(5) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* un avis mentionnant le nom des bénéficiaires de l'exemption et le type de renseignements en cause.

Correction of information

(6) A person who has provided information under this section or section 26 or 28

Corrections

(6) La personne qui a fourni les renseignements sous le régime du présent article ou

shall notify the Minister of any corrections to the information as soon as possible after learning of them.

des articles 26 ou 28 informe le ministre des corrections apportées à ceux-ci le plus tôt possible après en avoir pris connaissance.

Notification of excess quantity

(7) Where a person manufactures or imports a substance in accordance with this section in excess of any quantity referred to in paragraph 29(1)(*b*), the person shall, within thirty days after the quantity is exceeded, notify the Minister that it has been exceeded.

Avis de fabrication ou d'importation excédentaire

(7) La personne qui fabrique ou importe une substance conformément au présent article en quantités supérieures à celles prévues à l'alinéa 29(1)*b*) doit, dans les trente jours suivant la fabrication ou l'importation excédentaires, aviser le ministre de celles-ci.

Prohibition of activity

26. (1) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a person has manufactured or imported a substance in contravention of subsection 25(1), the Minister may, in writing, require the person to provide the prescribed information and prohibit any activity involving the substance until the expiration of the period for assessing the information under section 27.

Interdiction par le ministre

26. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention au paragraphe 25(1), le ministre peut, par écrit, exiger que les renseignements réglementaires lui soient fournis et interdire, jusqu'à la fin du délai prévu à l'article 27, toute activité mettant en jeu la substance.

Idem

(2) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a person has manufactured or imported a substance in contravention of subsection 25(2), the Minister may, in writing, prohibit any activity involving the substance until the prescribed information is provided to the Minister.

Idem

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention au paragraphe 25(2), le ministre peut, par écrit, interdire, jusqu'à ce que lui soient fournis les renseignements réglementaires, toute activité mettant en jeu la substance.

Waiver of information requirements

(3) On the request of any person required under subsection (1) to provide prescribed information, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information if one of the conditions specified in paragraphs 25(4)(*a*) to (*c*) is met.

Dérogation

(3) Sur demande des intéressés, le ministre peut les exempter de fournir les renseignements réglementaires visés au paragraphe (1) si l'un des alinéas 25(4)*a*) à *c*) s'applique.

Publication of notice of waiver

(4) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice stating the name of any person to whom a waiver is granted and the type of information to which it relates.

Publication

(4) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* un avis mentionnant le nom du bénéficiaire de l'exemption et le genre de renseignements auxquels elle a trait.

Assessment of information

27. (1) Subject to subsection (4), the Ministers shall, within the prescribed assessment period, assess information provided under subsection 25(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Évaluation des renseignements

27. (1) Les ministres évaluent, dans le délai réglementaire, les renseignements sur une substance dont ils disposent, notamment en application du paragraphe 25(1), afin de déterminer si elle est toxique.

Idem

(2) Subject to subsections (3) and (4), the Ministers shall assess information provided under subsection 26(1) or otherwise available to them in respect of a substance in order to determine whether it is toxic.

Idem

(2) Les ministres évaluent les renseignements sur une substance dont ils disposent en application du paragraphe 26(1) notamment, afin de déterminer si elle est toxique.

Time for providing information

(3) An assessment of information under subsection (2) shall be made following the date on which the information is provided within a period that does not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

Extension of assessment period

(4) Where the Minister is of the opinion that further time is necessary to assess any information, the Minister may, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (2) or (3), extend the period for assessing the information, but the extension shall not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

Notification of extension

(5) Where the Minister extends the period for assessing information, the Minister shall, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (2) or (3), notify the person who provided the information.

Action to be taken after assessment

28. (1) Where the Ministers have assessed any information under section 27 and they suspect that a substance is toxic, the Ministers may, before the expiration of the period for assessing the information,

(a) permit any person to manufacture or import the substance subject to such conditions as the Ministers may specify;

(b) prohibit any person from manufacturing or importing the substance; or

(c) request any person to provide such additional information or submit the results of such testing as the Ministers consider necessary, for the purpose of assessing whether the substance is toxic.

Additional information or testing

(2) Where the Ministers request additional information or test results under paragraph (1)(c), the person to whom the request is directed shall not manufacture or import the substance unless

(a) the person provides the additional information or submits the test results; and

(b) the period for assessing information under section 27 has expired or a period of ninety days after the additional information or test results were provided has expired, whichever is the later.

Prescription de délai

(3) La période pour l'évaluation prévue au paragraphe (2) ne peut excéder le délai réglementaire mentionné au paragraphe (1).

Prorogation de délai

(4) Si les ministres estiment que l'évaluation des renseignements exige un délai plus long, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3), le proroger mais en aucun cas la prorogation ne peut excéder le délai réglementaire.

Notification de la prorogation

(5) Le cas échéant, le ministre modifie la prorogation à l'intéressé avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3).

Mesures

28. (1) Après évaluation des renseignements dont ils disposent, les ministres soupçonnent la substance d'être toxique, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation :

a) soit autoriser la fabrication ou l'importation de la substance aux conditions que les intéressés précisent;

b) soit interdire la fabrication ou l'importation de la substance;

c) soit obliger toute personne à fournir les renseignements supplémentaires ou à entreprendre les résultats des essais que les ministres jugent nécessaires pour déterminer si la substance est toxique.

Renseignements supplémentaires ou essais

(2) En cas d'application de l'alinéa (1)c), la fabrication ou l'importation de la substance est interdite tant que, d'une part, l'intéressé n'a pas rempli les conditions imposées par le ministre, et que, d'autre part, le délai prévu à l'article 27 ou, s'il est plus long, le délai de quatre-vingt-dix jours n'expirent à la fourniture des renseignements ou des résultats d'essai n'ait pas expiré.

Time for assessment

(3) An assessment of information under subsection (2) shall be made following the date on which the information is provided within a period that does not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

(3) La période pour l'évaluation prévue au paragraphe (2) ne peut excéder le délai réglementaire mentionné au paragraphe (1).

Délai d'évaluation

Extension of assessment period

(4) Where the Ministers are of the opinion that further time is necessary to assess any information, the Minister may, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), extend the period for assessing the information, but the extension shall not exceed the number of days in the prescribed assessment period.

(4) Si les ministres estiment que l'évaluation des renseignements exige un délai plus long, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3), le proroger; mais en aucun cas la prorogation ne pourra excéder le délai réglementaire.

Prorogation du délai d'évaluation

Notification of extension

(5) Where the Ministers extend the period for assessing information, the Minister shall, before the expiration of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), notify the person who provided the information.

(5) Le cas échéant, le ministre notifie la prorogation à l'intéressé avant la fin du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3).

Notification de la prorogation

Action to be taken after assessment

28. (1) Where the Ministers have assessed any information under section 27 and they suspect that a substance is toxic, the Minister may, before the expiration of the period for assessing the information,

(*a*) permit any person to manufacture or import the substance, subject to such conditions as the Ministers may specify;

(*b*) prohibit any person from manufacturing or importing the substance; or

(*c*) request any person to provide such additional information or submit the results of such testing as the Ministers consider necessary for the purpose of assessing whether the substance is toxic.

28. (1) Si, après évaluation des renseignements dont ils disposent, les ministres soupçonnent la substance d'être toxique, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation :

a) soit autoriser la fabrication ou l'importation de la substance aux conditions que les ministres précisent;

b) soit interdire la fabrication ou l'importation de la substance;

c) soit obliger toute personne à fournir les renseignements complémentaires ou à transmettre les résultats des essais que les ministres jugent nécessaires pour déterminer si la substance est toxique.

Mesures

Additional information or testing

(2) Where the Minister requests additional information or test results under paragraph (1)(*c*), the person to whom the request is directed shall not manufacture or import the substance unless

(*a*) the person provides the additional information or submits the test results; and

(*b*) the period for assessing information under section 27 has expired or a period of ninety days after the additional information or test results were provided has expired, whichever is the later.

(2) En cas d'application de l'alinéa (1)*c*), la fabrication ou l'importation de la substance est interdite tant que, d'une part, l'intéressé n'a pas rempli les conditions imposées par le ministre, et que, d'autre part, le délai prévu à l'article 27 ou, s'il est plus long, le délai de quatre-vingt-dix jours postérieur à la fourniture des renseignements ou des résultats d'essai n'est pas expiré.

Renseignements ou essais supplémentaires

Variation of conditions and prohibitions

(3) The Minister may vary or rescind a condition or prohibition specified or imposed under paragraph (1)(*a*) or (*b*).

Modification des conditions ou interdictions

(3) Le ministre peut modifier ou annuler toute condition ou interdiction édictée en vertu des alinéas (1)*a*) ou *b*).

Expiration of prohibition

(4) Any prohibition on the manufacture or import of a substance imposed under paragraph (1)(*b*) expires two years after it is imposed unless, before the expiration of the two years, the Governor in Council publishes in the *Canada Gazette* a notice of proposed regulations under section 33 in respect of the substance, in which case the prohibition expires on the day on which the regulations come into force.

Fin de l'interdiction

(4) L'interdiction de fabrication ou d'importation prévue à l'alinéa (1)*b*) prend fin à la date d'entrée en vigueur des règlements d'application de l'article 33 pris à l'égard de la substance ayant fait l'objet d'un avis publié par le gouverneur en conseil dans la *Gazette du Canada* ou, au plus tard, deux ans après son édiction.

Publication of conditions and prohibitions

(5) Where the Minister specifies, imposes, varies or rescinds any condition for or prohibition on the manufacture or import of a substance, the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice setting out the conditions or prohibition and the substance in respect of which they apply.

Publication des conditions ou interdictions

(5) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis énonçant les conditions ou l'interdiction édictées — ainsi que toute modification ou annulation de celles-ci — relativement à la fabrication ou à l'importation d'une substance donnée.

Amendment of Lists

29. (1) The Minister shall add a substance to the Domestic Substances List and, if it appears on the Non-domestic Substances List, delete it from that List where

(*a*) the Minister has been provided with information in respect of the substance under section 25 or 26 and any additional information or test results required under subsection 28(1);

(*b*) the Ministers are satisfied that the substance has been manufactured in or imported into Canada by the person who provided the information in excess of

(i) 1 000 kg in any calendar year,

(ii) an accumulated total of 5 000 kg, or

(iii) the quantity prescribed for the purposes of this section; and

(*c*) no conditions specified under paragraph 28(1)(*a*) in respect of the substance remain in effect.

Modification des listes

29. (1) Le ministre inscrit la substance sur la liste intérieure et, si elle figure sur la liste extérieure, la radie de celle-ci, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) il a reçu des renseignements la concernant en application des articles 25 ou 26 ainsi que les renseignements ou résultats d'essais supplémentaires exigés en vertu du paragraphe 28(1);

b) les ministres sont convaincus qu'elle a été fabriquée ou importée par la personne qui a fourni les renseignements en une quantité supérieure, selon le cas, à :

(i) 1 000 kg au cours d'une année civile,

(ii) un total de 5 000 kg,

(iii) la quantité fixée par règlement pour l'application du présent article;

c) la substance n'est plus assujettie aux conditions prévues à l'alinéa 28(1)*a*).

Idem

(2) Where the Minister adds a substance to the Domestic Substances List and subsequently learns that the substance was not manufactured or imported as described in subsection (1), the Minister shall delete the substance from the Domestic Substances List and, if it had been deleted from the Non-

Idem

(2) S'il apprend par la suite que la fabrication ou l'importation de la substance n'est pas conforme au paragraphe (1), le ministre radie celle-ci de la liste intérieure et la réinscrit éventuellement sur la liste extérieure.

domestic Substances List, the Minister shall add it to that List.

Publication and comment

20. Where the publication under this Part of the exploit chemical or biological means of a substance would result in the release of confidential business information in contravention of section 19, the substance shall be exempted by a time determined in the prescribed manner.

Regulations

21. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

(a) defining substances or establishing groups of substances for the purposes of the provision of information under section 23 or 26, including groups of biochemicals, polymers, research and development substances and substances manufactured only for export;

(b) prescribing maximum exempt quantities for the purposes of paragraph 23(1)(c);

(c) prescribing information that shall be provided to the Minister under subsection 23(1) or (2) or section 26;

(d) prescribing dates before which information shall be provided under subsection 23(1) or (2);

(e) prescribing the purposes for which a substance must be used so as to permit the waiver of information requirements under subsection 23(4);

(f) prescribing periods within which the Minister shall assess information under subsection 27(1);

(g) respecting the conditions, test procedures and laboratory practices to be followed in developing test data on a substance in order to comply with the information requirements of section 23 or 26 or requests for information under paragraph 28(1)(c);

(h) prescribing quantities for the purposes of section 29;

(i) prescribing the manner of determining a name for a substance for the purposes of section 30; and

(j) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 24 to 30.

Publication and comment

20. Dans les cas où la publication sous le régime de la présente partie de la dénomination chimique ou biologique d'une substance risquerait de révéler des renseignements commerciaux confidentiels en violation de l'article 19, la substance est identifiée par un nom déterminé par règlement.

Règlements

21. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les substances ou groupes de substances auxquels s'applique l'obligation de fournir de renseignements prévue aux articles 23 ou 26, notamment de produits biotechnologiques, de polymères, de substances utilisées pour la recherche et le développement ou produites seulement pour l'exportation;

b) fixer les quantités maximales exemptées pour l'application de l'alinéa 23(3)e);

c) déterminer les renseignements à fournir au ministre aux termes des paragraphes 23(1) ou (2) ou de l'article 26;

d) fixer leur délai de fourniture;

e) déterminer les utilisations justifiant la dérogation prévue au paragraphe 23(4);

f) fixer les délais d'évaluation visés au paragraphe 27(1);

g) prévoir les conditions, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire à respecter dans l'obtention de données d'essai sur une substance pour satisfaire aux exigences prévues par les articles 23 ou 26 ou en matière d'interprétation ou pour exécuter l'obligation prévue à l'alinéa 28(1)c);

h) fixer les quantités pour l'application de l'article 29;

i) fixer le mode de dénomination d'une substance pour l'application de l'article 30;

j) prendre toute mesure d'application des articles 24 à 30.

domestic Substances List, the Minister shall add it to that List.

Publication of masked name

30. Where the publication under this Part of the explicit chemical or biological name of a substance would result in the release of confidential business information in contravention of section 19, the substance shall be identified by a name determined in the prescribed manner.

Dénomination maquillée

30. Dans les cas où la publication, sous le régime de la présente partie, de sa dénomination chimique ou biologique aboutirait à la divulgation de renseignements professionnels confidentiels en violation de l'article 19, la substance est identifiée par un nom déterminé par règlement.

Regulations

31. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations

(*a*) defining substances or establishing groups of substances for the purposes of the provision of information under section 25 or 26, including groups of biotechnology products, polymers, research and development substances and substances manufactured only for export;

(*b*) prescribing maximum exempt quantities for the purposes of paragraph 25(3)(*e*);

(*c*) prescribing information that shall be provided to the Minister under subsection 25(1) or (2) or section 26;

(*d*) prescribing dates before which information shall be provided under subsection 25(1) or (2);

(*e*) prescribing the purpose for which a substance must be used so as to permit the waiver of information requirements under subsection 25(4);

(*f*) prescribing periods within which the Minister shall assess information under subsection 27(1);

(*g*) respecting the conditions, test procedures and laboratory practices to be followed in developing test data on a substance in order to comply with the information requirements of section 25 or 26 or requests for information under paragraph 28(1)(*c*);

(*h*) prescribing quantities for the purposes of section 29;

(*i*) prescribing the manner of determining a name for a substance for the purposes of section 30; and

(*j*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 24 to 30.

Règlements

31. (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) désigner les substances ou groupes de substances assujettis à l'obligation de fourniture de renseignements prévue aux articles 25 ou 26, notamment de produits biotechnologiques, de polymères, de substances utilisées pour la recherche et le développement ou produites uniquement pour l'exportation;

b) fixer les quantités maximales exemptes pour l'application de l'alinéa 25(3)*e*);

c) déterminer les renseignements à fournir au ministre aux termes des paragraphes 25(1) ou (2) ou de l'article 26;

d) fixer leur délai de fourniture;

e) déterminer les utilisations justifiant la dérogation prévue au paragraphe 25(4);

f) fixer les délais d'évaluation visés au paragraphe 27(1);

g) prévoir les conditions, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire à respecter dans l'obtention de données d'essai sur une substance pour satisfaire aux exigences posées par les articles 25 ou 26 en matière d'information ou pour exécuter l'obligation prévue à l'alinéa 28(1)*c*);

h) fixer les quantités pour l'application de l'article 29;

i) fixer le mode de dénomination d'une substance pour l'application de l'article 30;

j) prendre toute mesure d'application des articles 24 à 30.

Prescribed assessment period

(2) For the purposes of sections 25 and 27, where no assessment period is prescribed with respect to a substance, the prescribed assessment period is ninety days after the Minister is provided with the prescribed information.

Absence de délai réglementaire

(2) Quand il n'est pas fixé par règlement, le délai d'évaluation d'une substance comprend, pour l'application des articles 25 et 27, les quatre-vingt-dix jours suivant la date de réception par le ministre des renseignements réglementaires.

Prescription of quantities

(3) Regulations made under paragraph (1)(*b*) or (*h*) may prescribe quantities in respect of a substance in terms of

(*a*) whether or not a substance is on the Non-domestic Substances List or is a member of a group of substances established by regulations made under paragraph (1)(*a*); or

(*b*) the purposes for which a substance is manufactured or imported.

(3) Les règlements d'application des alinéas (1)*b*) ou *h*) peuvent fixer les quantités selon :

a) soit la présence de la substance sur la liste extérieure ou dans un groupe de substances désigné en application de l'alinéa (1)*a*);

b) soit l'usage en vue duquel la substance est fabriquée ou importée.

Prescription of information and assessment periods

(4) Regulations made under paragraph (1)(*c*), (*d*) or (*f*) may prescribe information, dates or periods in respect of a substance in terms of

(*a*) whether or not a substance is on the Non-domestic Substances List or is a member of a group of substances established by regulations made under paragraph (1)(*a*);

(*b*) the purposes for which a substance is manufactured or imported; or

(*c*) the quantity in which a substance is manufactured or imported.

(4) Les règlements d'application des alinéas (1)*c*), *d*) ou *f*) peuvent déterminer les renseignements ou fixer les dates ou délais selon :

a) soit la présence de la substance sur la liste extérieure ou dans un groupe de substance désigné en application de l'alinéa (1)*a*);

b) soit l'usage en vue duquel la substance est fabriquée ou importée;

c) soit la quantité fabriquée ou importée.

Regulation of Toxic Substances

Réglementation des substances toxiques

Addition to List of Toxic Substances

32. (1) Subject to subsections (2) and (4), the Governor in Council may, if satisfied that a substance is toxic, on the recommendation of the Ministers, make an order adding the substance to the List of Toxic Substances in Schedule I.

Inscription sur la liste des substances toxiques

32. (1) S'il est convaincu qu'une substance est toxique, le gouverneur en conseil peut prendre, sur recommandation des ministres, un décret d'inscription de la substance à la liste de l'annexe I.

Effective date of order

(2) An order adding a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I is effective on the coming into force of regulations made under subsection 33(1) with respect to the substance.

Prise d'effet

(2) Le décret en question prend effet à la date d'entrée en vigueur des règlements prévus au paragraphe 33(1).

Deletion from List

(3) Subject to subsection (4), the Governor in Council may, if satisfied that the inclusion of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I is no longer necessary, on the recommendation of the Ministers, make an order

Radiation de la liste

(3) S'il est convaincu qu'une substance n'a plus à figurer sur la liste de l'annexe I, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres et par décret :

a) radier de la liste de l'annexe I la substance et la mention du type de règlements afférents;

(a) deleting the substance from the List and deleting the type of regulations specified in the List as being applicable with respect to the substance; and

(b) revoking the regulations made under section 35 with respect to the substance.

Order subject to conditions

(4) Where a board of review is established under section 88 in relation to a substance, no order may be made under subsection (1) or (3) in relation to the substance until the board's report is received by the Ministers.

Regulations

13. (1) Subject to subsection (3), where an order has been made to add a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I, the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers after the federal-provincial advisory committee is provided an opportunity to render its advice under section 6, make regulations with respect to the substance, including regulations providing for or imposing requirements respecting

(a) the quantity or concentration of the substance that may be released into the environment either alone or in combination with any other substance from any source or type of source;

(b) the places or areas where the substance may be released;

(c) the commercial, manufacturing or processing activity in the course of which the substance may be released;

(d) the manner and conditions under which the substance may be released into the environment, either alone or in combination with any other substance;

(e) the quantity of the substance that may be manufactured, processed, used, offered for sale or sold in Canada;

(f) the purposes for which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

(g) the manner and conditions under which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

(h) the quantities or concentrations in which the substance may be used;

Règlements

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux arrêtés visés aux paragraphes (1) ou (3) qui traitent uniquement de la réception par les ministres du rapport de la commission de revision éventuellement constituée en vertu de l'article 88.

13. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres et après avoir donné au comité consultatif fédéro-provincial la possibilité de formuler ses conseils dans le cadre de l'article 6, prendre des règlements concernant une substance inscrite par décret sur la liste de l'annexe I, notamment en ce qui touche :

a) la quantité ou la concentration dans lesquelles elle peut être rejetée dans l'environnement, seule ou conjointe à une autre substance émise par quelque source ou 20 type de source que ce soit;

b) les lieux ou zones de rejet;

c) les activités commerciales, de fabrication ou de transformation au cours desquelles le rejet est permis;

d) les modalités et conditions de son rejet, seule ou en combinaison avec une autre substance;

e) la quantité qui peut être fabriquée, transformée, utilisée, mise en vente ou 30 vendue au Canada;

f) les fins pour lesquelles la substance ou un produit qui en contient peut être importé, fabriqué, transformé, utilisé, mis en vente ou vendu;

g) les modalités et conditions d'importation, de fabrication, de transformation ou d'utilisation de la substance ou d'un produit qui en contient;

h) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être utilisée;

i) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être importée;

j) les prix d'importation ou d'importation

(*a*) deleting the substance from the List and deleting the type of regulations specified in the List as being applicable with respect to the substance; and

(*b*) revoking the regulations made under section 33 with respect to the substance.

b) abroger les règlements pris en application de l'article 33.

Order subject to conditions

(4) Where a board of review is established under section 88 in relation to a substance, no order may be made under subsection (1) or (3) in relation to the substance until the board's report is received by the Ministers.

Réserve

(4) La prise des décrets visés aux paragraphes (1) ou (3) est toutefois subordonnée à la réception par les ministres du rapport de la commission de révision éventuellement constituée en vertu de l'article 88.

Regulations

33. (1) Subject to subsection (3), where an order has been made to add a substance to the List of Toxic Substances in Schedule I, the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers after the federal-provincial advisory committee is provided an opportunity to render its advice under section 6, make regulations with respect to the substance, including regulations providing for or imposing requirements respecting

(*a*) the quantity or concentration of the substance that may be released into the environment either alone or in combination with any other substance from any source or type of source;

(*b*) the places or areas where the substance may be released;

(*c*) the commercial, manufacturing or processing activity in the course of which the substance may be released;

(*d*) the manner and conditions under which the substance may be released into the environment, either alone or in combination with any other substance;

(*e*) the quantity of the substance that may be manufactured, processed, used, offered for sale or sold in Canada;

(*f*) the purposes for which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

(*g*) the manner and conditions under which the substance or a product containing the substance may be imported, manufactured, processed or used;

(*h*) the quantities or concentrations in which the substance may be used;

Règlements

33. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres et après avoir donné au comité consultatif fédéro-provincial la possibilité de formuler ses conseils dans le cadre de l'article 6, prendre des règlements concernant une substance inscrite par décret sur la liste de l'annexe I, notamment en ce qui touche :

a) la quantité ou la concentration dans lesquelles elle peut être rejetée dans l'environnement, seule ou combinée à une autre substance émise par quelque source ou type de sources que ce soit;

b) les lieux ou zones de rejet;

c) les activités commerciales, de fabrication ou de transformation au cours desquelles le rejet est permis;

d) les modalités et conditions de son rejet, seule ou en combinaison avec une autre substance;

e) la quantité qui peut être fabriquée, transformée, utilisée, mise en vente ou vendue au Canada;

f) les fins pour lesquelles la substance ou un produit qui en contient peut être importé, fabriqué, transformé, utilisé, mis en vente ou vendu;

g) les modalités et conditions d'importation, de fabrication, de transformation ou d'utilisation de la substance ou d'un produit qui en contient;

h) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être utilisée;

i) la quantité ou la concentration dans lesquelles celle-ci peut être importée;

j) les pays d'exportation ou d'importation;

(*i*) the quantities or concentrations of the substance that may be imported;

(*j*) the countries from or to which the substance may be imported or exported;

(*k*) the conditions under which, the manner in which and the purposes for which the substance may be imported or exported;

(*l*) the total, partial or conditional prohibition of the manufacture, use, processing, sale, offering for sale, import or export of the substance or a product containing the substance;

(*m*) the quantity or concentration of the substance that may be contained in any product manufactured, imported, exported or offered for sale in Canada;

(*n*) the manner in which and conditions under which and the purposes for which the substance or a product containing the substance may be advertised or offered for sale;

(*o*) the manner in which and conditions under which the substance or a product or material containing the substance may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;

(*p*) the packaging and labelling of the substance or a product or material containing the substance;

(*q*) the manner, conditions, places and method of disposal of the substance or a product or material containing the substance, including standards for the construction, maintenance and inspection of disposal sites;

(*r*) the submission to the Minister, on request or at such times as are prescribed, of information relating to the substance;

(*s*) the maintenance of books and records for the administration of any regulation made under this section;

(*t*) the conduct of sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance and the submission of the results to the Minister;

(*u*) the submission of samples of the substance to the Minister;

k) les conditions, modalités et objets de l'importation ou de l'exportation;

l) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle de la fabrication, de l'utilisation, de la transformation, de la vente, de la mise en vente, de l'importation ou de l'exportation de la substance ou d'un produit qui en contient;

m) la quantité ou concentration de celle-ci que peut contenir un produit fabriqué, importé, exporté ou mis en vente au Canada;

n) les modalités, les conditions et l'objet de la publicité et de la mise en vente de la substance ou d'un produit qui en contient;

o) les modalités et conditions de stockage, de présentation, de transport, de manutention ou d'offre de transport soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

p) l'emballage et l'étiquetage soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

q) les modalités, lieux et méthodes d'élimination soit de la substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des sites d'élimination;

r) la transmission au ministre, sur demande ou au moment fixé par règlement, de renseignements concernant la substance;

s) la tenue de livres et de registres pour l'exécution des règlements d'application du présent article;

t) l'échantillonnage, l'analyse, l'essai, la mesure ou la surveillance de la substance et la transmission des résultats au ministre;

u) la transmission d'échantillons de la substance au ministre;

v) les méthodes et procédures à suivre pour les opérations mentionnées à l'alinéa *t*);

w) les cas ou conditions de modification par le ministre, pour l'exécution de la présente loi, soit des exigences imposées pour

(*v*) the methods and procedures for conducting sampling, analyses, tests, measurements or monitoring of the substance;

(*w*) circumstances or conditions under which the Minister may, for the proper administration of this Act, modify

(i) any requirement for sampling, analyses, tests, measurements or monitoring, or

(ii) the methods and procedures for conducting any required sampling, analyses, tests, measurements or monitoring; and

(*x*) any other matter necessary to carry out the purposes of this Part.

Exemption

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations providing for the exemption of the following activities from the application of this Part and any regulations made under it, namely,

(*a*) the import, export, manufacture, use, processing, transport, offering for transport, handling, packaging, labelling, advertising, sale, offering for sale, displaying, storing, disposing or releasing into the environment of any substance or a product or material containing any substance; and

(*b*) the release of any substance into the environment, for a period specified in the regulations, from any source or type of source.

Substances regulated under other Acts of Parliament

(3) The Governor in Council shall not make a regulation under subsection (1) in respect of any substance if, in the opinion of the Governor in Council, the regulation regulates an aspect of the substance that is regulated by or under any other Act of Parliament.

Amendment to the List of Toxic Substances in Schedule I

(4) A regulation made under subsection (1) with respect to a substance may amend the List of Toxic Substances in Schedule I so as to specify the type of regulation that applies with respect to the substance.

Non-application of regulations

(5) Except with respect to Her Majesty in right of Canada, the provisions of a regulation made under subsection (1) do not apply in any province in respect of which there is in

les opérations mentionnées à l'alinéa *t*), soit des méthodes et procédures afférentes;

x) toute autre mesure d'application de la présente partie.

Dérogation

(2) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire à l'application de la présente partie et de ses règlements :

a) l'importation, l'exportation, la fabrication, l'utilisation, la transformation, le transport, l'offre de transport, la manutention, l'emballage, l'étiquetage, la publicité, la vente, la mise en vente, la présentation, le stockage, l'élimination ou le rejet dans l'environnement soit d'une substance, soit d'un produit ou d'une matière qui en contient;

b) le rejet dans l'environnement d'une substance provenant d'une source donnée, ou d'un type de sources donné, pendant un certain temps.

Substances déjà réglementées par le Parlement

(3) Les règlements prévus au paragraphe (1) ne peuvent toutefois être pris que si, selon le gouverneur en conseil, ils ne visent pas un point déjà réglementé sous le régime d'une autre loi fédérale.

Modification de la liste de l'annexe I

(4) Les règlements d'application du paragraphe (1) peuvent modifier la liste de l'annexe I de manière à y préciser le type de règlement qui s'applique à la substance visée.

Non-application des règlements

(5) Sauf à l'égard de Sa Majesté du chef du Canada, les règlements pris aux termes du paragraphe (1) ne s'appliquent pas dans la province visée par un décret pris aux termes du paragraphe (6).

force an order, made under subsection (6), declaring that the provisions do not apply.

Declaration of equivalent provisions

(6) Where the Minister and the government of a province agree in writing that there are in force by or under the laws of the province

(*a*) provisions that are equivalent to the provisions of a regulation made under subsection (1), and

(*b*) provisions that are similar to sections 107 to 109 for the investigation of alleged offences under provincial environmental legislation,

the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an order declaring that the provisions of the regulation do not apply in the province.

Publication of agreement

(7) The Minister shall make public any agreement referred to in subsection (6).

Termination of agreement

(8) An agreement referred to in subsection (6) may be terminated by either party giving to the other at least six months notice of termination.

Revocation of order

(9) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, revoke an order made under subsection (6) where the agreement referred to in that subsection is terminated.

Report to Parliament

(10) The Minister shall include in the annual report required by section 137 a report on the administration of subsections (5) to (9).

Emergency orders

34. (1) Where

(*a*) a substance

(i) is not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I and the Ministers believe that it is toxic or,

(ii) if the substance is specified on that List, the Ministers believe that it is not adequately regulated, and

(*b*) the Ministers believe that immediate action is required to deal with a significant danger to the environment or to human life or health,

the Minister may make an interim order in respect of the substance and the order may contain any provision that may be contained

(6) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les règlements pris en application du paragraphe (1) ne s'appliquent pas dans la province lorsque le ministre et le gouvernement provincial sont convenus par écrit que sont en vigueur dans le cadre de la législation provinciale :

a) d'une part, des dispositions équivalentes à ces règlements;

b) d'autre part, des dispositions équivalentes aux articles 107 à 109 concernant les enquêtes pour infractions aux lois provinciales sur l'environnement.

Décret d'exemption

(7) Le ministre rend public l'accord visé au paragraphe (6).

Publication de l'accord

(8) Une partie à l'accord peut y mettre fin en donnant un préavis de six mois à l'autre partie.

Fin de l'accord

(9) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut révoquer le décret d'exemption lorsqu'il a été mis fin à l'accord.

Révocation du décret

(10) Le ministre rend compte, dans le rapport annuel visé à l'article 137, de la mise en œuvre des paragraphes (5) à (9).

Rapport au Parlement

Arrêtés d'urgence

34. (1) Le ministre peut prendre un arrêté d'urgence pouvant comporter les mêmes dispositions qu'un règlement d'application des paragraphes 33(1) ou (2), lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la substance n'est pas inscrite sur la liste de l'annexe I et les ministres la croient toxique, ou bien elle y est inscrite et ils estiment qu'elle n'est pas réglementée comme il convient;

b) les ministres croient qu'une intervention immédiate est nécessaire afin de parer à tout danger appréciable pour soit l'environnement, soit la vie humaine ou la santé.

in a regulation made under subsection 33(1) or (2).

Effect of order

(2) Subject to subsection (3), an interim order has effect

(*a*) from the time it is made; and

(*b*) as if it were a regulation made under section 33.

Approval of Governor in Council

(3) An interim order ceases to have effect unless it is approved by the Governor in Council within fourteen days after it is made.

Consultation

(4) The Governor in Council shall not approve an interim order unless

(*a*) the Minister has, within twenty-four hours after making the order, offered to consult the governments of all the affected provinces to determine whether they are prepared to take sufficient action to deal with the significant danger; and

(*b*) the Minister has consulted with other Ministers of the Crown in right of Canada to determine whether any action can be taken under any other Act of Parliament to deal with the significant danger.

Recommendation of regulations

(5) Where the Governor in Council approves an interim order, the Ministers shall, within ninety days after the approval, recommend to the Governor in Council

(*a*) that a regulation having the same effect as the order be made under section 33; and

(*b*) if the order was made in respect of a substance that was not specified on the List of Toxic Substances in Schedule I, that the substance be added to that List under section 32.

Exemption from *Statutory Instruments Act*

(6) An interim order

(*a*) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*; and

(*b*) shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after it is approved under subsection (3).

Contravention of unpublished order

(7) No person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of an interim order that, at the time of the alleged contravention, was not published in the *Canada Gazette* in both official languages

Consultation

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'arrêté prend effet dès sa prise et comme s'il s'agissait d'un règlement pris en vertu de l'article 33.

Effet de l'arrêté

(3) L'arrêté devient toutefois inopérant à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours qui suivent.

Approbation du gouverneur en conseil

(4) Le gouverneur en conseil ne peut approuver l'arrêté d'urgence que si le ministre :

a) d'une part, dans les vingt-quatre heures suivant la prise de l'arrêté, a offert de consulter tous les gouvernements des provinces affectées afin de déterminer s'ils sont disposés à prendre les moyens nécessaires pour parer au danger en question;

b) d'autre part, a consulté les autres ministres fédéraux afin de déterminer si des mesures peuvent être prises sous le régime de toute autre loi fédérale pour parer au danger en question.

Recommandation par les ministres

(5) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'approbation par le gouverneur en conseil, les ministres recommandent à celui-ci, à la fois :

a) la prise d'un règlement d'application de l'article 33 ayant le même effet que l'arrêté;

b) l'inscription, sous le régime de l'article 32, de la substance visée sur la liste de l'annexe I dans les cas où elle n'y figure pas.

Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

(6) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

Violation d'un arrêté non publié

(7) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté d'urgence qui, à la date du fait reproché, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada* dans les deux langues officielles, sauf s'il est établi qu'à cette date

unless it is proved that at the date of the alleged contravention reasonable steps had been taken to bring the purport of the order to the notice of those persons likely to be affected by it.

Interim order

(8) An interim order expires when a regulation referred to in subsection (3) is made or two years after the order was made, whichever is the earlier.

Defence of Due Diligence

Defence de diligence raisonnable

14. (1) Where there occurs or is a reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified on the List of Toxic Substances to Be Added to Schedule I by a regulation made under section 33 or an order made under section 34, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances,

(a) subject to subsection (4) and any regulations made under paragraph 37(k), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation;

(b) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to prevent the release or, if it cannot be prevented, to remedy any dangerous condition or to reduce or mitigate any danger to the environment or to human life or health that results from the release of the substance or may reasonably be expected to result if the substance is released; and

(c) make a reasonable effort to notify any member of the public who may be adversely affected by the release or likely release.

Application

(2) Subsection (1) applies to any person who

(a) owns or has charge of a substance immediately before its initial release or its likely initial release into the environment; or

(b) causes or contributes to the initial release or increases the likelihood of the initial release.

Report by person affected

(3) Where there occurs a release of a substance as described in subsection (1), any person, other than a person described in subsection (2), whose property is affected by the release and who knows that it is a substance

Défense de diligence raisonnable

14. (1) En cas de rejet dans l'environnement — effectif ou probable — d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I en violation d'un règlement d'application du paragraphe 33 ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 34, les intéressés sont tenus, dans les meilleurs délais possible à la fois :

a) sous réserve du paragraphe (4) et des règlements d'application de l'alinéa 37(k), de faire rapport de la situation à l'inspecteur ou de la personne désignée par règlement;

b) de prendre toutes les mesures d'urgence — compatibles avec la sécurité publique — appropriées pour prévenir la situation dangereuse ou, à défaut, pour y remédier ou atténuer ce dernier le danger résultant du rejet ou de sa probabilité pour l'environnement, la vie ou la santé humaines;

c) de s'efforcer d'aviser les membres du public auxquels le rejet présente comme un préjudice

Personnes visées

(2) Les intéressés sont ceux qui, lorsque

a) soit sont propriétaires de la substance en question, ou en ont responsabilité, avant son rejet initial — effectif ou probable — dans l'environnement;

b) soit causent le rejet initial ou y contribuent, ou causent ou augmentent la probabilité.

Rapport

(3) Toute autre personne ayant des biens qui sont touchés par le rejet et sachant qu'il s'agit d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I fait rapport, dans les meilleurs délais possible et sous réserve du paragraphe

unless it is proved that at the date of the alleged contravention reasonable steps had been taken to bring the purport of the order to the notice of those persons likely to be affected by it.

les mesures nécessaires avaient été prises pour porter la teneur de l'arrêté à la connaissance des personnes susceptibles d'être touchées par celui-ci.

Expiration of order

(8) An interim order expires when a regulation referred to in subsection (5) is made or two years after the order was made, whichever is the earlier.

(8) L'arrêté cesse d'avoir effet à la prise du règlement visé au paragraphe (5) ou, au plus tard deux ans après sa prise. Cessation d'effet de l'arrêté

Release of Toxic Substances

Rejet de substances toxiques

Report and remedial measures

35. (1) Where there occurs or is a reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule I in contravention of a regulation made under section 33 or an order made under section 34, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances,

(*a*) subject to subsection (4) and any regulations made under paragraph 37(*b*), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation;

(*b*) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to prevent the release or, if it cannot be prevented, to remedy any dangerous condition or reduce or mitigate any danger to the environment or to human life or health that results from the release of the substance or may reasonably be expected to result if the substance is released; and

(*c*) make a reasonable effort to notify any member of the public who may be adversely affected by the release or likely release.

Rapport et correctifs

35. (1) En cas de rejet dans l'environnement — effectif ou probable — d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I en violation d'un règlement d'application de l'article 33 ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 34, les intéressés sont tenus, dans les meilleurs délais possible, à la fois :

a) sous réserve du paragraphe (4) et des règlements d'application de l'alinéa 37*b*), de faire rapport de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement;

b) de prendre toutes les mesures d'urgence — compatibles avec la sécurité publique — appropriées pour prévenir la situation dangereuse ou, à défaut, pour y remédier ou supprimer ou atténuer le danger résultant du rejet ou de sa probabilité pour l'environnement, la vie ou la santé humaine;

c) de s'efforcer d'avertir les membres du public auxquels le rejet pourrait causer un préjudice.

Application

(2) Subsection (1) applies to any person who

(*a*) owns or has charge of a substance immediately before its initial release or its likely initial release into the environment; or

(*b*) causes or contributes to the initial release or increases the likelihood of the initial release.

Personnes visées

(2) Les intéressés sont en l'occurrence ceux qui :

a) soit sont propriétaires de la substance en question, ou en sont responsables, avant son rejet initial — effectif ou probable — dans l'environnement;

b) soit causent ce rejet initial ou y contribuent, ou encore en augmentent la probabilité.

Report by property owner

(3) Where there occurs a release of a substance as described in subsection (1), any person, other than a person described in subsection (2), whose property is affected by the release and who knows that it is a substance

Autres propriétaires

(3) Toute autre personne ayant des biens qui sont touchés par le rejet et sachant qu'il s'agit d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I fait rapport, dans les meilleurs délais possible et sous réserve du paragraphe

specified on the List of Toxic Substances in Schedule 1 shall, as soon as possible in the circumstances and subject to subsection (4), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation.

Report to provincial authority

(4) Where there are in force, by or under the laws of a province, provisions that the Governor in Council, by regulation, declares to be adequate for dealing with a release described in subsection (1), a report required by paragraph (1)(a) or subsection (3) shall be made to a person designated by the provincial provisions.

Interventions by inspector

(5) Where any person fails to take any measures required under subsection (1), an inspector may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.

Limitation on power of direction

(6) Any direction of an inspector under subsection (5) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act of Parliament is void to the extent of the inconsistency.

Access to property

(7) Any inspector or other person authorized to take any measures under subsection (1) or (5) may enter and have access to any place or property and may do such reasonable things as may be necessary in the circumstances.

Personal liability

(8) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by subsection (1) or who takes any measures authorized under subsection (5) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of providing assistance or advice or taking any measures under those subsections unless it is established that the person acted in bad faith.

Voluntary report

36. (1) Where a person has knowledge of the occurrence or probable likelihood of a release into the environment of a substance specified in the List of Toxic Substances in Schedule 1, but the person is not required to report the matter under this Act, the person may report any information relating to the release or likely release to an inspector or to

specified on the List of Toxic Substances in Schedule I shall, as soon as possible in the circumstances and subject to subsection (4), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation.

(4), de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement.

Report to provincial official

(4) Where there are in force, by or under the laws of a province, provisions that the Governor in Council, by regulation, declares to be adequate for dealing with a release described in subsection (1), a report required by paragraph (1)(*a*) or subsection (3) shall be made to a person designated by the provincial provisions.

(4) Dans les cas où sont en vigueur, dans le cadre du droit provincial, des dispositions que le gouverneur en conseil déclare, par règlement, convenir pour traiter du rejet, le rapport exigé en vertu de l'alinéa (1)*a*) ou du paragraphe (3) est transmis à la personne désignée dans ces dispositions.

Rapport au fonctionnaire provincial

Intervention by inspector

(5) Where any person fails to take any measures required under subsection (1), an inspector may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.

(5) À défaut par une personne de prendre les mesures imposées par le paragraphe (1), l'inspecteur peut les prendre, les faire prendre ou ordonner à quiconque est visé au paragraphe (2) de les prendre.

Intervention de l'inspecteur

Limitation on power of direction

(6) Any direction of an inspector under subsection (5) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act of Parliament is void to the extent of the inconsistency.

(6) L'ordre donné par l'inspecteur est nul dans la mesure où il est incompatible avec une exigence imposée sous le régime d'une autre loi fédérale.

Restriction

Access to property

(7) Any inspector or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (5) may enter and have access to any place or property and may do such reasonable things as may be necessary in the circumstances.

(7) L'inspecteur ou la personne qui doit ou peut prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (5) ont accès à tout lieu ou bien et peuvent prendre les mesures imposées par les circonstances.

Accès

Personal liability

(8) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by subsection (1) or who takes any measures authorized under subsection (5) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of providing assistance or advice or taking any measures under those subsections unless it is established that the person acted in bad faith.

(8) Toute autre personne que les intéressés qui fournit aide ou conseils pour l'intervention visée par les paragraphes (1) ou (5) n'encourt aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes ou omissions constatés à cette occasion, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Responsabilité personnelle

Voluntary report

36. (1) Where a person has knowledge of the occurrence or reasonable likelihood of a release into the environment of a substance specified in the List of Toxic Substances in Schedule I, but the person is not required to report the matter under this Act, the person may report any information relating to the release or likely release to an inspector or to

36. (1) La personne non tenue au rapport qui a connaissance d'un rejet dans l'environnement d'une substance inscrite à la liste de l'annexe I — ou de sa probabilité — peut transmettre les renseignements afférents à l'inspecteur ou à une personne désignée par règlement ou dans des dispositions provinciales.

Rapport volontaire

any person to whom a report may be made under section 29.

Person to whom report may be made

(3) A person making a report under subsection (1) may request that the person's identity and any information that could reasonably reveal the identity not be released.

Request for confidentiality

(4) Subject to subsection (5), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal the identity, unless the person making the request authorizes the release in writing.

Request to be kept confidential

(5) Notwithstanding any other Act of Parliament, no employee of a department, board, commission or agency of the Government of Canada, or of a corporation named in Schedule C to the Financial Administration Act or of a federal regulatory body shall be disciplined, demoted or harassed for making a report under subsection (1).

Reprisals by employers prohibited

37. The Governor in Council may make regulations

Regulations

(a) designating persons for the purposes of paragraph 35(1)(a) and subsection 35(3) and prescribing the form of the report to be made under those provisions and the information to be contained in the report;

(b) prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under paragraph 35(1)(a);

(c) declaring provisions to be adequate for the purposes of subsection 35(4); and

(d) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 35 and 36.

38. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to taking any measures under subsection 35(3) from

Recovery of costs and expenses by the Crown

(a) any person referred to in paragraph 35(2)(a); and

(b) any person referred to in paragraph 35(2)(b) to the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Contribution

(2) Le auteur du rapport volontaire peut demander la non-divulgation de son identité et de tout renseignement susceptible de la révéler.

Demande de confidentialité

(3) Il est interdit de divulguer l'identité de l'auteur de rapport ou à tout le moins de tout renseignement susceptible de la révéler sans son consentement écrit.

Protection de l'identité

(4) Par dérogation à toute autre loi fédérale, aucun employé d'un ministère, d'une commission ou d'un organisme du gouvernement du Canada ou d'une société figurant à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière ou d'un organisme régi par la législation fédérale ne peut être rétrogradé, remercié ou harcelé pour avoir présenté un rapport au titre du paragraphe (1).

Représailles interdites

37. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer la forme des rapports visés à l'alinéa 35(1)a) et au paragraphe 35(3) et les renseignements à y porter, et en désigner les destinataires;

b) prévoir les cas où ces rapports ne sont pas obligatoires;

c) faire la déclaration mentionnée au paragraphe 35(4);

d) prendre toute autre mesure d'application des articles 35 et 36.

Règlements

38. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects consécutifs par la prise des mesures prévues au paragraphe 35(3) auprès des intéressés :

Recouvrement des frais par la Reine

a) sauf s'il s'agit d'une personne visée à l'alinéa 35(2)a), 35

b) sauf si la personne visée à l'alinéa 35(2)b) dans la mesure où la faute, par son négligence, cause la libération ou y a contribué.

any person to whom a report may be made under section 39.

Request for confidentiality

(2) A person making a report under subsection (1) may request that the person's identity and any information that could reasonably reveal the identity not be released.

Confidentialité

(2) L'auteur du rapport volontaire peut demander la non-divulgation de son identité et de tout renseignement susceptible de la révéler.

Requirement for confidentiality

(3) Where a person makes a request under subsection (2), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal the identity, unless the person making the request authorizes the release in writing.

Protection

(3) Il est interdit de divulguer l'identité de l'auteur du rapport qui a fait la demande visée au paragraphe (2) ou tout renseignement susceptible de la révéler sans son consentement écrit.

Report by government employee

(4) Notwithstanding any other Act of Parliament, no employee of a department, board, commission or agency of the Government of Canada, or of a corporation named in Schedule C to the *Financial Administration Act* or of a federal regulatory body shall be disciplined, dismissed or harassed for making a report under subsection (1).

Rapport d'un fonctionnaire

(4) Par dérogation à toute autre loi fédérale, aucun employé d'un ministère, d'une commission ou d'un organisme du gouvernement du Canada ou d'une société figurant à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* ou d'un organisme régi par la législation fédérale ne peut être réprimandé, renvoyé ou harcelé pour avoir présenté un rapport en vertu du paragraphe (1).

Regulations

37. The Governor in Council may make regulations

(*a*) designating persons for the purposes of paragraph 35(1)(*a*) and subsection 35(3) and prescribing the form of the report to be made under those provisions and the information to be contained in the report;

(*b*) prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under paragraph 35(1)(*a*);

(*c*) declaring provisions to be adequate for the purposes of subsection 35(4); and

(*d*) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 35 and 36.

Règlements

37. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer la forme des rapports visés à l'alinéa 35(1)*a*) et au paragraphe 35(3) et les renseignements à y porter, et en désigner les destinataires;

b) prévoir les cas où ces rapports ne sont pas obligatoires;

c) faire la déclaration mentionnée au paragraphe 35(4);

d) prendre toute autre mesure d'application des articles 35 et 36.

Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty

38. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to taking any measures under subsection 35(5) from

(*a*) any person referred to in paragraph 35(2)(*a*); and

(*b*) any person referred to in paragraph 35(2)(*b*) to the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Recouvrement des frais par Sa Majesté

38. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise des mesures prévues au paragraphe 35(5) auprès des intéressés :

a) visés à l'alinéa 35(2)*a*);

b) visés à l'alinéa 35(2)*b*) dans la mesure où ils ont, par leur négligence, causé le rejet ou y ont contribué.

Idem

(2) The costs and expenses referred to in subsection (1) shall only be recovered to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances.

Idem

(2) Les frais ne sont recouvrés que dans la mesure où il peut être établi qu'ils ont été faits et sont justifiés dans les circonstances.

Joint and several liability

(3) Subject to subsection (4), the persons referred to in subsection (1) are jointly and severally liable for the costs and expenses referred to in that subsection.

Solidarité

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes mentionnées au paragraphe (1) sont solidairement responsables des frais visés à ce paragraphe.

Limitation

(4) A person referred to in paragraph 35(2)(*b*) shall not be held liable under subsection (3) to an extent greater than the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Restriction

(4) Les personnes mentionnées à l'alinéa 35(2)*b*) ne sont toutefois responsables que dans la mesure où, par leur négligence, elles ont causé le rejet ou y ont contribué.

Procedure

(5) A claim under this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in right of Canada in any court of competent jurisdiction.

Poursuites

(5) Les créances visées au présent article et les frais et dépens afférents peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent.

Recourse or indemnity

(6) This section does not limit or restrict any right of recourse or indemnity that a person may have against any other person.

Recours contre des tiers

(6) Le présent article ne limite pas les recours contre un tiers.

Time limitation

(7) Where events giving rise to a claim under this section occur, no proceedings in respect of the claim may be instituted after two years from the date on which the events occur or become evident to the Minister, whichever is the later.

Prescription

(7) Le recouvrement des créances visées au présent article se prescrit par deux ans à compter de la date où les faits à leur origine sont survenus ou, de la date où le ministre en a pris connaissance.

Minister's certificate

(8) A document purporting to have been issued by the Minister certifying the day on which the events giving rise to a claim under this section came to the knowledge of the Minister shall be received in evidence and, in the absence of any evidence to the contrary, the document shall be considered as conclusive proof of that fact without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and without further proof.

Certificat du ministre

(8) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où l'élément de preuve est parvenu à sa connaissance fait foi de façon concluante de ce fait, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Remedial measures

39. Where, in respect of a substance or a product containing a substance, there is a contravention of this Part or any regulation made under this Part, the Minister may, in writing,

(*a*) direct any manufacturer, processor, importer, retailer or distributor of the sub-

Mesures correctives

39. En cas de violation de la présente partie, ou de ses règlements, portant sur une substance ou sur un produit en contenant, le ministre peut par écrit :

a) ordonner aux personnes qui fabriquent, transforment, vendent au détail, importent ou distribuent cette substance ou ce produit de prendre les mesures suivantes :

stance or product to take any or all of the following measures:

(i) give public notice in a manner directed by the Minister of any danger to the environment or to human life or health posed by the substance or product,

(ii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every manufacturer, processor, distributor or retailer of the substance or product, or

(iii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every person to whom the substance or product is known to have been delivered or sold; and

(*b*) direct any manufacturer, processor, distributor, importer or retailer of the substance or product to take any or all of the following measures:

(i) replace the substance or product with one that does not pose a danger to the environment or to human life or health,

(ii) accept the return of the substance or product from the purchaser and refund the purchase price, or

(iii) any other measures for the protection of the environment or of human life or health.

(i) avertir le public, conformément à ses instructions, du danger que la substance ou le produit présentent pour l'environnement, la vie ou la santé humaine,

(ii) envoyer par la poste cet avertissement aux personnes qui fabriquent, transforment, distribuent ou vendent au détail la substance ou le produit;

b) ordonner aux personnes qui fabriquent, transforment, distribuent ou vendent au détail cette substance ou ce produit :

(i) soit de les remplacer par une autre substance ou un autre produit inoffensifs pour l'environnement, la vie ou la santé humaine,

(ii) soit de les reprendre à l'acheteur et de les lui rembourser,

(iii) soit de prendre toute autre mesure en vue de la protection de l'environnement, de la vie humaine ou de la santé.

Export and Import of Toxic Substances and Waste Materials

Exportation et importation de substances toxiques et de déchets

List of Prohibited Substances

40. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make an order adding to the List of Prohibited Substances in Part I of Schedule II any toxic substance the use of which is prohibited in Canada by or under an Act of Parliament and may, in the same manner, delete any toxic substance from that List.

Liste des substances interdites

40. (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par décret, inscrire à la partie I de l'annexe II (sur la liste des substances interdites) les substances toxiques dont l'utilisation est interdite au Canada en vertu d'une loi fédérale; il peut, de la même façon, radier des substances toxiques de cette liste.

Prohibition of export

(2) No person shall export any toxic substance specified on the List of Prohibited Substances in Part I of Schedule II except for the purpose of destroying the substance or complying with a direction under subparagraph 39(*b*)(iii).

Exportation interdite

(2) Il est interdit d'exporter une substance figurant à la partie I de l'annexe II, sauf si l'exportation a pour but la destruction de la substance ou le respect de l'ordre prévu au sous-alinéa 39*b*)(iii).

List of Toxic Substances Requiring Export Notification

41. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make an order

(*a*) adding to the list of Toxic Substances Requiring Export Notification in Part II of Schedule II any toxic substance where the Governor in Council is of the opinion that

(i) the uses of the substance are substantially restricted by or under an Act of Parliament, and

(ii) a notice should be given under subsection (3) in respect of the proposed export of the substance; and

(*b*) deleting any toxic substance from that List.

Liste d'exportation

41. (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par décret :

a) soit inscrire à la partie II de l'annexe II (sur la liste pour l'exportation de substances toxiques) des substances toxiques lorsque, à son avis :

(i) d'une part, leur utilisation est considérablement restreinte par une loi fédérale,

(ii) d'autre part, leur exportation devrait faire l'objet du préavis visé au paragraphe (3);

b) radier des substances toxiques de cette liste.

List of Toxic Substances Authorities

(2) The Minister shall compile a list, to be known as the List of Toxic Substances Authorities, and the List shall specify each country in respect of which a notice is required under subsection (3) and the authority, body or person to whom the notice shall be given.

Liste des autorités responsables des substances toxiques

(2) Le ministre établit une liste, appelée «Liste des autorités responsables des substances toxiques» qui énumère les pays nécessitant le préavis mentionné au paragraphe (3), ainsi que les autorités — organismes ou personnes — destinataires du préavis.

Notice of export of toxic substances

(3) A person shall give notice of the proposed export of a substance specified on the List of Toxic Substances Requiring Export Notification in Part II of Schedule II, where the person proposes to export the substance to a country specified on the List of Toxic Substances Authorities and the export of the substance by that person is to be for the first time after

(*a*) the name of the substance is added to that List;

(*b*) any regulation is made or amended under this or any other Act of Parliament restricting or further restricting any activity relating to the substance; or

(*c*) the government of the country of destination takes any action to prevent the import of the substance to that country and the Minister has published a notice of that action in the *Canada Gazette*.

Préavis

(3) Est tenu de donner préavis de l'exportation d'une substance inscrite à la partie II de l'annexe II quiconque projette d'exporter cette substance dans un pays visé par la liste des autorités responsables des substances toxiques pour la première fois après :

a) l'inscription de la substance sur la liste;

b) la prise ou la modification de règlements d'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale ayant pour effet de restreindre les activités concernant la substance;

c) la prise par le pays de destination de mesures visant à empêcher l'importation sur son territoire de la substance, et la publication dans la *Gazette du Canada* par le ministre d'un avis de ces mesures.

Form and manner of notice

(4) A notice under subsection (3) shall be given in accordance with the regulations to the Minister and to the authority, body or person specified on the List of Toxic Substances Authorities.

Forme du préavis

(4) Le préavis est donné, conformément aux règlements, à l'autorité — organisme ou personne — précisée dans la liste des autorités responsables des substances toxiques.

Information to accompany export

(5) Where a person exports a substance as described in subsection (3), the substance shall be accompanied in the prescribed manner by the prescribed information.

(5) La substance exportée conformément au paragraphe (3) doit être accompagnée, en la forme réglementaire, des renseignements prévus par règlement.

Renseignements réglementaires

List of Hazardous Wastes Requiring Export or Import Notification

42. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an order adding to the List of Hazardous Wastes Requiring Export or Import Notification in Part III of Schedule II any substance that, in the opinion of the Governor in Council, is a hazardous waste and may, in the same manner, delete any substance from that List.

42. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, inscrire à la partie III de l'annexe II (sur la liste pour l'exportation ou l'importation de déchets dangereux) les substances qui, selon lui, sont des déchets dangereux; il peut, de la même façon, radier des substances de cette liste.

Liste pour l'exportation ou l'importation de déchets dangereux

List of Hazardous Waste Authorities

(2) The Minister shall compile a list, to be known as the List of Hazardous Waste Authorities, and the List shall specify the authorities, bodies and persons to whom notice shall be given under subsection (3).

(2) Le ministre établit une liste (dite «liste des autorités responsables des déchets dangereux») qui précise les autorités — personnes ou organismes — destinataires du préavis mentionné au paragraphe (3).

Liste des autorités responsables des déchets dangereux

Notice of export or import of hazardous waste

(3) A person who proposes to export or import a hazardous waste shall give notice of the proposed export or import in accordance with the regulations to the authority, body or person specified on the List of Hazardous Waste Authorities in respect of the country to or from which the export or import is proposed.

(3) La personne qui projette d'exporter ou d'importer des déchets dangereux en donne préavis, conformément aux règlements, à l'autorité précisée dans la liste des autorités responsables des déchets dangereux pour le pays de destination ou d'origine.

Préavis d'exportation ou d'importation de déchets dangereux

Definition of "hazardous waste"

(4) For the purposes of subsection (3) and sections 43 and 44, "hazardous waste" means

(*a*) any dangerous goods, within the meaning of the *Transportation of Dangerous Goods Act*, that are a waste, within the meaning of the regulations made under that Act; or

(*b*) any substance specified on the List of Hazardous Wastes Requiring Export or Import Notification in Part III of Schedule II.

(4) Pour l'application du paragraphe (3) et des articles 43 et 44, «déchets dangereux» s'entend :

a) des marchandises dangereuses, au sens de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*, qui sont des déchets, au sens des règlements d'application de cette loi;

b) des substances figurant à la partie III de l'annexe II.

Déchets dangereux

Conditions governing export or import

43. Where a notice is required to be given under section 41 or 42 in respect of the export or import of a toxic substance or a hazardous waste, no person shall export or import the toxic substance or the hazardous waste except in accordance with the prescribed conditions.

43. L'exportateur ou l'importateur d'une substance toxique ou de déchets dangereux nécessitant un préavis aux termes des articles 41 ou 42 doit absolument observer les modalités réglementaires.

Modalités d'exportation ou d'importation

Publication of Lists of Authorities

44. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* the List of Toxic Substances Authorities, the List of Hazardous Waste

44. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les listes des autorités responsables des substances toxiques et des

Publication des listes

Authorities and any amendments to those Lists.

Publication of notices

(2) Where the Minister receives a notice of the proposed export or import of a toxic substance or hazardous waste under section 41 or 42, the Minister shall publish in the *Canada Gazette*, or in any other manner that the Minister considers appropriate, the name or specifications of the toxic substance or hazardous waste, the name of the exporter or importer and the country of destination or origin.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations

(*a*) prescribing the contents of a notice required to be given under section 41 or 42, the period within which it shall be given and the manner by which it shall be given;

(*b*) prescribing the information that shall accompany any export or import of a toxic substance or hazardous waste for which a notice is required to be given under section 41 or 42 and prescribing the manner in which the information shall accompany the toxic substance or hazardous waste;

(*c*) prescribing the conditions under which a person may export or import a toxic substance or a hazardous waste in respect of which a notice is required to be given under section 41 or 42; and

(*d*) generally for carrying out the purposes of sections 41 to 43.

Fuels

Prohibition

45. No person shall produce or import for use or sale in Canada or sell or offer for sale any fuel that

(*a*) contains an element, component or additive in a concentration or quantity that exceeds the concentration or quantity prescribed with respect to that element, component or additive in relation to the fuel; or

(*b*) has a prescribed physical property.

Regulations

46. The Governor in Council may, for the purposes of section 45, make regulations

(*a*) prescribing, with respect to any fuel or fuel used for any purpose, the concentra-

autorités responsables des déchets dangereux, ainsi que toutes leurs modifications.

Publication

(2) Après réception du préavis d'exportation ou d'importation d'une substance toxique ou de déchets dangereux, ou d'une copie de celui-ci, prévu aux articles 41 ou 42, le ministre rend public, par insertion dans la *Gazette du Canada*, ou de toute autre façon qu'il juge indiquée, le nom ou les caractéristiques de la substance toxique ou des déchets dangereux, le nom de l'exportateur ou de l'importateur ainsi que celui du pays de destination ou d'origine.

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer la teneur du préavis à donner aux termes des articles 41 ou 42, ainsi que les délais et modalités de sa présentation;

b) prévoir les renseignements à fournir lors de l'exportation ou de l'importation des substances toxiques ou des déchets dangereux qui nécessitent un préavis aux termes des articles 41 ou 42, ainsi que leurs modalités de présentation;

c) fixer les conditions auxquelles une personne peut exporter ou importer une substance toxique ou des déchets dangereux qui nécessitent un préavis aux termes des articles 41 ou 42;

d) prendre toute autre mesure d'application des articles 41 à 43.

Combustibles

Interdiction

45. Il est interdit de produire ou importer pour utilisation ou vente au Canada ou de vendre ou mettre en vente un combustible :

a) qui contient un élément, composant ou additif dont la quantité ou la concentration dépasse le seuil réglementaire;

b) qui possède les propriétés physiques prévues par règlement.

Règlements

46. Pour l'application de l'article 45, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) en ce qui concerne la quantité ou la concentration de tout élément, composant

tion or quantity of any element, component or additive that, in the opinion of the Governor in Council, if exceeded, would, on the combustion of the fuel in ordinary circumstances, result in a significant contribution to air pollution;

(*b*) prescribing, with respect to any fuel or fuel used for any purpose, any physical property of the fuel that, in the opinion of the Governor in Council, would, on combustion of the fuel in ordinary circumstances, result in a significant contribution to air pollution;

(*c*) requiring persons who produce or import any fuel for use or sale in Canada or who sell or offer for sale any fuel

(i) to maintain books and records necessary for the administration of section 46 and any regulations made under this section,

(ii) to submit samples of the fuel to the Minister,

(iii) to submit to the Minister, on request or at such time or times as are prescribed, such information as is prescribed regarding

(A) the fuel,

(B) any element, component or additive contained in the fuel, any physical property of the fuel or any substance intended for use as an additive to the fuel,

(C) the adverse effects on the environment or on human life or health from combustion of the fuel, and

(D) the techniques that may be used to detect and measure elements, components and additives; and

(*d*) respecting the methods of taking samples for the purposes of subparagraph (*c*)(ii), including the period during which samples may be taken.

ou additif dans un combustible, fixer le seuil au-delà duquel la combustion de celui-ci dans des conditions normales contribuerait sensiblement, à son avis, à la pollution atmosphérique;

b) déterminer les propriétés physiques des combustibles dont la combustion dans des conditions normales contribuerait sensiblement, à son avis, à la pollution atmosphérique;

c) soumettre quiconque se livre à l'une des activités visées à cet article aux obligations suivantes :

(i) tenir les livres et registres nécessaires à la mise en œuvre de cet article et des règlements d'application du présent article,

(ii) fournir au ministre des échantillons du combustible,

(iii) transmettre au ministre, sur demande ou dans les délais réglementaires, les renseignements réglementaires concernant :

(A) le combustible,

(B) les éléments, composants et additifs présents dans le combustible ou les substances devant y servir d'additifs,

(C) les effets nocifs de la combustion du combustible sur l'environnement, la vie humaine ou la santé,

(D) les techniques de détection et de mesure des éléments, composants et additifs;

d) régir les méthodes et délais de prélèvement des échantillons prévus au sous-alinéa *c*)(ii).

Notice of Objection

Publication of proposed orders and regulations

47. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under section 32, 33, 40, 41 or 42 or paragraph 46(*a*) or (*b*).

Avis d'opposition

Publication des projets de décret et de règlement

47. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par les articles 32, 33, 40, 41 ou 42 ou les alinéas 46*a*) ou *b*).

Notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the *Canada Gazette* under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 88 and stating the reasons for the objection.

Avis d'opposition

(2) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* des projets de décret ou de règlement visés au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 88.

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

Definitions

48. In this Part,

Définitions

48. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

"cleaning agent" *«produit de nettoyage»*

"cleaning agent" means any laundry detergent, dishwashing compound, household cleaner, metal cleaner, degreasing compound, commercial cleaner, industrial cleaner, phosphate compound or other substance intended to be used for cleaning purposes;

«conditionneur d'eau» Tout produit chimique ou autre substance destinée au traitement de l'eau, notamment pour l'adoucir et prévenir l'entartrage ou la corrosion.

«conditionneur d'eau» *"water conditioner"*

«produit de nettoyage» Tout produit d'entretien ou de nettoyage domestique, commercial ou industriel, notamment pour le linge, la vaisselle et le métal, y compris les composés de phosphate.

«produit de nettoyage» *"cleaning agent"*

"nutrient" *«substance nutritive»*

"nutrient" means any substance or combination of substances that, if added to any waters in sufficient quantities, provides nourishment that promotes the growth of aquatic vegetation in those waters to such densities as to

(*a*) interfere with their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings, or

(*b*) degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by human beings or by any animal, fish or plant that is useful to human beings;

«substance nutritive» Toute substance ou combinaison de substances qui, ajoutée à l'eau en quantité suffisante, y favorise la croissance d'une végétation aquatique qui :

a) soit réduit ou empêche l'utilisation de l'eau par l'homme ou par les animaux, ou plantes utiles à celui-ci;

b) soit altère ou contribue à altérer la qualité de l'eau au point d'en rendre l'utilisation nocive pour l'homme ou pour les animaux ou plantes utiles à celui-ci.

«substance nutritive» *"nutrient"*

"water conditioner" *«conditionneur d'eau»*

"water conditioner" means any water softening chemical, anti-scale chemical, corrosion inhibiter or other substance intended to be used to treat water.

Prohibition

Interdiction

Prohibition

49. (1) No person shall manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner that contains a prescribed nutrient in a concentration that is greater than the prescribed permissible concentration of that nutrient in that cleaning agent or water conditioner.

Interdiction

49. (1) Il est interdit de fabriquer pour utilisation ou vente au Canada ou d'importer un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau qui contient une substance nutritive réglementaire en une concentration supérieure à celle qui est prévue par règlement.

(2) The Governor in Council may, for the purposes of this Part, make regulations

(a) prescribing nutrients;

(b) prescribing the permissible concentration of any prescribed nutrient in any cleaning agent or water conditioner;

(c) respecting the manner in which the concentration of any prescribed nutrient in a cleaning agent or water conditioner shall be determined; and

(d) requiring persons who manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner

(i) to maintain books and records for the proper administration of this Part and regulations made under this section, and

(ii) to submit samples of that cleaning agent or water conditioner to the Minister.

85. (1) The Minister shall publish in the Canada Gazette a copy of every regulation proposed to be made under section 84.

(2) Within sixty days after the publication of a proposed regulation in the Canada Gazette under subsection (1), any persons may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be constituted under section 86 and stating the reasons for the objection.

(2) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) exiger la liste des substances nutritives;

b) fixer la maximum de la concentration admissible, dans un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau, de toute substance nutritive désignée par règlement;

c) prévoir la mode de détermination de cette concentration;

d) obliger ceux qui fabriquent pour utilisation ou vente au Canada ou importent des produits de nettoyage ou des conditionneurs d'eau, d'une part, à tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et des règlements pris sous le régime du présent article et, d'autre part, à transmettre des échantillons au ministre.

85. (1) Le ministre fait publier dans la Gazette du Canada les projets de règlement prévus par l'article 84.

(2) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la Gazette du Canada des projets de règlement visés au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 86.

Regulations

(2) The Governor in Council may, for the purposes of this Part, make regulations

(*a*) prescribing nutrients;

(*b*) prescribing the permissible concentration of any prescribed nutrient in any cleaning agent or water conditioner;

(*c*) respecting the manner in which the concentration of any prescribed nutrient in a cleaning agent or water conditioner shall be determined; and

(*d*) requiring persons who manufacture for use or sale in Canada or import any cleaning agent or water conditioner

(i) to maintain books and records for the proper administration of this Part and regulations made under this section, and

(ii) to submit samples of that cleaning agent or water conditioner to the Minister.

Règlements

(2) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) établir la liste des substances nutritives;

b) fixer le maximum de la concentration admissible, dans un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau, de toute substance nutritive désignée par règlement;

c) prévoir le mode de détermination de cette concentration;

d) obliger ceux qui fabriquent pour utilisation ou vente au Canada ou importent des produits de nettoyage ou des conditionneurs d'eau, d'une part, à tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et des règlements pris sous le régime du présent article et, d'autre part, à transmettre des échantillons au ministre.

Publication of proposed regulations

50. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every regulation proposed to be made under section 49.

Publication des projets de règlement

50. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de règlement prévus par l'article 49.

Notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of a proposed regulation in the *Canada Gazette* under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 88 and stating the reasons for the objection.

Avis d'opposition

(2) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* des projets de règlement visés au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 88.

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

Definitions

51. In this Part,

"federal lands" *«territoire domanial»*

"federal lands" means

(*a*) lands that belong to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has power to dispose and all waters on and air above such lands,

(*b*) those submarine areas, not within a province, adjacent to the coast of

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT FÉDÉRAUX, ENTREPRISES FÉDÉRALES ET TERRITOIRE DOMANIAL

Définitions

Définitions

51. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«entreprises fédérales» *"federal works or undertakings"*

«entreprises fédérales» Les installations, ouvrages, entreprises ou secteurs qui relèvent de la compétence législative du Parlement, notamment :

a) ceux qui se rapportent à la navigation, maritime ou fluviale, notamment

Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater, and the water and air above those submarine areas,

(*c*) Category IA land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, and

(*d*) reserves, surrendered lands or any other lands vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*, and all waters on and air above such reserves or lands;

"federal works or undertakings" *«entreprises fédérales»*

"federal works or undertakings" means any work or undertaking that is within the legislative authority of Parliament, including, without restricting the generality of the foregoing,

(*a*) a work or undertaking or business operated or carried on for or in connection with navigation and shipping, whether inland or maritime, including the operation of ships and transportation by ship,

(*b*) a railway, canal, telegraph or other work or undertaking connecting any province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*c*) a line of ships connecting a province with any other province, or extending beyond the limits of a province,

(*d*) a ferry between any province and any other province or between any province and any country other than Canada,

(*e*) airports, aircraft and commercial air services,

(*f*) a broadcast undertaking,

(*g*) a bank,

(*h*) a work or undertaking that, although wholly situated within a province, is before or after its execution declared by Parliament to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces, and

en ce qui concerne l'exploitation de navires et le transport par navire;

b) les chemins de fer, canaux et télégraphes et les autres ouvrages et entreprises reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province;

c) les lignes de transport par bateaux reliant une province à une ou plusieurs autres, ou débordant les limites d'une province;

d) les passages par eau entre deux provinces ou entre une province et un pays étranger;

e) les aéroports, aéronefs ou services aériens commerciaux;

f) les entreprises de radiodiffusion;

g) les banques;

h) les ouvrages ou entreprises qui, bien qu'entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur réalisation, déclarés par le Parlement d'intérêt général pour le pays ou d'intérêt multiprovincial;

i) les installations, ouvrages et entreprises ne ressortissant pas au pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales.

«territoire domanial» *"federal lands"*

«territoire domanial»

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que les eaux et l'air les recouvrant;

b) les zones sous-marines, hors provinces, contiguës au littoral du Canada qui s'étendent sur tout le prolongement naturel de son territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Canada là ou le rebord se trouve à une distance inférieure, ainsi que les eaux et l'air recouvrant ces zones sous-marines;

c) les terres de catégorie IA, au sens de la *Loi sur les Cris et Naskapis du Québec*;

(*i*) a work or undertaking outside the exclusive legislative authority of the legislatures of the provinces.

d) les réserves, terres cédées ou autres terres dévolues à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens* ainsi que les eaux et l'air les recouvrant.

Guidelines

Directives

Guidelines

52. For the purposes of carrying out the Minister's duties and functions related to the quality of the environment, the Minister may, with the approval of the Governor in Council, establish guidelines for use by departments, boards and agencies of the Government of Canada and, where appropriate, by corporations named in Schedule C to the *Financial Administration Act* and federal regulatory bodies in the exercise of their powers and the carrying out of their duties and functions.

Établissement et objet

52. Au titre de celles de ses fonctions qui ont trait à la qualité de l'environnement, le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des directives régissant, dans l'exercice de leurs attributions, les ministères, commissions et organismes fédéraux et, s'il y a lieu, les sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* et les organismes fédéraux de réglementation.

Regulations

Règlements

Absence of regulations

53. (1) Where no other Act of Parliament expressly provides for the making of regulations that result in the protection of the environment and apply to federal works or undertakings or federal lands, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and with the concurrence of the Minister of the Crown who has the administration and control of or duties and functions in relation to those works, undertakings or lands, make regulations applicable thereto for the protection of the environment.

Absence de mesures réglementaires

53. (1) En l'absence, dans toute autre loi fédérale, de pouvoirs réglementaires visant expressément la protection de l'environnement et les entreprises fédérales ou le territoire domanial, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et avec l'assentiment de l'autre ministre dont relèvent ce territoire ou ces entreprises, prendre des règlements applicables à ceux-ci en vue de la protection de l'environnement.

Regulations for government departments, etc.

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations prescribing

(*a*) limits on the release of emissions and effluents by departments, boards and agencies of the Government of Canada and, where appropriate, by corporations named in Schedule C to the *Financial Administration Act*; and

(*b*) waste handling and disposal practices for departments, boards, agencies and corporations referred to in paragraph (*a*).

Règlements applicables aux ministères, etc.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements :

a) limitant les rejets d'émissions ou d'effluents par les ministères, commissions et organismes fédéraux et, s'il y a lieu, les sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*;

b) fixant les modalités de manutention et d'élimination des déchets par les ministères, commissions, organismes et sociétés mentionnés à l'alinéa *a*).

Publication of proposed regulations

54. (1) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every regulation proposed to be made under section 53.

Publication des projets de règlement

54. (1) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada*, les projets de règlement prévus par l'article 53.

Notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of a proposed regulation in the *Canada*

Avis d'opposition

(2) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du*

Gazette under subsection (1), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 88 and stating the reasons for the objection.

Canada, des projets de règlement visés au paragraphe (1), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 88.

Plans and Specifications

Plans and specifications

55. For the purpose of section 53, the Minister may require from any person who carries on, or proposes to carry on, any federal work or undertaking, or any activity on federal lands, such plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity, together with such analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the environment that is or is likely to be affected by the work, undertaking or activity as will enable the Minister to determine the environmental impact that the work, undertaking or activity will have.

Plans, devis, etc.

Communication de renseignements

55. Pour l'application de l'article 53, les personnes qui exploitent ou se proposent d'exploiter des entreprises fédérales, ou exercent d'autres activités, sur le territoire domanial sont tenues, à la demande du ministre, de lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant ces entreprises ou activités, ainsi que les analyses, évaluations d'échantillons, études ou autres renseignements sur l'environnement concerné, qui lui permettront de déterminer quel en sera l'impact sur celui-ci.

Release of Substances

Report and remedial measures

56. (1) Where there occurs or is a reasonable likelihood of a release into the environment of a substance in contravention of a regulation made under section 53, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances,

(*a*) subject to any regulations made under paragraph 58(*b*), report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation;

(*b*) take all reasonable emergency measures consistent with public safety to prevent or eliminate any dangerous condition or reduce or mitigate any danger to the environment or to human life or health that results from the release or may reasonably be expected to result if the substance is released; and

(*c*) make a reasonable effort to notify any members of the public who may be adversely affected by the release or likely release.

Application

(2) Subsection (1) applies to any person who

(*a*) owns or has charge of a substance immediately before its initial release or its

Rejet des substances

Rapport et correctifs

56. (1) En cas de rejet dans l'environnement — effectif ou probable — d'une substance en violation d'un règlement d'application de l'article 53, les intéressés sont tenus, dans les meilleurs délais possible, à la fois :

a) sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 58*b*), de faire rapport de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement;

b) de prendre toutes les mesures d'urgence — compatibles avec la sécurité publique — appropriées pour prévenir la situation dangereuse ou y remédier ou supprimer ou atténuer le danger résultant du rejet ou de sa probabilité pour l'environnement, la vie humaine ou la santé;

c) de s'efforcer d'aviser toute personne à qui le rejet ou sa probabilité pourrait causer un préjudice.

Personnes visées

(2) Les intéressés sont en l'occurrence ceux qui :

a) soit sont propriétaires de la substance en question, ou en sont responsables, avant

likely initial release into the environment; or

(*b*) causes or contributes to the initial release or increases the likelihood of the initial release.

son rejet initial — effectif ou probable — dans l'environnement;

b) soit causent ce rejet intitial, y contribuent ou en augmentent la probabilité.

Report by property owner

(3) Where there occurs a release of a substance as described in subsection (1), any person, other than a person described in subsection (2), whose property is affected by the release and who knows that the substance has been released in contravention of a regulation made under section 53 shall, as soon as possible in the circumstances, report the matter to an inspector or to such person as is designated by regulation.

(3) Toute autre personne ayant des biens qui sont touchés par le rejet et sachant qu'il s'agit d'une substance rejetée en violation des règlements d'application de l'article 53 fait rapport, dans les meilleurs délais possible, de la situation à l'inspecteur ou à la personne désignée par règlement.

Autres propriétaires

Intervention by inspector

(4) Where any person fails to take any measures required under subsection (1), an inspector may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.

(4) À défaut par une personne de prendre les mesures imposées par le paragraphe (1), l'inspecteur peut les prendre, les faire prendre ou ordonner à quiconque est visé au paragraphe (2) de les prendre.

Intervention de l'inspecteur

Limitation on power of direction

(5) Any direction of an inspector under subsection (4) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act of Parliament is void to the extent of the inconsistency.

(5) L'ordre donné par l'inspecteur est nul dans la mesure où il est incompatible avec une exigence imposée sous le régime d'une autre loi fédérale.

Restriction

Access to property

(6) Any inspector or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (4) may enter and have access to any place or property and may do such reasonable things as may be necessary in the circumstances.

(6) L'inspecteur ou la personne qui doit ou peut prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (4) ont accès à tout lieu ou bien et peuvent prendre les mesures imposées par les circonstances.

Accès

Personal Liability

(7) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by subsection (1) or who takes any measures authorized under subsection (4) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission in the course of providing assistance or advice or taking any measures under those subsections unless it is established that the person acted in bad faith.

(7) Toute autre personne que les intéressés qui fournit aide ou conseils pour l'intervention visée par les paragraphes (1) ou (4) n'encourt aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes ou omissions constatés à cette occasion, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Responsabilité personnelle

Voluntary report

57. (1) Where a person has knowledge of the occurrence or reasonable likelihood of a release into the environment of a substance in contravention of a regulation made under section 53, but the person is not required to report the matter under this Act, the person may report any information relating to the

57. (1) La personne non tenue au rapport qui a connaissance d'un rejet dans l'environnement d'une substance en violation des règlements d'application de l'article 53 — ou de sa probabilité — peut transmettre les renseignements afférents à l'inspecteur ou à une personne désignée par règlement.

Rapport volontaire

release or likely release to an inspector or to such person as is designated by the regulations.

Request for confidentiality

(2) A person making a report under subsection (1) may request that the person's identity and any information that could reasonably reveal the identity not be released.

Confidentialité

(2) L'auteur du rapport volontaire peut demander la non-divulgation de son identité et de tout renseignement susceptible de la révéler.

Requirement of confidentiality

(3) Where a person makes a request under subsection (2), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal the identity, unless the person making the request authorizes the release in writing.

Protection

(3) Il est interdit de divulguer l'identité de l'auteur du rapport qui a fait la demande visée au paragraphe (2), ou tout renseignement susceptible de la révéler, sans son consentement écrit.

Report by government employee

(4) Notwithstanding any other Act of Parliament, no employee of a department, board or agency of the Government of Canada, or of a corporation to which any regulations made under section 53 apply, shall be disciplined, dismissed or harassed for making a report under this section or section 56.

Rapport par un fonctionnaire

(4) Par dérogation à toute autre loi fédérale, aucun employé d'un ministère, d'une commission ou d'un organisme du gouvernement du Canada ou d'une société assujettie aux règlements d'application de l'article 53, ne peut être réprimandé, renvoyé ou harcelé pour avoir présenté un rapport en vertu du présent article ou de l'article 56.

Regulations

58. The Governor in Council may make regulations

(*a*) designating persons for the purposes of paragraph 56(1)(*a*) and subsection 56(3) and 57(1) and prescribing the form of the report to be made under those provisions and the information to be contained in the report;

(*b*) prescribing the circumstances in which a report is not required to be made under paragraph 56(1)(*a*); and

(*c*) generally for carrying out the purposes and provisions of section 56 and 57.

Règlements

58. Le gouvernement en conseil peut, par règlement :

a) déterminer la forme du rapport visé à l'alinéa 56(1)*a*) et aux paragraphes 56(3) et 57(1) et les renseignements à y porter, et en désigner le destinataire;

b) prévoir les cas où ce rapport n'est pas obligatoire;

c) prendre toute autre mesure d'application des articles 56 et 57.

Recovery of reasonable costs and expenses

59. (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to taking any measures under subsection 56(4) from

(*a*) any person referred to in paragraph 56(2)(*a*); and

(*b*) any person referred to in paragraph 56(2)(*b*) to the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Recouvrement des frais par Sa Majesté

59. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise des mesures prévues au paragraphe 56(4) auprès des intéressés :

a) visés à l'alinéa 56(2)*a*)

b) visés à l'alinéa 56(2)*b*) dans la mesure où ils ont, par leur négligence, causé le rejet ou y ont contribué.

Idem

(2) The costs and expenses referred to in subsection (1) shall only be recovered to the extent that they can be established to have

Idem

(2) Les frais ne sont recouvrés que dans la mesure où il peut être établi qu'ils ont été faits et sont justifiés dans les circonstances.

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

been reasonably incurred in the circumstances.

Joint and several liability/

(3) Subject to subsection (4), the persons referred to in subsection (1) are jointly and severally liable for the costs and expenses referred to in that subsection.

Solidarité

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes mentionnées au paragraphe (1) sont solidairement responsables des frais visés à ce paragraphe.

Limitation

(4) A person referred to in paragraph 56(2)(*b*) shall not be held liable under subsection (3) to an extent greater than the extent of the person's negligence in causing or contributing to the release.

Restriction

(4) Les personnes mentionnées à l'alinéa 56(2)*b*) ne sont toutefois responsables que dans la mesure où, par leur négligence, elles ont causé le rejet ou y ont contribué.

Procedure

(5) A claim under this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in right of Canada in any court of competent jurisdiction.

Poursuites

(5) Les créances visées au présent article et les frais et dépens afférents peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent.

Recourse or indemnity

(6) This section does not limit or restrict any right of recourse or indemnity that a person may have against any other person.

Recours contre des tiers

(6) Le présent article ne limite pas les recours contre un tiers.

Time limit

(7) Where events giving rise to a claim under this section occur, no proceedings in respect of the claim may be instituted after two years from the date on which the events occur or become evident to the Minister, whichever is the later.

Prescription

(7) Le recouvrement des créances visées au présent article se prescrit par deux ans à compter de la date où les faits à leur origine sont survenus ou, de la date où le ministre en a pris connaissance.

Minister's certificate

(8) A document purporting to have been issued by the Minister certifying the day on which the events giving rise to a claim under this section came to the knowledge of the Minister shall be received in evidence and, in the absence of any evidence to the contrary, the document shall be considered as conclusive proof of that fact without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and without further proof.

Certificat du ministre

(8) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où l'élément de preuve est parvenu à sa connaissance fait foi de façon concluante de ce fait, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

Recommendation of regulations respecting international pollution

60. (1) Subject to subsection (2), where the Ministers have reason to believe that an air contaminant emitted into the air, either alone or in combination with any other air contaminant, by a source or by sources of a particular class or classes in Canada

Recommandation

60. (1) Lorsque les ministres ont des motifs de croire que l'émission dans l'air d'un polluant — seul ou en combinaison avec un autre polluant — à partir d'une ou de plusieurs sources canadiennes de diverses catégories soit crée ou risque de créer de la

(a) creates or may reasonably be anticipated to create air pollution in a country other than Canada, or

(b) results in or is likely to result in the violation of an international agreement entered into by the Government of Canada in relation to the control or abatement of pollution,

the Minister shall recommend to the Governor in Council regulations with respect to the source or sources for the purpose of controlling or preventing the air pollution or correcting or preventing the violation.

Consultation with provincial governments

(2) The Minister shall not make a recommendation under subsection (1) with respect to a source or sources, other than a federal work or undertaking as defined in section 51, unless

(a) the Minister has endeavoured, through consultation with the government of each province in which the source or sources are situated, to determine whether the air pollution referred to in paragraph (1)(a) can be controlled or prevented or the violation referred to in paragraph (1)(b) can be corrected or prevented by any steps that the government of the province may choose to be taken under its laws;

(b) where the Minister determines under paragraph (a) that the air pollution can be controlled or prevented or the violation can be corrected or prevented, the Minister endeavours to bring about this result, but is unsuccessful;

(c) publication of any notice of objection made under subsection 61(2) has been forwarded to the government of each province referred to in paragraph (a); and

(d) the Minister has taken into account any comments or notice of objection made under subsection 61(2).

Publication of proposed regulations

61. (1) When the Minister proposes to recommend regulations to the Governor in Council under subsection 60(1), the Minister shall

(a) publish a copy of the proposed regulations in the Canada Gazette and

pollution atmosphérique dans un pays étranger, soit constitue ou risque de constituer une violation d'un accord international conclu par le Canada en matière de lutte contre la pollution ou de réduction de celle-ci, le ministre recommande au gouverneur en conseil de prendre, à l'égard de ces sources, des règlements visant soit à lutter contre la pollution ou à prévenir celle-ci, soit à corriger ou prévenir la violation.

Consultations avec les gouvernements provinciaux

(2) Quand elle concerne une ou des sources autres qu'une entreprise fédérale, la recommandation ne peut être ordonnée aux conditions suivantes :

a) le ministre s'est efforcé, par consultation du gouvernement des provinces où sont situées les sources, de déterminer s'il est possible soit de lutter contre la pollution atmosphérique, ou de la prévenir, soit de corriger ou prévenir la violation, au moyen de mesures que ce gouvernement peut faire prendre dans le cadre du droit provincial;

b) la mesure ayant tenté d'obtenir la prise des mesures visées à l'alinéa a), le résultat escompté n'a pas été atteint;

c) il y a eu notification aux provinces visées à l'alinéa a) de l'avis d'opposition prévu au paragraphe 61(2);

d) les ministres ont tenu compte des commentaires ou avis d'opposition déposés au titre du paragraphe 61(2).

Publication des projets de règlements

61. (1) S'il envisage de faire la recommandation prévue au paragraphe 60(1), le ministre fait publier le projet de règlement dans le Gazette du Canada, d'une part, et avise le gouvernement de tout pays concerné, d'autre part.

(*a*) creates or may reasonably be anticipated to create air pollution in a country other than Canada, or

(*b*) results in or is likely to result in the violation of an international agreement entered into by the Government of Canada in relation to the control or abatement of pollution,

the Minister shall recommend to the Governor in Council regulations with respect to the source or sources for the purpose of controlling or preventing the air pollution or correcting or preventing the violation.

pollution atmosphérique dans un pays étranger, soit constitue ou risque de constituer une violation d'un accord international conclu par le Canada en matière de lutte contre la pollution ou de réduction de celle-ci, le ministre recommande au gouverneur en conseil de prendre, à l'égard de ces sources, des règlements visant soit à lutter contre la pollution ou à prévenir celle-ci, soit à corriger ou prévenir la violation.

Consultation with provincial governments

(2) The Minister shall not make a recommendation under subsection (1) with respect to a source or sources, other than a federal work or undertaking as defined in section 51, unless

(*a*) the Minister has endeavoured, through consultation with the government of each province in which the source or sources are situated, to determine whether the air pollution referred to in paragraph (1)(*a*) can be controlled or prevented or the violation referred to in paragraph (1)(*b*) can be corrected or prevented by any steps that the government of the province may cause to be taken under its laws;

(*b*) where the Minister determines under paragraph (*a*) that the air pollution can be controlled or prevented or the violation can be corrected or prevented, the Minister endeavours to bring about this result, but is unsuccessful;

(*c*) notification of any notice of objection made under subsection 61(2) has been forwarded to the government of each province referred to in paragraph (*a*); and

(*d*) the Ministers have taken into account any comments or notice of objection made under subsection 61(2).

Consultation des gouvernements provinciaux

(2) Quand elle concerne une ou des sources autres qu'une entreprise fédérale, la recommandation est subordonnée aux conditions suivantes :

a) le ministre s'est efforcé, par consultation du gouvernement des provinces où sont situées les sources, de déterminer s'il est possible soit de lutter contre la pollution atmosphérique, ou de la prévenir, soit de corriger ou prévenir la violation, au moyen de mesures que ce gouvernement peut faire prendre dans le cadre du droit provincial;

b) le ministre ayant tenté d'obtenir la prise des mesures visées à l'alinéa *a*), le résultat escompté n'a pas été atteint;

c) il y a eu notification aux provinces visées à l'alinéa *a*) de l'avis d'opposition prévu au paragraphe 61(2);

d) les ministres ont tenu compte des commentaires ou avis d'opposition déposés au titre du paragraphe 61(2).

Publication of proposed regulations

61. (1) Where the Minister proposes to recommend regulations to the Governor in Council under subsection 60(1), the Minister shall

(*a*) publish a copy of the proposed regulations in the *Canada Gazette*; and

Publication des projets de règlement

61. (1) S'il envisage de faire la recommandation prévue au paragraphe 60(1), le ministre fait publier le projet de règlement dans la *Gazette du Canada*, d'une part, et avise le gouvernement de tout pays concerné, d'autre part.

(*b*) notify the government of any country that would be affected by or benefit from the regulations.

Comments or notice of objection

(2) Within sixty days after the publication of any proposed regulations under paragraph (1)(*a*), any person or the government of any country that would be affected by or benefit from the proposed regulations may file with the Minister

(*a*) comments in writing; or

(*b*) a notice of objection requesting the establishment of a board of review under section 88 and stating the reasons for the objection.

Commentaires ou avis d'opposition

(2) Dans les soixante jours suivant la publication visée au paragraphe (1), les personnes ou gouvernements touchés par le projet de règlement peuvent déposer auprès du ministre :

a) des commentaires par écrit;

b) un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision en application de l'article 88.

Regulations

62. (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may make

(*a*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 60(1)(*a*) if the Governor in Council is satisfied that the country referred to in that paragraph has granted Canada substantially the same rights with respect to the prevention or control of air pollution as are granted to that country under this Part;

(*b*) regulations recommended by the Minister on the basis referred to in paragraph 60(1)(*b*); and

(*c*) regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

62. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire d'application de la présente partie et notamment tout règlement recommandé par le ministre pour les motifs mentionnés au paragraphe 60(1), à condition toutefois qu'il soit convaincu, lorsqu'il s'agit de pollution atmosphérique, que le pays étranger touché a accordé au Canada des droits similaires, en matière de lutte contre celle-ci, ou de sa prévention à ceux qui lui sont accordés aux termes de la présente partie.

Non-application of regulations

(2) Except with respect to Her Majesty in right of Canada, the provisions of a regulation made under paragraph (1)(*a*) or (*b*) do not apply in any province in respect of which there is in force an order, made under subsection (3), declaring that the provisions do not apply.

Règlements non applicables

(2) Sauf à l'égard de Sa Majesté du chef du Canada, les règlements pris aux termes du paragraphe (1) ne s'appliquent pas dans la province pour laquelle est pris le décret prévu au paragraphe (3).

Declaration of equivalent provisions

(3) Where the Minister and the government of a province agree in writing that there are in force by or under the laws of the province

(*a*) provisions that are equivalent to the provisions of a regulation made under subsection (1), and

(*b*) provisions that are similar to sections 107 to 109 for the investigation of alleged offences under provincial environmental legislation,

Décret d'exemption

(3) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les règlements pris en application du paragraphe (1) ne s'appliquent pas dans la province lorsque le ministre et le gouvernement provincial sont convenus par écrit que sont en vigueur dans le cadre de la législation provinciale :

a) d'une part, des dispositions équivalentes à ces règlements;

b) d'autres part, des dispositions équivalentes aux articles 107 à 109 concernant

the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an order declaring that the provisions of the regulation do not apply in the province.

Publication of agreement

(4) The Minister shall make public any agreement referred to in subsection (3).

Termination of agreement

(5) An agreement referred to in subsection (3) may be terminated by either party giving to the other at least six months notice of termination.

Revocation of order

(6) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, revoke an order made under subsection (3) where the agreement referred to in that subsection is terminated.

Report to Parliament

(7) The Minister shall include in the annual report required by section 137 a report on the administration of subsections (2) to (6).

Prohibition

63. No person shall operate a source of an air contaminant in contravention of any regulation made under section 62.

Plans and specifications

64. Where a person carries on or proposes to carry on a work, undertaking or activity that results or may result in the emission of an air contaminant into the air, the person shall, at the request of the Minister for the purposes of section 60 and within such reasonable time as the Minister may specify, provide the Minister with plans, specifications, studies, procedures, schedules, analyses, samples or other information relating to the work, undertaking or activity and with analyses, samples, evaluations, studies or other information relating to the air contaminant.

les enquêtes pour infractions aux lois provinciales sur l'environnement.

Publication de l'accord

(4) Le ministre rend public l'accord visé au paragraphe (3).

Fin de l'accord

(5) Une partie à l'accord peut y mettre fin en donnant un préavis de six mois à l'autre partie.

Révocation du décret

(6) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut révoquer le décret d'exemption lorsqu'il a été mis fin à l'accord.

Rapport au Parlement

(7) Le ministre rend compte dans le rapport visé à l'article 137, de la mise en œuvre des paragraphes (2) à (6).

Interdiction

63. Il est interdit d'exploiter une source de polluants atmosphériques en contravention avec les règlements pris aux termes de l'article 62.

Plans, devis, etc.

64. Les personnes qui exécutent des ouvrages, exploitent des entreprises ou exercent des activités de nature à entraîner l'émission d'un polluant dans l'air — ou se proposent de le faire — sont tenues, à la demande du ministre pour l'application de l'article 60 et dans le délai raisonnable imparti par celui-ci, de lui fournir les plans, devis, études, pièces, annexes, analyses, échantillons ou autres renseignements concernant ces ouvrages, entreprises ou activités, ainsi que les analyses, échantillons, évaluations, études ou autres renseignements relatifs au polluant atmosphérique.

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

Definitions

65. (1) In this Part,

"aircraft" «*aéronef*»

"aircraft" means any machine used or designed for navigation of the air, but does not include a machine designed to derive support in the atmosphere from reactions

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

Définitions

65. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«aéronef» *"aircraft"*

«aéronef» Tout appareil utilisé ou conçu pour la navigation aérienne, à l'exclusion des appareils conçus pour se maintenir dans

against the earth's surface of air expelled from the machine;

"Canadian aircraft" *«aéronef canadien»*

"Canadian aircraft" means an aircraft registered under an Act of Parliament;

"Canadian ship" *«navire canadien»*

"Canadian ship" means a ship registered under an Act of Parliament;

"contracting party" *«partie ...»*

"contracting party" means a state that is a contracting party to the Convention;

"Convention" *«Convention»*

"Convention" means the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and other Matter signed by Canada on December 29, 1972;

"dumping" *«immersion»*

"dumping" means

(*a*) the deliberate disposal at sea from ships, aircraft, platforms or other anthropogenic structures, including disposal by incineration or other thermal degradation, of any substance, or

(*b*) the disposal of any substance by placing it on the ice in any area of the sea referred to in paragraphs (2)(*a*) to (*e*),

but does not include

(*c*) any disposal that is incidental to or derived from the normal operations of a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure or of any equipment on a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure, other than the disposal of substances from a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure operated for the purpose of disposing of such substances at sea, and

(*d*) any discharge that is incidental to or derived from the exploration for, exploitation of and associated off-shore processing of sea bed mineral resources;

"master" *«capitaine»*

"master" includes every person having command or charge of a ship but does not include a pilot;

"owner" *«propriétaire»*

"owner", in relation to a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure means the person having for the time being, either by law or by contract, the

l'atmosphère grâce à la réaction, sur la surface de la terre, de l'air qu'ils expulsent.

«aéronef canadien» *"Canadian aircraft"*

«aéronef canadien» Aéronef immatriculé en application d'une loi fédérale.

«capitaine» *"master"*

«capitaine» Est assimilé au capitaine quiconque a le commandement ou la responsabilité d'un navire, sauf le pilote.

«Convention» *"Convention"*

«Convention» La *Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets*, signée par le Canada le 29 décembre 1972.

«immersion» *"dumping"*

«immersion»

a) Rejet délibéré de substances en mer, à partir de navires, aéronefs, plate-formes ou autres ouvrages, notamment par incinération ou emploi d'autres moyens de dégradation thermique;

b) est assimilé à l'immersion le rejet de substances sur les glaces de la mer dans les zones de mer visées aux alinéas (2)*a*) à *e*);

c) sont exclus de la présente définition :

(i) les rejets consécutifs à l'utilisation normale d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou autre ouvrage — ou de leur équipement —, sauf les rejets de substances effectués à partir d'un tel matériel lorsque celui-ci est affecté à cette fin,

(ii) les déversements consécutifs à la recherche, à l'exploitation ou au traitement en mer des ressources minérales sous-marines.

«navire» *"ship"*

«navire» Tout engin flottant qui sert ou peut servir, exclusivement ou partiellement, à la navigation maritime, qu'il soit pourvu ou non d'un moyen propre de propulsion.

«navire canadien» *"Canadian ship"*

«navire canadien» Navire immatriculé en application d'une loi fédérale.

«partie contractante» *"contracting..."*

«partie contractante» État partie à la Convention.

«propriétaire» *"owner"*

«propriétaire» Quiconque a, de droit ou par contrat, la possession et l'utilisation d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou de tout autre ouvrage.

possession and use of the ship, aircraft, platform or structure;

"ship" «*navire*»

"ship" includes any description of vessel, boat or craft used or capable of being used solely or partly for marine navigation without regard to its method or lack of propulsion;

"substance" «*substance*»

"substance" means any substance as defined in subsection 3(1) and includes any other matter.

"the sea" defined

(2) For the purposes of this Part, "the sea" means

(*a*) the territorial sea of Canada;

(*b*) the internal waters of Canada, other than all the rivers, lakes and other fresh waters in Canada including the St. Lawrence River as far seaward as the straight lines drawn

(i) from Cap des Rosiers to the western-most point of Anticosti Island, and

(ii) from Anticosti Island to the north shore of the St. Lawrence River along the meridian of longitude sixty-three degrees west;

(*c*) any fishing zone prescribed under the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

(*d*) any exclusive economic zone that may be created by Canada;

(*e*) the Arctic waters within the meaning of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act*;

(*f*) any area of the sea adjacent to the areas referred to in paragraphs (*a*) to (*e*) as may be specified under paragraph 85(1)(*g*);

(*g*) any area of the sea under the jurisdiction of a foreign state, other than internal waters; and

(*h*) any area of the sea, other than the internal waters of a foreign state, not included in the areas of the sea referred to in paragraphs (*a*) to (*g*).

«substance» Toute matière, notamment une substance au sens du paragraphe 3(1). «substance» "*substance*"

Définition de «mer»

(2) Pour l'application de la présente partie, «mer» désigne :

a) la mer territoriale du Canada;

b) les eaux intérieures du Canada, à l'exclusion de l'ensemble des cours d'eau, lacs et autres plans d'eau douce du Canada, y compris la partie du Saint-Laurent délimitée, vers la mer, par les lignes droites joignant :

(i) Cap-des-Rosiers à la pointe extrême ouest de l'île d'Anticosti,

(ii) l'île d'Anticosti à la rive nord du Saint-Laurent suivant le méridien de soixante-trois degrés de longitude ouest;

c) les zones de pêche constituées conformément à la *Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche*;

d) les zones que le Canada peut déclarer zones économiques exclusives;

e) les eaux arctiques au sens de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*;

f) les zones de mer réglementées en application de l'alinéa 85(1)*g*), contiguës aux eaux visées aux alinéa *a*) à *e*);

g) les zones de mer relevant de la souveraineté d'un État étranger, à l'exclusion des eaux intérieures;

h) les zones de mer, à l'exclusion des eaux intérieures d'un État étranger, non comprises dans les eaux visées aux alinéas *a*) à *g*).

Prohibitions

Dumping

66. (1) Subject to subsection (2) and section 67, no person shall dump any substance

(*a*) in any area of the sea referred to in paragraphs 65(2)(*a*) to (*f*) from any ship,

Interdictions

Immersion

66. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de l'article 67, il est interdit de procéder à l'immersion de substances à partir :

aircraft, platform or other anthropogenic structure;

(*b*) in any area of the sea referred to in paragraph 65(2)(*g*) or (*h*) from any Canadian ship or Canadian aircraft; or

(*c*) in any area of the sea referred to in paragraph 65(2)(*g*) or (*h*) from any ship or aircraft that is not a Canadian ship or a Canadian aircraft and onto which the substance has been loaded in Canada.

a) de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages, dans toute zone de mer visée aux alinéas 65(2)*a*) à *f*);

b) de navires ou aéronefs canadiens, dans toute zone de mer visée aux alinéas 65(2)*g*) ou *h*);

c) de navires ou aéronefs non canadiens, dans toute zone de mer visée aux alinéas 65(2)*g*) ou *h*), si le chargement des substances à leur bord s'est effectué au Canada.

Dumping in accordance with permit

(2) A person may dump a substance

(*a*) as described in paragraph (1)(*a*) or (*c*) in accordance with a permit granted under section 65; and

(*b*) as described in paragraph (1)(*b*) in accordance with a permit granted under section 65 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party other than Canada.

Immersion autorisée

(2) L'immersion de substances est autorisée :

a) dans les cas prévus aux alinéas (1)*a*) ou *c*), avec un permis délivré en vertu de l'article 70;

b) dans le cas prévu à l'alinéa (1)*b*), avec un permis délivré en vertu de l'article 70 ou accordé conformément à la Convention par une partie contractante autre que le Canada.

Dumping to avert danger

67. (1) A person may dump a substance as described in subsection 66(1) where the dumping is necessary to avert danger to human life at sea or to any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure.

Cas d'urgence

67. (1) Il peut être procédé, dans le cas prévu au paragraphe 66(1), à toute immersion de substances nécessaire à la sauvegarde de la vie humaine en mer ou à la sécurité de navires, d'aéronefs, de plates-formes ou d'autres ouvrages.

Danger to be minimized

(2) Any dumping under subsection (1) shall be carried out, as far as possible, in a manner that minimizes danger to human life and damage to the marine environment.

Limitation des risques

(2) Dans les circonstances visées au paragraphe (1), il doit, autant que possible, être procédé à l'immersion de manière à réduire au minimum les risques d'atteinte à la vie humaine et au milieu marin.

Danger caused by negligence no defence

(3) Nothing in this section relieves a person from liability under this Act where the danger referred to in subsection (1) was caused by a negligent act or omission of the person.

Faute

(3) Le présent article ne dégage pas de sa responsabilité aux termes de la présente loi celui dont la négligence a rendu nécessaire l'immersion autorisée par le paragraphe (1).

Duty to report

(4) Where dumping takes place in circumstances described in subsection (1), the master of the ship, the pilot in command of the aircraft or the person in charge of the platform or anthropogenic structure shall forthwith report the dumping to an inspector, or such other person as the Governor in Council may, by order, designate, at such location and in such manner as may be prescribed, and the report shall contain such information as may be prescribed.

Obligation de rendre compte

(4) En cas d'immersion dans les circonstances visées au paragraphe (1), le capitaine du navire, le commandant de bord de l'aéronef ou le responsable de la plate-forme ou de l'ouvrage est tenu d'en faire rapport sans délai à un inspecteur, ou à toute autre personne désignée par décret du gouverneur en conseil, en donnant dans son rapport, établi au lieu et de la façon prévus par règlement, tous les renseignements réglementaires.

Loading in Canada

68. (1) No person shall load a substance on a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure in Canada for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 70.

Chargement au Canada

68. (1) Le chargement au Canada, pour immersion, d'une substance à bord d'un navire ou d'un aéronef ou sur une plate-forme ou un autre ouvrage ne peut s'effectuer que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 70.

Loading outside Canada

(2) Where a Canadian ship or a Canadian aircraft is outside Canada, the master of the ship or the pilot in command of the aircraft shall not permit a substance to be loaded on the ship or aircraft for the purpose of dumping the substance except in accordance with a permit granted under section 70 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party authorizing the loading in the territory of the contracting party.

Chargement à l'étranger

(2) Le capitaine d'un navire canadien ou le commandant de bord d'un aéronef canadien ne peut y autoriser le chargement d'une substance à l'étranger, pour immersion, que conformément à un permis délivré soit en vertu de l'article 70, soit conformément à la Convention par la partie contractante qui a autorisé le chargement sur son territoire.

Disposal of ship, aircraft platform or other man-made structure

69. (1) No person shall dispose of any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure in any area of the sea referred to in paragraphs 65(2)(*a*) to (*f*) except in accordance with a permit granted under section 70.

Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage

69. (1) Il ne peut être procédé à l'abandon, dans une zone de mer visée aux alinéas 65(2)*a*) à *f*) d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou de tout autre ouvrage que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 70.

Idem

(2) No person shall dispose of any Canadian ship or Canadian aircraft in any area of the sea referred to in paragraph 65(2)(*g*) or (*h*) except in accordance with a permit granted under section 70 or a permit granted in accordance with the Convention by a contracting party.

Idem

(2) Il ne peut être procédé à l'abandon d'un navire ou d'un aéronef canadien, dans une zone de mer visée aux alinéas 65(2)*g*) ou *h*), que conformément à un permis délivré en vertu de l'article 70 ou en application de la Convention par une partie contractante.

Minister may grant permit

70. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Minister may grant any permit required by this Part on receipt of an application

(*a*) in the prescribed form;

(*b*) containing such information as may be prescribed or required by the Minister for the purpose of taking into account any factor referred to in subsection 71(1);

(*c*) accompanied by the prescribed fee; and

(*d*) containing proof that notice of the application was published in a newspaper of general circulation in the vicinity of the loading, dumping or disposal described in the application.

Délivrance

70. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre peut délivrer les permis visés à la présente partie sur demande présentée en la forme, avec les renseignements et accompagnée des droits déterminés par règlement. La demande doit également établir qu'il en a été donné préavis dans un journal à grand tirage publié près du lieu de chargement, d'immersion ou d'abandon qui y est mentionné.

No dumping permits in certain circumstances

(2) No permit may be granted if the loading, dumping or disposal described in the application is prohibited under any other

Non-délivrance

(2) Il ne peut être délivré de permis si le chargement, l'immersion ou l'abandon demandé est interdit par une autre partie de

Part of this Act or under any other Act of Parliament or if a licence or permit for the dumping or disposal is required under any other Part of this Act or under any other Act of Parliament and the licence or permit has not been obtained.

la présente loi ou par une autre loi fédérale ou nécessite une licence ou un permis prévu par cette partie ou cette dernière loi et non encore obtenu.

Conditions for granting permits

(3) No permit may be granted in respect of any substance unless, in the opinion of the Minister,

(*a*) the substance is rapidly rendered harmless by physical, chemical or biological process of the sea and does not render normally edible marine organisms inedible or unpalatable or endanger human health or the health of animals;

(*b*) the substance does not contain another substance in a quantity or concentration that exceeds the quantity or concentration determined by or under the regulations;

(*c*) the dumping or disposal of a certain quantity of the substance is necessary to avert an emergency that poses an unacceptable risk relating to human health and admits of no other feasible solution; or

(*d*) the substance is to be transformed by incineration or other means of thermal degradation and any substance that results from such a transformation is a substance in respect of which a permit may be granted under paragraph (*a*) or (*b*).

(3) Il ne peut être délivré de permis pour une substance, que si, selon le ministre :

a) soit la substance est rapidement rendue inoffensive dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques et ne rend pas impropres à la consommation les organismes marins ordinairement comestibles ni n'en altère le goût ni ne présente de danger pour la santé de l'homme ou celle des animaux;

b) soit la substance n'est pas contenue dans une autre substance en une quantité ou concentration supérieure à celle qui est fixée par règlement;

c) soit l'immersion ou l'abandon d'une certaine quantité de la substance est nécessaire afin d'éviter une situation d'urgence présentant des risques inacceptables pour la santé humaine, aucune autre solution n'étant possible;

d) soit, de la transformation de la substance, par incinération ou autre moyen de dégradation thermique, ne dérivent que des substances pour lesquelles les alinéas *a*) ou *b*) autorisent la délivrance d'un permis.

Conditions de délivrance

Notice and consultation

(4) Where, in the opinion of the Minister, the circumstances referred to in paragraph (3)(*c*) exist in relation to a substance specified in Schedule III, no permit may be granted in respect of the substance unless

(*a*) consultation has, if practicable, taken place with any foreign state that is likely to be affected by the proposed dumping; and

(*b*) notification of the proposed dumping has been given to the organization responsible under the Convention for secretariat duties.

(4) Si le ministre constate l'existence de la situation visée à l'alinéa (3)*c*), la délivrance du permis est subordonnée aux conditions suivantes :

a) dans la mesure du possible, il y a eu consultation des États étrangers qui sont susceptibles de subir les effets de l'immersion projetée;

b) notification de l'immersion a été donnée à l'organisation chargée, aux termes de la Convention, des fonctions de secrétariat relatives à celle-ci.

Avis et consultation

Factors to be considered in granting permit

71. (1) In determining whether to grant a permit, the Minister

(*a*) shall take into account the factors specified in Schedule III; and

71. (1) Le ministre tient compte, pour décider de la délivrance du permis, des facteurs suivants :

Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

(*b*) may take into account any other factors that the Minister considers necessary.

a) ceux énumérés à la partie III de l'annexe III;

b) tout autre facteur qu'il juge utile.

Terms of permit

(2) A permit shall contain such terms and conditions as the Minister considers necessary in the interests of human life, marine life or any legitimate uses of the sea and, without limiting the generality of the foregoing, may contain terms and conditions relating to such of the following as are applicable:

(*a*) the nature of the substance that may be loaded, dumped or disposed of and the quantity of the substance;

(*b*) the method and frequency of dumping or disposal authorized including, if necessary, the date or dates on which dumping or disposal is authorized;

(*c*) the manner of loading and stowing the substance authorized to be dumped or disposed of;

(*d*) the site at which dumping or disposal may take place;

(*e*) the route to be followed by the ship or aircraft transporting the substance to the site of the dumping or disposal; and

(*f*) any special precautions to be taken respecting the loading, transporting, dumping or disposal of the substance.

Contenu d'un permis

(2) Le permis doit être assorti des conditions que le ministre estime nécessaires à la protection de la vie humaine ou du milieu biologique marin ou à toute utilisation légitime de la mer; ces conditions peuvent notamment viser :

a) la nature et la quantité de la substance dont le chargement, l'immersion ou l'abandon peut être autorisé;

b) le mode et la fréquence des immersions ou des abandons, y compris, au besoin, leurs dates;

c) le mode de chargement et d'arrimage de la substance;

d) le lieu d'immersion ou d'abandon;

e) la route du navire ou de l'aéronef qui transporte la substance jusqu'au lieu d'immersion ou d'abandon;

f) les précautions particulières à prendre quant au chargement, au transport, à l'immersion ou à l'abandon de la substance.

Duration of permit

(3) A permit shall specify that it is valid for

(*a*) a particular date or dates; or

(*b*) a particular period that shall not exceed one year.

Durée de validité du permis

(3) Le permis doit indiquer sa durée de validité, laquelle ne peut dépasser un an.

Powers to suspend, revoke or vary permit

(4) The Minister may suspend or revoke a permit or vary its terms and conditions where, having regard to the factors specified in Schedule III or in any report of a board of review established under subsection 88(3) or (4), the Minister considers it advisable to do so.

Suspension, retrait ou modification du permis

(4) Lorsqu'il l'estime souhaitable, le ministre peut, eu égard aux facteurs énumérés à la partie III de l'annexe III ou dans tout rapport de la commission de révision visée aux paragraphes 88(3) ou (4), suspendre ou retirer un permis ou en modifier les conditions.

Publication

Publication

Publication in the *Canada Gazette*

72. (1) Where the Minister grants a permit or varies the terms or conditions of a permit, a copy of the permit and its terms and conditions or of the varied terms and conditions shall be published in the *Canada Gazette*.

Publication dans la *Gazette du Canada*

72. (1) Le texte des permis que délivre le ministre ou des modifications qu'il apporte à leurs conditions est publié dans la *Gazette du Canada*.

Publication before dumping or loading

(2) Except in the circumstances described in paragraph 70(3)(*c*), publication under subsection (1) shall be made before the first date on which dumping, loading or disposal is authorized by the permit or by the varied terms and conditions.

Moment de la publication

(2) Sauf dans les circonstances prévues à l'alinéa 70(3)*c*), cette publication doit avoir lieu avant la première des dates pour lesquelles l'immersion, le chargement, le rejet ou l'abandon sont autorisés soit par le permis, soit par ses nouvelles conditions.

Notice of Objection

Avis d'opposition

Notice of objection

73. (1) Where the Minister

(*a*) grants a permit and the applicant is dissatisfied with its terms and conditions,

(*b*) refuses a permit, or

(*c*) suspends or revokes a permit or varies its terms and conditions, other than in accordance with the recommendations of a report of a board of review established under section 88 in respect of the permit,

the applicant or permit holder may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 88 and stating the reasons for the objection.

Notification du demandeur ou du titulaire de permis

73. (1) Le demandeur ou le titulaire de permis peut déposer auprès du ministre un avis motivé d'opposition demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 88, dans les cas suivants :

a) le ministre délivre le permis mais le demandeur n'est pas satisfait des conditions de celui-ci;

b) le ministre refuse le permis;

c) le ministre suspend ou annule le permis ou modifie ses conditions, sauf si la suspension, l'annulation ou la modification est conforme aux recommandations du rapport de la commission de révision.

Time for filing notice of objection

(2) A notice of objection under subsection (1) shall be filed within thirty days after the applicant or permit holder receives notice from the Minister that the permit has been granted, refused, suspended or revoked, or that its terms and conditions have been varied.

Délai de dépôt

(2) L'avis d'opposition visé au paragraphe (1) doit être déposé dans les trente jours suivant la réception par le demandeur ou le titulaire de permis d'un avis du ministre l'informant de la délivrance, du refus de délivrance, de la suspension ou de l'annulation du permis ou de la modification de ses conditions.

Service of Documents

Signification des documents

Manner of service

74. Except where otherwise provided by any rules of the Federal Court that are applicable to proceedings arising out of this Part, any document that, for the purposes of any such proceedings, is to be served on a person may be served,

(*a*) in any case, by delivering a copy of the document personally to the person to be served or, if the person cannot be found, by leaving a copy at the person's latest known address;

(*b*) if the document is to be served on the master of a ship or on any other person employed on a ship and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document for the master or other

Mode de signification

74. Sauf disposition contraire des règles de la Cour fédérale applicables à une action intentée sous le régime de la présente partie, la signification d'un document peut se faire :

a) dans tous les cas, par remise d'une copie au destinataire, en main propre ou, s'il est impossible de le trouver, en en laissant une copie à sa dernière adresse connue;

b) si le document doit être signifié au capitaine d'un navire ou à un autre membre de l'équipage et qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à son intention, à bord du navire, à la personne qui a ou paraît avoir le commandement ou la responsabilité du navire;

person on board the ship with the person who is, or appears to be, in command or charge of the ship;

(*c*) if the document is to be served on the pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*), by leaving a copy of the document with the person who is, or appears to be, in charge of the aircraft; and

(*d*) if the document is to be served on a person in his capacity as owner or master of a ship or owner or pilot in command of an aircraft and service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (*a*) and the ship or aircraft is within Canadian waters or in Canada, by leaving a copy of the document with any agent of the owner residing in Canada or, where no such agent is known or can be found, by affixing a copy thereof to a prominent part of the ship or aircraft.

c) si le document doit être signifié au commandant de bord d'un aéronef et qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*), en en laissant une copie à la personne qui a ou paraît avoir la responsabilité de l'aéronef;

d) si le document doit être signifié à quiconque en sa qualité de propriétaire ou de capitaine d'un navire ou de propriétaire ou de commandant de bord d'un aéronef, qu'il ne puisse normalement être signifié de la manière prévue à l'alinéa *a*) et que le navire ou l'aéronef se trouve dans les eaux canadiennes ou au Canada, en en laissant une copie à un mandataire du propriétaire résidant au Canada ou, si on ne lui en connaît pas ou qu'on ne puisse en trouver un, en affichant une copie du document bien en vue à bord du navire ou de l'aéronef.

Inspections

Inspections

Powers of inspectors

75. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Part and the regulations, an inspector may, subject to subsection (2), at any reasonable time,

(*a*) enter any place in which the inspector reasonably believes a substance intended for dumping or disposal is being loaded; or

(*b*) go on board any ship, platform or other anthropogenic structure anywhere in Canada or within any area of the sea referred to in paragraphs 65(2)(*a*) to (*f*) or any aircraft if the inspector reasonably believes that the ship, aircraft, platform or anthropogenic structure has on board a substance intended for dumping;

(*c*) examine any substance found in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure boarded and open any container found therein that the inspector has reason to believe contains any substance intended for dumping or disposal and take samples of the substance;

(*d*) require any person in any place entered or on any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure boarded

Pouvoirs des inspecteurs

75. (1) Pour l'application de la présente partie et des règlements, l'inspecteur peut, à toute heure convenable, sous réserve du paragraphe (2) :

a) procéder à la visite de tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'une substance destinée à être immergée ou abandonnée est en cours de chargement;

b) partout au Canada ou dans toute zone de mer visée aux alinéas 65(2)*a*) à *f*), visiter un navire, un aéronef, une plate-forme ou autre ouvrage s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve une substance destinée à être immergée ou abandonnée;

c) examiner toute substance trouvée dans le lieu, le navire, l'aéronef, la plate-forme ou autre ouvrage visité, y ouvrir tout contenant s'il a des motifs valables de croire qu'il renferme une substance destinée à être immergée ou abandonnée et en prélever des échantillons;

d) exiger de toute personne présente lors de la visite la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout livre ou autre document

to produce for inspection or for the purpose of obtaining copies thereof or extracts therefrom any books or other documents or papers containing any matter relevant to the administration of this Part;

(*e*) travel on any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure that is loaded with a substance intended for dumping; and

(*f*) detain any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure for a reasonable time.

contenant des renseignements utiles à l'application de la présente partie;

e) prendre place à bord d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage chargé d'une substance destinée à être immergée ou abandonnée;

f) retenir le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage pendant un laps de temps raisonnable.

Private dwelling place

(2) An inspector may not enter a private dwelling place or any part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place except

(*a*) with the consent of the occupant of the place; or

(*b*) under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Logement privé

(2) Dans le cas d'un logement privé ou de tout local destiné à servir et servant effectivement de logement privé permanent ou provisoire, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à l'inspection sans le consentement de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (3).

Authority to issue warrant for inspection

(3) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(*a*) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a private dwelling place,

(*b*) entry to the dwelling place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act, and

(*c*) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry thereto will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the inspector named therein to conduct an inspection of the dwelling place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Pouvoir de délivrer un mandat

(3) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à l'inspection d'un logement privé s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;

b) l'inspection est nécessaire pour l'exécution de la présente loi;

c) un refus a été opposé à l'inspection ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Use of force

(4) In executing the warrant issued under subsection (3), the inspector named in the warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Usage de la force

(4) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat qui si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Inspector to receive accommodation

(5) An inspector who travels on a ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure under paragraph (1)(*e*) shall be carried free of charge to and from the dumping site and the person in command of the ship or aircraft or in charge of the platform

Prise en charge de l'inspecteur

(5) L'inspecteur qui, en application de l'alinéa (1)*e*), se rend sur le lieu de l'immersion a droit à la gratuité du transport à l'aller et au retour; en outre, la personne qui a le commandement du navire ou de l'aéronef, ou la responsabilité de la plate-forme ou de

or anthropogenic structure shall provide the inspector with suitable accommodation and food.

l'autre ouvrage, est tenue de lui assurer repas et hébergement dans des conditions convenables.

Costs and Expenses of the Crown

Dépenses de l'État

Costs and expenses recoverable

76. Where the Minister directs any action to be taken by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to remedy any condition or mitigate any damage resulting from any act or omission by a person that is an offence arising out of this Part, the costs and expenses of and incidental to taking that action, to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances, are recoverable by Her Majesty in right of Canada from that person with costs in proceedings brought or taken therefor in the name of Her Majesty in any court of competent jurisdiction.

Recouvrement

76. Dans les cas où le ministre fait prendre, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, des mesures visant à remédier à la situation créée par un acte ou une omission constituant une infraction à la présente partie, ou à atténuer les dommages qui en découlent, les dépenses directes ou indirectes occasionnées par les mesures, pour autant qu'elles se justifient dans les circonstances, peuvent être recouvrées auprès de l'auteur de l'infraction, avec les frais et dépens de toute action éventuellement engagée à cette fin au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent.

Detention of Ships

Arrêt de navires

Detention of ships

77. (1) Where an inspector has reasonable grounds to believe that the owner or master of a ship has committed an offence under paragraph 112(*m*) or (*n*), the inspector may make a detention order in respect of the ship.

Arrêt de navires

77. (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire que le propriétaire ou le capitaine d'un navire a commis une infraction aux alinéas 112*m*) ou *n*) peut ordonner l'arrêt du navire.

Order in writing

(2) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons at any port in Canada where the ship to which the order relates is or will be who are empowered to give a clearance in respect of the ship.

Ordre écrit

(2) L'ordre est adressé par écrit à quiconque a, dans le port canadien où se trouve ou se trouvera le navire, le pouvoir de lui donner congé.

Notice of detention order

(3) Notice of a detention order made under subsection (1) shall be served on the master of the ship in respect of which the order is made.

Signification

(3) L'ordre d'arrêt est signifié au capitaine du navire qui en fait l'objet.

Duty of owner or master of ship

(4) Where notice of a detention order made under subsection (1) has been served on the master of the ship, the owner or master of the ship shall not give an order for the ship to go into any area of the sea referred to in paragraph 65(2)(*g*) or (*h*) during the term of the detention order.

Obligation du propriétaire ou du capitaine du navire

(4) Lorsque l'ordre d'arrêt du navire a été signifié au capitaine, ni celui-ci ni le propriétaire ne peut ordonner que le navire se rende dans une zone de mer visée aux alinéas 65(2)*g*) ou *h*) pendant la durée de validité de l'ordre d'arrêt.

Duty of persons empowered to give clearance

(5) Subject to subsection (6), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of the order is received by the person, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

Obligation des personnes qui ont le pouvoir de donner congé

(5) Sous réserve du paragraphe (6), il est interdit à quiconque a reçu avis de l'ordre d'arrêt de donner congé au navire.

When clearance given

(6) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order may give clearance in respect of the ship to which the order relates where

(*a*) the owner or master of the ship

(i) has not, within thirty days after the order was made, been charged with the offence that gave rise to the making of the order, or

(ii) has, within thirty days after the order was made, been charged with that offence and appears in Canada to answer to the charge;

(*b*) security for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of the person charged with that offence and of costs related to proceedings in connection with the charge, or payment of such lesser amount as is approved by the Minister or a person designated by him for such purpose, is given to Her Majesty in right of Canada; or

(*c*) proceedings in respect of the alleged offence that gave rise to the making of the detention order are discontinued.

Congé

(6) Quiconque a reçu avis de l'ordre peut donner congé au navire :

a) lorsque le propriétaire ou le capitaine du navire :

(i) soit n'a pas été accusé, dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, de l'infraction qui a donné lieu à l'ordre d'arrêt,

(ii) soit a été accusé, dans les trente jours suivant la prise de l'ordre, de cette infraction et comparaît au Canada pour répondre de l'accusation;

b) lorsque est remise à Sa Majesté du chef du Canada la caution pour le paiement soit de l'amende maximale et des frais et dépens susceptibles d'être imposés à l'accusé en cas de déclaration de culpabilité, soit du montant inférieur approuvé par le ministre ou son délégué;

c) lorsqu'il y a désistement des poursuites relatives à l'infraction présumée qui a donné lieu à l'ordre d'arrêt.

Seizure and Forfeiture

Saisie et confiscation

Warrant for seizure of ships, etc.

78. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that an offence has been committed under paragraph 112(*m*) or (*n*) by an owner of any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure, the justice may issue a warrant authorizing any inspector, or authorizing any other person named in the warrant, to seize the ship, aircraft, platform or structure anywhere in Canada and, in the case of a ship, platform or structure, within any area of the sea referred to in paragraphs 65(2)(*a*) to (*f*).

Pouvoir de délivrer un mandat

78. (1) S'il est convaincu d'après une dénonciation faite sous serment qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction prévue aux alinéas 112*m*) ou *n*) par le propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur ou la personne qui y est nommée à saisir le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage en tout lieu au Canada et, s'il s'agit d'un navire, d'une plate-forme ou autre ouvrage, dans les zones de mer visées aux alinéas 65(2)*a*) à *f*).

Seizure

(2) A person authorized by a warrant issued under subsection (1) may seize the ship, aircraft, platform or structure referred to in the warrant.

Saisie

(2) La personne qui y est autorisée aux termes du mandat peut saisir le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage qui y est mentionné.

Where warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the power described in subsection (2) without a warrant

Absence de mandat

(3) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe (2) lorsque

if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

Exigent circumstances

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (1) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

l'urgence de la situation rend pratiquement contre-indiquée l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Situation urgente

(4) Il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait de mettre en danger des personnes ou d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Custody

79. (1) Any thing seized under section 78 shall be delivered into the custody of such person as the Minister directs.

79. (1) L'objet de la saisie est placé sous la garde de la personne que désigne le ministre.

Garde

Discharge of cargo

(2) Where a thing seized under section 78 has cargo on board, the cargo may be discharged, under the supervision of the person into whose custody the thing was delivered, at the port or place in Canada capable of receiving the cargo that is nearest to the place of seizure or at such other port or place as is satisfactory to that person.

(2) La cargaison peut être déchargée, sous la surveillance de la personne désignée au paragraphe (1), dans le port ou lieu du Canada équipé pour cette opération et qui se trouve le plus proche du lieu de la saisie, ou dans tout autre port ou lieu que cette personne juge indiqué.

Déchargement de la cargaison non susceptible de confiscation

Sale of perishable cargo

(3) Where a thing seized under section 78 has cargo on board that is perishable, the inspector by whom the thing was seized or, if the thing has been delivered into the custody of a person in accordance with subsection (1), that person may sell the cargo or the portion thereof that is perishable, as the case may be, and the proceeds of the sale shall be paid to the Receiver General or shall be deposited in a chartered bank to the credit of the Receiver General.

(3) Quand elle est périssable, la cargaison peut être vendue, selon le cas, par l'inspecteur qui a effectué la saisie ou par la personne désignée pour la garde; le produit de la vente est versé au receveur général ou porté à son crédit dans une banque.

Vente de la cargaison périssable

Order for delivery of cargo

(4) The owner of any cargo of any thing seized under section 78 may apply to the Federal Court for an order requiring any person who has custody of the cargo or the proceeds of any sale thereof to deliver the cargo or the proceeds of sale to the owner, and the Court may make such an order where it is satisfied that the applicant is the owner of the cargo to which the application relates.

(4) Le propriétaire de la cargaison peut requérir de la Cour fédérale une ordonnance enjoignant à quiconque a la garde de celle-ci ou du produit de sa vente de les lui remettre; le tribunal peut rendre cette ordonnance lorsqu'il est convaincu que le requérant est le propriétaire de la cargaison visée par la requête.

Ordonnance portant remise de la cargaison

Redelivery on deposit of security

80. (1) Where a thing has been seized under section 78, the Federal Court may, with the consent of the Minister, order redelivery of the thing or delivery of the proceeds realized from a sale of any perishable cargo under subsection 79(3) to the person from whom the thing was seized if security in the

80. (1) En cas de saisie effectuée sous le régime de l'article 78, la Cour fédérale peut, avec le consentement du ministre, ordonner la remise de l'objet de la saisie ou du produit de la vente de la cargaison périssable à la personne en possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie, moyennant le dépôt

Remise en possession moyennant caution

(2) Any thing seized under section 78 or security given to the Minister under subsection (1) of this section shall be returned or paid to the person from whom the thing was seized within thirty days after the seizure unless, prior to the expiration of those thirty days, proceedings are instituted in respect of an offence under paragraph 112(1)(a) or (a) alleged to have been committed by the owner of the thing.

87. Where the owner of any ship, aircraft, platform or other prescribed structure has been convicted of an offence under paragraph 112(1)(a) or (a), the convicting court may, if the ship, aircraft, platform or structure was seized under section 78, in addition to any other penalty imposed, order that the ship, aircraft, platform or structure, or any property given under subsection 80(1), be forfeited, and on the making of such an order the ship, aircraft, platform, structure or property is forfeited to Her Majesty in right of Canada.

88. (1) Where proceedings referred to in subsection 80(2) are instituted within the time therein provided and, at the final conclusion of those proceedings, any ship, aircraft, platform or other prescribed structure or any security given under subsection 80(1) is ordered to be forfeited, it may be disposed of as the Governor in Council directs.

(2) Where any thing has been seized under subsection 78(1) and proceedings referred to in subsection 80(2) are instituted, but the thing is not, at the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited, it shall be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 78(4) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 80(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention

Forfeiture

Disposal of ship, aircraft, etc.

Return of seized ship, etc., where no forfeiture

form of a bond in an amount and form satisfactory to the Minister is given to him.

Seized ship, etc., to be returned unless proceedings instituted

(2) Any thing seized under section 78, or any security given to the Minister under subsection (1) of this section shall be returned or paid to the person from whom the thing was seized within thirty days after the seizure unless, prior to the expiration of those thirty days, proceedings are instituted in respect of an offence under paragraph 112(*m*) or (*n*) alleged to have been committed by the owner of the thing.

Court may order forfeiture

81. Where the owner of any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure has been convicted of an offence under paragraph 112(*m*) or (*n*), the convicting court may, if the ship, aircraft, platform or structure was seized under section 78, in addition to any other penalty imposed, order that the ship, aircraft, platform or structure, or any security given under subsection 80(1), be forfeited, and on the making of such an order the ship, aircraft, platform, structure or security is forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.

82. (1) Where proceedings referred to in subsection 80(2) are instituted within the time therein provided and, at the final conclusion of those proceedings, any ship, aircraft, platform or other anthropogenic structure or any security given under subsection 80(1) is ordered to be forfeited, it may be disposed of as the Governor in Council directs.

Return of seized ship, etc., where no forfeiture ordered

(2) Where any thing has been seized under subsection 78(1) and proceedings referred to in subsection 80(2) are instituted, but the thing is not, at the final conclusion of the proceedings, ordered to be forfeited, it shall be returned, the proceeds of any sale of the cargo under subsection 78(4) shall be paid or any security given to the Minister under subsection 80(1) shall be returned to the person from whom the thing was seized.

Exception

(3) Where, at the conclusion of proceedings referred to in subsection (2), the person from whom the thing was seized is convicted of an offence arising out of a contravention

auprès du ministre d'une caution sous forme de billet dont celui-ci juge le montant et la nature satisfaisants.

Restitution du bien saisi à défaut d'action

(2) L'objet de la saisie ou la caution déposée auprès du ministre en application du paragraphe (1) sont restitués à la personne en la possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie dans les trente jours suivant la date de celle-ci, à moins que des poursuites ne soient intentées, avant l'expiration de ce délai, contre le propriétaire — de l'objet — soupçonné d'avoir commis une infraction prévue à l'alinéa 112*m*) ou *n*).

Confiscation judiciaire

81. En cas de déclaration de culpabilité du propriétaire d'un navire, d'un aéronef, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage pour une infraction prévue à l'alinéa 112*m*) ou *n*), le tribunal qui prononce la condamnation peut, si la saisie s'est effectuée en application de l'article 78, ordonner, outre les peines qu'il impose par ailleurs, la confiscation immédiate au profit de Sa Majesté du chef du Canada, de l'objet saisi ou de la caution donnée conformément au paragraphe 80(1).

Réalisation d'un bien confisqué

82. (1) Lorsque sont intentées, dans les délais impartis, des poursuites et que, à l'issue de celles-ci, le tribunal ordonne la confiscation du navire, de l'aéronef, de la plate-forme ou de l'autre ouvrage ou de la caution donnée conformément au paragraphe 80(1), il est disposé des biens confisqués selon les instructions du gouverneur en conseil.

Restitution d'un bien saisi mais non confisqué

(2) Lorsque le tribunal n'ordonne pas la confiscation de l'objet, celui-ci est restitué, le produit de la vente de la cargaison visée au paragraphe 78(4) est versé et la caution déposée auprès du ministre conformément au paragraphe 80(1) est remise à la personne en possession de laquelle se trouvait l'objet lors de sa saisie.

Exception

(3) En cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la présente partie, à l'issue des poursuites visées au paragraphe (1), de la personne en la possession de laquelle se trou-

of the Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

Application by person claiming interest

83. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person (other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited, apply by notice in writing to the Federal Court for an order under subsection (3).

Date of hearing

(2) The Federal Court shall fix a day for the hearing of an application made under subsection (1).

Notice

(3) An applicant for an order under subsection (1) shall, at least thirty days prior to the day fixed under subsection (2) for the hearing of the application, serve a notice of the application and of the hearing on the Minister and on any other persons claiming an interest in the thing that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law of whom the applicant has knowledge.

Notice of intervention

(4) Each person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (3) and who intends to appear at the hearing of the application in which the notice relates shall, at least ten days prior to the day fixed for the hearing, file a notice of intervention in the Registry of the Federal Court and serve a copy thereof on the Minister and on the applicant.

Order declaring interest of owner

(5) Where on the hearing of an application under this section the Federal Court is satisfied that the applicant or the interest, if any, of the applicant

(a) is innocent of any complicity in any conduct that caused the thing to be subject

of this Part, the thing and any cargo or the proceeds or security may be retained until the fine is paid or the thing and any cargo may be sold under execution in satisfaction of the fine, or the proceeds realized from the sale of the cargo or the security or any part thereof may be applied in payment of the fine.

vait l'objet lors de sa saisie, ou bien l'objet et la cargaison, le produit de la vente ou la caution peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende, ou bien l'objet et la cargaison peuvent être vendus par exécution forcée pour paiement de l'amende, ou bien le produit de la vente de la cargaison ou la caution peuvent, en tout ou en partie, être affectés au paiement de l'amende.

Application by person claiming interest

83. (1) Where any thing has been ordered to be forfeited, any person (other than a person who was a party to the proceedings that resulted in the order) who claims an interest in the thing as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law may, within thirty days after the thing is ordered to be forfeited, apply by notice in writing to the Federal Court for an order under subsection (5).

83. (1) Dans les cas où le tribunal ordonne la confiscation d'un objet, quiconque, sauf les parties aux poursuites dont résulte l'ordonnance, revendique un droit sur l'objet à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou autre créancier en vertu du droit canadien peut, dans les trente jours suivant la date de l'ordonnance, requérir de la Cour fédérale, par avis écrit, l'ordonnance visée au paragraphe (5).

Requête par quiconque revendique un droit

Date of hearing

(2) The Federal Court shall fix a day for the hearing of an application made under subsection (1).

(2) La Cour fédérale fixe la date d'audition de la requête présentée en vertu du paragraphe (1).

Date de l'audition

Notice

(3) An applicant for an order under subsection (5) shall, at least thirty days prior to the day fixed under subsection (2) for the hearing of the application, serve a notice of the application and of the hearing on the Minister and on all other persons claiming an interest in the thing that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, lien holder or holder of any other claim under Canadian law of whom the applicant has knowledge.

(3) Quiconque requiert une ordonnance en vertu du paragraphe (5) doit donner avis de la requête et de la date fixée en application du paragraphe (2) pour l'audition de celle-ci, au moins trente jours avant cette date, au ministre et à toute autre personne qui, au su du requérant, revendique sur l'objet visé par la requête un droit à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou autre créancier en vertu du droit canadien.

Avis de présentation d'une requête

Notice of intervention

(4) Each person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (3) and who intends to appear at the hearing of the application to which the notice relates shall, at least ten days prior to the day fixed for the hearing, file a notice of intervention in the Registry of the Federal Court and serve a copy thereof on the Minister and on the applicant.

(4) Quiconque, sauf le ministre, reçoit signification de l'avis mentionné au paragraphe (3) et se propose de comparaître lors de l'audition de la requête doit déposer au greffe de la Cour fédérale, au moins dix jours avant la date fixée pour l'audition, un avis d'intervention dont il fait tenir copie au ministre et au requérant.

Avis d'intervention

Order declaring nature and extent of interests

(5) Where, on the hearing of an application under this section, the Federal Court is satisfied that the applicant, or the intervenors, if any, or any of them,

(*a*) is innocent of any complicity in any conduct that caused the thing to be subject

(5) Après l'audition de la requête, le requérant et l'intervenant sont fondés à obtenir une ordonnance préservant leurs droits des effets de la confiscation et déclarant la nature et l'étendue de leurs droits ainsi que leur rang respectif lorsque la Cour fédérale

Ordonnance déclarative de la nature et de l'étendue des droits

to forfeiture and of any collusion in relation to any such conduct, and

(*b*) exercised all reasonable care in respect of the persons permitted to obtain possession and use of the thing so as to be satisfied that it was not likely to be used contrary to the provisions of this Part or, in the case of a mortgagee or lien holder (other than the holder of a maritime lien or statutory right *in rem*) that the applicant or intervenor exercised such care with respect to the mortgagor or the lien giver,

those of the applicant and the intervenors in respect of whom the Court is so satisfied are entitled to an order declaring that their interests are not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of each of their interests and the priorities among them.

Additional order

(6) Where an order is made under subsection (5), the court may, in addition, order that the thing to which the interests relate be delivered to one or more of the persons found to have an interest therein or that an amount equal to the value of each of the interests so declared be paid to the persons found to have those interests.

est convaincue que le requérant ou l'intervenant :

a) n'est coupable ni de complicité ni de collusion à l'égard des actes qui ont rendu l'objet susceptible de confiscation;

b) a fait diligence pour s'assurer que les personnes habilitées à la possession et à l'utilisation de l'objet ne risquaient pas en cette qualité de contrevenir à la présente partie ou, dans le cas d'un créancier hypothécaire ou d'un détenteur de privilège, sauf le détenteur d'un privilège maritime ou d'un droit réel créé par une loi, qu'il a fait diligence en ce sens à l'égard du débiteur hypothécaire ou du débiteur ayant consenti le privilège.

Idem

(6) La Cour fédérale peut en outre ordonner de remettre l'objet sur lequel s'exercent les droits visés au paragraphe (5) en possession de l'une ou de plusieurs des personnes dont elle constate les droits, ou de verser à chacune d'elles une somme égale à la valeur de leurs droits respectifs.

Provisions of this Part and Part VII

84. The provisions of this Part respecting inspections, the detention of ships, seizures and forfeitures apply in addition to the provisions of Part VII, but in the event of an inconsistency, the provisions of this Part prevail.

Dispositions de la présente partie et de la partie VII

84. Les dispositions de la présente partie concernant les inspections, l'arrêt de navires et la saisie et confiscation s'appliquent en conjonction avec celles de la partie VII mais l'emportent sur ces dernières en cas d'incompatibilité.

Regulations

Regulations

85. (1) The Governor in Council may make regulations

(*a*) for carrying out and giving effect to the provisions of the Convention;

(*b*) prescribing the form of an application under this Part;

(*c*) specifying the information required to be contained in an application under this Part;

(*d*) specifying the information required to be contained in a report under subsection 67(4);

(*e*) respecting methods of sampling and analysis of any substance for the purposes of this Part;

Règlements

Règlements

85. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) mettre en œuvre la Convention;

b) fixer la forme des demandes ou requêtes présentées sous le régime de la présente partie;

c) préciser les renseignements à fournir dans les demandes ou requêtes présentées sous le régime de la présente partie;

d) préciser les renseignements à fournir dans les rapports visés au paragraphe 67(4);

e) prévoir les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de substances à employer pour l'application de la présente partie;

(*f*) prescribing fees in respect of an application;

(*g*) specifying, for the purposes of paragraph 65(2)(*f*), areas of the sea adjacent to areas referred to in paragraphs 65(2)(*a*) to (*e*);

(*h*) for the purpose of determining the quantity or concentration of a substance referred to in paragraph 70(3)(*b*); and

(*i*) prescribing any other thing that by this Part or Schedule III is to be prescribed.

Amendments to schedule

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make orders amending Schedule III by adding or deleting any substance or factor.

Publication of proposed orders and regulations

(3) The Minister shall publish in the *Canada Gazette* a copy of every order or regulation proposed to be made under this section.

Notice of objection

(4) Within sixty days after the publication of a proposed order or regulation in the *Canada Gazette* under subsection (3), any person may file with the Minister a notice of objection requesting that a board of review be established under section 88 and stating the reasons for the objection.

f) fixer les droits de demande ou de requête à acquitter;

g) préciser, pour l'application de l'alinéa 65(2)*f*), les zones de mer contiguës aux zones visées aux alinéas 65(2)*a*) à *e*);

h) prévoir la détermination de la quantité ou concentration maximales de la substance visée à l'alinéa 70(3)*b*);

i) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie ou par l'annexe III.

Modification des annexes

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, modifier par décret l'annexe III.

Publication des projets de décret et de règlement

(3) Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* les projets de décret ou de règlement prévus par le présent article.

Avis d'opposition

(4) Il est possible, dans les soixante jours suivant la publication dans la *Gazette du Canada* d'un projet de décret ou de règlement visé au paragraphe (3), de déposer auprès du ministre un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 88.

PART VII

GENERAL

Regulations

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

Exercise of regulation-making power

86. (1) The Governor in Council may, in the exercise of any regulation-making power under this Act in respect of a substance,

(*a*) prescribe the minimum, average or maximum quantity or concentration of the substance; and

(*b*) prescribe the method of determining such a quantity or concentration.

Incorporation by reference

(2) A regulation made under this Act incorporating by reference a standard, specification, guideline, method, procedure or practice may incorporate the standard, specification, guideline, method, procedure or practice as amended from time to time.

Transitional provision

87. Any regulation authorized to be made under this Act and in force under an Act

Disposition générale

86. (1) Dans l'exercice des pouvoirs réglementaires qui lui sont attribués par la présente loi, le gouverneur en conseil peut fixer la quantité ou la concentration moyenne, minimale ou maximale d'une substance, ainsi que le mode de détermination correspondant.

Renvois

(2) Il peut être précisé, dans le règlement d'application de la présente loi qui incorpore par renvoi une norme, directive, méthode, procédure ou pratique, que celle-ci est incorporée avec ses modifications successives.

Disposition transitoire

87. Les règlements pris en vertu d'une loi avant son abrogation par la partie VIII et qui

immediately before its repeal by Part VIII continues in force thereafter as if it had been made in accordance with this Act.

sont autorisés par la présente loi demeurent en vigueur après l'abrogation dans les cas où leur prise aurait été autorisée par la présente loi.

Board of Review Proceedings

Commission de révision

Establishment of board of review

88. (1) Where a person files a notice of objection under subsection 13(2), 47(2) or 85(4) in respect of a decision or a proposed order or regulation, the Minister or the Ministers may establish a board of review to inquire into the nature and extent of the danger posed by the substance in respect of which the decision is made, or the order or regulation is proposed.

88. (1) En cas de dépôt de l'avis d'opposition mentionné aux paragraphes 13(2), 47(2) ou 85(4), le ministre ou les ministres peuvent constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur la nature et l'importance du danger que représente la substance visée par la décision ou le projet de règlement ou de décret en cause. Constitution

Idem

(2) Where a person or government files with the Minister a notice of objection under subsection 61(2) with respect to proposed regulations within the time specified in that subsection, the Minister shall establish a board of review to inquire into the nature and extent of the danger posed by the air contaminant in respect of which the regulations are proposed.

(2) En cas de dépôt, dans le délai précisé, de l'avis d'opposition mentionné au paragraphe 61(2), le ministre constitue une commission de révision chargée d'enquêter sur la nature et l'importance du danger que représente le polluant visé par le projet de règlement en cause. Idem

Idem

(3) Where the Minister has published a copy of a permit or of any varied terms and conditions under subsection 72(1), the Minister may, if he considers it advisable to do so, establish a board of review to inquire into complaints from members of the public in respect of the permit or the varied terms and conditions.

(3) Après avoir procédé à la publication visée au paragraphe 72(1), le ministre peut, s'il l'estime indiqué, constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur les plaintes formulées par le public quant au permis ou aux conditions modifiées. Idem

Idem

(4) Where a person files with the Minister a notice of objection under section 50, 54 or 73 within the time specified in that section, the Minister shall establish a board of review to inquire into the matter raised by the notice.

(4) En cas de dépôt, dans le délai précisé, de l'avis d'opposition mentionné aux articles 50, 54 ou 73, le ministre constitue une commission de révision chargée d'enquêter sur la question soulevée par l'avis. Idem

Number of members of board

89. A board of review shall consist of not fewer than three members.

89. La commission de révision (ci-après appelée la «commission») se compose d'au moins trois membres, ou commissaires. Commissaires

Appearance before board

90. A board of review shall give any person or government a reasonable opportunity, consistent with the rules of procedural fairness and natural justice, of appearing before it, presenting evidence and making representations.

90. La commission est tenue de donner à quiconque, dans la mesure compatible avec les règles d'une procédure équitable et avec la justice naturelle, la possibilité de comparaître devant elle et de présenter des observations et des éléments de preuve. Comparution

Withdrawal of notice of objection

91. (1) Where a notice of objection referred to in subsection 88(1) is withdrawn by the person who filed it and no other notice of objection is filed in respect of the same matter, the Ministers may dissolve a board of review established in respect of the notice of objection.

Retrait d'un avis d'opposition

91. (1) En cas de retrait de l'avis d'opposition visé au paragraphe 88(1) par son auteur et faute d'un autre avis d'opposition sur la même question, les ministres peuvent dissoudre la commission constituée pour la circonstance.

Idem

(2) Where a notice of objection or a complaint referred to in subsection 88(2), (3) or (4) is withdrawn and no other notice of objection or complaint is filed in respect of the same matter, the Minister may dissolve a board of review established in respect of the notice of objection or complaint.

Idem

(2) En cas de retrait de l'avis d'opposition ou de la plainte visés aux paragraphes 88(2), (3) ou (4) et faute d'un autre avis d'opposition ou d'une autre plainte sur la même question, le ministre peut dissoudre la commission constituée pour la circonstance.

Powers of board

92. For the purposes of an inquiry under this Act, a board of review has all the powers of a person appointed as a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

Pouvoirs de la commission

92. Pour toute enquête menée en application de la présente loi, la commission est investie des pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Costs

93. (1) A board of review may award costs of, and incidental to, any proceedings before it on a final or interim basis and these may be fixed at a sum certain or may be taxed.

Frais

93. (1) Les frais relatifs à une instance devant la commission sont laissés à la discrétion de celle-ci et peuvent être fixés ou taxés.

Payment

(2) A board of review may, in accordance with the regulations, direct by whom and to whom any costs are to be paid and by whom they are to be taxed and allowed.

Taxation

(2) La commission peut, conformément aux règlements, désigner les créanciers et les débiteurs des frais, ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation.

Absent member of board

94. Where a member of a board of review is absent or unable to proceed with or complete an inquiry, the remaining members of the board may, if there is still a quorum, proceed with or complete the inquiry.

Absence d'un membre

94. En cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire, les autres commissaires peuvent, s'ils constituent le quorum, mener à terme l'enquête en cours.

Report

95. (1) As soon as possible after the conclusion of an inquiry, a board of review shall submit a report to the Minister or the Ministers who established the board, together with its recommendations and the evidence that was presented to it.

Rapport

95. (1) À l'issue de l'enquête, la commission transmet dans les meilleurs délais au ministre, ou aux ministres si elle a été constituée par les deux, son rapport accompagné de ses recommandations et des éléments de preuve qui lui ont été présentés.

Publication of report

(2) The report of the review board shall be made public immediately after its receipt by the Minister or Ministers, subject to sections 19 and 22 of this Act, or conditions of any other Act of Parliament.

Publication

(2) Le rapport est rendu public aussitôt après sa réception par le ou les ministres, sous réserve des articles 19 et 22 de la présente loi ou des conditions de toute autre loi fédérale.

Rules for boards of review

96. The Minister or the Ministers may, with respect to boards of review that the

Règles

96. Le ministre ou les ministres peuvent établir, concernant les commissions de révi-

Minister or the Ministers establish, make rules of either particular or general application

(*a*) for regulating the proceedings of the boards;

(*b*) for regulating the conduct of hearings, including the presentation of evidence, the making of representations, the holding of hearings, the length of hearings and the date on or before which the board shall report;

(*c*) fixing the remuneration of board members and the travel and living expenses to which they are entitled;

(*d*) prescribing the criteria to be considered by boards in directing interim or final costs to be paid, taxed and allowed and prescribing a scale under which costs are to be taxed; and

(*e*) generally, for regulating the conduct and work of the boards.

sion qu'ils constituent, des règles générales ou particulières pour :

a) régir leurs instances;

b) régir la conduite et la tenue de leurs audiences, notamment la présentation des éléments de preuve et des observations, la tenue et la durée des auditions et le délai de présentation de leur rapport;

c) fixer la rémunération des commissaires et les frais de déplacement et de séjour auxquels ils ont droit;

d) établir les modalités — intérimaires ou finales — de paiement, de taxation et d'autorisation des frais qu'elles peuvent imposer, et fixer le tarif des frais qui peuvent être taxés;

e) régir, de manière générale, leur conduite et leurs travaux.

Agreements with Provinces

Accords avec les provinces

Agreements

97. (1) The Minister may

(*a*) with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with one or more provincial governments with respect to the administration of this Act; and

(*b*) subject to such terms and conditions as the Governor in Council may specify in the approval, agree to amendments of the agreement.

Conclusion

97. (1) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux des accords relatifs à l'exécution de la présente loi et, sous réserve des conditions stipulées dans l'agrément, consentir à des modifications des accords.

Publication of agreements

(2) The Minister shall make public any agreement made under subsection (1).

Publication

(2) Le ministre rend public les accords conclus en vertu du paragraphe (1).

Annual report

(3) The Minister shall include in the annual report required by section 137, a report on the administration of the Act under agreements made under subsection (1).

Rapport

(3) Le ministre inclut dans le rapport visé à l'article 137 un rapport sur l'exécution de la présente loi en vertu des accords prévus au paragraphe (1).

Designation of Inspectors and Analysts

Inspecteurs et analystes

Designation

98. (1) The Minister may designate as an inspector or analyst for the purposes of this Act, or any portion thereof,

(*a*) any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated; and

Désignation

98. (1) Le ministre peut désigner, à titre d'inspecteur ou d'analyste pour l'application de tout ou partie de la présente loi :

a) toute personne qu'il estime compétente pour occuper cette fonction;

(*b*) with the approval of the government of a province, any person or class of persons employed by the province in the administration of a law respecting the protection of the environment.

b) avec l'approbation du gouvernement d'une province, toute personne affectée — ou appartenant à une catégorie affectée — par la province à l'exécution d'une loi concernant la protection de l'environnement.

Inspector to show certificate of designation

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of designation as an inspector and on entering any place under subsection 75(1) or 99(1) shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

Production du certificat

(2) L'inspecteur doit recevoir un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable du lieu visé aux paragraphes 75(1) ou 79(1).

Inspection

Inspection

Inspection

99. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may, subject to subsection (2), at any reasonable time enter and inspect any place if the inspector has reasonable grounds to believe that

(*a*) there can be found in the place a substance or class of substances to which this Act applies or a product containing such a substance;

(*b*) a fuel to which this Act applies is being or has been produced or can be found in the place;

(*c*) a cleaning agent or water conditioner, as defined in section 48, is being or has been produced or can be found in the place;

(*d*) regulations made under section 53 apply to or in respect of the place;

(*e*) the place is a source in respect of which regulations have been made under section 62; or

(*f*) any books, records, electronic data or other documents relevant to the administration of this Act can be found in the place.

Inspection

99. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur peut, sous réserve du paragraphe (2), à toute heure convenable, inspecter un lieu, s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

a) qu'il s'y trouve soit une substance visée par la présente loi, soit un produit contenant une telle substance;

b) qu'on y produit, y a produit ou qu'il s'y trouve un combustible visé par la présente loi;

c) qu'on y fabrique, y a fabriqué un produit de nettoyage ou un conditionneur d'eau, au sens de l'article 48, ou qu'il s'y trouve un tel produit ou conditionneur;

d) que le lieu est régi par des règlements d'application de l'article 62;

e) que le lieu est une source visée par des règlements d'application de l'article 57;

f) qu'il s'y trouve des livres, registres, données électroniques ou autres documents relatifs à l'exécution de la présente loi.

Private dwelling place

(2) An inspector may not enter a private dwelling place or any part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling place except

(*a*) with the consent of the occupant of the place; or

(*b*) under the authority of a warrant issued under subsection (3).

Logement privé

(2) Dans le cas d'un logement privé ou de tout local destiné à servir et servant effectivement de logement privé permanent ou provisoire, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à l'inspection sans le consentement de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (3).

Authority to issue warrant for inspection

(3) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

Pouvoir de délivrer un mandat

(3) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous

(a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a private dwelling place,

(b) entry to the dwelling place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act, and

(c) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the inspector named therein to enter and inspect the dwelling place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Execution

(4) In executing a warrant issued under subsection (3), the inspector named in the warrant shall not use force unless accompanied by a police officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Powers of inspectors

(5) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may, for the purposes of this Act,

(a) examine any substance, product, fuel, cleaning agent or water conditioner referred to in subsection (1) or any other thing relevant to the administration of this Act that is found in the place,

(b) open and examine any receptacle or package found that the inspector has reason to believe contains any substance, product, fuel, cleaning agent or water conditioner,

(c) examine any books, records, electronic data or other documents that are relevant to the administration of this Act and make copies thereof or take extracts therefrom,

(d) take samples of any thing relevant to the administration of this Act, and

(e) conduct any tests or take any measurements.

Time of inspection

(6) An inspection may be carried out at any reasonable time.

Duty to assist inspector

(7) The owner or person in charge of a place that is inspected by an inspector and every person found therein shall give all reasonable assistance to the inspector in carrying out the inspection and shall furnish the inspector with such information relating to the administration of this Act as the inspector may reasonably require.

Obstruction

(8) No person shall hinder or obstruct an inspector who is carrying out an inspection under this section, or attempt to do so.

Use or disclosure of information

(9) No person shall use or disclose any information that is obtained by an inspector under this section, or that is furnished to an inspector under subsection 7(1), except

(a) for the purposes of this Act;

(b) for the purposes of the administration of any other Act of Parliament or of a province that is administered by the Minister or the Agency;

(c) for the purposes of any investigation or proceeding relating to the administration of any other Act of Parliament or of a province that is administered by the Minister or the Agency;

(d) for the purposes of any proceeding before a court or other tribunal commenced under this Act or any other Act of Parliament or of a province that is administered by the Minister or the Agency;

(e) for the purposes of the administration of the Canada Pension Plan or the Employment Insurance Act;

(f) for the purposes of the administration of a provincial pension plan as defined in section 3 of the Canada Pension Plan, to the extent that the administration of that plan relates to employment that is included in pensionable employment under the Canada Pension Plan;

(g) for the purposes of the administration of a provincial law that provides for a benefit that is similar to a benefit provided under the Employment Insurance Act, to the extent that the administration of that law relates to employment that is insurable under that Act;

(h) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products or alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(i) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that fuel;

(j) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(k) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(l) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(m) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(n) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(o) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(p) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(q) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(r) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(s) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(t) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(u) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(v) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(w) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(x) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(y) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(z) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(aa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(bb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(cc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(dd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(ff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(gg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(hh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(ii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(jj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(kk) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(ll) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(mm) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(nn) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(oo) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(pp) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(qq) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(rr) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(ss) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(tt) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(uu) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(vv) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ww) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(xx) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(yy) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(zz) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(aaa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(bbb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ccc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(ddd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(eee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(fff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(ggg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(hhh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(iii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(jjj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(kkk) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(lll) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(mmm) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(nnn) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ooo) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(ppp) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(qqq) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(rrr) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(sss) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(ttt) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(uuu) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(vvv) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(www) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(xxx) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(yyy) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(zzz) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(aaaa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(bbbb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(cccc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(dddd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(eeee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(ffff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(gggg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(hhhh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(iiii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(jjjj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(kkkk) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(llll) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(mmmm) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(nnnn) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(oooo) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(pppp) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(qqqq) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(rrrr) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ssss) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(tttt) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(uuuu) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(vvvv) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(wwww) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(xxxx) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(yyyy) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(zzzz) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(aaaaa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(bbbbb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(ccccc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(ddddd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(eeeee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(fffff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(ggggg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(hhhhh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(iiiii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(jjjjj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(kkkkk) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(lllll) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(mmmmm) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(nnnnn) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(ooooo) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(ppppp) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(qqqqq) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(rrrrr) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(sssss) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(ttttt) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(uuuuu) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(vvvvv) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(wwwww) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(xxxxx) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(yyyyy) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(zzzzz) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(aaaaaa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(bbbbbb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(cccccc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(dddddd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(eeeeee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(ffffff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(gggggg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(hhhhhh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(iiiiii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(jjjjjj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(kkkkkk) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(llllll) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(mmmmmm) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(nnnnnn) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(oooooo) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(pppppp) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(qqqqqq) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(rrrrrr) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(ssssss) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(tttttt) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(uuuuuu) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(vvvvvv) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(wwwwww) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(xxxxxx) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(yyyyyy) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(zzzzzz) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(aaaaaaa) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(bbbbbbb) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(ccccccc) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(ddddddd) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(eeeeeee) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline;

(fffffff) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that diesel fuel;

(ggggggg) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of gasoline or diesel fuel, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that gasoline or diesel fuel;

(hhhhhhh) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of tobacco products, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those products;

(iiiiiii) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of alcohol, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of that alcohol;

(jjjjjjj) for the purposes of the enforcement of a law of a province that imposes a tax on the sale, purchase or consumption of cleaning agents or water conditioners, to the extent that the information relates to the importation, manufacture, production, purchase, sale, consumption or use of those cleaning agents or water conditioners;

(kkkkkkk) for the purposes of the en

(*a*) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to a private dwelling place,

(*b*) entry to the dwelling place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act, and

(*c*) entry to the dwelling place has been refused or there are reasonable grounds for believing that entry thereto will be refused,

the justice may issue a warrant authorizing the inspector named therein to conduct an inspection of the dwelling place subject to such conditions as may be specified in the warrant.

réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à l'inspection d'un logement privé s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;

b) l'inspection est nécessaire pour l'exécution de la présente loi;

c) un refus a été opposé à l'inspection ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Use of force

(4) In executing a warrant issued under subsection (3), the inspector named in the warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Usage de la force

(4) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Powers of inspector

(5) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may, for the purposes of this Act,

(*a*) examine any substance, product, fuel, cleaning agent or water conditioner referred to in subsection (1) or any other thing relevant to the administration of this Act that is found in the place;

(*b*) open and examine any receptacle or package found that the inspector has reason to believe contains any substance, product, air contaminant, fuel, cleaning agent or water conditioner;

(*c*) examine any books, records, electronic data or other documents that on reasonable grounds the inspector believes contain any information relevant to the administration of this Act and make copies thereof or take extracts therefrom;

(*d*) take samples of any thing relevant to the administration of this Act; and

(*e*) conduct any tests or take any measurements.

Pouvoirs des inspecteurs

(5) Au cours de l'inspection, l'inspecteur peut, pour l'application de la présente loi :

a) examiner les substances, produits, combustibles, produits de nettoyage ou conditionneurs d'eau visés au paragraphe (1) qui se trouvent dans le lieu inspecté ainsi que tout autre objet utile à l'exécution de la présente loi;

b) ouvrir et examiner tout emballage qui s'y trouve et qui, à son avis, contient une substance, un produit — notamment de nettoyage —, un polluant atmosphérique, un combustible ou un conditionneur d'eau;

c) examiner les livres, registres, données électroniques ou autres documents qui, à son avis, contiennent des renseignements utiles à l'exécution de la présente loi, et reproduire ces documents en tout ou en partie;

d) prélever des échantillons de tout objet concernant l'exécution de la présente loi;

e) faire des essais et effectuer des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

Operation of computer system and copying equipment

(6) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to examine any data

Usage d'un système informatique

(6) L'inspecteur peut également :

a) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur se trouvant dans le lieu inspecté pour véri-

obtained is or available to the computer system.

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(c) take a printout or other output for examination or copying; and

(d) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Duty of person in possession or control

(7) Every person who is in possession or control of any place being inspected under this section shall permit the inspector

(a) to use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the inspector is authorized to examine may be produced; and

(b) to obtain a physical copy of the record and to take it; and

(c) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Assistance to inspector

(8) The owner of or person in relation to which any provision of this Act or the regulations has been contravened, or

(b) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act,

the person may issue a warrant authorizing any inspector, or authorizing any other person named in the warrant, to enter and search the place and to seize any thing referred to in paragraph (a) or (b) subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Obligation de prêter assistance

(9) A person authorized by a warrant issued under subsection (1) may

(a) at any reasonable time enter and search a place referred to in the warrant;

Search and Seizure

Perquisition et saisie

Authority to issue warrant by justice of the peace

487. (1) Subject to section 487.1, a justice who is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place

(a) anything on or in respect of which any offence against this Act or any regulations has been committed or is suspected on reasonable grounds to have been committed,

(b) anything that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence under this Act,

(c) anything that there are reasonable grounds to believe is intended to be used for the purpose of committing any offence under this Act or any regulations, or

(d) any offence-related property,

may at any time issue a warrant authorizing a peace officer or a person named in the warrant

(e) to enter the place or building or other premises, receptacle or conveyance specified in the warrant, or search the person who is found in or who the peace officer or person named in the warrant believes is about to enter the place, building or other premises, receptacle or conveyance specified in the warrant, and

(f) to seize, subject to any conditions specified in the warrant, anything described in paragraph (a), (b), (c) or (d) and deal with it or cause it to be dealt with as directed by the justice, or to make a report to the justice in respect of the thing.

Autorisation de délivrer un mandat par un juge de paix

487. (1) Sous réserve de l'article 487.1, un juge de paix qui est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite par écrit, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu d'un objet ayant servi ou devant servir à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une autre infraction ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une infraction à la présente loi, la juge de paix peut, sur demande ex parte, signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou toute autre personne qui y est nommée à y perquisitionner et à saisir l'objet en question

(2) L'inspecteur peut, du mandat visé au paragraphe (1) ainsi :

a) à toute heure convenable, pénétrer dans le lieu et y perquisitionner;

contained in or available to the computer system;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) take a printout or other output for examination or copying; and

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

fier les données que celui-ci contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction pour faire des copies du document.

Duty of person in possession or control

(7) Every person who is in possession or control of any place being inspected under this section shall permit the inspector

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the inspector is authorized to examine may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to take it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

Obligation du responsable

(7) Le responsable du lieu inspecté doit faire en sorte que l'inspecteur puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas (6)*a*), *b*) et *c*).

Search and Seizure

Perquisition et saisie

Authority to issue warrant for search and seizure

100. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place

(*a*) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act or the regulations has been contravened, or

(*b*) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of any offence under this Act,

the justice may issue a warrant authorizing any inspector, or authorizing any other person named in the warrant, to enter and search the place and to seize any thing referred to in paragraph (*a*) or (*b*) subject to such conditions as may be specified in the warrant.

Délivrance du mandat

100. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu d'un objet ayant servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou aux règlements ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une infraction à la présente loi, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou toute autre personne qui y est nommée à y perquisitionner et à saisir l'objet en question.

Search and seizure

(2) A person authorized by a warrant issued under subsection (1) may

(*a*) at any reasonable time enter and search a place referred to in the warrant;

Perquisition et saisie

(2) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (1) peut :

a) à toute heure convenable, pénétrer dans le lieu et y perquisitionner;

(*b*) seize and detain any thing referred to in the warrant; and

(*c*) exercise the powers described in subsection 99(5).

b) y saisir et retenir, conformément à l'article 103, tout objet visé par le mandat;

c) exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 99(5).

Where warrant not necessary

(3) An inspector may exercise the powers described in subsection (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain the warrant.

(3) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés au paragraphe (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Perquisition sans mandat

Exigent circumstances

(4) For greater certainty, exigent circumstances include circumstances in which the delay necessary to obtain a warrant under subsection (1) would result in danger to human life or the environment or the loss or destruction of evidence.

(4) Il est entendu qu'il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait soit de mettre en danger l'environnement ou la vie humaine soit d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Situation d'urgence

Operation of computer system and copying equipment

(5) A person authorized under this section to search a place may

(*a*) use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system;

(*b*) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(*c*) seize the printout or other output for examination or copying; and

(*d*) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

(5) Au cours de sa perquisition, l'inspecteur dispose des pouvoirs mentionnés au paragraphe 99(6) et peut saisir tout imprimé ou sortie de données.

Usage d'un système informatique

Duty of person in possession or control

(6) Every person who is in possession or control of any place in respect of which a search is carried out under this section shall permit the person carrying out the search

(*a*) to use or cause to be used any computer system at the place to search any data contained in or available to the computer system for data from which a record that the person named in the warrant is authorized to search for may be produced;

(*b*) to obtain a physical copy of the record and to seize it; and

(*c*) to use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

(6) Le responsable du lieu objet de la perquisition doit faire en sorte que l'inspecteur puisse procéder aux opérations mentionnées aux alinéas 99(6)*a*), *b*) et *c*).

Obligation du responsable du lieu

Inspectors

Assistance to inspectors

101. The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 75, 99 or 100, and every person found in the place, shall give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to carry out duties and functions under this Act and shall provide the inspector with such information with respect to the administration of this Act and the regulations as the inspector may reasonably require.

Obstruction of inspectors

102. While an inspector is exercising powers or carrying out duties and functions under this Act, no person shall

(*a*) knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector; or

(*b*) otherwise obstruct or hinder the inspector.

Seizure and Detention

Seizure

103. (1) Whenever during the course of an inspection or a search an inspector has reasonable grounds to believe that any provision of this Act or the regulations has been contravened, the inspector may seize and detain any thing

(*a*) by means of or in relation to which the inspector reasonably believes the contravention occurred; or

(*b*) that the inspector reasonably believes will afford evidence of the contravention.

Limitation

(2) An inspector shall not seize any thing under subsection (1) unless the thing is required as evidence or for purposes of analysis or the inspector is of the opinion that the seizure is necessary in the public interest.

Notice of contravention

(3) An inspector who has seized and detained any thing under subsection (1) shall, as soon as practicable, advise the person in whose possession it was at the time of seizure of the provision of this Act or the regulations that the inspector believes has been contravened.

Detention and release

(4) Any thing seized under subsection (1) or 100(2) shall not be detained

Inspecteurs

Aide à donner aux inspecteurs

101. Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application des articles 75, 99 ou 100, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'exécution de la présente loi et de ses règlements.

Entrave

102. Lorsque l'inspecteur agit dans l'exercice de ses fonctions, il est interdit :

a) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse;

b) d'une façon générale, d'entraver son action.

Saisie et rétention

Saisie

103. (1) Lors de l'inspection ou de la perquisition, l'inspecteur peut saisir et retenir tout objet dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou aux règlements ou qu'il servira à prouver une telle infraction.

Restriction

(2) Il ne peut toutefois procéder à la saisie que s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt public ou aux fins d'analyse ou de preuve.

Avis de violation

(3) Dès que possible après la saisie, l'inspecteur porte à la connaissance de la personne qui avait la possession de l'objet au moment de la saisie la disposition de la présente loi ou des règlements qui, selon lui, a été enfreinte.

Mainlevée

(4) La rétention visée aux paragraphes (1) et 100(2) prend fin :

(*a*) after the owner of the thing or the person in whose possession it was at the time of seizure applies to the inspector or to the Minister for its release and the inspector or the Minister is satisfied that it is not necessary in the public interest to continue to detain the thing or that it is not required as evidence or for purposes of analysis; or

(*b*) after the expiration of ninety days after the day of seizure, unless before that time

(i) the thing has been forfeited under section 105,

(ii) proceedings have been instituted in respect of the contravention in relation to which the thing was seized, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded, or

(iii) the Minister has served or made reasonable efforts to serve notice of an application for an order extending the time during which the thing may be detained in accordance with section 104.

a) soit dès qu'une demande de mainlevée est adressée par le propriétaire ou la personne qui avait la possession de l'objet au moment de la saisie à l'inspecteur ou au ministre et après constatation par l'un ou l'autre de ceux-ci que les raisons mentionnées au paragraphe (2) ne s'appliquent plus;

b) soit à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de la saisie, sauf si, au préalable, un des événements suivants survient :

(i) il y a eu confiscation sous le régime de l'article 105,

(ii) des poursuites ont été intentées en l'espèce, auquel cas la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de celles-ci,

(iii) le ministre a, conformément à l'article 104, signifié — ou fait le nécessaire pour signifier — un avis de demande d'ordonnance pour la prolongation du délai de rétention.

Storage of seized thing

(5) A thing seized by an inspector under subsection (1) or 100(2) shall be kept or stored in the place where it was seized except where

(*a*) in the opinion of the inspector,

(i) it is not in the public interest to do so, or

(ii) the thing seized, or a sample of it, is required as evidence and removal and storage of the thing seized is necessary to ensure that the thing or sample will be available as evidence in any related proceedings, or

(*b*) the person in whose possession it was at the time of seizure or the person entitled to possession of the place requests the inspector to have it removed to some other place,

in which case it may be removed to and stored in any other place at the direction of or with the concurrence of an inspector and at the expense of the person who requested that it be so removed.

Entreposage et transfert

(5) L'objet saisi en vertu du paragraphe (1) ou 100(2) est gardé et entreposé sur les lieux. Toutefois, si l'inspecteur estime que cela n'est pas dans l'intérêt public ou que cet objet ou échantillon de celui-ci est nécessaire aux fins de preuve, ou si la personne qui en avait la possession au moment de la saisie — ou l'occupant légitime du lieu — demande à l'inspecteur son transfert, l'objet peut être transféré en tout autre lieu suivant les instructions ou avec l'accord d'un inspecteur aux frais du demandeur.

Interference with seized thing

(6) Unless authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any

Interdiction relative à l'objet saisi

(6) Il est interdit, sans autorisation de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière

way with any thing seized and detained by an inspector under subsection (1) or 100(2), but an inspector shall, at the request of the person from whom it was seized, allow that person or any person authorized by that person to examine it and, where practicable, furnish a sample or copy thereof to such person.

que ce soit, l'état ou la situation de l'objet saisi ou retenu en vertu du paragraphe (1) ou 100(2); l'inspecteur doit toutefois, sur demande du saisi, permettre à celui-ci ou à son délégué de l'examiner et, lorsque cela est faisable, lui en fournir un échantillon ou une copie.

Application to extend period of detention

104. (1) Where proceedings have not been instituted in respect of the contravention in relation to which any thing was seized under subsection 100(2) or 103(1), the Minister may, before the expiration of ninety days after the day of seizure and on serving prior notice in accordance with subsection (2) on the owner of the thing or on the person who at the time of seizure was in possession of it, apply to a provincial court judge, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, within whose territorial jurisdiction the seizure was made for an order extending the time during which it may be detained.

Demande de prolongation du délai de rétention

104. (1) À défaut des poursuites mentionnées à l'alinéa 103(4)*b*), le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la saisie et sur signification du préavis prévu par le paragraphe (2) au propriétaire de l'objet ou à la personne qui en avait la possession au moment de la saisie, requérir d'un juge de la cour provinciale, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, dans le ressort duquel la saisie a été effectuée une ordonnance prolongeant le délai de rétention.

Notice

(2) A notice shall be served by personal service at least five clear days prior to the day on which the application is to be made to the provincial court judge or by registered mail at least seven clear days prior to that day and shall specify

(*a*) the provincial court in which the application is to be made;

(*b*) the place where and the time when the application is to be heard;

(*c*) the thing seized in respect of which the application is to be made; and

(*d*) the grounds on which the Minister intends to rely to show why there should be an extension of the time during which the thing seized may be detained.

Préavis

(2) Le préavis est signifié à personne, cinq jours francs au moins avant la date de la requête, ou par courrier recommandé, sept jours francs au moins avant cette date, et doit spécifier :

a) la cour provinciale en cause;

b) les lieu, date et heure d'audition de la requête;

c) l'objet saisi en cause;

d) les motifs que le ministre entend invoquer pour justifier la prolongation du délai de rétention.

Order of extension granted

(3) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), the judge is satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order

(*a*) that the thing be detained for such additional period of time and on such conditions relating to the detention for that additional period of time as the judge considers proper; and

(*b*) on the expiration of the additional period of time, that the thing be restored

Ordonnance de prolongation

(3) S'il est convaincu du bien-fondé de la requête, le juge ordonne la prolongation de la rétention pendant le délai et aux conditions qu'il juge indiqués et, à l'expiration de ce délai, la restitution au saisi ou au possesseur légitime, sauf survenance auparavant de l'un des événements visés aux sous-alinéas 103(4)*b*)(i) ou (ii).

to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless before the expiration of the additional period of time an event referred to in subparagraph 103(4)(b)(i) or (ii) has occurred.

Order of restoration refused

(5) Where, on the hearing of an application under subsection (1), the judge is not satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order that, on the expiration of ninety days after the day of seizure, it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless, before the expiration of the ninety days, an event referred to in subparagraph 103(4)(b)(i) or (ii) has occurred.

Order for disposition

(6) Where, at the time of the hearing of an application under subsection (1), ninety days have elapsed after the day of seizure, the judge shall order the restoration of the thing forthwith to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it.

Forfeiture

Forfeiture on consent

105. (1) Where an inspector has seized any thing under subsection 100(2) or 103(1) and the owner or person who was in lawful possession of it at the time of seizure consent in writing at the request of the inspector to the forfeiture of the thing or upon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Disposal on forfeiture

(2) The Minister may dispose of or destroy any thing forfeited under subsection (1) or the Minister may cause the same to be disposed of or destroyed and may cause the owner or the person who was in lawful possession of the thing at the time it was seized.

Forfeiture by order of court

105. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and any thing seized under subsection 100(2) or 103(1) is then being detained,

(a) the thing is on such conviction and is forfeited to Her Majesty in right of Canada; and

(b) the court may, in addition to any punishment imposed for the offence, forfeited to Her Majesty in right of

to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless before the expiration of the additional period of time an event referred to in subparagraph 103(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

Order of extension refused

(4) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), the judge is not satisfied that the thing seized should continue to be detained, the judge shall order that, on the expiration of ninety days after the day of seizure, it be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it unless, before the expiration of the ninety days, an event referred to in subparagraph 103(4)(*b*)(i) or (ii) has occurred.

Refus d'ordonnance de prolongation

(4) Si, au contraire, il n'est pas convaincu du bien-fondé de la requête, le juge ordonne la restitution au saisi ou au possesseur légitime, à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la saisie, sauf survenance auparavant de l'un des événements visés aux sous-alinéas 103(4)*b*)(i) ou (ii).

Order for restoration

(5) Where, at the time of the hearing of an application made under subsection (1), ninety days have expired after the day of seizure, the judge shall order the restoration of the thing forthwith to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it.

Restitution après l'expiration du délai

(5) La restitution est toutefois immédiate dans le cas où ce délai est déjà expiré au moment de l'audition de la requête.

Forfeiture

Confiscation

Forfeiture on consent

105. (1) Where an inspector has seized any thing under subsection 100(2) or 103(1) and the owner or person who was in lawful possession of it at the time of seizure consents in writing at the request of the inspector to the forfeiture of the thing, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Confiscation sur consentement

105. (1) Le propriétaire de l'objet saisi par l'inspecteur en application des paragraphes 100(2) ou 103(1) ou la personne qui en avait la possession légitime au moment de la saisie peut consentir, par écrit, à sa confiscation. Le cas échéant, la confiscation s'opère immédiatement au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

Disposal or destruction

(2) The Minister may dispose of or destroy any thing forfeited under subsection (1) and, if the Minister so directs, the costs of the disposal or destruction shall be paid by the owner or the person who was in lawful possession of the thing at the time it was seized.

Disposition de l'objet confisqué

(2) Il peut être disposé de l'objet confisqué, notamment par destruction, sur ordre du ministre, lequel peut mettre les frais en résultant à la charge du propriétaire ou de la personne qui en avait la possession légitime au moment de la saisie.

Forfeiture by order of court

106. (1) Where a person is convicted of an offence under this Act and any thing seized under subsection 100(2) or 103(1) is then being detained,

(*a*) the thing is, on such conviction and in addition to any punishment imposed for the offence, forfeited to Her Majesty in

Confiscation par ordonnance du tribunal

106. (1) L'objet saisi en vertu des paragraphes 100(2) ou 103(1) qui se trouve en rétention au moment où l'auteur de l'infraction est déclaré coupable :

a) est, sur cette déclaration de culpabilité et en sus de toute peine imposée, confisqué au profit de Sa Majesté du chef du

right of Canada, if the court so directs, in which case

(i) the Minister may dispose of or destroy the thing, and

(ii) the costs of the forfeiture and disposal or destruction shall be paid by the offender; or

(*b*) the thing shall, on the expiration of the time for taking an appeal from the conviction or on the final conclusion of the proceedings, as the case may be, be restored to the person from whom it was seized or to any other person entitled to possession of it on such conditions, if any, as may be imposed by order of the court and as, in the opinion of the court, are necessary to avoid the commission of any further offence under this Act.

Canada si le tribunal l'ordonne, auquel cas le ministre peut en disposer, notamment par destruction, les frais en résultant, y compris ceux de confiscation, étant à la charge du contrevenant;

b) est, à défaut de confiscation et à l'expiration du délai d'appel prévu ou, en cas d'appel, une fois que l'affaire est tranchée, restitué au saisi ou remis à son possesseur légitime; la restitution ou la remise peut s'assortir des conditions, précisées dans l'ordonnance du tribunal, que celui-ci estime nécessaires pour que soit évitée la perpétration de toute nouvelle infraction à la présente loi.

Things deemed not to have been seized

(2) For the purposes of subsection (1), any thing released from detention under paragraph 103(4)(*a*) or (*b*) shall be deemed not to have been seized under subsection 104(2) or 103(1).

Présomption de non-saisie

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les objets dont la rétention prend fin aux termes du paragraphe 103(4) sont réputés ne pas avoir été saisis en application des paragraphes 100(2) ou 103(1).

Investigation of Offences

Enquêtes

Application for investigation

107. (1) Any two persons resident in Canada who are not less than eighteen years of age and who are of the opinion that an offence has been committed under this Act may apply to the Minister for an investigation of the alleged offence.

Demande d'enquête

107. (1) Deux personnes âgées d'au moins dix-huit ans et résidant au Canada peuvent demander au ministre l'ouverture d'une enquête sur tout fait constituant selon elles une infraction à la présente loi.

Statement to accompany application

(2) An application for an investigation shall be accompanied by a solemn or statutory declaration

(*a*) stating the names and addresses of the applicants;

(*b*) stating the nature of the alleged offence and the name of each person alleged to be involved in its commission; and

(*c*) containing a concise statement of the evidence supporting the allegations of the applicants.

Déclaration

(2) La demande est accompagnée d'une déclaration solennelle qui énonce :

a) le nom et l'adresse des demandeurs;

b) la nature de l'infraction reprochée et le nom des personnes à qui elle est imputée;

c) un bref exposé des motifs à l'appui de la demande.

Investigation

108. (1) On receipt of an application under section 107, the Minister shall acknowledge receipt of the application and investigate all matters that the Minister considers necessary for a determination of the facts relating to the alleged offence.

Enquête

108. (1) Sans délai, le ministre accuse réception de la demande et fait enquête sur tous les points qu'il juge indispensables pour établir les faits afférents à l'infraction reprochée.

Information on progress of investigation

(2) Within ninety days after receiving an application under section 107, the Minister shall report to the applicant on the progress of the investigation and the action, if any, that the Minister proposes to take.

(2) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande, le ministre informe l'auteur de celle-ci du déroulement de l'enquête et des mesures qu'il entend prendre.

Information des intéressés

Discontinuation of investigation

(3) The Minister may discontinue an investigation where the Minister is of the opinion that the alleged offence does not require further investigation.

(3) S'il estime que l'infraction reprochée ne justifie plus la poursuite de l'enquête, le ministre peut l'interrompre.

Interruption de l'enquête

Report

(4) Where an investigation is discontinued the Minister shall

(*a*) prepare a report in writing describing the information obtained during the investigation and stating the reasons for its discontinuation; and

(*b*) send a copy of the report to the applicants and to any person whose conduct was investigated.

(4) En cas d'interruption, le ministre rédige un rapport écrit exposant l'information recueillie et les motifs de l'interruption et en envoie un exemplaire aux intéressés.

Rapport

Minister may send evidence to Attorney General of Canada

109. At any stage of an investigation under section 108, the Minister may, in addition to or in lieu of continuing the investigation, send any records, returns or evidence to the Attorney General of Canada for consideration of whether an offence has been or is about to be committed against this Act and for such action as the Attorney General of Canada may wish to take.

109. Le ministre peut en outre, à toute étape de l'enquête — ou au lieu de la poursuivre —, transmettre des documents ou autres éléments de preuve au procureur général du Canada pour lui permettre de déterminer si une infraction à la présente loi a été commise ou est sur le point de l'être et de prendre les mesures de son choix.

Communication de documents au procureur général du Canada

Offences and Punishment

Infractions et peines

Inspectors

110. Every person who

(*a*) fails to give an inspector all reasonable assistance or to provide the inspector with information as required under section 101, or

(*b*) contravenes section 102

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

110. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque :

a) soit manque aux obligations imposées par l'article 101;

b) soit contrevient à l'article 102.

Inspecteurs

Information, notices and testing

111. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 15, paragraph 17(1)(*b*) or section 25 or 26,

(*b*) fails to notify the Minister as required under paragraph 17(1)(*a*) or subsection 25(6) or (7),

111. Quiconque contrevient au paragraphe 49(1) ou manque aux obligations ou conditions imposées par l'article 15, les alinéas 17(1)*a*), *b*) ou *c*), les paragraphes 25(5) ou (6) ou les articles 25 ou 26 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une

Renseignements, notification et expérimentation

(*c*) fails to conduct the tests referred to in paragraph 17(1)(*c*), or

(*d*) contravenes subsection 49(1)

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

Tests, manufacture, etc.

112. Every person who

(*a*) fails to provide the Minister with information as required under section 16,

(*b*) conducts any false or misleading test in purported compliance with a notice under paragraph 17(1)(*c*),

(*c*) manufactures or imports a substance in contravention of a condition specified under paragraph 28(1)(*a*),

(*d*) manufactures or imports a substance in contravention of a prohibition under paragraph 28(1)(*b*),

(*e*) manufactures or imports a substance in contravention of paragraph 25(1)(*b*) or subsection 28(2),

(*f*) contravenes or fails to comply with any regulations made under subsection 33(1),

(*g*) contravenes section 45 or 63,

(*h*) fails to make a report, to take any measures required to be made or taken under sections 35 and 56,

(*i*) fails to comply with a prohibition imposed under section 26, an order made under section 34 or a direction made under section 39,

(*j*) fails to give notice as required by section 41 or 42,

(*k*) contravenes a regulation made under section 53;

(*l*) fails to comply with a requirement or request of the Minister made under section 55 or 64,

(*m*) contravenes section 66, 68 or 69, or

(*n*) fails to make a report as required under subsection 67(4),

is guilty of an offence and is liable

(*o*) on summary conviction, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both, or

amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Essais, fabrication, etc.

112. Commet une infraction quiconque, selon le cas :

a) ne communique pas au ministre les renseignements prévus par l'article 16;

b) fait un essai faux ou trompeur en réponse à l'avis prévu à l'alinéa 17(1)*c*);

c) ne respecte pas les conditions fixées en application de l'alinéa 28(1)*a*);

d) transgresse l'interdiction prévue à l'alinéa 28(1)*b*);

e) contrevient à l'alinéa 25(1)*b*) ou au paragraphe 28(2);

f) ne se conforme pas aux règlements pris sous le régime du paragraphe 33(1);

g) contrevient à l'article 45 ou à l'article 63;

h) manque aux obligations prévues par les articles 35 et 56;

i) ne se conforme pas à l'interdiction prévue à l'article 26 ou à un arrêté pris ou un ordre donné dans le cadre des articles 34 ou 39;

j) omet de donner les préavis prévus aux articles 41 ou 42, ou d'en transmettre copie;

k) contrevient à un règlement d'application de l'article 53;

l) ne se conforme pas à la demande du ministre visée aux articles 55 ou 64;

m) contrevient aux articles 66, 68 ou 69;

n) omet de faire le rapport prévu par le paragraphe 67(4).

L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :

o) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

p) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un

(*p*) on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Fraud

113. Every person who knowingly

(*a*) provides the Minister with any false or misleading information in purported compliance with section 15, 25 or 26, paragraph 28(1)(*c*) or a notice under paragraph 17(1)(*b*), or

(*b*) provides the Minister with any false or misleading information in purported compliance with section 16 or a notice under paragraph 17(1)(*a*),

is guilty of an offence and is liable

(*c*) on summary conviction, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both, or

(*d*) on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

Fraude

113. Commet une infraction quiconque, pour se conformer aux obligations imposées par :

a) l'article 15, l'alinéa 17(1)*b*), les articles 25 ou 26 ou l'alinéa 28(1)*c*), communique sciemment au ministre des renseignements faux ou trompeurs;

b) l'article 16 ou l'alinéa 17(1)*a*), donne sciemment au ministre un renseignement ou un avis faux ou trompeur.

L'auteur de l'infraction encourt, sur déclaration de culpabilité :

c) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

d) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Damage to environment and death or harm to persons

114. (1) Every person who, in contravention of this Act,

(*a*) intentionally or recklessly causes a disaster that results in a loss of the use of the environment, or

(*b*) shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and thereby causes a risk of death or harm to another person

is guilty of an indictable offence and is liable to a fine or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

Dommages à l'environnement

114. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende et un emprisonnement de cinq ans, ou l'une de ces peines, quiconque, en violation de la présente loi :

a) soit provoque, intentionnellement ou par imprudence grave, une catastrophe qui prive de la jouissance de l'environnement;

b) soit, par imprudence ou insouciance graves à l'endroit de la vie ou de la sécurité d'autrui, risque de causer la mort ou des blessures.

Criminal negligence

(2) Every person who, in contravention of this Act, shows wanton or reckless disregard for the lives or safety of other persons and thereby causes death or bodily harm to another person is subject to prosecution and punishment under section 203 or 204 of the *Criminal Code*.

Négligence criminelle

(2) Quiconque, en violation de la présente loi, risque, en faisant preuve d'imprudence ou d'insouciance graves à l'endroit de la vie ou de la sécurité d'autrui, de causer la mort ou des blessures est passible des poursuites et punissable des peines prévues par les articles 203 ou 204 du *Code criminel*.

Other offences

115. Every person who contravenes any provision of this Act, other than a provision referred to in sections 110 to 114, or of any regulation made under this Act is guilty of

Autres infractions

115. Quiconque contrevient à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements que celles visées aux articles 110 à 114 commet une infraction punissable sur décla-

an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

ration de culpabilité par procédure sommaire et encourt une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Time limit

116. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

116. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a été saisi des faits faisant l'objet de l'infraction.

Prescription

Minister's certificate

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, shall be received in evidence and, in the absence of any evidence to the contrary, the document shall be considered as conclusive proof of that fact without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the document and without further proof.

(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où l'élément de preuve est parvenu à sa connaissance fait foi de façon concluante de ce fait, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou de la qualité officielle du signataire.

Certificat du ministre

Continuing offence

117. Where an offence under this Act is committed or continued on more than one day, the person who committed the offence is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

117. Il peut être compté une infraction distincte à la présente loi pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infraction continue

Construction of subsection 450(5) of *Canada Shipping Act*

118. Subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act* is not to be construed so as to relieve any person from liability under this Act.

118. Le paragraphe 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* n'a pas pour effet de dégager quiconque de sa responsabilité sous le régime de la présente loi.

Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*

Regulations

119. The Governor in Council may make regulations prescribing the manner in which the proceeds resulting from the payment of fines or the execution of orders under this Act shall be distributed.

119. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les modalités de distribution du produit des amendes ou de l'exécution des ordonnances ou arrêtés prévus par la présente loi.

Règlements

Nearest court has jurisdiction for Part VI offences

120. (1) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraphs 65(1)(*a*) to (*f*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by the court having jurisdiction in respect of similar offences in the territorial division nearest to the place where the offence was committed; and

120. (1) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 65(2)*a*) à *f*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires dans la circonscription territoriale la plus proche du lieu de l'infraction et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Tribunal compétent : partie VI

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within that territorial division.

Where offence deemed to have been committed

(2) An offence to which subsection (1) applies shall, for the purposes of that subsection, be deemed to have been committed either in the place where the offence was actually committed or in the place in which the accused is found.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le lieu de l'infraction est présumé être soit celui de sa perpétration, soit celui où l'accusé est trouvé.

Lieu présumé de l'infraction

Any court has jurisdiction for Part VI offences

(3) Where an offence arising out of a contravention of Part VI is committed by a person, whether or not the person is a Canadian citizen, in any area of the sea referred to in paragraph 65(1)(*g*) or (*h*), the offence

(*a*) is within the competence of and shall be tried by any court having jurisdiction in respect of similar offences committed by persons within the limits of its ordinary jurisdiction; and

(*b*) shall be tried in the same manner as if the offence had been committed within the jurisdiction of the court before which it is tried.

(3) Que son auteur ait ou non la citoyenneté canadienne, toute infraction à la partie VI commise dans les eaux visées aux alinéas 65(1)*g*) ou *h*) relève du tribunal compétent pour des infractions similaires commises dans les limites de son ressort normal et est jugée par ce tribunal comme si elle y avait été commise.

Tribunal compétent : partie VI

Liability of directors

121. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

121. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Responsabilité pénale : personnes morales

Identifying owner, master, etc.

122. The owner or master of a ship, the owner or pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a platform or other anthropogenic structure may be charged with an offence arising out of a contravention of Part VI as owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure if it is adequately identified, and no such charge is invalid by reason only that it does not name the owner, master, pilot in command or person in charge, as the case may be, of the ship, aircraft, platform or structure.

122. Le propriétaire, le capitaine ou le responsable d'un navire, d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage, de même que le propriétaire ou le commandant de bord d'un aéronef, peuvent être valablement inculpés en tant que tels d'infraction à la partie VI — même s'ils ne sont pas nommément désignés — pourvu que le navire, l'aéronef, la plate-forme ou l'autre ouvrage en cause soit convenablement identifié.

Poursuites contre le propriétaire, capitaine, etc.

Proof of offence

123. (1) In any prosecution of an offence under this Act it is sufficient proof of the

123. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver

Preuve

offence to establish that it was committed by employees or agent of the accused which or by, not the employer or agents is identified or prosecuted for the offence.

Idem

(2) In any prosecution of the master of a ship, the pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a plant or other operating station for an offence committed by the servant of that person, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a crew member or other person on board the ship, aircraft, plant or station, whether or not that crew member or other person is identified or prosecuted for the offence.

Defence

174. (1) No person shall be found guilty of an offence under this Act, other than an offence under section 113 or 114, if the person establishes that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Idem

(2) No person shall, by virtue of section 173, be found guilty of an offence under sections 113 and 114 if the person establishes that the offence was committed without the person's knowledge or consent and that the person took all due diligence to prevent its commission.

Certificate of analyst

175. (1) Subject to subsection (2) and (3), a certificate of an analyst stating that the analyst has analyzed or examined a substance or product and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

Notice

(3) No certificate of an analyst shall be received in evidence unless the party intends to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or prosecuted for the offence.

l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Idem

(2) In any prosecution of the master of a ship, the pilot in command of an aircraft or the owner or person in charge of a platform or other anthropogenic structure for an offence arising out of a contravention of Part VI, it is sufficent proof of the offence to establish that it was committed by a crew member or other person on board the ship, aircraft, platform or structure, whether or not the crew member or other person is identified or prosecuted for the offence.

(2) Dans les poursuites contre le capitaine d'un navire, le commandant de bord d'un aéronef ou le propriétaire ou le responsable d'une plate-forme ou d'un autre ouvrage pour infraction à la partie VI, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un membre d'équipage ou une autre personne se trouvant à bord du navire, de l'aéronef, de la plate-forme ou de l'ouvrage, que ce membre ou cette personne ait été ou non identifié ou poursuivi.

Idem

Defence

124. (1) No person shall be found guilty of an offence under this Act, other than an offence under section 113 or 114, if the person establishes that he exercised all due diligence to prevent its commission.

124. (1) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi autre que celles visées aux articles 113 et 114 s'il établit qu'il a exercé toute la diligence convenable pour l'empêcher.

Disculpation

Idem

(2) No person shall, by virtue of section 123, be found guilty of an offence under section 113 and 114 if the person establishes that the offence was committed without the person's knowledge or consent and that the person took all due diligence to prevent its commission.

(2) Par suite de l'article 123, nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée aux articles 113 ou 114 s'il prouve que la perprétation a eu lieu à son insu et qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Idem

Certificate of analyst

125. (1) Subject to subsections (2) and (3), a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined a substance or product and stating the result of the analysis or examination is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

125. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié telle substance ou tel produit et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites visant toute infraction à la présente loi et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Certificat de l'analyste

Attendance of analyst

(2) The party against whom a certificate of an analyst is produced may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

Présence de l'analyste

Notice

(3) No certificate of an analyst shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention together with a copy of the certificate.

(3) Le certificat n'est admis en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Préavis

Discharge

Absolute or conditional discharge

126. (1) Where an offender has pleaded guilty to or been found guilty of an offence, the court may, instead of convicting the offender, by order direct that the offender be discharged absolutely or on conditions having any or all of the effects described in paragraphs 129(1)(*a*) to (*j*).

Conditions of order

(2) Where an order is made under subsection (1) and the offender contravenes or fails to comply with the order, or is convicted of an offence under this Act, including an offence under section 132, the prosecutor may apply to the court to revoke the discharge, convict the offender of the offence to which the discharge relates and impose any sentence that could have been imposed if the offender had been convicted at the time the order was made.

Suspended sentence

127. (1) Where an offender is convicted of an offence under this Act, the court may suspend the passing of sentence and may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order under section 129.

Application by prosecutor

(2) Where the passing of sentence has been suspended under subsection (1) and the offender contravenes or fails to comply with an order made under section 129, or is convicted of an offence under this Act, including an offence under section 132, the prosecutor may apply to the court to impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Additional fine

128. Where an offender has been convicted of an offence under this Act, the court may, where it is satisfied that as a result of the commission of the offence the offender acquired any monetary benefits or that monetary benefits accrued to the offender, order the offender to pay, notwithstanding the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act, an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of those monetary benefits.

Absolution

Absolution

126. (1) Le tribunal peut prononcer l'absolution du contrevenant qui a plaidé ou a été reconnu coupable, en l'assortissant éventuellement, par ordonnance, en tout ou en partie, des conditions visées aux alinéas 129(1)*a*) à *j*).

Contenu de l'ordonnance d'absolution

(2) Si le contrevenant manque aux obligations que lui impose l'ordonnance ou est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, l'accusation peut demander au tribunal d'annuler l'absolution, de déclarer le contrevenant coupable de l'infraction dont il avait été absous et de lui imposer la peine dont il était passible au moment de la prise de l'ordonnance.

Sursis

127. (1) En cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le tribunal peut surseoir au prononcé de la peine et, sur demande de l'accusation présentée au nom du ministre et compte tenu de la nature de l'infraction et des circonstances de sa perpétration, rendre l'ordonnance visée à l'article 129.

Demande de l'accusation

(2) Si le contrevenant manque aux obligations que lui impose l'ordonnance visée à l'article 129 ou est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi, l'accusation peut demander au tribunal d'imposer la peine encourue s'il n'y avait pas eu sursis.

Amende supplémentaire

128. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il constate que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, en sus du maximum imposable, le montant qu'il juge égal à ces avantages, à titre d'amende supplémentaire.

Offences and punishment

129. (1) Where an offender has been convicted of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the offender to take such action as the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the environment that results or may result from the act or omission that constituted the offence;

(c) directing the offender to publish, in the manner prescribed, the facts relating to the conviction;

(d) directing the offender to notify, at his own cost and in the manner prescribed, any person aggrieved or affected by the offender's conduct of the facts relating to the conviction;

(e) directing the offender to post such bond or pay such amount of money into court as will ensure compliance with any order made pursuant to this section;

(f) directing the offender to pay to Her Majesty, on application by the Minister made within three years after the date of conviction, such information with respect to the activities of the offender as the court considers appropriate and just in the circumstances;

(g) directing the offender to compensate Her Majesty, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventative action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the act or omission that constituted the offence;

(h) directing the offender to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be imposed therein;

(i) directing the offender to pay, in any manner prescribed by regulations under section 119, an amount for the purposes of conducting research into the ecological use

Idem

(2) An order made pursuant to subsection (1) may be in addition to, but not in derogation of, any punishment that may be imposed in respect of the offence.

Idem

(3) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, in addition to any other punishment that may be imposed in respect of the offence, order the offender to comply with the order within such time as the court may specify.

Idem

(4) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the offender, the Minister or any person aggrieved or affected by the offender's conduct, vary the terms of the order or revoke it if, in the opinion of the court, the circumstances that led to the order being made have changed in a material way.

Idem

(5) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(6) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the offender, the Minister or any person aggrieved or affected by the offender's conduct, vary the terms of the order or revoke it if, in the opinion of the court, the circumstances that led to the order being made have changed in a material way.

Idem

(7) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(8) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(9) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(10) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(11) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(12) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(13) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(14) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(15) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(16) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(17) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(18) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(19) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(20) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(21) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(22) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(23) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(24) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(25) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(26) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(27) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(28) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(29) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(30) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(31) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(32) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(33) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(34) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(35) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(36) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(37) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(38) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(39) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(40) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(41) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(42) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(43) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(44) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(45) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(46) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(47) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(48) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(49) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(50) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(51) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(52) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(53) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(54) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(55) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(56) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(57) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(58) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(59) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(60) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(61) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(62) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(63) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(64) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(65) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(66) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(67) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(68) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(69) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(70) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(71) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(72) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(73) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(74) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(75) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(76) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(77) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(78) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(79) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(80) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(81) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(82) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(83) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(84) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(85) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(86) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(87) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(88) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(89) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(90) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(91) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(92) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(93) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(94) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(95) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(96) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(97) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(98) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(99) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(100) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(101) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(102) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(103) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(104) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(105) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(106) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(107) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(108) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(109) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(110) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(111) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(112) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(113) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(114) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(115) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(116) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(117) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(118) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(119) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(120) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(121) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(122) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(123) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(124) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(125) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(126) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(127) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(128) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(129) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(130) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(131) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(132) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(133) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(134) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(135) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(136) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(137) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(138) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(139) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(140) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(141) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(142) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(143) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(144) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(145) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(146) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(147) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(148) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(149) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(150) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(151) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(152) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(153) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(154) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(155) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such amount as the court considers appropriate to cover the cost of any action taken by or on behalf of the Minister to ensure that the offender complies with the order.

Idem

(156) Where a court makes an order pursuant to subsection (1), it may, on application by the Minister, order the offender to pay to Her Majesty such am

Orders of court

129. (1) Where an offender has been convicted of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

(*a*) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;

(*b*) directing the offender to take such action as the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to the environment that results or may result from the act or omission that constituted the offence;

(*c*) directing the offender to publish, in the manner prescribed, the facts relating to the conviction;

(*d*) directing the offender to notify, at his own cost and in the manner prescribed, any person aggrieved or affected by the offender's conduct of the facts relating to the conviction;

(*e*) directing the offender to post such bond or pay such amount of money into court as will ensure compliance with any order made pursuant to this section;

(*f*) directing the offender to submit to the Minister, on application by the Minister made within three years after the date of conviction, such information with respect to the activities of the offender as the court considers appropriate and just in the circumstances;

(*g*) directing the offender to compensate the Minister, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventative action taken by or caused to be taken on behalf of the Minister as a result of the act or omission that constituted the offence;

(*h*) directing the offender to perform community service, subject to such reasonable conditions as may be imposed therein;

(*i*) directing the offender to pay, in any manner prescribed by regulations under section 119, an amount for the purposes of conducting research into the ecological use

Ordonnance du tribunal

129. (1) En sus de toute peine prévue par la présente loi et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant au contrevenant déclaré coupable tout ou partie des obligations suivantes :

a) s'abstenir de tout acte ou activité risquant d'entraîner la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

c) publier, en la forme réglementaire, les faits liés à la déclaration de culpabilité;

d) aviser, aux frais du contrevenant et selon les modalités réglementaires, toute victime des faits liés à la déclaration de culpabilité;

e) donner tel cautionnement ou déposer auprès de lui telle somme d'argent en garantie de l'observation d'une ordonnance rendue en vertu du présent article;

f) fournir au ministre, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements — que lui, le tribunal, estime justifiés en l'occurrence —, relatifs aux activités du contrevenant;

g) indemniser le ministre, en tout ou en partie, des frais qu'il a faits pour la réparation ou la prévention des dommages à l'environnement résultant des faits qui ont mené à la déclaration de culpabilité;

h) exécuter des travaux d'intérêt collectif à des conditions raisonnables;

i) verser, selon les modalités réglementaires prévues à l'article 119, une somme d'argent destinée à permettre des recherches sur l'utilisation et l'élimination écologiques de la substance qui a donné lieu à l'infraction;

j) se conformer aux autres conditions qu'il estime justifiées pour assurer la bonne conduite du contrevenant et empêcher toute récidive.

and disposal of the substance in respect of which the offence was committed; or

(*j*) requiring the offender to comply with such other reasonable conditions as the court considers appropriate and just in the circumstances for securing the offender's good conduct and for preventing the offender from repeating the same offence or committing other offences.

Publication

(2) Where an offender fails to comply with an order made under paragraph (1)(*c*) directing the publication of the facts relating to the offence, the Minister may publish the facts in compliance with the order and recover the costs of publication from the offender.

(2) En cas de manquement à l'obligation mentionnée à l'alinéa (1)*c*), le ministre peut procéder à la publication et en recouvrer les frais auprès du contrevenant. Publication

Debt due to Her Majesty

(3) Where the court makes an order under paragraph (1)(*g*) directing an offender to pay costs or the Minister incurs publication costs under subsection (2), the costs constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in any court of competent jurisdiction.

(3) Les frais visés à l'alinéa (1)*g*) et au paragraphe (2) constituent des créances de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant le tribunal compétent. Créances de Sa Majesté

Coming into force and duration of order

(4) An order made under subsection (1) comes into force on the day on which it is made or on such other day as the court may determine and shall not continue in force for more than three years after that day.

(4) Toute ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) prend effet soit immédiatement, soit à la date fixée par le tribunal, et elle demeure en vigueur pendant trois ans au plus. Prise d'effet

Regulations

(5) The Governor in Council may, by regulation, prescribe any matter or thing that by this section is to be prescribed.

(5) Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par toute autre disposition du présent article. Règlements

Compensation for loss of property

130. (1) Where an offender has been convicted of an offence under this Act, the court may, at the time sentence is imposed and on the application of the person aggrieved, order the offender to pay to that person an amount by way of satisfaction or compensation for loss of or damage to property suffered by that person as a result of the commission of the offence.

130. (1) Le tribunal peut, lors de l'application de la peine, ordonner au contrevenant qui a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi de verser à la victime, sur demande de celle-ci, des dommages-intérêts pour les pertes des biens ou dommages à ceux-ci résultant de l'infraction. Dommages-intérêts

Enforcement

(2) Where an amount that is ordered to be paid under subsection (1) is not paid forthwith, the applicant may, by filing the order, enter as a judgment, in the superior court of the province in which the trial was held, the amount ordered to be paid, and that judgment is enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender in that court in civil proceedings.

(2) À défaut de paiement immédiat des dommages-intérêts, la victime peut, par dépôt de l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, l'ordre de payer le montant en question et ce jugement peut être exécuté contre le contrevenant de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui devant cette cour en matière civile. Exécution

Variation of sentence

131. (1) Subject to subsection (2), where a court has made, in relation to an offender, an order or direction under section 126, 127 or 129, the court may, on application by the offender or the Attorney General, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and, in the opinion of the court, is rendered desirable by a change in the circumstances of the offender since the order was made, namely,

(a) make changes in the order or the conditions specified therein or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or

(b) decrease the period for which the order is to remain in force or relieve the offender, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any condition that is specified in the order.

Notice

(2) Before making an order under subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court may consider to be interested and may hear any such person.

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of an offender has been heard by a court, no other application may be made with respect to the offender except with leave of the court.

Offence

132. Every person who contravenes or fails to comply with an order or direction made under section 126, 127, 129 or 131 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both

Ordonnance de modification des modalités

131. (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu des articles 126, 127 ou 129 peut, sur demande du procureur général ou du contrevenant, accepter de faire remplacer celui-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation du contrevenant :

a) soit en modifiant l'ordonnance ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois excéder un an;

b) soit en raccourcissant la période de validité de l'ordonnance ou en dégageant le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle condition de celle-ci.

Avis

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées, il peut aussi les entendre.

to

Limitation

(3) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

qu
la
d

Infraction

132. Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu des articles 126, 127, 129 ou 131 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Variation of sanctions

131. (1) Subject to subsection (2), where a court has made, in relation to an offender, an order or direction under section 126, 127 or 129, the court may, on application by the offender or the Attorney General, require the offender to appear before it and, after hearing the offender and the Attorney General, vary the order in one or any combination of the following ways that is applicable and, in the opinion of the court, is rendered desirable by a change in the circumstances of the offender since the order was made, namely,

(*a*) make changes in the order or the conditions specified therein or extend the period for which the order is to remain in force for such period, not exceeding one year, as the court considers desirable; or

(*b*) decrease the period for which the order is to remain in force or relieve the offender, either absolutely or partially or for such period as the court considers desirable, of compliance with any condition that is specified in the order.

Ordonnance de modification des sanctions

131. (1) Le tribunal qui a rendu une ordonnance en vertu des articles 126, 127 ou 129 peut, sur demande du procureur général ou du contrevenant, accepter de faire comparaître celui-ci et, après avoir entendu les observations de l'un et l'autre, sous réserve du paragraphe (2), modifier l'ordonnance selon ce qui est applicable en l'espèce et lui paraît justifié par tout changement dans la situation du contrevenant :

a) soit en modifiant l'ordonnance ou ses conditions ou en prolongeant sa validité, sans toutefois excéder un an;

b) soit en raccourcissant la période de validité de l'ordonnance ou en dégageant le contrevenant, absolument ou partiellement ou pour une durée limitée, de l'obligation de se conformer à telle condition de celle-ci.

Notice

(2) Before making an order under subsection (1), the court may direct that notice be given to such persons as the court may consider to be interested and may hear any such person.

Préavis

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal peut en faire donner préavis aux personnes qu'il juge intéressées; il peut aussi les entendre.

Limitation

(3) Where an application made under subsection (1) in respect of an offender has been heard by a court, no other application may be made with respect to the offender except with leave of the court.

Restriction

(3) Après audition de la demande visée au paragraphe (1), toute nouvelle demande est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

Offence

132. Every person who contravenes or fails to comply with an order or direction made under section 126, 127, 129 or 131 is guilty of an offence and is liable

(*a*) on summary conviction, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(*b*) on proceedings by way of indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

Infraction

132. Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu des articles 126, 127, 129 ou 131 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Contraventions

Ticketing

133. (1) Notwithstanding anything in this Act, the Governor in Council may, by regulation, on the recommendation of the Minister, designate any offence under this Act as an offence with respect to which

(*a*) notwithstanding the *Criminal Code*, an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the form prescribed by the regulations, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed; or

(*b*) a summons may be served by mailing it to the accused at the latest known address of the accused.

Regulations

(2) Any regulations made under this section

(*a*) shall establish a procedure for entering a plea and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate;

(*b*) shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence; and

(*c*) may prescribe any other matter necessary to carry out the purposes of this section.

Failure to respond to ticket

(3) Where a person is served with a ticket and does not enter a plea within the time prescribed by the regulations, a justice shall examine the ticket and

(*a*) if the ticket is complete and regular on its face, the justice shall enter a conviction in the person's absence and impose a fine of the prescribed amount; or

(*b*) if the ticket is not complete and regular on its face, the justice shall quash the proceedings.

Contraventions

Contraventions

133. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation du ministre, déterminer, parmi les infractions à la présente loi :

a) celles pour lesquelles, par dérogation au *Code criminel*, l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

b) celles qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Règlements

(2) Le règlement doit fixer la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue, ainsi que le montant de celle-ci; il peut aussi prévoir toute autre mesure nécessaire à l'application du présent article.

Défaut

(3) Si la personne qui reçoit le formulaire de contravention n'y donne pas suite dans le délai réglementaire, le juge, après examen du formulaire :

a) si celui-ci est complet et régulier, la déclare coupable en son absence et lui impose l'amende réglementaire;

b) s'il n'est pas complet et régulier, met fin aux procédures.

Other Remedies

Injunction

134. (1) Where, on the application of the Minister, it appears to a court of competent jurisdiction that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commis-

Autres moyens de droit

Injonction d'initiative ministérielle

134. (1) Si, sur demande présentée par le ministre, il conclut à l'existence, l'imminence ou la probabilité d'un fait constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à sa perpétration, le tribunal compétent peut, par

sion of an offence under this Act, the court may issue an injunction ordering any person named in the application

(*a*) to refrain from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of an offence under this Act; or

(*b*) to do any act or thing that it appears to the court may prevent the commission of an offence under this Act.

ordonnance, enjoindre à la personne nommée dans la demande :

a) de s'abstenir de tout acte susceptible, selon lui, de perpétuer le fait ou d'y tendre;

b) d'accomplir tout acte susceptible, selon lui, d'empêcher le fait ou d'y tendre.

Notice

(2) No injunction shall issue under subsection (1) unless forty-eight hours notice is given to the party or parties named in the application or the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.

Préavis

(2) L'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation.

Civil cause of action

135. (1) Any person who has suffered loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may, in any court of competent jurisdiction, sue for and recover from the person who engaged in the conduct an amount equal to the loss or damage proved to have been suffered by the person and an amount to compensate for the costs of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

Recouvrement de dommages-intérêts

135. (1) Quiconque a subi un préjudice ou une perte par suite d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements peut, devant tout tribunal compétent, intenter à la personne qui a eu un tel comportement une action en dommages-intérêts pour une somme égale au montant du préjudice ou de la perte constaté et pour le recouvrement des frais occasionnés par l'action et par toute enquête relative à l'affaire.

Injunction

(2) Any person who suffers or is about to suffer loss or damage as a result of conduct that is contrary to any provision of this Act or the regulations may seek an injunction from a court of competent jurisdiction ordering the person engaged in the conduct

(*a*) to refrain from doing any act that it appears to the court causes or will cause the loss or damage; or

(*b*) to do any act or thing that it appears to the court prevents or will prevent the loss or damage.

Injonction demandée par la victime

(2) La victime visée au paragraphe (1) — ou la personne qui est sur le point de le devenir — peut solliciter du tribunal compétent une injonction visant à faire cesser ou empêcher tout fait pouvant lui causer un préjudice ou une perte.

Evidence of offence

(3) In any action under subsection (1) against a person, the record of proceedings in any court in which that person was convicted of an offence under this Act is, in the absence of any evidence to the contrary, proof that the person against whom the action is brought engaged in conduct that was contrary to a provision of this Act.

Preuve d'infraction à la loi

(3) Dans les actions intentées en vertu du paragraphe (1), les procès-verbaux de l'audience au cours de laquelle le défendeur a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi font foi, sauf preuve contraire, du comportement visé au paragraphe (1).

Evidence of conviction

(4) In any action under subsection (1) against a person, a certificate setting out

Preuve de condamnation antérieure

(4) Le certificat reproduisant les principaux éléments de la déclaration de culpabi-

with reasonable particularity the conviction and sentence of the person for an offence under this Act signed by

(*a*) the person who made the conviction, or

(*b*) the clerk of the court in which the conviction was made,

is, on proof that the person is the offender referred to in the certificate, evidence that the person was so convicted and sentenced without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the certificate.

lité et la peine appliquée et signé soit par celui qui a prononcé la déclaration, soit par le greffier du tribunal concerné, fait preuve, une fois établi que le défendeur et le contrevenant nommés dans le certificat sont bien une seule et même personne, de la déclaration de culpabilité du défendeur et de sa condamnation, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Civil remedies

136. No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under this Act or gives rise to liability under section 38 and nothing in this Act shall be construed so as to repeal, remove or reduce any remedy available to any person at common law, under any Act of Parliament or of a provincial legislature.

Recours civils

136. Le simple fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction à la présente loi ou entraîne la responsabilité prévue à l'article 38 n'a aucun effet, suspensif ou autre, sur d'éventuels recours civils. De plus, la présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux recours éventuels prévus par la *common law* ou les lois fédérales ou provinciales.

Report to Parliament

Rapport au Parlement

Annual report

137. The Minister shall, as soon as possible after the end of each fiscal year, prepare and cause to be laid before Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that year.

Rapport

137. Au début de chaque exercice, le ministre établit dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'exercice précédent et le fait déposer devant le Parlement.

Permanent review of Act by Parliamentary committee

138. (1) The administration of this Act shall, within five years after the enactment of this Act, be reviewed by such committee of the House of Commons, or of both Houses of Parliament, as may be designated or established by Parliament for that purpose.

Examen permanent par un comité parlementaire

138. (1) Le Parlement désigne ou constitue un comité, soit de la Chambre des communes, soit mixte, chargé spécialement de l'examen, dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, de l'application de celle-ci.

Review and report

(2) The committee designated or established by Parliament for the purpose of subsection (1) shall undertake a comprehensive review of the provisions and operation of this Act and shall, within a year after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament thereon including a statement of any changes to this Act or its administration that the Committee would recommend.

Rapport

(2) Le comité prévu au paragraphe (1) examine à fond les dispositions de la présente loi ainsi que les conséquences de son application en vue de la présentation, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport au Parlement où seront consignées ses conclusions ainsi que ses recommandations, s'il y a lieu, quant aux modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qui seraient souhaitables.

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

1980-81-82-83, c. 111, Sch I.

Access to Information Act

139. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by deleting therefrom the reference to

"Environmental Contaminants Act
Loi sur les contaminants de l'environnement"

and the corresponding reference to "subsection 4(4)" and substituting therefor a reference to

"Canadian Environmental Protection Act
Loi canadienne sur la protection de l'environnement"

and a corresponding reference to "sections 19 and 20".

c. 5 (1st Supp.)

Canada Water Act

140. Part III of the *Canada Water Act* is repealed.

1985, c. 26, s. 34

141. Paragraphs 24(1)(*b*) and (*c*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) examine any waste found therein in bulk or open any container found therein that the inspector has reason to believe contains any waste and take samples thereof; and"

142. Subsection 28(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**28.** (1) Every person who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars for each offence."

143. Section 29 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Punishment

"**29.** Every person who contravenes section 25 or any regulation made under paragraph 16(1)(*e*), (*f*) or (*g*) is guilty of an offence punishable on summary conviction."

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

1980-81-82-83, ch. 111, ann. I

Loi sur l'accès à l'information

139. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par substitution à :

«Loi sur les contaminants de l'environnement
Environmental Contaminants Act»

et au renvoi correspondant «paragraphe 4(4)» de :

«Loi canadienne sur la protection de l'environnement
Canadian Environmental Protection Act»

et du renvoi correspondant «articles 19 et 20».

ch. 5 (1er suppl.)

Loi sur les ressources en eau du Canada

140. La partie III de la *Loi sur les ressources en eau du Canada* est abrogée.

1985, ch. 26, art. 34

141. Les alinéas 24(1)*b*) et *c*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«*b*) examiner tout déchet qui s'y trouve en vrac ou ouvrir tout récipient qui s'y trouve lorsqu'il a des raisons de croire qu'il contient des déchets, et en prélever des échantillons; et»

142. Le paragraphe 28(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**28.** (1) Quiconque contrevient à l'article 8 est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cinq mille dollars pour chaque infraction.»

143. L'article 29 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Peine

«**29.** Quiconque contrevient à l'article 25 ou à tout règlement pris en vertu des alinéas 16(1)*e*), *f*) ou *g*) commet une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

1970-71-72, c. 47

Clean Air Act

Repeal

144. The *Clean Air Act* is repealed.

c. 14 (2nd Supp.), Part I

Department of the Environment Act

1984, c. 31, s. 14 (Sch. II, item 22)

145. Subsection 6(2) of the *Department of the Environment Act* is repealed.

1974-75-76, c. 72

Environmental Contaminants Act

Repeal

146. (1) The *Environmental Contaminants Act*, except subsection 4(6) thereof, is repealed.

1984, c. 40, s. 25(2)

(2) Subsection 4(6) of the said Act is repealed.

1974-75-76, c. 55

Ocean Dumping Control Act

Repeal

147. The *Ocean Dumping Control Act* is repealed.

Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique

1970-71-72, ch. 47

Abrogation

144. La *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique* est abrogée.

Loi sur le ministère de l'environnement

ch. 14 (2e suppl.)

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, nº 22

145. Le paragraphe 6(2) de la *Loi sur le ministère de l'environnement* est abrogé.

Loi sur les contaminants de l'environnement

1974-75-76, ch. 72

Abrogation

146. (1) La *Loi sur les contaminants de l'environnement*, sauf le paragraphe 4(6), est abrogée.

(2) Le paragraphe 4(6) de la même loi est abrogé.

Loi sur l'immersion de déchets en mer

1974-75-76, ch. 55

Abrogation

147. La *Loi sur l'immersion de déchets en mer* est abrogée.

PART IX

COMING INTO FORCE

Coming into force

148. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

148. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

SCHEDULE I
(*Sections 13, 32 to 36*)

LIST OF TOXIC SUBSTANCES

Item	Column I Name or Description of Substance	Column II Type of Regulation Applicable
1.	Chlorobiphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	(a) Prohibited commercial, manufacturing or processing uses (b) Maximum concentrations in products (c) Maximum quantities and concentrations that may be released into the environment
2.	Dodecachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2,6}$.$0^{3,9}$.$0^{4,8}$] decane	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
3.	Polybrominated Biphenyls that have the molecular formula $C_{12}H_{10-n}Br_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
4.	Chlorofluorocarbon: totally halogenated chlorofluorocarbons that have the molecular formula $C_nCl_xF_{(2n+2-x)}$	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
5.	Polychlorinated Terphenyls that have a molecular formula $C_{18}H_{14-n}Cl_n$ in which "n" is greater than 2	Prohibited commercial, manufacturing or processing uses
6.	Asbestos	Limited atmospheric releases from asbestos mines and mills
7.	Lead	Limited atmospheric releases from secondary lead smelters
8.	Mercury	Limited atmospheric releases from chlor-alkali mercury plants
9.	Vinyl Chloride	Limited atmospheric releases from vinyl chloride and polyvinyl chloride plants

ANNEXE I
(*articles 13 et 32 à 36*)

LISTE DES SUBSTANCES TOXIQUES

Article	Colonne I Dénomination de la substance	Colonne II Type de règlement applicable
1.	Les biphényles chlorés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	a) Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites b) Concentrations maximales dans les produits c) Quantités et concentrations maximales qui peuvent être émises dans l'environnement
2.	Le dodécachloropentacyclo [5.3.0.$0^{2,6}$.$0^{3,9}$.$0^{4,8}$] décane	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
3.	Les biphényles polybromés dont la formule moléculaire est $C_{12}H_{10-n}Br_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
4.	Les chlorofluoroalcanes complètement halogénés dont la formule moléculaire est $C_nCl_xF_{(2n+2-x)}$	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
5.	Les triphényles polychlorés dont la formule moléculaire est $C_{18}H_{14-n}Cl_n$, où «n» est plus grand que 2	Utilisations commerciales, de fabrication ou de transformation interdites
6.	Amiante	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les mines et les usines d'extraction d'amiante
7.	Plomb	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fonderies de plomb de seconde fusion
8.	Mercure	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlore utilisant des électrolyseurs au mercure
9.	Chlorure de vinyle	Limitation des émissions dans l'atmosphère pour les fabriques de chlorure de vinyle et de chlorure de polyvinyle

SCHEDULE II
(*Sections 40 and 42*)

PART I

LIST OF PROHIBITED SUBSTANCES

PART II

LIST OF TOXIC SUBSTANCES REQUIRING EXPORT NOTIFICATION

PART III

LIST OF HAZARDOUS WASTES REQUIRING EXPORT OR IMPORT NOTIFICATION

ANNEXE II
(*articles 40 et 42*)

PARTIE I

LISTE DES SUBSTANCES INTERDITES

PARTIE II

LISTE POUR L'EXPORTATION DES SUBSTANCES TOXIQUES

PARTIE III

LISTE POUR L'EXPORTATION OU L'IMPORTATION DES DÉCHETS DANGEREUX

SCHEDULE III
(*Sections 71 and 72*)

PART I

LIST OF PROHIBITED SUBSTANCES

1. Organohalogen compounds.
2. Mercury and mercury compounds.
3. Cadmium and cadmium compounds.
4. Persistent plastics and other persistent synthetic materials.
5. Crude oil and its wastes, refined petroleum products, petroleum distillate residues and any mixtures containing any of those substances.
6. High-level radioactive wastes or other high-level radioactive matter that may be prescribed.
7. Substances in whatever form, produced for biological and chemical warfare.

PART II

LIST OF RESTRICTED SUBSTANCES

1. Arsenic and its compounds.
2. Lead and its compounds.
3. Copper and its compounds.
4. Zinc and its compounds.
5. Organosilicon compounds.
6. Cyanides.
7. Fluorides.
8. Pesticides and their by-products not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
9. Beryllium and its compounds
10. Chromium and its compounds.
11. Nickel and its compounds.
12. Vanadium and its compounds.
13. Containers and scrap metal.
14. Radioactive wastes or other radioactive matter not included in the List of Prohibited Substances in Part I.
15. Substances that by reason of their bulk would interfere with fishing.
16. Substances that, though of a non-toxic nature, may become harmful due to the quantities in which they are dumped, or that are liable to seriously reduce amenities.

ANNEXE III
(*articles 71 et 72*)

PARTIE I

LISTE DES SUBSTANCES INTERDITES

1. Les organohalogénés.
2. Le mercure et ses composés.
3. Le cadmium et ses composés.
4. Les plastiques non destructibles et autres matières synthétiques non destructibles.
5. Le pétrole brut et ses déchets, les produits du pétrole raffiné, les résidus du pétrole distillé et tout mélange contenant l'un ou l'autre de ces produits.
6. Les déchets fortement radioactifs et autres matières fortement radioactives désignés par règlement.
7. Les substances produites pour la guerre biologique et chimique sous quelque forme que ce soit.

PARTIE II

LISTE DES SUBSTANCES RÉGLEMENTÉES

1. L'arsenic et ses composés.
2. Le plomb et ses composés.
3. Le cuivre et ses composés.
4. Le zinc et ses composés.
5. Les organosiliciés.
6. Les cyanures.
7. Les fluorures.
8. Les pesticides et sous-produits de pesticides non compris à la partie I.
9. Le béryllium et ses composés.
10. Le chrome et ses composés.
11. Le nickel et ses composés.
12. Le vanadium et ses composés.
13. Les conteneurs et les déchets métalliques.
14. Les déchets radioactifs ou autres matières radioactives non comprises à la partie I.
15. Les substances qui, de par leur volume, gêneraient la pêche.
16. Les substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui sont susceptibles de diminuer sensiblement les agréments.

PART III

LIST OF FACTORS

1. CHARACTERISTICS AND COMPOSITION OF SUBSTANCE

(1) Total amount and average composition of substance dumped (e.g., per year).

(2) Form (e.g., solid, sludge, liquid or gaseous).

(3) Properties: physical (e.g., solubility and density), chemical and biochemical (e.g., oxygen demand, nutrients) and biological (e.g., presence of viruses, bacteria, yeasts and parasites).

(4) Toxicity.

(5) Persistence: physical, chemical and biological.

(6) Accumulation and biotransformation in biological materials or sediments.

(7) Susceptibility to physical, chemical and biochemical changes and interaction in the aquatic environment with other dissolved organic and inorganic materials.

(8) Probability of production of taints or other changes reducing marketability of resources (fish and shellfish).

2. CHARACTERISTICS OF DUMPING SITE AND METHOD OF DEPOSIT

(1) Location (e.g., coordinates of the dumping site, depth and distance from the coast) and location in relation to other areas (e.g., amenity areas, spawning, nursery and fishing areas and exploitable resources).

(2) Rate of disposal per specific period (e.g., quantity per day, per week, per month).

(3) Methods of packaging and containment, if any.

(4) Initial dilution achieved by proposed method of release.

(5) Dispersal characteristics (e.g., effects of currents, tides and wind on horizontal transport and vertical mixing).

(6) Water characteristics (e.g., temperature, pH, salinity, stratification, oxygen indices of pollution — dissolved oxygen (DO), chemical oxygen demand (COD), biochemical oxygen demand (BOD) — nitrogen present in organic and mineral form including ammonia, suspended matter, other nutrients and productivity).

(7) Bottom characteristics (e.g., topography, geochemical and geological characteristics and biological productivity).

PARTIE III

FACTEURS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR LA DÉLIVRANCE DES PERMIS

1. CARACTÉRISTIQUES ET COMPOSITION DE LA SUBSTANCE

(1) Quantité totale et composition moyenne de la substance immergée (exemple : par an).

(2) Forme, par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse.

(3) Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, éléments nutritifs) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).

(4) Toxicité.

(5) Persistance : physique, chimique et biologique.

(6) Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques et les sédiments.

(7) Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.

(8) Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, crustacés et mollusques testacés, etc.).

2. CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'IMMERSION ET MÉTHODE DE DÉPÔT

(1) Emplacement (coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).

(2) Cadence d'évacuation de la matière (par exemple, quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).

(3) Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.

(4) Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée.

(5) Caractéristiques de dispersion (telles qu'effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).

(6) Caractéristiques de l'eau (telles que température, pH, salinité, stratification, indices de pollution : notamment oxygène dissous (OD), demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), présence d'azote sous forme organique ou minérale et, notamment, présence d'ammoniaque, de matières en suspension et d'autres matières nutritives, productivité).

(7) Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique).

(8) Existence and effects of other dumpings that have been made in the dumping site (e.g., heavy metal background reading and organic carbon content).

(9) Whether an adequate scientific basis exists for assessing the consequences of dumping, as outlined in this List taking into account seasonal variations.

3. GENERAL CONSIDERATIONS AND CONDITIONS

(1) Possible effects on amenities (e.g., presence of floating or stranded material, turbidity, objectionable odour, discoloration and foaming).

(2) Possible effects on marine life, fish and shellfish culture, fish stocks and fisheries, seaweed harvesting and culture.

(3) Possible effects on other uses of the sea (e.g., impairment of water quality for industrial use, underwater corrosion of structures, interference with ship operations from floating substances, interference with fishing or navigation through deposit of waste or solid objects on the sea floor and protection of areas of special importance for scientific or conservation purposes).

(4) The practical availability of alternative land based methods of treatment, disposal or elimination, or of treatment to render the substance less harmful for dumping at sea.

(8) Existence et effets d'autres immersions pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et teneur en carbone organique).

(9) Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, on doit s'efforcer de déterminer s'il existe une base scientifique d'évaluation des conséquences de l'immersion comme il est indiqué dans la présente annexe, compte tenu des variations saisonnières.

3. CONSIDÉRATIONS ET CIRCONSTANCES GÉNÉRALES

(1) Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).

(2) Effets éventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.

(3) Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer, perturbations du fonctionnement des navires par des matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).

(4) Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT AND OF HUMAN LIFE AND HEALTH

Declaration

Preamble

SHORT TITLE

1. Short title

ADMINISTRATIVE DUTIES

2. Duties of the Government of Canada

INTERPRETATION

3. Definitions

HER MAJESTY

4. Binding on Her Majesty

ADVISORY COMMITTEES

5. Ministerial advisory committees

6. Federal-provincial advisory committees

PART I

ENVIRONMENTAL QUALITY OBJECTIVES, GUIDELINES AND CODES OF PRACTICE

Environmental Data and Research

7. Monitoring, research and publication

Formulation of Objectives, Guidelines and Codes of Practice

8. Formulation by the Minister

9. Formulation by the Minister of National Health and Welfare

Publication

10. Publication of objectives, guidelines and codes of practice

PART II

TOXIC SUBSTANCES

Interpretation

11. Toxic substances

Priority Substances

12. Priority Substances List

13. Report of assessment

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA VIE HUMAINE ET DE LA SANTÉ

Déclaration

Préambule

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

APPLICATION ADMINISTRATIVE

2. Mission du gouvernement fédéral

DÉFINITIONS

3. Définitions

SA MAJESTÉ

4. Obligation de Sa Majesté

COMITÉS CONSULTATIFS

5. Constitution

6. Comités consultatifs fédéro-provinciaux

PARTIE I

OBJECTIFS, DIRECTIVES ET CODES DE PRATIQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Données sur l'environnement et recherche

7. Contrôle, recherche et publication

Établissements d'objectifs, de directives et de codes de pratiques

8. Attributions du ministre

9. Attributions du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Publication

10. Publication des objectifs, directives et codes de pratiques

PARTIE II

SUBSTANCES TOXIQUES

Définition

11. Substance toxique

Liste des substances d'intérêt prioritaire

12. Liste prioritaire

13. Rapport d'évaluation

Information

14. Gathering of information
15. Notice requiring information and samples
16. Notice to the Minister
17. Communication of information

Disclosure of Information

18. Request for confidentiality
19. Prohibition of disclosure
20. Hazardous Materials Information Review Act
21. Regulations
22. Non-disclosure by Minister of National Defence
23. Security requirements for disclosure

Substances New to Canada

24. Domestic Substances List
25. Manufacture or import of substances
26. Prohibition of activity
27. Assessment of information
28. Action to be taken after assessment
29. Amendment of Lists
30. Publication of masked name
31. Regulations

Regulation of Toxic Substances

32. Addition to List of Toxic Substances
33. Regulations
34. Emergency orders

Release of Toxic Substances

35. Report and remedial measures
36. Voluntary report
37. Regulations
38. Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty
39. Remedial measures

Export and Import of Toxic Substances and Waste Materials

40. List of Prohibited Substances
41. List of Toxic Substances Requiring Export Notification

Information

14. Collecte de renseignements
15. Avis de demande de renseignements et d'échantillons
16. Notification au ministre
17. Communication de renseignements

Communication de renseignements

18. Confidentialité
19. Communication interdite
20. Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
21. Règlements
22. Dérogation : ministre de la Défense nationale
23. Consignes de sécurité

Substances nouvelles au Canada

24. Liste intérieure
25. Fabrication ou importation
26. Interdiction par le ministre
27. Évaluation des renseignements
28. Mesures
29. Modification des listes
30. Dénomination maquillée
31. Règlements

Réglementation des substances toxiques

32. Inscription sur la liste des substances toxiques
33. Règlements
34. Arrêtés d'urgence

Rejet de substances toxiques

35. Rapport et correctifs
36. Rapport volontaire
37. Règlements
38. Recouvrement des frais par Sa Majesté
39. Mesures correctives

Exportation et importation de substances toxiques et de déchets

40. Liste des substances interdites
41. Liste d'exportation

42. List of Hazardous Wastes Requiring Export or Import Notification
43. Conditions governing export or import
44. Publication of Lists of Authorities

Fuels

45. Prohibition
46. Regulations

Notice of Objection

47. Publication of proposed orders and regulations

PART III

NUTRIENTS

Interpretation

48. Definitions

Prohibition

49. Prohibition
50. Publication of proposed regulations

PART IV

FEDERAL DEPARTMENTS, AGENCIES, CROWN CORPORATIONS, WORKS, UNDERTAKINGS AND LANDS

Interpretation

51. Definitions

Guidelines

52. Guidelines

Regulations

53. Absence of regulations
54. Publication of proposed regulations

Plans and Specifications

55. Plans and specifications

56. Report and remedial measures
57. Voluntary report
58. Regulations
59. Recovery of reasonable costs and expenses

42. Liste pour l'exportation ou l'importation de déchets dangereux
43. Modalités d'exportation ou d'importation
44. Publication des listes

Combustibles

45. Interdiction
46. Règlements

Avis d'opposition

47. Publication des projets de décret et de règlement

PARTIE III

SUBSTANCES NUTRITIVES

Définitions

48. Définitions

Interdiction

49. Interdiction
50. Publication des projets de règlement

PARTIE IV

MINISTÈRES, ORGANISMES ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT FÉDÉRAUX, ENTREPRISES FÉDÉRALES ET TERRITOIRE DOMANIAL

Définitions

51. Définitions

Directives

52. Établissement et objet

Règlements

53. Absence de mesures réglementaires
54. Publication des projets de règlement

Plans, devis, etc.

55. Communication de renseignements

Rejet des substances

56. Rapport et correctifs
57. Rapport volontaire
58. Règlements
59. Recouvrement des frais par Sa Majesté

PART V

INTERNATIONAL AIR POLLUTION

60. Recommendation of regulations respecting international pollution
61. Publication of proposed regulations
62. Regulations
63. Prohibition
64. Plans and specifications

PART VI

OCEAN DUMPING

Interpretation

65. Definitions

Prohibitions

66. Dumping
67. Dumping to avert danger
68. Loading in Canada
69. Disposal of ship, aircraft, platform or other man-made structure
70. Minister may grant permit
71. Factors to be considered in granting permit

Publication

72. Publication in the *Canada Gazette*

Notice of Objection

73. Notice of objection

Service of Documents

74. Manner of service

Inspections

75. Powers of inspectors

Costs and Expenses of the Crown

76. Costs and expenses recoverable

Detention of Ships

77. Detention of ships

Seizure and Forfeiture

78. Warrant for seizure of ships, etc.
79. Custody

PARTIE V

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE INTERNATIONALE

60. Recommandation

61. Publication des projets de règlement
62. Règlements
63. Interdiction
64. Plans, devis, etc.

PARTIE VI

IMMERSION DE DÉCHETS EN MER

Définitions

65. Définitions

Interdictions

66. Immersion
67. Cas d'urgence
68. Chargement au Canada
69. Abandon de navire, d'aéronef, de plate-forme ou d'ouvrage
70. Délivrance
71. Facteurs à prendre en considération pour délivrer un permis

Publication

72. Publication dans la *Gazette du Canada*

Avis d'opposition

73. Notification du demandeur ou du titulaire de permis

Signification des documents

74. Mode de signification

Inspections

75. Pouvoirs des inspecteurs

Dépenses de l'État

76. Recouvrement

Arrêt de navires

77. Arrêt de navires

Saisie et confiscation

78. Pouvoir de délivrer un mandat
79. Garde

80. Redelivery on deposit of security
81. Court may order forfeiture
82. Disposal of forfeited ship, aircraft, etc.
83. Application by person claiming interest
84. Provisions of this Part and Part VII

Regulations

85. Regulations

PART VII

GENERAL

Regulations

86. Exercise of regulation-making power
87. Transitional provision

Board of Review Proceedings

88. Establishment of board of review
89. Number of members of board
90. Appearance before board
91. Withdrawal of notice of objection
92. Powers of board
93. Costs
94. Absent member of board
95. Report
96. Rules for boards of review

Agreements with Provinces

97. Agreements

Designation of Inspectors and Analysts

98. Designation

Inspection

99. Inspection

Search and Seizure

100. Search and seizure

Inspectors

101. Assistance to inspectors
102. Obstruction of inspectors

Seizure and detention

103. Seizure

80. Remise en possession moyennant caution
81. Confiscation judiciaire
82. Réalisation d'un bien confisqué
83. Requête par quiconque revendique un droit
84. Dispositions de la présente partie et de la partie VII

Règlements

85. Règlements

PARTIE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Exercice du pouvoir réglementaire

86. Disposition générale
87. Disposition transitoire

Commission de révision

88. Constitution
89. Commissaires
90. Comparution
91. Retrait d'un avis d'opposition
92. Pouvoirs d'une commission
93. Frais
94. Absence d'un membre
95. Rapport
96. Règles

Accords avec les provinces

97. Conclusion

Inspecteurs et analystes

98. Désignation

Inspection

99. Inspection

Perquisition et saisie

100. Délivrance du mandat

Inspecteurs

101. Aide à donner aux inspecteurs
102. Entrave

Saisie et rétention

103. Saisie

104. Application to extend period of detention

Forfeiture

105. Forfeiture on consent
106. Forfeiture by order of court

Investigation of Offences

107. Application for investigation
108. Investigation
109. Minister may send evidence to Attorney General of Canada

Offences and Punishment

110. Inspectors
111. Information, notices and testing
112. Tests, manufacture, etc.
113. Fraud
114. Damage to the environment and death or harm to persons
115. Other offences
116. Time limit
117. Continuing offence
118. Construction of subsection 450(5) of the *Canada Shipping Act*
119. Regulations
120. Nearest court has jurisdiction for Part VI offences
121. Liability of directors
122. Identifying owner, master, etc.
123. Proof of offence
124. Defence
125. Certificate of analyst

Discharge

126. Absolute or conditional discharge
127. Suspended sentence
128. Additional fine
129. Orders of court
130. Compensation for loss of property
131. Variation of sanctions
132. Offence

Contraventions

133. Ticketing

104. Demande de prolongation du délai de rétention

Confiscation

105. Confiscation sur consentement
106. Confiscation par ordonnance du tribunal

Enquêtes

107. Demande d'enquête
108. Enquête
109. Communication de documents au procureur général du Canada

Infractions et peines

110. Inspecteurs
111. Renseignements, notification et expérimentation
112. Essais, fabrication, etc.
113. Fraude
114. Dommages à l'environnement
115. Autres infractions
116. Prescription
117. Infraction continue
118. Interprétation du par. 450(5) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*
119. Règlements
120. Tribunal compétent : partie VI
121. Responsabilité pénale : personnes morales
122. Poursuites contre le propriétaire, capitaine, etc.
123. Preuve
124. Disculpation
125. Certificat de l'analyste

Absolution

126. Absolution
127. Sursis
128. Amende supplémentaire
129. Ordonnance du tribunal
130. Dommages-intérêts
131. Ordonnance de modification des sanctions
132. Infraction

Contraventions

133. Contraventions

Other Remedies

134. Injunction

135. Civil cause of action

136. Civil remedies

Report to Parliament

137. Annual report

138. Permanent review of Act by Parliamentary committee

PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND REPEAL

139. *Access to Information Act*

140-143 *Canada Water Act*

144. *Clean Air Act*

145. *Department of the Environment Act*

146. *Environmental Contaminants Act*

147. *Ocean Dumping Control Act*

PART IX

COMING INTO FORCE

148. Coming into force

Autres moyens de droit

134. Injonction d'initiative ministérielle

135. Recouvrement de dommages-intérêts

136. Recours civils

Rapport au Parlement

137. Rapport

138. Examen permanent par un comité parlementaire

PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET ABROGATIONS

139. *Loi sur l'accès à l'information*

140-143. *Loi sur les ressources en eau du Canada*

144. *Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique*

145. *Loi sur le ministère de l'environnement*

146. *Loi sur les contaminants de l'environnement*

147. *Loi sur l'immersion de déchets en mer*

PARTIE IX

ENTRÉE EN VIGUEUR

148. Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada